

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA SOCIOLOGIE QUÉBÉCOISE : ANALYSE LEXICOMÉTRIQUE DE LA
PRATIQUE D'UNE DISCIPLINE, 1943-2003

THÈSE
PRÉSENTÉE
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DU DOCTORAT EN SOCIOLOGIE

PAR
JEAN-FRANÇOIS LEPAGE

FÉVRIER 2010

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je voudrais d'abord remercier M. Jacques Beauchemin, professeur et Directeur du Département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal, pour l'excellence de son travail d'encadrement de mes travaux doctoraux. J'ai particulièrement apprécié la générosité, la souplesse et la sensibilité dont il a su faire preuve, sans aucun compromis sur la rigueur intellectuelle.

Je veux aussi remercier ceux qui m'ont fourni une aide technique très appréciable : Yan Tremblay, étudiant en sociologie, qui m'a aidé dans le formatage du corpus ; Jean-Marie Tremblay du site *Les classiques des sciences sociales* qui m'a fourni des textes en version électronique ; Lyne Corneau, de Statistique Canada, qui m'a initié et m'a assisté dans la création et la gestion d'une base de données relationnelle ; Louise Inkel, pour son précieux travail de correction, de traduction et de conseillère linguistique.

Je remercie également les parents et amis qui m'ont encouragé et supporté dans mon travail, notamment Bjenk Ellefsen et Marco Silvestro qui ont partagé mon cheminement doctoral, et dont les avis et l'amitié ont toujours été précieux.

Je veux surtout remercier ma conjointe, Annie Thiffeault, dont l'appui indéfectible et les encouragements constants ont été essentiels à la réalisation de cette thèse. Je la remercie pour son soutien technique, mais surtout pour sa présence et pour les innombrables sacrifices sans lesquels rien de tout cela n'aurait été possible.

Enfin, mes travaux doctoraux ont bénéficié du soutien financier du Fonds pour la formation des chercheurs et l'aide à la recherche (devenu le Fonds québécois pour la recherche sur la société et la culture), du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et du département de sociologie de l'UQÀM, que je remercie.

TABLE DES MATIERES

Liste des graphiques	ix
Liste des tableaux.....	xiv
Liste des abréviations, sigles et acronymes	xxiii
Résumé	xxiv
Abstract	xxvi
INTRODUCTION	1
PREMIÈRE PARTIE	
La problématique de recherche	9
CHAPITRE I	
Historique de la sociologie québécoise : les institutions et les idées	10
1.1 La sociologie pré-institutionnelle	11
1.2. Les débuts de la sociologie universitaire	17
1.3 Les années 1960 et 1970 : l'âge d'or de la sociologie	24
1.4 Les années 1980 à 2003 : la crise de la sociologie ?	28
1.5 Thèmes et objets d'étude de la sociologie québécoise.....	31
1.6 Conclusion	42
CHAPITRE II	
Débats et consensus sur la sociologie québécoise	44
2.1 L'institutionnalisation de la sociologie	45
2.2 Continuité ou rupture ?	51
2.3 L'autonomie du champ sociologique québécois	64
2.3.1 État de la question : les études québécoises	65
2.3.2 L'autonomie du champ chez Bourdieu	75
2.3.3 Retour sur les études québécoises.....	83
2.4 La scientificité de la sociologie québécoise.....	85
2.5 Conclusion	88

CHAPITRE III

Sciences, sciences humaines et sociologie : les tendances actuelles	91
3.1 L'avènement du « Mode 2 »	92
3.2 Quelques études sociologiques récentes sur la science, les sciences sociales et humaines et la sociologie au Québec	99
3.2.1 <i>La politique scientifique</i>	100
3.2.2 <i>Les pratiques de publication</i>	104
3.2.2 <i>Formation doctorale et tendances de recherche chez les jeunes</i>	106
3.3 Le problème spécifique de recherche	109
3.4. La question de recherche.....	111
3.5 Conclusion	115

CHAPITRE IV

sociologie de la science chez Kuhn et Bourdieu	117
4.1 Sociologie de la science.....	117
4.2 Kuhn et les révolutions scientifiques	123
4.3. La théorie des champs de Bourdieu.....	126
4.3.1. <i>Le champ sociologique</i>	131
4.4. Pertinence de l'approche théorique.....	139
4.4.1. <i>Langage, discours et corpus selon la théorie des champs</i>	141
4.5 Conclusion	145

CHAPITRE V

Analyse du discours et sociographie québécoise	146
5.1 Théorie des champs et analyse de discours	147
5.1.1 <i>Quelques limites et précisions</i>	148
5.1.2 <i>La méthode préconisée</i>	151
5.2 Le matériau à analyser.....	156
5.2.1 <i>Corpus représentatif et corpus significatif</i>	158
5.2.2 <i>Deux stratégies de construction du corpus</i>	161
5.2.3 <i>Les « producteurs éligibles »</i>	165

5.2.4 Les frontières temporelles	169
5.2.5 Les types de publication	171
5.3 Conclusion	173

CHAPITRE VI

La constitution du corpus.....	175
6.1 Recension des auteurs	176
6.1.1 Les auteurs ayant connu une carrière de cinq ans ou plus.....	177
6.2 La recension des articles et des monographies	181
6.3 Les critères de sélection des textes	185
6.3.1 Les articles	186
6.3.2 Les monographies.....	190
6.4 Les sous-corpus	193
6.4.1 Le sous-corpus 0	195
6.5 Constitution du corpus	198
6.5.1 Procédure exceptionnelle	200
6.5.2 Le sous-corpus 0	201
6.5.3 Le sous-corpus 1	203
6.5.4 Le sous-corpus 2	205
6.5.5 Le sous-corpus 3	206
6.5.6 Le sous-corpus 4	207
6.6 Conclusion.....	209

CHAPITRE VII

Procédures et points de repère analytiques.....	210
7.1 Paradigmes, périodes et courants dans la sociographie québécoise.....	211
7.1.1 Le concept de paradigme et la notion de courant.....	212
7.1.2 Les courants de la sociologie québécoise.....	214
7.2 Objectifs et procédures de l'analyse lexicale.....	216
7.2.1 Identifier et décrire les courants de la sociologie québécoise	218
7.2.2 L'analyse chronologique	220
7.3 Mise en perspective des facteurs externes	221

7.3.1 Les événements marquants de la société québécoise	222
7.3.2 Les politiques publiques	224
7.3.3 Les référents théoriques.....	230
7.3.4 L'influence des facteurs externes dans la régulation du champ.....	231
7.4 Synthèse des périodes.....	236
7.4.1 La période 1943-1959.....	237
7.4.2 Les années 1960.....	238
7.4.3 Les années 1970.....	238
7.4.4 Les années 1980.....	239
7.4.5 Les années 1990 et le tournant des années 2000.....	239
7.5 Conclusion.....	240
DEUXIÈME PARTIE	
Analyse et interprétation	242
CHAPITRE VIII	
Auteurs, articles et monographies : quelques statistiques descriptives.....	243
8.1. Description des variables utilisées pour la recension des auteurs	244
8.2 Description des variables utilisées pour la recension des articles	246
8.3 Description des variables utilisées pour la recension des notices bibliographiques	247
8.4 Brève analyse des habitudes de publication	251
8.4.1 Trois générations de sociologues	252
8.4.2 Brève analyse des articles.....	258
8.4.3 Brève analyse des notices bibliographiques.....	262
8.4.4 Quand les sociologues publient-ils ?.....	274
8.5 Conclusion	283
CHAPITRE IX	
Les courants de la sociologie québécoise	285
9.1 Les courants et les déclinaisons de la sociologie québécoise	286
9.1.1 Note méthodologique sur les données présentées	292
9.1.2 Quelques caractéristiques générales du corpus	296

9.2 La sociologie doctrinale (...-1952).....	302
9.2.1 Description du courant de la sociologie doctrinale	304
9.3 La sociologie de la modernisation (1943-1971)	311
9.3.1 Description du courant de la sociologie de la modernisation	316
9.4 La sociologie de la société globale (1961-1973)	331
9.4.1 Description du courant de la sociologie de la société globale	335
9.5 La sociologie des luttes sociales (1970-1980)	346
9.5.1 Description du courant de la sociologie des luttes sociales	350
9.6 La sociologie des problèmes sociaux (1977-1994)	363
9.6.1 Description du courant de la sociologie des problèmes sociaux	366
9.7 La sociologie des objets transversaux (1988-...).....	374
9.7.1 Description du courant de la sociologie des objets transversaux	377
9.8 Conclusion	386
 CHAPITRE X	
La nécessité et la contingence : Vie et mort du champ sociologique	
québécois	388
10.1 Analyse chronologique.....	389
10.1.1 Les années 1940 et 1950	389
10.1.2 Les années 1960 et 1970	391
10.1.3 Les années 1980, 1990 et 2000.....	397
10.2 Les facteurs externes	403
10.2.1 Les événements sociohistoriques.....	404
10.2.2 Les politiques publiques en matière de science	408
10.2.3 Les référents théoriques	410
10.3 Conclusion : la nécessité et la contingence.....	414
 CONCLUSION	417
 ANNEXE A	
Professeurs de sociologie recensés	429

ANNEXE B	
Tableaux de données sur les professeurs recensés et leurs publications.....	436
ANNEXE C	
Tableaux de données sur les spécificités de chaque texte constituant le corpus.....	449
ANNEXE D	
Tableaux de données sur les formes lexicales les plus fréquentes dans le corpus complet.....	555
ANNEXE E	
Tableaux de données sur les spécificités de chaque courant	558
Bibliographie	565

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 6.1 : Nombre de professeurs ayant travaillé dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon l'année d'embauche et la durée de la carrière	179
Graphique 8.1a : Nombre de professeurs ayant travaillé cinq ans ou plus dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec selon l'année d'embauche	252
Graphique 8.1b : Nombre de professeurs ayant travaillé cinq ans ou plus dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon l'année d'embauche et l'institution principale	253
Graphique 8.2a : Proportion des professeurs ayant travaillé cinq ans ou plus dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon la génération	254
Graphique 8.2b : Nombre de professeurs ayant travaillé cinq ans ou plus dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec entre 1943 et 2003, selon la génération et l'université principale	255
Graphique 8.3 : Nombre de professeurs ayant travaillé cinq ans ou plus dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon le sexe et la génération	257
Graphique 8.4 : Nombre de professeurs ayant travaillé cinq ans ou plus dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon le sexe et l'année d'embauche	257
Graphique 8.5a : Proportion des articles publiés entre 1943 et 2003 dans sept revues québécoises par les professeurs ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon la revue	258
Graphique 8.5b : Nombre d'articles publiés entre 1959 et 2003 dans trois revues québécoises par les professeurs ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon la revue et l'année de publication	259
Graphique 8.6 : Nombre moyen d'auteurs par article (publié dans sept revues québécoises et dont au moins un auteur a occupé un poste dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec cinq ans ou plus), selon l'année de publication	260
Graphique 8.7 : Proportion des articles publiés entre 1943 et 2003 dans sept revues québécoises par les professeurs ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon le nombre d'auteurs et l'année de publication	260

- Graphique 8.8 : Nombre d'articles publiés entre 1959 et 2003 dans trois revues québécoises par les professeurs ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon la génération et la revue de publication 261
- Graphique 8.9 : Nombre d'articles publiés entre 1959 et 2003 dans trois revues québécoises par les professeurs ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon l'université principale de l'auteur et la revue de publication 262
- Graphique 8.10a : Nombre de documents (notices bibliographiques) publiés entre 1943 et 2003* par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec d'après les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon l'année de publication, 2004 264
- Graphique 8.10b : Nombre de documents (notices bibliographiques) publiés entre 1943 et 2003* par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec d'après les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon le nombre d'auteurs, 2004 265
- Graphique 8.10c : Proportion des documents (notices bibliographiques) publiés entre 1943 et 2003* par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec d'après les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon l'année de publication et le nombre d'auteurs, 2004 265
- Graphique 8.11 : Nombre moyen d'auteurs par notice bibliographique (documents publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec d'après les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou) selon l'année de publication, 2004 266
- Graphique 8.15 : Distribution des documents (notices bibliographiques) publiés entre 1943 et 2003 par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec d'après les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon le type d'éditeur et l'année de publication, 2004 268
- Graphique 8.16 : Proportion des documents (notices bibliographiques) publiés entre 1943 et 2003 par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec selon les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, d'après le type d'éditeur* et l'année de publication, 2004 269

- Graphique 8.17 : Proportion des documents (notices bibliographiques) publiés entre 1943 et 2003 par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec d'après les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon le type d'éditeur* et la génération de l'auteur, 2004 270
- Graphique 8.18 : Proportion des documents (notices bibliographiques) publiés entre 1943 et 2003 par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec d'après les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon le type d'éditeur* et le moment de la publication par rapport à la carrière de l'auteur, 2004 271
- Graphique 8.19 : Proportion des documents (notices bibliographiques) publiés entre 1943 et 2003 par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec d'après les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon le type d'éditeur* et l'université principale de l'auteur, 2004. 272
- Graphique 8.20a : Nombre de documents (notices bibliographiques) publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec d'après les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon le type de publication, 2004 273
- Graphique 8.20b : Proportion des documents (notices bibliographiques) publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec d'après les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon le type* et l'année de publication, 2004 274
- Graphique 8.21 : Nombre moyen d'articles parus entre 1943 et 2003 dans sept revues québécoises, et de documents (notices bibliographiques) d'après les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, en carrière par 10 ans de carrière, selon la génération, 2004 276
- Graphique 8.22a : Nombre moyen d'articles parus entre 1943 et 2003 dans sept revues québécoises, et de documents (notices bibliographiques) d'après les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon l'année de publication par rapport à l'année d'embauche, 2004 278

Graphique 8.22b : Nombre moyen d'articles parus entre 1943 et 2003 dans sept revues québécoises publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon l'année de publication par rapport à l'année d'embauche	279
Graphique 8.22c : Nombre moyen de documents (notices bibliographiques) d'après les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon l'année de publication par rapport à l'année d'embauche, 2004	280
Graphique 8.24 : Proportion des articles parus entre 1943 et 2003 dans sept revues québécoises publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon la génération et le moment de publication par rapport à la carrière	281
Graphique 8.25 : Proportion des documents (notices bibliographiques) publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec d'après les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon la génération et le moment de publication par rapport à la carrière, 2004	282
Graphique 9.1 : Les courants de la sociologie québécoise, 1943-2003	287
Graphique 9.2 : Spécificité des groupes de formes représentatives de chaque courant, excluant les formes dont les occurrences totales dans le corpus complet sont égales ou supérieures à 1000, selon le courant	295
Graphique 9.3 : Fréquences relatives des formes lexicales composant les groupes de formes représentatives de chaque courant et dont les occurrences sont inférieures ou égales à 1000, selon le courant	295
Graphique 9.4 : Spécificité des groupes de formes représentatives de chaque courant, selon le courant	298
Graphique 9.5 : Fréquences relatives des formes lexicales composant les groupes de formes représentatives de chaque courant, selon le courant	299
Graphique 9.6 : Fréquences relatives des formes lexicales composant le groupe de formes représentatives du courant de la sociologie doctrinale, selon l'année	303
Graphique 9.7 : Fréquences relatives des formes lexicales composant le groupe de formes représentatives du courant de la sociologie de la modernisation, selon l'année	314
Graphique 9.8 : Fréquences relatives des formes lexicales composant le groupe de formes représentatives du courant de la sociologie de la société globale, selon l'année	333

Graphique 9.9 : Fréquences relatives des formes lexicales composant le groupe de formes représentatives du courant de la sociologie des luttes sociales, selon l'année	349
Graphique 9.10 : Fréquences relatives des formes lexicales composant le groupe de formes représentatives du courant de la sociologie des problèmes sociaux, selon l'année	365
Graphique 9.11 : Fréquences relatives des formes lexicales composant le groupe de formes représentatives du courant de la sociologie des objets transversaux, selon l'année	376
Graphique 10.1 : Fréquences relatives des auteurs étrangers cités au moins 25 fois dans le corpus complet et/ou au moins 10 fois dans le corpus des articles, selon l'année de la référence	413

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 7.1 : Principales interventions des gouvernements provincial et fédéral en matière de science au Québec	229
Tableau 7.2 : Exemples de pratiques et d'occupations associées au types idéaux de régulation de la pratique sociologique	235
Tableau 9.1 : Nombre d'articles et de monographies selon le courant et la déclinaison	289
Tableau 9.2 : Nombre d'occurrences lexicales par courant et par déclinaison, selon le type d'écrit	290
Tableau 9.3 : Textes du courant doctrinal	302
Tableau 9.4 : Sélection de formes lexicales représentatives de la sociologie doctrinale	302
Tableau 9.5 : Textes du courant de la modernisation	311
Tableau 9.6 : Sélection de formes lexicales représentatives de la sociologie de la modernisation	312
Tableau 9.7 : Textes de la déclinaison monographique	322
Tableau 9.8 : Textes de la déclinaison des études de la famille	325
Tableau 9.9 : Textes de la déclinaison de l'étude de l'industrialisation	326
Tableau 9.10 : Textes du courant de la sociologie de la société globale	331
Tableau 9.11 : Sélection de formes lexicales représentatives de la sociologie de la société globale	332
Tableau 9.12 : textes de la déclinaison de l'étude des idéologies	339
Tableau 9.13 : textes de la déclinaison de l'étude des classes ethniques	341
Tableau 9.14 : Textes du courant de la sociologie des luttes sociales	346
Tableau 9.15 : Sélection de formes lexicales représentatives de la sociologie des luttes sociales	347
Tableau 9.16 : Textes de la déclinaison structuro-marxiste	354
Tableau 9.17 : Textes de la déclinaison des sociétés dépendantes	358
Tableau 9.18 : Textes du courant des problèmes sociaux	363
Tableau 9.19 : Sélection de formes lexicales représentatives de la sociologie des problèmes sociaux	364
Tableau 9.20 : Textes du courant des objets transversaux	374
Tableau 9.21 : Sélection de formes lexicales représentatives de la sociologie des objets transversaux	375

Tableau 9.22 : Textes de la déclinaison nationale identitaire	381
Tableau 10.1 : Auteurs cités en référence au moins 25 fois dans le corpus total ou au moins 10 fois dans le corpus des articles	412
Tableau A.1 : Professeurs de sociologie recensés dans les annuaires de l'Université Laval, de l'Université de Montréal et de l'Université du Québec à Montréal, 1943-200	430
Tableau 6.1 : Distribution des professeurs ayant travaillé dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon l'année d'embauche et la durée de la carrière	437
Tableau 8.1 : Distribution des professeurs ayant travaillé cinq ans ou plus dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec selon l'année d'embauche et l'institution principale	437
Tableau 8.2 : Distribution des professeurs ayant travaillé cinq ans ou plus dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec selon la génération et l'institution principale	437
Tableau 8.3 : Distribution des professeurs ayant travaillé cinq ans ou plus dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec selon le sexe et la génération	438
Tableau 8.4 : Distribution des professeurs ayant travaillé cinq ans ou plus dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec selon le sexe et l'année d'embauche.	438
Tableau 8.5 : Distribution des articles publiés entre 1943 et 2003 dans huit revues québécoises par les professeurs ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon la revue et l'année de publication.	439
Tableau 8.6 : Distribution et nombre moyen d'auteurs par article (publié dans sept revues québécoises et dont au moins un auteur a occupé un poste dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec cinq ans ou plus) selon l'année de publication.	439
Tableau 8.7 : Distribution des articles publiés entre 1943 et 2003 dans sept revues québécoises par les professeurs ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon le nombre d'auteurs et l'année de publication.	439
Tableau 8.8 : Distribution des articles publiés entre 1959 et 2003 dans sept revues québécoises par les professeurs ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon la génération et la revue de publication	440
Tableau 8.9 : Distribution des articles publiés entre 1943 et 2003 dans huit revues québécoises par les professeurs ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon l'université principale de l'auteur et la revue de publication	440

Tableau 8.10 : Distribution des documents (notices bibliographiques) publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec selon les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon l'année de publication et le nombre d'auteurs, 2004	440
Tableau 8.11 : Distribution et nombre moyen d'auteurs par notice bibliographique (documents publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec selon les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou) selon l'année de publication, 2004	441
Tableau 8.12 : Distribution des notices publiées par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec selon les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon la langue et l'année de publication, 2004	441
Tableau 8.13 : Distribution des documents (notices bibliographiques) publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec selon les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon le lieu et l'année de publication, 2004	442
Tableau 8.14 : Distribution des documents (notices bibliographiques) publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec selon les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon la génération et le lieu de publication, 2004	442
Tableau 8.15 : Distribution des documents (notices bibliographiques) publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec selon les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon le type d'éditeur et l'année de publication, 2004	443
Tableau 8.16 : Distribution des documents (notices bibliographiques) publiés entre 1943 et 2003 par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec selon les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon le type d'éditeur et l'année de publication, 2004	443
Tableau 8.17 : Distribution des documents (notices bibliographiques) publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec selon les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon la génération et le type d'édition, 2004	444

Tableau 8.18 : Distribution des documents (notices bibliographiques) publiés entre 1943 et 2003 par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec selon les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon le type d'éditeur et le moment de la publication par rapport à la carrière de l'auteur, 2004	444
Tableau 8.19 : Distribution des documents (notices bibliographiques) publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec selon les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon l'université principale de l'auteur et le type d'édition, 2004	444
Tableau 8.20 : Distribution des documents (notices bibliographiques) publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec selon les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon le type et l'année de publication, 2004	445
Tableau 8.21 : Distribution, moyenne et moyenne par dix ans de carrière des articles parus entre 1943 et 2003 dans sept revues québécoises, et des documents (notices bibliographiques) selon les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon la génération et le moment de publication par rapport à la carrière, 2004	446
Tableau 8.22 : Distribution et moyenne d'articles parus entre 1943 et 2003 dans sept revues québécoises, et de documents (notices bibliographiques) selon les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon l'année de publication par rapport à l'année d'embauche et la génération, 2004	447
Tableau 8.23 : Distribution des documents (notices bibliographiques) publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec selon les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon la génération et le type de publication, 2004	448
Tableau 8.24 : Distribution des articles parus entre 1943 et 2003 dans sept revues québécoises publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon la génération et le moment de publication par rapport à la carrière	448
Tableau 8.25 : Distribution des documents (notices bibliographiques) publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec selon les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon la génération et le moment de publication par rapport à la carrière, 2004	448

Tableau C.01 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Hughes (1943), calculées sur le sous-corpus des articles	450
Tableau C.02 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Lamontagne (1944), calculées sur le sous-corpus des articles	451
Tableau C.03 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Lévesque (1944), calculées sur le sous-corpus des articles	452
Tableau C.04 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Falardeau (1944a), calculées sur le sous-corpus des articles	453
Tableau C.05 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Falardeau (1944b), calculées sur le sous-corpus des articles	454
Tableau C.06 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Poulin (1947), calculées sur le sous-corpus des articles	455
Tableau C.07 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Rocher (1952), calculées sur le sous-corpus des articles	456
Tableau C.08 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Falardeau (1953), calculées sur le sous-corpus des articles	457
Tableau C.09 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Trudeau (1959), calculées sur le sous-corpus des articles	458
Tableau C.10 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Garigue (1956), calculées sur le sous-corpus des articles	459
Tableau C.11 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Rioux (1959), calculées sur le sous-corpus des articles	460
Tableau C.12 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Falardeau (1961), calculées sur le sous-corpus des articles	461
Tableau C.13 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Dumont et Rocher (1961), calculées sur le sous-corpus des articles	462
Tableau C.14 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Rocher (1962), calculées sur le sous-corpus des articles	463
Tableau C.15 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Dumont (1962), calculées sur le sous-corpus des articles	464
Tableau C.16 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Dumont (1965), calculées sur le sous-corpus des articles	465
Tableau C.17 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Rioux (1965), calculées sur le sous-corpus des articles	466
Tableau C.18 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Fortin (1965), calculées sur le sous-corpus des articles	467
Tableau C.19 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Dion (1966), calculées sur le sous-corpus des articles	468

Tableau C.20 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Brazeau (1966), calculées sur le sous-corpus des articles	469
Tableau C.21 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Tremblay (1966), calculées sur le sous-corpus des articles	470
Tableau C.22 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Fortin (1968), calculées sur le sous-corpus des articles	471
Tableau C.23 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Bélanger (1968), calculées sur le sous-corpus des articles	472
Tableau C.24 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Bourque et Laurin-Frenette (1970), calculées sur le sous-corpus des articles	473
Tableau C.25 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Moreux (1971), calculées sur le sous-corpus des articles	474
Tableau C.26 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Rocher (1973), calculées sur le sous-corpus des articles	475
Tableau C.27 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Saint-Pierre (1975), calculées sur le sous-corpus des articles	476
Tableau C.28 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Brunelle (1975), calculées sur le sous-corpus des articles	477
Tableau C.29 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Billette (1977), calculées sur le sous-corpus des articles	478
Tableau C.30 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Gagnon (1978), calculées sur le sous-corpus des articles	479
Tableau C.31 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Dussault (1978), calculées sur le sous-corpus des articles	480
Tableau C.32 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Dofny (1978), calculées sur le sous-corpus des articles	481
Tableau C.33 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Bélanger et Saint-Pierre (1978), calculées sur le sous-corpus des articles	482
Tableau C.34 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Simard (1979a), calculées sur le sous-corpus des articles	483
Tableau C.35 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Maheu (1979), calculées sur le sous-corpus des articles	484
Tableau C.36 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Vandycke (1980), calculées sur le sous-corpus des articles	485
Tableau C.37 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Dandurand et Fournier (1980), calculées sur le sous-corpus des articles	486

Tableau C.38 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Simard (1982), calculées sur le sous-corpus des articles	487
Tableau C.39 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Lux (1983), calculées sur le sous-corpus des articles	488
Tableau C.40 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Langlois (1984), calculées sur le sous-corpus des articles	489
Tableau C.41 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Saint-Pierre (1985), calculées sur le sous-corpus des articles	490
Tableau C.42 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Jalbert (1985), calculées sur le sous-corpus des articles	491
Tableau C.43 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Sales (1985), calculées sur le sous-corpus des articles	492
Tableau C.44 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Lacroix et Lévesque (1986), calculées sur le sous-corpus des articles	493
Tableau C.45 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Simard (1990), calculées sur le sous-corpus des articles	494
Tableau C.46 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de McAll (1992), calculées sur le sous-corpus des articles	495
Tableau C.47 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de White (1993), calculées sur le sous-corpus des articles	496
Tableau C.48 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Hamel (1994), calculées sur le sous-corpus des articles	497
Tableau C.49 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Beauchemin (1995), calculées sur le sous-corpus des articles	498
Tableau C.50 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Lacroix (1995), calculées sur le sous-corpus des articles	499
Tableau C.51 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Freitag (1995), calculées sur le sous-corpus des articles	500
Tableau C.52 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Dumont (1997), calculées sur le sous-corpus des articles	501
Tableau C.53 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Gagnon (2000), calculées sur le sous-corpus des articles	502
Tableau C.54 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Lamoureux (2001), calculées sur le sous-corpus des articles	503
Tableau C.55 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Armony (2002), calculées sur le sous-corpus des articles	504
Tableau C.56 : Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Hughes (1945), calculées sur le sous-corpus des monographies	505

Tableau C.57 : Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Gérin (1946), calculées sur le sous-corpus des monographies	507
Tableau C.58 : Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Poulin (1952), calculées sur le sous-corpus des monographies	509
Tableau C.59 : Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Rioux (1954), calculées sur le sous-corpus des monographies	511
Tableau C.60 : Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Lamontagne (1954), calculées sur le sous-corpus des monographies	513
Tableau C.61 : Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Garigue (1962), calculées sur le sous-corpus des monographies	515
Tableau C.62 : Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Tremblay et Fortin (1964), calculées sur le sous-corpus des monographies	517
Tableau C.63 : Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Carisse (1964), calculées sur le sous-corpus des monographies	519
Tableau C.64 : Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Moreux (1969), calculées sur le sous-corpus des monographies	521
Tableau C.65 : Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Rioux (1969), calculées sur le sous-corpus des monographies	523
Tableau C.66 : Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Lazure (1972), calculées sur le sous-corpus des monographies	525
Tableau C.67 : Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Laurin-Frenette (1978), calculées sur le sous-corpus des monographies	527
Tableau C.68 : Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Brunelle (1978), calculées sur le sous-corpus des monographies	529
Tableau C.69 : Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Sales (1979), calculées sur le sous-corpus des monographies	531
Tableau C.70 : Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Simard (1979b), calculées sur le sous-corpus des monographies	533
Tableau C.71 : Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Gay (1983), calculées sur le sous-corpus des monographies	535
Tableau C.72 : Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Fournier (1986), calculées sur le sous-corpus des monographies	537
Tableau C.73 : Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Fortin (1987), calculées sur le sous-corpus des monographies	539
Tableau C.74 : Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Gagnon et Rioux (1988), calculées sur le sous-corpus des monographies	541

Tableau C.75 : Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Bourque et Duchastel (1988), calculées sur le sous-corpus des monographies	543
Tableau C.76 : Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Lacroix (1990), calculées sur le sous-corpus des monographies	545
Tableau C.77 : Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Dumont (1993), calculées sur le sous-corpus des monographies	547
Tableau C.78 : Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Gagnon (1994), calculées sur le sous-corpus des monographies	549
Tableau C.79 : Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Gagné et Langlois (2002), calculées sur le sous-corpus des monographies	551
Tableau C.80 : Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Beauchemin (2002), calculées sur le sous-corpus des monographies	553
Tableau D.1 : Sélection des 50 formes lexicales les plus fréquentes du corpus complet, position et occurrences de ces formes dans le sous-corpus des articles et dans celui des monographies	556
Tableau D.2 : Sélection des 50 segments répétés les plus fréquents du corpus complet, position et occurrences de ces segments dans le sous-corpus des articles et dans celui des monographies	557
Tableau E.1 : Sélection de spécificités positives du courant de la sociologie doctrinale calculées sur le corpus complet et sur le sous-corpus des articles	559
Tableau E.2 : Sélection de spécificités positives du courant de la sociologie de la modernisation calculées sur le corpus complet et sur le sous-corpus des articles	560
Tableau E.3 : Sélection de spécificités positives du courant de la sociologie de la société globale calculées sur le corpus complet et sur le sous-corpus des articles	561
Tableau E.4 : Sélection de spécificités positives du courant de la sociologie des luttes sociales calculées sur le corpus complet et sur le sous-corpus des articles	562
Tableau E.5 : Sélection de spécificités positives du courant de la sociologie des problèmes sociaux calculées sur le corpus complet et sur le sous-corpus des articles	563
Tableau E.6 : Sélection de spécificités positives du courant de la sociologie des objets transversaux calculées sur le corpus complet et sur le sous-corpus des articles	564

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

ACFAS	Association canadienne-française pour l'avancement des sciences
ACSALF	Association canadienne des sociologues et anthropologues de langue française
BAEQ	Bureau d'aménagement de l'Est du Québec
CCNST	Conseil consultatif national des sciences et de la technologie
CQRS	Conseil québécois de la recherche sociale
CRM	Conseil de recherches médicales
CRS	Cahiers de recherche sociologique
CRSH	Conseil de recherches en sciences humaines
CRSNG	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie
FCAC	Formation des chercheurs et actions concertées
FCAR	Formation des chercheurs et aide à la recherche
FRSQ	Fonds de la recherche en santé du Québec
INRS	Institut national de la recherche scientifique
IQRC	Institut québécois de recherche sur la culture
NSS	New Sociology of Science
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
PP	Production pour producteur
PNP	Production pour non-producteur
RCE	Réseaux de centres d'excellence
R-D	Recherche et développement
RS	Recherches sociographiques
SS	Sociologie et sociétés
UQ	Université du Québec
UQÀM	Université du Québec à Montréal

RÉSUMÉ

Cette thèse propose une analyse lexicométrique d'un corpus constitué de textes de sociologie francophone publiés au cours des soixante premières années de la sociologie universitaire au Québec, soit de 1943 à 2003. L'analyse a pour but d'identifier les courants de la sociologie québécoise et les pratiques associées à chacun d'eux, en plus d'explorer l'évolution historique de la production sociographique dans son contexte social, politique et disciplinaire. La problématique de recherche se définit au confluent de travaux sur l'institutionnalisation de la sociologie québécoise et de ceux plus récents sur les sciences sociales dans le contexte de la mondialisation, où les pressions exercées par l'État et par le secteur privé génèrent des transformations dans les pratiques scientifiques. L'impact de ces pressions sur la production scientifique, sur le *contenu* de la science, est cependant pratiquement inexploré.

La nécessité d'actualiser les connaissances sur la sociologie fait de cette discipline un cas intéressant pour combler cette lacune. Les publications constituent un matériau privilégié pour l'étude des pratiques sociologiques puisqu'elles en sont l'extrant principal. La méthode préconisée pour l'étude de contenu repose d'abord sur une *lecture* du corpus, qui offre une vision d'ensemble, puis sur une analyse lexicométrique assistée par ordinateur qui assure une exploration systématique du corpus, en plus de dépister les régularités et les variations lexicales. L'objectif principal de la présente thèse est donc d'explorer et de documenter l'évolution historique de la production sociologique québécoise, et de la mettre en perspective par rapport au contexte social, politique et disciplinaire dans lequel elle s'est inscrite.

L'analyse du corpus a permis l'identification de six courants distincts. Dernier vestige de la sociologie préinstitutionnelle, la sociologie doctrinale (...-1952) fait surtout la promotion de la pratique et de l'enseignement du service social. La sociologie de la modernisation (1943-1971) se concentre sur l'étude empirique des familles et des paroisses canadiennes-françaises à l'aide de la méthode monographique. La sociologie de la société globale (1961-1973) met l'accent sur les idéologies qui structurent la société québécoise, et sur les rapports de classes, définies notamment en termes ethniques. Résolument matérialiste et engagée, la sociologie des luttes sociales (1970-1980) insiste sur les contradictions internes de la société québécoise, d'abord en termes de classes sociales, puis en termes de luttes nationales. La sociologie des problèmes sociaux (1977-1994), hétérogène sur les plans thématique, théorique et méthodologique, met l'accent sur la recherche empirique dans un domaine d'intérêt du point de vue de la gouvernance. La sociologie des objets transversaux (1988-...), délocalisée et transdisciplinaire, est

davantage axée sur les enjeux théoriques liés à l'objet d'étude, que permettent de documenter des études empiriques du « cas » québécois.

L'étude chronologique de la sociographie québécoise permet de constater que la base sur laquelle s'opère la transition d'un courant à l'autre n'échappe pas à une certaine logique institutionnelle, et relève souvent d'un changement d'habitus qui met en cause le rapport à l'empirie. La sociologie interagit nécessairement avec son environnement, mais la configuration complexe et ponctuelle d'un ensemble de facteurs ne permet pas d'appréhender la relation entre la sociologie et ces facteurs externes autrement que dans les termes d'une contingence historique.

Il semble que le contexte dans lequel évoluent les sciences sociales depuis le début des années 1980 ait une incidence sur le contenu de la connaissance sociologique. La sociologie québécoise perd de son unité dans les années 1980. Le champ sociologique québécois n'est plus l'espace social significatif dans lequel la pratique de la sociologie s'inscrit. Les changements observés dans le corpus s'accordent avec l'idée d'une multidisciplinarisation et d'une internationalisation de la recherche sociale, ce qui correspond aux grandes tendances mondiales que permettent d'anticiper les principaux modèles d'analyse. Toutefois, les observations ne fournissent aucun indice quant à une éventuelle instrumentalisation de la recherche.

Mots clés : champ sociologique, discours, lexicométrie, pratiques scientifiques, publications, Québec, science, sciences sociales, sociographie, sociologie.

ABSTRACT

This thesis proposes a lexicometric analysis of a corpus comprising texts published in the field of francophone sociology during the first sixty years of university sociology in the province of Quebec, from 1943 to 2003. The analysis aims to identify the currents in Quebec sociology and the practices associated with each of them, as well as to explore the historical evolution of sociographic production in its social, political and disciplinary context. The problem examined in this research stands at the confluence of works on the institutionalization of Quebec sociology and of those, more recent, on social sciences in a globalized context, where the pressures exerted by State and the private sector alter scientific practices. The impact of these pressures on scientific production, on the *contents* of science, is, however, virtually unexplored.

Sociology make an interesting case in point to fill this void in view of the necessity to update the knowledge on this discipline. Publications constitute prime material for the study of sociological practices since they are its main output. The method recommended for contents study relies first on a *reading* of the corpus, which provides a global view, then on a computer-assisted lexicometric analysis which insures a systematic exploration of the corpus as well as enables the detection of lexical regularities and variations. The main objective of this thesis is therefore to explore and document the historical evolution of sociological production in Quebec, viewing it in the relative perspective of the social, political and disciplinary context in which it has taken place.

Corpus analysis has made it possible to identify six distinct currents. Last remnant of preinstitutional sociology, doctrinal sociology (...-1952) mainly promotes the practice and the teaching of social work. The sociology of modernization (1943-1971) focuses on the empirical study of French-Canadian families and parishes, using the monographic method. Sociology of Global Society (1961-1973) focuses on the ideologies which structure Quebec society and on class interactions, those classes being defined, among others, along ethnic lines. Resolutely materialistic and committed, the sociology of social struggles (1970-1980) insists on the inner contradictions of Quebec society, with regard first to social classes, but also to national struggles. The sociology of social problems (1977-1994), heterogeneous in terms of theme, theory and methodology, focuses on empirical research in a field examined from the viewpoint of governance. The sociology of cross-disciplinary objects (1988-...), delocalized and transdisciplinary, is centered more around the theoretical aspects of the object under study, which can be documented by empirical studies on the Quebec " case ".

The chronological study of Quebec sociography reveals the fact that the basis for transition from one current to the other does not avoid being subject to a certain institutional logic, and is often linked to a change of habitus in concurrence with empirism. Sociology inevitably interacts with its environment, yet the complex and punctual configuration of a set of factors does not allow to perceive the relationship between sociology and these external factors other than in terms of a historical contingency.

The context in which social sciences evolve since the early 1980s seems to have an effect on the contents of sociological knowledge. Quebec sociology loses some of its unity in the 1980s. The field of Quebec sociology is no longer the significant social area in which the practice of sociology takes place. The changes observed in the corpus concur with the idea of a multidisciplinaryisation and an internationalization of social research, thus echoing the major world trends which can be anticipated through prevailing analytical models. However, observations provide no clues as to the eventual instrumentalisation of the research.

INTRODUCTION

La sociologie est une discipline éminemment préoccupée par la valeur de la connaissance qu'elle produit et par le sens de son inscription dans le monde. Elle consacre une part importante de son attention à des réflexions de nature épistémologique et méthodologique qui la mènent à de profondes remises en question de ses propres pratiques. Parce qu'elle est à la fois un savoir sur la société et une pratique sociale, la sociologie a toute la légitimité de se prendre elle-même comme objet de recherche. De cette double posture résulte une *sociologie de la sociologie*, où la frontière entre une philosophie des conditions de production de la connaissance sociologique et une étude scientifique des pratiques concrètes est parfois ténue.

Cet intérêt réflexif de la sociologie pour elle-même est entretenu, sur le plan théorique, par la nature profondément ambivalente de la relation entre la sociologie et son objet – la sociologie comme science *de* et *dans* la société – et, sur le plan empirique, par la pluralité des formes spécifiques de la pratique sociologique. Au Québec, la pratique de la sociologie n'échappe pas à cette tendance : elle y a pris, depuis que Léon Gérin l'a introduite à la fin du XIX^e siècle, des formes très variées, parfois même antithétiques. Ces variations, fruits de dynamiques sociales parfois conflictuelles dont les sociologues sont partie prenante, ont généré un intérêt particulier pour la sociologie québécoise, qui a fait l'objet de nombreuses études sociologiques.

La présente thèse s'inscrit dans cette tradition de recherche sur la sociologie québécoise, particulièrement féconde dans les années 1970 et 1980. Cet objet d'étude connaît un regain d'intérêt au tournant du millénaire, alors que sont revisitées et débattues les interprétations communément admises du développement

et de l'institutionnalisation de la pensée sociologique au Québec. Bien qu'elle ne soit pas exempte de désaccords et de débats, l'histoire de la sociologie québécoise préinstitutionnelle est bien documentée, notamment grâce aux travaux récents de Jean-Philippe Warren (2001, 2003). Dans les années 1970 et 1980, ce sont la spécialisation et l'institutionnalisation de la sociologie qui ont surtout retenu l'attention des chercheurs¹. L'institutionnalisation de la discipline, avec la création d'un premier département de sociologie à l'Université Laval en 1943, et son développement dans les institutions universitaires québécoises ont été étudiés en profondeur, notamment par Marcel Fournier (1973 ; Fournier et Houle, 1980 ; Fournier et Trépanier, 1985) et ses collaborateurs dans les années 1970 et 1980.

La sociologie québécoise récente reste toutefois largement méconnue : si les transformations qui la caractérisent depuis les années 1980 font l'objet de nombreux essais et d'abondantes spéculations, aucune enquête empirique ne permet d'en actualiser les connaissances. Depuis les années 1990, ce sont davantage les sciences sociales en général qui sont visées par les recherches, non plus la discipline sociologie en particulier.

Ces études récentes s'inscrivent dans une perspective de recherche qui vise à documenter les grandes transformations mondiales dans la pratique des sciences. Ces transformations, qui résultent de changements dans « l'offre et la demande » de connaissances dans le contexte de la mondialisation, sont interprétées à l'aide des modèles du Mode 2 (Gibbons *et al.*, 1994) ou de la Triple hélice (Leydesdorff et Etzkowitz, 2000). Ce sont principalement les pressions exercées par l'État et par le secteur privé qui génèrent des transformations dans les pratiques scientifiques : abolition des frontières disciplinaires, création de nouveaux réseaux de recherche internationaux, dépendance accrue au financement privé et participation de

¹ Dans le présent document : pour faciliter la lecture, la forme masculine est employée pour désigner à la fois le masculin et le féminin.

nouveaux acteurs à la définition des orientations de la recherche. L'impact de ces pressions sur la production scientifique, sur le *contenu* de la science, est cependant pratiquement inexploré.

Dans ce contexte théorique, les études québécoises cherchent à documenter les changements dans les politiques scientifiques, dans le financement de la recherche, dans l'organisation du travail et dans la production scientifique (les publications). Les premières dimensions sont bien documentées, mais celle de la production scientifique est lacunaire. Si les pratiques de publication sont bien connues sur le plan quantitatif, personne ne s'est encore livré à une étude du contenu de la connaissance. Pour savoir si les pressions qui s'exercent sur les scientifiques altèrent la forme ou la nature de la connaissance produite par la science, il est nécessaire de procéder à une analyse des publications scientifiques.

Ainsi, la période de l'histoire de la sociologie québécoise la moins bien documentée – les années 1990 – est justement celle où la discipline est soumise, à l'instar de la plupart des disciplines scientifiques et/ou universitaires, à d'importantes pressions qui cherchent à en infléchir la pratique. De plus, dans l'état actuel des connaissances, aucune étude ne permet de mesurer l'impact de ces pressions sur la connaissance sociologique produite au Québec. En sociologie de la science, l'intérêt accru pour la production scientifique manifesté par les chercheurs dans les années 1990 a fait apparaître la nécessité d'une analyse de contenu, sans toutefois que celle-ci soit mise en œuvre.

La problématique de la présente recherche se définit au confluent des travaux sur la sociologie québécoise et de ceux, plus récents, sur les sciences sociales dans le contexte de la mondialisation. La nécessité d'actualiser les connaissances sur la sociologie fait de cette discipline un cas de figure intéressant pour combler cette lacune à propos du contenu des publications. Celles-ci constituent un matériau privilégié pour l'étude des pratiques sociologique puisqu'elles en sont l'extrant

principal. Elles témoignent ainsi des grandes tendances de la sociologie propre à chaque période de la sociologie québécoise : quels sont les objets, les méthodes, les perspectives théoriques privilégiés par les sociologues québécois à différents moments de l'histoire de la discipline ? Une étude diachronique permet de rendre compte des transformations dans la production sociologique et ainsi de mesurer l'impact des pressions qui s'exercent sur elle.

Concernant les précédents en ce qui a trait à l'étude des grandes périodes de la sociologie québécoise, deux typologies existantes, celle de Fournier et Houle (1980) et celle de Bourque (1993), proposent des interprétations plutôt convergentes. Toutefois, aucune ne concerne la sociologie des années 1980 ou ultérieure, ni ne repose sur une étude empirique de la production sociologique. Puisque la sociologie québécoise n'a jamais fait l'objet d'une étude de contenu, il est impossible de formuler des hypothèses de travail précises à valider par une collecte de données ciblée. Au contraire, il s'agit de procéder dans une perspective largement exploratoire. L'objectif principal de la présente thèse est donc d'explorer et de documenter l'évolution historique de la production sociologique québécoise, et de mettre cette évolution en perspective par rapport au contexte social, politique et disciplinaire dans lequel cette évolution s'est inscrite.

Comprendre la nature des changements récents qui affectent la sociologie suppose une mise en perspective historique. C'est donc l'ensemble de la sociologie depuis son institutionnalisation qui est prise en compte. Il s'agit de constituer un corpus réunissant les articles et les monographies les plus représentatifs de l'évolution des pratiques sociologiques et de le soumettre à l'analyse. La méthode préconisée pour l'étude de contenu est double : elle repose d'abord sur une *lecture* du corpus, qui permet à l'analyste d'avoir une vision d'ensemble du corpus et de générer quelques hypothèses heuristiques, puis sur une analyse lexicométrique assistée par ordinateur. L'analyse lexicométrique permet de dépister les régularités et les variations lexicales sur un large corpus, en permettant une exploration systématique.

* * *

Cette thèse se divise en deux parties. La première, consacrée à la problématique de recherche, présente le détail de l'état de la question, du cadre théorique, de la méthodologie et du cadre d'analyse. Les deux premiers chapitres proposent un historique de la discipline sociologique au Québec, établi à partir d'une revue de la littérature. Le premier chapitre se concentre sur les éléments les plus factuels et en propose une présentation chronologique, en limitant l'interprétation, autant que faire se peut, à celles proposées par les auteurs consultés. L'histoire de la sociologie telle que reconstituée à partir des précédentes études s'écrit d'emblée dans une perspective théorique précise : la théorie des champs de Pierre Bourdieu.

La grande majorité des auteurs observent la sociologie à l'aune de cette perspective, au point où il est difficile de présenter une synthèse de l'histoire de la sociologie en d'autres termes. En fait, la théorie des champs de Bourdieu constitue le cadre de référence en sociologie de la science au Québec. Importée dans les années 1970 par Marcel Fournier (1973) pour étudier l'institutionnalisation de la sociologie québécoise, la théorie des champs s'est imposée par sa capacité à rendre compte des dynamiques sociales qui sous-tendent l'activité scientifique. Les travaux québécois se sont actualisés pendant les décennies suivantes alors que Bourdieu perfectionnait son modèle théorique et son application à l'étude de la science. Ainsi, l'histoire de la sociologie québécoise est donc en fait l'histoire du champ sociologique québécois.

Le second chapitre rend compte de certaines analyses de la sociologie québécoise en mettant l'accent sur les principaux débats et consensus relatifs à son histoire. En d'autres termes, il s'agit d'observer d'une part les conflits d'interprétations, les débats les plus importants concernant l'histoire de la sociologie, et d'autre part les présupposés qui, au contraire, font l'objet d'un accord tacite, relevant d'une telle

évidence qu'il ne viendrait à personne l'idée de les remettre en question. L'institutionnalisation de la sociologie québécoise est présentée par certains comme une *rupture* avec la sociologie préinstitutionnelle alors que d'autres insistent plutôt sur la continuité entre ces deux périodes. L'étude de l'autonomie du champ sociologique donne lieu à de multiples interprétations parfois contradictoires. Par contre, toutes ces études prennent pour acquis la scientificité de la discipline sociologique. Elles l'analysent donc en fonction du modèle du champ scientifique, ce qui ne rend pas justice à certaines dynamiques particulières aux sciences sociales.

Le troisième chapitre propose un état de la question des tendances actuelles en ce qui concerne la science, les sciences humaines et la sociologie. Il s'agit principalement de décrire le contexte dans lequel évoluent les sciences sociales depuis les années 1990, alors que s'accroissent les pressions en faveur d'une instrumentalisation de la recherche (Albert, 1998), et les recherches qui permettent de le documenter. C'est sur cette base que sont définis le problème spécifique et les questions de recherche de cette thèse, dans les termes d'une exploration diachronique des grandes transformations dans la sociologie québécoise et des processus sociaux et facteurs externes les plus déterminants de son évolution historique.

Le quatrième chapitre est consacré à l'élaboration du cadre théorique. À l'instar de la plupart des travaux précédents sur la sociologie québécoise et en sociologie de la science au Québec, cette thèse s'inscrit dans la perspective de la théorie des champs de Bourdieu. Non seulement fournit-elle un cadre interprétatif d'une grande pertinence pour expliquer les transformations de la sociologie québécoise, mais elle permet une meilleure discussion avec les travaux antérieurs. La perspective théorique est complétée par quelques concepts proposés par Thomas Kuhn (1983) dans *La structure des révolutions scientifiques*, ouvrage de référence incontournable pour l'étude diachronique d'une discipline telle la sociologie. Il s'agit

essentiellement, dans ce chapitre, de décrire et justifier les principaux concepts utilisés et de définir le statut théorique du discours scientifique dans le cadre théorique.

Le cinquième chapitre a pour objectif de discuter les éléments de méthodologie permettant de mener à bien la collecte de données sur laquelle repose ce travail de recherche. La collecte de données est effectuée principalement à travers une analyse de discours dont il convient de préciser l'envergure et les prétentions en fonction des besoins et des limites matérielles qui s'imposent. Il s'agit d'assurer le compromis nécessaire entre une approche extensive, qui permet l'analyse superficielle d'un large corpus, et une approche intensive qui permet l'étude en profondeur d'un nombre limité de textes. Les objectifs de recherche supposent en effet de dépasser la seule exploration quantitative du lexique afin d'être en mesure d'interpréter les grandes orientations de la sociologie, mais ne peuvent se satisfaire d'une approche qui ne permet pas l'analyse diachronique. Il s'agit donc de décrire les principes de la constitution du corpus en adéquation avec le cadre théorique.

Le sixième chapitre décrit en détail les procédures liées à la constitution du corpus, étape décisive de la démarche de recherche car c'est sur elle que repose toute la crédibilité du matériau. Il s'agit d'abord d'identifier les auteurs pertinents, puis de recenser leur contribution à la sociographie québécoise. C'est parmi cette production sociologique que 80 textes – 55 articles et 25 monographies couvrant 6 décennies – sont sélectionnés, en fonction de règles précises et préalablement établies. Ces règles, définies en fonction du cadre théorique, assurent la reproductibilité de la démarche de recherche. Enfin, le corpus ainsi constitué est présenté.

Le septième chapitre aborde les éléments qui constituent le cadre de l'analyse du corpus. Il s'agit d'abord, à l'aide d'une *lecture* du corpus et d'un logiciel d'analyse lexicométrique, de regrouper les textes du corpus en *courants* sur la base d'une

proximité lexicale, thématique, théorique et/ou méthodologique, plutôt que sur une proximité chronologique qui permet de définir des périodes. Une fois les courants identifiés et décrits, il s'agit de procéder à une analyse chronologique qui consiste à détailler l'enchaînement des courants afin d'en identifier les moments importants, puis de mettre cette évolution en rapport avec des facteurs externes susceptibles d'avoir eu une influence sur elle. Trois ordres de facteurs sont pris en compte : les événements sociopolitiques marquants de l'histoire du Québec, les politiques publiques en matière de science et les grandes influences théoriques de la sociologie internationale.

La seconde partie de cette thèse se compose de trois chapitres où sont présentés les résultats de l'analyse et de l'interprétation des données collectées. Dans le huitième chapitre sont exposées des statistiques descriptives sur les auteurs, les articles et les monographies recensées lors de la constitution du corpus. Sans avoir été explicitement requises par la problématique de recherche, ces données apportent toutefois un complément d'information intéressant sur les habitudes de publication des sociologues québécois. Le neuvième chapitre expose en détail chacun des six courants identifiés lors de l'analyse. Enfin, le dixième chapitre rend compte de l'analyse chronologique du corpus et des cooccurrences des transformations dans la sociographie québécoise et les facteurs externes observés.

PREMIÈRE PARTIE

LA PROBLÉMATIQUE DE RECHERCHE

CHAPITRE I

HISTORIQUE DE LA SOCIOLOGIE QUÉBÉCOISE : LES INSTITUTIONS ET LES IDÉES

L'évolution de la sociologie québécoise est déterminée, au-delà d'une certaine contingence, par un jeu d'alliances de formes de pensées, de tensions et de débats qui ponctuent son développement. Parce que ce sont les sociologues eux-mêmes qui écrivent l'histoire de leur discipline, il est souvent malaisé de distinguer les faits qui jalonnent l'évolution de la discipline sociologique du travail d'interprétation historique qu'on a tenté de construire autour d'eux. Les écrits sur la sociologie québécoise sont abondants, mais il n'est pas nécessairement aisé d'évaluer la valeur des contributions. En effet, à l'instar de bien des gens, les sociologues sont autorisés, de par la connaissance pratique qu'ils en ont, à discourir sur leur activité professionnelle. Dans les écrits sociologiques, cette connaissance pratique côtoie étroitement celle qu'on pourrait qualifier de savante, produite par certains sociologues qui ont pris leur propre discipline comme objet d'étude. Rapports et notes de recherche fraient ainsi avec les essais d'interprétation ou de prospective, les débats, les témoignages, etc., où observation, analyse et interprétation se confondent parfois d'emblée.

Au-delà des polémiques et de la diversité des contributions, certaines balises peuvent être marquées afin de tisser la trame de la petite histoire de la sociologie en sol québécois. Il s'agit donc, dans un premier temps, de présenter un historique aussi neutre que possible sur le plan de l'interprétation historique. Cet historique a été constitué essentiellement à partir de la littérature existante sur la sociologie québécoise. Le but ici n'est pas de proposer le résultat de travaux de recherche

historique, encore moins d'exposer des faits nouveaux, mais plutôt de faire la synthèse de l'histoire de la discipline, telle qu'écrite par les sociologues québécois eux-mêmes. Cet historique vise à rendre compte de l'état des connaissances sur l'histoire de la discipline sociologique au Québec, pour éventuellement en identifier les limites. Compte tenu des tendances dominantes en sociologie de la sociologie au Québec, cet historique accorde une large place à l'histoire institutionnelle de cette discipline. Une attention particulière sera néanmoins portée aux thèmes et objets d'étude privilégiés par les sociologues québécois. Tout en maintenant une approche critique, il s'agit, autant que faire se peut, d'éviter d'interpréter les faits historiques au-delà de l'interprétation fournie par les auteurs eux-mêmes.

1.1 La sociologie pré-institutionnelle

On s'entend généralement pour désigner Léon Gérin (1863-1951) comme le premier sociologue canadien-français (Falardeau, 1964 : 21; 1974 : 138; Hamel, à paraître : 4). Il se démarque, entre autres, de Étienne Parent et de Edmond de Nevers, ses prédécesseurs en sciences sociales, que Falardeau (1974 : 138) désigne comme « péri- » ou « para-sociologues ». Pour Fournier (1999 : 291), Gérin est le seul intellectuel de son époque qui puisse être directement associé à la discipline sociologique. Formé à la sociologie de Frédéric Le Play par Henri de Tourville et Edmond Desmolins à Paris à la fin du XIXe siècle, Gérin se livre à l'étude de la famille canadienne-française dans les moments de loisir que lui offre son poste de fonctionnaire fédéral. Mais la sociologie est bien davantage qu'un loisir pour Gérin, qui s'en fait le premier promoteur :

Gérin, dès le début des années 1910, introduit la sociologie dans des cercles qui, en théorie, font figure de champ intellectuel et scientifique. Il collabore à la création, à Ottawa, d'un cercle intellectuel fondé selon le modèle de la Société d'économie sociale préfigurée par Le Play en 1856. La sociologie y trouve son fondement. Le programme mis de l'avant

témoigne avec éloquence de la volonté d'orienter la « science sociale » vers la pensée scientifique (Hamel, à paraître : 5).

La sociologie de Gérin est minutieuse et ambitieuse. Parmi les nombreux thèmes abordés par Gérin, outre la méthode sociologique, on reconnaît particulièrement l'importance de l'éducation, de la famille et de la colonisation (Gagné et Warren, 2003 : 47-48). Son ouvrage le plus connu, *L'habitant de Saint-Justin*, est un modèle de la méthode monographique. Plaçant la famille au centre d'une chaîne de détermination allant du type de sol à la société², la monographie se réalise grâce à une méthode d'observation précise développée par Henri de Tourville, la « nomenclature des faits sociaux », qui propose quelques 300 points d'observation regroupés en 26 catégories (Gérin, 1905). Minutieusement appliqué, ce modèle d'observation offre au sociologue un protocole précis et rigoureux sur les informations empiriques essentielles aux monographies de familles, dont le cumul et les comparaisons, en fonction d'une typologie prédéfinie des familles³, doivent permettre, à terme, une classification des différents groupements qui composent toutes sociétés.

Gérin promeut une sociologie ouvertement empirique, positive et scientifique, qu'il cherche à ancrer institutionnellement dans des cercles d'études. Selon son vœux,

² Pour résumer grossièrement : le type de sol détermine le type d'organisation familiale qui, à son tour, détermine le type de société (Gérin, 1905 : 74 et suiv.). Dans les termes de Gérin (1905 : 76) lui-même : « la Famille, dont le mode d'organisation varie suivant la nature des moyens d'existence, actuels ou anciens, de la race, et, d'autre part, détermine la forme des groupements sociaux complémentaires ».

³ Formulée à l'origine par Le Play, la typologie des familles distinguait, en fonction du mode de transmission du patrimoine, la famille particulariste, la famille communautaire (ou patriarcale) et la famille instable, ce dernier étant un type fourre-tout qui regroupe les familles dites *désorganisées*, ce qui désigne toutes les familles n'appartenant pas aux premiers types. Cette typologie a connu certaines modifications, notamment proposées par les différentes écoles de la sociologie de Le Play a inspirées. La branche tourvillienne de laquelle Gérin se réclame propose une typologie comportant plutôt quatre types de famille : aux trois types de Le Play, on en ajoute un quatrième, le type quasi-patriarcal (Gérin, 1905 : 74), qui combine un mode de transmission du patrimoine de type particulariste et une éducation de type patriarcale.

ceux-ci devront se créer un peu partout au Canada français, afin d'assurer, suivant le modèle des académies scientifiques, un encadrement pour la pratique, la mise en commun et la diffusion de la recherche sociologique. Pour Gérin, les cercles d'études forment l'assise institutionnelle de la pratique sociologique au Canada français. Autour de lui, cette formule connaît un succès plutôt modeste et peu durable. Il ne parvient pas à institutionnaliser la pratique de la sociologie, ni dans les cercles d'études, ni ailleurs. Il reste largement en marge du système universitaire, ce qui lui vaudra une reconnaissance tardive, affublée d'une étiquette tantôt péjorative, tantôt honorable, de dilettante.

Les membres du clergé et le milieu nationaliste traditionnel, qui réclament un recours accru aux outils scientifiques pour contrer les maux de la société canadienne-française, ont davantage de succès dans leurs efforts d'institutionnalisation de la science sociale. C'est l'Église qui se charge tout d'abord de l'enseignement et de la diffusion de la science sociale, en bonne partie à l'extérieur des cadres universitaires (Warren, 2003 : 57). La formule des cercles d'études est très populaire dans les milieux et associations catholiques de l'époque (Warren, 2003 : 49), mais les orientations normatives qui les animent les éloignent considérablement du projet initial de Gérin.

Parmi les efforts d'institutionnalisation où la sociologie trouve un espace de diffusion figurent l'« École sociale populaire » et les « Semaines sociales ». L'École sociale populaire, fondée en 1911, publie des tracts, organise des séances d'études sociales, des séminaires et des conférences hebdomadaires. On y diffuse des enseignements sociologiques de nature empirique et théorique, mais la propagande du syndicalisme catholique y occupe une place importante (Warren, 2003 : 60-61). La formule des Semaines sociales, directement inspirée du modèle français, est différente : à partir de 1920, chaque année dans une ville différente, on organise une semaine intensive de cours magistraux et de conférences. Les liens avec le clergé sont importants, les activités de la semaine débutant habituellement par une

cérémonie religieuse. Les Semaines sociales poursuivent le même but de réforme sociale que l'École sociale populaire, les enseignements scientifiques étant au service d'une finalité pragmatique d'action sociale (Warren, 2003 : 63-66).

Du côté des institutions universitaires, la sociologie fait son apparition par les écoles de sciences sociales qui sont mises sur pied à l'Université de Montréal puis à l'Université Laval. Selon les premières interprétations (Fournier, 1973; Falardeau, 1974), la sociologie y est pratiquée par les promoteurs d'une morale ou d'une doctrine sociale catholique, davantage formés à la théologie, à la philosophie ou au droit qu'à la sociologie proprement dite, et qui la confondent facilement avec les autres disciplines qu'enseignent l'École des sciences sociales, économiques et politiques (fondée en 1920 à l'Université de Montréal) et l'École des sciences sociales (fondée en 1938 à l'Université Laval⁴). À cette époque, il n'y a pas de distinction réelle entre sociologie et sciences sociales, et ce malgré la reconnaissance du terme « sociologie » par la Société Royale du Canada dès 1913 (Audet, 1983 : 526). Pour Fournier et Houle (1980 : 22), « [j]usqu'à la Seconde Guerre mondiale, la sociologie demeure une discipline marginale au système universitaire francophone et il n'y a pas de véritables lieux de formation ni de centres de recherche ».

Cette période correspond à ce que Warren (2003) appelle la « sociologie de l'ordre » ou la « sociologie doctrinale ». Cette sociologie repose en grande partie sur la doctrine sociale de l'Église catholique et sur les encycliques pontificales. Elle se résume souvent à une application des principes philosophiques de l'Église à la situation particulière de la société canadienne-française. Selon Warren (2003 : 181),

⁴ L'École des sciences sociales de l'Université Laval a été fondée dès 1932 (Falardeau, 1988 : 16-17), mais les activités de l'École dans les années 1932-1938 se limitent à quelques cours du soir, et sont qualifiées de silencieuses, voire secrètes (Falardeau, 1988 : 17). On considère qu'elles n'ont vraiment commencé qu'à l'automne 1938, lorsque l'enseignement de jour a débuté, s'inscrivant cette fois dans un véritable programme d'études.

pour ses détracteurs, la sociologie de la première moitié du siècle est beaucoup trop proche de la religion catholique. On la considère comme une philosophie plutôt que comme une véritable science et on lui reproche son faible recours aux données empiriques et aux méthodes d'enquête. La mission de toute entreprise à caractère sociologique est explicitement la formation d' « apôtres laïcs », visant non seulement la diffusion de la doctrine sociale catholique, mais cherchant à assurer l'influence du clergé, notamment sur les jeunes générations. Subordonnés aux principes chrétiens et aux désirs des Souverains Pontifes, les enseignements qui y sont dispensés sont clairement orientés vers la promotion d'un ordre social chrétien (Fournier, 1973 : 32-34). Plus encore, le projet formulé vise le développement d'une science sociale apte à « faire contrepoids à la science sociale positive athée et finalement triompher d'elle un jour, pour ouvrir la voie à une nouvelle civilisation chrétienne » (Rocher dans Fournier, 1973 : 35).

Par contraste avec la sociologie doctrinale, la sociologie de Léon Gérin a longtemps été présentée comme un modèle à suivre. On a pratiquement fait de Gérin l'unique porte-étendard du positivisme et de la pensée scientifique dans un univers intellectuel marqué par le réformisme social et la doctrine catholique. On l'exclut, comme le fait Falardeau (1974 : 140), des sévères jugements qu'on adresse à l'ensemble de la sociologie pré-institutionnelle :

Les initiatives que nous venons d'évoquer ont été des créations spontanées. Elles n'ont guère eu de caractère institutionnel et ont toutes eu une existence éphémère. Même si elles furent animées par des curiosités scientifiques, leur polarisation principale n'en fut pas moins, comme celle de tous les écrits du XIX^e siècle (sauf dans le cas de Gérin), un dessin de réforme sociale (Falardeau, 1974 : 140).

Plusieurs mettent en exergue le caractère novateur, voire révolutionnaire de la sociologie de Gérin au Canada français. Pour Fournier et Houle (1980 : 24-25) :

Son intervention politique consiste et se limite à constituer la société et la culture canadienne française (*sic*) comme un objet d'étude et à effectuer auprès de familles rurales des enquêtes empiriques. Tout autant que son orientation théorique et idéologique, ce rapport à la réalité le différencie

nettement et aussi l'oppose à la plupart des « écrivains sociaux » de sa génération, qui trouvent leur inspiration doctrinale dans le catholicisme social (ou les Encycliques) et/ou mettent leurs énergies et talents au service du mouvement nationaliste et s'en font les « propagandistes ».

Il ne s'agit pas de nier l'originalité de la sociologie de Gérin, mais il ne faut pas l'exagérer non plus. À trop insister sur sa célèbre formule « du positif ! du positif ! », on en fait pratiquement le mythe fondateur de la sociologie empirique, positive, scientifique.

La sociologie de Gérin n'est pas seulement positive – ce qui se traduit par un important souci de compilation et de description (Warren, 2003 : 177) –, mais intimement liée à un projet de société. Warren (2003 : 119) fait cette mise en garde : « à trop insister sur le moment positif de la sociologie de Gérin, on se méprendrait par conséquent beaucoup sur le projet scientifique qui fut le sien ». La sociologie de Gérin, toute nouvelle ou distincte qu'elle soit par sa démarche résolument tournée vers l'empirie, n'en reste pas moins investie d'un projet normatif marqué par son admiration pour le peuple anglo-saxon (Warren, 2003 : 150). Ainsi, s'il se distingue de ses contemporains, ce n'est pas tant par sa neutralité axiologique que par sa distance face à l'institution religieuse. La sociologie de Gérin était également porteuse d'un projet normatif pour la discipline : celui d'une pratique scientifique positive empirique, précise et descriptive, qui s'apparente à celle mise de l'avant par le frère Marie-Victorin en botanique (Warren, 2003 : 177). C'est surtout parce que des sociologues comme Falardeau⁵ y ont reconnu, beaucoup plus tard, leur propre projet normatif pour la sociologie, en opposition à la sociologie catholique, que Gérin est apparu comme une figure emblématique d'un certain modèle de la pratique

⁵ Fournier (1999 : 291) cite Falardeau à propos de pionniers de la science sociale, dont Léon Gérin et Edmond de Nevers pour la sociologie : « Nous les évoquerons longtemps, écrit Falardeau, non seulement pour rendre hommage à nos pionniers, mais parce que nous retrouvons chez eux des préoccupations qui ressemblent souvent aux nôtres. Ils nous servent, à défaut de tradition intellectuelle, de pôles indicateurs sinon de modèles ». Falardeau n'inclut dans cette liste aucun représentant de la sociologie doctrinale, comme, par exemple, Arthur Saint-Pierre et Joseph-Papin Archambault.

sociologique particulièrement dominant dans les premières décennies de son institutionnalisation. C'est ce dont témoignent Fournier et Houle (1980 : 25) quand ils affirment que « Léon Gérin apparaît beaucoup moins près des "littérateurs sociaux", en particulier les "sociologues catholiques" pour qui la sociologie n'est qu'une "discipline dérivée de la morale", que de la future génération des spécialistes en sciences sociales ».

La sociologie préinstitutionnelle au Québec est d'inspiration résolument européenne. De Gérin, qui est allé étudier à Paris à la fin du XIX^e siècle (Warren, 2003 : 12), au père Lévesque, qui s'est rendu à Louvain et à Lille dans les années 1930 (Warren, 2003 : 91), la sociologie québécoise est tout d'abord tournée vers l'Europe, et plus spécifiquement vers les universités catholiques françaises et belges. C'est dans les années 1930 que le champ sociologique effectue un premier virage, assez marqué, en direction de la sociologie américaine (Audet, 1983 : 528). La Seconde Guerre mondiale ferme les portes de l'Europe à toute une génération d'étudiants. C'est d'abord à Chicago qu'iront étudier les futurs sociologues québécois, qui se tourneront ensuite vers les universités de la côte Est, au moment où s'amorce le déclin de l'École de Chicago (Hamel, à paraître : 9).

1.2. Les débuts de la sociologie universitaire

La première incursion de la sociologie comme discipline distincte au sein des institutions universitaires québécoises se fait du côté anglophone au début des années 1920 (Fournier et Houle, 1980 : 22; Hamel, à paraître : 7). C'est Carl A. Dawson, un Canadien originaire des provinces maritimes formé à Chicago, qui initie l'enseignement de la sociologie à l'Université McGill en 1922 (Fournier et Houle, 1980 : 22) et qui dirige le premier département de sociologie indépendant. En 1927, il fait venir Everett C. Hughes de l'Université de Chicago pour y enseigner la

sociologie et y mener des recherches sur la division du travail entre Canadiens anglais et Canadiens français (Fournier et Houle, 1980 : 22; Fournier, 1999 : 320; Warren, 2003 : 109).

C'est en 1943 qu'est fondé le premier département de sociologie francophone au Québec, à L'Université Laval. C'est à ce moment que l'École de sciences sociales devient une faculté, et que plusieurs départements, dont celui de sociologie, sont créés (Fournier, 1973 : 36). Pour plusieurs, cette date marque une rupture entre la sociologie des pionniers et la sociologie institutionnelle au Québec (Fournier, 1973; Falardeau, 1974), ou encore, pour paraphraser Fournier, entre une préoccupation de diffuser une philosophie sociale et celle de l'élaboration d'une science sociale positive⁶ (Fournier, 1973 : 38).

La création du premier département de sociologie à l'Université Laval constitue en quelque sorte le début de la sociologie francophone institutionnelle, même si elle était déjà présente de façon diffuse dans les écoles de sciences sociales avant 1943. En fait, cette date marque officiellement la reconnaissance institutionnelle de la discipline sociologique, lui conférant par le fait même une certaine autonomie⁷. La reconnaissance institutionnelle de la sociologie est, pour plusieurs, d'abord et avant tout sa différenciation de la philosophie sociale, de l'histoire, de la théorie politique et du droit (Hamel, à paraître : 8), mais aussi, nécessairement, de la doctrine sociale catholique (Fournier, 1974 : 193). Toutefois, il ne faut pas croire que l'Église

⁶ Bien qu'on s'entende aisément pour reconnaître la création du département de sociologie de l'Université Laval en 1943 comme le moment charnière de l'institutionnalisation de la sociologie francophone au Québec, la thèse selon laquelle cet événement constitue une rupture entre une sociologie marquée du sceau de la doctrine sociale de l'Église et une sociologie à caractère scientifique n'emporte plus aussi aisément l'unanimité. Voir la section 2.2 pour les grandes lignes du débat.

⁷ Le concept d'autonomie, utilisé dans plusieurs études de la sociologie québécoise (Fournier, 1973 ; 1974 ; Fournier *et al.*, 1975 ; Richard, 1981 ; Laroche, 1983 ; Chapdelaine, 1986 ; Legault, 1994 ; Albert, 1998 ; Albert et Bernard, 2000 ; Hamel, à paraître), n'est pas employé de façon univoque. Cela pose certains problèmes d'analyse et de synthèse. Voir la section 2.3 sur cette question.

catholique n'ait eu qu'une influence négative sur la sociologie en confondant science sociale et doctrine morale (Warren, 2003 : 25-26), ni que l'avènement des sciences sociales se soit effectué envers et contre les disciplines déjà établies (Warren, 2003 : 104). Falardeau (1974 : 145) divise les premières décennies de la sociologie universitaire en trois périodes : 1) la protosociologie (1943-1952); 2) les années difficiles et décisives (1952-1962); 3) la maturation et la diversification (1962-...⁸).

La période de la protosociologie débute en 1943 avec la création du département de sociologie de l'Université Laval. Elle coïncide avec l'arrivée d'une nouvelle génération de professeurs qui, après avoir obtenu leur diplôme de premier cycle à l'École des sciences sociales de l'Université Laval, ont poursuivi des études supérieures dans différentes universités américaines (Fournier, 1973 : 38). Ce groupe de jeunes professeurs, composé notamment de Jean-Charles Falardeau, Albert Faucher, Maurice Lamontagne, Roger Marier et Maurice Tremblay, se joint à une équipe déjà en place, qui compte encore plusieurs membres du clergé, dont le père Georges-Henri Lévesque, doyen de la Faculté et directeur du département de sociologie. Alors que les « vieux » professeurs sont formés à la théologie, à la philosophie ou au droit, les jeunes se sont spécialisés en sociologie ou en science économique (Fournier, 1973 : 38). Le clergé perd ainsi de son ascendant sur la sociologie, mais il n'en est pas exclu. En effet, Falardeau (1974 : 146-147) rappelle que le département de sociologie porte en fait le nom de « département de sociologie et de morale sociale » jusqu'en 1951, et que la présence ecclésiastique s'y est poursuivie au moins jusqu'au milieu des années 1950.

L'enseignement se consolide rapidement dès les années 1940, et la recherche n'est pas en reste : Falardeau (1974 : 147) insiste sur son importance aux tous premiers moments du département, notant au passage l'orientation commune des chercheurs

⁸ Falardeau (1974 : 145) ne peut clôturer cette période qui est toujours en cours, selon ses propres observations, au moment de la parution de l'article.

dans l'étude de la société canadienne-française. C'était d'ailleurs le souhait de Lévesque avant même que l'École des sciences sociales ne devienne faculté (Fournier, 1973 : 38). La première tâche de la sociologie québécoise, selon Falardeau, est de définir d'un point de vue sociologique la situation canadienne-française (Fournier, 1973 : 49). À l'instar du département de sociologie de l'Université McGill quelques années plus tôt, la Faculté des sciences sociales se tourne, pour ce faire, vers Hughes, professeur à l'Université de Chicago. Celui-ci viendra initier les étudiants à la recherche sociologique (Fournier, 1973 : 38), marquant l'influence déterminante de l'École de Chicago sur les débuts de la sociologie au Québec.

La sociologie québécoise traverse ensuite une période que Falardeau (1974 : 150) qualifie d'années difficiles et décisives, de 1952 à 1962. Guy Rocher arrive au département en 1952, le premier de ce que Falardeau (1974 : 150) appelle la « seconde génération » de sociologues, en référence à la première génération, dont il fait lui-même partie, qui est en poste depuis le début des années 1940. Rocher et Falardeau resteront les deux seuls professeurs du département après la création, en 1954, d'un département de sciences politiques et administratives autonome, ce qui provoque une scission du département de sociologie où cette formation était originellement dispensée. L'année suivante, une importante subvention de la Fondation Carnegie permet de compléter l'embauche de cette seconde génération, constituée de Fernand Dumont, Yves Martin, Marc-Adélar Tremblay et Gérald Fortin, ce qui permet au département de prendre son essor définitif (Falardeau, 1974 : 151).

Pendant ce temps à l'Université de Montréal, c'est l'abbé Norbert Lacoste qui, au retour d'un séjour à l'Université de Chicago, sera le premier directeur du

département de sociologie créé en 1955⁹, dans le cadre d'une réorganisation des programmes d'enseignement de l'École des sciences sociales. Le premier défi de ce nouveau département est de rattraper le département de sociologie de l'Université Laval qui jouit d'une excellente réputation (Dofny *et al.*, 1980 : 180-181). Pour ce faire, on procède à l'embauche de nouveaux professeurs, parmi lesquels figurent Fernand Cadieux, Sally Cassidy, Hubert Guindon, Paule Verdet, Jacques Henripin et Philippe Garigue (Falardeau, 1974 : 154; Dofny *et al.*, 1980 : 181). Cette nouvelle génération de professeurs a un impact immédiat au sein même de la Faculté des sciences sociales :

[elle] entraîne en 1957 la démission de son directeur, Esdras Minville, dont l'orientation nationaliste agace ses jeunes collègues, et provoque le déplacement des enjeux : de politiques (contestation de l'idéologie de conservation), ceux-ci deviennent scientifiques. La tâche que se donnent les spécialistes en sciences sociales à la fois à Québec et à Montréal consiste à donner à ces disciplines un « statut vraiment scientifique » (Fournier et Houle, 1980 : 32).

C'est la nomination de Garigue comme doyen de la Faculté en remplacement de Minville qui, pour Falardeau (1974 : 154-155), sera le « rebondissement décisif » pour le département de sociologie. Il mène à l'embauche de plusieurs sociologues et anthropologues dès la fin des années 1950. Malgré ces ajouts, le corps professoral ne parvient que difficilement à endiguer la croissance du nombre d'étudiants qui dépasse même les prévisions les plus optimistes (Falardeau, 1974 : 154), ce qui fait en sorte que les professeurs doivent se consacrer davantage à l'enseignement qu'à la recherche (Dofny *et al.*, 1980 : 183).

D'autres facteurs sont à prendre en compte pour comprendre le développement de la sociologie québécoise dans les années 1950. Falardeau (1974 : 157) souligne le climat intellectuel dans ces années, alors que plusieurs foyers de contestation de « l'immobilisme idéologique » ont pavé la voie à la Révolution tranquille. En plus de

⁹ Falardeau (1974 : 154) affirme que le département de sociologie de l'Université de Montréal a été mis sur pied en 1954, alors que Norbert Lacoste (dans Dofny *et al.*, 1980 : 180) précise qu'il a été fondé le 15 mars 1955.

la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, les sociologues participent de l'effervescence intellectuelle notamment au journal *Le Devoir*, à la revue *Cité libre* et auprès de l'Institut canadien des affaires publiques (Falardeau, 1974 : 157). Ajoutant à cela l'intégration des sciences sociales au sein de l'ACFAS dans les années 1950 et la création de l'Association canadienne des anthropologues, psychologues sociaux et sociologues de langue française en 1961, « on peut affirmer qu'au début des années [19]60, la sociologie est irrésistiblement ancrée dans la vie universitaire et intellectuelle québécoise et qu'elle y jouit d'un prestige certain » (Falardeau, 1974 : 159).

C'est aussi dans les années 1950, alors que se poursuit son institutionnalisation¹⁰, que le champ sociologique québécois entreprend sa nationalisation (Fournier, 1974 : 184). Fournier (1974 : 185) voit dans la convergence des sociologues québécois vers l'objectif de définir la situation du Canada français une première mesure de nationalisation du champ sociologique québécois, qui consiste à s'approprier un terrain de recherche spécifique, étudié jusqu'alors par des sociologues américains tels Horace Miner et Everett C. Hughes. La nationalisation d'un champ renvoie dans un premier temps à la conjonction d'un amalgame relativement contingent de « sources abstraites-formelles », appliqué à des « objets concrets-réels », locaux (Audet, 1983 : 534-535). Pour formuler de façon plus simple, la nationalisation d'un champ correspond à la conjonction d'une discipline internationale et d'un objet de recherche local. La religion ou le nationalisme peuvent constituer de tels objets, mais difficilement, puisqu'ils ne peuvent être confinés à un seul et unique territoire national. C'est pourquoi le thème de la nation québécoise apparaît privilégié pour la nationalisation du champ. Les Américains (Miner, Hughes) n'étudiaient pas la société canadienne-française, mais les sociétés traditionnelles (la société

¹⁰ Certains désaccords se sont manifestés autour du concept d'institutionnalisation. Voir les détails à la section 2.1.

canadienne-française en constituant un cas). Les sociologues québécois en ont fait un objet de recherche spécifique et légitime.

Toutefois, la nationalisation d'un champ ne saurait se concrétiser que dans la mesure où les membres du champ assurent le monopole de la recherche légitime sur ces objets. Les luttes qui ont cours dans le champ sociologique américain, autour d'enjeux méthodologiques, trouvent écho au Québec dans une remise en question de la domination de l'École de Chicago sur les pratiques sociologiques québécoises (Hamel, à paraître : 9-10). La nationalisation du champ sociologique québécois commence, selon Fournier (1974 : 186), avec le débat sur la valeur des travaux étrangers sur le Québec lancé par Philippe Garigue à la fin des années 1950. Ce débat remet en question non seulement la validité des concepts de *cultural lag* et de *folk society* dans l'analyse de la société canadienne-française (Warren, 2003 : 289), mais l'ensemble des pratiques dominantes et leur définition légitime (Hamel, à paraître : 10). Cela constitue en quelques sortes l'appropriation de l'objet « société québécoise » par les sociologues québécois, qui sont ceux qui en définissent désormais les normes de production et d'évaluation (Fournier, 1974 : 186). De plus :

En se donnant des instruments de diffusion, d'échange et de gratification, les sociologues québécois de langue française s'assurent un monopole plus complet d'un champ d'études, à savoir la société québécoise et évitent d'entrer en concurrence directe avec leurs collègues canadiens-anglais (Fournier, 1974 : 184).

Il faut noter toutefois que l'appropriation du terrain de recherche que constitue la société canadienne-française s'est amorcée davantage en continuité qu'en rupture avec les travaux précédents. Ainsi l'École de Chicago a exercé une influence importante sur l'ensemble de la sociologie québécoise, anglophone comme francophone.

1.3 Les années 1960 et 1970 : l'âge d'or de la sociologie

La période de la Révolution tranquille correspond à ce que plusieurs (Rocher, 1998 : 30; Fournier, 1999 : 303; Hamel, à paraître : 16) nomment l'âge d'or de la sociologie québécoise, c'est-à-dire son apogée en termes d'autonomie et de domination dans le champ des sciences sociales. Les succès de la discipline dans les années 1960 et 1970 s'expliquent notamment par la convergence de deux facteurs : le prestige dont elle jouit et l'ouverture du marché du travail aux diplômés des départements de sociologie (Rocher, 1998 : 26-27), notamment dans l'enseignement et dans la fonction publique (Fournier, 1999 : 307). À cela il est pertinent d'ajouter l'importante croissance des effectifs étudiants universitaires (Fournier, 1999 : 307), fruit de l'explosion démographique du baby-boom et de la démocratisation du système d'enseignement dans la foulée du Rapport Parent.

Le débat initié par Philippe Garigue provoque un changement dans la sociologie québécoise vers la fin des années 1950 et surtout dans les années 1960 : on assiste à une diversification des influences, notamment par la redécouverte de l'Europe (surtout la France), sans toutefois que le champ sociologique américain ne soit abandonné (Audet, 1983 : 528). C'est d'ailleurs le fonctionnalisme parsonien qui occupe le haut du pavé et qui connaît son apogée avec la publication de *l'Introduction à la sociologie générale* de Guy Rocher (1969) à la fin des années 1960. Dans cette perspective, la sociologie a pour objectif de « comprendre les mécanismes internes de la société pour en infléchir le fonctionnement » (Hamel, à paraître : 11).

Les années 1960 voient également l'entrée en scène du courant marxiste dans l'enseignement sociologique, puis dans les travaux de recherche, alors qu'il était pratiquement absent de la sociologie québécoise jusqu'à la fin des années 1950 (Fournier et Houle, 1980 : 37-38). La position dominante du fonctionnalisme parsonien dans le champ sociologique québécois est rapidement remise en question

par les tenants, toujours plus nombreux, de l'approche marxiste (Hamel, à paraître : 20). Les nouveaux diplômés qui reviennent d'Europe sont non seulement formés au marxisme d'Althusser et de Poulantzas, mais également à la théorie des mouvements sociaux de Touraine et à la théorie des champs de Bourdieu (Hamel, à paraître : 20). Tous contribuent, par leur critique du fonctionnalisme parsonien, à mettre en scène de nouveaux enjeux. Cette attention portée aux courants de pensée européens est une caractéristique de la sociologie québécoise francophone qu'on ne retrouve pas dans la sociologie anglophone québécoise ou canadienne (Fournier, 1974 : 191).

Bibeau et Maheu (1980 : 134) soutiennent que les sociologues ont profité du contexte social et politique de la Révolution tranquille autant en matière de prestige disciplinaire que d'insertion professionnelle :

Les scientifiques des sciences sociales furent largement associés à l'ensemble de ces mutations sociales, par lesquelles la société québécoise modernisait son appareil scolaire, puis l'organisation et la gestion de ses équipements collectifs, même l'appareil central de l'État et sa fonction publique. La participation à divers travaux de commission d'enquête ou d'élaboration de plans de développement (BAEQ), l'embauche croissante de sociologues dans la fonction publique, qui deviendra le principal employeur des sociologues diplômés au Département, sont autant d'indicateurs de cette association.

En effet, c'est au tournant des années 1960 que la sociologie acquiert une véritable reconnaissance sociale, qui se manifeste et se consolide par le recours fréquent aux professeurs de sociologie par l'État, les organismes privés et les médias afin qu'ils commentent ou analysent divers problèmes sociaux (Fournier, 1973 : 54), ce qui leur procure une visibilité accrue. Cette reconnaissance s'exprime également par l'introduction de cours de sociologie dans les collèges, et éventuellement dans les cégeps (Fournier, 1973 : 54). On assiste alors à un fort accroissement du nombre d'étudiants inscrits dans les départements de sociologie, probablement dû en partie à la reconnaissance sociale de l'utilité de la sociologie (Fournier, 1973 : 53), mais également à l'explosion démographique du baby-boom (Falardeau, 1974 : 159). Cela se traduit de façon concrète dans les départements de sociologie qui, selon les

chiffres de Fournier (1973 : 54), voient leurs effectifs étudiants combinés passer de 283 en 1955 à plus de 1700 en 1965.

La sociologie des années 1960 se démarque aussi par un accroissement et une transformation des pratiques de recherche dans les universités francophones. Fournier et Maheu (1975 : 106) constatent « un bond gigantesque de l'infrastructure de la recherche au sein de ces universités où sont implantés de nombreux centres et instituts de recherche ». Cette systématisation de la recherche sociologique se traduit par la prolifération des publications d'ouvrages pédagogiques et spécialisés, de même que d'articles savants (Fournier et Houle, 1980 : 33). On assiste à la naissance de deux périodiques sociologiques : *Recherches sociographiques* (1960) et *Sociologie et société* (1969) (Godin, 2002 : 494-495). Il est important de mentionner que toutes ces transformations reçoivent une impulsion de la part du gouvernement provincial à travers un programme de financement de la recherche qui, à partir du milieu des années 1960, vise notamment à permettre aux universités francophones d'atteindre un niveau équivalent aux universités anglophones en matière de production scientifique (Fournier et Maheu, 1975 : 106). Cela a pour effet, entre autres, de provoquer une transformation des rapports au sein même des universités dans le sens d'une définition accrue des tâches et d'une plus grande codification des rapports, facilitant la gestion du corps professoral au détriment des pratiques administratives arbitraires (Fournier, Gingras et Mathurin, 1988 : 47).

Les années 1970 débutent avec la création de l'Université du Québec à Montréal (UQÀM), principale composante du réseau de l'Université du Québec (UQ) créé par le ministère de l'Éducation du Québec (Falardeau, 1974 : 162). Cette initiative gouvernementale témoigne d'une transformation en cours des rapports entre l'État et les universités qui n'est pas sans signification pour le développement ultérieur des disciplines universitaires, et par conséquent de la sociologie, qui voit naître un troisième département francophone au Québec. Chapdelaine (1986 : 55-56) mentionne que :

[l']implantation du réseau de l'UQ en 1969, et notamment l'UQAM, a été le fruit de revendications et de besoins de la population exprimés dans les années [19]60 (McGill en français, démocratisation de l'enseignement supérieur...). La création de l'UQ est aussi le résultat d'une préoccupation de l'État québécois d'imposer un certain contrôle sur le développement et la planification des universités au Québec. Ce contrôle s'est fait entre autres par le biais d'une plus grande participation de l'État au financement des institutions universitaires.

Enfin, d'autres manifestations de l'implication croissante de l'État sont la création, à la fin des années 1960, de l'Institut national de recherche scientifique (INRS), et en 1979, celle de l'Institut québécois de la recherche sur la culture (IQRC) (Venne, 2002 : 67).

Fournier (1974 : 187) constate que le champ sociologique québécois n'a pas réussi, au début des années 1970, à former de « véritables sociologues canadiens-français ». Les sociologues québécois complètent alors toujours en grande majorité leurs études de 3^e cycle à l'étranger. Les influences extérieures ne cessent de s'exercer, même si elles sont de plus en plus retraduites grâce à la mise sur pied d'un système local de diffusion¹¹, qui assure un certain contrôle aux sociologues québécois sur leur propre production (Fournier, 1974 : 190).

Les années 1970 sont également marquées par la formalisation non seulement des conditions d'accès au milieu universitaire, mais des conditions de réussite professionnelle des professeurs, qui se définissent désormais principalement à travers la recherche et la publication, soit les activités les plus susceptibles de conférer une reconnaissance au sein du champ. L'enseignement, l'encadrement des étudiants et les tâches de gestion sont relégués au second plan (Bibeau et Maheu, 1980 : 126-127). La figure dominante de l'observateur engagé persiste, mais on voit apparaître une nouvelle figure, celle du spécialiste en méthodologie (Fournier, 1999 : 306). Dans ce contexte, on assiste à une spécialisation de la

¹¹ Avec la mise sur pied des revues *Recherches sociographiques* et *Sociologie et sociétés*.

recherche : on voit apparaître des recueils d'articles sur des thèmes spécifiques¹² alors qu'ils portaient auparavant sur la société canadienne-française ou québécoise dans son ensemble (Fournier, 1974 : 189-190).

1.4 Les années 1980 à 2003 : la crise de la sociologie ?

La sociologie québécoise des décennies 1980 et 1990, bien que moins étudiée, est souvent abordée en termes de crise. C'est le constat que fait Rocher (1998 : 28), de même que Bernard, Fournier et Saint-Pierre (1998 : 3) à la fin des années 1990, mais qui était déjà identifié par Fournier et Trépanier (1985 : 439-442) au milieu des années 1980. Les constats formulés par les différents observateurs semblent converger vers une vision relativement unanime de la sociologie actuelle, même si les appréciations normatives qui découlent de ces constats sont parfois exprimées avec davantage de contrastes. Autrement dit, sans savoir si les changements observés s'avèreront positifs ou négatifs pour la discipline sociologique, on s'entend généralement pour dire qu'elle est de plus en plus caractérisée par sa spécialisation, sa fragmentation et sa plus grande interdépendance avec les autres disciplines (interdisciplinarité), avec les organismes subventionnaires et avec ceux (État et organismes publics ou privés) qui sont intéressés par la connaissance qu'elle produit.

Pour Fournier (1999 : 310), « dans les années 1970 et 1980, la sociologie demeure fidèle à sa tradition d'engagement politique et de critique sociale (et) apparaît toujours sensible aux grands enjeux sociaux ». Hamel (à paraître : 25-26) constate quant à lui un utilitarisme croissant, loin d'être étranger à la présence de plus en plus

¹² Fournier (1974 : 189-190) donne l'exemple de l'éducation et de la planification avec la parution des ouvrages dirigés par Bélanger et Rocher, *École et société au Québec*, en 1970, et par Gagnon et Martin, *Crise de la planification au Québec*, en 1974.

marquée de l'État et d'acteurs privés dans le domaine scientifique en général. Pour la sociologie, ceci se traduit par une inflexion insensible en faveur de travaux à visée pratique orientés vers la recherche de solutions aux problèmes sociaux concrets et immédiats, et ce au détriment du travail à caractère plus théorique ou fondamental¹³.

Fournier et Trépanier (1985), qui dès le milieu des années 1980 s'interrogent sur le contexte de crise qui commence à faire l'objet d'inquiétudes, se veulent rassurants. Ils constatent, sans s'y attarder, que la crise a une dimension paradigmatique. Ils insistent davantage sur le fait que « cette crise est aussi la manifestation de changements dans la position même que cette discipline occupe au sein des sciences sociales et humaines, dans le système universitaire et sur le marché des emplois hautement qualifiés » (Fournier et Trépanier, 1985 : 440). Ils s'inscrivent en faux par rapport à ceux qui entretiennent le discours du désenchantement à l'égard de la sociologie québécoise. Ils concèdent cependant que les caractéristiques de la discipline rendent séduisant ce type de discours :

production théorique et méthodologique peu significative, hyper-spécialisation, absence de participation aux grands débats politiques, soumission aux demandes de l'État, multiplication du discours d'accompagnement visant, comme pour le « virage technologique », à exorciser le mal, etc. Aujourd'hui comme hier, la sociologie demeure dans une situation paradoxale, traversée qu'elle est par diverses tensions et conflits : entre l'engagement politique et le regard objectif, entre une demande relativement étroite de formation spécialisée et une demande très vaste de formation complémentaire (culture générale), entre une approche théorético-critique et une instrumentation productrice de connaissances techniques et de technologies sociales, entre une identité disciplinaire (et disciplinée) et une diversité d'insertions professionnelles, etc. (Fournier et Trépanier, 1985 : 442).

Mais, en même temps, la baisse de popularité réelle ou appréhendée de la sociologie pourrait se traduire, toujours selon ces mêmes auteurs, par un plus grand

¹³ En 1980, Dofny, dans une réflexion sur la sociologie du moment, utilise d'ailleurs l'expression forte « *no man's land* théorique » (Dofny *et al.*, 1980 : 197) qui, sans être nécessairement représentative du climat théorique ambiant, témoigne néanmoins de certaines appréhensions présentes dans le discours à propos du projet théorique de la sociologie québécoise.

sérieux dans la pratique de la discipline (Fournier et Trépanier, 1985 : 443). Quand il traite de nouveau de la crise de la sociologie à la fin des années 1990, Fournier (1999 : 313) y distingue encore deux dimensions : la dimension prosaïque (le manque de débouché pour les diplômés) et la dimension épistémologique. Cette fois il s'attarde davantage sur cette dernière, constatant le passage du dogmatisme des grands cadres théoriques unificateurs au relativisme absolu et à l'éclectisme qu'engendre la multiplication des écoles et des approches théoriques.

Les auteurs qui ont abordé la question plus récemment reconnaissent à la sociologie contemporaine certaines caractéristiques évoquées par Fournier et Trépanier (1985 : 442). On parle en effet de spécialisation croissante, de fragmentation de la discipline, de la fin des méta-récits (Bernard, Fournier et Saint-Pierre, 1998 : 3), ou encore de métissage théorique qui s'affirme au détriment d'une théorie unifiée ou d'une vision globale de la société (à paraître, 2004 : 35). La sociologie des années 1980 et 1990 n'est pas associée clairement à une perspective théorique ou à une école en particulier. Dès le début des années 1980, on constate une désaffection du marxisme (Dofny *et al.*, 1980 : 198). Pour Bernier (2001 : 26-27), le principal débat théorique qui occupe, particulièrement depuis les années 1990, les différentes sciences sociales concerne la question de l'individualité. On assisterait au retour de l'acteur, notamment à travers les travaux de Giddens, Touraine, Bourdieu et Habermas, mais personne ne précise dans quelle mesure ce débat trouve effectivement écho dans la sociologie québécoise.

On parle également de pressions croissantes en faveur d'une instrumentalisation de la recherche (Albert et Bernard, 2000 : 72). Au niveau des pratiques, on observe des tendances croissantes à la collectivisation du travail des chercheurs (Legault, 1994 : 128-129) et à l'interdisciplinarité, encouragées par les organismes subventionnaires (Gauthier, 2001 : 64). S'ajoutent à cela la croissance de la recherche orientée et la moindre signification de l'évaluation par les pairs dues à

l'influence grandissante de facteurs d'évaluation externes, engendrées, encore une fois, par les organismes subventionnaires (Hamel, à paraître : 27-35).

1.5 Thèmes et objets d'étude de la sociologie québécoise

Les jalons présentés jusqu'ici offrent essentiellement des points de repère institutionnels de l'évolution historique de la discipline sociologique. En ce sens, il est vrai que la sociologie québécoise a surtout été étudiée sous ses dimensions structurelle et institutionnelle¹⁴. Certains auteurs s'intéressent pourtant à l'évolution des idées sociologiques, des thèmes et des objets d'étude, mais ces contributions sont à la fois moins nombreuses et moins systématiques que les études précédemment évoquées. Bien sûr, les sociologues québécois connaissent les écrits sociologiques québécois pour les avoir lus et, dans une certaine mesure, pour y avoir contribué. Pourtant, cette connaissance ne relève pratiquement jamais d'études systématiques du corpus. Rares sont les chercheurs à fournir le détail des procédures méthodologiques et du matériau empirique étudié, et quand c'est le cas, l'analyse du contenu de la sociologie ne repose pas toujours sur une étude du corpus à proprement parler.

C'est le cas de Grenier, Houle et Renaud (1982), qui s'intéressent au contenu de la sociologie québécoise en investiguant non pas directement dans le corpus mais en s'adressant aux auteurs par questionnaires. Ainsi, s'ils font ressortir les domaines et objets privilégiés des sociologues québécois, c'est par l'étude des pratiques sociologiques, non par une analyse de contenu. Ils cherchent à décrire non seulement sur quoi travaillent les sociologues, mais aussi comment ils étudient leurs

¹⁴ Audet (1983 : 94), qui étudie spécifiquement des textes ayant pour objet la sociologie québécoise, constate que la presque totalité des textes publiés sur le sujet jusqu'en 1981 traitent du champ sociologique québécois essentiellement dans sa dimension institutionnelle.

objets d'études (outils, méthodes). Cette approche comporte la faiblesse suivante : au lieu de reconnaître les thèmes d'importance dans le matériau objectivé que représente le corpus, on s'appuie sur le discours des sociologues sur leur propre pratique, discours dans lequel peuvent se glisser certains biais. À la défense des auteurs, ce sont d'abord les pratiques, et non le contenu, qui font l'objet de l'étude dont ils proposent les conclusions.

Selon cette étude, c'est surtout par la diversité qu'on peut caractériser les objets et les domaines d'études des sociologues québécois (Grenier, Houle et Renaud, 1982 : 117). Au-delà de ce constat un peu trivial, les trois domaines les plus souvent sélectionnés par les répondants¹⁵ à l'enquête sont : 1) l'idéologie et la culture, 2) la logique et la méthodologie, et 3) les institutions et les organisations. Les autres constats notables résident dans le fait que la sociologie semble davantage une pratique de généralistes que de spécialistes, et que les méthodes, bien que légèrement dominées par les outils quantitatifs, sont aussi caractérisées par une grande diversité.

Dans un mémoire de maîtrise, Marc-Léo Laroche (1983) étudie les articles sociologiques publiés au Québec, mais limite son corpus de sociologie québécoise aux articles de la revue *Sociologie et sociétés* publiés de 1969 à 1980. Il y recherche les traces et les marques de différents ordres de détermination, en l'occurrence la détermination en production et la détermination en reconnaissance. La détermination en production est définie ainsi : « ce sont les avatars de l'histoire – les conditions économiques, politiques, linguistiques, etc... (*sic*) qui dévoilent les thèmes que les intellectuels en général, et les sociologues en particulier, se donneront pour tâche d'étudier » (Laroche, 1983 : 159). La détermination en

¹⁵ Il s'agit de 180 répondants à un questionnaire administré par la poste en 1981, pour un taux de réponse de 48%, aux sociologues non étudiants membres de l'ACSALF (Association canadienne des sociologues et anthropologues de langue française) (Grenier, Houle et renaud, 1983 : 114).

reconnaissance renvoie aux instruments de connaissance, scientifiques ou idéologiques, qui permettent d'appréhender ces thèmes.

Sans trop de surprises, Laroche (1983 : 159-160) conclut à une double détermination puisqu'il retrouve, dans la littérature étudiée, les traces et les marques à la fois des conditions politiques, économiques, ou autres, propres à la société québécoise, et des instruments de connaissance scientifiques ou idéologiques provenant de discours exogènes aux champs sociologique ou intellectuel québécois. Cette étude, développée dans une perspective comparative, a le mérite de documenter empiriquement les distinctions entre la sociologie canadienne et la sociologie québécoise. Cette dernière apparaît, selon Laroche (1983 : 167-168), plus critique et plus réflexive, mettant l'accent sur les rapports qui lient différents faits sociaux, tandis que la sociologie canadienne, plus empirique, met davantage l'accent sur les phénomènes spécifiques en tant que tels.

Les études qui précèdent n'ont pas pour objet spécifique de documenter la connaissance historique du corpus sociologique québécois ou d'en tracer le portrait. On cherche à faire la lumière sur des liens spécifiques, déterminations ou cooccurrences, liant un corpus à son contexte de production, mais sans chercher à situer ces liens dans un contexte plus global d'une histoire des idées sociologiques au Québec. Sans nécessairement être animés d'une telle ambition, d'autres auteurs ont adopté une approche résolument diachronique pour tenter de comprendre l'évolution de la production intellectuelle des sociologues québécois et d'en proposer un modèle descriptif.

Fournier et Houle (1980), tout d'abord, présentent une classification des thèmes de la sociologie québécoise en fonction de trois axes : 1) axe organisation traditionnelle / organisation moderne (1945-1960) ; 2) axe nation dépendante / nation dominante

(1960-1970) ; 3) axe classe populaire / classe dirigeante (1970-...)¹⁶. Chacun des axes correspond à une période historique, identifiant la polarisation principale autour de laquelle s'est structuré le discours des sociologues québécois. La première période correspond à ce que certains ont pu appeler « l'École de Laval » (Fournier et Houle, 1980 : 29). Dominée par « l'idéologie du rattrapage », la sociologie conçoit la société canadienne-française comme profondément traditionnelle sur le plan culturel, malgré une économie qui s'est industrialisée depuis la fin du XIX^e siècle. La province de Québec doit chercher à combler ce retard sur le plan culturel pour entrer dans la modernité. Malgré une filiation avec la sociologie de Gérin, c'est l'École de Chicago, et plus précisément la théorie du « continuum folk-urbain », qui constitue la principale assise théorique de cette période (Fournier et Houle, 1980 : 29-34).

La seconde période, qui couvre les années 1960, voit l'apparition d'une conception – révolutionnaire – du Québec (ou du Canada français) comme « société globale », notion loin d'être étrangère au structuro-fonctionnalisme, qui déloge l'École de Chicago comme paradigme dominant de la sociologie québécoise, à l'image de ce qui s'est produit dans la sociologie américaine quelques années plus tôt. Le débat théorique central de cette période est soulevé par Jacques Dofny et Marcel Rioux (1962), qui proposent le concept de classe ethnique pour comprendre la situation du Québec dans l'ensemble canadien. Considérée comme une société globale, la société québécoise est désormais étudiée pour elle-même et en elle-même, et non plus comme un sous-ensemble de la société canadienne. La sociologie québécoise se distinguera pourtant du structuro-fonctionnalisme américain notamment par l'importance accordée à l'étude des idéologies. Cette période est marquée par la résurgence du nationalisme – néo-nationalisme, dira-t-on – dans la société québécoise. La sociologie participe de ce mouvement autant par la critique de l'idéologie dominante que par l'analyse du développement socio-historique du Québec et sa constitution comme société globale (Fournier et Houle, 1980 : 34-38).

¹⁶ L'article ayant été publié en 1980, cette dernière période n'est pas close.

Enfin, la troisième et dernière période identifiée par les auteurs, qui correspond aux années 1970, est marquée par l'avènement du « marxisme structuraliste », ou « structuro-marxisme ». Déjà enseignée dans les années 1960, notamment par Marcel Rioux, la théorie marxiste issue d'influences européennes (althussérienne) connaît son heure de gloire principalement sous l'impulsion des sociologues de l'UQÀM, dont le département vient d'être fondé. L'influence marxiste, avec ses nombreuses déclinaisons, frappe l'ensemble de la société québécoise. Les sociologues adoptent une orientation théorique qui inspire à la fois leurs travaux – ils proposent notamment une réinterprétation de l'histoire du Québec en termes de domination bourgeoise et de lutte de classes – et leur action politique, notamment avec la création et la prise du pouvoir par le Parti Québécois, qui sera l'objet de nombreuses discussions et dissensions. Cette période est d'ailleurs marquée par une grande implication politique de la part des sociologues, largement dominée par les idées socialistes, notamment autogestionnaires (Fournier et Houle, 1980 : 38-41).

Nicole Laurin-Frenette (1984) propose pour sa part une lecture de l'évolution de la sociologie des classes sociales au Québec. Considérant qu'au-delà du vocabulaire sociologique qui se renouvelle constamment, la démarche ou les intentions des sociologues sont identiques, l'auteure retrouve jusque chez Gérin, avant la lettre, le ferment d'une sociologie des classes sociales. Elle se penche ainsi sur la sociologie québécoise de façon beaucoup plus exhaustive que ce que suggère le titre de son texte. Laurin-Frenette (1984) fait débiter l'histoire de la sociologie québécoise dans les années 1950, alors que se pratique une sociologie de la transition largement inspirée du modèle *folk-urban*, importé de l'École de Chicago à travers les travaux de Miner et de Hughes (Laurin-Frenette, 1984 : 533-534).

Laurin-Frenette (1984 : 536) observe deux grandes tendances de la sociologie des années 1960 : « celle des travaux sociographiques et celle de la réflexion

théorique ». La première correspond aux derniers travaux empiriques – « concrets », dira l'auteure – sur les classes sociales au Québec. « Aussi, les observations, interviews et mesures que ces chercheurs présentent dans leurs travaux, contrastent-elles avec l'abstraction formidable des textes consacrés aux classes dans les années [19]70 et [19]80 » (Laurin-Frenette, 1984 : 536). Sur le plan de la réflexion théorique, la sociologie se consacre surtout à l'étude des représentations, de la conscience collective et des idéologies (Laurin-Frenette, 1984 : 538). L'auteure remarque également l'apparition d'une dimension historique importante, qui prend souvent la forme d'un préambule aux travaux sociologiques. Elle insiste enfin sur la grande diversité, voire l'éclectisme théorique de cette période :

Ces travaux synthétisent implicitement des références conceptuelles variées : définitions des classes et de la collectivité empruntées à la théorie de Gurvitch, concepts de l'histoire, de la conscience et de la culture dérivés du marxisme hégélien et lukacscien, perspectives tourainiennes sur les classes et le changement, éléments du fonctionnalisme parsonien et webérien telles les notions de norme, de valeur et d'orientation. Peu de périodes de la sociologie québécoise ont vu coexister des allégeances intellectuelles aussi diverses dans un climat d'aussi complète tolérance (Laurin-Frenette, 1984 : 539).

C'est dans les années 1960 que se mobilise la génération qui définira les grandes tendances de la sociologie de la décennie suivante. Laurin-Frenette (1984 : 539-542) souligne l'importance des luttes qui prennent naissance notamment à la revue *Parti pris* pour la sociologie des années 1970. Elle rappelle que ce n'est pas l'introduction de la perspective marxiste, déjà présente dans les années 1960, qui transforme la sociologie, mais « la pratique d'une nouvelle épistémologie de la sociologie qui entraîne, en particulier, le recouvrement par l'engagement politique de la théorie et de l'analyse sociologique » (Laurin-Frenette, 1984 : 541), faisant de la sociologie une contribution concrète à la lutte des classes. Même si la sociologie des classes sociales n'est pas que l'apanage de la perspective marxiste – l'auteure évoque notamment les travaux de Michel Freitag et de Jean-Jacques Simard (Laurin-Frenette, 1984 : 546) –, l'influence dominante de la sociologie québécoise

des années 1970 est certainement celle de l'école althussérienne (Laurin-Frenette, 1984 : 542).

Michel Audet (1983), dans une thèse se situant au confluent des perspectives néo-marxiste et bourdieusienne, analyse les procès de production de connaissance en sociologie, et plus spécifiquement les liens entre le corpus sociologique et le champ sous trois aspects; soit « sa distinction dans le champ québécois des sciences sociales, ses rapports avec le reste de la formation sociale et ceux avec le champ sociologique international » (Audet, 1983 : 526). Le corpus y apparaît comme un élément central du procès de structuration du champ sociologique québécois, mais s'il constitue, dans la démarche de recherche de l'auteur, le matériau empirique, il n'est pas l'objet d'étude à proprement parler. Il en résulte une sélection de textes qui ne vise pas un portrait d'ensemble du corpus, mais une représentativité théorique de l'objet d'étude. L'échantillon étudié correspond en fait au sous-corpus de sociologie de la sociologie publié entre 1905 et 1981¹⁷.

Ses observations couvrent la période 1905-1981, mais ce sont les transformations du champ sociologique québécois dans la période 1940-1965 qui intéressent l'auteur. Elles lui permettent de constater un lien étroit entre l'évolution du corpus et les rapports des membres du champ avec le reste de la formation sociale. Plus encore :

une transformation du corpus par lui-même ne peut s'expliquer par une logique interne et évolutive des connaissances ; il faut constamment retourner aux procès sociaux concrets dans lesquels s'inscrivent les actions par lesquelles et pour lesquelles les producteurs effectuent ces transformations dans le corpus (Audet, 1983 : 532).

¹⁷ La sélection de l'échantillon constitue une rare faiblesse de cette thèse, autrement très rigoureuse et méthodique. L'auteur, malgré un souci du détail évident, reste plutôt discret quant aux procédures de recension des textes et de sélection de l'échantillon. La prétention à l'exhaustivité, bien que tacite, est évidente, alors qu'elle constitue probablement le principal défi du chercheur. Quant à la sélection, elle semble reposer sur la présence ou l'absence de certains mots clés (Audet, 1983 : 96), et suppose donc, à défaut d'autres moyens, une lecture pratiquement intégrale du corpus.

Audet (1983) identifie néanmoins certaines tendances dans la production sociologique québécoise, qu'il regroupe en grandes périodes. Seulement, ces périodes correspondent davantage à une catégorisation des modes de production que des contenus produits. Ainsi, la première période, qui s'étend de 1900 à 1940, est celle de la subordination du champ sociologique au champ religieux. La seconde période, celle de la sécularisation du champ, commence en 1940 et se termine en 1951. De 1951 à 1965, c'est la période du « développement d'un corpus conforme au modèle orthodoxe de la science alors prédominant » (Audet, 1983 : 93), alors que depuis cette date, c'est l'éclatement des formes de la pratique et de la production sociologique. Dans son étude, Audet (1983 : 93) regroupe les deux périodes qui vont de 1940 à 1965 en une seule qu'il nomme « médiane », dont il fait le nœud de l'explication de la transition entre une sociologie dominée par le clergé (première période) et celle d'une sociologie proprement scientifique.

Gilles Bourque (1989 ; 1993¹⁸) reconnaît s'inspirer abondamment de l'article de Fournier et Houle (1980) pour développer une catégorisation somme toute plutôt analogue. En des termes différents, il précise la lecture des grandes périodes de la sociologie proposée par ses prédécesseurs en insistant particulièrement sur les liens entre les « conditions discursives d'énonciation » et les « conditions non discursives d'énonciation » ou, autrement dit, entre la production sociologique et les « transformations de la structure sociale et des institutions, [...] de la forme de l'État et de la forme de régime, ainsi qu[e des] rapports politiques entre les forces sociales » (Bourque, 1993 : 46). Bourque (1993) divise à son tour la sociologie en trois périodes : 1) savoir critique de l'adaptation (1945-1960) ; 2) sociologie fonctionnelle de l'adaptation (1960-1970) ; sociologie de l'émancipation (1970-1980),

¹⁸ Ce texte, rédigé en 1985, est d'abord publié en anglais dans *The Canadian Review of Sociology and Anthropology* (Bourque, 1989), avant d'être repris, en français, par les *Cahiers de recherche sociologique* (Bourque, 1993).

cette dernière catégorie étant divisée en deux courants antagonistes, l'un culturaliste et l'autre politiste.

La préhistoire de la sociologie québécoise, ce par quoi Bourque (1993 : 49-50) entend la sociologie de Gérin à Hughes, se caractérise par la production d'un savoir de la transition. Cette transition s'opère avec l'affirmation du mode de production capitaliste qui vient bouleverser la production agricole traditionnelle du Québec. De 1945 à 1960, la sociologie s'institutionnalise alors que la société québécoise s'industrialise de plus en plus rapidement. La sociologie développe, selon l'auteur, un « savoir critique de l'adaptation », défini comme : « un savoir critique démontrant l'inadéquation de la référence au traditionalisme et proposant l'affirmation d'une représentation moderne mieux adaptée à la réalité contemporaine » (Bourque, 1993 : 55). D'importantes mutations marquent la sociologie des années 1960, dans la foulée de la Révolution tranquille. Toujours axée sur le « rattrapage des sociétés nord-américaines », la sociologie travaille désormais à définir positivement son objet : la société québécoise (Bourque, 1993 : 59-60). Accent mis sur les enquêtes empiriques, participation à la construction de l'État, il s'agit pour la sociologie d'adapter la société aux nouvelles valeurs modernes, acceptées sans critique (Bourque, 1993 : 60-62).

La sociologie des années 1970 amorce un tournant. La modernité n'est plus un phénomène immuable auquel on doit s'adapter, mais un projet à construire. On met ainsi l'accent sur les contradictions et les antagonismes sociaux dans une entreprise de redéfinition de la société québécoise, de production de sens, de représentation globale de la société (Bourque, 1993 : 62-63). La distinction que propose Bourque (1993) entre un courant culturaliste et un courant politiste pour cette période renvoie au débat idéalisme / matérialisme. Dans cette entreprise de sociologie de l'émancipation, les uns ont mis l'accent sur les idéologies, la culture et les représentations (courant dont la figure de proue est Fernand Dumont), tandis que les

autres pratiquaient une sociologie d'obédience marxiste largement axée sur les rapports économiques et politiques (Bourque, 1993 : 68-77).

Enfin, il faut souligner les travaux récents de Warren (2001, 2003), qui constituent un apport essentiel à la connaissance de la sociologie québécoise, et ce même si le corpus à l'étude, qui couvre la période 1886-1955, est loin de répondre aux questionnements les plus actuels¹⁹. Alors que la contribution de l'École de Chicago à la sociologie québécoise ne semble faire aucun doute pour la plupart des observateurs, Warren (2001, 2003) insiste pour sa part sur une influence importante souvent occultée ou négligée : celle de la sociologie de Frédéric Le Play. Selon lui, « tout circonscrit qu'il ait été, le rôle de Le Play dans l'histoire de la sociologie québécoise n'en a pas moins été profond. C'est à proprement parler un rôle fondateur, puisque ce penseur a joui d'un quasi-monopole jusqu'en 1920 » (Warren, 2003 : 30). Le Play a marqué, dans une différente mesure, les trois écoles de la tradition sociologique québécoise que Warren (2001, 2003) identifie, soit les écoles « tourvillienne », « doctrinale » (ou « de l'ordre ») et « lavalloise ». Cela va de soi en ce qui concerne la première, autrement nommée « école le playsienne de la branche tourvillienne » (Warren, 2003 : 117), et dont le plus illustre représentant est certainement Léon Gérin. Sans être aussi dominante, l'influence de Le Play se fait encore sentir dans les années 1920 et 1930, principalement grâce à sa méthode (Warren, 2003 : 198), mais elle est de plus en plus l'objet de suspicion de la part des sociologues de l'ordre, à cause de son caractère conservateur et réactionnaire (Warren, 2003 : 193). En ce qui concerne l'école lavalloise, le lien avec la sociologie le playsienne est certainement plus ténu et indirect. Warren (2003 : 283) se contente d'identifier Le Play comme l'ancêtre commun de la sociologie lavalloise et

¹⁹ C'est d'ailleurs un commentaire qui peut s'adresser autant à Laroche (1983) comme à Audet (1983), dont les corpus se concentrent respectivement dans les années 1969-1980 et 1905-1981. De plus, les perspectives théoriques ou analytiques préconisées dans le cadre de ces trois études sont malheureusement trop différentes pour permettre une synthèse efficace et pertinente.

de celle de l'École de Chicago pratiquée par Hughes et son maître Park (Warren, 2003 : 283).

Warren (2003) cherche en quelque sorte à établir une comparaison entre l'influence de Le Play et celle de l'École de Chicago, et plus largement de la sociologie américaine, sur la sociologie québécoise. L'influence américaine semble évidente, notamment en raison de la présence de Hughes à Laval dans les années 1940, et du fait que plusieurs professeurs – notamment Cassidy, Verdet, Guindon (Dofny *et al.*, 1980 : 182) et, bien sûr, Falardeau – aient été formés à Chicago. Il n'empêche que pour Warren (2003 : 360) :

[l']importance de l'École de Chicago dans une histoire de la sociologie québécoise connaît des limites bien précises, ou en revanche si diffuses qu'elles perdent leur sens et leur force. Précises, parce qu'on peut les dater (les années 1940) et y rattacher des concepts-clefs (*cultural lag*, *folk society*), des méthodes (monographies, entrevues) et une éthique (recherche universitaire). Diffuse [sic], parce qu'il est difficile de dégager ce qu'il en reste dix, vingt ans plus tard.

Warren (2003 : 280) ne nie pas l'importance de la sociologie américaine dans le développement de la sociologie québécoise dans l'après-guerre, notamment avec Parsons à Harvard, Lazarsfeld à Columbia et, bien sûr, l'École de Chicago. Pourtant, si l'apport de la sociologie américaine est grand, dit-il, il n'est pas déterminant (Warren, 2003 : 360).

Les contributions recensées dans cette section sont principalement des *lectures* de la sociologie québécoise. Rares sont les écrits qui soient assez précis en matière de méthodologie pour permettre de reproduire les résultats obtenus. L'article de Grenier, Houle et Renaud (1982), le mémoire de Laroche (1983) et, exception faite de quelques détails, la thèse de Audet satisfont à cette exigence, mais ils offrent des résultats plus modestes quant à la portée de l'interprétation qu'ils livrent sur l'évolution de la sociographie québécoise.

En revanche, les travaux les plus ambitieux sur ce point restent pratiquement muets sur la façon dont ils produisent leurs interprétations ou leurs catégorisations. Ni l'une ni l'autre de ces contributions (Fournier et Houle, 1980 ; Laurin-Frenette, 1984 ; Bourque, 1993 ; Warren, 2001 ; 2003) n'offrent au lecteur des considérations méthodologiques qui permettraient d'apprécier le travail empirique derrière leurs propositions de caractérisation²⁰. Peut-être est-il très important, mais il n'est pas possible de le savoir. À cet égard, par exemple, les précautions que prend Bourque (1993) en introduction de son article laissent plutôt croire le contraire²¹. En conséquence, il est très difficile d'évaluer la qualité des lectures proposées. Cela dit, il n'y a pas de raison, *a priori*, de les rejeter ; au contraire, il sera pertinent de les mettre à l'épreuve dans une analyse systématique du corpus.

1.6 Conclusion

Introduite au Canada français par Léon Gérin vers la fin du XIX^e siècle, la sociologie est principalement portée par les représentants du clergé pendant les premières décennies du XX^e siècle, jusqu'à son institutionnalisation dans les universités francophones au tournant des années 1940. Sous l'égide du clergé, la sociologie est orientée vers une finalité de réforme sociale largement marquée du sceau de la doctrine sociale catholique. La création du premier département de sociologie francophone à l'Université Laval coïncide avec l'entrée en scène d'une jeune

²⁰ D'autres contributions moins significatives pourraient s'ajouter à cette recension. Robert Leroux (2001), par exemple, se penche sur la question de la nation dans la sociologie québécoise en relevant, chez quelques auteurs clés (Edmond de Nevers, Léon Gérin, Marcel Rioux et Fernand Dumont), son occurrence et son importance. Il recense des extraits appuyant sa thèse, mais la démarche semble plutôt arbitraire ou intuitive, l'article ne spécifiant aucune méthode d'enquête ou d'analyse.

²¹ Dans un préambule très évocateur, Bourque (1993 : 45-46) avoue son « incompétence relative » en sociologie des sciences et minimise l'importance de sa contribution, la qualifiant, en guise de prolepse, de « lecture parmi bien d'autres ».

génération de professeurs laïcs, formés à la sociologie et à l'économie dans les grandes universités américaines. L'enseignement, puis la recherche, se consolident dans les années 1960 et 1970 alors que la sociologie connaît son « âge d'or ». La sociologie des années 1980 est abordée en termes de crise, bien que l'histoire de la sociologie québécoise depuis cette période soit moins documentée.

Sans être parfaitement exempt de discussions relatives à l'interprétation de l'évolution de la discipline, ce court historique ne plonge pas dans les plus vives controverses en sociologie de la sociologie québécoise. Ce sous-champ d'étude est caractérisé par d'imposants consensus et d'importantes polémiques. Il s'agit donc, pour parachever cet historique, d'exposer ces débats et de questionner ces consensus.

CHAPITRE II

DÉBATS ET CONSENSUS SUR LA SOCIOLOGIE QUÉBÉCOISE

Derrière les débats d'idées entourant l'histoire d'une discipline se cachent d'autres débats souvent plus profonds qui mettent en cause les méthodes, les théories, les façons de pratiquer la sociologie, de même que la capacité des sociologues à définir ces grandes tendances méthodologiques ou théoriques, ou du moins à les infléchir. L'histoire de la sociologie québécoise n'y échappe pas. Les écrits sur la sociologie québécoise sont loin de proposer une vision univoque de l'histoire de la discipline. En plus de la diversité de l'orientation des contributions – historique, sociologique, biographique, etc. –, des débats prennent place autour de l'interprétation historique de certains événements, ou autour de désaccords théoriques ou conceptuels. À l'inverse, certains consensus semblent s'imposer au-delà de toute discussion. Si, dans bien des cas, la trivialité ou la banalité de l'objet rend non pertinente la contestation du consensus, d'autres cas méritent d'être discutés et remis en question.

Puisque l'histoire de la sociologie, telle que rapportée par les sociologues, est empreinte de l'interprétation théorique et souvent normative de ceux qui la construisent ou qui la rapportent, il s'agit dans ce deuxième chapitre de présenter les enjeux et débats qui caractérisent l'étude de la discipline. Si l'histoire de la sociologie québécoise peut être balisée par des faits historiques largement reconnus par la communauté des sociologues, de nombreux débats, souvent de nature théorique, prennent forme autour de l'interprétation de ces faits historiques, du sens qu'on cherche à leur conférer. Les principaux débats dont il est question dans ce chapitre concernent l'institutionnalisation de la sociologie, les transitions paradigmatiques (continuité ou rupture ?) et l'autonomie du champ sociologique. À

l'inverse, un profond consensus se dégage des différentes analyses, à propos du caractère scientifique de la sociologie. Cet *a priori* théorique entraîne d'importantes faiblesses dans l'analyse et l'interprétation du développement historique de la discipline. Il faudra donc, dans un dernier temps, s'attarder sur ce consensus pour bien comprendre l'orientation des travaux antérieurs et les biais qu'ils introduisent.

2.1 L'institutionnalisation de la sociologie

On interprète généralement les transformations de la sociologie québécoise des années 1940 et 1950 en termes d'institutionnalisation et de nationalisation. Ces notions ne sont pourtant pas exemptes d'ambiguïtés. L'institutionnalisation peut être entendue dans une acception large comme un « processus par lequel une activité sociale se trouve mise en forme, organisée, dans une institution »²² (Akoun et Ansart, 1999 : 287), définition selon laquelle il apparaît que l'institutionnalisation des sciences sociales au Québec s'est achevée dans les années 1950 : non seulement dispense-t-on un enseignement des sciences sociales de niveau universitaire, mais les enseignants disposent également d'un budget de recherche²³ (Fournier, 1973 : 52)²⁴.

²² À partir de cette acception large, Akoun et Ansart (1999 : 287) résument ainsi l'institutionnalisation de la sociologie en France : « Après une période d'initiatives multiples, tantôt individuelles (Saint-Simon, Comte), tantôt collectives (autour de Le Play), l'enseignement de la sociologie a été officialisé avec Durkheim après 1890. Cette institutionnalisation a été féconde en conséquences : elle a favorisé la création de revues spécialisées, le développement d'échanges nationaux et internationaux, permis une plus large diffusion des recherches et des productions ».

²³ La Faculté des sciences sociales de l'Université Laval administrait un budget de recherche de 187 000 \$ en 1955, montant qui équivaut à près de 10% du budget de l'Université à l'époque (Fournier, 1973 : 52).

²⁴ La définition de Akoun et Ansart (1999) est évidemment postérieure aux travaux de Fournier. Ce dernier utilise plutôt un passage de *La reproduction* de Bourdieu et Passeron (1970) pour définir l'institutionnalisation comme « l'apparition d'un corps de spécialistes permanents dont la formation, le recrutement et la carrière sont réglés par une organisation spécialisée et qui trouvent dans l'institution des moyens d'affirmer avec succès leur

Pourtant, en ce qui concerne plus précisément les disciplines scientifiques et leur institutionnalisation dans le système universitaire, il peut être préférable d'utiliser une définition plus spécifique. L'institutionnalisation est alors une étape décisive de l'histoire d'une communauté scientifique, qui consiste à imposer une conception de l'institution permettant une production de connaissances spécifiques et la reproduction des agents aptes à produire cette connaissance (Gingras, 1991 : 46). En ce sens, si c'est dans les années 1940 et 1950 que la sociologie s'est taillé une place dans les universités québécoises, ce n'est que plus tard, dans les années 1970, que se sont consolidées les structures permettant au champ sociologique québécois non seulement une production de connaissance, mais la reproduction de ses agents.

En effet, c'est au cours des années 1940 que s'est amorcée la spécialisation de l'enseignement de la sociologie dans les universités francophones du Québec, qui s'est réalisée dans les années 1950. À partir de ce moment, sociologues, démographes, politologues ou anthropologues ne peuvent plus être confondus et ces titres ne peuvent plus être utilisés de façon indifférenciée par les praticiens de la science sociale (Fournier, 1974 : 192-193). Cette conception de l'émergence de la sociologie sur la scène universitaire comme un surgon d'autres disciplines déjà ancrées dans l'institution fait pratiquement l'unanimité. L'institutionnalisation de la sociologie au sein de l'université québécoise se présente donc clairement comme un processus endogène à l'institution universitaire²⁵.

prétention au monopole de l'inculcation légitime d'une culture légitime" » (Fournier, 1973 : 30).

²⁵ Cela semble un tel truisme chez les sociologues de la sociologie québécoise qu'il est important de mentionner que cela ne va pas de soi, et qu'il aurait pu en être tout autrement. Fournier (1974 : 192 et suivantes), qui décrit ce processus endogène en termes de différenciation et de spécialisation, reconnaît pourtant que « jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, la sociologie demeure une discipline marginale au système universitaire québécois francophone » (Fournier et Houle, 1980 : 22). Le fait que la sociologie soit introduite au Canada français par Léon Gérin dans un rapport pour le moins distant aux universités, fait

La sociologie s'est consolidée dans le système universitaire au cours des années 1950 et 1960 au point où, sans la croire définitivement acquise, on peut à juste titre la considérer comme solidement enracinée. Toutefois, durant cette période, le champ sociologique québécois n'arrive toujours pas à reproduire ses propres agents :

Au début des années [19]70, les départements francophones de sociologie n'ont que partiellement atteint cet objectif qui est de former de « véritables sociologues canadiens-français » : certes, le nombre des étudiants inscrits au 3^e cycle dans ces départements s'accroît considérablement, mais très peu obtiennent leur doctorat (Fournier, 1974 : 187).

L'enseignement supérieur, qui constitue pourtant une condition essentielle à l'autonomisation du champ sociologique québécois (Fournier, 1974 : 187), n'est pas le seul à faire problème. En effet, la consolidation de l'enseignement de premier cycle, dans un contexte de fort accroissement de la population étudiante, ne laisse que peu de latitude aux professeurs pour mener à bien leurs activités de recherche. De plus, la recherche sociologique ne bénéficie que de peu d'appui avant les années 1960 : il y a peu de financement et les infrastructures sont pratiquement inexistantes. Cela n'est probablement pas étranger aux rapports tendus qui prévalent entre les sociologues universitaires et le gouvernement Duplessis jusqu'à la fin des années 1950 (Audet, 1983 : 527). Les sociologues sont ainsi contraints à l'interdisciplinarité, et à publier dans des revues non spécialisées, étrangères ou spécialisées dans d'autres disciplines (Fournier, 1974 : 183).

pourtant bien connu des sociologues québécois, devrait à lui seul remettre en question ce truisme. Au contraire, il est évocateur de constater à quel point les recherches sur la sociologie québécoise se sont concentrées presque exclusivement sur la sociologie universitaire, au point souvent de ne voir dans la sociologie extra universitaire qu'une pré-, voire une pseudo-sociologie. En ce sens, certains auteurs ont peut-être négligé un aspect important de la genèse de la sociologie québécoise, soit l'impulsion que le clergé et les mouvements catholiques lui ont transmise. Cet aspect est clairement démontré par Warren (2001, 2003), qui est le premier (et le seul) à s'être penché de façon approfondie sur la sociologie pré-institutionnelle, en la considérant comme une sociologie à part entière.

Il est donc abusif de fixer l'institutionnalisation de la sociologie québécoise aux années 1940 et 1950, comme le propose Fournier (1973). Legault (1994 : 4) constate que la recherche en sciences de l'humain et du social n'est pas encore institutionnalisée dans les années 1960 : les structures favorisant la production de connaissance et la reproduction des agents, tels les revues et les programmes d'études supérieures, sont à peine mises sur pieds. Fournier (1999 : 312) reconnaît que c'est dans les années 1970 que la recherche s'est institutionnalisée en sociologie. C'est à ce moment qu'on assiste à un important accroissement des budgets de recherche, des postes d'assistants et de chercheurs, du nombre d'équipes et de centres de recherche, ainsi que des politiques de dégrèvement (Fournier, 1999 : 312-313).

Depuis les années 1980, il ne fait aucun doute que la sociologie s'est institutionnalisée dans le système universitaire québécois. La sociologie québécoise a acquis une certaine capacité à assurer sa propre reproduction, les enjeux principaux qui préoccupent la communauté des sociologues n'étant plus ceux de la survie ou de la croissance de la discipline. L'institutionnalisation de la sociologie québécoise est donc découpée en deux phases : une première phase (années 1940-1950) de reconnaissance institutionnelle et d'institutionnalisation de l'enseignement de premier cycle; une deuxième phase (années 1960-1970) d'institutionnalisation de la recherche et des programmes de 2^e et 3^e cycle²⁶. La première phase peut être désignée par le terme académisme (Richard, 1981 : 17), alors que la deuxième correspond à la définition de l'institutionnalisation des disciplines scientifiques évoquée précédemment.

Gingras (1991), qui étudie, comme le précise le titre de son article, *L'institutionnalisation de la recherche en milieu universitaire et ses effets*, propose en

²⁶ On peut noter que chez Fournier (1974 : 186), l'enseignement de 2^e et 3^e cycle ne témoigne pas de l'institutionnalisation de la discipline, mais de son autonomie.

fait une lecture quelque peu différente. Sur la base de l'étude de la formation de disciplines scientifiques dans plusieurs pays, l'auteur dégage, au-delà des spécificités nationales, les traits communs du processus d'institutionnalisation *de la recherche*. L'institutionnalisation est une des trois étapes du processus de formation des disciplines qui sont :

1) l'*émergence* d'une pratique nouvelle; 2) l'*institutionnalisation* de cette pratique, qui permet sa reproduction et sa diffusion systématique et, enfin; 3) la *formation d'une identité sociale*, qui peut prendre plusieurs formes, dont celle de profession (comme la médecine ou le génie) ou de discipline (comme l'histoire, la physique ou la sociologie)²⁷ (Gingras, 1991 : 43-44).

Selon Gingras (1991 : 45), l'émergence de la recherche comme nouvelle pratique dans les universités canadiennes n'est pas due à une « politique délibérée » ni aux demandes de l'industrie, mais à la formation des professeurs engagés pour y enseigner. Comme c'est le cas dans les autres « pays aux traditions scientifiques relativement récentes » (Gingras, 1991 : 45), les universitaires canadiens sont initialement formés à l'étranger. Survient, à un moment différent selon les disciplines, l'arrivée d'une génération de professeurs dont la formation se démarque de celle de leurs prédécesseurs : ils sont d'abord et avant tout formés à la recherche, et ils se définissent comme chercheurs avant de se définir comme enseignants (Gingras, 1991 : 44-45).

Une fois en place dans le système universitaire, ces chercheurs exercent des pressions sur l'institution afin de la rendre compatible avec leurs activités de

²⁷ Gingras (1991 : 42-44) dénonce l'utilisation abusive du terme « professionnalisation », galvaudé selon lui par les historiens et sociologues, par une confusion entre « profession » et « discipline ». Il propose de distinguer la discipline, « marché fermé où les producteurs de savoir sont aussi les consommateurs » (Gingras, 1991 : 42), de la profession « caractérisée par le fait que les agents circulent dans un marché ouvert où les clients ne sont pas eux-mêmes des producteurs de savoir » (Gingras, 1991 : 43). Ainsi, la discipline se reconnaît à « ses associations, ses congrès, ses revues, ses médailles et ses représentants officiels » (Gingras, 1991 : 43) alors que la profession est le monopole de « l'accès à un titre et aux postes qui lui sont associés » (Gingras, 1991 : 43). Discipline et profession sont donc deux modes particuliers du « processus de contrôle d'une occupation » (Gingras, 1991 : 42).

recherche et avec leur conception de l'université. L'objectif de cette institutionnalisation est d'assurer la reproduction de leurs pratiques et de leur groupe, principalement grâce à une structure départementale, des programmes de doctorat et des bourses d'études supérieures (Gingras, 1991 : 46). La structure départementale donne, selon Gingras (1991 : 47), davantage d'autonomie à la discipline puisqu'elle permet le renouvellement du corps professoral en fonction de ses propres intérêts et non plus ceux de l'institution universitaire. Le résultat de l'institutionnalisation de la recherche dans les universités est une tension importante entre enseignement et recherche (Gingras, 1991 : 49).

Les traits généraux de l'institutionnalisation de la recherche tels que présentés par Gingras (1991) s'appliquent très bien à la sociologie québécoise. Si les pratiques de recherche ont « émergé » dans les universités canadiennes au tournant du XX^e siècle (Gingras, 1991 : 45), cette émergence est assurément plus tardive dans le cas de la sociologie francophone. La dynamique disciplinaire centrée sur l'activité de recherche est d'abord apparue en dehors des cadres universitaires avec les travaux de Gérin, alors que l'enseignement, sous l'égide du clergé, constitue l'essence de la mission de l'université. Dans les années 1940, une nouvelle génération de professeurs formés à la recherche sociologique contrairement à leurs prédécesseurs, est embauchée par l'Université Laval pour travailler au département de sociologie nouvellement créé²⁸. Suivent, dans les décennies ultérieures, la mise sur pied des structures qui permettent la reproduction des agents et la formation de l'identité sociale, notamment sous la forme de programmes d'études supérieures et de revues disciplinaires. De ce point de vue, l'institutionnalisation de la recherche en sociologie n'apparaît pas comme une simple dimension de l'institutionnalisation de la sociologie en milieu universitaire, mais comme son fil d'Ariane.

²⁸ Voir section suivante.

Deux remarques s'imposent en guise de conclusion sur la question de l'institutionnalisation. Premièrement, en considérant ainsi que l'institutionnalisation de la sociologie québécoise est un processus qui s'amorce au début des années 1940 (et peut-être même avant) pour se terminer vers la fin des années 1970, on en fait un phénomène tellement général qu'il devient inusité de parler de « l'institutionnalisation de la sociologie » pour désigner une période spécifique et précise de son histoire. Cela d'autant plus si on cherche à lier cette période à un contenu sociologique relativement homogène. Néanmoins, l'étendue de l'institutionnalisation explique certainement pourquoi cette dimension de l'histoire de la sociologie a autant retenu l'attention des chercheurs. Deuxièmement, il est intéressant de noter que la « crise » de la sociologie, dont la nature précise reste encore à définir, survient peu de temps après que l'institutionnalisation de la discipline soit bel et bien achevée. Dans cette perspective, n'y a-t-il pas lieu de voir, là où plusieurs y ont vu une crise, une simple stabilisation du champ sociologique ?

2.2 Continuité ou rupture ?

Nous avons vu que pour plusieurs, l'histoire de la sociologie québécoise commence dans les années 1940 avec le début de l'institutionnalisation de la discipline dans les universités francophones (Falardeau, 1974; Fournier et Houle, 1980; Bourque, 1993). Cette période est présentée, notamment par Jean-Charles Falardeau (1974) et Marcel Fournier (1973; 1999; Fournier et Trépanier, 1985), comme une *rupture* plutôt brusque grâce à laquelle la sociologie québécoise a acquis à la fois son caractère scientifique et son statut de discipline universitaire, se débarrassant du carcan religieux dans lequel elle aurait été enfermée depuis des décennies.

Avec la parution récente de *L'engagement sociologique, la tradition sociologique du Québec francophone* (1886-1955), Jean-Philippe Warren (2003) met fin à près de 40

ans de relative unanimité dans l'interprétation historique du développement de la discipline. Il remet en question cette « thèse de la rupture », en insistant sur la tradition sociologique dont les sociologues contemporains ont hérité de leurs prédécesseurs de la première moitié du XX^e siècle, et ouvre la porte à un débat qui engage moins les faits que leur interprétation historique.

Selon Fournier, lors de la création du premier département de sociologie francophone à l'Université Laval en 1943, deux générations qualitativement différentes²⁹ en sont venues à s'opposer autour de la définition légitime de la pratique sociologique: par la spécificité de leur formation académique, les plus jeunes ont su tirer profit d'une légitimité acquise dans un champ central mieux structuré (le champ sociologique américain) afin d'imposer leur conception de la discipline et de sa scientificité. Ils misent sur un capital scientifique que leurs aînés ne possèdent pas, ce qui bouleverse les rapports de domination à l'intérieur du champ. Dans cette mouvance, la définition légitime de la pratique sociologique s'est vue infléchie en faveur de la recherche et de l'enseignement³⁰, au détriment d'une action ouvertement engagée (Fournier, 1973 : 46-51).

La thèse de la rupture est souvent présentée avec peu de nuances. Falardeau (1974 : 140) aborde en des termes très sévères (« créations spontanées », « existence éphémère ») le travail des pionniers des sciences sociales de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle³¹. Fournier (1973 : 31), pour sa part, reprend l'expression de Georges-Henri Lévesque, qui affirmait que « Dieu est le plus grand des sociologues », pour illustrer l'esprit des sciences sociales jusqu'au début des

²⁹ L'une formée à la théologie, au droit ou à la philosophie (Lévesque, Delos, Poulin, etc.) et l'autre formée à la science sociale (sociologie, science économique) (Falardeau, Faucher, Lamontagne, etc.).

³⁰ Cet épisode constitue, pour la sociologie québécoise, le moment charnière de l'institutionnalisation de la recherche, entendue au sens de Gingras (1991). Voir section précédente.

³¹ Voir la citation de Falardeau (1974 : 140) à la section 1.1.

années 1940. Se réclamant de Falardeau, Fournier et Trépanier (1985 : 417) soutiennent que

[l]a sociologie québécoise s'est construite autour d'une opposition centrale, celle qui distingue chronologiquement un « avant » et un « après » : avant, la pré-sociologie, la pensée sociale de quelques membres du clergé et d'intellectuels éclairés; après, la « vraie » sociologie, le savoir savant de spécialistes, le plus souvent formés par et associés à l'institution universitaire. La transition entre cet « avant » et cet « après », synonyme d'un passage qui mènerait de l'obscurité à la lumière, est habituellement analysé en termes de processus d'institutionnalisation: il s'agit de l'acquisition, par un groupe de spécialistes, d'une légitimité culturelle et d'un accès à des postes dans les institutions universitaires et gouvernementales³².

La thèse de la rupture s'érige sur une relation ambiguë entre le champ sociologique et le champ religieux. Le projet normatif de la sociologie préinstitutionnelle, clairement marqué de l'empreinte du clergé, est jugé très sévèrement par la nouvelle génération. La thèse de la rupture refuse de reconnaître la pratique de la sociologie sous l'égide du clergé comme étant proprement sociologique. Pour Falardeau (1974 : 140), « les combats et les débats politiques, axés sur les variétés successives du nationalisme et sur la défense de la langue française en tant que "gardienne de la foi" mobiliseront toutes les ardeurs et entraîneront une pénible stérilité intellectuelle ». Il ajoute, en parlant des Semaines sociales (qu'il qualifie « d'université ambulante »), qu'elles abordaient des questions de nature sociologique, « mais toujours au registre abstrait des principes moraux ou des directives doctrinales » (Falardeau, 1974 : 141). C'est pourtant plus tard, sous la plume de Fournier, que cette (dis)qualification de la sociologie pré-institutionnelle trouvera son expression la plus sévère et la plus durable. Avec Gilles Houle, il associe le champ des sciences sociales des années 1920 à 1950 au champ de la « littérature sociale » (Fournier et Houle, 1980 : 25), pour ensuite dépeindre, sur le même ton péjoratif, la pratique de ces « amateurs » incapables de se distancer de la

³² Fournier et Trépanier reprennent ici un extrait de l'introduction de la thèse de Michel Trépanier (1984 : 2).

doctrine sociale de l'Église et d'un discours social qui relève de la morale (Fournier, 1986 : 20-22; Fournier, 1999 : 289-299).

Sans nier le lien étroit qui unit religion et science sociale dans la première moitié du XX^e siècle, Warren (2003) ne partage pas ces critiques. Pour ce dernier, les pionniers de la sociologie québécoise seraient victimes d'une vision abusivement péjorative de la part des analystes :

Aux yeux de la plupart des historiens des idées, la sociologie première mouture ne serait pas de la science, à peine serait-elle une science du social, mais elle se fondrait dans le discours religieux au point de désigner, dans ses discours, ses analyses et ses jugements, une morale ou une doctrine. Elle n'emprunterait pas la méthode hypothético-déductive, confondrait constamment dans la logique de son argumentation jugements de faits et jugements de valeurs, resterait prisonnière des lieux communs de son époque dont elle ne songerait pas à contester la validité, se condamnant à nourrir les mythologies d'une élite détachée des réalités de la vie concrète (Warren, 2001 : 8).

La position de Warren (2003) constitue la première remise en question de la thèse de la rupture, énoncée près de quarante ans plus tôt par Falardeau (1964). Cette thèse faisait jusqu'alors l'objet d'un tel consensus qu'elle se présentait pratiquement comme un acquis dans l'histoire de la discipline. La critique qui lui est adressée par Warren (2003) défend l'idée d'une tradition héritée de la sociologie pré-institutionnelle et insiste sur la continuité entre ces deux périodes.

En effet, le décalage entre les générations ne serait pas aussi abrupt que peut le laisser croire la thèse de la rupture. Dans un premier temps, il serait abusif d'affirmer que les prétentions scientifiques soient apparues subitement avec la création d'un département de sociologie. Les sociologues des années 1920 et 1930, s'ils n'en avaient pas les outils, avaient, pour certains d'entre eux, un intérêt et des ambitions scientifiques. Des structures de diffusion de la pensée sociale de l'Église ont bel et bien été mises sur pied, cela jusqu'au sein même des institutions universitaires elles-mêmes, mais cela n'a pas empêché le clergé de réclamer, comme bien d'autres, une connaissance plus affinée de la science sociale (Warren, 2003 : 57-66). Dans le cas

de l'*École sociale populaire*, Warren (2003 : 61) affirme que « c'était bel et bien une tentative de mettre à la disposition du public, sur une grande échelle, un enseignement théorique basé sur une connaissance minimale des faits ».

Un exemple de cet intérêt scientifique est fourni par Arthur Saint-Pierre, professeur à l'Université de Montréal ayant joué un rôle important dans les activités de l'École sociale populaire et des Semaines sociales. Il commençait ainsi son cours donné à la Semaine sociale de Québec le 31 août 1921 :

Les cours donnés à la Semaine sociale sont, par définition, des cours de pratique et de doctrine. Pas plus ici qu'en France les promoteurs de cette admirable institution d'enseignement n'admettraient que ses professeurs aillent s'égarer et perdre avec eux leurs élèves dans des théories abstraites, sans aucun contact avec la réalité. Encore moins permettraient-ils, qu'ignorant ou dédaignant les principes fondamentaux de la science qu'ils ont la prétention d'enseigner, ces mêmes professeurs se bornent à aligner des chiffres et à cataloguer des faits, puis à élever vaille que vaille sur cette basse (*sic*) mouvante, un système empirique de réforme sociale. Ce qui fait donc la difficulté de l'enseignement que vous nous faites l'honneur de venir nous demander c'est que, avant de se présenter devant vous, vos professeurs sont supposés avoir éprouvé le « titre » de leurs théories au creuset de l'expérience (expérience personnelle ou expérience d'autrui), et analyser la vie économique et sociale de leur temps, si mobile et si changeante, à la lumière de principes immuables comme la nature humaine elle-même en son fond (Saint-Pierre, 1926 : 1).

Évidemment, cet extrait ne permet pas de conclure que les pratiques correspondaient dans les faits aux vœux de Saint-Pierre (1926). Que cet extrait se rapporte effectivement à des pratiques réelles ou qu'il ne soit que l'exemple d'une rhétorique visant justement à les masquer, il n'en témoigne pas moins d'éléments normatifs de la science sociale de l'époque. Il faut se garder de croire que le champ des sciences sociales ait été un milieu homogène exempt de luttes et d'enjeux importants. L'extrait de Saint-Pierre (1926) démontre que les visées scientifiques y étaient davantage que de simples velléités.

Dans un deuxième temps, il serait tout aussi illusoire de croire que l'influence catholique ait complètement disparu au lendemain de la création du département de

sociologie. Le père Lévesque, qui devient doyen de la Faculté des sciences sociales lors de sa création (Falardeau, 1988 : 24), agit aussi à titre de directeur du département de sociologie (Gagnon, 1988 : 80). Le père dominicain J.-Thomas Delos, recruté à l'Université catholique de Lille par le père Lévesque, participera à la fondation du département. Loin des canons d'une sociologie scientifique, son enseignement et ses écrits (notamment *La nation*, publié à Montréal en 1944) se caractérisent par sa distance avec le positivisme, l'absence de référent empirique et l'importance de l'influence catholique (Gagnon, 1988 : 75-77). C'est le père Gonzalve Poulin qui le remplacera comme titulaire du cours de sociologie générale pour plusieurs années à partir du milieu des années 1940 (Gagnon, 1988 : 80). Dans un article beaucoup plus nuancé, Fournier reconnaît lui aussi à l'Église catholique une (modeste) contribution au développement de la sociologie québécoise: « elle a en effet dirigé plusieurs de ses membres vers cette discipline, favorisé la mise sur pied d'un centre de recherche [...], financé des recherches sociologiques » (Fournier, 1974 : 179-180). Il ajoute que certains sociologues, « loin d'être intégristes », s'engagent dans un travail de « reconversion du catholicisme » (Fournier, 1974 : 179).

Pour sa part, Warren (2003 : 19) insiste sur la capacité de renouvellement de l'éthique catholique et invite, par le fait même, à ne pas concevoir la scientificité de la sociologie québécoise comme le fruit d'une mise à distance croissante de la pensée religieuse. La « sociologie de l'ordre » repose en fait sur une autre conception de la science et de la pratique sociologique qui s'affaire moins à découvrir des faits sociaux qu'à « appliquer la doctrine sociale catholique au contexte de temps et de lieu propre à la société canadienne » (Warren, 2003 : 182). La sociologie doctrinale ne peut se comprendre en opposant de façon manichéenne science et religion, comme l'ont fait la plupart des observateurs: « acceptant science, technique et industrie, les sociologues de l'ordre aspiraient à les organiser à l'intérieur d'un ordre moral qui les domine » (Warren, 2003 : 210).

La présence ecclésiastique, contrairement à l'opinion de certains, n'a pas constitué qu'une entrave à la scientificité de la discipline, mais a contribué concrètement et positivement au développement de la sociologie québécoise. Au surplus, ces deux types de pratiques ont cohabité pendant une certaine période avec une relative complémentarité. C'est d'ailleurs en vue d'une complémentarité entre le moment positif de la science et le moment normatif de la doctrine sociale de l'Église, moments distincts mais selon lui mutuellement nécessaires, que Georges-Henri Lévesque a toujours formulé le projet de la sociologie pour l'Université Laval et pour la société québécoise (Fournier, 1973 : 40; Lévesque et *al.*, 1974 : 211; Warren, 2003 : 299-300).

La thèse de la rupture suppose que les jeunes sociologues universitaires, maintenant dotés des outils scientifiques acquis dans les universités américaines et affranchis des contraintes de la doctrine sociale catholique, aient pu (enfin) se livrer à la pratique d'une sociologie positive et neutre sur le plan axiologique. L'institutionnalisation de la sociologie est marquée par une transition entre deux pratiques sociologiques distinctes³³, mais expliquer cette rupture dans les seuls termes d'une dissociation de la pensée religieuse et de la sociologie scientifique est insatisfaisant. La thèse de la rupture introduit un biais en insistant uniquement sur le caractère scientifique et neutre de la sociologie universitaire, et en présentant cette caractéristique comme le point de rupture avec la sociologie doctrinale. En insistant sur la neutralité axiologique de la sociologie institutionnalisée, elle occulte son caractère engagé et la nature de cet engagement.

Pourtant, on a souvent reconnu d'emblée à la sociologie universitaire sa dimension engagée. Fournier (1974 : 180) parle même d'une « tradition d'engagement social et politique » chez les sociologues québécois, rappelant que la Faculté des sciences

³³ Ce moment correspond sans doute en partie du moins aux tensions entre enseignement et recherche consécutives à l'arrivée d'une nouvelle génération d'abord formée à la recherche, phénomène que décrit Gingras (1991 : 44-45) (voir section précédente).

sociales de l'Université Laval était considérée comme un important centre de contestation de l'idéologie de conservation dans les années 1950, et que la tâche des sociologues de l'époque, qui consistait à définir la situation du Canada français, était pratiquement subversive (Fournier, 1973 : 46-49). Pour lui, la pratique de la sociologie, c'est « adopter la posture de l'observateur ou de l'analyste, mais d'un observateur qui est engagé et qui participe aux débats sociaux et politiques » (Fournier, 1999 : 306). Il ajoute que « la sociologie est ouvertement du côté du changement, voire de la contestation » (Fournier, 1999 : 306).

La sociologie doctrinale est aussi très engagée: non seulement s'attaque-t-elle à la pauvreté et aux maux sociaux qui affectent la société, elle cherche en plus à affirmer la voie chrétienne à l'encontre des doctrines socialiste et libérale. Autant chez les sociologues de l'ordre que chez les sociologues universitaires, on observe cette tradition d'engagement social et politique. Pourtant, il s'agit de deux types d'engagement très différents: conservatisme catholique pour les uns, libéralisme progressiste pour les autres. Et il y a une opposition très claire entre les deux: l'héritage cléricalo-nationaliste du chanoine Lionel Groulx est battu en brèche par de jeunes intellectuels qui, quelques années plus tard, fomenteront la Révolution tranquille³⁴. Malheureusement, les travaux de Fournier ne fournissent pas les outils théoriques qui permettraient de distinguer ces deux formes d'engagement. La thèse de la rupture ne permet pas de comprendre pourquoi le caractère scientifique de la discipline sociologique, que l'engagement religieux aurait rendu aphone dans la première moitié du siècle, parvient aussi clairement à s'exprimer dans un contexte où l'engagement social et politique des sociologues est bouillonnant.

³⁴ Pour éviter une dichotomie abusive, il est important de préciser que ces jeunes intellectuels étaient appuyés, voir dans une certaine mesure dirigés par certains membres du clergé qui en constituaient certainement la frange la plus progressiste. Les allégeances libérales du Père Lévesque, pour n'évoquer que l'exemple le plus probant, sont clairement reconnues (Beauchamp, 2004 ; Lévesque, 2004).

Pour quelle raison cette tension entre engagement sociologique et neutralité axiologique était-elle aussi problématique pour la sociologie doctrinale alors qu'elle ne semble poser aucun problème pour les sociologues universitaires à partir des années 1950 ? La contradiction autour de laquelle s'organisent les conflits au sein du champ sociologique dans les années 1940 oppose-t-elle une sociologie religieuse engagée et une sociologie neutre sur le plan axiologique, ou n'oppose-t-elle pas plutôt deux types d'engagement pour la sociologie, l'un religieux et conservateur, l'autre social et politique nettement plus progressiste ? La thèse de la rupture ne peut être complètement niée, particulièrement si elle est comprise comme une restructuration des rapports de domination au sein du champ mettant en cause la définition légitime de la pratique sociologique, mais elle ne peut être sérieusement soutenue dans les seuls termes d'une dissociation entre la pensée scientifique et la pensée religieuse. Alors pourquoi est-ce en ces termes que la rupture semble s'être opérée, du moins selon l'interprétation dominante ?

Il est important de comprendre le monopole de la légitimité comme un enjeu de luttes au sein du champ. Le rapport entre les générations se construit autour de formes incompatibles d'engagement social et politique. Au cours de la période pré-institutionnelle, les sociologues de l'ordre, membres du clergé, occupent les positions dominantes du champ universitaire et imposent la légitimité de leur engagement. Les jeunes sociologues ne peuvent espérer renverser les rapports de domination sur la seule base de leur engagement, qui est disqualifié par leurs aînés, puisqu'il n'est pas *a priori* plus légitime (cette légitimité ne s'acquiert qu'au sein du champ). Mais les deux générations en présence se distinguent également quant à la nature du capital qu'elles possèdent, et il semble y avoir une volonté commune de donner une importance accrue au capital scientifique au sein du champ sociologique. Pour conquérir le monopole de la légitimité au sein du champ et imposer leur vision de l'engagement sociologique, les jeunes sociologues doivent miser sur le capital scientifique qu'ils possèdent. C'est grâce à lui, et à lui seul, qu'ils peuvent espérer transformer la configuration du champ.

Pour ce faire, ils ont tout intérêt à insister sur la dimension scientifique de leur pratique et à discréditer l'engagement de leurs aînés. Ils doivent également dissimuler leur propre engagement sous une rhétorique positiviste. Ainsi, quand Fournier (1973 : 49) cite un texte de Léon Dion³⁵ publié en 1958, ou quand Warren (2003 : 14) cite un texte de Pierre Elliott Trudeau³⁶ datant de 1956, ils témoignent non pas d'un état de fait, mais de l'argumentaire déployé par cette jeune génération dans son rapport conflictuel avec la précédente. Les jeunes sociologues insistent ainsi sur la dimension de leur pratique qui les avantage, mais ils ne peuvent se contenter d'une rhétorique: ils doivent lier le discours à des pratiques scientifiques concrètes, sans lesquelles ils ne peuvent espérer maintenir leur position dans le champ.

Les jeunes professeurs laïcs des années 1940 et 1950 n'ont pas cessé de pratiquer une sociologie socialement et politiquement engagée, mais ils doivent désormais dissimuler cet engagement sous le couvert d'une neutralité axiologique. En disqualifiant l'engagement religieux avec les arguments de la science, c'est l'engagement sociologique, de quelque allégeance qu'il soit, qui devient problématique. Puisque c'est sur la base d'un capital scientifique que la jeune génération de sociologues universitaires a réussi à occuper les positions dominantes du champ, et non à cause de la nature de son engagement, les sociologues se sont vus dans l'obligation de maintenir cette rhétorique scientifique. En pratique, cela ne veut pas dire que les sociologues ne sont plus engagés; cela signifie plutôt qu'ils ne peuvent désormais plus maintenir leur position dans le champ ni imposer une

³⁵ « Tenter un effort d'objectivité et de patiente analyse... c'est du même coup se situer en dehors des formes consacrées du nationalisme, en dehors de l'idéologie ecclésiastique traditionnelle, en dehors des mythologies politiques et électorales » (Dion dans Fournier, 1973 : 49).

³⁶ « Au Québec, durant la première moitié du XX^e siècle, notre pensée sociale fut tellement idéaliste, tellement à prioriste (*sic*), tellement étrangère aux faits, et pour tout dire tellement futile, qu'elle ne réussit à peu près jamais à prendre corps dans des institutions dynamiques et vivantes » (Trudeau dans Warren, 2003 : 14).

définition légitime de la pratique sociologique uniquement dans les termes de leur engagement. Ils doivent miser sur la scientificité de la discipline, et composer avec les contradictions que génère leur engagement social et politique. Quand Fournier (1973 : 51) constate que « ceux-là même qui se sont opposés au nom de la "science" à leurs prédécesseurs se voient critiquer (*sic*), avec les mêmes arguments, par ceux qui leur succèdent », il suggère même que cette génération n'a pas réussi à masquer son engagement sous sa rhétorique scientifique.

La transition qui s'opère avec l'institutionnalisation de la sociologie québécoise au tournant des années 1940 s'articule donc d'abord et avant tout autour d'une opposition de nature sociale et politique entre les générations. Le capital scientifique que possèdent les jeunes sociologues est le moyen, l'avantage objectif, qui leur permettra d'atteindre leurs fins. C'est la raison pour laquelle le discours de cette nouvelle génération se construit en termes de neutralité axiologique et de scientificité, et s'acharne à discréditer non seulement l'engagement social et religieux de leurs prédécesseurs, mais l'ensemble de leur pratique sociologique. La thèse de la rupture, selon toute vraisemblance, a reproduit et consacré cette rhétorique dans sa version officielle de l'histoire de la sociologie québécoise, qui n'a pas été contestée jusqu'à tout récemment.

C'est donc dire que l'introduction du capital scientifique a favorisé un renversement des rapports de domination au sein du champ, permettant aux plus jeunes non seulement d'éclipser la génération précédente, mais de s'assurer une domination du champ relativement durable. Pourtant, les changements épistémologiques qui ont marqué la sociologie québécoise dans son institutionnalisation auraient probablement pris la forme d'une transition bien tranquille n'eut été des oppositions de nature sociale et politique qui, en fait, concernaient davantage l'institution universitaire, voire la société québécoise toute entière, que la seule discipline sociologique.

Avec comme point de départ, en apparence banal, de l'histoire de la sociologie la création d'un premier département dans une université francophone en 1943 (Falardeau, 1974; Fournier et Houle, 1980; Bourque, 1993), les sociologues ont introduit un biais qui teinte le regard qu'ils portent sur l'histoire de leur discipline. Nous avons vu qu'ils n'ont accordé qu'une attention distraite à la sociologie pré-institutionnelle. Dans la plupart des cas, on s'est contenté de dépeindre l'image peu reluisante d'un passé dont on aurait préféré taire l'existence. Il en va de même des formes variées qu'ont prises les différentes tentatives d'institutionnalisation de la sociologie ailleurs qu'au sein de l'institution universitaire. L'interprétation de l'histoire de la sociologie québécoise est profondément marquée par la rhétorique positiviste des premiers sociologues universitaires et par les préjugés qu'elle entretient.

C'est un important mérite de la thèse de Warren (2001, 2003) que de chercher à se situer en dehors de ces préconceptions et de mettre l'accent sur les luttes internes du champ sociologique québécois, alors peu différencié du champ des sciences sociales³⁷. Il fait apparaître les luttes qui accompagnent l'émergence de la discipline sociologique et les tentatives de définition de la pratique légitime, où sont négociés non seulement le caractère scientifique de la discipline, mais la nature même de la scientificité à négocier. Ainsi cette sociologie préinstitutionnelle était-elle pleinement légitime et pouvait de bon droit se réclamer de la « vraie » sociologie (ou du moins de la « vraie » science sociale), au sens où il n'appartient pas à l'observateur d'évaluer sa valeur sociologique à l'aune de critères propres à une époque ultérieure³⁸. Une telle entreprise, qui dissimule mal son caractère normatif, apparaît

³⁷ Il faut toutefois préciser, pour éviter toute confusion, que jamais Warren (2001, 2003) ne propose d'analyse en ces termes bourdieusiens. Il s'agit d'une libre interprétation de ses observations.

³⁸ D'autant plus que, comme le fait remarquer Yves Gingras (1991 : 49), « le consensus relatif que l'on connaît aujourd'hui sur les méthodes de recherche et les normes de promotions universitaires n'est en fait que le résultat de la domination d'une façon de faire sur une autre ».

d'ailleurs inusitée, voire paradoxale, sous la plume de ceux qui, justement, se servent d'une définition stricte de la science pour soutenir leur propre jugement.

En ce sens, Warren (2003 : 19) invite à rejeter « l'opinion sommaire voulant que la sociologie québécoise soit devenue une véritable science dans le processus de sa dissociation d'avec la pensée religieuse ». Si l'institutionnalisation de la sociologie québécoise est le théâtre d'une rupture entre deux pratiques complètement distinctes de la science sociale, elle ne se résume pas à la victoire d'une sociologie neutre et scientifique sur une pensée sociale doctrinaire et sclérosante. En fait, c'est la superposition de deux phénomènes distincts mais liés qui a donné à cet important épisode de la sociologie québécoise l'image d'une rupture profonde et abrupte: d'une part une différence en termes d'engagement social et politique entre deux générations, et d'autre part l'introduction d'un nouveau type de capital dans le champ sociologique québécois. On a tôt fait de confondre ces deux phénomènes et on a entretenu cette confusion parce qu'elle apportait une nouvelle légitimité à une position politique progressiste qui peinait à s'imposer dans un milieu institutionnel traditionaliste et conservateur.

Le débat sur la continuité ou la rupture dans le développement de la sociologie québécoise, tel qu'initié par Warren (2001, 2003), permet un nouveau regard sur cet important épisode de la sociologie québécoise qu'est son institutionnalisation dans le milieu universitaire. Il permet de revisiter une interprétation historique qui avait perdu toute nuance au cours des vingt dernières années. Par contre, il ne s'agit pas de trancher entre rupture ou continuité. Tout champ est constamment ponctué de remises en question plus ou moins importantes de la domination des agents qui imposent leur définition de la pratique légitime. Cette définition est en constante renégociation et si les rapports de force se soldent souvent par des changements mineurs, des adaptations négociées ou des transitions fluides, il arrive nécessairement qu'ils donnent lieu à des ruptures plus importantes. Pourtant, cela ne signifie jamais faire table rase de l'héritage du passé, de la tradition disciplinaire,

notamment parce que dans un champ « relativement autonome », c'est à l'interne que sont négociés ces arrangements ponctuels.

2.3 L'autonomie du champ sociologique québécois

La théorie des champs de Bourdieu occupe une place prépondérante dans la sociologie de la sociologie québécoise, ce qui explique l'importance qui y est accordée à la question de l'autonomie de la discipline et, par extension, à celles de l'institutionnalisation et de la nationalisation du champ sociologique québécois. Lorsqu'il s'agit d'analyser ou de mesurer l'autonomie de la discipline, on ne peut que constater l'ampleur des divergences et des désaccords conceptuels et normatifs entre les différents auteurs, du reste peu nombreux. Sur la base des différents travaux sur le sujet, il est tout simplement impossible de tirer de conclusion quant à l'autonomie relative du champ sociologique québécois, et ce en quelque moment que ce soit de son histoire. Les méthodes, les indicateurs, les cadres interprétatifs sont tellement hétéroclites et sourds les uns aux autres que le seul constat qui s'impose, après 30 ans de travaux, est qu'aucun cumul de connaissances ne s'est accompli autour de cet objet d'étude. Le problème principal qui se pose à l'observateur, devant la diversité des contributions et leurs nombreuses contradictions, est qu'il n'existe aucune raison objective d'accorder *a priori* créance à certains travaux plutôt qu'à d'autres, et qu'il semble plus simple de tout reprendre à zéro. C'est ce que certains ont fait, ne faisant en cela qu'ajouter à la confusion régnante.

La divergence de perspectives à l'égard de l'autonomie du champ sociologique ne s'explique malheureusement pas simplement par le décalage temporel entre les évaluations. Il existe plusieurs nuances théoriques, interprétatives et normatives sur lesquelles il est important de s'attarder pour bien saisir les tenants et aboutissants

du concept d'autonomie du champ. Il ne s'agit donc surtout pas de trancher le débat sur le statut de la sociologie québécoise en termes d'autonomie du champ. Il importe plutôt de procéder à un état de la question afin d'apprécier et d'expliquer les nuances et les convergences qui s'expriment dans l'interprétation historique du développement de la discipline et de jeter les bases d'un débat théorique sur la question.

2.3.1 État de la question : les études québécoises

D'entrée de jeu, tous les observateurs s'entendent pour dire que le développement d'une discipline telle que la sociologie ne repose pas que sur la « force innée de l'idée vraie »³⁹. Au contraire, interviennent une série de facteurs de différents ordres, qui constituent autant de menaces ou de défis pour l'autonomie de la discipline en question. Pour Falardeau (1974 : 135), les caractéristiques des sociétés particulières se manifestent dans toutes les sociologies nationales. Pour Fournier et Houle (1980 : 42), la sociologie est un produit social qui est l'enjeu de luttes au même titre que tout discours social ou représentation du monde. Bibeau et Maheu (1980 : 135) insistent sur « les conditions sociales de la production sociologique », notant le caractère déterminant de l'environnement social et politique dans l'évolution de la discipline. Pour Fournier et Trépanier (1985 : 418), le développement d'une discipline n'est ni simple ni linéaire : il est « le produit de la rencontre, dans des conjonctures particulières, souvent imprévisible, de l'action des membres, de la structuration du champ disciplinaire et de l'organisation des institutions éducatives et culturelles ». Enfin, pour Bourque (1993 : 47), le développement de la sociologie québécoise n'est pas indépendant des « conditions

³⁹ Expression de Durkheim reprise par Fournier et Trépanier (1985 : 418).

sociales non discursives qui prévalent dans une société donnée et à partir des formes dominantes de la représentation qui s'y déploient ».

À l'inverse, on s'entend également pour dire que la sociologie n'est pas complètement dépendante, dominée ou déterminée par les facteurs micro ou macro sociaux, politiques, économiques ou religieux : elle possède une certaine autonomie. Fournier (1974 : 168) résume ainsi les rapports qu'entretient un champ avec les demandes externes :

Il est évidemment difficile de nier qu'un champ scientifique dispose, en raison même de sa fonction propre de production de connaissances, une relative autonomie par rapport aux demandes externes qui sont toujours retraduites conformément à la logique propre du champ. Cependant, il serait quelque peu idéaliste de croire que la structure et le fonctionnement d'un champ scientifique ne dépendent en aucune façon des fonctions différentes et parfois contradictoires que les divers groupes ou classes sociales objectivement intéressés à son fonctionnement lui confèrent en fonction même de leur position dans la structure sociale.

Il est donc possible de suggérer, à la suite des différentes études, que l'autonomie du champ sociologique québécois évolue entre deux pôles idéaltypiques que sont d'une part l'autonomie complète et, d'autre part, la dépendance (Fournier, 1974), la domination (Hamel, à paraître) ou encore la détermination (Laroche, 1983) du champ par des facteurs externes.

De façon concrète, les études portant sur l'autonomie du champ sociologique québécois sont loin d'être homogènes. Cela est probablement dû en partie au fait que la notion d'autonomie du champ ne soit que rarement l'objet d'une définition à la fois claire et opérationnelle. La définition donnée par Fournier, Germain, Lamarche et Maheu (1975 : 121) semble avoir été largement acceptée par leurs successeurs. Pourtant, comprendre l'autonomie du champ à travers « les divers mécanismes de médiation par lesquels les scientifiques parviennent à répondre aux diverses (et parfois contradictoires) demandes externes, mais en les retraduisant selon la logique

de leurs discipline » (Fournier et al., 1975 : 121) ne permet pas de fixer de façon univoque l'application de ce concept à un objet concret.

Pour certains, l'autonomie doit être appréhendée en fonction d'une conceptualisation duale : le champ sociologique québécois est dans une position de double dépendance (Fournier, 1974 : 191), de double domination (Hamel, à paraître : 36-37) ou encore de double détermination (Laroche, 1983 : 159). D'autres n'explorent qu'une seule dimension de l'autonomie sans pour autant s'opposer à une acception plus complexe du concept (Trépanier, 1984; Chapdelaine, 1986; Albert, 1998; Albert et Bernard, 2000). Quant à savoir si l'autonomie du champ sociologique est faible ou élevée, croissante ou décroissante, nous sommes en présence des évaluations et interprétations les plus diverses.

Pour Hamel (à paraître : 36-37), le champ sociologique québécois est dans une position de double domination. Selon cet auteur, le champ sociologique québécois est dominé, d'une part, sur le plan théorique : « les théories invoquées pour remédier aux problèmes de la société québécoise sont largement empruntées de l'étranger et leur métissage n'arrive pas à effacer les sociétés, française ou américaine, qui en sont les premiers terrains d'exercice » (Hamel, à paraître : 34). D'autre part, une seconde domination du champ concerne l'accroissement des critères exogènes qui se substituent de plus en plus à l'évaluation par les pairs dans la définition légitime de la pratique sociologique. Critères gestionnaires dominés par un esprit comptable et connaissance sociologique subordonnée à une demande sociale définie en termes utilitaristes, nous dit Hamel (à paraître : 35-36), font en sorte que la « communauté » sociologique a de moins en moins de choses en commun. Laroche (1983 : 159) propose une analyse en termes de double détermination : détermination en production et détermination en reconnaissance⁴⁰. Il y a une certaine proximité entre la double détermination de Laroche (1983) et la double domination de Hamel

⁴⁰ Ces termes sont définis dans la section 1.5.

(à paraître) : la correspondance se situe d'une part entre le pôle de « détermination en production » et celui de la « domination de critères exogènes » et, d'autre part, entre le pôle de « détermination en reconnaissance » et celui de la « domination théorique ». En termes bourdieusiens, il conviendrait de distinguer l'autonomie du champ sociologique québécois 1) dans le champ sociologique (ou scientifique) international et 2) dans le champ national du pouvoir⁴¹.

Plusieurs auteurs s'intéressent à l'autonomie de la sociologie québécoise par rapport au champ sociologique ou au champ scientifique international (Falardeau, 1974; Fournier, 1974; Bibeau et Maheu, 1980; Audet, 1983; Trépanier, 1984). Falardeau (1974 : 149) insiste sur l'importante influence de l'École de Chicago, notamment grâce à Hughes et Miner, dans les premiers développements de la sociologie québécoise, mais il constate aussi le travail de retraduction et la personnalisation de la perspective sociologique de l'École de Chicago qui s'est effectué notamment par Marcel Rioux, Marc-Adélard Tremblay et Gérald Fortin, et aussi par Hughes lui-même. Pour Fournier (1974 : 187), le champ sociologique québécois n'a pas réussi à assurer sa propre reproduction au début des années 1970. Il est dans une position de double dépendance par rapport aux champs sociologiques européens (principalement français) et américain, ce qui favorise l'éclectisme et le syncrétisme

⁴¹ Il est important de préciser qu'il ne s'agit pas de l'autonomie du champ sociologique *par rapport* au champ sociologique international ou au champ du pouvoir québécois, mais bien de son autonomie par rapport aux champs qui les composent (champ sociologique américain, français, etc.; champ politique, économique, religieux, etc.). Le champ sociologique québécois fait partie du champ du pouvoir, où sont réglés les rapports entre les différents champs nationaux. L'idée d'une autonomie d'un champ spécifique par rapport au champ du pouvoir national dans lequel il s'insère, sans être théoriquement impossible, est certainement inusitée. En effet, un champ spécifique fortement autonome par rapport au champ national du pouvoir ne saurait négocier la valeur de son capital spécifique avec les capitaux spécifiques aux autres champs, rendant presque impossible sa conversion. Autrement dit, être autonome par rapport au champ du pouvoir équivaut à y être dominé. De même, le champ sociologique québécois n'a pas à être autonome par rapport au champ sociologique international puisqu'il en fait partie. C'est pourquoi l'emploi de l'expression « autonomie *dans* le champ sociologique international » est préférable, afin de désigner l'autonomie du champ sociologique québécois par rapport aux autres champs qui composent le champ sociologique international.

(Fournier, 1974 : 191). Le nombre restreint d'agents qui composent le champ sociologique québécois est une importante limite à son autonomie par rapport aux champs centraux⁴² (Fournier, 1974 : 192).

Dans une étude des cadres cognitifs de la sociologie, Bibeau et Maheu (1980 : 125) constatent une particularité importante du champ sociologique québécois par rapport au champ sociologique canadien : « Les traditions sociologiques de référence de la sociologie québécoise de langue française sont vraisemblablement européennes et américaines, peut-être même avant d'être canadiennes ». Toutefois, la « professionnalisation »⁴³ de la sociologie permet au champ une nationalisation, c'est-à-dire le développement d'une pensée et d'une pratique sociologique non plus dominée, mais capable de retraduire les influences qui proviennent des champs sociologiques centraux (Bibeau et Maheu, 1980 : 126). À l'inverse, Trépanier (1984 : 271), qui étudie les pratiques de publication des sociologues québécois pour la période 1970-1984, constate que les « stratégies nationalistes » qu'ils ont mises en œuvre ne leur ont pas permis de s'affranchir complètement de l'influence des champs sociologiques dominants, soit les champs européen et américain. Toutefois, il concède que l'autonomie du champ sociologique québécois s'en est trouvée accrue, sans toutefois modifier sa place au sein du champ sociologique international (Trépanier, 1984 : 277).

Audet (1983 : 535), pour sa part, s'exprime avec réserve au sujet de la double dépendance du champ sociologique québécois. Selon lui, l'idée de dépendance insiste abusivement sur les emprunts de la sociologie québécoise, négligeant par le fait même le travail de sélection, de transformation, de traduction et d'adaptation qui

⁴² Voir plus bas les remarques sur le caractère périphérique du champ sociologique québécois.

⁴³ Ce terme est utilisé avec des guillemets puisqu'il s'agit ici de celui de Bibeau et Maheu (1980 : 126). Toutefois, la discussion que propose Gingras (1991) autour du terme *professionnalisation* suggère qu'il serait plus approprié de parler ici de *formalisation* des pratiques de la sociologie québécoise.

s'effectue au sein du champ sociologique québécois et qui témoigne davantage de son autonomie que de sa dépendance à l'égard des champs sociologiques centraux. Il propose une importante « distinction entre le caractère national des formes organisationnelles d'un champ comme ses institutions de formation, de gratification et de diffusion, et celui de son corpus » (Audet, 1983 : 528). En effet, si on peut facilement entendre par « sociologie québécoise » des pratiques concrètes (recherche, enseignement, publication) observables dans des organisations concrètes (départements, centres de recherche, revues scientifiques) clairement associées à la discipline sociologique et géographiquement situées au Québec, il n'est pas possible d'y voir une discipline qui possède ses propres théories, ses paradigmes, ses concepts, ses méthodes, voire son épistémologie. Cette distinction conduit à ne pas confondre le caractère périphérique du champ sociologique québécois avec un soi-disant manque à gagner en termes d'autonomie.

Le caractère périphérique du champ sociologique québécois ne semble faire aucun doute (Fournier, 1974 : 192; Fournier et Houle, 1980 : 21; Richard, 1981 : 69-70). Un champ périphérique occupe une position hiérarchiquement inférieure dans le champ scientifique international, et ses agents ont de la difficulté à y atteindre les positions dominantes (Fournier *et al.*, 1975 : 126). Il se caractérise par des emprunts paradigmatiques aux champs centraux (Fournier *et al.*, 1975 : 126), où sont d'ailleurs formés ou recrutés une bonne partie des agents du champ (Fournier *et al.*, 1975 : 126; Richard, 1981 : 69-70). Le champ (sociologique) périphérique se structure autour de deux pôles : l'État et l'université (Richard, 1981 : 65). Les institutions de gratification et de reconnaissance y sont peu présentes, et les agents doivent se tourner vers les institutions des champs centraux auxquels ils ont peu accès (Richard, 1981 : 69-70).

Fournier (1974 : 192) constate que le nombre relativement restreint d'agents qui forment le champ sociologique québécois – ce qui n'est pas suffisant pour déterminer le caractère périphérique d'un champ (Fournier *et al.*, 1975 : 126) – ne lui permet pas d'occuper une position plus centrale ou déterminante dans le champ sociologique international. La position périphérique du champ sociologique québécois constitue ainsi un frein à son autonomie intellectuelle (Fournier, 1974 : 192). Il se trouve en quelque sorte nécessairement subordonné, dans la définition légitime de la pratique sociologique, aux champs centraux, auprès desquels il doit rattacher sa production pour la voir reconnue (Richard, 1981 : 69-70).

Audet (1983) s'inscrit clairement en faux par rapport à cette association entre l'autonomie d'un champ et son caractère périphérique. Pour lui,

[f]onder la spécificité d'un champ national sur celle de son corpus est à la fois précaire et provisoire et témoigne d'une période inusitée d'enfermement de ses membres. Corollairement, fonder la dépendance simple, double ou multiple d'un champ sur l'existence d'une asymétrie dans le flot des emprunts de sources abstraites-formelles entre le champ présumément dépendant et ceux d'où proviennent les emprunts est non moins délicat et précaire (Audet, 1983 : 535).

Selon l'auteur, il existe effectivement une hiérarchie entre les champs (Audet, 1983 : 536), qui permet de constater le caractère périphérique du champ sociologique québécois. Toutefois, cela lui semble insuffisant pour constater la dépendance de notre champ national à l'égard des champs centraux. Il faut tenir compte de la capacité d'un champ à s'appropriier les multiples « sources abstraites-formelles » et à les configurer, de façon chaque fois spécifique, autour d'un « objet concret-réel » qui lui est particulier (Audet, 1983 : 535-536). Les « sources abstraites-formelles » sont multiples et la spécificité de leur composition dans une problématique donnée, si elle existe, est très provisoire. En ce sens, toute problématique se construit dans une tension entre la non-spécificité due à la multiplicité des « sources abstraites-formelles » et la spécificité de l'« objet concret-réel » (Audet, 1983 : 534). C'est en quelques sortes ce que reconnaît Fournier (1974 : 188) lorsqu'il constate qu'aucun

champ scientifique n'est jamais complètement imperméable aux influences externes, puisqu'il se caractérise nécessairement par des échanges d'information et des emprunts.

La plupart des chercheurs reconnaissent que l'autonomie du champ sociologique québécois n'est pas que relative au champ sociologique international, mais qu'elle dépend également de ses rapports aux champs politique, économique et religieux québécois. Alors que certains auteurs (Fournier, 1974; Laroche, 1983; Hamel, à paraître) traitent à la fois des rapports du champ sociologique québécois au champ sociologique international et aux autres champs nationaux, d'autres (Fournier et Trépanier, 1985; Albert, 1998) choisissent de se pencher spécifiquement sur cette dernière dimension de l'autonomie⁴⁴. Les différents champs nationaux composent le champ national du pouvoir, défini comme étant :

[l']espace des rapports de force entre des agents ou des institutions ayant en commun de posséder le capital nécessaire pour occuper des positions dominantes dans les différents champs (économique ou culturel notamment). Il est le lieu de luttes entre les détenteurs de pouvoirs (ou d'espèces de capital) différents qui [...] ont pour enjeu la transformation ou la conservation de la valeur relative des différentes espèces de capital qui détermine elle-même, à chaque moment, les forces susceptibles d'être engagées dans ces luttes (Bourdieu, 1998 : 353).

Le champ national du pouvoir est composé de représentants des différents champs et sous-champs nationaux (politique, économique, religieux, scientifique, etc.).

⁴⁴ Les travaux de Chapdelaine (1986 : 204-205), qui s'est penché plus spécifiquement sur l'incidence croissante de la logique des rapports marchands dans la production de connaissances en sociologie, pourraient également être cités. Selon cet auteur, l'action conjointe de trois instances institutionnelles a favorisé cette croissance : 1) l'État, par l'élaboration de politiques publiques; 2) les organismes subventionnaires et les commanditaires, jouant le rôle de « médiateurs-clés », ont institué le financement direct de la recherche; et enfin 3) les institutions universitaires elles-mêmes, qui ont rendu indispensable le recours à ce financement. Toutefois, Chapdelaine (1983) n'interprète pas ces transformations dans une perspective théorique bourdieusienne. Ainsi, si l'auteur emploie le terme « autonomie », ce n'est pas de l'« autonomie du champ sociologique » dont il est question.

Les principaux champs nationaux qui sont apparus significatifs dans l'évolution de l'autonomie du champ sociologique québécois sont les champs religieux, politique et économique. Il y a notamment une forte tradition d'engagement qui caractérise les sociologues québécois à l'égard des champs politiques ou religieux (Fournier, 1974 : 177). Toutefois, Fournier (1974 : 177) n'y voit pas l'indicateur d'une faible autonomie : il préfère considérer les efforts investis dans le développement de l'enseignement, de la production et de la diffusion qui ont permis une indépendance accrue par rapport à ces champs, mais aussi par rapport aux représentants des autres disciplines ou aux sociologues anglophones ou étrangers (Fournier, 1974 : 182-183). Fournier et Trépanier (1985) constatent que, malgré la sensibilité des sociologues aux demandes émanant du champ politique et leur propension à adapter leurs projets aux impératifs administratifs, l'autonomie du champ est assurée par la diversité des sources de financement et par le fonctionnement des organismes subventionnaires qui repose principalement sur le jugement des pairs (Fournier et Trépanier, 1985 : 431).

Albert (1998 : 8) se penche sur ce qu'il nomme « l'intensification de l'orientation instrumentale de l'appui à la recherche », conjonction d'un accroissement de la demande sociale de connaissance et la prégnance accrue de l'économie de marché sur les dynamiques de production du savoir. Il utilise les concepts de « sous-champ de production pour producteur » (PP) et de « sous-champ de production pour non-producteurs » (PNP) qui lui permettent d'analyser les transformations dans les dynamiques de production du savoir en termes d'autonomie du champ. Le PP, associé à l'évaluation par les pairs, témoigne de l'autonomie du champ alors que le PNP, associé à la demande sociale, témoigne de son hétéronomie⁴⁵ (Albert et

⁴⁵ Le champ scientifique est, par essence, très autonome (Bourdieu, 2001a : 36), et une des caractéristiques du champ scientifique est que les producteurs tendent à ne produire que pour les autres producteurs (Bourdieu, 1975 : 95). Le cadre d'analyse de Albert (1998) propose en quelque sorte le raisonnement suivant : plus les « producteurs » du champ sociologique tendent à ne produire que pour leurs pairs, plus le champ sociologique affirme son caractère scientifique, donc son autonomie. Ou encore, l'auteur procède par analogie

Bernard, 2000 : 74-75). L'auteur constate un accroissement du PP plus élevé que l'accroissement du PNP en sociologie (Albert, 1998 : 221), mais ses conclusions sont ambiguës : il reconnaît tout d'abord une forte détermination de la dynamique de production des connaissances en sociologie par les pressions en faveur de l'instrumentalisation de la recherche (Albert, 1998 : 183), et affirme ensuite que ces pressions n'ont eu que peu d'incidences sur la dynamique en question (Albert et Bernard, 2000 : 88).

En somme, les études québécoises qui analysent le champ sociologique québécois ou son évolution en termes d'autonomie du champ le font en opposant de façon antithétique, explicitement ou tacitement, « autonomie » à « dépendance », « domination » ou « détermination ». Cette conception réductrice d'un concept pourtant très important sur le plan théorique pose de nombreux problèmes d'analyse, comme en témoigne d'ailleurs de façon éloquente l'absence de consensus, fût-il minimal, sur l'autonomie du champ sociologique québécois. Avant d'approfondir la critique du concept et, surtout, de son utilisation dans les études québécoises, il convient, pour ce faire, de référer à Bourdieu lui-même, à ses définitions théoriques et empiriques de l'autonomie du champ.

avec le champ littéraire où le sous-champ de production restreinte constitue le pôle autonome (à l'opposé du sous-champ de grande production qui en constitue le pôle hétéronome) (Bourdieu, 1998 : 356). Quoi qu'il en soit, le raisonnement repose sur une confusion entre la *reconnaissance* des œuvres (scientifiques, sociologiques, littéraires, etc.) – qui suppose une forme de régulation – et la simple « consommation » des mêmes œuvres par un public, à qui on les destine ou non. Pour plus de détails sur cette confusion, voir la section 4.3.1.1 ou la thèse de Audet (1983 : 78-80).

2.3.2 L'autonomie du champ chez Bourdieu

Le principal problème de l'utilisation du concept d'autonomie du champ est la difficulté d'en fournir une définition à la fois claire, opérationnelle et commune aux différents chercheurs. Bourdieu lui-même y réfère dans différents contextes (étude du champ littéraire, scientifique, etc.), y ajoutant précisions théoriques et modalités spécifiques d'application. À propos de l'autonomie du champ, il utilise tour à tour les expressions « autonomie relative » (Bourdieu, 2001a : 94), « degré d'autonomie » (Bourdieu, 2001a : 95) et « autonomisation » (ou « processus d'autonomisation ») (Bourdieu, 2001a : 100). De façon très générale, Bourdieu définit l'autonomie du champ comme sa capacité à imposer sa logique spécifique (Bourdieu et Wacquant, 1992 : 81), ou encore comme un effet de réfraction que le champ exerce sur les influences externes, lui permettant de « développer sa propre nécessité, sa propre logique, son propre *nomos* » (Bourdieu, 2001a : 95). L'autonomie est donc la capacité d'un champ de se distinguer des autres champs en générant les bases mêmes de sa propre différenciation et de sa reproduction.

Pour comparer les différents champs quant à leur capacité à construire eux-mêmes les principes de leur propre légitimité, ou pour comparer un même champ à différentes périodes historiques, il utilise également l'expression « degré d'autonomie » (Bourdieu, 1994 : 68; 1998 : 360-361; 2001a : 95). Il est ainsi possible d'envisager des champs plus ou moins autonomes, ainsi qu'un processus de différenciation qui correspond à l'autonomisation du champ, définie comme « la constitution d'univers qui ont des "lois fondamentales" [...] différentes, irréductibles, et qui sont le lieu de formes particulières d'intérêt » (Bourdieu, 1994 : 159).

Bourdieu propose différentes définitions du degré d'autonomie du champ qui sont en fait plusieurs déclinaisons d'une même idée. Il le définit tout d'abord comme « le degré d'arbitraire social de la croyance que produit [et qui assure son] fonctionnement » (Bourdieu, 1975 : 110). Cette définition permet, selon l'auteur, de

distinguer les champs scientifiques, véritablement autonomes, des « champs savants » qui masquent leur dépendance « à la demande sociale de la classe dominante » derrière une « apparence d'indépendance » (Bourdieu, 1975 : 110). Le degré d'autonomie du champ se définit aussi comme « l'effet de retraduction ou de *réfraction* que sa logique spécifique impose aux influences ou aux commandes externes et à la transformation, voire la transfiguration, qu'il fait subir aux représentations religieuses ou politiques et aux contraintes des pouvoirs temporels » (Bourdieu, 1998 : 360). Ainsi, pour Bourdieu (2001a : 95),

dire qu'un champ est relativement autonome par rapport à l'univers social environnant, c'est dire que le système de forces qui sont constitutives de la structure du champ (tension) est relativement indépendant des forces qui s'exercent sur le champ (pression).

Comment Bourdieu observe-t-il empiriquement l'autonomie (autonomie relative, degré d'autonomie ou autonomisation) d'un champ ? Tout d'abord, concernant les champs scientifiques, plus un champ est autonome, plus

les producteurs tendent à n'avoir d'autres clients possibles que leurs concurrents [...]. Cela signifie que dans un champ scientifique fortement autonome, un producteur particulier ne peut attendre la reconnaissance de la valeur de ses produits (« réputation », « prestige », « autorité », « compétence », etc.) que des autres producteurs qui, étant aussi ses concurrents, sont les moins enclins à la lui accorder sans discussion ni examen (Bourdieu, 1975 : 95).

Ainsi, une revendication à l'autonomie « implique l'affirmation du droit des scientifiques à trancher les questions scientifiques ("les mathématiques aux mathématiciens") au nom de la légitimité spécifique que leur confère leur compétence » (Bourdieu, 1975 : 106-107).

Cette définition s'accorde avec celle que Bourdieu (1998 : 355-356) donne du degré d'autonomie des champs de production culturelle (ce qui inclut les champs scientifiques) :

Le degré d'autonomie d'un champ de production culturelle se révèle dans le degré auquel le principe de hiérarchisation externe y est subordonné au principe de hiérarchisation interne : plus l'autonomie est grande, plus le rapport de forces symbolique est favorable aux producteurs les plus

indépendants de la demande et plus la coupure tend à se marquer entre les deux pôles du champ, c'est-à-dire entre le *sous-champ de production restreinte*, où les producteurs n'ont pour clients que les autres producteurs, qui sont aussi leurs concurrents directs, et le *sous-champ de grande production*, qui se trouve *symboliquement* exclu et discrédité.

D'un point de vue plus empirique, un indice du degré d'autonomie d'un champ est son « degré d'internationalisation ». Les indicateurs qui permettent de mesurer ce dernier sont la langue et les lieux de publication (nationaux ou extérieurs) (Bourdieu, 2001a : 149). Dans le cas des champs scientifiques, le volume des ressources accumulées fait varier le degré d'autonomie (Bourdieu cité dans Trépanier, 1992 : 104). Le « *droit d'entrée* imposé aux nouveaux entrants » (Bourdieu, 2001a : 95), « scolairement mesuré », témoigne également de l'autonomie du champ : plus le droit d'entrée est élevé, plus le champ est autonome et inversement. En d'autres mots, la simple formation des disciplines est un indicateur du « processus d'autonomisation » qui consiste à « imposer l'existence de nouvelles entités et les frontières destinées à les délimiter et à les protéger » (Bourdieu, 2001a : 100).

Ces quelques exemples d'indicateurs, de même que les éléments de définitions présentés, ne sont pas nécessairement exhaustifs. Les écrits de Bourdieu sont très nombreux et la question de l'autonomie peut concerner tous les types de champs. Déjà, dans les seuls écrits recensés, la complexité du concept d'autonomie du champ est évidente. Un défi important consiste à distinguer les concepts d'autonomie (relative), de degré d'autonomie et d'autonomisation que Bourdieu semble souvent utiliser de façon indifférenciée. Dans un passage de *Science de la science et réflexivité*, Bourdieu (2001a : 95) fournit peut-être une réponse à ce problème : en affirmant qu'« une des caractéristiques qui différencient le plus les champs est le *degré d'autonomie* » (Bourdieu, 2001a : 95), il permet de croire que le concept d'autonomie correspond d'abord à l'idée d'une « autonomisation-différenciation » et que le « degré d'autonomie » est *une* caractéristique qui participe de ce processus. Avant de définir l'articulation entre ces deux dimensions, il convient toutefois d'en préciser la différence.

Dans le concept d'autonomie du champ chez Bourdieu, il y a deux conceptions, ou du moins deux dimensions de l'autonomie qui sont souvent confondues et qui peuvent correspondre l'une à l'idée d'« autonomisation-différenciation » et l'autre à celle de « degré d'autonomie ». D'une part, l'autonomie est conçue comme une « différenciation »⁴⁶ qu'on retrouve dans l'idée de « loi fondamentale irréductible » ou de « *nomos* ». Toutes les théories systémiques doivent composer avec la délicate question du rapport entre les systèmes, et la théorie des champs n'y échappe pas. Bourdieu affirme en ce sens que son concept d'autonomie correspond *grosso modo* à celui d'autoréférentialité chez Luhmann ou d'autoorganisation chez Althusser (Bourdieu et Wacquant, 1992 : 79). Il s'agit, pour le champ, de tracer une frontière dans l'espace social pour marquer une différence. Ce faisant, en générant cette frontière là où il n'y en avait pas, le champ délimite son espace d'influence et définit sa dynamique propre. Une fois cette différence, cette frontière, inscrite significativement dans l'espace social, il s'agira pour le champ de la maintenir en assurant la production et la reproduction de ses agents. L'autonomie, dans cette première acception, est tout simplement essentielle sur le plan théorique puisque c'est l'existence même du champ qui est en jeu. Autrement dit, un champ incapable d'inscrire une différence significative dans l'espace social n'existe tout simplement pas.

Mais si elle est pour ainsi dire essentielle sur le plan théorique, cette définition est plutôt banale sur le plan empirique. Legault (1994 : 147) exprime très bien à la fois l'importance et la limite du concept : « l'autonomie d'un champ lui permet de développer des stratégies de reconversion des demandes extérieures et, à cet égard, distingue les champs entre eux ». Le concept d'autonomie du champ permet de distinguer les champs entre eux, sans plus. Ainsi, empiriquement, la présence de

⁴⁶ Bourdieu (1994 : 159-160) utilise d'ailleurs « différenciation » comme synonyme d'« autonomisation » pour expliquer cette dernière.

disciplines institutionnellement reconnues dans les universités, par exemple, est un indice suffisant pour constater l'autonomie de plusieurs sous-champs du champ scientifique. Le concept d'autonomie permet de distinguer des champs en fonction de leur « fermeture fonctionnelle », qui est souvent déterminée par la nature même du champ. Par exemple, on reconnaît par essence une plus grande autonomie au champ scientifique, qui tend par nature à minimiser ses liens avec le monde social, qu'au champ politique, qui s'y inscrit d'emblée. Malgré cela, l'un et l'autre de ces champs développent leurs propres dynamiques, leur propre capital. C'est en ce sens que Bourdieu (1975 : 106-107) associe la révolution copernicienne à une revendication de l'autonomie de la science par rapport au champ religieux et au champ de la philosophie. Cette autonomie permet de reconnaître l'existence de questions proprement scientifiques, qui concernent les scientifiques et qui doivent être tranchées par ceux-ci, non pas par les philosophes ou les ecclésiastiques.

D'autre part, l'autonomie selon Bourdieu est présentée comme une modalité du rapport du champ à son environnement ou, autrement dit, comme une capacité du champ à s'affranchir des contraintes de son environnement. C'est ce dont il est question quand Bourdieu (1998; 2001a) parle de « retraduction », de « réfraction » ou de la relative indépendance entre les « tensions » et les « pressions ». Puisqu'il s'agit maintenant pour le champ de maintenir ses frontières, le champ doit, pour ce faire, retraduire les demandes externes en fonction de sa propre logique interne. Il n'est plus question, pour l'analyste, d'observer les frontières du champ ou la capacité du champ à les produire et les maintenir, mais bien d'observer dans quelle mesure les pressions externes parviennent (ou non) à les transgresser. Autrement dit, ce n'est plus l'existence du champ dans l'espace social qui intéresse l'analyste, mais les rapports entre le champ et son environnement (ce qui inclut les autres champs). Pour les champs très autonomes – autonomie entendue au sens de différenciation –, ces liens ne peuvent être totalement rompus, même s'ils « tendent à n'avoir avec le monde social que les conditions sociales qui assurent leur autonomie par rapport à ce monde » (Bourdieu, 2001a : 36).

En effet, au-delà du principe de différenciation, toute théorie systémique doit aussi fournir un principe explicatif du rapport entre le système et son environnement (ou les autres systèmes qui constituent son environnement). Dans la théorie bourdieusienne, le rapport entre les champs est régulé à travers la négociation de la valeur relative des différents capitaux spécifiques dans le champ du pouvoir (Bourdieu, 1994 : 56). Le concept d'autonomie du champ entendu comme « capacité du champ de s'affranchir des contraintes externes » recoupe, mais en partie seulement, les rapports du champ à son environnement en fonction de la valeur de son capital spécifique. Cette acception de l'autonomie ne tient compte que des influences que le champ subit ou peut subir, mais ignore celles qu'il fait subir ou peut faire subir aux autres champs. Autrement dit, c'est la question du pouvoir et de la domination qui entre en jeu, mais dans une direction seulement : on ne s'intéresse qu'à ce qui rend (ou peut rendre) le champ dominé (ou « non dominé ») dans le champ du pouvoir, pas à ce qui le rend (ou peut le rendre) dominant.

Cette acception induit un glissement de sens dans la compréhension du concept d'autonomie en introduisant l'idée d'un rapport plus ou moins contraignant du champ à des demandes externes. En ce sens, elle renvoie à la « liberté » du champ ou des agents du champ. Le problème que soulève cette dimension de l'autonomie, c'est qu'elle est empiriquement complexe et ambiguë. Elle est complexe au sens où elle repose sur une pluralité d'indicateurs dont l'importance relative et l'articulation spécifique sont inconnues. Elle est ambiguë au sens où il est très difficile, voire impossible, pour l'analyste de distinguer une pression externe adéquatement retraduite dans les termes du champ d'une pression externe qui exerce une influence induite sur les dynamiques internes du champ. Tout champ évolue nécessairement dans un espace social avec lequel il interagit constamment, et il y a toujours des agents à l'intérieur du champ « intéressés » par les pressions externes, au sens où ils ont un intérêt spécifique, à l'intérieur du champ, en tant qu'agents faisant partie du champ, à ce que certaines demandes externes soient (ou non)

retraduites dans le champ⁴⁷. Dans ces circonstances, il devient très difficile, voire impossible pour l'analyste de distinguer les « pressions » des « tensions », puisque cette distinction n'est possible que d'un point de vue particulier, qui est celui de l'agent dans le champ, et qu'elle est donc tributaire des intérêts de l'agent, des luttes internes, de la distribution du capital spécifique, etc.

Comment, maintenant, articuler ces deux dimensions de l'autonomie, ou encore « autonomisation » et « degré d'autonomie » ? L'extrait cité précédemment⁴⁸ permet de croire que le degré d'autonomie est une dimension importante du processus d'autonomisation, *mais qu'elle n'est pas la seule*. Toutefois, Bourdieu (2001a) ne précise pas quelles sont les autres caractéristiques qui différencient les champs. Il ne fournit pas la clé analytique à cette question. Mais plus encore, la distinction entre l'autonomie « différenciation » et l'autonomie « liberté » ne correspond qu'approximativement à la distinction entre « autonomisation » et « degré d'autonomie » pour la simple et bonne raison que Bourdieu ne fait pas cette distinction. S'il utilise effectivement les termes « autonomie (relative) », « autonomisation » et « degré d'autonomie », Bourdieu n'explique pas en quoi ces termes se différencient entre eux, et encore moins comment ils s'articulent.

⁴⁷ Il faudrait aussi introduire une distinction entre un « rapport à une clientèle » et un « rapport *contraignant* à une clientèle ». Dans un champ très autonome, les producteurs n'ont d'autres « clients » que leurs propres « pairs / concurrents » (Bourdieu, 1975 : 95), mais qu'en est-il dans les champs où il y a d'autres clients, mais où le rapport à la « clientèle » extérieure au champ n'intervient pas dans la régulation du champ, où elle n'a pas d'incidence sur la capacité des agents à définir les normes de leur production et de leur reproduction, sur la distribution du capital spécifique et sur les rapports de forces au sein du champ ? En fait, il faudrait plutôt dire que dans un champ autonome, les producteurs n'ont pas d'autres clients *significatifs* que leurs pairs / concurrents, même si cette nuance ne permet pas de dissiper toute ambiguïté. Voir à ce propos la critique des travaux de Albert (1998) à la section 2.3.1, ou encore la critique que Audet (1983 : 78-80) développe à propos de l'idée de production pour producteur (brièvement présentée dans la section 4.3.1.1).

⁴⁸ « Une des caractéristiques qui différencie le plus les champs est le *degré d'autonomie* » (Bourdieu, 2001a : 95).

Mais puisque Bourdieu n'effectue pas une telle distinction, on peut se demander si elle existe vraiment. L'autonomie n'est-elle pas à la fois différenciation et liberté ? Puisque l'autonomie est un concept théorique, et non pas un donné, il ne s'agit pas de savoir si cette distinction *existe* – on fait la distinction ou on ne la fait pas – mais si elle est pertinente. Un exemple simple permet de juger de cette pertinence : Michel Pollack (1975 : 38) affirme que « la politique scientifique peut être interprétée [...] comme le lieu institutionnalisé du marchandage [du] degré d'autonomie relative [du champ scientifique] ». Michel Trépanier (1992 : 104) construit sur cette base son analyse des politiques scientifiques au Québec. Cette affirmation est intéressante dans la mesure où on entend l'autonomie comme la marge de liberté d'un champ par rapport aux contraintes que lui impose un autre champ. Si au contraire on entend l'autonomie comme un principe de différenciation, on comprend que l'État a besoin de la science et que la science a besoin de l'État, mais qu'ils ne parlent pas le même langage. Les politiques scientifiques sont donc le lieu de la négociation de la valeur de leur capital respectif. Aucun des deux champs n'essaie de prendre la place de l'autre, encore moins de remettre en question la différence entre les deux champs. La politique scientifique est un espace de dialogue entre deux champs qui ne remet aucunement en cause leur autonomie respective. Les politiciens ne cherchent pas, par les politiques scientifiques, à trancher les questions de nature scientifique en lieu et place des scientifiques eux-mêmes. En fait, ce serait plutôt les scientifiques qui tenteraient d'intervenir sur des questions proprement politiques – l'élaboration des politiques scientifiques – dans les termes mêmes du champ politique. En ce sens, c'est au contraire l'autonomie du champ politique qui est négociée, et non celle du champ scientifique.

La distinction entre l'autonomie « différenciation » et l'autonomie « liberté » n'est peut-être pas toujours pertinente, mais elle l'est certainement dans plusieurs cas. Le fait que Bourdieu ne fasse pas une telle distinction rend le concept d'autonomie complexe et ambigu. En fait, l'autonomie du champ peut à juste titre être qualifiée de « concept amphibologique », pour reprendre une critique que Bourdieu (2001a :

56) adresse au concept de « construction » de Latour et Woolgar. Le caractère amphibologique du concept fait en sorte que l'observateur ne puisse jamais être certain du sens dans lequel il est utilisé par le chercheur, et fournit accessoirement à ce dernier un outil rhétorique permettant de minimiser ou d'accentuer, au besoin, la portée ou la signification d'une interprétation en termes d'autonomie du champ.

2.3.3 Retour sur les études québécoises

Les sociologues québécois ont très largement utilisé le concept d'autonomie dans le sens d'une liberté par rapport aux pressions externes. Pour ceux-ci, l'autonomie est la capacité d'un champ d'affranchir ses agents des influences externes dans la détermination de leurs actions au sein du champ. Elle suggère donc une approche manichéenne où les pressions externes sont nécessairement mauvaises, alors que les tensions internes sont bonnes. Dans cette perspective, on cherche à mesurer la « liberté » du champ ou des agents par rapport à une contrainte externe nécessairement mauvaise pour ceux-ci.

Comprendre les relations du champ sociologique québécois avec les autres champs en termes d'autonomie, selon cette acception, c'est tenter de positionner le champ sociologique québécois sur un axe dont les deux pôles (autonomie vs dépendance, domination ou détermination) sont des types idéaux. Ces relations se caractérisent donc à la fois par une autonomie et une hétéronomie en acte *et* en puissance, c'est-à-dire en partie actualisées (dimension empirique) et en partie sous forme de potentialité (dimension normative ou téléologique). Étudier l'autonomie ou l'hétéronomie d'un champ correspond donc à étudier à la fois quelque chose qui caractérise nécessairement, mais nécessairement partiellement, un champ donné (ce qui permet l'opérationnalisation) et une potentialité non actualisée que permet,

mais jamais complètement, la structure des rapports entre les champs (et qui prête davantage à la spéculation).

À la lumière des différentes études, il n'apparaît pas évident que ces deux dimensions puissent être disjointes aisément. En effet, comme nous l'avons vu précédemment, il est impossible de distinguer analytiquement une influence adéquatement reconvertie dans le champ d'une influence qui y infléchit indûment les rapports de force, au sens où la qualité de la reconversion est toujours relative : elle est tributaire de la position dans le champ de l'observateur qui la qualifie, puisqu'elle ne peut être adéquate ou inadéquate qu'en fonction d'une conception spécifique et ponctuelle de la pratique légitime dans le champ. L'hétérogénéité des conclusions en matière d'autonomie du champ dans les études du champ sociologique québécois témoigne de cette difficulté.

En somme, il semble largement préférable d'utiliser le concept d'autonomie du champ dans le sens d'une différenciation, contrairement à ce qui a été préconisé dans les études québécoises sur l'autonomie du champ sociologique. Cette conception de l'autonomie est claire, simple et sans ambiguïté, et elle permet de référer avec parcimonie à ce concept essentiel à la théorie des champs. Certes, elle peut paraître banale, au sens où elle renvoie à un processus lent qui rend caduques les études diachroniques sur des périodes de temps trop restreintes, privant ainsi l'analyste de conclusions spectaculaires, souvent alarmistes. En ce sens, le concept d'autonomie s'oppose à celui d'hétéronomie (voir par exemple Bourdieu, 1994 : 74) et non à dépendance, domination ou détermination. L'utilisation de l'un ou l'autre de ces trois termes renvoie non seulement à la conception de l'autonomie comme liberté par rapport aux pressions externes, mais constitue en quelque sorte une négation de la conception de l'autonomie comme différenciation, alors que c'est en ce sens – et en ce sens seulement – que l'autonomie est un concept essentiel.

2.4 La scientificité de la sociologie québécoise

L'étude de la sociologie québécoise repose sur un présupposé qui impose une importante limite à la presque totalité des travaux sur cet objet⁴⁹ : la sociologie québécoise y est perçue, sans discussion, comme une discipline *scientifique*, qui doit être étudiée selon le modèle théorique des champs scientifiques. Ce présupposé est souvent explicite, notamment chez Fournier (1974 : 177) qui considère le champ sociologique comme un « sous-champ scientifique ». Certaines études juxtaposent des analyses en termes de champ scientifique et des observations empiriques du champ sociologique québécois sans nécessairement définir explicitement ce dernier comme un champ scientifique. Néanmoins, le lien ne fait aucun doute, principalement en l'absence d'un modèle analytique alternatif. Le caractère scientifique du champ sociologique québécois est tellement pris pour acquis qu'on ne voit pratiquement pas la nécessité de justifier ce présupposé. Pourtant, il repose sur deux erreurs méthodologiques.

Premièrement, il s'agit d'une position normative – qui n'est jamais présentée comme telle – qui empêche d'appréhender toute la diversité des pratiques sociologiques dans la mesure où on suppose implicitement qu'elle est dominante, voire unique. Il ne s'agit pas de discuter la légitimité de la normativité en sociologie, question qui présente des considérations éthiques et épistémologiques qui dépassent largement le cadre de cette thèse, mais plutôt d'insister sur les limites des analyses qui tranchent d'emblée la question en faveur de la neutralité axiologique⁵⁰. Seule

⁴⁹ Notamment les travaux de Fournier (1973, 1974), Falardeau (1974), Bibeau et Maheu (1980), Fournier et Houle (1980), Grenier, Houle et Renaud (1982), Audet (1983), Laroche (1983), Fournier et Trépanier (1985), Albert (1998), Albert et Bernard (2000) et Hamel (à paraître).

⁵⁰ Même en se limitant à l'opposition entre neutralité axiologique et normativité, il est abusif de disqualifier *a priori* cette dernière comme position légitime en sociologie. Le débat sur la place de la normativité en sociologie (Lacroix *et al.*, 1998) présenté par la revue *Cahiers de recherche sociologique* démontre à tout le moins qu'il est légitime de poser la question de la

exception à cette règle, Warren (2003 : 115) avance que « l'évolution historique de la sociologie québécoise ne peut se lire sur une longue courbe ascendante vers la scientificité et la positivité », particulièrement si l'on conçoit cette courbe en tant que déterminisme téléologique. Ce faisant, il rompt la parfaite unité qui régnait chez les sociologues de la sociologie québécoise. Warren (2003) étudie la sociologie préinstitutionnelle d'une façon beaucoup plus pertinente que ses prédécesseurs tout simplement parce que, contrairement à ces derniers qui l'ont négligée parce qu'elle ne correspond pas aux canons scientifiques d'une époque ultérieure, il accorde à cette sociologie la capacité de définir ses propres normes de pratiques.

Il faut accepter que la définition de la pratique sociologique légitime ne soit pas nécessairement soumise à cet objectif de scientificité. Autrement dit, les tensions et les luttes constitutives de la définition de la sociologie ne concernent pas seulement la définition de la science dans laquelle inscrire la pratique sociologique, mais bien de savoir si la sociologie est bien une science, ou si elle doit chercher à le devenir (ou à le rester). Toutefois, il ne me semble pas intéressant de relayer au champ la définition de sa propre pratique si cela mène à un relativisme qui mine toute tentative de catégorisation et d'analyse. Toutes les définitions ponctuelles de la pratique légitime de la sociologie ne se valent pas pour autant, en termes de scientificité, simplement parce qu'elles relèvent de conceptions différentes de la science. Bien sûr, le champ sociologique québécois a une capacité limitée de négocier la définition de la science en fonction de laquelle il peut orienter (ou non) sa pratique, mais il ne peut, le cas échéant, en ignorer les canons dans sa définition légitime.

Deuxièmement, il est faux de croire que la sociologie corresponde, dans la théorie des champs de Bourdieu, à un sous-champ du champ scientifique. En effet, au-delà de la position normative, le présupposé de la scientificité de la sociologie est

normativité et que la neutralité axiologique n'est pas une position unanime dans la communauté des sociologues au Québec.

incorrect au sein même de la théorie des champs de Bourdieu. L'utilisation indifférenciée des termes « sociologue » et « scientifique », par exemple, dans certains travaux sur la sociologie québécoise s'explique sans doute par le fait que la sociologie y apparaît souvent comme un *cas* dans l'étude des *sciences sociales*. Cette indifférence dans le choix des termes repose néanmoins sur – ou du moins laisse planer – une réelle confusion sur le plan théorique. D'ailleurs, un texte de Bourdieu (1975) publié dans la revue *Sociologie et sociétés*, véritable canon de la sociologie de la sociologie au Québec, n'y est certainement pas étranger. Bourdieu (1975 : 112 et suivantes) y introduit en effet l'idée d'une réduction du champ sociologique au modèle analytique du champ scientifique qui sera reprise dans pratiquement toutes les études bourdieusiennes de la sociologie québécoise et ce malgré les nuances qui seront apportées ensuite par l'auteur.

En effet, les travaux ultérieurs de Bourdieu (1984b; 2001a) permettent d'apporter d'importantes nuances au modèle d'analyse à appliquer au champ sociologique⁵¹. Il ne s'agit pas de nier que le champ sociologique ait certaines caractéristiques d'un champ scientifique, mais il n'est certainement pas *qu'un* champ scientifique. Selon Bourdieu (1984b : 160), le champ sociologique se retrouve au confluent des champs scientifique et littéraire. Or, les dynamiques propres à ces deux champs, si elles ont beaucoup en commun, ne s'en distinguent pas moins sur des points importants⁵². Audet (1983 : 80) avait identifié ce problème, et il proposait un assouplissement du modèle du champ scientifique, qui devient un champ de « production cognitive » parmi d'autres. Or, le modèle théorique, type idéal du champ scientifique, est très utile pour l'analyse et l'interprétation, dans la mesure où le chercheur sait

⁵¹ La plupart des travaux en sociologie de la sociologie au Québec sont antérieurs à ces ouvrages de Bourdieu. Par leur nombre et leur unanimité sur la question, ils ont cristallisé le présupposé de la scientificité de la sociologie dans l'ensemble de ce sous-champ d'étude que reprendront les travaux ultérieurs malgré les précisions apportées par Bourdieu à son modèle théorique.

⁵² Voir le chapitre IV, et plus particulièrement la section 4.3.1.2 sur les disciplines à prétention scientifique, où sont définis les champs scientifique, littéraire et intellectuel, de même que leur articulation, et la situation particulière du champ sociologique par rapport à ceux-ci.

pertinemment qu'il ne s'applique qu'imparfaitement à la réalité et qu'il doit au besoin être complété, selon les cas, par les modèles d'autres champs. Dans la mesure où les chercheurs québécois ont appliqué sans souplesse le seul modèle du champ scientifique, le constat de l'imperfection du champ sociologique québécois n'est pas étonnant.

Le fait de supposer *a priori* le caractère scientifique et la neutralité axiologique de la sociologie entraîne systématiquement l'analyste à considérer comme centrale la question des écarts entre le modèle théorique et les pratiques concrètes observées empiriquement qui, nécessairement, ne correspondent jamais parfaitement au modèle. Or cette question présente peu d'intérêt puisqu'elle repose sur une utilisation réductrice et incorrecte du modèle analytique sur lequel elle devrait reposer. Ainsi, loin d'être des « anomalies » qu'il faut tenter d'expliquer, voire de corriger, les écarts entre le modèle théorique et la réalité empirique sont simplement le résultat de l'utilisation du mauvais modèle théorique. Le modèle théorique du champ scientifique ne s'applique qu'imparfaitement aux sciences sociales et il est incorrect de l'appliquer mécaniquement à l'étude de la sociologie comme l'ont fait la plupart des chercheurs québécois. Mais il ne s'agit pas de rejeter le modèle théorique du champ scientifique dans l'analyse de la sociologie québécoise : il faut, à rebours de la tendance québécoise, y recourir avec parcimonie en tenant compte des travaux récents de Bourdieu sur la question.

2.5 Conclusion

C'est en considérant d'un œil critique les consensus et les débats en sociologie de la sociologie québécoise que les forces et les faiblesses de ce domaines de recherche apparaissent. Cet état de la question permet en effet d'identifier les perspectives théoriques, les méthodes, les objets empiriques dominants dans l'étude de la

sociologie québécoise, et à l'inverse, les dimensions les plus négligées et les plus prometteuses. Un premier constat s'impose : jusqu'ici, les chercheurs ont étudié et documenté deux des trois grandes dimensions de l'étude d'une discipline, soit 1) la dimension institutionnelle et organisationnelle, et 2) la dimension des facteurs externes à la discipline (politiques publiques, contributions du secteur privé, etc.). La troisième dimension, celle des pratiques et de la production, est beaucoup moins documentée.

La théorie des champs de Bourdieu est nettement la perspective théorique dominante dans l'étude de la sociologie québécoise. Si elle a permis un éclairage intéressant de l'évolution de la discipline sociologique au Québec, notamment en termes d'institutionnalisation, elle n'a pas permis aux chercheurs d'éviter un certain nombre d'écueils théoriques ou analytiques. Si le recours au concept d'autonomie dans l'étude du champ sociologique québécois pose d'importants problèmes, il ne faut pas perdre de vue que l'objectif est de comprendre et d'expliquer les rapports du champ à son environnement, et le concept d'autonomie est loin d'être essentiel pour atteindre cet objectif. Il ne s'agit pas pour autant de disqualifier ce concept, puisqu'il est nécessaire, sur le plan théorique, comme principe de différenciation entre les champs. Néanmoins, il est judicieux d'explorer d'autres voies d'analyse et d'interprétations qui permettent d'éviter les écueils d'une telle notion. De même, aller au-delà de la définition obtuse du champ sociologique en fonction du modèle du champ scientifique permet d'appréhender les pratiques sociologiques dans toute leur richesse et leur diversité.

Les jalons de l'histoire de la sociologie posés dans ce chapitre offrent des points de repère importants pour une analyse sociographique. Il convient donc de tenir compte de ces remarques dans l'élaboration d'un cadre théorique en considérant les travaux en sociologie de la science, ici au Québec ou ailleurs dans le monde. Il importe aussi d'élargir la compréhension de l'évolution de la sociologie québécoise

en la situant dans le contexte des sciences sociales et humaines en général, ou de l'évolution des universités et des politiques publiques en matière de recherche.

CHAPITRE III

SCIENCES, SCIENCES HUMAINES ET SOCIOLOGIE : LES TENDANCES ACTUELLES

La sociologie québécoise n'est plus, depuis les années 1990, l'objet d'étude de prédilection qu'il a été pour certains sociologues. Dès le milieu des années 1980, les écrits sur la sociologie québécoise se font plus rares et, au fur et à mesure qu'on approche de l'an 2000, ils reposent de moins en moins sur des travaux de recherche empiriques et documentés, comme c'était le cas à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Pourtant, c'est précisément depuis les années 1990 que des changements importants commencent à se manifester, qui concernent autant les pratiques de recherche que l'institution universitaire et qui sont fortement susceptibles de transformer la sociologie et les pratiques inhérentes. Ces changements, qui s'observent partout en Occident, participent d'une remise en question globale du modèle de production de connaissance mis en place dans l'après-guerre et qui a connu son apogée dans les années 1960 et 1970.

Afin de bien situer l'étude de la sociologie contemporaine dans son contexte macro social, il convient d'abord de présenter les grandes lignes des tendances qui s'observent dans la plupart des pays industrialisés en matière de recherche et d'enseignement supérieur, de même que les modèles théoriques qui tentent d'en saisir la nature précise. L'étape suivante consiste à présenter les observations les plus récentes sur la sociologie et les sciences sociales et humaines au Québec. Ceci permettra, dans un premier temps, de constater dans quelle mesure ces disciplines s'inscrivent ou non dans ces tendances et, dans un deuxième temps, de dégager du bilan des études les plus récentes les voies de recherches les plus

pertinentes du point de vue de l'état des connaissances sur la sociologie québécoise.

3.1 L'avènement du « Mode 2 »

La sociologie québécoise, au même titre que l'ensemble des disciplines universitaires, évolue depuis quelques années dans un contexte de transformations des rapports entre les « producteurs » et les « utilisateurs » de connaissances⁵³. Depuis quelques années, les gouvernements sont aux prises avec des budgets réduits, ce qui rétrécit d'autant leur marge de manœuvre pour leurs interventions dans le domaine scientifique (Godin et Trépanier, 1995 : 447-448). Dans ce contexte, les universités et les chercheurs font de plus en plus appel au financement privé (Gingras, 2003 : 6; Banque mondiale, 2003 : 116), ce qui implique plusieurs conséquences. On constate notamment une emprise croissante des forces du marché sur les universités, ce qui infléchit l'enseignement supérieur en faveur de la demande (Banque mondiale, 2003 : 116-117). Du côté de la recherche, on craint que l'intrusion croissante du financement privé ne génère de nouvelles pratiques et de nouvelles normes en défaveur de la recherche fondamentale et au profit des travaux les plus rentables, particulièrement dans les domaines les plus lucratifs (Gingras, 2003 : 7).

L'État, loin d'être passif, joue un rôle important dans la tendance actuelle. Comme le fait remarquer Gingras (2003 : 7), « même s'ils ont limité leur contribution financière, les gouvernements n'en ont pas moins continué à vouloir influencer fortement sur le

⁵³ Les termes mêmes de « producteur » et d'« utilisateur » traduisent déjà l'inclinaison des transformations en cours, qui étaient présentées en termes de développement des rapports marchands au sein des pratiques scientifiques (Chapdelaine, 1986 : 22) dans les années 1980, et qui le sont aujourd'hui en termes d'instrumentalisation de la recherche (Albert et Bernard, 2000 : 72-73).

devenir des universités pour les rapprocher des demandes du marché ». On constate, dans la politique scientifique québécoise, une orientation favorable au développement technologique pour les entreprises (Godin et Trépanier, 1995 : 449). Cette politique « affecte les pratiques scientifiques en milieu universitaire : nouvelles priorités, nouveaux critères d'évaluation et de choix des projets, nouvelles collaborations, nouvelles pratiques de diffusion des résultats » (Godin et Trépanier, 1995 : 447). On passe, du moins au niveau du discours, d'une recherche disciplinaire et fondamentale à une recherche stratégique (Godin, Trépanier et Albert, 2000 : 28).

La sociologie québécoise doit composer avec les tendances actuelles dans les universités que constituent le déplacement du public vers le privé des sources de financement de la recherche (AUCC, 2002 : 41) et l'accroissement de la « demande sociale de connaissances » qui se traduit par une hausse de la recherche orientée (dans une période où la recherche libre, qui reste plus importante au niveau du financement, a elle aussi connu une hausse, mais moins marquée) (Godin, Trépanier et Albert, 2000 : 29). Bref, on assiste à une intensification des pressions externes à la discipline et souvent même à l'université qui l'appellent à s'intéresser d'abord et avant tout aux problèmes sociaux du moment (Hamel, à paraître : 27).

Tous ces changements s'inscrivent, selon la Banque mondiale (2003 : 27), dans le contexte de la mondialisation. De façon plus précise, la Banque mondiale (2003 : 35-36) identifie quatre grandes mutations qui ont affecté les institutions d'enseignement supérieur autant dans les pays développés que dans les pays en développement et les pays en transition au cours de la décennie 1990. Ces mutations sont : « l'importance croissante du savoir comme moteur de la croissance dans l'économie mondiale, la révolution de l'information et de la communication, l'émergence d'un marché mondial de l'emploi et les transformations socio-politiques à l'échelle mondiale » (Banque mondiale, 2003 : 35). Par cette dernière tendance, la Banque mondiale (2003 : 51) désigne sur son versant positif principalement la

démocratisation du monde consécutive à la chute de l'URSS⁵⁴. Sur son versant négatif, elle désigne les conflits, la pauvreté, les inégalités, la criminalité et la corruption qui persistent et croissent malgré l'avancement de la démocratie, et qui exercent de « lourdes pressions sur les institutions politiques et sociales » (Banque mondiale, 2003 : 51).

Les transformations induites par ces grandes mutations ont été analysées par Michael Gibbons, Camille Limoges, Helga Nowotny, Simon Schwartzman, Peter Scott et Martin Trow (1994) dans les termes de l'émergence d'un nouveau mode de production du savoir, appelé « Mode 2 », qui se définit par contraste avec le mode traditionnel de production de connaissance, appelé « Mode 1 ». Ce dernier désigne en fait la production de connaissance en contexte disciplinaire alors que la connaissance produite en Mode 2 est multidisciplinaire (Gibbons *et al.*, 1994 : 1). Les auteurs définissent ainsi le Mode 1 :

Mode 1 refers to a form of knowledge production – a complexe of ideas, methods, values, norms – that has grown up to control the diffusion of the Newtonian model to more and more fields of enquiry and ensure its compliance with what is considered sound scientific practice. Mode 1 is [...] the cognitive and social norms which must be followed in the production, legitimation and diffusion of knowledge of this kind (Gibbons et al., 1994 : 2).

En somme, la production de connaissance en Mode 1 est principalement régulée par l'évaluation par les pairs (Albert et Bernard, 2000 : 71), et repose sur le travail d'une communauté scientifique relativement définie, comme on retrouve chez Merton (1965) ou chez Kuhn (1983).

En ce qui concerne le Mode 2, Albert et Bernard (2000 : 71) en proposent une synthèse des principales caractéristiques :

Les principales caractéristiques du « Mode 2 » consistent en l'assignation d'une visée pratique à l'activité scientifique; la participation accrue d'acteurs non-universitaires provenant des milieux économiques,

⁵⁴ De 1988 à 1998, la proportion des pays qui « pratiquent une certaine forme de gouvernance démocratique » est passée de 40% à 61% (Banque mondiale, 2003 : 51).

politiques et, dans une certaine mesure, communautaires, à l'élaboration des programmes de recherche ainsi qu'à l'évaluation des résultats; l'intensification de la transdisciplinarité de la production de connaissance, et la multiplication des sites de recherche à l'extérieur des institutions universitaires.

L'émergence du Mode 2 est due à la croissance de l'offre de connaissance hors université et à celle de la demande de connaissance privée, de même qu'à la réduction des fonds publics pour la recherche (Albert et Bernard, 2000 : 72).

Selon Albert et Bernard (2000 : 72), l'ouvrage de Gibbons *et al.* (1994) a eu un impact important autant chez les sociologues que chez les historiens et les économistes de la science. Il a soulevé plusieurs débats, mais aussi plusieurs critiques importantes, dont celle de Loet Leydesdorff et Henry Etzkowitz (2000). Ces derniers dénoncent tout d'abord le caractère soi-disant novateur du Mode 2, affirmant qu'il s'agit en fait de « la structure originale de la science avant son institutionnalisation dans une académie au 19^e siècle » (Leydesdorff et Etzkowitz, 2000 : 144), la connaissance étant « naturellement » produite au-delà des frontières entre disciplines ou entre science, industrie et gouvernement. Le Mode 2 aurait donc historiquement précédé le Mode 1, ce dernier ayant été « construit » pour favoriser l'autonomie de la science par rapport à l'industrie ou au pouvoir étatique (Leydesdorff et Etzkowitz (2000 : 144). Leydesdorff et Etzkowitz (2000 : 149) dénoncent également le fait qu'« on trouve le "Mode 1" à l'intérieur du "Mode 2" et le "Mode 2" à l'intérieur du "Mode 1" » puisqu'il n'y a ni intégration, ni parfaite différenciation entre les deux.

Leydesdorff et Etzkowitz (2000) proposent le modèle de la « Triple hélice » pour comprendre, beaucoup plus efficacement qu'avec le modèle du Mode 2 selon eux, l'évolution des systèmes de production de connaissance. Le modèle général de la Triple hélice s'applique à décrire et analyser la dynamique des « arrangements institutionnels » et des « modèles politiques » de la production de connaissance, et peut servir de « guide normatif et politique » (Leydesdorff et Etzkowitz, 2000 : 138-

139). La Triple hélice est composée des trois « ailes » que sont l'État, l'industrie et l'université. Les rapports entre les gouvernements, les entreprises et les universités ont historiquement pris trois configurations différentes qui sont autant de déclinaisons du modèle général, qui prendront les noms de « Triple hélice I », « Triple hélice II » et « Triple hélice III » (Leydesdorff et Etzkowitz, 2000 : 138).

La Triple hélice I correspond au modèle prévalant dans l'ancienne URSS, où le milieu universitaire comme l'industrie étaient tout simplement englobés par l'État qui exerçait un contrôle sur les relations entre les acteurs et, du même coup, sur la production de connaissance (Leydesdorff et Etzkowitz, 2000 : 138). La Triple hélice II « est formée de sphères institutionnelles distinctes ayant entre elles des frontières très nettes et des relations circonscrites » (Leydesdorff et Etzkowitz, 2000 : 138). Enfin, dans le modèle de la Triple hélice III, il y a chevauchement et hybridation entre les sphères institutionnelles (Leydesdorff et Etzkowitz, 2000 : 138). Selon les auteurs,

[o]n considère généralement que « la Triple hélice I » est un échec en tant que modèle de développement. À cause du manque d'espace pour que des initiatives circulent « de bas en haut », l'innovation s'est trouvée étouffée au lieu d'être stimulée. « La Triple hélice II » suppose une politique du laisser-faire qui est pronée (*sic*) aujourd'hui comme thérapie de choc dans le modèle de « la Triple hélice I » afin de réduire le rôle de l'État. La plupart des pays et régions tentent actuellement de réaliser, sous une forme ou une autre, le modèle complet, « la Triple hélice III » (Leydesdorff et Etzkowitz, 2000 : 138-139).

Il est pertinent d'insister sur une idée exprimée dans la dernière citation : les pays ou régions *tentent* de réaliser le modèle de la Triple hélice III, au sens où il est faux de croire que ce modèle est aujourd'hui effectif. C'est en quelque sorte ce que constatent Caroline Lanciano-Morandat et Éric Verdier (2005), à partir d'un modèle d'analyse différent, pour certains pays d'Europe. Les auteurs, qui étudient les conventions d'action publique en matière de recherche, de développement et d'innovation, constatent, au-delà des spécificités nationales des différents États européens qu'ils comparent, une tendance commune vers les modèles de « l'État

régulateur » et de « l'État facilitateur », cette tendance s'exprimant au détriment du modèle de « l'État entrepreneur » (Lanciano-Morandat et Verdier, 2005 : 43-44).

Ces modèles reposent sur les types idéaux de conventions d'action publique proposés par les auteurs (Lanciano-Morandat et Verdier, 2005 : 15-27). Le modèle de l'État entrepreneur correspond au type d'action publique en matière de science, de développement et de technologie mis en place dans l'après-guerre. Il s'agit d'un modèle centralisé construit autour de l'« intérêt national » (Lanciano-Morandat et Verdier, 2005 : 19-21) et qui, même s'il est toujours effectif en certains endroits, semble de plus en plus désuet. Le modèle de « la république des savants », moins important empiriquement, repose, dans une conception mertonienne, sur une séparation des pouvoirs en fonction de laquelle la régulation de l'activité scientifique est essentiellement la prérogative de l'autorité scientifique (Lanciano-Morandat et Verdier, 2005 : 18). Le modèle de l'État facilitateur repose sur l'idée de réseaux ancrés localement, dont les initiatives sont encouragées et facilitées, mais surtout pas régis par l'État. Enfin, le modèle de l'État régulateur, vers lequel tendent la plupart des États observés mais qu'aucun n'a vraiment atteint, « s'ouvre sur des horizons supranationaux en raison, notamment, de la globalisation des marchés, de leur financiarisation et du poids croissant des multinationales dans les économies nationales » (Lanciano-Morandat et Verdier, 2005 : 21). L'industrie y pose les problèmes que la production de connaissances nouvelles doit considérer, il y a coproduction (public-privé) de connaissance, mobilité des scientifiques, innovations à valeur ajoutée et implication croissante du privé dans la formation.

Le modèle de l'État régulateur correspond à celui du Mode 2 chez Gibbons *et al.* (Lanciano-Morandat et Verdier, 2005 : 21-23), et possède un important point commun avec celui de la Triple hélice III. Le fait que ce modèle ne s'observe empiriquement dans aucun des cas étudiés, mais que la plupart des « conventions sociétales d'action publique » évoluent dans cette direction, suggère que le modèle de l'État régulateur, comme celui du Mode 2 et de la Triple hélice III, est davantage

une prescription normative qu'une description empirique⁵⁵. Les recherches québécoises appuient ces conclusions : Trépanier (1992 : 119), qui étudie les politiques québécoises en matière de science et de recherche et développement, constate que le gouvernement québécois promeut, au niveau du discours, une approche basée sur la concertation entre les universités, les entreprises et l'État, mais que cela ne se traduit pas de façon concrète⁵⁶ (Trépanier, 1992 : 127). Au contraire, il observe dans les faits la constance de l'interventionnisme étatique (Trépanier, 1992 : 134). Plus récemment, Albert et Bernard (2000 : 88) observent

que la transformation de la dynamique de production de connaissances est plus complexe que le modèle proposé par Gibbons *et al.* La transformation observée en sociologie n'a pas suivi, en effet, une trajectoire de croissance du « Mode 2 » au détriment du « Mode 1 ». Les deux modes de production ont plutôt maintenu leur coexistence bien que le « Mode 1 » [...] ait acquis une certaine prédominance.

En somme, les principaux modèles analytiques mettent l'accent sur les transformations en cours dans la plupart des pays occidentaux. Bien que selon toute vraisemblance ces changements soient loin d'être complétés, il ne serait pas à propos d'ignorer ces grandes tendances qui, à défaut d'être effectives et opérationnelles, exercent certainement de fortes pressions normatives et structurantes sur les systèmes nationaux de production de connaissances. Au-delà des spécificités des modèles d'analyse, les principales caractéristiques des grandes tendances sont les suivantes : reconfiguration des rapports entre l'État, l'industrie et l'université; présence accrue d'acteurs non-universitaires (particulièrement des acteurs privés) dans le financement, l'orientation et la réalisation de la recherche, de plus en plus centrée sur des visées pratiques; chevauchement des sphères d'activité et multidisciplinarisation; constitution de réseaux supra-nationaux.

⁵⁵ Terry Shinn (2002 : 21) utilise l'expression « prêt-à-penser les sciences » à propos de ces modèles, alors que Lionel Vécrin (2004 : 5) parle de prophéties auto-réalisatrices.

⁵⁶ Gingras, Godin et Trépanier (1999 : 79) constatent que les actions gouvernementales sont plus efficaces dans les années 1990, laissant entendre qu'elles ont réussi à infléchir certaines tendances et que l'impact concret de certaines pratiques commence à se faire sentir. Toutefois, il serait largement abusif d'en conclure que le modèle du Mode 2 (ou de la Triple hélice III) s'est d'ores et déjà imposé au Québec.

Pour certains, la conclusion à tirer de ces observations est que l'analyse des réseaux nationaux n'est plus aussi pertinente : les réseaux nationaux, qu'ils soient ceux des disciplines, des industries ou des gouvernements, font aujourd'hui partie d'« hyper-réseaux » (Leydesdorff et Etzkovitz, 2000 : 144). Cette conclusion est précoce pour au moins deux raisons. Premièrement, les réseaux nationaux sont au cœur des changements dont il est question, ce sont eux qui subissent les pressions et où les pratiques sont susceptibles d'être bouleversées. Une étude de ces changements, dans une perspective préférablement diachronique, ne peut faire l'économie des réseaux nationaux parce qu'ils sont le lieu du changement, ils sont le passage obligé entre « l'avant » et « l'après ». Deuxièmement, les hyper-réseaux sont à peine en émergence. La production de connaissance repose encore largement sur les réseaux nationaux, malgré les tendances qui s'affirment de plus en plus. La plupart des réseaux nationaux sont d'ailleurs encore largement méconnus. En ce sens, les travaux québécois, qui n'ignorent ni ne négligent les grandes tendances de recherche, témoignent de l'actualité et de la pertinence d'étudier les systèmes de production de connaissance en contexte québécois.

3.2 Quelques études sociologiques récentes sur la science, les sciences sociales et humaines et la sociologie au Québec

Alors que dans les années 1970 et 1980, les recherches québécoises sur la science portaient principalement sur l'institutionnalisation des disciplines (Fournier, 1986; Maheu et al., 1984; Descarries-Bélanger, Fournier et Maheu, 1979; Descarries-Bélanger et Maheu, 1988), la sociologie des sciences, et plus précisément celle qui étudie les sciences humaines, porte aujourd'hui une attention croissante aux thèmes du financement de la recherche, des politiques scientifiques, de l'organisation du travail et de la production scientifique (particulièrement les publications). Les travaux

récents permettent une mise à jour en ce qui concerne la production de connaissance, particulièrement en milieu universitaire. Ils sont davantage orientés sur l'institutionnalisation de la recherche et sur les transformations au sein même des disciplines que provoque cette institutionnalisation, avec une attention particulière sur le contexte politique. Parmi les thèmes de recherche récents, il convient de porter une attention particulière à celui des politiques publiques, à celui des pratiques de publications et, enfin, aux tendances récentes dans la formation doctorale et chez les jeunes chercheurs.

3.2.1 La politique scientifique

Un premier thème d'importance est celui des politiques scientifiques. Gingras, Godin et Trépanier (1999) divisent l'histoire des politiques publiques en matière de science et de technologie en trois grandes périodes : 1) la « république de la science » (1945-1970) où la science est « maître de ses choix » (Gingras, Godin et Trépanier, 1999 : 69); 2) une période interventionniste (les années 1970) où on demande « aux scientifiques de tenir compte des besoins économiques et sociaux dans le choix des priorités de recherche » (Gingras, Godin et Trépanier, 1999 : 69-70); 3) une période où sont mis en place des mécanismes de soutien à la recherche (années 1980 et 1990), où il s'agit désormais d'orienter la recherche pour qu'elle réponde aux demandes. Les auteurs spécifient, à propos de cette dernière période, que si les mécanismes sont mis en place dès les années 1980, ce n'est qu'au cours des années 1990 que leur efficacité se révèle (Gingras, Godin et Trépanier, 1999 : 70).

Les chercheurs qui ont étudié les politiques scientifiques ont surtout cherché à en mesurer les impacts sur les pratiques scientifiques. C'est le cas notamment de Marie-Josée Legault (1994; 1995) qui étudie la collectivisation du travail de

recherche, phénomène ayant pris place au Québec sous l'impulsion d'interventions du gouvernement provincial vers la fin des années 1960 (Legault, 1995 : 557). Elle s'attarde sur la distinction entre d'une part, sciences humaines et sociales et, d'autre part, sciences naturelles pour rendre compte de la propension à la collectivisation du travail de recherche. L'auteure constate que cette distinction ne permet pas d'expliquer les différences de collectivisation du travail de recherche, au sens où dans chaque discipline il y a des zones qui se prêtent ou non à la division du travail (Legault, 1995 : 573). La collectivisation du travail de recherche est réalisable lorsqu'une division sociale et technique du travail de recherche est elle-même possible, cette dernière étant tributaire du niveau d'incertitude dans la tâche⁵⁷ (Legault, 1995 : 560-562). Legault (1995 : 572) reconnaît que la distinction entre sciences de l'humain et du social et sciences naturelles est néanmoins fondée historiquement, notamment en ce qui concerne leur institutionnalisation, mais qu'elle ne suffit pas à expliquer les différences en matière d'organisation du travail de recherche.

Trépanier (1992) propose une analyse de la politique provinciale de 1980, dont le livre blanc s'intitulait *Un projet collectif, Énoncé d'orientations et plan d'action pour la mise en œuvre d'une politique québécoise de la recherche scientifique*. Il y constate une perte d'autonomie pour la science, les projets de recherche n'y étant plus évalués pour leurs mérites ou leur intérêt scientifique, mais en fonction de leur pertinence à l'endroit des priorités collectives (telles qu'énoncées par le gouvernement) (Trépanier, 1992 : 116). Toutefois, ce qui est manifeste au niveau du discours ne semble pas se traduire de façon concrète dans les pratiques (Trépanier, 1992 : 119). En fait, le principal changement qui prend forme au tournant des

⁵⁷ Plus le degré d'incertitude dans la tâche est élevé, plus il est difficile de la diviser et d'en faire accomplir une partie par des néophytes. Au contraire, lorsque le degré d'incertitude dans la tâche est bas, il est possible de décomposer les tâches à accomplir et de les faire exécuter par différents niveaux d'assistants, en fonction du niveau d'incertitude qu'ils sont en mesure de gérer (Legault, 1994 : 111-113 ; 1995 : 560-562).

années 1980 est l'intégration d'un « ensemble d'instruments et d'organismes gouvernementaux susceptibles d'élaborer et d'appliquer une politique scientifique et technologique orientée sur le développement social ou économique du Québec » (Trépanier, 1992 : 130).

L'analyse de Trépanier (1992 : 134-135) ne permet toutefois pas de comprendre pourquoi l'interventionnisme de l'État est resté au niveau du discours sans se traduire dans la pratique. Il suppose que la présence importante des chercheurs, nécessaire à la légitimité de l'État dans le domaine scientifique, a joué en faveur de l'autonomie de la science. Pour Godin (1993 : 305-306), le fait que la notion de culture scientifique, omniprésente dans le discours politique, soit particulièrement floue, c'est-à-dire qu'elle oscille constamment entre une conception économique, culturelle et sociale, affecte négativement les tentatives d'opérationnalisation dont elle est l'objet dans les politiques publiques (Godin, 1993 : 305).

Pour Godin et Trépanier (1995 : 445), la mutation qui s'est opérée au tournant des années 1980 dans la politique scientifique, c'est que les entreprises occupent désormais la place traditionnellement dévolue aux universités dans la définition des priorités et des programmes gouvernementaux. Dans les organismes subventionnaires, qui sont situés au carrefour des champs scientifique et politique⁵⁸ (Godin, Trépanier et Albert, 2000 : 18), on porte désormais attention aux besoins de l'industrie en invitant les entreprises à exprimer leurs besoins en recherche et développement et à participer à la sélection des projets subventionnés (Godin et Trépanier, 1995 : 467). Une demande sociale croissante s'impose dans les politiques publiques, concernant, pour les sciences sociales, des problèmes très

⁵⁸ Les chercheurs, qui sont des agents du champ scientifique, sont essentiels au fonctionnement des organismes subventionnaires, notamment par leurs tâches d'évaluation des projets et de participation aux comités d'orientation des organismes (Godin, Trépanier et Albert, 2000 : 18). Toutefois, l'État insufflé certaines orientations, en fonction de ses propres priorités, notamment en assurant la distribution des fonds entre les différents secteurs de recherche (Gauthier, 2001 : 61).

concrets tels la santé, la qualité de vie, le chômage et la cohésion sociale (Dillard, 2001 : 48). Même si les programmes de financement les plus importants sont encore sous le contrôle des scientifiques, cela n'en signifie pas moins l'introduction de nouveaux critères de décision exogènes au champ scientifique (Godin et Trépanier, 1995 : 467).

Ces nouveaux critères, enjeux et intérêts étrangers aux disciplines scientifiques, parce qu'ils sont pris en considération, signifient, selon Godin et Trépanier (1995 : 470), une perte d'autonomie pour le champ scientifique par rapport aux décennies précédentes, et sont susceptibles d'affecter les pratiques. Toutefois, les critères d'attribution des fonds, qui sont ceux de rendement, d'excellence et de formation de la relève, laissent encore une importante marge de manœuvre aux chercheurs (Gauthier, 2001 : 59). Pour Madeleine Gauthier (2001 : 59-60), ce sont les impératifs croissants de transfert des connaissances (non pas en termes de formation, mais de liens avec les utilisateurs de la recherche) et de pertinence sociale qui apparaissent comme les nouvelles normes auxquelles les chercheurs doivent se soumettre.

Vincent Larivière et Jean Lebel (2005 : 7) résument ainsi les tendances récentes du financement de la recherche en sciences humaines et sociales au Québec :

le financement de la recherche universitaire québécoise en sciences humaines et sociales a connu une croissance régulière au cours des dernières décennies. Il se caractérise par une plus grande importance relative des fonds versés par les organismes subventionnaires québécois, par une contribution proportionnellement plus faible des conseils fédéraux, ainsi que par une faiblesse marquée d'implication du privé dans ce type de recherche. Enfin, la recherche contractuelle n'y est pas significativement plus basse que dans les disciplines des sciences pures.

En somme, si les conseils subventionnaires prétendent favoriser la recherche pertinente, interdisciplinaire et collective, dans les faits, c'est encore la recherche libre et individuelle qui est la plus financée (Godin, Trépanier et Albert, 2000 : 33).

3.2.2 Les pratiques de publication

Les politiques publiques en matière de science et de technologie transforment les pratiques, ou du moins sont susceptibles de les transformer, au-delà de la stricte question du financement de la recherche. En ce sens, des études récentes se sont penchées sur l'évolution des pratiques de publication au Québec. Albert (1998; Albert et Bernard, 2000 : 75) a proposé une comparaison des dossiers de publications de deux cohortes de sociologues universitaires au moment de l'obtention de leur permanence, la première l'ayant obtenue entre 1974 et 1983, la seconde entre 1989 et 1998. L'objectif est de comparer une cohorte qui a obtenu sa permanence avant que ne se fassent ressentir les pressions pour l'instrumentalisation de la recherche, à une autre qui est sujette à les avoir subies (Albert et Bernard, 2000 : 75). Il a été fait mention plus tôt des outils théoriques développés (PP et PNP), de même que des tendances observées et de l'ambiguïté de l'interprétation⁵⁹. Il est pertinent de rappeler que Albert (1998 : 195) observe « une augmentation de l'importance accordée à la production destinée aux pairs ».

Ces résultats concordent avec ce qu'observent Godin et Trépanier (1995 : 469), soit une constante progression des publications scientifiques. Selon ces auteurs, les récentes transformations dans les politiques scientifiques et dans les rapports entre le secteur privé et la recherche ne semblent pas « avoir affecté de manière radicale une des pratiques les plus centrales du champ scientifique, soit la diffusion des résultats de recherche dans des revues arbitrées par des pairs en fonction des critères d'évaluation propres à la discipline » (Godin et Trépanier, 1995 : 469). Ils mentionnent toutefois que ces chiffres ne peuvent en aucun cas informer sur le contenu des publications en question, et qu'on ne peut incidemment pas savoir si les

⁵⁹ Voir la section 2.3.1.

transformations des deux dernières décennies ont affecté la pratique en ce sens (en favorisant un contenu plus ou moins appliqué, par exemple). Les travaux de Albert (1998), qui ne visent pas davantage le contenu des publications, ne le permettent pas non plus.

Ces travaux permettent tout de même ce constat : « un effet de flou entoure la valeur symbolique attribuée aux diverses catégories de production et à leur potentiel de légitimation de la production scientifique des professeurs » (Albert et Bernard, 2000 : 82). Sans présumer que ces critères aient été vraiment clairs à un moment ou à un autre, le contexte de transformation actuel⁶⁰ est peut-être particulièrement propice à cet « effet de flou ». Qu'on observe le lieu ou la langue de publication ou encore les collaborations formelles et les co-signatures, les observations actuelles pour la sociologie ou les sciences sociales au Québec correspondent tantôt aux grandes tendances de l'avenir, et tantôt n'y correspondent pas.

Concernant le lieu de publication, Albert et Bernard (2000 : 81) notent, pour la sociologie, que les publications dans des revues localisées à l'extérieur du Québec semblent procurer un capital symbolique supérieur. Pourtant, Godin (2002 : 471) constate que les chercheurs en sciences sociales et humaines publient beaucoup dans les revues québécoises, particulièrement quand leurs recherches portent sur un objet à caractère national. Ainsi, si la valeur symbolique des publications internationales est en croissance, tel que le suggèrent Albert et Bernard (2000 : 81), une part non négligeable des travaux québécois en sciences sociales et humaines continue d'être publiée au Québec (Godin, 2002 : 474).

⁶⁰ Qu'on l'appelle « pression en faveur de l'instrumentalisation de la recherche » (Albert, 1998), « Mode 2 » (Gibbons *et al.*, 1994), « Triple hélice III » (Leydesdorff et Etzkovitz, 2000), « État régulateur » (Lanciano-Morandat et Verdier, 2005) ou encore « internationalisation de la recherche » (Gingras et Larivière, 2005).

Gingras et Larivière (2005 : 11) observent une « croissance du nombre des articles des chercheurs francophones publiés en langue anglaise, [mais] la place du français est plus importante en sciences humaines et sociales, que dans les sciences de la nature et le génie ». Ces auteurs constatent également que les « collaborations formelles qui mènent à des co-signatures d'articles » sont en croissance dans les sciences sociales (contrairement aux humanités), notamment autour de recherches quantitatives où ce genre de collaboration est plus facile (Gingras et Larivière, 2005 10).

3.2.2 Formation doctorale et tendances de recherche chez les jeunes

La formation doctorale est également sujette à subir les pressions induites par les politiques en matière de science et de technologie, affectant en cela directement les pratiques de recherche de la relève. Quelques sociologues se sont penchés de façon plus ou moins systématique sur cette question. Godin, Trépanier et Bourneuf (1997) analysent l'enseignement doctoral à partir du cas de la formation à l'INRS. Pour ce faire, ils réfèrent à deux types de formation, « formation traditionnelle » et « formation selon les desiderata actuels », qui se distinguent en fonction de cinq dichotomies (Godin, Trépanier et Bourneuf, 1997 : 215-217) :

- 1) la spécialisation disciplinaire / l'interdisciplinarité;
- 2) la recherche fondamentale / la recherche appliquée ou stratégique;
- 3) la recherche libre / la recherche orientée;
- 4) le travail solitaire peu supervisé / l'assistantat ou le travail en équipe;
- 5) la transmission des connaissances / le développement de savoir-faire.

Le premier terme de chaque dichotomie correspond au premier type, qui constitue « l'héritage de l'histoire du système universitaire en matière de formation à la recherche » (Godin, Trépanier et Bourneuf, 1997 : 216). De même, le second terme

de chaque dichotomie correspond au second type, qui renvoie au modèle de formation à dispenser dans le Mode 2 de production du savoir, ce vers quoi les pressions des acteurs politiques, sociaux et industriels devraient infléchir les institutions universitaires, du moins selon le modèle théorique.

Alors que l'INRS, de par sa structure particulière faisant une place importante à la recherche, constitue, selon les auteurs, le lieu privilégié de l'expression des nouvelles tendances et de l'implantation de nouveaux modes de formation, ils constatent au contraire la persistance de la dominance de la formation traditionnelle (Godin, Trépanier et Bourneuf, 1997 : 237-238). À propos des pratiques de recherches des étudiants de cycles supérieurs, et plus spécifiquement des partenariats de recherche université-milieu, Brigitte Gemme (2005 : 9) constate que

les aspirants sociologues et anthropologues s'en tiennent généralement à des collaborations d'assez faible intensité. Autrement dit, la relation entre ces étudiants et le milieu non-universitaire est davantage typique du lien entre un chercheur et son objet de recherche que d'un partenariat fondé sur la réciprocité.

Dans un cas comme dans l'autre, il est clair que les « nouvelles tendances » tardent à s'implanter significativement.

En ce qui concerne la relève en sociologie, on observe plusieurs tendances, mais il est difficile de déterminer dans quelle mesure elles sont liées ou non au contexte de transformation en question. On constate le caractère multidisciplinaire des objets de recherche (Otero, 2005 : 2; Bernard, 2005 : 12), de même que l'importance de l'observation empirique : « même les thèses les plus abstraites et les plus épistémologiques se veulent enracinées dans une observation sérieuse et minutieuse de la réalité sociale » (Warren, 2005b : 10). Le rapport à la théorie s'est transformé : alors qu'à une certaine époque, « la théorie était question d'école de pensée, parfois de chapelle » (Fournier, 2005 : 3), le rapport à la théorie semble aujourd'hui plus instrumental, du moins chez les étudiants des cycles supérieurs. Fournier (2005 : 2-3) constate que « les approches théoriques, parfois floues, sont

fort éclectiques [...], rares sont ceux ou celles qui s'inscrivent clairement dans un courant théorique ».

La thèse, qui était en quelque sorte une démonstration de l'autonomie de l'étudiant, s'inscrit maintenant de plus en plus dans une toute autre réalité : celle des « vastes programmes de recherche », dont elle n'est qu'un élément (Gauthier, 2005 : 7). En plus de produire une thèse, l'étudiant doit dans ce contexte démontrer sa capacité de travailler en groupe, ce qui signifie « devoir soumettre régulièrement l'état d'avancement de ses travaux, de les discuter, de les présenter dans les colloques, d'en faire des articles et d'en voir même les retombées sociales » (Gauthier, 2005 : 7). Selon Gilles Gagné (2005), cette tendance est une contrainte pour les étudiants. Il laisse entendre, à partir d'exemples précis, qu'il n'y a pas de relation positive – voire même qu'il y a une relation inverse – entre financement et diplômation en sociologie, lui permettant d'en conclure que « les étudiants "ont tendance" à faire des études avec un professeur d'Université (*sic*) quand ils le peuvent et à s'associer à des chercheurs partenariaux seulement quand il ne peuvent faire autrement » (Gagné, 2005 : 9).

En somme, les grandes tendances de la production de connaissance prennent forme dans des politiques publiques qui commencent à peine à être efficaces. Néanmoins, le modèle de production de connaissance qui a permis l'institutionnalisation de disciplines telles la sociologie subit aujourd'hui, au Québec comme ailleurs, d'importantes pressions. Le financement de la recherche se transforme et apparaissent de nouveaux critères de décision, et même si le financement privé reste faible les scientifiques sont encore ceux qui le contrôlent de par la position qu'ils occupent dans les grands organismes subventionnaires. Cela est d'autant plus vrai pour les sciences humaines et sociales où le financement privé reste faible. La formation doctorale et les pratiques de diffusion semblent peu affectées pour l'instant, particulièrement en sciences humaines et sociales. Si la collectivisation du

travail de recherche et la co-signature d'article sont en croissance, les lieux de publication sont encore largement nationaux et francophones.

3.3 Le problème spécifique de recherche

Dans les années 1970 et 1980, les sociologues québécois ont surtout étudié le développement et l'institutionnalisation de la discipline sociologique dans les universités francophones du Québec. En ce sens, le champ sociologique québécois est bien connu des chercheurs. Il a fait l'objet d'un programme de recherche soutenu dans les années 1970 et au début des années 1980 avec les travaux de Marcel Fournier et de ses collaborateurs. Il a également fait l'objet de thèses et de nombreux articles, essais, ouvrages collectifs, principalement concentrés dans les années 1980. Toutefois, la sociologie québécoise y est étudiée essentiellement en termes institutionnels ou organisationnels. Ainsi, pour Warren (2003 : 17)

[i]l ne sert à rien de remettre en cause la spécialisation et l'institutionnalisation de la discipline sociologique, puisque ces deux phénomènes demeurent l'évidence pour ainsi dire factuelle de son histoire : celui qui se penche sur l'évolution de l'enseignement supérieur afin d'y compter le nombre de professeurs ou les montants des subventions allouées à la recherche, celui-là est forcé de convenir d'un progrès matériel.

Cette nette primauté accordée à la dimension institutionnelle et organisationnelle de la sociologie québécoise est peut-être due à la grande influence de Bourdieu sur la sociologie de la science pratiquée au Québec, alors que le cadre théorique qu'il propose invite explicitement à délaisser l'étude de la « science toute faite », relevant davantage d'une « épistémologie scientifique de type logiciste » (Bourdieu, 2001a : 12) qui cherche à établir définitivement les conditions de validité de la science, au profit de l'étude de la « science qui se fait ». Bien que les grands thèmes ou les grands paradigmes de la sociologie québécoise soient évoqués et plus ou moins intuitivement connus des sociologues, aucune étude systématique du corpus

sociologique québécois contemporain n'a encore été proposée. Dans cette perspective, Warren (2001, 2003), qui a récemment publié une analyse approfondie de la sociographie québécoise pré-institutionnelle (1886-1955), est le premier à se livrer à un tel exercice au Québec.

Depuis les années 1990, quelques chercheurs délaissent l'étude spécifique de la sociologie pour se tourner vers les disciplines scientifiques et universitaires en général. Ils étudient l'institutionnalisation de la recherche, l'organisation du travail et les pratiques de publication, de même que les politiques scientifiques qui affectent les disciplines en question. Les travaux récents ont permis de faire la lumière sur les transformations qui affectent les différentes disciplines universitaires depuis une vingtaine d'années. On constate des changements au niveau du financement de la recherche et dans les rapports entre l'université, l'État et le secteur privé, qui permettent d'anticiper une inclinaison des pratiques de recherche en faveur des travaux les plus lucratifs, au détriment de la recherche fondamentale.

De plus, on sait, grâce aux chercheurs qui ont continué à étudier spécifiquement la sociologie québécoise, que d'importants changements dans la pratique affectent la discipline. En effet, elle a bien changé depuis les années 1970 : les sociologues eux-mêmes se sont livrés à une forte critique épistémologique et méthodologique de leur discipline susceptible d'en altérer la crédibilité (Rocher, 1998 : 29), tandis que les attentes et les demandes adressées à la sociologie comme à la science en général exercent des pressions de plus en plus importantes. Ainsi, les changements qui affectent actuellement la discipline semblent suffisamment importants pour susciter des inquiétudes⁶¹. Ils ont un impact certain sur la discipline et sur les pratiques de recherche. Toutefois, on ne parvient toujours pas à comprendre les

⁶¹ Le texte de Bernard (2001), qui prend position par rapport à la politique du gouvernement du Québec, qui entend régir les rapports entre l'État et les universités à l'aide de « contrats de performance », est un excellent exemple des inquiétudes manifestées par les sociologues.

liens entre tous ces changements : on connaît peu les impacts réels des transformations du contexte économique et politique sur les pratiques concrètes.

Ce tour d'horizon permet d'insister sur la pertinence d'une analyse de contenu pour éclairer le développement récent des disciplines telles la sociologie. Jusqu'ici, les chercheurs ont étudié et documenté deux des trois grandes dimensions de l'étude d'une discipline : 1) la dimension institutionnelle et organisationnelle; 2) la dimension des facteurs externes à la discipline (politiques publiques, contributions du secteur privé, etc.). La troisième dimension, celle des pratiques et de la production, est beaucoup moins documentée. Les études portant sur cette dimension se sont essentiellement concentrées sur la forme (nombre, lieux, langue de publication, etc.), laissant la sociographie pratiquement inexplorée. L'absence d'analyse de contenu des écrits sociologiques québécois est clairement une lacune à la compréhension de l'évolution de la discipline. Même si Godin et Trépanier (1995) ont insisté sur les promesses d'un tel exercice, la seule étude sociologique qui propose une analyse de la sociographie québécoise est celle de Warren (2003), et elle couvre la période 1886-1955. Dans ce contexte, l'analyse de la production sociologique contemporaine s'avère d'une grande pertinence.

3.4. La question de recherche

Dans un contexte de grandes transformations des modes de production du savoir et de la connaissance, il est pertinent de se demander à quel point, et de quelle manière, les pressions exercées par l'État et le secteur privé sur les disciplines parviennent à transformer ces dernières. Ainsi formulée, la question reste fort complexe et les tentatives de réponses nécessairement partielles. Les outils actuels

ne permettent pas de comprendre de façon satisfaisante l'impact des transformations actuelles dans les rapports entre le champ sociologique et son environnement, qui donnent lieu à de nouvelles pressions. Si les recherches récentes apportent quelques éléments de réponse, on ne sait encore pratiquement rien sur la façon dont ces pressions affectent la production d'une discipline, son *contenu*. Ce constat est particulièrement représentatif des connaissances sur la sociologie québécoise.

En effet, l'étude de la sociographie québécoise contemporaine apparaît clairement comme une lacune à combler. Le terme *sociographie*, pour le distinguer du terme *sociologie*, désigne une dimension de cette dernière qui réfère spécifiquement à l'écriture sociologique, notamment à la publication, qui constitue en quelque sorte la mémoire de la discipline ou « l'histoire accumulée », pour reprendre l'expression de Bourdieu (2001a : 72). La conception de la sociographie proposée ici fait écho à une définition de plus en plus usitée en sociologie qui renvoie à un discours sur le social ou, par extension, à un discours savant sur le social. Cette définition se distingue radicalement de l'acception péjorative qui l'associe généralement à une démarche purement descriptive et empirique, préalable à l'étude proprement sociologique⁶².

Une étude diachronique du corpus sociologique québécois doit permettre de mieux saisir les tendances actuelles qui se dessinent dans cette discipline. Toutefois, il est clair que l'état actuel des connaissances du corpus québécois suggère une étude en termes largement exploratoires. Dans cette perspective, la question spécifique de recherche doit être formulée en termes relativement généraux. Ainsi, cette thèse vise à savoir **quelles sont les transformations qui ont caractérisé le corpus sociologiques québécois depuis son institutionnalisation**. Plus précisément, il s'agit de rechercher, dans le corpus sociographique québécois, des courants, des tendances, des paradigmes ou encore des périodes où s'observent certains accords

⁶² Voir notamment les définitions de Willems (1970 : 268) et de Gresle *et al.* (1994 : 346).

sur les thèmes, méthodes, perspectives théoriques, etc., suffisamment marqués pour laisser des traces significatives dans le vocabulaire, dans le lexique utilisé, dans l'écriture sociologique. Corollairement, il s'agit d'un même élan d'identifier les ruptures, les transitions entre les périodes plus consensuelles.

Au-delà de la stricte chronologie de l'évolution du corpus sociologique, cette thèse a pour objectif d'explorer les liens entre cette évolution et des « événements extralinguistiques » importants, susceptibles d'avoir influencé d'une façon ou d'une autre la production sociographique. Autrement dit, il ne s'agit pas de faire l'histoire de la sociographie québécoise, mais de tenter de comprendre cette évolution historique d'un point de vue sociologique, c'est-à-dire en mettant l'accent sur les facteurs proprement sociaux susceptible d'expliquer cette évolution. La question de recherche peut être formulée dans les termes suivants : **comment la sociographie québécoise a-t-elle évolué et quels sont les processus sociaux et les facteurs externes (sociaux, politiques, économiques, disciplinaires) les plus déterminants de son évolution ?** Évidemment, les facteurs internes et externes qui influencent ou peuvent influencer l'évolution d'un corpus disciplinaire sont trop nombreux, et leur action et leurs interactions sont trop complexes pour formuler étroitement un lien causal ou déterministe entre ces facteurs et le corpus. Cette formulation sera précisée en fonction du cadre théorique et du cadre d'analyse, qui permettent de jauger quels types (sociaux, politiques, etc.) ou niveaux (micro, macro sociaux, etc.) de facteurs sont les plus pertinents pour l'analyse⁶³.

Mais avant de ce faire, il convient d'apporter quelques précisions concernant deux points. Premièrement, le fait de s'interroger sur les facteurs externes les plus influents sur la sociologie québécoise ne revient-il pas à poser la question de l'autonomie de la discipline ? En effet, se trouve ainsi posée la question des

⁶³ Et qui sont réalisables (techniquement, financièrement) dans le cadre de travaux doctoraux.

rapports entre la sociologie et son environnement social, politique, économique, disciplinaire, d'une façon, à bien des égards, assez semblable à la façon dont elle était soulevée par les sociologues québécois dans les années 1970. Fournier, Germain, Lamarche et Maheu (1975 : 121) ont constaté

[qu'] il apparaît beaucoup plus judicieux d'étudier, dans le cadre de l'analyse du degré d'autonomie d'un champ scientifique, les divers mécanismes de médiation par lesquels les scientifiques parviennent à répondre aux diverses (et parfois contradictoires) demandes externes, mais en les retraduisant selon la logique de leur discipline.

La différence essentielle avec cette perspective est qu'il s'agit justement d'éviter de subsumer les relations d'un champ à son environnement, pourtant diverses et complexes, sous le cadre étroit et réducteur de l'autonomie du champ.

La finalité de l'étude du champ sociologique n'est pas de savoir s'il est (relativement) autonome, mais de comprendre son fonctionnement et ses interactions avec les autres champs les plus significatifs pour son évolution historique. Comment s'effectue cet « effet de réfraction » ? Comment les pressions externes sont-elles « retraduites » dans les termes propres au champ ? Comment participent-elles, le cas échéant, de la transformation des rapports de force en son sein ? Et quelles en sont les conséquences sur les pratiques et sur la production sociologique ? Ainsi, les diverses études de l'autonomie du champ sociologique québécois, si elles ne présentent pas d'intérêt quant à leur interprétation en termes d'autonomie du champ, proposent des considérations d'ordre analytique, méthodologique et empirique d'une grande pertinence pour l'élaboration d'un cadre d'analyse sur lesquelles nous reviendrons dans les prochains chapitres.

Deuxièmement, dans quelle mesure la sociologie québécoise est-elle représentative des autres disciplines ou, autrement dit, comment justifier le choix de la sociologie pour étudier les transformations actuelles des modes de production du savoir ? Ces grandes transformations affectent potentiellement toutes les disciplines universitaires, qu'elles soient scientifiques ou non. Dans quelle mesure sera-t-il

possible d'extrapoler, à partir des résultats obtenus à propos de la sociologie québécoise, quant aux autres disciplines ou aux autres contextes nationaux ? En d'autres termes, c'est la représentativité du cas à l'étude ou la validité externe des résultats qui sont en cause et qu'il convient de préciser.

Le choix de la sociologie relève en bonne partie d'un arbitraire, puisqu'il n'y a pas de raison *a priori* de croire qu'une discipline soit plus représentative qu'une autre des grands changements actuels. Ainsi est-il utile de préciser que la sociologie québécoise est d'abord et avant tout privilégiée parce qu'elle est le point de départ de cette recherche doctorale. L'objet d'étude de cette thèse est, tout d'abord, la sociologie québécoise. L'étude des grandes transformations des modes de production du savoir devient sous cet angle une dimension importante de l'étude de la discipline sociologique, au sens où cette dernière est directement affectée, à l'instar des autres disciplines, par le contexte actuel. La sociologie québécoise s'avère sinon représentative, du moins pertinente pour la compréhension des grandes tendances actuelles⁶⁴. À ce titre, cette thèse peut prétendre contribuer significativement à la compréhension des grands enjeux liés aux transformations actuelles dans le domaine de la production du savoir.

3.5 Conclusion

Depuis les années 1990, les recherches sur la science, les sciences sociales et la sociologie au Québec se sont diversifiées. Elles se sont inscrites dans la tendance internationale en s'intéressant aux plus récentes transformations des modes de

⁶⁴ Il y aurait lieu de s'inquiéter du choix du cas de la sociologie s'il y avait des raisons de croire que cette discipline constitue un contre-exemple. Selon toute vraisemblance, s'il n'y a pas de raison spécifique de croire que la sociologie soit un cas significatif, il n'y a pas davantage de raison de croire qu'il s'agisse d'un cas à éviter.

production du savoir. Mais si les thèmes de recherche sont plus variés, c'est encore la dimension institutionnelle des disciplines étudiées qui est à l'honneur. Les pratiques de publication ont fait l'objet d'une attention croissante ces dernières années et on reconnaît désormais l'importance d'une analyse de contenu. Pourtant, personne ne s'est encore livré à un tel exercice pour la sociologie québécoise contemporaine.

L'objectif de cette thèse est d'explorer et de décrire l'évolution du corpus sociologique québécois afin d'en faire ressortir les grandes tendances, et en tenant compte des processus sociaux qui participent de ces dernières. La démarche se veut essentiellement inductive, ainsi elle ne se structure pas autour d'une hypothèse de recherche à être validée empiriquement comme le suggère le modèle hypothético-déductif. Au lieu de construire une stratégie de vérification en fonction d'une telle hypothèse, c'est l'élaboration des cadres théorique, analytique et méthodologique qui permet d'en générer un certain nombre, qui ont pour fonction d'offrir des balises à l'exploration empirique sous la forme de grilles de lecture.

CHAPITRE IV

SOCIOLOGIE DE LA SCIENCE CHEZ KUHN ET BOURDIEU

Au chapitre II, il a été question du fait que les sociologues québécois qui ont étudié leur propre discipline ont tous réduit leur objet d'étude au modèle du champ scientifique, ou du moins l'ont étudiée comme s'il s'agissait d'une discipline scientifique. Il y a été également établi que cette conception *a priori* et cette absence de remise en question du caractère scientifique de la sociologie (québécoise) ne peuvent rendre compte de l'ensemble des dynamiques propres au champ. Forts de ces précautions, il faut néanmoins accepter que l'étude de la sociologie doive se rattacher à la sociologie des sciences. En effet, si les dynamiques propres à la sociologie québécoise ne se réduisent pas à celles du modèle du champ scientifique, elles y correspondent en grande partie. La sociologie des sciences, ou du moins certains de ses courants, propose un cadre théorique et analytique très pertinent pour l'étude de la sociologie québécoise.

4.1 Sociologie de la science

La sociologie de la science est loin d'être un domaine de recherche univoque et consensuel. Sans procéder à un historique systématique, il faut tout de même rappeler que ce courant de recherche s'est tout d'abord structuré aux États-Unis autour des travaux de Robert K. Merton (1942). L'hégémonie de la perspective mertonienne dans les années 1940 et 1950 est ébranlée par la « révolution » kuhnienne, qui oppose l'idée d'une science « si souvent déformée par ce qui est proprement humain » (Kuhn, 1983 : 138) à la conception normative, « idéale » du

système social de la science de Merton. Davantage œuvre de philosophie de la science que de sociologie, *La structure des révolutions scientifiques*, publié au début des années 1960, ouvre la porte à l'étude de la science comme pratique sociale – la « science se faisant » au lieu de la « science toute faite » (Bourdieu, 2001a : 12) – et, par le fait même, à une conception constructiviste et relativiste de la science. Même s'il ne traite pratiquement pas des facteurs externes de l'évolution des sciences⁶⁵ – on pourrait même dire *parce qu'il n'en traite pas*⁶⁶ –, Kuhn favorise l'émergence de la thèse externaliste⁶⁷ jusque dans ses expressions les plus radicales. Centrée sur la notion de « paradigme », l'approche kuhnienne permet de dépasser l'opposition traditionnelle entre l'étude de la science comme système social (par les sociologues) et celle de ses contenus (par les philosophes) (Dubois, 1999 : 39).

Les années suivant la publication de l'essai de Kuhn sont le théâtre d'une grande diversification des approches en sociologie de la science (Dubois, 1999 : 36).

⁶⁵ Kuhn (1983), avec *La structure des révolutions scientifiques*, ouvre la porte à de nombreux chercheurs qui développeront et radicaliseront la thèse externaliste présente dans son essai (Bunge, 1991b : 538-539), au moins de façon latente. Bourdieu (2001a : 37) affirme pourtant que « si l'on s'en tient à la lettre de Kuhn, on découvre une représentation strictement *internaliste* du changement » (italiques dans l'original). En effet, Kuhn (1983) ouvre constamment la porte à la présence de facteurs externes, qu'il ne prend toutefois pas le risque d'intégrer à fond dans son modèle (Dubois, 1999 : 39). Il reconnaît que « la concurrence entre paradigmes n'est pas le genre de bataille qui puisse se gagner avec des preuves » (Kuhn, 1983 : 204), et que « les scientifiques qui adoptent un nouveau paradigme ont chacun leurs raisons (toutes sortes de raisons et, en général, plusieurs à la fois). Certaines [...] sont totalement extérieures à la sphère apparente de la science » (Kuhn, 1983 : 210). En fait, si Kuhn ne l'aborde pas de front, au point même où il pourrait se défendre de le faire, la thèse externaliste est présente, en filigrane, d'un bout à l'autre de son ouvrage.

⁶⁶ Les travaux de Kuhn (1983) ont servi de caution aux déclinaisons les plus radicales de la thèse externaliste (Bunge, 1991b : 538-539), ce qui ne serait peut-être pas survenu s'il avait abordé franchement cette thèse au lieu de la laisser aussi évidemment en suspens.

⁶⁷ « *The externalist thesis in the SS is that context determines content, or even that there is no difference between them : that the ideas, procedures and actions of an individual scientist are determined by his or her social environment or even that the latter "constitute" the former. Because the expressions "social context", "determines", and "constitute" are vague, the externalist thesis can be interpreted in various ways* » (Bunge, 1991b : 537).

Dubois (2001 : 239-240) identifie trois grands courants de recherche qui ont pris forme à partir des années 1970 :

1 / l'étude des déterminants sociaux des contenus de la connaissance scientifique structurée par le célèbre « programme fort » théorisé par David Bloor et, dans une moindre mesure, par B. Barnes; 2 / l'étude de l'émergence des nouvelles disciplines scientifiques proposées pour l'essentiel par les chercheurs regroupés dans l'association PAREX (G. Lemaire, M. Mulkey, D. Edge); 3 / l'étude des pratiques de recherche situées en laboratoire développée par un grand nombre de ceux qui ont contribué, en France, à la fin des années soixante-dix, à la réalisation du bulletin de liaison puis à la revue *Pandore* [F. Billon, M. Callon, B. Latour, M. Mallein].

C'est surtout ce dernier courant aussi appelé « programme socioconstructiviste » (Dubois, 2001 : 240) qui sera au centre des plus vifs débats à partir du milieu des années 1990. Le célèbre canular de Alan Sokal⁶⁸ place les sociologues de la science d'obédience socioconstructiviste sur la sellette, eux qui, à l'instar des tenants de « la nouvelle sociologie des sciences⁶⁹ », faisaient déjà l'objet de sérieuses critiques de la part de philosophes des sciences (Bunge, 1991a; 1991b; 1992). Bunge (1991a) accuse la nouvelle sociologie des sciences de plusieurs maux, entre autres de constructivisme (ou subjectivisme) et de relativisme⁷⁰. Sokal et Bricmont (1997 : 132-147), pour leur part, s'en prennent au « programme fort » et à certains écrits de Bruno Latour, éminent représentant de la nouvelle sociologie des sciences. Ils déplorent les dérives (ou impostures) auxquelles donne lieu le relativisme cognitif prôné par les auteurs influents de ce courant de recherche. Dubois (2001 : 236-237) voit dans cette critique un amalgame réducteur entre la sociologie de la science et les *cultural studies*, plus largement visées par Sokal et

⁶⁸ Voir notamment l'ouvrage de Sokal et Bricmont (1997).

⁶⁹ L'expression « nouvelle sociologie des sciences » désigne « l'ensemble des travaux sociologiques consacrés au processus de recherche scientifique se réclamant soit du programme dit "fort" soit du programme dit "constructiviste" » (Dubois, 2001 : 1).

⁷⁰ Il entend par constructivisme : « *la idea de que el investigador construye no sólo sus ideas y aparatos sino también los hechos mismos, y acaso el mundo entero* » (Bunge, 1991a : 69) et par relativisme : « *la tesis de que no hay verdades objetivas y universales* » (Bunge, 1991a : 69-70).

Bricmont (1997). Il dénonce également l'utilisation apparemment indifférenciée des termes « constructivisme » et « relativisme », ce qui confine le constructivisme dans son pôle le plus radical.

Il ne s'agit pas ici d'intervenir dans ce débat ni de déterminer si ces critiques sont abusives ou si, au contraire, elles mettent effectivement en lumière d'importantes faiblesses de ces programmes de recherches centraux en sociologie de la science. Il faut pourtant insister sur la distinction importante entre relativisme et constructivisme, et sur le fait que ce dernier ne signifie pas que la connaissance scientifique du monde extérieur ne dépend que de la construction du chercheur.

Les critiques de Bunge (1991a; 1991b; 1992) à propos de la nouvelle sociologie de la science sont sérieuses et documentées. En s'attaquant aussi largement à la thèse externaliste, au constructivisme et au relativisme, il est difficile d'imaginer une branche contemporaine de la sociologie de la science qui y échappe. Depuis plusieurs décennies, la sociologie de la science s'est particulièrement intéressée aux déterminants sociaux, externes, de la pratique scientifique, se distinguant en cela des historiens des idées (ou de la science), des philosophes de la science et des épistémologues. Cela va de soi si l'on considère que l'intérêt précis d'une approche sociologique dans l'étude de la science est justement de mettre l'accent sur ce qui relève du domaine social. Sans cet intérêt pour la dimension proprement sociale de l'activité scientifique, y aurait-il vraiment une pertinence pour une *sociologie* de la science ? Est-ce à dire pour autant que les principaux travaux en sociologie des sciences depuis Merton relèvent, selon le mot de Bunge (1991a), de la caricature ?

Aussi pertinentes que soient les critiques de Bunge (1991a; 1991b; 1992), elles s'adressent à une sociologie qui repose sur des conceptions plutôt radicales de l'externalisme et du constructivisme. Bunge (1991a; 1991b; 1992) ne rejette pas complètement ces conceptions, mais en dénonce les expressions extrêmes. Pour cet auteur, il ne s'agit pas de nier que la thèse externaliste puisse expliquer en partie

le développement des sciences, mais elle ne doit pas invalider pour autant la thèse internaliste⁷¹ ni être incompatible avec celle-ci. Bunge (1991a : 70) observe quatre variantes de la thèse externaliste : 1) externalisme modéré local; 2) externalisme modéré global; 3) externalisme radical local; 4) externalisme radical global. Le premier axe distingue une position modérée, où il est surtout question de l'influence qu'exercent certains facteurs externes sur les développements scientifiques, et une position radicale où les idées scientifiques sont déterminées et produites socialement, indépendamment de toute référence à la « nature » ou au « monde extérieur ». Le deuxième axe distingue un externalisme local, où les facteurs externes déterminants relèvent essentiellement de la communauté des scientifiques, et un externalisme global qui considère que le développement scientifique est déterminé, dans une plus ou moins grande mesure, par l'ensemble de la société.

La nouvelle sociologie des sciences que dénonce Bunge (1991a; 1991b; 1992) défend la thèse de l'externalisme radical, surtout dans sa version locale (Bunge, 1991a : 70). L'auteur est beaucoup plus favorable à une approche externaliste modérée locale (M1), qui est celle de Merton, et qui lui apparaît même comme le « complément nécessaire » de la thèse internaliste qui prévaut en histoire des sciences, ces deux thèses pouvant facilement être confondues (Bunge, 1991b : 538). Quant à la thèse externaliste modérée globale (M2), il en propose deux définitions qui la présentent sous un jour plus ou moins favorable. La définition moins favorable associe étroitement la thèse M2 à ses origines théoriques et épistémologiques néomarxistes non seulement en fonction desquelles la société en entier influence le travail scientifique, mais où le contrôle sur la science est d'abord

⁷¹ « L'approche interne la plus pure veut que les idées scientifiques ne se développent complètement que dans l'esprit des hommes de science, et qu'elles ne subissent en rien l'influence des structures sociales qu'elles soient celles de la société en général ou de la science en particulier. [...] En somme, l'approche interne est idéaliste et tournée vers le contenu, dans la mesure où elle attribue le développement scientifique à l'interaction des idées ou à l'intervention des grands hommes » (Mullins, 1975 : 133-134).

externe (social, économique) avant d'être interne (Bunge, 1991a : 70). La seconde définition, beaucoup plus favorable, est la suivante :

moderate global externalism (i.e., M2) postulates that individual scientists do not act on their own but as members of their scientific communities, observing the norms and standards prevailing in such systems, seeking recognition and rewards from their peers, and in most cases following the scientific fashion of the day (Bunge, 1991b : 538).

Ainsi conçue, la thèse externaliste modérée globale semble clairement la perspective la plus fertile en sociologie de la science. Elle permet une prise en compte éclairée des facteurs sociaux de l'activité scientifique tout en maintenant une attitude prudente quant aux rapports de causalité qui peuvent les lier aux contenus scientifiques dont il est question. La thèse modérée locale, mal distinguée de la thèse internaliste, confine à l'étude de la « science idéale » (en opposition à la « science réelle »), proposant une vision de la science que Bourdieu (1975 : 92) qualifie d'« irénique ». C'est justement avec cette vision que l'essai de Kuhn (1983) a permis de rompre. Quant à l'externalisme radical (local ou global), le fait qu'il soit largement, voire totalement incompatible avec la thèse internaliste le place dans une position théorique difficile à défendre. En effet, le fait que la thèse internaliste soit insuffisante en sociologie de la science ne justifie en rien sa disqualification. Ainsi, les critiques formulées par Bunge (1991a; 1991b)⁷² permettent d'éviter certains écueils, dont principalement celui de surestimer le poids causal des facteurs externes comme « déterminants » de l'activité scientifique.

⁷² Il faut comprendre que c'est la thèse externaliste radicale, telle que présentée par Bunge (1991a ; 1991b), et non la « nouvelle sociologie des sciences », qui sert de repoussoir. La nouvelle sociologie des sciences est constituée d'une grande diversité d'écoles, de travaux et d'orientations spécifique qu'il n'est pas lieu de détailler ici, et les critiques de Bunge (1991a ; 1991b) peuvent s'adresser inégalement à chacun d'entre eux.

4.2 Kuhn et les révolutions scientifiques

Le point de départ externaliste modéré global permet de revenir aux travaux de Kuhn. En effet, comme le mentionne Bunge (1991b : 538), « *[s]ome new-style sociologists of science regard Thomas S. Kuhn as a radical externalist and even as an externalist sociologist of science and the father of the NSS⁷³ [...]. But, in fact, Kuhn is a moderate global externalist historian* ».

La perspective kuhnienne repose essentiellement sur quatre concepts : paradigme, révolution scientifique, science normale, et science extraordinaire. Le paradigme est en quelque sorte le véhicule d'une théorie scientifique (Kuhn, 1983 : 155). Il repose sur des lois et des concepts clairs, de même que sur des règles qui explicitent les pratiques légitimes (Kuhn, 1983 : 66-67). Il se définit en deux temps :

[d]'une part, il représente tout l'ensemble de croyances, de valeurs reconnues et de techniques qui sont communes aux membres d'un groupe donné. D'autre part, il dénote un élément isolé de cet ensemble : les solutions concrètes d'énigmes qui, employées comme modèles ou exemples, peuvent remplacer les règles explicites en tant que bases de solutions pour les énigmes qui subsistent dans la science normale (Kuhn, 1983 : 238).

Kuhn (1983 : 155) propose une analogie entre le paradigme et une carte, qui oriente l'exploration de la nature afin qu'elle ne soit pas laissée au hasard. Dans le cas du paradigme, il fournit également les directives qui permettent de réaliser la carte (théorie, méthodes, critères de jugement). Le paradigme doit surpasser les formes d'activités scientifiques concurrentes afin de mobiliser un groupe d'adeptes suffisamment cohérent, et lui fournir une vaste étendue de problèmes à résoudre (Kuhn, 1983 : 29-30). Il permet aux chercheurs d'asseoir leur pratique sur certains acquis, sans avoir à légitimer chaque concept, chaque méthode qu'ils entendent utiliser (Kuhn, 1983 : 41). Le paradigme correspond à ce que Bourdieu (2001a : 73) appelle la représentation dominante de la science, « c'est-à-dire la manière

⁷³ *New Sociology of Science.*

"convenable", légitime, de jouer les règles du jeu » qui fait des dominants les « défenseurs attitrés de la "science normale" du moment » (Bourdieu, 2001a : 73).

Le paradigme fournit des phénomènes et des théories que la science normale tentera d'articuler (Kuhn, 1983 : 47). « Le terme *science normale* désigne la recherche solidement fondée sur un ou plusieurs accomplissements scientifiques passés, accomplissements que tel groupe scientifique considère comme suffisants pour fournir le point de départ d'autres travaux » (Kuhn, 1983 : 29). En somme, la science normale est la science qui se pratique normalement dans un paradigme. Toutefois, il peut survenir, dans le déroulement de la science normale, des anomalies, des sentiments d'échec, voire des crises, qui permettent de définir, par opposition au concept de science normale, celui de science extraordinaire. Les manifestations problématiques de la science extraordinaire peuvent avoir des incidences importantes sur le paradigme si elles ne sont pas résolues :

[l]a prolifération des variantes concurrentes du paradigme, le fait d'être disposé à essayer n'importe quoi, l'expression d'un mécontentement manifeste, le recours à la philosophie et à des discussions sur les fondements théoriques, tous ces signes sont autant de symptômes d'un passage de la recherche normale à la recherche extraordinaire (Kuhn, 1983 : 132).

Il arrive, mais pas nécessairement, que ces manifestations donnent lieu à une révolution scientifique.

Les révolutions scientifiques correspondent au passage d'un paradigme à un autre. Elles constituent en quelque sorte un épisode relativement bref de science extraordinaire qui agit comme transition entre deux périodes distinctes et incompatibles de science normale. Pour Kuhn (1983 : 133), « les révolutions scientifiques sont [...] considérées comme des épisodes non cumulatifs de développement, dans lesquels un paradigme plus ancien est remplacé, en totalité ou en partie, par un nouveau paradigme incompatible ». Les périodes de révolution scientifique sont caractérisées par de fortes discussions épistémologiques et méthodologiques. L'apparition et la récurrence accrue de telles discussions est un

signe avant-coureur de la formation d'un paradigme et d'une révolution (Kuhn, 1983 : 77-78). Kuhn (1983 : 114) constate, à partir de l'histoire de la science, qu'un paradigme n'est jamais abandonné ni falsifié : il n'est rejeté qu'au profit d'un paradigme concurrent qui parvient à le surclasser. Autrement dit, le paradigme prend nécessairement fin dans une révolution.

Selon Bourdieu (2001a : 126-127), « une des particularités des révolutions scientifiques, c'est qu'elles introduisent une transformation radicale tout en conservant les acquis antérieurs ». Ainsi, elles n'instituent pas une rupture complète entre deux univers parallèles, faisant table rase de tout ce qui avait une certaine valeur aux yeux des scientifiques (théories, objets, méthodes, etc.). Elles provoquent des transformations radicales qui ne trouvent leur sens que parce qu'elles s'appuient sur des points d'ancrage qui résistent au changement paradigmatique. Parce qu'elles bouleversent les hiérarchies au sein du champ, les révolutions scientifiques ne peuvent se concrétiser sans la contribution des savants qui maîtrisent le mieux les « acquis de la tradition » (Bourdieu, 2001a : 127) ou, autrement dit, ceux qui possèdent le capital spécifique et occupent les positions dominantes dans le champ.

La faiblesse de la perspective kuhnienne tient au fait qu'elle autorise de nombreuses interprétations. Paradoxalement, il semble que ce soit cette faiblesse qui ait assuré le succès de cette théorie :

[d]u fait de sa richesse, mais également du fait de l'ambiguïté de sa formulation, la théorie kuhnienne a fait l'objet de multiples interprétations. Comme le reconnaissait, non sans regret, Kuhn, le succès social du concept de "paradigme", c'est-à-dire sa diffusion massive dans la communauté des études sociales de la science, s'explique pour une part importante par sa "flexibilité interprétative" (Dubois, 2001 : 44).

Ainsi, la théorie kuhnienne a donné lieu à différentes formes de « réappropriation sociologique », dans des courants de recherche parfois opposés (Dubois, 1999 : 110). La « flexibilité interprétative » dont il est question concernant le concept de

paradigme relève en quelque sorte de l'absence d'une définition claire et univoque⁷⁴. L'objectif de cette thèse n'étant aucunement de s'inscrire de façon déterminante dans les débats autour de l'utilisation des concepts kuhnien, il s'agit de les utiliser avec précaution⁷⁵.

4.3. La théorie des champs de Bourdieu

Si les travaux de Kuhn (1983) sont d'un intérêt certain, ils ne sont pas suffisants pour élaborer un cadre théorique proprement sociologique. En effet, comme le précise Bunge (1991b : 538), Kuhn n'est pas un sociologue et il n'a jamais étudié la science dans une perspective sociologique. Les travaux de Pierre Bourdieu viennent combler cette lacune. La perspective bourdieusienne en sociologie de la science, qui peut être qualifiée à juste titre de constructiviste, ne saurait s'exposer aux critiques de Bunge (1991a, 1991b) sur la nouvelle sociologie des sciences. Ces critiques rejoignent celle de Sokal et Bricmont (1997) et mettent en cause le constructivisme ontologique présent notamment dans les travaux de Latour, Collins, Woolgar et Knorr-Cetina. Bunge (1991a : 71) fait une distinction claire entre le constructivisme épistémologique et le constructivisme ontologique :

casi todos los científicos admiten, explícita o tácitamente, que las teorías y sus constituyentes son contruidos, pero sólo los subjetivistas sostienen que también los hechos mismos son contruidos. Dicho más brevemente : el constructivismo gnoseológico es correcto, pero el ontológico es falso.

Bunge (1991a : 72) est clair sur ce point : le constructivisme épistémologique n'est pas en cause. Le constructivisme duquel se réclame la théorie des champs de Bourdieu est nettement de nature épistémologique. La capacité du champ

⁷⁴ À titre d'exemple, la définition de paradigme (citée plus haut) désigne à la fois un ensemble et une partie de cet ensemble (Kuhn, 1983 : 238).

⁷⁵ Il sera question des précautions à prendre dans l'utilisation des concepts kuhnien dans l'élaboration du cadre d'analyse au chapitre VI (section 6.1.1).

scientifique à produire sa propre légitimation (donc la légitimité de la connaissance qu'il produit) suppose, en théorie, qu'il puisse construire n'importe quelle connaissance sur un objet – y compris une connaissance fausse –, mais non l'objet lui-même.

Ce qui est évident pour le monde physique l'est moins pour le monde social. La ligne de démarcation entre constructivisme épistémologique et constructivisme ontologique apparaît très mince lorsque Bourdieu (2001a : 172) affirme que,

dans le cas des sciences sociales, le « réel » est bien extérieur et indépendant de la connaissance, mais il est lui-même une construction sociale, un produit des luttes antérieures qui, au moins à ce titre, reste un enjeu de luttes présentes. [...] Il faut donc associer une vision constructiviste de la science et une vision constructiviste de l'objet scientifique.

Pour Bourdieu (2001b : 329), « quand il s'agit du monde social, les mots peuvent faire les choses. Mais cela sous certaines conditions sociales ». Ainsi, « la science sociale doit englober dans la théorie du monde social une théorie de l'effet de théorie qui, en contribuant à imposer une manière plus ou moins autorisée de voir le monde social, contribue à faire la réalité de ce monde » (Bourdieu, 2001b : 156). La théorie des champs de Bourdieu propose que la science sociale cherche, en vertu du pouvoir symbolique qui est le sien, à imposer une représentation du monde social. Ce travail sur le sens du monde social a certes des effets structurants, mais il ne crée pas, ontologiquement, le monde social en question.

Dans *Science de la science et réflexivité*, Bourdieu (2001a) précise les modalités en fonction desquelles la théorie des champs s'applique à l'étude des disciplines scientifiques, et en l'occurrence à la sociologie elle-même. Cette théorie ne peut aisément être synthétisée en quelques pages sans porter atteinte aux nuances qui la caractérisent. Sans passer outre ses principaux concepts, il convient d'en faire une présentation parcimonieuse centrée sur l'objectif de ce projet de recherche, pour démontrer en quoi la théorie des champs permet une meilleure compréhension de l'évolution de la sociographie québécoise. D'entrée de jeu, la théorie des champs se

présente comme une façon particulière d'appréhender la pratique sociologique et l'espace d'interaction entre les sociologues. Bourdieu (1994 : 10) en parle d'ailleurs comme d'une philosophie, et le recours au terme de champ par les sociologues de la science, loin d'être arbitraire, est une référence à cette façon spécifique de concevoir l'espace social (Fournier *et al.*, 1975 : 123). Selon Bourdieu (1994 : 10), la théorie des champs se condense en trois concepts fondamentaux : le champ, l'habitus et le capital. Elle repose sur l'idée d'une correspondance entre les structures objectives et les structures incorporées (Bourdieu, 1994 : 10), ou, autrement dit, entre les positions occupées par les agents dans un espace social et leurs dispositions (Martuccelli, 1999 : 118).

Le premier concept, celui de champ, correspond à un espace social qui possède ses propres lois (Bourdieu, 1994 : 159), qui ne doit pas être conçu comme un espace réel mais comme une construction relationnelle (Martuccelli, 1999 : 116). Il s'agit d'un espace structuré de position (Bourdieu, 1984a : 113) qui agit à la fois comme un champ de forces et comme un champ de luttes (Bourdieu, 2001a : 69). Tout d'abord, il est un champ de forces parce qu'il s'impose aux agents qui en font partie (Bourdieu, 1994 : 55) :

un champ est, à la manière d'un champ magnétique, un système structuré de forces objectives, une *configuration relationnelle dotée d'une gravité spécifique* qu'elle est capable d'imposer à tous les objets et les agents qui y pénètrent. Tel un prisme, tout champ réfracte les forces externes en fonction de sa structure interne (Bourdieu et Wacquant, 1992 : 24-25).

Le champ restreint l'espace des possibles qui s'offrent aux agents (Bourdieu, 2001a : 70-71) par la définition d'enjeux et d'intérêts irréductibles à ceux des autres champs (Bourdieu, 1984a : 113-114).

Le champ est également un espace de luttes, de conflits, de concurrence, de rapports de force, dont le principal enjeu est le monopole sur le capital propre au champ en question (Bourdieu et Wacquant, 1992 : 24-25), ou autrement dit une position dominante dans le champ, ce qui augmente la capacité de définir les enjeux

qui y sont légitimes (Mounier, 2001 : 56-57). Les moyens et les fins des différents agents en lutte au sein du champ varient en fonction de leur position relative dans le champ de forces, et les affrontements contribuent à façonner la structure du champ (à la transformer ou à la conserver, selon le cas) (Bourdieu, 1994 : 55). Champ de forces et champ de luttes sont profondément interdépendants :

[l]a structure du champ est un *état* du rapport de force entre les agents ou les institutions engagés dans la lutte ou, si l'on préfère, de la distribution du capital spécifique qui, accumulé au cours des luttes antérieures, oriente les stratégies ultérieures. Cette structure, qui est au principe des stratégies destinées à la transformer, est elle-même toujours en jeu : les luttes dont le champ est le lieu ont pour enjeu le monopole de la violence légitime (autorité spécifique) qui est caractéristique du champ considéré, c'est-à-dire, en définitive, la conservation ou la subversion de la structure de la distribution du capital spécifique (Bourdieu, 1984a : 114).

En somme, un champ se définit de façon analytique

comme un réseau, ou une configuration de relations objectives entre des positions. Ces positions sont définies objectivement dans leur existence et dans les déterminations qu'elles imposent à leurs occupants, agents ou institutions, par leur situation (*situs*), actuelle et potentielle dans la structure de la distribution des différentes espèces de pouvoir (ou de capital) dont la possession commande l'accès aux profits spécifiques qui sont en jeu dans le champ, et, du même coup, par leur relations objectives aux autres positions (domination, subordination, homologation, etc.) (Bourdieu et Wacquant, 1992 : 72-73).

L'étude des champs suppose la recherche des formes toujours spécifiques des luttes (Bourdieu, 1984a : 113), des enjeux, des outils, de la nature et de la distribution du capital qui y sont efficaces (Bourdieu, 2001a : 71-72).

Les agents qui font partie du champ ont en commun des intérêts fondamentaux qui se traduisent en une certaine croyance dans la valeur des enjeux propres au champ. En luttant pour ces enjeux, ils contribuent à produire et à reproduire cette croyance, condition essentielle au fonctionnement du champ (Bourdieu, 1984a : 114-115). Mais encore faut-il qu'il y ait des agents dotés des *dispositions* nécessaires pour jouer le jeu, pour en connaître et en reconnaître les règles, ce que Bourdieu (1984a : 114) nomme « *habitus* ».

L'habitus est un *mécanisme structurant* qui opère de l'intérieur des agents, bien qu'il ne soit à proprement parler ni strictement individuel ni à soi seul complètement déterminant des conduites. L'habitus est, selon Bourdieu, le principe générateur des stratégies qui permet aux agents d'affronter des situations très diverses. Produit de l'intériorisation des structures externes, l'habitus réagit aux sollicitations du champ d'une manière grossièrement cohérente et systématique. [...] Cette structure profonde est une matrice générative historiquement constituée, institutionnellement enracinée et donc socialement variable [...]. L'habitus est un opérateur de rationalité, mais d'une rationalité pratique, immanente à un système historique de rapports sociaux et donc transcendante à l'individu. Les stratégies qu'il "gère" sont systématiques et cependant *ad hoc* dans la mesure où elles sont "déclenchées" par la rencontre avec un champ particulier. L'habitus est créateur, inventif, mais dans les limites de ses structures (Bourdieu et Wacquant, 1992 : 25-26).

L'habitus, système de dispositions acquises, génère des stratégies⁷⁶ (Bourdieu, 1984a : 119-120) plus ou moins déterminées organisées autour de l'opposition entre les dominants et les dominés (Bourdieu, 2001a : 73). Les dominants (autrement appelés *first movers*), qui sont capables d'imposer une représentation du champ favorable à leurs intérêts, mettent généralement en œuvre des stratégies de conservation, alors que les dominés (*challengers*), qui définissent en quelques sortes leurs stratégies en réaction par rapport à celles des dominants, favorisent des stratégies soit de succession ou de subversion (Bourdieu, 1984a : 115 ; 2001a : 73).

Les stratégies des agents sont dépendantes de leur position dans le champ, et cette position détermine et est déterminée par la distribution du « capital spécifique » au sein du champ (Bourdieu et Wacquant, 1992 : 78), défini comme étant

ce qui est efficient dans un champ déterminé, à la fois en tant qu'arme et en tant qu'enjeu de lutte, ce qui permet à son détenteur d'exercer un pouvoir, une influence, donc, d'*exister* dans un champ déterminé, au lieu d'être une simple « quantité négligeable » (Bourdieu et Wacquant, 1992 : 74).

⁷⁶ Il est important de noter que Bourdieu entend par stratégie des trajectoires objectivement orientées, régulières et configurées de façon cohérente, et non les actions rationalisées, calculées et intentionnelles d'un agent en fonction des buts qu'il s'est subjectivement fixé (Bourdieu et Wacquant, 1992 : 29).

Un capital est spécifique au champ dans lequel il est efficient, au sens où il prend sa valeur à l'intérieur des limites de ce champ. Néanmoins, il est convertible, sous certaines conditions, en d'autres formes de capital (Bourdieu, 1984a : 114). Cette conversion relève notamment de la dynamique propre au champ du pouvoir⁷⁷ dans lequel s'insère le champ spécifique.

4.3.1. Le champ sociologique

En grande majorité, les études de la sociologie québécoise, surtout celles qui ont préconisé la perspective de la théorie des champs, ont d'emblée appréhendé le champ sociologique comme un sous-champ du champ scientifique. Nous avons vu au chapitre II que ce parti pris doit faire l'objet de certaines précautions, au sens où si le champ sociologique correspond en partie au modèle théorique du champ scientifique, il ne s'y limite pas. En effet, si on définit, à la suite de Bourdieu, le champ scientifique comme « un univers autonome où, pour s'affronter les uns les autres, les chercheurs doivent abandonner toutes les armes non-scientifiques, à commencer par les armes de l'autorité universitaire » (Bourdieu et Wacquant, 1992 : 153), il n'apparaît pas évident que la sociologie puisse être aussi aisément incluse dans ce champ. Toutefois, cette définition est restrictive : elle semble davantage décrire un champ scientifique idéal que les dynamiques réelles qui y prennent forme.

⁷⁷ Le champ du pouvoir se définit comme « l'espace des rapports de force entre des agents ou des institutions ayant en commun de posséder le capital nécessaire pour occuper des positions dominantes dans les différents champs (économique ou culturel notamment). Il est le lieu de luttes entre les détenteurs de pouvoirs (ou d'espèces de capital) différents qui [...] ont pour enjeu la transformation ou la conservation de la valeur relative des différentes espèces de capital qui détermine elle-même, à chaque moment, les forces susceptibles d'être engagées dans ces luttes » (Bourdieu, 1998 : 353).

À partir d'une démarche empirique plus inductive, Whitley propose une typologie des champs scientifiques (Legault, 1994 : 33 ; Dubois, 1999 : 166-169) qui permet d'inclure la discipline sociologique dans le champ scientifique. Cette typologie, qui distingue sept types, associe la sociologie à l'oligarchie polycentrique, qui se caractérise par un degré élevé d'incertitude technique et stratégique, un degré élevé de dépendance stratégique mais un faible degré de dépendance fonctionnelle. En termes moins théoriques, ce type se caractérise, entre autres, par une faible spécialisation des tâches, une différenciation élevée des écoles et par l'intensité et l'étendue élevée des conflits (Dubois, 1999 : 166-169)⁷⁸. Cette typologie, aussi valable soit-elle pour décrire les déclinaisons spécifiques du champ scientifique, est d'abord et avant tout classificatoire. Ici, l'objectif n'est pas de déterminer si la sociologie (québécoise) appartient ou non au champ scientifique, et encore moins de savoir de quel type spécifique de sous-champ il s'agit, mais de proposer un modèle analytique qui permette de rendre compte de la diversité des pratiques propres au champ sociologique. Le modèle théorique « idéaltypique » du champ scientifique a une portée heuristique nettement plus intéressante dans la mesure où il s'inscrit dans un cadre analytique plus large.

Comme le suggère la théorie des champs, il est préférable de convenir qu'il n'appartient pas à l'analyste de déterminer *a priori* si le champ sociologique constitue ou non un sous-champ du champ scientifique. Les spécificités du champ scientifique conservent toute leur pertinence au sens où elles permettent de comprendre ce qui caractérise au moins en partie le champ sociologique, même si elles ne sauraient rendre compte de l'ensemble des dynamiques du champ. L'analyste ne doit pas simplement chercher la définition particulière du capital scientifique propre au champ sociologique québécois, mais la mettre en perspective avec d'autres formes spécifiques de capital qui peuvent y avoir droit de cité. Rien a

⁷⁸ Pour plus de détails sur cette typologie, voir notamment Whitley (1984) et Dubois (1999 : 166-169.)

priori ne permet de croire que les sociologues québécois cherchent impérativement à définir leur pratique légitime en termes de science, et l'analyste doit rester ouvert à la possibilité que ce ne soit effectivement pas le cas.

4.3.1.1 Le champ scientifique

Le modèle du champ scientifique constitue un point de départ incontournable de l'étude du champ sociologique. Bourdieu (1975 : 91-92) en propose la définition suivante :

[l]e champ scientifique comme système des relations objectives entre les positions acquises (par les luttes antérieures) est le lieu (c'est-à-dire l'espace de jeu) d'une lutte de concurrence qui a pour enjeu *spécifique* le monopole de l'*autorité scientifique* inséparablement définie comme capacité technique et comme pouvoir social, ou si l'on préfère, le monopole de la *compétence scientifique*, entendue au sens de capacité de parler et d'agir légitimement (c'est-à-dire de manière autorisée et avec autorité) en matière de science, qui est socialement reconnue à un agent déterminé (Bourdieu, 1975 : 91-92).

La notion de champ scientifique fait ressortir une forme spécifique d'intérêt propre à la science : l'« intérêt scientifique » (Bourdieu, 1975 : 93). Bourdieu (1975) analyse les pratiques scientifiques à l'aide des termes « intérêt scientifique », « autorité » (ce qui est, dans sa conception, synonyme de « compétence »), « stratégies », « investissements », « profits symboliques », « capital social », etc. Pour Bourdieu (1975 : 95), tous les choix posés par les scientifiques correspondent à « une stratégie politique de placement au moins objectivement orientée vers la maximisation du profit proprement scientifique, c'est-à-dire de la reconnaissance susceptible d'être obtenue des pairs-concurrents ».

Le champ scientifique se caractérise notamment par le type de capital qui lui est propre, le capital scientifique, forme spécifique de capital symbolique ou de capital social, qui peut s'accumuler, se transmettre ou être reconverti selon certaines

conditions, et qui repose sur la croyance et la confiance, c'est-à-dire qu'il relève d'une légitimité socialement reconnue (Bourdieu, 1975 : 95-97 ; 2001a : 70). Ainsi, dans la perspective bourdieusienne, « la science n'a jamais d'autre fondement que la croyance collective dans ces fondements que produit et suppose le fonctionnement même du champ scientifique » (Bourdieu, 1975 : 109). Dans ce champ, il n'y a pas d'instance de légitimation des instances de légitimité, ce qui signifie que toute tentative de légitimation de la pratique scientifique ou d'une forme spécifique de cette pratique est largement tributaire des rapports de force et des luttes au sein du champ ou dans le monde social (Bourdieu, 1975 : 97 ; 2001a : 19). Autrement dit,

la définition de l'enjeu de la lutte scientifique fait partie des enjeux de la lutte scientifique et les dominants sont ceux qui parviennent à imposer la définition de la science selon laquelle la réalisation la plus accomplie de la science consiste à avoir, être et faire, ce qu'ils ont, sont ou font (Bourdieu, 1975 : 96).

Enfin, on reconnaît deux autres caractéristiques spécifiques au champ scientifique. Premièrement, selon Bourdieu (2001a : 72), le champ scientifique se caractérise par une grande quantité d'histoire accumulée, conservée grâce à une mise en forme précise et des pratiques « routinisées », qui font en sorte que, « [...]oin de se déployer en face d'univers sans apesanteur ni inertie, où elles pourraient se développer à loisir, les stratégies des chercheurs sont orientées par les contraintes et les possibilités objectives qui sont inscrites dans leur position » (Bourdieu, 2001a : 72). Deuxièmement, tel que mentionné plus tôt, le scientifique tend à n'avoir comme seuls « clients » que ses propres pairs. Il ne peut compter que sur ceux-ci pour que la qualité de ses produits soit reconnue, alors qu'ils sont justement les concurrents avec qui il rivalise pour le capital scientifique que peut lui procurer, notamment, cette reconnaissance (Bourdieu, 1975 : 95).

Cette dernière caractéristique est l'objet d'une critique très pertinente de la part de Audet (1983 : 78-80). Celui-ci constate tout d'abord que plusieurs membres du champ scientifique produisent, « partiellement ou exclusivement, provisoirement ou

continuellement » (Audet, 1983 : 78), pour des non-producteurs, sans pour autant que soit remise en question la légitimité de leur appartenance au champ scientifique, d'autant plus que

c'est précisément de leur appartenance à un champ scientifique que ces producteurs tirent la légitimité leur permettant de produire pour des non-producteurs, et c'est grâce à ces productions qui les distinguent des non-producteurs qu'ils peuvent demeurer membre du champ scientifique (Audet, 1983 : 78).

Pour Audet (1983), il y a confusion, chez Bourdieu (1975), entre la « reconnaissance du caractère scientifique des œuvres produites »⁷⁹ et l'idée d'une « règle » à laquelle les membres du champ scientifique devraient se soumettre.

Selon ses observations, la règle, si règle il y a, est bien davantage de puiser dans le corpus du champ en question pour alimenter sa production (Audet, 1983 : 79-80), qu'elle soit ou non destinée aux producteurs. En fait, Audet (1983 : 79) propose deux caractéristiques auxquelles on reconnaît les membres d'un champ scientifique : 1) ils contribuent au corpus ; 2) ils puisent dans le corpus pour alimenter leurs propres contributions au corpus.

4.3.1.2 Les disciplines à prétention scientifique

Contrairement au parti pris qui caractérise les études québécoises sur le champ sociologique, Bourdieu (1984b : 159-161) n'inclut pas ce dernier dans le champ scientifique. Dans *Homo academicus*, où il étudie le champ universitaire, Bourdieu

⁷⁹ Audet (1983) met ici le doigt sur le talon d'Achille de la compréhension des rapports du champ à son environnement en terme d'autonomie. Sans revenir sur la question, il importe de préciser que l'idée de « régulation » du champ apporte certains éléments d'analyse intéressants, même si la question de la participation du public à la régulation des pratiques de production n'est pas essentielle à l'analyse des facteurs externes proposée dans le cadre de cette thèse. La question de la régulation de la pratique sociologique est abordée à la section 7.3.4.

(1984b : 160-161) associe la sociologie à ce qu'il nomme « les nouvelles disciplines à prétention scientifique », qu'il situe à la fois dans l'espace de la faculté des sciences et celui de la faculté des lettres et sciences humaines. Dans l'un comme l'autre de ces champs, la sociologie occupe l'espace le plus « impur » (en opposition, par exemple, à une pratique scientifique ou littéraire « pure ») (Bourdieu, 1984b : 159-160). Ces « disciplines à prétention scientifique » (économie, sociologie, ethnologie, psychologie, linguistique, par exemple) se distinguent, dans la faculté des lettres et sciences humaines, des « humanités traditionnelles » (histoire, philosophie, philologie, lettres et autres) qui y occupent le pôle « pur ».

Selon ce modèle théorique, les dynamiques propres au champ sociologique relèvent à la fois du champ scientifique et du champ intellectuel (Bourdieu, 1984b : 99) ou littéraire (Bourdieu, 1984b : 159) mais, dans un cas comme dans l'autre, en n'y correspondant que de façon imparfaite. De plus, il faut comprendre cette double appartenance comme une source importante de tensions au sein du champ sociologique. Pour ce faire, il faut insister sur ce qui distingue les champs scientifique et intellectuel (ou littéraire), qui d'autre part ont beaucoup en commun. L'imperfection avec laquelle s'applique l'un ou l'autre de ces modèles pris isolément relève de l'incompatibilité de certaines de leurs caractéristiques respectives. La différence entre la dynamique propre au champ intellectuel (ou littéraire) et celle du champ scientifique tient essentiellement en deux points.

La première différence repose sur une caractéristique que Bourdieu (1998) attribue plus spécifiquement au champ littéraire. La notion de champ intellectuel, qui permet une sociologie de la création intellectuelle et artistique (Bourdieu, 1966 : 865), recouvre, sans s'y limiter, celle de champ littéraire. La caractéristique dont il est question s'applique d'abord et avant tout au champ littéraire, mais vaut dans une large mesure pour le champ intellectuel. Bourdieu (1998 : 381) définit le champ

littéraire, à l'instar des autres champs, à la fois comme un champ de forces et comme un champ de luttes, où les prises de position prennent la forme spécifique de l'œuvre littéraire. Le champ littéraire s'organise autour d'une opposition fondamentale entre un « sous-champ de production restreinte » et un « sous-champ de grande production » (Bourdieu, 1998 : 356) ou, autrement dit, « entre la production pure, destinée à un marché restreint aux producteurs, et la grande production, orientée vers la satisfaction des attentes du grand public » (Bourdieu, 1998 : 204). Théoriquement, cette distinction n'existe pas dans le champ scientifique, où les « pairs-concurrents » sont les seuls « clients »⁸⁰.

La deuxième distinction renvoie au niveau d'objectivation ou de formalisation du capital en vigueur dans le champ considéré. C'est par analogie avec ce qu'il observe dans l'ensemble des facultés universitaires que Bourdieu distingue ce qui relève d'un « art » de ce qui relève d'une « science ». Chez cette dernière, « les procédures et les procédés de production et d'acquisition du savoir sont objectivés dans des instruments, des méthodes, des techniques » (Bourdieu, 1984b : 84), alors que ce qui relève de l'art « est moins *objectivé*, *formalisé*, et [...] se réduit plus complètement aux dispositions et à l'expérience constitutives d'un *art* qui ne peut s'acquérir qu'à la longue, et en première personne » (Bourdieu, 1984b : 83). En somme, le modèle du champ scientifique suppose un « capital scientifique » et une « compétence scientifique » qui font l'objet d'un haut degré de formalisation et

⁸⁰ On pourrait objecter que la science, dans son pôle le plus pur comme dans le plus impur, entretient toujours une certaine relation avec une quelconque forme de « demande sociale ». Cependant, dans le champ littéraire, le rapport au public est susceptible de jouer un rôle dans la régulation des pratiques, au sens où, dans la mesure où la « qualité » d'une œuvre se mesure à son succès populaire (les grandes œuvres étant nécessairement des best-sellers et vice-versa), la sanction du public, donc de non-membres du champ, devient déterminante dans la distribution du capital spécifique au champ littéraire. Au contraire, ceux qui se réclament des « qualités intrinsèques de l'œuvre » pour en évaluer la valeur se rabattent sur une régulation strictement interne du champ littéraire. À l'inverse, dans le champ scientifique, une telle distinction n'existe pas. D'un point de vue théorique, le succès populaire d'une production scientifique n'est aucunement lié à sa « qualité scientifique ». Autrement dit, la réception sociale d'une théorie scientifique n'est pas significative en regard de sa légitimité ni de la régulation interne du champ scientifique.

d'objectivation, de telle sorte que « la production et la reproduction du savoir [sont] plus propres à faire l'objet d'une acquisition et d'une transmission rationnelle » (Bourdieu, 1984b : 84). Le champ intellectuel (ou littéraire) suppose un capital symbolique et une compétence sociale qui reposent largement sur une « notoriété intellectuelle, plus ou moins institutionnalisée » (Bourdieu, 1984b : 106). La production et la reproduction du savoir y font une large place « à l'expérience sous toutes ses formes et à la connaissance intuitive, fondée sur un long processus de familiarisation » (Bourdieu, 1984b : 84).

De cette double appartenance, il résulte pour le champ sociologique non pas un compromis en termes de degré ou de niveau de formalisation et d'objectivation, mais bien la coprésence de deux logiques qualitativement distinctes. En effet, bien que les procédures et les procédés de la production et reproduction du savoir puissent être plus ou moins formalisés ou objectivés, la différence entre champ scientifique et champ intellectuel (ou littéraire) est, sur ce point, de nature qualitative : elle oppose un champ dans lequel les procédures sont formalisées ou, du moins, « formalisables » (entendu au sens de possibilité technique et normative) et un autre champ dans lequel elles sont, par nature, peu formalisées (elles reposent sur une certaine formalisation, par exemple le langage, d'où l'idée d'un « niveau »). Il y a donc deux logiques distinctes qui cohabitent au sein du champ sociologique, deux types distincts de capital, qui se posent comme autant de principes de légitimation concurrents.

Cette tension constitutive du champ sociologique est absente des analyses qui réduisent ce dernier à un sous-champ du champ scientifique. Elle est pourtant d'une grande importance, d'autant plus qu'elle s'ajoute à une structure de champ déjà complexe. Bourdieu (1984b : 70 ; 2001a : 113-114) identifie une tension analogue dans le champ scientifique entre un capital scientifique et un capital temporel, autrement appelé « capital de pouvoir sur le monde scientifique, qui peut être accumulé par des voies qui ne sont pas purement scientifiques » (Bourdieu, 2001a :

113), et qui repose sur le fait que les stratégies des agents dans le champ scientifiques sont sociales autant que scientifiques. L'analyse doit donc tenir compte de ces tensions inhérentes à la coprésence de principes de légitimation concurrents dans le champ sociologique.

4.4. Pertinence de l'approche théorique

La théorie des champs et celle des révolutions scientifiques sont-elles pertinentes en fonction de l'objectif principal de cette thèse, qui est la description de l'évolution du corpus sociologique québécois et de ses grandes tendances en tenant compte des processus sociaux qui les sous-tendent ? Autrement dit, permettent-elles de préciser la nature théorique du discours⁸¹ (Duchastel, 1993 : 160) ? La description peut aisément se satisfaire de la perspective kuhnienne et donner lieu à une exposition de la succession historique des paradigmes – si tant est qu'il s'agisse vraiment de paradigmes – de la sociologie québécoise et des formes spécifiques de science normale et de science extraordinaire qui y ont eu cours. Toutefois, la recherche sociologique doit mettre l'accent sur la dimension proprement sociale de son objet, ce que permet le recours à la théorie des champs de Bourdieu.

La pertinence de la théorie des champs à l'égard de cet objectif de recherche – celui de la prise en compte des processus sociaux – est beaucoup plus évidente. Le concept de champ permet de comprendre la relation entre l'environnement (social, politique, économique, disciplinaire) dans lequel évolue une discipline et sa production autrement qu'en termes causalistes, comme l'ont proposé les tenants du « programme fort » (Dubois, 1999 : 42-44). Sans nier le rôle des facteurs externes,

⁸¹ La théorie de référence doit fournir la « matrice de représentation et d'interprétation du monde et de la pratique des acteurs sociaux » (Bourque et Duchastel, 1995 : 616) nécessaire à l'analyse du discours.

la théorie des champs suppose que leur influence sur la production scientifique ou sociologique soit médiatisée dans un espace social structuré. La forme spécifique de la production sociologique relève ainsi d'un certain déterminisme, d'une certaine causalité, au sens où on accepte que cette connaissance soit le produit d'un contexte donné. Mais en reconnaissant le rôle d'une pluralité de facteurs externes, médiatisés à travers la structure spécifique du champ sociologique, on ne peut dès lors que reconnaître à cette relation une part certaine de contingence⁸².

En ce qui concerne l'adéquation des deux perspectives théoriques, non seulement n'y a-t-il pas de contradiction majeure entre la théorie des révolutions scientifiques de Kuhn et la théorie des champs de Bourdieu, mais elles possèdent une certaine complémentarité. Ainsi, il ne s'agit pas tant de justifier un tel amalgame que d'en exposer les possibilités. Lorsque Bourdieu (2001a : 37) constate chez Kuhn une « représentation strictement *internaliste* du changement », il faut y voir davantage une incertitude qu'une prise de position théorique radicale. La théorie des champs, par son caractère constructiviste et parce qu'elle est résolument tournée vers l'étude des facteurs sociaux de l'évolution des disciplines scientifiques, est justement ce qui permet de pallier cette insuffisance.

La perspective kuhnienne permet également d'étayer une hypothèse quant à l'évolution des luttes au sein du champ. Le fait que, comme le souligne Bourdieu (2001a : 34), « sa principale contribution est d'avoir montré que le développement de la science n'est pas un processus continu, mais qu'il est marqué par une série de ruptures et par l'alternance de périodes de "science normale" et de "révolutions" », permet une analogie entre l'évolution des paradigmes et l'évolution de la

⁸² Cette idée de « médiatisation » des demandes externes par le champ peut être comprise comme un compromis théorique habile afin de prendre en compte l'ensemble des influences externes possibles dans toute leur diversité, mais en accordant préséance, dans l'analyse, aux facteurs externes les plus immédiats qui imposent cette médiation. Il en résulte un externalisme résolument local, qui, sans les nier, évite de surestimer l'importance causale des facteurs externes globaux dans la « détermination » des contenus scientifiques.

configuration du champ, et une correspondance entre les deux. Autrement dit, d'une part la théorie bourdieusienne suggère que les luttes du champ ont une incidence importante sur l'évolution du corpus. D'autre part, Kuhn observe que cette évolution se caractérise par une succession de paradigmes qui se structurent autour d'un enchaînement irrégulier d'épisodes de science normale et de révolutions. Il semble donc légitime de croire : 1) que les luttes dans le champ se caractérisent par des périodes plus ou moins longues de relative stabilité dans la structure du champ et dans la définition légitime de la pratique, interrompues périodiquement par des ruptures plus ou moins brusques qui provoquent un réaménagement des positions et de la distribution du capital dans le champ ; 2) que la dynamique des luttes dans le champ correspond *grosso modo* à la formation et la succession des paradigmes, qui s'expriment dans le corpus. Ces considérations théoriques supposent qu'une attention particulière soit accordée aux régularités théoriques et méthodologiques qui prennent forme dans les écrits sociologiques, ainsi qu'aux épisodes de révolution, considérés comme autant de marques et de traces de l'action du champ sur le corpus.

4.4.1. Langage, discours et corpus selon la théorie des champs

Le principal mérite de la théorie des champs de Bourdieu en sociologie des sciences est de mettre un accent prononcé sur les processus sociaux à la base de la pratique scientifique, faisant d'un même souffle apparaître l'écrit scientifique comme un produit social, ou du moins comme le produit d'une pratique qui s'inscrit dans cet espace social spécifique, régi par des règles non moins spécifiques, qu'on nomme le champ. Pour l'auteur,

tout acte de parole et, plus généralement, toute action, est une conjoncture, une rencontre de séries causales indépendantes : d'un côté les dispositions, socialement façonnées, de l'*habitus* linguistique, qui impliquent une certaine propension à parler et à dire des choses déterminées (intérêt expressif) et une certaine capacité de parler définie

inséparablement comme capacité linguistique d'engendrement infini de discours grammaticalement conformes et comme capacité sociale permettant d'utiliser adéquatement cette compétence dans une situation déterminée ; de l'autre, les structures du marché linguistique, qui s'imposent comme un système de sanctions et de censures spécifiques (Bourdieu, 1982 : 14).

Au-delà de ces considérations à la fois trop générales et trop spécifiques⁸³ sur le langage, Bourdieu (2001b : 343) aborde plus précisément le discours produit dans le cadre d'un champ tel le champ sociologique, qui se caractérise par une « altération systématique de la langue commune ». Le discours, dont la qualité peut varier en fonction de la compétence de celui qui le produit, se présente comme le fruit d'un compromis entre « l'intérêt expressif » du locuteur, qui cherche à exploiter, en fonction de sa position, la « structure des chances de profit matériel ou symbolique » que lui offre le champ, et une « censure »⁸⁴, régie non pas par une instance explicitement vouée à cette fin, mais par la structure même du champ (Bourdieu, 2001b : 343-344). Autrement dit, la structure du champ génère, chez les agents, un intérêt à produire du discours en liant cette production à des chances de profits et d'amélioration de leur position dans le champ, mais censure également cette production en régissant autant « l'accès à l'expression » que la « forme de l'expression » (Bourdieu, 2001b : 344).

⁸³ Trop générales au sens où Bourdieu (2001b : 343) traite de la « langue commune », en opposition avec ce qu'il nomme les « langues spéciales » des corps de spécialistes ; trop spécifiques au sens où c'est le langage qui est au centre de l'analyse, même si l'auteur le situe d'emblée dans ses conditions sociales de production et de réception, et non le discours comme une dimension parmi d'autres d'un champ donné.

⁸⁴ Bourdieu (2001b : 344) précise : « [l]a métaphore de la censure ne doit pas tromper : c'est la structure même du champ qui régit l'expression en régissant à la fois l'accès à l'expression et la forme de l'expression, et non quelque instance juridique spécialement aménagée afin de désigner et de réprimer la transgression d'une sorte de code linguistique. Cette censure structurale s'exerce par l'intermédiaire des sanctions du champ fonctionnant comme un marché où se forment les prix des différentes sortes d'expression ». Il ajoute : « [l]a censure n'est jamais aussi parfaite et aussi invisible que lorsque chaque agent n'a rien à dire que ce qu'il est objectivement autorisé à dire » (Bourdieu, 2001b : 345).

Dans ce cadre, le discours se présente d'abord et avant tout comme une stratégie encadrée par la structure du champ :

[l]e champ, en tant que structure de relations objectives entre des positions de force, sous-tend et oriente les stratégies par lesquelles les occupants de ces positions cherchent, individuellement ou collectivement, à sauvegarder ou à améliorer leur position et à imposer le principe de hiérarchisation le plus favorable à leurs propres produits (Bourdieu et Wacquant, 1992 : 78).

L'habitus est le principe générateur de ces pratiques, de ces stratégies visant le monopole de la définition dominante de la pratique légitime dans le champ⁸⁵. Il tend à harmoniser les pratiques en fonction de la structure du champ : il « est l'incorporation d'un espace social structuré grâce auquel l'histoire de l'action de chaque agent n'est qu'une spécification de l'histoire et des structures collectives de classe » (Martuccelli, 1999 : 119-120). Il peut être compris comme une grammaire qui génère des pratiques en conformité avec les structures objectives qui l'ont produite (Pinto, 2002 : 51), et il s'ajuste constamment aux conditions de l'action (Mounier, 2001 : 43). Il assure ainsi une contrainte homogénéisante au discours sociologique qui en fait un matériau adéquat pour une analyse de contenu fertile.

La théorie des champs postule une correspondance entre la position de l'agent dans la structure et le point de vue qu'il exprime dans sa production (Albert et Bernard, 2000 : 76). En ce sens, « Bourdieu soutient que les gestes des acteurs d'un champ, y compris leurs pratiques et leurs œuvres, sont déterminés par leur position dans la hiérarchie de leur champ, ou par la position de leur champ dans la hiérarchie des champs scientifiques » (Legault, 1994 : 144). Les chercheurs s'intéressent à des problèmes spécifiques en fonction des chances de profit symbolique qu'ils anticipent. C'est le champ qui assigne aux chercheurs ses méthodes et stratégies scientifiques en fonction de la position qu'ils y occupent (Bourdieu, 1975 : 94-95). Ainsi, la

⁸⁵ Dans le champ sociologique, la forme principale des luttes pour la définition légitime des règles de production de la connaissance sociologique est justement la production de connaissance par la contribution au corpus (Audet, 1983 : 544).

contribution au corpus est « la principale forme d'action par laquelle le contrôle des règles de production et de validité des connaissances peut être obtenu et détenu » (Audet, 1983 : 79).

Le discours est au cœur d'une compréhension du champ :

[l]es productions symboliques doivent [...] leurs propriétés les plus spécifiques aux conditions sociales de leur production et, plus précisément, à la position du producteur dans le champ de production qui commande à la fois, et par des médiations différentes, l'intérêt expressif, la forme et la force de la censure qui lui est imposée et la compétence qui permet de satisfaire cet intérêt dans les limites de ces contraintes. (Bourdieu, 2001b : 345).

Ainsi non seulement y a-t-il dans l'œuvre « des traces de la relation objective (et parfois même consciente) aux autres œuvres » (Bourdieu, 1984a : 116), qui sont un des indices les plus sérieux de la constitution d'un champ, mais les écrits scientifiques participent de l'objectivation de l'histoire même des structures du champ (Bourdieu, 2001a : 72). En d'autres termes : « Les stratégies discursives et les procédés formels trahissent les intentions objectivement inscrites dans les nécessités structurales immanentes à une position, et c'est l'institution qui s'exprime à travers une certaine rhétorique d'établissement » (Bourdieu, 2001b : 329).

À l'instar des autres champs, le champ sociologique n'est pas statique. Sa structure peut être modifiée par la variation du poids relatif des différentes formes de capital (Bourdieu et Wacquant, 1992 : 25). L'écrit sociologique, la publication, en tant qu'outil d'intervention dans le champ, permet une telle modification. Il apparaît ainsi non pas comme un acte désintéressé, simple expression d'une ingénue recherche de la vérité, mais comme une prise de position sur le champ et sur la configuration spécifique des positions qui y prévalent, stratégie en partie déterminée, mais jamais complètement, par cette configuration ponctuelle, et, surtout, qui cherche à agir sur elle, qui agit en fait nécessairement sur elle, mais dans des proportions variables.

En tant que pratique sociologique, l'écriture sociologique infléchit, par sa forme et son contenu, la définition légitime de la pratique sociologique : elle renforce sa légitimité en s'y conformant, ou elle cherche à l'infléchir ou à la transformer en se distanciant, légèrement ou radicalement, des canons du moment. La conformité et la déviance, légères ou radicales, loin d'être soumises à l'arbitraire des agents, témoignent toutes d'un état particulier du champ. Ainsi, le corpus sociologique, qui se révèle à la fois comme extrant d'une configuration ponctuelle et comme intrant d'une configuration potentielle du champ, permet un double accès aux processus sociaux, éminemment dynamiques, qui sous-tendent l'évolution de la sociologie québécoise.

4.5 Conclusion

La théorie des champs de Bourdieu comporte des avantages manifestes en regard du présent travail de recherche : 1) elle s'inscrit dans la lignée des travaux de Kuhn avec lesquels elle est tout à fait compatible; 2) elle peut très bien résister aux critiques adressées aux externalistes et aux constructivistes radicaux; 3) comme cette perspective est déjà largement dominante en sociologie de la science et en sociologie de la sociologie au Québec, cette thèse sera immédiatement compatible et d'emblée en dialogue avec les travaux dans ce sous-champ d'étude; 4) loin d'être confinée à la spécificité d'un objet de recherche (le champ sociologique, par exemple), la perspective bourdieusienne propose un horizon interprétatif très vaste qui repose sur un modèle théorique général de la société. Ce chapitre a permis de préciser la perspective théorique et les différents concepts qui permettent d'arrimer les objectifs de recherche à une stratégie de vérification pertinente. Il s'agit maintenant d'en proposer le cadre méthodologique et analytique.

CHAPITRE V

ANALYSE DU DISCOURS ET SOCIOGRAPHIE QUÉBÉCOISE

Avant même de présenter le cadre d'analyse de cette recherche, et même si cela semble contrevenir à l'ordre logique de la démarche de recherche en sciences sociales (Quivy et van Campenhoundt, 1995), il convient d'en préciser l'orientation méthodologique pour deux raisons. Premièrement, par sa nature, l'objet d'étude de cette thèse, tel que défini au chapitre III, est immédiatement associé à une méthode particulière : l'étude de l'évolution des écrits sociologiques implique une forme ou une autre d'analyse de texte. Même s'il y a de grandes différences entre une démarche herméneutique et une analyse lexicométrique, le choix du matériau empirique est si intimement lié à l'objet de recherche qu'il est beaucoup plus judicieux de définir la nature précise à la fois de la démarche méthodologique et du matériau lui-même, pour ensuite proposer un cadre d'analyse en adéquation tant avec l'objet qu'avec le matériau. Deuxièmement, comme nous l'avons vu au chapitre III, l'état des connaissances sur le corpus sociologique québécois propose une approche largement exploratoire, c'est-à-dire qui ne se limite pas à la vérification d'hypothèses préalablement formulées, tel que le prescrit la démarche hypothético-déductive. Ce faisant, c'est la méthode, avec ses possibilités et ses limites, qui impose ses balises au cadre analytique, et non l'inverse.

Dans le chapitre précédent, les liens théoriques qui démontrent la pertinence d'associer le matériau d'étude que constitue l'écrit sociologique et le cadre interprétatif de la théorie des champs de Bourdieu ont été explicités, l'objectif étant de préciser la nature théorique du discours à analyser. Nous avons vu que la structure du champ agit sur les formes de la production dans le champ et, corollairement, que cette production contient des informations sur le champ en

question. Ainsi, il s'agit maintenant de préciser l'orientation méthodologique en fonction de ce même cadre théorique, afin de tirer profit du matériau dans une juste mesure. En ce sens, une fois l'orientation méthodologique définie, les principes sur lesquels repose la constitution du corpus seront explicités.

5.1 Théorie des champs et analyse de discours

Selon la théorie des champs, il n'apparaît pas d'emblée que l'étude du corpus d'une discipline soit une approche empirique usitée afin de connaître un champ et ce, malgré tous les arguments théoriques en faveur d'une telle entreprise évoqués au chapitre précédent. La théorie des champs suppose une conception particulière du texte, de la production, mais n'accorde qu'une importance marginale au contenu de la production (ou des œuvres) quand vient le temps d'étudier empiriquement un champ. Au contraire, Bourdieu (2001a : 71-72) affirme que la théorie des champs, en plus de proposer des principes généraux de compréhension des univers sociaux, oriente la recherche empirique en l'obligeant à poser certaines questions précises concernant la structure, les enjeux, la nature du capital, sa distribution, etc., spécifiques au champ en question. Pour Bourdieu (1998 : 351),

la science des œuvres [sociologiques] suppose trois opérations aussi nécessaires et nécessairement liées que les trois niveaux de la réalité sociale qu'elles appréhendent : premièrement, l'analyse de la position du champ [sociologique] au sein du champ du pouvoir, et de son évolution au cours du temps ; en second lieu, l'analyse de la structure interne du champ [sociologique], univers obéissant à ses propres lois de fonctionnement et de transformation, c'est-à-dire la structure des relations objectives entre les positions qu'y occupent des individus ou des groupes placés en situation de concurrence pour la légitimité ; enfin, l'analyse de la genèse des habitus des occupants de ces positions⁸⁶.

⁸⁶ Cet extrait s'applique originellement à l'étude du champ littéraire, mais comme le précise Bourdieu (1998 : 352) : « Le lecteur pourra, tout au long de ce texte, remplacer *écrivain* par *peintre, philosophe, savant, etc.*, et *littéraire* par *artistique, philosophique, scientifique, etc.* »

En mettant l'accent sur les processus sociaux inhérents au travail des scientifiques, Bourdieu appelle à délaisser l'étude de la science toute faite pour l'étude de la science se faisant (Bourdieu, 2001a : 12). Pourtant, dans le cadre de cette thèse, l'objectif n'est pas de reconstituer la configuration du champ sociologique québécois ni d'identifier les formes spécifiques du capital qui y sont efficaces en appliquant de façon mécanique les principes méthodologiques inhérents à la perspective théorique bourdieusienne. Ce qui est proposé ici, ce n'est pas l'étude de la sociologie *toute faite*, mais de la sociologie *qui a été faite*. À cette fin s'imposent à la fois le constat que la théorie des champs permet d'appréhender le corpus, et celui selon lequel l'étude du corpus permet d'appréhender le champ comme construction théorique.

5.1.1 Quelques limites et précisions

Le corpus possède une caractéristique qui le démarque des autres matériaux qui pourraient rendre compte de l'évolution du champ : il se présente sous une forme objectivée, celle du texte publié. Le texte publié n'est pas soumis aux avatars des variations temporelles. Il se présente aujourd'hui, peut-être pas dans sa forme mais dans son contenu, exactement comme au moment de sa publication⁸⁷. Les effets de champs, s'ils risquent d'être incomplets, s'y retrouvent à l'état fossilisé. Ainsi, à cause des qualités intrinsèques du matériau et de l'ampleur d'un tel exercice, il semble plus pertinent de souligner les limites d'une analyse du corpus sociologique québécois que de tenter d'y remédier par des compléments empiriques dont

⁸⁷ Certains changements peuvent survenir intentionnellement ou non au fil des rééditions. De plus, le sens du texte peut changer d'une époque ou d'une langue à une autre. Sans les négliger, ces problèmes, particulièrement importants lorsqu'il s'agit de textes traduits ou très anciens, sont plus marginaux dans l'étude de textes plus contemporains. Sans prétendre que le sens y soit donné, fixe et univoque, certains problèmes de nature exégétique ou herméneutique ne se posent pas de façon aiguë ou systématique pour certaines catégories de textes.

l'hétérogénéité serait à elle seule porteuse d'une série de complications méthodologiques.

S'il paraît raisonnable de croire, en fonction de la perspective théorique proposée, que le corpus sociologique ait un lien intime avec la structure du champ, les enjeux, les stratégies, la distribution du capital, la position des agents, etc., il n'est pas évident qu'une étude du corpus permette aisément de révéler l'ensemble de ces aspects. En effet, si la publication est un produit de la pratique sociologique, elle n'en est certainement pas le seul. En ce sens, il est raisonnable de croire que le champ s'inscrive et soit révélé tout autant dans les autres pratiques légitimes en sociologie⁸⁸. L'enseignement et la gestion départementale, par exemple, laissent certes des traces objectives, mais, contrairement au texte publié et dans une très large mesure, ils sont évanescents. Ils peuvent être accessibles via la déposition de témoins privilégiés, mais ces témoignages souffriront nécessairement, ne serait-ce qu'en termes de crédibilité, du caractère différé et rétroactif du matériau en question.

Il est également raisonnable de croire qu'il est possible que certains effets de champ ne s'inscrivent pas dans toutes leurs nuances dans le corpus, voire qu'ils ne s'y retrouvent pas du tout. Les écrits sociologiques ne rendent compte des luttes dans le champ que parce qu'ils en sont le résultat et les armes. Ils n'ont pas pour fonction ou objectif de décrire ces luttes – ils cherchent plutôt à les dissimuler et à masquer par le fait même qu'ils ne sont que le produit d'une pratique qui s'est imposée par l'arbitraire du champ sociologique au détriment d'autres façons de faire *a priori* tout aussi légitimes – mais ils décrivent, malgré eux, la position « victorieuse »,

⁸⁸ Il est très difficile de dresser une liste des « pratiques légitimes » en sociologie ne serait-ce qu'en fonction de la diversité des pratiques professionnelles où les sociologues peuvent intervenir à titre de sociologue, et dont la « légitimité sociologique » ne peut être établie qu'en fonction des rapports de force opérants au sein du champ. En se limitant à cet exemple, il y a habituellement dans la tâche du sociologue universitaire, en plus des activités de recherche, l'enseignement, la gestion départementale et le service à la communauté, qui n'ont parfois que très peu à voir avec la production d'articles ou d'ouvrages sociologique.

dominante, celle qui a réussi à s'imposer dans le champ. Accessoirement – ou accidentellement –, les écrits légitimes peuvent contenir des références explicites aux positions, courants, pratiques auxquels ils se sont opposés puisqu'ils constituent un des moyens par lesquels le type de pratique sociologique dont ils sont le fruit a réussi à s'imposer. Par contre, la présence de telles références est loin d'être nécessaire.

Ainsi, l'analyse du corpus sociologique québécois serait davantage témoin de l'évolution des *pratiques de recherche* de la sociologie québécoise que des pratiques sociologiques dans leur ensemble. En ce sens, la crédibilité du matériau, ne fait aucun doute :

[l]a publication demeure l'extrant principal de la recherche scientifique. Décisif pour l'accumulation du capital scientifique par les chercheurs, l'écrit scientifique constitue à la fois un moyen de communication des résultats de la recherche et un instrument pour enregistrer la propriété intellectuelle. À cet égard, la revue savante, vecteur privilégié pour l'appropriation d'idées nouvelles, fonctionne aussi comme une mesure de reconnaissance et de crédibilité dans le champ scientifique (Godin, 2002 : 466).

Toutefois, si les pratiques sociologiques ne sont pas dans leur ensemble consignées dans le corpus, il ne faut pas, à l'inverse, présumer qu'elles ne peuvent y être. L'analyse du corpus sociologique québécois peut révéler plusieurs informations pertinentes sur la pratique sociologique dans son ensemble grâce aux débats sur la place relative de la recherche et de l'enseignement, par exemple, dans la pratique légitime de la sociologie. Pour deux raisons précises, le discours qui prend place dans la publication peut différer de celui qui s'exprime par l'enseignement, mais pas démesurément. Premièrement, parce que les sociologues sont presque tous, à un moment ou à un autre et dans des proportions variables, à la fois chercheurs, enseignants et administrateurs⁸⁹. Le discours peut varier, parce qu'il n'est pas

⁸⁹ Ce n'est pas nécessairement le cas à l'extérieur de l'université, mais cela fait l'objet d'une précaution méthodologique spécifique lors de la construction du corpus. Voir la section 5.2.3.

soumis à la même forme de régulation, mais il est produit par le même agent, en fonction du même habitus et du même capital. Deuxièmement, parce que la publication ne relève pas nécessairement de la recherche. C'est donc une pratique de sociologue autant qu'une pratique de chercheur.

En somme, la précaution qu'imposent ces considérations est la suivante : le matériau à l'étude, s'il est susceptible de rendre compte de façon crédible de l'évolution du champ sociologique et plus spécifiquement de la définition légitime de la pratique sociologique, ne peut prétendre le faire de façon exhaustive. Pour bien rendre compte de l'ensemble de l'évolution du champ, il faudrait prendre en considération davantage que le seul corpus sociologique. En ce sens, il ne faut pas perdre de vue que cette démarche de recherche n'implique pas de rendre compte de l'ensemble de l'évolution du champ sociologique dans toutes ses dimensions, mais de mettre l'accent sur les processus sociaux qui participent de l'évolution du corpus sociologique. C'est donc en insistant sur l'évolution de la définition de la pratique légitime – parce que le corpus est le fruit d'une pratique soumise à cette définition – et sur la façon dont elle a intégré, par le jeu des luttes, les diverses influences externes, que l'objectif de recherche sera atteint.

5.1.2 La méthode préconisée

L'objectif principal de l'analyse du discours sociologique québécois est de permettre d'étudier les variations significatives dans les pratiques de publication des sociologues québécois. Idéalement, cette analyse pourrait permettre d'établir des liens avec certains facteurs micro ou macro sociaux susceptibles d'avoir influencé les sociologues québécois dans leur production. Il est clair que ces liens doivent être établis avec précaution. Nous avons vu au chapitre précédent l'importance des critiques adressées aux approches qui liaient de façon causale le contenu de la

science à des prétendues déterminations sociales. Nous avons également vu que le champ agit comme médiateur entre ces facteurs externes et les pratiques des agents au sein du champ.

La stratégie la plus pertinente à adopter dans ce contexte est d'établir la chronologie des variations dans le corpus, ce qui témoigne de l'évolution de la pratique légitime dominante propre à chaque période, puis, dans un deuxième temps, de comparer cette chronologie à celle de facteurs micro ou macro sociaux jugés importants. Cette stratégie ne permet pas d'établir de liens causaux, si tant est qu'une telle chose soit possible, mais correspond parfaitement aux objectifs d'une démarche de recherche exploratoire. Il s'agit donc d'abord d'établir quelle méthode d'analyse de texte et quel type de matériau sont les plus efficaces pour faire ressortir les variations significatives dans le corpus, avant d'exposer plus spécifiquement, grâce au cadre d'analyse présenté au chapitre VII, la nature des variations sur lesquelles doivent porter l'investigation.

5.1.2.1 L'approche bourdieusienne : la pragmatique sociologique

Bourdieu (1982) propose, dans *Ce que parler veut dire*, quelques brèves analyses de discours qui prennent la forme d'une pragmatique sociologique. De façon très générale, « la pragmatique, d'inspiration anglo-saxonne à l'origine, à partir de la problématique des actes de langage développe une réflexion sur les normes qui régissent l'activité de langage, sur l'argumentation, les genres de discours, etc. » (Maingueneau, 1991 : 169). Les études de cas proposées par Bourdieu (1982 ; 2001b) en apprennent bien peu sur la méthode d'analyse de discours préconisée. Sous la plume de Bourdieu (1982 ; 2001b), la pragmatique apparaît surtout comme une investigation sur les procédés rhétoriques inhérentes au discours :

[c]autions, autorités, garants, les textes sont naturellement l'enjeu de stratégies qui, en ces domaines, ne sont efficaces que si elles se dissimulent comme telles, et d'abord – c'est la fonction de la croyance – aux yeux de leurs propres auteurs [...]. Il faudrait analyser plus complètement, en chaque cas singulier, ce que sont les intérêts spécifiques de l'interprète, découvreur, porte-parole attiré, commentateur inspiré ou simple répétiteur, selon la position relative que l'œuvre interprétée et l'interprète occupent au moment considéré dans leur hiérarchie respective ; et déterminer en quoi et comment elle oriente l'interprétation (Bourdieu, 2001b : 372-373).

Deux constats s'imposent. Le premier concerne la position des acteurs dans le champ. Si l'écrit sociologique est conçu comme une stratégie, il est clair que l'écrit prendra une forme différente selon la position de l'émetteur dans le champ sociologique. Autrement dit, l'écrit sociologique est susceptible de varier, pour un moment donné, en fonction de la position de son auteur dans le champ. La sélection des textes constituant le corpus à analyser doit tenir compte de cette variable. Corollairement, il est possible de postuler une relative homogénéité des textes produits par les agents occupant une position semblable dans le champ à un moment donné.

De plus, et c'est le deuxième constat, il est important d'insister sur le fait que les stratégies *n'apparaissent pas comme telles*. Dans la mesure où ces stratégies font l'objet de l'investigation, elles doivent donc être détectées par-delà les mécanismes – conscients ou inconscients, implicites ou explicites – qui font en sorte de les occulter. Dans cette perspective, la pragmatique sociologique proposée par Bourdieu (1982 ; 2001b) semble en mesure de rencontrer cet objectif de recherche. Toutefois, il est également possible – et c'est la perspective préconisée dans cette thèse – d'appréhender la stratégie à un niveau plus général en considérant l'écrit sociologique comme une stratégie en soi. Dans cette perspective, il s'agit moins de débusquer, par une herméneutique des procédés rhétoriques, les intentions réelles et objectives des différents agents en fonction de leur position dans le champ, que de comparer les formes historiques qu'a emprunté l'écrit sociologique en tant que stratégie d'action dans le champ sociologique. La pragmatique sociologique

bourdieusienne apparaît donc trop spécifique pour permettre de rencontrer cet objectif. Elle est résolument orientée vers la révélation des « effets du champ » dans le discours, ce qui suppose une approche théoriquement orientée qui, sans nécessairement la rendre impossible, diffère largement de l'approche exploratoire souhaitée.

5.1.2.2 L'analyse de texte (assistée par ordinateur)

À la lumière des travaux de Bourdieu, l'analyse de texte semble une approche méthodologique insuffisante pour l'étude d'un champ, qui ne trouve sa pertinence que dans la mesure où elle permet à l'analyste de retrouver, au-delà du texte, ce qui y a été dissimulé. Dans la mesure où le corpus constitue le seul matériau de recherche, il est difficile d'envisager d'étudier en profondeur le champ sociologique dans son ensemble sur une vaste période. La pragmatique sociologique préconisée par Bourdieu (1982 ; 2001b) repose sur une connaissance *a priori* du champ et, en ce sens, ne suffit pas à en révéler toutes les dynamiques. En envisageant l'étude d'un corpus beaucoup plus vaste, il n'est pas permis d'espérer de tels résultats.

Déceler les régularités et les ruptures suppose en effet que le corpus analysé ait une certaine ampleur. Toutefois, il s'agit de dépasser les analyses quantitatives des pratiques de publication qui mettent l'accent principalement sur le nombre et le type de publications (Godin et Trépanier, 1995 : 469 ; Albert, 1998 ; Godin, 2002). Le caractère exploratoire de la démarche préconisée de même que son caractère diachronique supposent une méthode d'analyse capable de traiter efficacement un large corpus afin d'y déceler des régularités et des ruptures. Victor Armony (2000 : 73) qualifie ce type d'approche d'« extensive » :

[p]ar « extensive », nous nous référons au fait que l'analyse est effectuée sur un corpus que l'on peut considérer comme étant représentatif d'une production discursive totale. Cela veut dire que, à la différence des

approches qui privilégient l'examen en profondeur d'un nombre réduit de pièces jugées hautement significatives, nous favorisons le travail de collecte d'un large nombre de matériaux qui, mis ensemble, constituent un échantillon substantiel du discours que l'on veut décrire. Cette stratégie permet de dépister les régularités et les écarts dans la structure du discours.

L'approche extensive permet la prise en compte d'une quantité de texte suffisante pour rendre possible une analyse diachronique pertinente et significative, afin de déceler les ruptures et les continuités, tout en permettant une analyse de contenu assez substantielle pour cerner la nature des transformations dont il est question.

L'analyse de texte assistée par ordinateur permet de rencontrer ces exigences. Les logiciels d'analyse lexicométrique assurent le caractère « systématique » de la démarche (Armony, 2000 : 73). Ils insistent d'abord sur la dimension quantitative du texte à analyser :

[...]es mots auxquels le locuteur revient de manière récurrente ou « non aléatoire » (c'est-à-dire qu'il utilise plus ou moins fréquemment qu'attendu, dans l'ensemble du discours ou dans ses parties) servent d'indices à la grille sémantique spécifique du discours qu'il produit. La thèse générale implicite à cette perspective veut que, en principe, plus une unité de contenu est répétée, plus forte est l'intention référentielle associée à ce contenu [...]. Le comptage des fréquences d'emploi permet donc d'inférer le système de préférences lexicales du locuteur (Armony, 2000 : 74).

Cette dimension quantitative de l'analyse de texte assistée par ordinateur, qui met l'accent sur les occurrences et les concordances, assure l'efficacité, l'uniformité et la rigueur de la démarche (Armony, 2000 : 74).

Par contre, concernant la sociographie québécoise, la démarche ne peut pas correspondre parfaitement à l'approche extensive telle que l'entend Armony (2000 : 73) au sens où il est impossible de recenser avec un minimum de précision la production discursive totale de laquelle il faudrait tirer un échantillon représentatif. La construction du corpus à analyser ne peut donc pas faire l'économie du jugement

de l'analyste⁹⁰ et, en ce sens, l'analyse ne peut prétendre à une représentativité statistique. Évidemment, ces remarques concernent la construction du corpus et non le type d'analyse qu'on y effectue. Cela n'empêche pas de pratiquer une analyse lexicométrique qui vise « les régularités et les écarts dans la structure du discours » (Armony, 2000 : 73) mais signifie que la validité externe de l'analyse repose sur la qualité de la construction du corpus⁹¹.

La méthode idoine doit donc permettre un compromis efficace entre l'analyse qualitative intensive, telle la pragmatique sociologique, et l'analyse quantitative extensive. De façon générale, l'intérêt de la démarche lexicométrique est accru par le recours à une lecture qualitative qui apporte nuance et précision (Armony, 2000 : 74).

5.2 Le matériau à analyser

La construction du corpus⁹² est certainement l'étape la plus délicate et décisive, puisqu'en dernière instance, c'est sur la qualité du corpus que repose toute la pertinence de l'analyse. Ce sont à la fois la validité interne et la validité externe de la recherche qui sont en jeu. En ce sens, le corpus doit être constitué de façon à répondre aux questions de recherche telles que formulées en fonction du cadre théorique (validité interne) et permettre une analyse et une interprétation dont la

⁹⁰ Le choix de « pièces jugées hautement significatives » ne repose pas nécessairement sur le seul arbitraire du chercheur. Il est possible d'établir certains critères *a priori* et de les appliquer de manière systématique afin d'assurer le caractère reproductible de la démarche.

⁹¹ La question de la représentativité du corpus est abordée dans la section 5.2.1.

⁹² Jusqu'ici, le terme « corpus » a été employé indifféremment pour désigner l'ensemble de la sociographie québécoise ou les seuls textes soumis à l'analyse. À partir de ce point, le terme « corpus » désigne exclusivement la portion des écrits sociologiques qui forment le matériau empirique soumis à l'analyse dans le cadre de cette thèse. Le terme « sociographie (québécoise) » est utilisé pour référer à l'ensemble des publications sociologiques québécoises.

portée s'inscrive de façon significative au-delà des seuls textes étudiés (validité externe) (Gauthier, 1995 : 572). Il s'agit de réduire la « production discursive totale » dans un corpus de façon à rendre l'analyse matériellement possible, en affectant le moins possible la représentativité ou la signification du corpus.

En effet, la sociographie québécoise est trop vaste et trop hétérogène pour faire l'objet d'une enquête exhaustive et efficace. Pour permettre une comparaison entre les différents éléments du corpus, ce dernier doit être constitué dans un « espace de régularités énonciatives » (Beauchemin, 1992 : 159) relativement contraignant. Autrement dit, le corpus s'inscrit à la fois dans un espace de régularités et dans un espace de différences, ce qui permet une comparaison significative entre des sous-corpus⁹³. Il s'agit donc de construire un corpus qui possède une certaine homogénéité, définie en fonction de l'objet d'étude, et certaines différences en fonction desquelles l'analyse prend toute sa pertinence. L'homogénéité du corpus dans les caractéristiques extra-textuelles de ses composantes fournit un certain contrôle sur les variations observées et permet une interprétation des différences. Il convient donc de circonscrire un corpus qui soit suffisamment représentatif du champ sociologique québécois dans son ensemble, mais également dans son caractère spécifique. Ce corpus doit également posséder les qualités sociologiques propres à rencontrer les objectifs de recherche, et être suffisamment homogène pour permettre une étude de contenu pertinente.

⁹³ Le corpus se structure ainsi autour d'un *écart zéro*, qui renvoie à l'homogénéité du corpus quant aux conditions extra-textuelles qui en font un matériau sociologiquement qualifié en fonction d'un objet donné, et d'un *écart systématique* entre les sous-groupes, «qui rend visibles les traces de leurs conditions différentielles de production» (Véron, 1979 : 138).

5.2.1 Corpus représentatif et corpus significatif

L'approche extensive proposée par Armony (2000 : 73) suppose une méthode de construction du corpus qui assure sa représentativité. Le corpus est en fait un échantillon plus ou moins aléatoire tiré à partir d'une « production discursive totale » et les règles de l'inférence statistique permettent de considérer le corpus comme un « échantillon statistiquement représentatif » de cette production totale. Cette méthode de construction du corpus pose d'importants problèmes pour une étude de la production sociographique du champ sociologique québécois. Elle suppose que le chercheur puisse déterminer *a priori* la production discursive totale de laquelle il entend tirer un échantillon. Or, il n'est pas simple de tirer un échantillon dans un champ, surtout si les frontières de ce dernier ne sont pas bien connues. Puisque « la question des limites du champ *est toujours posée dans le champ lui-même* et, par conséquent, n'admet pas de réponse *a priori* » (Bourdieu et Wacquant, 1992 : 75), dresser la liste complète de toutes les publications de tous les sociologues sur une période donnée apparaît comme une tâche fastidieuse sur le plan empirique⁹⁴, mais pratiquement impossible d'un point de vue théorique. Il faudrait pour ce faire *construire* la production discursive totale en plaçant un certain nombre de balises, ce qui s'avérerait au moins aussi compliqué que de construire un corpus en fonction de ces mêmes balises.

Cette deuxième façon de construire le corpus, à partir de « pièces jugées hautement significative » (Armony, 2000 : 73), correspond davantage aux approches méthodologiques intensives telles la pragmatique sociologique. Les textes sélectionnés pour faire partie du corpus sont choisis par le chercheur parce qu'ils

⁹⁴ Cela supposerait de définir et de recenser de façon exhaustive à la fois les auteurs (ce qui constitue déjà une grande difficulté) et leurs publications, sans égard pour le type, le lieu, le moment, le support de la publication, etc. Exclure *a priori* certaines catégories d'auteurs ou de publication par la « définition » restrictive de l'objet d'étude constituerait un expédient qui cherche à masquer l'obligation de recourir à une évaluation du caractère plus ou moins significatif de ces catégories.

sont jugés sociologiquement (et non statistiquement) représentatifs⁹⁵ d'un type de discours ou encore pertinents en fonction d'une problématique de recherche. L'étude de la production sociologique québécoise dans la perspective de la théorie des champs de Bourdieu implique une méthode de construction de l'échantillon qui fait nécessairement intervenir quelques considérations pour le caractère significatif des textes à étudier, mais une telle méthode peut parfaitement être tout aussi systématique et reproductible que celle préconisée pour la construction d'un corpus représentatif. Par contre, un tel échantillon ne sera jamais statistiquement représentatif, puisqu'il est tout simplement impossible de circonscrire la « population » des textes sociologiques de façon suffisamment précise.

Même si une telle opération s'avérait réalisable, un échantillon aléatoire est inapproprié pour obtenir des résultats représentatifs dans l'étude d'un champ : dans cette perspective théorique, il importe de prendre en compte les positions dominantes du champ, beaucoup plus significatives des orientations principales et de la définition de la pratique légitime. Les écrits les plus prestigieux, ceux qui ont été publiés dans les endroits d'où l'on parle avec autorité, sont fortement susceptibles d'être représentatifs de la pratique légitime dominante du moment. En effet, il a été établi au chapitre précédent que ce sont ceux qui occupent les positions dominantes qui possèdent la plus grande capacité à définir les enjeux légitimes, qui imposent leur conception du champ (Bourdieu, 1984a : 115 ; 2001a : 73 ; Mounier, 2001 : 56-57), et que la principale forme des luttes pour la définition légitime des règles de production est la contribution au corpus (Audet, 1983 : 544). Cela ne signifie pas que les dominants ne subissent aucune censure ; au contraire, la

⁹⁵ Sur l'opposition entre représentativité sociologique et représentativité statistique, voir Hamel (1997 : 144).

censure prend forme dans les structures du champ (Bourdieu, 2001b : 343-344), ainsi les dominants sont ceux qui ont le mieux intériorisé la censure⁹⁶.

Or, les dominants sont par définition beaucoup moins nombreux dans le champ que les dominés, et l'échantillon aléatoire a toutes les chances de surreprésenter ces derniers. Dans la perspective bourdieusienne, tirer un échantillon appelle une tout autre stratégie :

Si, dans une étude du champ de la magistrature, vous ne tirez pas le président de la Cour suprême, ou si, dans une étude sur le champ intellectuel en France en 1950, vous ne tirez pas Jean-Paul Sartre, votre champ est détruit, parce que ces personnages marquent, à eux tout seuls, une position. Il y a des positions à une place qui commandent toute la structure (Bourdieu et Wacquant, 1992 : 213).

En effet, les positions dominantes sont statistiquement sous-représentées dans le champ, alors qu'elles sont nettement plus significatives, tandis que les positions dominées, moins significatives, sont statistiquement surreprésentées. Ainsi, il faut impérativement construire l'échantillon en tenant compte des positions dominantes ; ce sont donc les écrits les plus importants des plus importants sociologues qui doivent constituer le corpus.

La méthode de construction du corpus peut reposer sur le jugement du chercheur et néanmoins être systématique et reproductible. Il s'agit de définir *a priori* les critères de pertinence (ce qui est ou non significatif) en fonction du cadre théorique. La première étape consiste à constituer une liste de textes susceptibles de répondre aux critères de pertinence les plus généraux qui soient, sans prétentions à l'exhaustivité, la plus vaste possible en tenant compte à la fois des possibilités offertes par les outils technologiques actuels et des limites matérielles qu'impose une telle démarche. Une fois constituée, cette liste sera raffinée en fonction des

⁹⁶ « Parmi les censures les plus efficaces et les mieux cachées, il y a toutes celles qui consistent à exclure certains agents de la communication en les excluant des groupes qui parlent ou des places d'où l'on parle avec autorité » (Bourdieu, 2001b : 345).

critères de pertinence préétablis jusqu'à ce que le corpus atteigne une taille qui rende l'analyse matériellement réalisable.

5.2.2 Deux stratégies de construction du corpus

Deux stratégies peuvent être envisagées pour construire le corpus : 1) parmi tous les textes publiés, identifier ceux qui sont de nature sociologique, ou 2) identifier tout d'abord des auteurs qui disposent d'un capital sociologique suffisant et ensuite considérer leurs publications. La première méthode pose d'importantes difficultés tant empiriques que théoriques. Sur le plan théorique, il faudrait définir *a priori* ce qu'est la nature sociologique d'un texte, ce qui représente un défi de taille compte tenu du fait que cette définition varie dans le temps et que la différence est parfois ténue, voire inexistante, entre une œuvre sociologique et celles d'autres disciplines des sciences sociales et humaines. Sur le plan empirique, il faudrait recenser l'ensemble des publications québécoises (qui ne se limitent pas nécessairement à ce qui a été publié au Québec), ce qui est matériellement impossible de réaliser.

Outre la question de la nature sociologique des textes à considérer, la question du caractère spécifiquement *québécois* du corpus pose un problème particulier. Nous avons vu précédemment que « fonder la spécificité d'un champ national sur celle de son corpus est à la fois précaire et provisoire » (Audet, 1983 : 535). La spécificité de la sociologie québécoise ne repose pas sur le contenu de sa production mais sur le fait qu'elle est pratiquée au Québec, dans des institutions québécoises, et qu'il existe des postes accessibles aux agents suffisamment pourvus du capital spécifique au champ sociologique québécois. En ce sens, Audet (1983 : 528) propose une importante « distinction entre le caractère national des formes organisationnelles d'un champ comme ses institutions de formation, de gratification et de diffusion, et celui de son corpus ».

En effet, si on peut facilement entendre par « sociologie québécoise » des pratiques concrètes (recherche, enseignement, publication) observables dans des organisations concrètes (départements, centres de recherche, revues) clairement associées à la discipline sociologique et géographiquement situées au Québec, il n'est pas possible d'y voir une discipline qui possède ses propres théories, ses paradigmes, ses concepts, ses méthodes, voire son épistémologie. Autrement dit, ce n'est pas parce qu'elle est pratiquée d'une manière spécifique mais parce qu'elle est pratiquée au Québec qu'elle est québécoise⁹⁷.

Pourtant, nous avons vu que la nationalisation de la sociologie québécoise s'est effectuée notamment à travers l'appropriation de l'objet d'étude que représentait la société canadienne-française. La nationalisation d'un champ renvoie dans un premier temps à la conjonction d'un amalgame relativement contingent de *sources abstraites-formelles*, pour reprendre les termes de Audet (1983), appliqué à des objets *réels-concrets* locaux. En simplifiant, la nationalisation d'un champ périphérique correspond à la conjonction d'une discipline internationale et d'un objet de recherche local. L'étude de la société canadienne-française par les sociologues canadiens-français a permis la nationalisation du champ en consacrant le monopole de ces derniers sur cet objet d'étude. Les sociologues québécois en ont fait un objet de recherche spécifique et légitime.

⁹⁷ Il serait inusité de parler, par exemple, de la « chimie québécoise », alors qu'il existe pourtant des chimistes qui pratiquent la chimie au Québec. Par analogie, les sociologues québécois pratiquent la sociologie (au Québec), non pas la « sociologie québécoise ». À cause de la nature de l'objet sociologique, le fait de pratiquer la sociologie au Québec peut induire certaines spécificités dans les pratiques, les théories, les méthodes et les objets qui vont au-delà de la spécificité que pourrait prendre, pour utiliser le même exemple, la chimie pratiquée au Québec par rapport à celle pratiquée ailleurs dans le monde. Toutefois, c'est d'abord et avant tout sur le caractère national des institutions qui servent d'assises au champ sociologique québécois que repose sa spécificité québécoise, non pas sur les formes ou les contenus de sa pratique.

Ainsi, il est juste d'affirmer que l'attention particulière portée à la société canadienne-française (ou québécoise) comme objet ou terrain de recherche est une caractéristique fondamentale de la sociologie québécoise. Dans la mesure où l'objectif est de circonscrire la production du champ sociologique québécois, mettre l'accent sur les textes qui ont pour objet la société canadienne-française ou québécoise permet assurément de cibler la production qui relève spécifiquement des enjeux et des luttes propres au champ sociologique québécois, mais cela dans la mesure – et à la condition – où il est établi au préalable que les textes dont il est question sont publiés par les agents du champ sociologique québécois.

Ainsi, la seconde stratégie apparaît celle à privilégier : avant de considérer spécifiquement les textes à inclure dans le corpus, il faut tout d'abord déterminer quels sont les auteurs de ces textes. Il s'agit en fait, dans un premier temps, de circonscrire qui sont les sociologues québécois. Proposer une définition conceptuelle du sociologue qui soit suffisamment inclusive pour embrasser la diversité des formes de la pratique sociologique tout en étant opérationnelle dans le cadre de cette thèse ne va pas sans de nombreuses difficultés. Il n'y a pas de titre officiel ni d'ordre professionnel pour marquer le statut de sociologue ou pour en régir l'appellation. Quiconque a obtenu un diplôme en sociologie, quel qu'en soit le niveau, peu se réclamer du titre de sociologue. Pourtant, ce titre est souvent abandonné au profit de plusieurs autres – professionnel de recherche, analyste, fonctionnaire, chercheur, professeur, etc. – lors de l'entrée sur le marché du travail.

Dans le cadre de la théorie des champs, il n'est pas nécessaire de produire une définition du sociologue québécois qui satisfasse à l'ensemble de ses manifestations empiriques, d'autant plus si l'intérêt est porté vers les positions dominantes du champ. Puisque le champ se définit notamment comme un réseau de positions établies objectivement en fonction du capital spécifique qui y est efficient (Bourdieu et Wacquant, 1992 : 72-73), il ne s'agit donc pas de tracer la frontière entre les sociologues et les non sociologues, ce que permettrait une définition, mais

d'identifier qui sont les sociologues considérés comme suffisamment importants pour occuper les positions dominantes dans le champ sociologique québécois à différentes périodes données.

Pour ce faire, il faut tracer les limites d'un « espace de sécurité » au sein même du champ. En gardant une certaine distance avec les frontières présumées du champ, il est possible de circonscrire un espace où l'incertitude quant à l'appartenance au champ est réduite au minimum. Plus précisément, il s'agit de comparer la présomption raisonnable qu'un agent ou un groupe d'agents appartienne au champ sociologique québécois, à la présomption raisonnable qu'il n'en fasse pas partie. En conservant seulement les agents pour lesquels il existe une forte présomption d'appartenir au champ sociologique, il est possible de construire un tel « espace de sécurité » qui, selon toute vraisemblance, doit contenir le cœur du champ, c'est-à-dire les positions dominantes.

Il est certain qu'un tel découpage exclut d'emblée des agents qui occupent certaines positions spécifiques du champ, en l'occurrence les plus marginales ou périphériques. Ainsi, le découpage d'un « espace de sécurité » est susceptible de rapprocher des positions centrales du champ qui monopolisent la définition légitime de la pratique. Les dominés, où se situent les agents à la périphérie du champ que ce découpage tend à exclure, sont numériquement plus nombreux dans le champ, mais la définition légitime de la pratique qu'ils tentent d'imposer reste marginale (sinon elle se rapprocherait du centre et ferait en sorte qu'il ne serait plus possible de douter de leur appartenance au champ). Il est également possible de présumer que les tentatives les plus significatives de remise en question de la domination dans le champ aient un écho suffisant dans l'espace délimité pour y laisser des marques et des traces repérables, du moins dans la mesure de leur signification.

5.2.3 Les « producteurs éligibles »

La première étape consiste à déterminer quelles sont les positions dominantes dans le champ sociologique québécois. Occuper ces positions nécessite et confère un important « capital sociologique ». Il est raisonnable de croire que cette position dominante est celle de professeur universitaire. Il pourrait être fastidieux de démontrer empiriquement cette affirmation au sens où il faudrait définir précisément la nature du capital sociologique et comparer systématiquement différents types de position dans le champ. À l'inverse, il semble raisonnable de croire que les professeurs universitaires occupent ces positions dominantes en tenant compte du fait qu'ils contrôlent le système de production – organismes subventionnaires, revues spécialisées, etc. – et de reproduction – enseignement, établissement des normes d'obtention des diplômes – dans le champ sociologique.

Cela constitue donc les deux premiers critères qui permettent de circonscrire les « producteurs éligibles » des textes qui constituent le corpus : l'auteur doit être 1) professeur (par opposition à chargé de cours, chercheur, etc.) ; 2) universitaire (par opposition à collégial, etc.). S'ajoutent à cela deux autres critères : l'auteur doit être professeur universitaire 3) dans un département de sociologie (par opposition aux sociologues qui travaillent dans d'autres départements) ; 4) au Québec (par opposition aux Québécois d'origine qui travaillent ailleurs dans le monde)⁹⁸.

Le fait que les auteurs doivent pratiquer la sociologie à titre de professeur dans un département de sociologie universitaire québécois exclut non seulement les sociologues d'origine québécoise qui pratiquent à l'étranger, ceux qui œuvrent dans le privé et au gouvernement, mais également ceux qui enseignent dans les

⁹⁸ Ce qui inclut, à l'inverse, les sociologues d'origines étrangères qui travaillent au Québec. Cela dispense d'avoir à vérifier l'origine de chacun des sociologues concernés, origine qui ne constitue pourtant pas un critère d'appartenance au champ sociologique québécois.

institutions collégiales, qui sont affiliés à d'autres départements universitaires ou qui travaillent dans des centres de recherche. Néanmoins, dans chaque cas, la restriction est justifiée. Les sociologues québécois qui pratiquent à l'étranger participent, de façon temporaire ou durable, à un autre champ sociologique. Ceux qui pratiquent dans le privé ou au gouvernement sont fortement susceptibles d'être soumis, dans la régulation de leur pratique, à d'autres impératifs beaucoup plus déterminants que ceux du champ sociologique.

C'est aussi le cas pour les sociologues qui pratiquent dans des institutions collégiales ou dans d'autres départements universitaires, mais dans une moindre mesure. Dans ces dernier cas, il est plutôt probable qu'ils participent aux dynamiques du champ sociologique, mais il est impossible d'en être certain. Il est même tout aussi probable que certains d'entre eux y soient étrangers. Il est donc préférable d'exclure l'ensemble des sociologues qui sont dans ces catégories. Enfin, il est possible que certains professeurs dans les départements de sociologie n'aient pas une formation en sociologie, mais il faut présumer qu'ils ont été embauchés pour pratiquer cette discipline, et que c'est à l'aune des critères propres au champ sociologique que leur pratique sera évaluée. Il n'y a donc pas lieu de les exclure.

L'exclusion des sociologues qui œuvrent uniquement dans des centres de recherche est moins bien justifiée sur le plan théorique. La seule présomption valable est que le contexte multidisciplinaire qui y caractérise souvent la recherche soit susceptible de les affranchir, du moins en partie, de la régulation propre au champ sociologique. Les sociologues qui travaillent dans les départements de sociologie peuvent eux aussi participer à des équipes multidisciplinaires, mais ils sont toujours soumis, en dernière instance, à la régulation départementale. Toutefois, puisqu'ils pratiquent surtout la recherche, ils sont susceptibles de provoquer une surreprésentation de cette dernière dans la définition de la pratique sociologique légitime.

Deux considérations méthodologiques plaident également en faveur de l'exclusion des sociologues œuvrant uniquement dans les centres de recherche. Premièrement, dans ces centres, les sociologues travaillent sous le titre générique de « professionnel de recherche » ou « professeur ». Pour retracer les sociologues parmi l'ensemble des chercheurs des centres de recherche, il faudrait les recenser en fonction de leur formation ou de la nature de leur recherche. La formation fournit habituellement une information précise mais peut être trompeuse quant à la nature des activités de recherche actuelles ou passées du chercheur en question. À l'inverse, les informations sur la nature des travaux en cours sont souvent imprécises et ponctuelles. Elles peuvent être valables pour la période observée mais ne sont pas nécessairement fiables – quand elles sont accessibles – pour des périodes passées. Un tel recensement représente un important travail de recherche pour des résultats incertains. Deuxièmement, il y a un souci d'homogénéité quant au statut des auteurs qui participent au corpus, afin que les disparités au niveau du discours ne puissent être interprétées en fonction de cette différence⁹⁹. Comme tous les autres statuts ont été exclus, il est préférable d'en conserver un seul pour assurer un meilleur contrôle sur cette variable. À cause de sa position dominante dans le champ, le professeur universitaire s'impose.

Un dernier critère renvoie à la langue dans laquelle l'auteur pratique la sociologie. Le champ sociologique québécois est considéré comme francophone, ainsi le département d'attache de l'auteur devra l'être tout autant. Cette restriction n'est pas arbitraire : il y a plusieurs raisons de croire que les sociologues québécois oeuvrant dans les institutions anglophones participent non pas au champ sociologique québécois, mais au champ sociologique canadien, et très peu de croire le contraire.

⁹⁹ Il y a deux options pour étudier les variations dans le discours sociologique : 1) comparer le discours des agents occupant différentes positions dans le champ à un moment donné (analyse synchronique) ; 2) comparer le discours d'agents occupant une position semblable à différents moments (analyse diachronique). Dans un cas comme dans l'autre, une des deux variables (temps, espace social) doit être contrôlée pour assurer la validité de l'explication.

Plusieurs différences distinguent la sociologie francophone de la sociologie anglophone. De façon générale, on observe que les sociologues anglophones sont plus centrés sur l'individu (Bibeau et Maheu, 1980 : 113), qu'ils citent davantage d'auteurs canadiens (Fournier, 1974 : 190), qu'ils sont bien intégrés dans le champ sociologique canadien (Fournier et Maheu, 1975 : 92) et qu'ils «sont virtuellement absents des institutions, réseaux et publications francophones» (Hamel, à paraître : 3). La sociologie francophone quant à elle est tournée vers les phénomènes sociaux globaux (Bibeau et Maheu, 1980 : 113), ses courants et ses objets sont plus diversifiés (Bibeau et Maheu, 1980 : 125), elle manifeste davantage de cohésion et d'engagement (Dofny *et al.*, 1980 : 195) et on y cite davantage d'auteurs étrangers, notamment les auteurs européens (Fournier, 1974 : 190-191).

Il semble en fait que le champ sociologique québécois soit distinct et indépendant du champ sociologique canadien auquel appartiennent les sociologues québécois anglophones. Warren (2005a : 16) classe ainsi les différents départements de sociologie québécois :

le Département de sociologie (sans l'anthropologie) de l'Université Concordia est un département mi-canadien, mi-international ; le Département de sociologie de McGill un département américain et les départements des trois grandes universités franco-québécoises, en vertu de leur composition professorale, des départements tout simplement québécois.

Cela se traduit notamment par une différence importante du territoire de référence dans les travaux des étudiants des cycles supérieurs :

les étudiants gradués (*sic*) de McGill et Concordia tendent à inclure tout le Canada comme cadre d'étude, alors que les étudiants des universités francophones se bornent pour la plupart aux frontières provinciales. Ainsi, plus de 50% des étudiants gradués (*sic*) de l'Université Laval ont situé leurs recherches au Québec et tout près de 50% à l'UQAM et à l'Université de Montréal, contre seulement 21% à Concordia et aucun à McGill (Wilson et Warren, 2005 : 13).

Évidemment, la langue de l'institution à laquelle est affilié un sociologue ne correspond pas nécessairement à la langue dans laquelle il publie ses travaux.

L'institution impose la langue d'enseignement mais pas la langue de travail ou de publication. Néanmoins, sans égard aux pratiques concrètes des agents qui les occupent, les postes de professeur dans les institutions anglophones structurent le champ sociologique canadien alors que ceux des institutions francophones structurent le champ sociologique québécois. Sans prétendre que les agents ne puissent transgresser ces frontières, il est raisonnable de présumer que de tels cas soient exceptionnels¹⁰⁰.

En somme, les producteurs éligibles occupent ou ont occupé un poste de professeur dans un département de sociologie dans une institution universitaire francophone. Il existe trois départements qui correspondent à cette description : le département de sociologie de l'Université Laval, celui de l'Université de Montréal et celui de l'UQÀM. Il s'agit donc dans un premier temps de recenser tous les auteurs qui répondent à ces critères.

5.2.4 Les frontières temporelles

Il s'agit ensuite de préciser la période couverte par l'analyse. Cette période s'étend de la fondation du premier département de sociologie en 1943 jusqu'à 2003, année où le présent travail d'analyse a débuté. On ne peut douter de l'existence d'une pratique sociologique québécoise avant son introduction dans l'institution universitaire en 1943, ce dont témoignent notamment les travaux de Warren (2001,

¹⁰⁰ S'il s'avérait qu'un texte produit par un sociologue anglophone soit incontournable pour la compréhension du champ sociologique québécois, une mesure spécifique prévue dans les procédures de construction du corpus (voir la section 6.5.1) permettrait de l'y inclure. À l'inverse, les écrits d'un sociologue affilié à une institution francophone qui ne contribue pas significativement au champ sociologique québécois seront écartés en fonction des règles de sélection des textes.

2003), mais il n'est pas évident qu'elle se soit inscrite dans l'espace d'un *champ* sociologique québécois à proprement parler. En effet, pour Audet (1983 : 526),

[j]usqu'en 1943, les champs québécois des sciences sociales et de la sociologie se confondaient, en dépit de la Société royale du Canada qui reconnut l'appellation « sociologie » en 1913, de l'usage habituel du terme sociologie par les sociologues catholiques et, plus tard, de l'existence de sections ou d'options de sociologie dans les Écoles de sciences sociales de Montréal et de Québec.

Il est difficile de distinguer précisément dans le temps un champ en émergence d'un champ fraîchement constitué, notamment parce qu'ils se différencient peu sur le plan qualitatif. Néanmoins, Fournier *et al.* (1975 : 126) soutiennent que

[p]our que la réalisation même des fonctions internes du champ scientifique soit possible, il ne suffit pas qu'il y ait des individus qui exercent une activité scientifique, se rencontrent et échangent des informations : il faut que préexistent un ensemble de positions – ou postes – auxquelles les détenteurs d'une compétence spécifique peuvent avoir accès et que soient mis en place des appareils de production, de diffusion et de légitimation.

La création de la Faculté des sciences sociales à l'Université Laval en 1943 permet l'apparition d'un premier département de sociologie francophone, marquant pour la première fois de façon claire la différenciation de la discipline sociologique de la nébuleuse des sciences sociales. Il s'agit d'un événement suffisamment significatif pour y voir l'indice d'un pas important dans la structuration du champ sociologique québécois. Suffisamment significatif pour ne plus douter de l'existence d'un champ sociologique québécois dûment constitué, mais qui aura bien sûr à se consolider et à mieux définir ses relations avec les autres champs. C'est donc sur cette base qu'est située la première frontière du corpus, qui correspond à la constitution du champ sociologique québécois.

Le fait de ne considérer que les textes écrits par des professeurs de sociologie universitaires empêche la prise en compte de textes antérieurs à 1943 puisque de tels postes n'existaient pas dans le système universitaire québécois. Toutefois, ces considérations sur l'importance de la création du premier département de sociologie

dans la structuration du champ sociologique québécois renforcent la certitude quant à la position dominante du professeur universitaire. Le corpus à l'étude sera donc circonscrit dans la période 1943-2003. Cette période est suffisamment étendue pour présumer de la présence de différentes tendances et d'une évolution de la définition légitime de la pratique sociologique.

5.2.5 Les types de publication

Même si le nombre de sociologues occupant une position dominante dans le champ est fini et relativement restreint, il reste impossible de recenser, pour chacun d'eux, l'ensemble de leurs publications. Trop rares sont les sociologues dont la bibliographie a été recensée de façon exhaustive et rendue publique¹⁰¹. Il est inconcevable d'envisager un tel exercice pour chacun de ceux qui ont été retenus comme « producteurs éligibles ». Non seulement cela supposerait-il une charge de travail très importante, mais les disparités dans la disponibilité des informations d'un individu ou d'une époque à l'autre ne pourraient assurer l'uniformité de la démarche. À l'inverse, il convient de circonscire d'abord le type de publication recherché et de lui associer une méthode d'investigation qui puisse s'appliquer de façon systématique pour chacun des auteurs.

Le choix du type de publication doit répondre au même objectif que celui du choix des auteurs, c'est-à-dire celui de circonscire les textes qui représentent le mieux les positions dominantes et les débats centraux dans le champ sociologique québécois. Il s'agit donc de cerner non seulement les publications qui représentent le « lieu d'où

¹⁰¹ On réserve habituellement cet hommage aux auteurs reconnus pour leur contribution exceptionnelle. C'est le cas notamment de Marcel Rioux (Hamel et Forgues, 1992) et Fernand Dumont (Marois, Langlois et Martin, 1995 : 537-554 ; Warren, 1998 : 165-176 ; Langlois, Harvey et Warren, 2001).

l'on parle avec autorité » dans le champ sociologique québécois, mais également celles qui sont les plus susceptibles de représenter ce qui caractérise en propre la sociographie québécoise.

Le type de publication le plus susceptible de rencontrer cet objectif est l'article scientifique¹⁰². Il présente de nombreux avantages : les articles peuvent être analysés en nombre suffisant pour que des tendances puissent être identifiées, ils sont publiés dans des délais relativement courts donc les changements s'y inscrivent assez rapidement, certaines revues sont directement contrôlées par les sociologues québécois et représentent en cela le lieu privilégié des échanges spécifiques au champ sociologique québécois. De plus, en sélectionnant d'abord certaines revues pertinentes, il est simple et efficace de recenser l'ensemble des articles qui y sont publiés par les « producteurs éligibles ».

Mais avant de procéder à cette sélection, il convient d'élargir la recension à un autre type de publication car, si les articles publiés dans les revues scientifiques constituent un matériau d'une grande pertinence, il semble pourtant qu'il ne soit pas le seul type qui doive être pris en compte. En effet, les revues savantes ne constituent pas, en sociologie, la principale source d'information qu'elle est dans d'autres disciplines telles que l'économie. Selon Gingras et Larivière (2005 : 11), qui étudient les pratiques de publication depuis les années 1980,

en sociologie, environs 35% des nouvelles connaissances sont diffusées via l'article scientifique au début des années 1980. Ce pourcentage oscille au cours des 23 années étudiées, sans toutefois passer la barre des 40%. [...] Mentionnons que ces pourcentages, obtenus pour les chercheurs mondiaux, sont tout à fait comparables à ceux obtenus pour le sous-ensemble des chercheurs québécois.

¹⁰² Le terme « article scientifique », malgré la connotation que comporte cette appellation, ne cherche pas à désigner les seuls articles qui répondent aux « canons de la science ». Il est privilégié pour désigner les articles publiés dans des revues savantes en opposition, notamment, à ceux publiés dans des revues d'idées ou des revues destinées au grand public. Dans les termes de Albert (1998), les articles publiés dans les revues savantes correspondent à la production pour producteurs (PP), en opposition avec la production pour non producteurs (PNP).

En fait, « les sociologues sont plus enclins à se servir des monographies qu'ils considèrent comme incontournables pour connaître l'état de la recherche sur un champ donné » (Vultur, 2005 : 12).

Il semble donc nécessaire de prendre en compte les monographies¹⁰³ dans le corpus. Parce qu'elles sont généralement plus longues que les articles, il n'est pas possible d'analyser les monographies en aussi grand nombre. De plus, utiliser à la fois des articles et des monographies pose certains problèmes, l'analyse lexicométrique étant sensible à la longueur des textes analysés. Toutefois, ces problèmes peuvent être surmontés notamment en traitant de façon parallèle les articles et les monographies. Compte tenu de l'importance de ces deux types de publication, il semble beaucoup plus intéressant de les prendre tous deux en compte dans la construction du corpus et d'ajuster l'analyse en conséquence.

5.3 Conclusion

Contrairement à ce qui est usité dans la perspective théorique de la théorie des champs de Bourdieu, cette recherche repose sur une approche empirique lexicométrique. Malgré les difficultés que cela suppose, il est possible de construire un corpus sociologiquement représentatif du champ sociologique québécois en faisant un compromis entre l'approche intensive préconisée par Bourdieu (1982 ; 2001b) et l'approche extensive caractéristique de la lexicométrie. Ce compromis méthodologique permet une analyse extensive d'un large corpus qui ne peut

¹⁰³ Le terme « monographie » prend ici un sens très large, bien au-delà de ce que suppose la méthode monographique, pour englober toute texte publié sous la forme d'un livre. Cette définition sera raffinée au chapitre suivant.

toutefois pas prétendre être statistiquement représentatif d'une production discursive plus large bien définie.

La validité externe du corpus à l'étude repose donc sur les principes sur lesquels se fonde sa construction, qui ont été exposés dans ce chapitre, et sur leur capacité à bien représenter le champ sociologique québécois. Pour ce faire, le corpus sera constitué d'articles et de monographies publiés de 1943 à 2003 par des professeurs de sociologie universitaires, québécois et francophones. Les détails de la construction du corpus restent à définir au chapitre suivant, consacré à la construction et à la présentation du corpus.

CHAPITRE VI

LA CONSTITUTION DU CORPUS

La construction du corpus est une étape décisive de la démarche de recherche car c'est sur celle-ci que repose toute la pertinence de l'analyse. Les premières balises ont été définies dans le chapitre précédent, mais si la période couverte, le type d'auteurs et de publications ont été établis, le corpus reste à construire. La recension des auteurs et la sélection des articles et des monographies constituant le corpus à analyser soulèvent chacun des problèmes spécifiques sur lesquels il convient de porter une attention particulière, parce qu'ils constituent autant de pièges susceptibles de compromettre l'adéquation entre les objectifs de recherche et le matériau empirique, de même que la validité de l'analyse.

Ce chapitre poursuit donc l'objectif de rendre compte de la démarche de constitution du corpus. Les deux premières parties sont consacrées à la recension des auteurs, puis des articles et des monographies. Une fois ces recensions effectuées, les critères de sélection des textes et leurs modalités d'application sont décrits en détail. Ensuite, la quatrième partie décrit la division de la période à l'étude en sous-corpus, de façon à assurer une distribution des textes relativement homogène pour l'ensemble de la période couverte. Enfin, la dernière partie de ce chapitre est consacrée à la présentation des articles et des monographies constituant le corpus final.

6.1 Recension des auteurs

La première étape de la constitution du corpus est celle de la recension des auteurs, ou des producteurs éligibles. Telle que définie au chapitre précédent, cette étape consiste à recenser toutes les personnes ayant occupé un poste de professeur dans un département de sociologie dans l'une ou l'autre des universités francophone du Québec où un tel département existe, à savoir l'Université Laval, l'Université de Montréal et l'UQÀM. La meilleure façon de procéder à une telle recension est de consulter tous les annuaires publiés par chacune de ces institutions universitaires. Les résultats ainsi obtenus ne sont pas parfaits, mais il importe davantage d'assurer le caractère systématique et reproductible de la démarche.

Cette méthode a été préférée à l'utilisation des archives des départements et/ou des services des ressources humaines parce que ces sources se sont avérées incomplètes, voire inexistantes. En effet, les départements eux-mêmes ne conservent pas d'archives sur leur personnel des années antérieures, et les services des ressources humaines ne répertorient généralement les informations sur les employés anciens et actuels que depuis qu'elles sont informatisées, c'est-à-dire assez récemment. Seule l'UQÀM, fondée plus récemment, a pu fournir ces informations sur les professeurs du département de sociologie, mais les données ainsi recueillies divergeaient dans une mesure non négligeable de celles présentes dans les annuaires. Il s'est donc avéré préférable de récolter les données nécessaires à la recension des auteurs à l'aide des annuaires de façon à procéder uniformément pour toutes les institutions.

Le recours aux annuaires des institutions universitaires est la méthode la plus objective et la plus systématique de recenser les personnes y ayant occupé un poste de professeur, mais elle n'est pas parfaite. En effet, cette méthode de collecte ne fournit pas d'information précise sur la date d'embauche, et pas nécessairement d'information sur le type de poste occupé par les personnes identifiées parmi le

personnel enseignant du département. Ainsi, en recensant toutes les personnes figurant sur ces listes, il est possible d'avoir une idée approximative de l'année d'embauche des professeurs et de celle, le cas échéant, de leur départ. Quant au poste occupé, les informations contenues dans les annuaires ne permettent pas toujours de distinguer les professeurs titulaires, agrégés, adjoints, etc., et parfois même les chargés de cours. Il faut aussi prendre en considération que les annuaires sont présentés selon une facture propre à chaque institution, qui peut également varier dans le temps. La collecte des données peut être desservie par les différences ou les changements de facture. Il faut aussi mentionner un cas d'annuaire manquant qui fait en sorte que les données ne sont pas accessibles pour une institution pour une année donnée¹⁰⁴.

6.1.1 Les auteurs ayant connu une carrière de cinq ans ou plus

La recension exhaustive a permis d'identifier 313 personnes ayant occupé un poste de professeur dans un département de sociologie de l'une ou l'autre des institutions universitaires francophones (voir l'annexe A). Toutefois, cette recension peut être raffinée de façon à estomper les imperfections de la méthode de collecte. Ces imperfections peuvent être en partie compensées en ne considérant que les professeurs apparaissant au moins cinq fois dans les annuaires ou, autrement dit, ayant occupé un poste dans un département de sociologie au moins cinq ans¹⁰⁵.

¹⁰⁴ Concrètement, les variations dans la facture des annuaires sont importantes principalement à l'Université Laval dans les années 1940 et 1950, alors que les informations sur les professeurs sont parfois répertoriées par département et parfois par faculté. Un seul annuaire est manquant, celui de l'Université Laval de l'année 1977-1978.

¹⁰⁵ Ces apparitions n'ont pas nécessairement à être consécutives. Dans la très grande majorité des cas, les professeurs considérés apparaissent dans l'annuaire de l'institution qui les emploie pour (au moins) cinq années consécutives, mais ce n'est pas nécessairement le cas. Certaines interruptions plus ou moins prolongées sont observées mais les professeurs concernés ont néanmoins été considérés.

Cela permet de ne tenir compte que des professeurs qui ont occupé un poste de façon relativement durable, étant par le fait même plus susceptibles d'avoir acquis un capital sociologique important et d'avoir d'autant exercé leur influence sur le champ sociologique québécois.

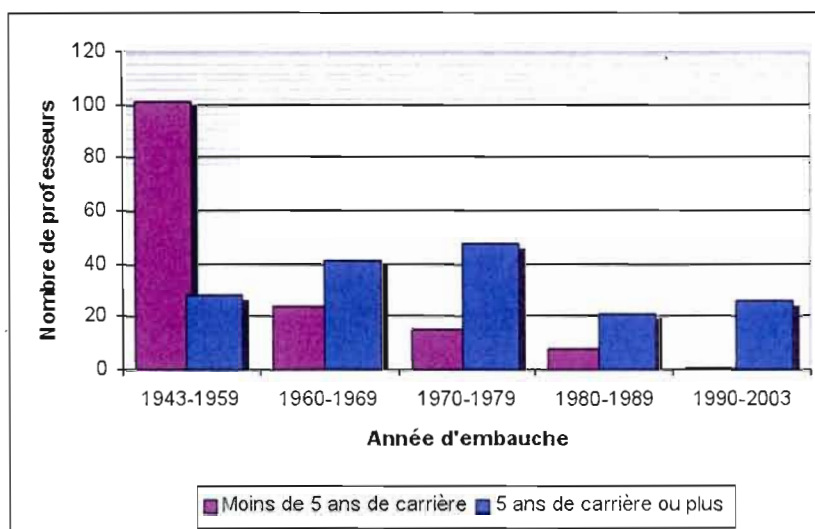
Cette mesure permet d'éliminer près de la moitié des noms de professeurs recensés, principalement dans les premières années où les données sont moins précises (voir le graphique 6.1¹⁰⁶). En effet, sur les 313 professeurs de sociologie recensés, à peine plus de la moitié (164) ont connu une carrière de cinq ans ou plus¹⁰⁷. Toutefois, sur les 149 professeurs ayant connu une carrière de moins de cinq ans, 101 ont été embauchés avant 1960, soit plus des deux tiers (68%). Le graphique 6.1 permet de constater l'évolution du nombre de professeurs embauchés qui connaissent une carrière de moins de cinq ans.

La relation est vraisemblablement exacerbée par des « données aberrantes » pour la période 1943-1959. Le nombre très important de professeurs ayant connu une carrière de moins de cinq ans embauchés dans la période 1943-1959 est probablement exagéré par le fait que les annuaires antérieurs à 1942-1943 n'ont pas été consultés, ce qui fait que bon nombre des professeurs qui apparaissent pour la première fois au début de la période observée ont pu être embauchés bien avant. De plus, les variations dans la facture des annuaires à cette époque, et notamment le fait que les professeurs sont souvent présentés par faculté plutôt que par département, ont probablement accru indûment le nombre de professeurs observés pour cette période.

¹⁰⁶ Tous les graphiques présentés dans les chapitres suivants sont produits à partir des tableaux présentés en annexe. Les données de chaque graphique se trouvent dans le tableau dont la numérotation lui correspond. Le graphique 6.1 correspond au tableau 6.1, les graphiques 8.1a et 8.1b correspondent au tableau 8.1, etc.

¹⁰⁷ Plusieurs professeurs ont connu une autre carrière avant ou après leur passage dans un département de sociologie. Ici, le terme carrière renvoie spécifiquement aux années où un professeur a occupé un poste dans l'un ou l'autre des départements concernés.

Graphique 6.1 : Nombre de professeurs ayant travaillé dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon l'année d'embauche et la durée de la carrière



Néanmoins, la relation persiste même en excluant les données de la période 1943-1959. Elle pourrait alors s'expliquer par des facteurs macroéconomiques, par exemple les variations au niveau de l'emploi, mais probablement aussi en partie par des facteurs administratifs comme l'amélioration des processus d'embauche. Quoi qu'il en soit, les données permettent de confirmer la relation entre l'année d'embauche et la probabilité de connaître une carrière de plus de cinq ans comme professeur; mais s'il est néanmoins possible de proposer quelques hypothèses, les données ne permettent pas d'en identifier ni d'en confirmer les causes.

Il faut noter que, dans certains cas, des professeurs figurant dans les annuaires moins de cinq fois sont considérés comme ayant eu une carrière de cinq ans ou plus pour les fins de l'application de cette règle d'élimination d'auteurs de la liste des producteurs éligibles. Il s'agit, dans un premier temps, des professeurs embauchés en 2000 ou après et qui occupent toujours leurs fonctions à la fin de la période observée. Aucun de ces professeurs ne peut figurer dans plus de quatre

annuaires¹⁰⁸, mais les données présentées dans le graphique 6.1 permettent de présumer qu'ils connaîtront une carrière d'au moins cinq ans. En effet, le taux de défection pratiquement nul dans les cinq premières années de carrière chez les professeurs embauchés depuis le début des années 1990 permet de croire qu'ils y resteront suffisamment longtemps¹⁰⁹.

Cette mesure s'applique aussi à un professeur de l'Université Laval¹¹⁰ qui figure dans quatre annuaires de 1973-1974 à 1976-1977. Puisque l'annuaire de 1977-1978 de l'Université Laval est manquant, il est impossible de savoir si ce professeur y a travaillé pour une cinquième année. Pour pallier à l'absence de l'annuaire 1977-1978 de l'Université Laval, tous les professeurs apparaissant dans l'annuaire de l'année précédente et/ou de l'année suivante de cette même institution sont présumés figurer dans l'annuaire manquant¹¹¹.

Cette mesure s'applique enfin à deux professeurs de l'Université de Montréal qui figurent dans l'annuaire de 1958-1959¹¹². Les données pour le département de sociologie de l'Université de Montréal ne sont disponibles qu'à partir de 1958 même si certaines sources affirment que ce département a été créé en 1954 ou 1955 (voir la section 1.2). Sans traiter les annuaires des années précédant 1958 comme des

¹⁰⁸ En l'occurrence les annuaires 2000-2001, 2001-2002, 2002-2003 et 2003-2004.

¹⁰⁹ Cette mesure concerne dix professeurs : Gérard Duhaime de l'Université Laval; Anne Calvès, Claire Durand, Pierre Hamel et Barbara Thériault de l'Université de Montréal; Rachad Antonius, Victor Armony, Catherine Des Rivières-Pigeon, Marcelo Otero et Éric Pineault de l'UQAM. De fait, ceux-ci étaient tous encore à l'emploi de leur département respectif en 2008.

¹¹⁰ Il s'agit de Pierre Galipeau.

¹¹¹ Cette mesure a une incidence – impossible à mesurer – sur les données concernant l'année d'embauche et la durée de la carrière présentées au chapitre VIII. Elle influence aussi la sélection des textes (voir le critère concernant la date de publication aux sections 6.3.1 et 6.3.2).

¹¹² Il s'agit de Léonard Fournier et Philippe Garigue.

annuaires manquants¹¹³, il est préférable de présumer que ces auteurs aient pu être embauchés avant.

L'application de ce critère permet donc de réduire à 164 le nombre de professeurs recensés (voir l'annexe A). Ce résultat est certainement beaucoup plus fiable, particulièrement en considération de l'objectif de circonscrire les agents du champ sociologique québécois disposant de davantage de capital et occupant les positions centrales du champ. En effet, quelles que soient les raisons pour lesquelles autant de professeurs sont répertoriés dans moins de cinq annuaires, il est raisonnable de présumer que ces professeurs n'aient pas exercé une influence aussi marquée et durable que ceux qui ont occupé un poste pour une durée plus longue. Ainsi, sauf indications contraires, les termes « auteurs » et « professeurs » réfèrent à ce groupe de 164 personnes ayant occupé un poste de professeur dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec pour une durée minimale de cinq ans.

6.2 La recension des articles et des monographies

Les articles et monographies publiés par les 164 auteurs recensés peuvent être très nombreux et, en conséquence, leur nombre peut rendre le travail de recension inutilement fastidieux. Considérant cela, il est plus efficient de définir une stratégie de recension des articles et monographies qui, tout en restant résolument orientée sur les objectifs de recherche, respecte les limites des moyens matériels disponibles. Autrement dit, le désir d'exhaustivité ne doit pas excéder la capacité de mener à bien la recension. En ce sens, il n'est pas pertinent de recenser de façon

¹¹³ Les annuaires des années 1954-1955 à 1956-1957 sont disponibles et ils ont été consultés mais aucune information sur le département de sociologie n'y figurait.

exhaustive les articles écrits par les sociologues québécois, ou encore les revues où ils publient (ou ont publié), même en se restreignant aux publications québécoises. Ces revues sont trop nombreuses et, dans la mesure où ce sont les revues centrales du champ sociologique québécois qui sont les plus pertinentes pour les fins de l'analyse, il convient de procéder, à l'instar de la sélection des auteurs, en traçant un « espace de sécurité » autour des revues susceptibles de présenter le discours dominant dans le champ.

Au Québec, il existe trois revues savantes francophones en sociologie qui relèvent d'un département de sociologie francophone : 1) *Recherches sociographiques* du département de sociologie de l'Université Laval ; 2) *Sociologie et sociétés* du département de sociologie de l'Université de Montréal ; 3) *Cahiers de recherche sociologique* du département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal. En tant que « revues départementales », ces trois publications occupent une position privilégiée dans la sociologie québécoise. Leur affiliation départementale leur confère un caractère officiel, sanctionnant en quelque sorte l'autorité du discours sociologique qui y est publié.

Bien sûr, les sociologues publient des articles dans d'autres revues savantes et dans d'autres types de revues. Certaines revues sont particulièrement fréquentées par les sociologues québécois et bénéficient même dans certains cas d'une « association officielle » à un département de sociologie¹¹⁴. Toutefois, il est très difficile d'identifier des critères objectifs permettant de limiter le nombre de revues au-delà du critère de l'affiliation à un département de sociologie. Assurément, les revues *Recherches sociographiques*, *Sociologie et sociétés* et *Cahiers de recherche sociologique* occupent une position centrale dans le champ sociologique québécois¹¹⁵ et en cela elles se distinguent favorablement par rapport aux autres

¹¹⁴ Par exemple : la revue *Possibles* et la revue *Société*.

¹¹⁵ On pourrait prétendre que les publications dans des revues « internationales » confèrent davantage de « capital sociologique » dans le champ sociologique québécois. Cela

revues. De plus, elles fournissent un matériau suffisamment abondant pour les fins de l'analyse.

Il est possible de recenser dans ces trois revues départementales de sociologie l'ensemble des textes publiés par chacun des 164 auteurs retenus. Cette démarche permet d'identifier 535 articles publiés à partir de 1960. Pour la période allant de 1943 à 1959, à défaut de revues sociologiques départementales, la recension a été effectuée dans d'autres revues locales où les sociologues québécois étaient susceptibles de publier des articles, en l'occurrence les *Cahiers de la Faculté des Sciences Sociales de l'Université Laval*, les *Cahiers du Service extérieur d'Éducation sociale*, *Contribution à l'étude des sciences de l'homme*, *Culture et Hermès*. Cela n'a toutefois permis d'identifier que 15 articles¹¹⁶. Pour chaque article recensé, des données sont collectées à partir des informations bibliographiques présentées dans le sommaire ou la table des matières de chaque numéro de revue concerné¹¹⁷.

La recension des monographies pose moins de difficulté puisqu'il existe différents moteurs de recherche permettant cette recension. Même si aucun n'est exhaustif, les moteurs de recherche les plus efficaces et les plus adaptés à la démarche de recherche sont certainement ceux des bibliothèques universitaires. Il s'agit donc d'utiliser les moteurs de recherche des bibliothèques de chacune des trois universités desquelles proviennent les auteurs retenus¹¹⁸ et de compiler pour chacun

s'explique par le fait que le champ sociologique québécois est un sous-champ du champ sociologique international et que le capital acquis dans le champ sociologique international y a d'emblée une grande valeur.

¹¹⁶ Cette démarche s'est avérée insuffisante pour la recension d'articles pour la période 1943 à 1959, période pour laquelle des procédures exceptionnelles de sélection des textes ont été appliquées (voir les sections 6.4.1 et 6.5.6). Les articles recensés ont néanmoins été conservés pour des fins statistiques.

¹¹⁷ Des statistiques sur ces données sont présentées au chapitre VIII.

¹¹⁸ Les moteurs de recherche sont les suivants : 1) *Ariane* de l'Université Laval (adresse : <http://www.bibl_ulaval.ca/mieux>) ; 2) *Atrium* de l'Université de Montréal (adresse : <<http://www.bib.umontreal.ca>>) et 3) *Badadug Manitou* de l'Université du Québec à Montréal (adresse : <<http://www.bibliotheques.uqam.ca>>).

d'eux l'ensemble des notices qui y apparaissent. Cette procédure ne peut assurer l'exhaustivité de la recension puisque la présence des notices est tributaire de la qualité des collections des bibliothèques, mais le fait de croiser les résultats de trois moteurs différents permet de croire que tous les écrits importants s'y retrouveront¹¹⁹. Sans être parfaite, cette méthode de recension a le mérite d'assurer le caractère systématique et reproductible de la démarche.

Chacun des 164 auteurs a donc fait l'objet d'une recherche dans chacun des trois moteurs de recherche et toutes les notices obtenues ont été compilées. Certaines notices ont pu être éliminées d'emblée en fonction de critères qui ne présentaient aucun intérêt statistique¹²⁰. La plupart des informations nécessaires à la sélection des monographies ont pu être récoltées à l'aide des notices bibliographiques mais dans environ 10% des cas, une consultation du document physique s'est avérée nécessaire pour vérifier des informations douteuses, contradictoires ou incomplètes. Ces vérifications étant fastidieuses, le nombre de notices élevé (près de 2000 au départ) ne permettait pas qu'elles soient appliquées de façon systématique, et ce même si certaines erreurs ont été constatées sur les notices lors de la comparaison de certains documents physiques. La qualité des données est donc en bonne partie directement tributaire de l'information contenue dans les notices bibliographiques¹²¹.

¹¹⁹ En fait, il serait même raisonnable de croire que les écrits les plus importants soient ceux qui se retrouvent sur chacun des trois moteurs de recherche. Toutefois, à ce stade de la démarche, il n'est pas nécessaire d'utiliser ce critère de discrimination. Le fait de croiser les trois moteurs de recherche vise au contraire à être le plus exhaustif possible afin d'utiliser ces données pour certaines comparaisons.

¹²⁰ L'objectif étant de considérer les monographies produites par les auteurs sélectionnés, il s'agit principalement des notices référant à des documents non écrits, des doublons et des cas évident d'homonymie. Voir la section 8.4.3 pour plus de détails.

¹²¹ L'information contenue dans les notices bibliographiques est la meilleure information disponible qui permette l'économie d'une vérification manuelle de l'ensemble des notices. Toute information collectée sur les notices devant éventuellement mener à l'exclusion d'une monographie lors de la constitution du corpus doit être exempte d'ambiguïté. Si l'ambiguïté empêche d'identifier correctement une caractéristique pouvant exclure une notice, celle-ci sera conservée. Si la notice en question n'est pas exclue pour une autre raison à une autre étape, une vérification sera effectuée en aval du processus de constitution du corpus.

La collecte de données sur les monographies a été rendue plus difficile par la non-correspondance de certaines catégories d'un moteur de recherche à l'autre. En effet, si la plupart des rubriques sont communes à toutes les bibliothèques, la manière d'enregistrer certaines informations varie de façon parfois assez importante. En revanche, dans la plupart des cas, les notices étaient communes à plus d'un moteur de recherche. Le cas échéant, les informations ont pu être confirmées.

6.3 Les critères de sélection des textes

Un certain nombre de critères de sélection sont appliqués à l'ensemble des textes recensés afin de ramener le corpus à une dimension raisonnable pour les fins de l'analyse. Ces critères sont d'abord décrits ici dans leur application générale. Certains critères sont observés systématiquement et avec précision mais d'autres font l'objet de davantage de souplesse¹²². Certains critères sont appliqués de façon dichotomique, c'est-à-dire qu'ils supposent l'exclusion catégorique d'un écrit qui ne correspond pas parfaitement au critère en question, alors que d'autres installent une hiérarchie entre des textes qui correspondent plus ou moins bien au critère en question, mais qui ne sont pas exclus automatiquement pour autant. La façon précise dont les critères sont appliqués, de même que les résultats de la sélection, sont présentés dans la section 6.5. Il s'agit d'abord de préciser la nature des critères et les raisons théoriques et méthodologiques de leur présence.

¹²² Le cas échéant, la principale raison de cette souplesse est que l'application stricte du critère en question suppose un coût élevé pour une efficacité à peine supérieure, mais surtout non nécessaire.

6.3.1 Les articles

Les critères à appliquer pour la sélection des articles sont les suivants : 1) nombre de pages ; 2) type d'écrit ; 3) autres auteurs ; 4) date de publication ; 5) territoire de référence.

1) Nombre de pages : tous les articles doivent compter au moins 10 pages. Ce critère permet d'éliminer des textes insuffisamment substantiels et d'assurer par le fait même une certaine homogénéité entre les articles. Ce critère fait l'objet d'une application souple au sens où, le format des pages variant d'une revue à l'autre, il aurait fallu procéder en fonction du nombre de mots pour vraiment appliquer ce critère avec précision. Comme le nombre de mots pour chaque article n'est pas précisé, il aurait fallu compter manuellement les mots de chaque article, travail fastidieux d'autant qu'il permet un niveau de précision qui n'est pas nécessaire. En effet, ce critère permet d'éliminer en amont plusieurs documents tels les notes, présentations et comptes-rendus (voir critère suivant), qui sont généralement très courts, sans avoir à vérifier chacun des textes un par un. Ce critère a principalement une fonction méthodologique et n'est pas lié à la pertinence des textes en question¹²³.

2) Type d'écrit : les textes retenus, parmi tout ce qui est publié dans les revues savantes, sont des articles. Pour Godin (2002 : 497), l'article se caractérise généralement par le recours à des références¹²⁴. Ce type de document « comprend

¹²³ La façon la plus efficace d'appliquer ce critère est de procéder à partir d'une liste bibliographique. Le nombre de pages indiqué inclut souvent, le cas échéant, la bibliographie et les annexes. De plus, la seule liste bibliographique ne permet pas de vérifier si les pages sont complètes. En procédant de cette façon, ce critère permet en fait de sélectionner des articles dont la présentation totale fait plus de neuf pages (qui doivent donc être présentés sur au moins dix pages). Toutefois, comme ce critère vise surtout à éliminer les nombreux textes très courts, il est acceptable qu'il soit appliqué avec une certaine marge d'erreur.

¹²⁴ Le recours aux références ne peut être utilisé comme critère de sélection parce qu'il risquerait d'éliminer des textes pertinents. La « norme » du recours aux références est

des articles thématiques ou historiques, des études de cas, des résultats détaillés des recherches ainsi que des articles de synthèse » (Godin, 2002 : 497). Les types de documents publiés dans des revues savantes qui n'entrent pas dans la catégorie « article » peuvent donc être nombreux : comptes-rendus (recension), notes, présentations, éditoriaux, textes d'opinion, conférences, bibliographies, biographies, entrevues, archives, actualités, fiction, poésie, extraits de livre, tables rondes, etc. (Godin, 2002 : 497-498). De façon pratique, tous les documents publiés dans les revues savantes utilisées sont considérés comme des « articles » jusqu'à preuve du contraire. Dans plusieurs cas, les documents qui ne sont pas des articles sont explicitement présentés comme tels, il est donc facile d'en écarter un certain nombre. Toutefois, à l'instar des critères qui renvoient au contenu des écrits, le type de document est vérifié en aval alors que le nombre de documents est suffisamment restreint pour permettre une vérification manuelle systématique.

3) Autres auteurs : si l'article compte plus d'un auteur, au moins un d'entre eux doit être un producteur éligible. Il est préférable que l'ensemble d'entre eux le soient, et la préférence doit être accordée aux textes dont tous ou la plupart des auteurs sont éligibles, mais les textes dont les auteurs ne sont pas tous éligibles ne sont pas exclus d'emblée.

4) Date de publication : chaque texte doit avoir été publié pendant que son auteur (ou au moins un des auteurs) occupe un poste dans un département de sociologie d'une université francophone. Les textes publiés avant ou après la carrière ou le passage de l'auteur dans un tel poste ne sont pas pris en compte. Ce critère est appliqué au début de la démarche de sélection.

variable dans le temps et se présente différemment d'une revue à l'autre. De plus, certains types d'écrits peuvent ne pas recourir explicitement aux références, alors qu'il n'y a pas de raison de les exclure *a priori*.

5) Territoire de référence : les textes qui composent le corpus ont le Québec, ou le Canada français¹²⁵, comme territoire de référence. Sont exclus les travaux dont le territoire de référence est plus petit (ville ou région du Québec), plus grand (Canada, Amérique du Nord, etc.) ou autre (autre province, pays ou région), de même que les textes qui n'ont aucun territoire de référence spécifique. Le Québec peut être le territoire d'enquête où sont collectées les données empiriques, le référent de sens, c'est-à-dire l'horizon interprétatif de l'article, un élément d'une comparaison avec un ou plusieurs autres territoires, ou une combinaison de ces éléments. Le Québec peut être le territoire exclusif, principal ou secondaire. L'importance accordée au Québec comme territoire de référence permet d'installer une hiérarchie dans la pertinence des articles recensés.

Il s'agit du principal critère structurant le caractère « québécois » du corpus¹²⁶. En effet, ce sont des textes qui appartiennent spécifiquement au champ sociologique québécois qui doivent composer le corpus et il ne suffit pas que l'auteur pratique dans un département de sociologie québécois pour que ses publications s'inscrivent nécessairement dans l'espace du champ. Pour être partie prenante des enjeux et débats constitutifs de la sociologie québécoise et des luttes qui structurent le champ, les écrits considérés doivent être spécifiques à l'espace québécois de la sociologie, se distinguant en cela d'articles (ou monographies) qui traitent de questions générales et/ou qui engagent des débats à d'autres niveaux que le champ sociologique québécois.

Il n'y a pas de critère parfait qui permette de circonscrire ce qui concerne exclusivement les sociologues québécois (notamment parce que ces derniers ne

¹²⁵ Le fait qu'il n'y ait pas correspondance exacte entre le Québec et le Canada français ne pose pas de problème pour l'application de ce critère.

¹²⁶ Il ne faut pas confondre le caractère national du champ sociologique, qui relève de ses formes organisationnelles (voir la section 5.2.2), et le caractère québécois du corpus à l'étude.

sont jamais exclusivement concernés par ce qui les concerne exclusivement). Les sociologues produisent des écrits qui relèvent d'enjeux qui dépassent le champ sociologique québécois mais pour étudier adéquatement ce dernier, les débats et enjeux qui le caractérisent, il faut tracer une frontière qui exclut une partie peut-être importante, autant sur le plan quantitatif que qualitatif, du travail des sociologues québécois.

Il s'agit probablement de la principale difficulté dans la construction du corpus. Le champ sociologique québécois est un sous-champ du champ sociologique international et, à ce titre, les stratégies des agents du champ sociologique québécois sont susceptibles de s'inscrire dans l'un, dans l'autre ou dans l'un et l'autre de ces deux champs. D'un point de vue analytique, il faut réussir à distinguer ces interventions pour limiter l'investigation à ce qui caractérise spécifiquement le champ sociologique québécois et ce même si une telle distinction ne peut être effectuée dans la réalité (au sens où une intervention dans le champ sociologique québécois est susceptible d'avoir une influence, ne serait-ce qu'indirecte, dans le champ sociologique international et vice-versa). Les agents du champ sociologique québécois peuvent intervenir (significativement) dans les luttes qui concernent le champ sociologique international, dans la mesure où ils disposent du capital nécessaire, et ces interventions peuvent avoir une grande importance dans le champ sociologique québécois. Par contre, ces luttes transcendent le champ sociologique québécois au sens où les interlocuteurs, les enjeux et les débats échappent largement au seul espace du champ sociologique québécois.

Pour bien saisir les dynamiques spécifiques au champ sociologique québécois, il est préférable de mettre l'accent sur les enjeux, les débats et les luttes qui lui sont spécifiques, même si ceux-ci n'épuisent pas la totalité des enjeux, débats et luttes qui sont effectifs au sein du champ. Exclure les luttes qui transcendent le champ sociologique québécois permet d'assurer le caractère relativement « fini » des débats et des échanges, au sens où les tenants et aboutissants des luttes en

question sont dans le champ sociologique québécois et non au-delà. Du strict point de vue du champ sociologique québécois, les luttes qui le transcendent (et dont sont partie prenante certains de ses propres agents) apparaissent comme des facteurs externes.

Le territoire de référence est une caractéristique objectivement observable des textes sociologiques. Ce critère est neutre, c'est-à-dire qu'il n'interfère pas avec les objectifs de la recherche, au sens où il permet n'importe quelle approche, n'importe quel type de recherche, n'importe quel objet, méthode, etc. Il permet de questionner la façon dont les sociologues ont étudié le Québec sans imposer que le Québec soit l'objet de la recherche sociologique. De plus, Godin (2002 : 471) constate que « les chercheurs en sciences sociales et humaines publient beaucoup dans les revues québécoises quand leurs recherches portent sur un objet à caractère national ». C'est donc dire que les recherches sur des objets empiriques québécois sont fortement susceptibles d'avoir été publiées au Québec.

6.3.2 Les monographies

Les critères de sélection des monographies sont plus nombreux parce que les monographies sont plus diversifiées que les articles. En effet, le fait de ne considérer que les articles publiés dans les trois revues sociologiques départementales suppose une certaine homogénéité, notamment concernant la langue et le lieu de publication. En plus des critères 2) type d'écrit ; 3) autres auteurs ; 4) date de publication et 5) territoire de référence, qui sont communs à la

sélection des articles et des monographies¹²⁷, s'ajoutent les critères suivants :

6) langue ; 7) lieu de publication ; 8) œuvres originales ; 9) édition.

2) Type d'écrit (style littéraire) : ce critère s'applique de façon un peu plus souple que pour les articles. Les textes strictement littéraires sont systématiquement exclus du corpus. Le terme « littéraire » est entendu ici dans un sens étroit. Il s'agit d'exclure les œuvres de fiction, la poésie, les romans, etc. À l'instar de l'article, la monographie peut être thématique, historique, étude de cas, résultats de recherche ou ouvrage de synthèse. Généralement, les monographies sont soutenues par des références, mais il ne s'agit pas de faire de la présence ou de l'absence de référence le critère de discrimination entre des textes savants et des textes littéraires. Certains types d'écrits, notamment l'essai, peuvent ne pas reposer sur des références – au sens académique du terme – et être considérés à juste titre comme proprement sociologiques. Ce critère ne vise à exclure que les textes qui sont clairement et hors de tout doute des œuvres de fiction.

3) Autres auteurs : ce critère s'applique de la même façon que pour les articles. S'ajoute toutefois une spécificité propre aux monographies, soit les cas où les auteurs éligibles n'ont qu'une participation marginale à l'ouvrage en question (par exemple, l'auteur ne signe que la préface). Ces cas doivent être exclus.

4) Date de publication : ce critère s'applique de la même façon que pour les articles.

5) Territoire de référence : ce critère s'applique de la même façon que pour les articles.

¹²⁷ Si le critère 1) nombre de pages s'applique *de jure* aux monographies, il n'a aucune incidence *de facto* puisque les monographies ont toutes un nombre de pages supérieur.

6) Langue : les textes retenus doivent impérativement avoir été publiés en français. Puisque le corpus doit réunir des textes où les sociologues québécois discutent entre eux des enjeux propres au champ sociologique québécois, et puisque ces sociologues travaillent dans des institutions francophones, il y a lieu de présumer que ces textes aient été en bonne partie publiés en français. Il est évident que ce critère comporte aussi un intérêt méthodologique : pour que les textes puissent être comparés grâce aux logiciels d'analyse lexicométrique, ils doivent être écrits dans la même langue.

7) Lieu de publication : les textes doivent avoir été publiés au Québec. Ils doivent non seulement être l'œuvre de sociologues québécois mais s'adresser aux sociologues québécois. En fait, ils ne doivent pas nécessairement s'adresser exclusivement aux sociologues québécois, mais ces derniers doivent impérativement être un public important, sinon le public principal, de l'écrit en question. Ce critère est aussi justifié par le fait qu'une part non négligeable des travaux québécois est publiée au Québec (Godin, 2002 : 474). Ainsi, seront considérés des textes qui répondent à la condition d'avoir été publiés au Québec, exclusivement ou non.

8) Œuvres originales : idéalement, seules les œuvres d'auteur originales seront considérées. Cela exclut les ouvrages dirigés et les actes de colloques, dont le directeur n'est réellement l'auteur que d'une petite proportion de l'écrit. Cela exclut également des recueils de textes ou d'articles et ce, même s'ils sont tous du même auteur. Dans ces cas, la date de publication de l'ouvrage n'indique pas le moment où les textes ont été publiés à l'origine, ce qui peut induire l'analyste en erreur.

9) Édition : seuls les ouvrages publiés chez des éditeurs officiels – essentiellement les maisons d'éditions indépendantes qui ont pour principale activité la publication à des fins commerciales, à but lucratif ou non – seront pris en compte. Cela exclut les textes publiés à compte d'auteur, par les groupes de recherche, les départements, etc.

6.4 Les sous-corpus

Pour assurer une distribution relativement homogène dans le temps et par le fait même favoriser la comparaison lexicométrique, l'intervalle à l'étude est divisée en cinq sous-corpus. Les textes retenus se distribuent à peu près également entre ces sous-corpus qui correspondent chacun *grosso modo* à une période spécifique de la sociologie québécoise. Ces périodes sont établies à partir des travaux de Fournier et Houle (1980) et de Bourque (1989). Ceux-ci permettent de découper le corpus en quatre périodes : 1) 1943-1959, 2) 1960-1969, 3) 1970-1979, 3) 1980-... Il n'y a aucune raison *a priori* de ne pas se fier à cette division temporelle, qui fait l'unanimité chez les rares observateurs, pour opérer un premier découpage historique de la sociographie québécoise¹²⁸.

Il convient toutefois d'apporter plus de précision pour la période 1980-2003. Sur le plan méthodologique, il est préférable que les groupes soient relativement homogènes en termes de nombre de textes considérés. Or, la période 1980-2003 est-elle non seulement la plus longue mais le nombre de publications s'y est largement accru¹²⁹. Si le corpus était construit de façon à respecter la proportion des publications pour chaque période, ce qui n'est pas le cas, plus de la moitié des textes du corpus devraient appartenir à cette dernière période. De plus, certaines raisons permettent de croire que la sociologie des années 1980 puisse être

¹²⁸ Il est très important de spécifier qu'il ne s'agit que d'un premier découpage, qui repose sur le postulat implicite, chez les auteurs cités, d'une correspondance approximative entre les périodes temporelles et les courants de la sociologie québécoise. Ce découpage n'est pas un expédient, mais une procédure méthodologique qui permet de construire le corpus. La pertinence de ce découpage doit éventuellement faire l'objet d'une vérification empirique (voir le chapitre VII).

¹²⁹ Voir les statistiques sur le nombre de publications à la section 8.4.

différente de la sociologie des années 1990 et ce, même si ces périodes n'ont jamais été distinguées aussi clairement par les sociologues que les périodes précédentes, faute de recherches précises.

Le chapitre III a traité des transformations qui caractérisent les pratiques de recherche et les institutions universitaires depuis les années 1980 autant au Québec qu'ailleurs en Occident, mais qui n'ont pas été documentées en ce qui concerne le cas spécifique de la sociologie. Sans revenir en détail sur ces transformations, rappelons que Gingras, Godin et Trépanier (1999 : 70) parlent, pour la période des années 1980 et 1990, de la période des mécanismes de soutien à la recherche en prenant la précaution de la diviser en deux : les années 1980 voient la mise en place de ces mécanismes alors qu'ils ne deviennent efficaces que dans les années 1990 (Gingras, Godin et Trépanier, 1999 : 70). Quant au contenu de la sociologie québécoise, aucune étude ne propose de distinction entre les années 1980 et 1990, alors que c'est justement entre ces deux périodes que les mécanismes de soutien à la recherche sont susceptibles d'avoir transformé les pratiques. Un des objectifs de la présente recherche est justement de combler cette lacune. En ce sens, si l'objectif est de constater l'impact de ces mécanismes sur la sociographie, il est nécessaire de distinguer les écrits des années 1980 de ceux des années 1990.

Pour les fins de la construction du corpus, celui-ci se divise donc en cinq sous-corpus en fonction des périodes suivantes :

- 1943-1959 : <sous-corpus 0>¹³⁰ ;
- 1960-1969 : <sous-corpus 1> ;
- 1970-1979 : <sous-corpus 2> ;
- 1980-1989 : <sous-corpus 3> ;
- 1990-2003 : <sous-corpus 4>.

¹³⁰ Cette période est plus étendue que les suivantes mais, contrairement aux périodes les plus récentes, le nombre de publications y est beaucoup plus modeste.

Chaque sous-corpus doit, dans sa composition originale, compter cinq monographies et dix articles. Toutefois, ce nombre n'est pas définitif. Une fois les 75 premiers textes sélectionnés, d'autres textes particulièrement déterminants qui auront été exclus pour une raison ou pour une autre pourront s'ajouter au corpus¹³¹.

6.4.1 Le sous-corpus 0

Les critères de construction du corpus permettent de constituer les sous-corpus 1 à 4 de façon systématique et méthodique mais ils s'appliquent très imparfaitement à la période initiale (1943-1959). Le nombre de sociologues universitaires est beaucoup moins important lors de cette période que dans les périodes ultérieures et il en va de même pour les publications. En ce qui concerne les articles, aucune revue de sociologie départementale n'existait lors de la période 1943-1959, la revue *Recherches sociographiques*, la plus ancienne des trois, n'ayant été fondée qu'en 1960. Malgré l'ajout d'autres revues pour pallier à cette absence, aucun article ne correspond parfaitement aux critères établis. Quant aux monographies, une seule résiste à une application stricte des critères de sélection pour cette période. C'est donc dire que, pour que le sous-corpus correspondant à la première période (1943-1959) compte autant d'articles et de monographies que les autres sous-corpus, il faudrait modifier substantiellement les critères ou les appliquer de façon beaucoup plus souple.

¹³¹ Il s'agit d'une mesure exceptionnelle qui repose sur la démonstration explicite du caractère particulièrement déterminant de l'écrit en question dans le développement de la sociologie québécoise. La pertinence des textes à ajouter doit nécessairement trouver son origine dans les textes déjà retenus dans le corpus, par des références significatives ou soutenues. Cette mesure doit surtout permettre d'éviter l'exclusion définitive d'un écrit important que le hasard ou les considérations théoriques auraient écarté, et qui pourrait être préjudiciable aux résultats de la recherche. Cette mesure est décrite à la section 6.5.1.

Changer les critères ne serait pas sans conséquences. Les écrits sociologiques datant d'avant 1960 sont non seulement moins nombreux mais plus hétérogènes. Les pratiques de publication n'étaient pas les mêmes et les auteurs ne disposaient pas des supports actuels que sont les revues et les maisons d'édition spécialisées. Des critères plus souples adaptés à la période 1943-1959 seraient trop peu précis pour être efficaces pour les périodes ultérieures. Tels que proposés, les critères permettent une sélection rigoureuse, systématique et reproductible qui assure l'homogénéité nécessaire aux sous-corpus 1 à 4. Ces qualités ne pourraient être garanties avec des critères plus souples.

Il faut donc reconnaître que le sous-corpus couvrant la période 1943-1959 ne puisse être construit avec la même rigueur que celle qui caractérise les autres sous-corpus. Est-ce à dire que les écrits de cette période doivent être abandonnés au profit d'une analyse plus rigoureuse ? Certes, la qualité de l'analyse peut souffrir des irrégularités dans la constitution du corpus. Pratiquement tous les textes qui composent le sous-corpus pour la période 1943-1959 dérogent aux critères établis alors que tous les autres sous-corpus sont construits sans dérogation majeure. Au lieu de soustraire la première période à l'analyse, il convient plutôt de marquer la différence qualitative dans sa construction en nommant le sous-corpus qui y correspond « sous-corpus 0 », par analogie avec le nombre zéro qui s'inscrit dans la série des nombres entiers mais qui s'en distingue qualitativement – notamment parce qu'il n'est ni pair ni impair – et qui ne peut conséquemment être traité de façon identique.

L'appellation « sous-corpus 0 » employée ici est différente de celle utilisée par Linda Pietrantonio (1999 : 92) qui lui attribue le sens d'un « corpus indéterminé ». Le « corpus 0 » de Pietrantonio (1999) s'inscrit dans une démarche herméneutique et renvoie à un ensemble de textes aux caractéristiques variables, qui sont autant de lectures, qui interviennent de façon non systématique dans l'analyse d'un « corpus 1 » bien circonscrit. Une telle conception d'un « corpus 0 » ne peut s'appliquer à

une démarche lexicométrique au sens où il n'y a pas d'indétermination dans le corpus soumis à l'analyse : les textes sont ou ne sont pas analysés parce qu'ils sont ou ne sont pas inclus dans le corpus soumis aux logiciels d'analyse. Ainsi, le « zéro » ne marque pas l'indétermination mais la différence qualitative du sous-corpus en question dans son rapport aux autres sous-corpus.

Ceci étant dit, le sous-corpus 0 doit être construit avec des textes qui contreviennent le moins possible aux critères établis même s'il est d'ores et déjà reconnu qu'ils y contreviendront pratiquement tous d'une manière ou d'une autre. De cette façon, le sous-corpus 0 sera construit sur le même modèle que les autres sous-corpus mais en acceptant une série de dérogations *ad hoc* qui auront à être justement appréciées. Cette période étant plus ancienne, les textes les plus importants sont susceptibles d'être ceux qui ont survécu au passage du temps. Ils ont été réédités ou abondamment cités. En ce sens, le chercheur peut faire intervenir dans la construction de ce sous-corpus des considérations qui relèvent de sa connaissance privilégiée de la sociographie québécoise. Sur cette base, qui introduit une certaine contingence, la démarche peut sembler moins reproductible mais elle ne dispense pas d'avoir à appuyer la sélection de chaque texte sur des critères objectifs qui en démontrent la pertinence.

La situation particulière du sous-corpus 0 appelle une stratégie de type « boule de neige ». Avec comme objectif d'identifier les textes les plus importants et influents, cette stratégie repose tout d'abord sur les textes déjà sélectionnés dans les corpus précédents. Il s'agit dans un premier temps d'identifier les textes publiés au Québec de 1943 à 1959 auxquels font référence les articles et monographies des sous-corpus 1 à 4, puis d'ajouter les textes déjà recensés pour la période 1943-1959 – qui satisfont ou non aux critères –, en plus de ceux publiés dans cette période par les auteurs retenus qui n'avaient pas encore commencé leur carrière au moment de la

publication du texte en question¹³². Ensuite, il suffit de consulter ces textes pour y identifier d'autres textes cités en référence, et ainsi de suite jusqu'à saturation¹³³.

La sélection des articles et monographies du sous-corpus 0 s'effectue parmi les textes ainsi recensés. À ce stade-ci, aucun critère de sélection n'est incontournable¹³⁴ – le principal problème étant celui de la rareté des textes –, mais chacun des textes sélectionnés doit idéalement déroger au moins de critères possible. Le sous-corpus ainsi constitué est suffisamment semblable, sous plusieurs aspects, aux autres sous-corpus. Il est possible de l'analyser au même titre que les autres à l'aide des logiciels d'analyse lexicométrique. Toutefois, l'analyste doit nécessairement garder une considération importante pour la différence qualitative de ce sous-corpus, particulièrement lors de l'interprétation des résultats.

6.5 Constitution du corpus

La sélection des textes, autant pour les articles que pour les monographies, repose tout d'abord sur l'application des critères de sélection détaillés précédemment. L'application des critères de sélection permet de réduire le nombre de textes en éliminant ceux dont la pertinence à l'égard des objectifs de recherche n'est pas

¹³² Selon les critères de sélection, les textes retenus ont été publiés *pendant* la carrière de leur auteur. Il s'agit ici de déroger à ce critère pour la période 1943-1959 en ajoutant des textes qui auraient été publiés avant l'embauche.

¹³³ La saturation est atteinte lorsque les textes ne font plus référence qu'à des articles ou des monographies déjà recensés, autrement dit lorsqu'il n'apparaît plus de nouvelle référence. Ce genre d'exercice peu rapidement devenir très difficile à opérer lorsque les textes s'ajoutent de façon exponentielle, mais dans le contexte du Québec des années 1940 et 1950, où les publications à caractère social ou sociologique étaient peu nombreuses, le point de saturation est rapidement atteint et la recension effectuée conserve une dimension tout à fait raisonnable.

¹³⁴ Cela inclut celui selon lequel l'auteur du texte en question est un des 164 auteurs retenus, ce qui apparaît – à juste titre – comme une dérogation majeure. Les chapitres de livre peuvent aussi être considérés individuellement dans la catégorie des articles.

optimale. Toutefois, les critères de sélection ne peuvent à eux seuls permettre la constitution du corpus. En agissant comme un filtre, ils laissent passer les publications qui correspondent aux critères établis et éliminent ceux qui n'y répondent pas, mais ne peuvent, ce faisant, contrôler le nombre de publications retenues pour chacune des périodes. Le nombre de publications étant en constante progression, la taille des sous-corpus ainsi générés varierait beaucoup trop. Puisque le nombre d'articles et de monographies doit être à peu près égal pour chacun des sous-corpus, il est impossible de faire l'économie d'une sélection qui, sans relever du simple arbitraire du chercheur, comporte une part de contingence.

Le nombre variable de publications, autant pour les articles que les monographies, pose différents problèmes selon la période concernée. Dans certains cas, les publications correspondant parfaitement aux critères établis ne sont pas assez nombreuses; il convient dans ces cas de retenir les textes qui correspondent le mieux possible aux critères. Dans d'autres cas, les publications idoines sont trop nombreuses et les critères ne suffisent pas à assurer la sélection : il faut alors choisir en éliminant des textes qui correspondent pourtant parfaitement aux critères établis. Dans tous les cas, il faut tenir compte de deux impératifs qui conditionnent la sélection des textes : 1) la nécessité d'assurer une représentation paritaire pour chacune des institutions universitaires concernées; 2) la nécessité d'une distribution dans le temps qui soit la plus homogène possible¹³⁵. Découlant d'un point de vue de surplomb sur un ensemble de textes, ces nécessités ne peuvent être intégrées aux critères de sélection qui, eux, s'appliquent à chaque texte séparément. En ce sens, les critères de sélection, aussi élaborés soient-ils, ne doivent pas être appliqués mécaniquement au détriment d'autres objectifs tout aussi importants.

¹³⁵ La division du corpus en sous-corpus vise notamment à assurer cette distribution homogène des publications dans le temps, mais s'avère insuffisante pour y parvenir à elle seule. À l'inverse, certains facteurs, tels par exemple la publication d'un numéro thématique où plusieurs articles semblables se retrouvent, tendent à concentrer les publications les plus pertinentes.

En d'autres termes, ce sont trois impératifs (les critères de sélection, la représentation institutionnelle, la distribution homogène dans le temps) parfois contradictoires qui doivent être pris en compte dans la constitution finale du corpus. Le choix des textes constitue en quelque sorte une négociation entre ces trois impératifs, et la tâche de l'analyste consiste à en tirer le meilleur compromis possible. S'ajoute à cela, dans le cas des articles, la nécessité d'une représentation paritaire des trois revues principales¹³⁶. Enfin, il s'agit d'éviter la sous ou la sur représentation d'un auteur en particulier¹³⁷. C'est donc en tentant d'assurer le meilleur compromis possible entre ces impératifs que le corpus a été constitué.

6.5.1 Procédure exceptionnelle

Les procédures de sélection décrites précédemment ont pour objectif la constitution d'un corpus de 50 articles et 25 monographies, divisé en 5 sous-corpus de 10 articles et 5 monographies chacun. Une fois cette étape franchie, une procédure exceptionnelle permet d'ajouter au corpus des textes qui, pour une raison importante, devraient s'y retrouver mais qui ont été exclus lors de l'application des critères de sélection. Cette procédure est appliquée en aval de la démarche de constitution du corpus, c'est-à-dire une fois que ce dernier est constitué, et qu'il est

¹³⁶ La représentation paritaire doit être considérée pour chaque sous-corpus, en tenant compte du contexte propre à chaque période, et non d'un point de vue d'ensemble. Il est normal que la période 1960-1969 ne comporte aucun texte publié dans *Sociologie et sociétés* ou dans *Cahiers de recherche sociologique*, ni aucun texte publié par un représentant de l'UQÀM. Cela ne doit pas pour autant générer de surreprésentation de ces catégories dans les périodes ultérieures.

¹³⁷ Un auteur dont plusieurs textes satisfont aux critères pour un sous-corpus donné ne devrait pas être absent du sous-corpus en question, pas plus qu'il ne devrait y être trop présent – deux pièges face auxquels une sélection aléatoire n'offre aucune garantie. La sous ou la sur représentation d'un auteur doit être évitée autant pour chaque sous-corpus que dans la perspective d'ensemble, qui tient compte autant des articles que des monographies.

possible d'identifier des lacunes ou des omissions importantes à partir d'un point de vue d'ensemble sur le corpus. Il est préférable, à ce stade, de combler les insuffisances à l'aide d'une procédure exceptionnelle plutôt que d'analyser un corpus évidemment lacunaire en appliquant à la lettre des procédures trop rigides.

Les deux raisons pouvant conduire à l'application de cette mesure exceptionnelle sont : 1) l'existence d'un texte auquel les articles et monographies précédemment sélectionnés dans le corpus font référence de façon significative; et 2) la sous-représentation d'un auteur jugé significatif. Pour répondre à la première condition, un texte doit avoir été cité dans plusieurs articles et/ou monographies, où il est présenté comme une contribution essentielle à la littérature sociologique québécoise. La seconde condition s'appuie sur le jugement de l'analyste, qui repose toutefois sur une bonne connaissance du champ sociologique québécois. Quoi qu'il en soit, les textes ajoutés doivent impérativement avoir pour auteur au moins un des 164 professeurs de sociologie recensés.

6.5.2 Le sous-corpus 0

Tel que précisé à la section 6.4.1, le sous-corpus 0 n'a pu être constitué de la même façon que les autres sous-corpus pour la simple raison que l'application stricte des critères de sélection établis pour l'ensemble du corpus constitue un filtre beaucoup trop puissant pour les textes de cette période. C'est plutôt une stratégie « boule de neige » qui a été préconisée. Ainsi, les articles qui constituent le sous-corpus 0 sont les suivants :

- Everett Cherrington Hughes (1943), « Programme de recherches sociales pour le Québec », *Cahiers de l'École des sciences sociales, politiques et économiques de l'Université Laval*, vol. 2, no. 4, pages 3-41.
- Jean-Charles Falardeau (1944a), « Analyse sociale des communautés rurales », *Cahiers de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval*, vol. 3, no. 4, pages 3-31.

- Jean-Charles Falardeau (1944b), « Évolution et métabolisme contemporain de la ville de Québec », *Culture*, no. 5, pages 121-131.
- Maurice Lamontagne (1944), « Le chômage dans l'après-guerre », *Cahiers de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval*, vol. 3, no. 1, pages 3-37.
- Georges-Henri Lévesque (1944), « Service social et charité », *Cahiers de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval*, vol. 3, no. 2, pages 3-24.
- Gonzalve Poulin (1947), « Le service social dans la cité », *Cahiers du service extérieur d'éducation sociale*, vol. 4, no. 10, pages 3-22.
- Guy Rocher (1952), « Industrialisation et culture urbaine », *Contributions à l'étude des sciences de l'homme*, no. 1, pages 165-170.
- Jean-Charles Falardeau (1953), « Perspectives », dans Jean-Charles Falardeau (dir.), *Essais sur le Québec contemporain*, PUL, Québec, pages 239-257.
- Philippe Garigue (1956), « Mythes et réalités dans l'étude du Canada français », *Contributions à l'étude des sciences de l'homme*, no. 3, pages 123-132.
- Pierre Elliott Trudeau (1956), « La province de Québec au moment de la grève », dans Pierre Elliott Trudeau (dir.), *La grève de l'amiante : une étape de la révolution industrielle au Québec*, Cité Libre, Montréal, pages 3-91.
- Marcel Rioux (1959), « Sur le développement socio-culturel du Canada français », *Contributions à l'étude des sciences de l'homme*, no. 4, pages 144-162.

Les monographies qui constituent le sous-corpus 0 sont les suivantes :

- Everett Cherrington Hughes (1945), *Rencontre de deux mondes : la crise d'industrialisation du Canada français*, Montréal : L. Parizeau, 388 pages.
- Léon Gérin (1946), *Aux sources de notre histoire. Les conditions économiques et sociales de la colonisation en Nouvelle-France*, Montréal : Fides, 275 pages.
- Gonzalve Poulin (1952), *Problèmes de la famille canadienne-française*, Ste-Foy, PUL, 75 pages.
- Maurice Lamontagne (1954), *Le fédéralisme canadien : évolution et problèmes*, Ste-Foy : PUL, 298 pages.
- Marcel Rioux (1954), *Description de la culture de l'Île Verte*, Ottawa : Ministère du nord canadien et des ressources nationales, 98 pages.

La plupart des textes sélectionnés dérogent à au moins un critère : textes publiés avant l'embauche, territoire de référence autre que le Québec ou le Canada français (Canada, Ville de Québec, etc.), article trop court, etc. Deux monographies et trois articles ont été écrits par des auteurs qui n'étaient pas éligibles. Les auteurs en question sont Léon Gérin, Everett C. Hughes, Georges-Henri Lévesque et Pierre E. Trudeau. L'influence des trois premiers sur la sociologie québécoise est indéniable et largement reconnue, particulièrement dans les années 1940 et 1950. L'influence

de Pierre E. Trudeau sur la sociologie est probablement moins importante, mais l'importance de l'ouvrage duquel est tiré le chapitre inclus comme article dans le sous-corpus 0 sur la pensée sociale du Québec à cette époque est évidente. Cet ouvrage est abondamment cité dans les textes de l'époque, ce qui justifie son inclusion dans le corpus.

Ainsi constitué, le sous-corpus 0 contient certainement l'essence de la pensée sociologique des années 1940 et 1950. Les procédures qui ont présidé à la sélection des textes sont systématiques et ont été rigoureusement appliquées, mais elles diffèrent trop de celles ayant prévalu pour la constitution des autres sous-corpus pour qu'ils puissent être considérés sur un pied d'égalité. Cela n'empêche pas de procéder à l'analyse du corpus dans son ensemble mais oblige à certaines précautions dans l'interprétation et dans les conclusions tirées à partir de l'analyse de ces textes.

6.5.3 Le sous-corpus 1

Les articles qui constituent le sous-corpus 1 sont les suivants :

- Fernand Dumont et Guy Rocher (1961), « Introduction à une sociologie du Canada français », *Recherches et débats*, no. 34, pages 13-38.
- Jean-Charles Falardeau (1961), «Le Canada français politique vu de l'intérieur», *Recherches sociographiques*, vol. 2, nos. 3-4, pages 294-340.
- Fernand Dumont (1962), «L'étude systématique de la société globale canadienne-française», *Recherches sociographiques*, vol. 3, nos. 1-2, pages 277-292.
- Guy Rocher (1962), « Les recherches sur les occupations et la stratification sociale », *Recherches sociographiques*, vol. 3, nos. 1-2, pages 173-184.
- Fernand Dumont (1965), «La représentation idéologique des classes au Canada français», *Recherches sociographiques*, vol. 6, no. 1, pages 9-22.
- Gérald Fortin (1965), «Milieu rural et milieu ouvrier : deux classes virtuelles», *Recherches sociographiques*, vol. 6, no. 1, pages 47-59.
- Marcel Rioux (1965), «Conscience ethnique et conscience de classe au Québec», *Recherches sociographiques*, vol. 6, no. 1, pages 23-32.

- Jacques Brazeau (1966), «Les nouvelles classes moyennes», *Recherches sociographiques*, vol. 7, nos. 1-2, pages 151-163.
- Léon Dion (1966), «La polarité des idéologies : conservatisme et progressisme», *Recherches sociographiques*, vol. 7, nos. 1-2, pages 23-35.
- Marc-Adéland Tremblay (1966), «Modèles d'autorité dans la famille canadienne-française», *Recherches sociographiques*, vol. 7, nos. 1-2, pages 215-230.
- Paul Bélanger (1968), «Mutation du syndicalisme québécois : hypothèses en vue d'une recherche», *Recherches sociographiques*, vol. 9, no. 3, pages 265-279.
- Gérald Fortin (1968), «Le Québec : une ville à inventer», *Recherches sociographiques*, vol. 9, nos. 1-2, pages 11-21.

Les monographies qui constituent le sous-corpus 1 sont les suivantes :

- Philippe Garigue (1962), *La vie familiale des Canadiens français*, Montréal : PUM, 142 pages.
- Colette Carisse (1964), *Planification des naissances en milieu canadien-français*, Montréal : PUM, 227 pages.
- Marc-Adéland Tremblay et Gérald Fortin (1964), *Les comportements économiques de la famille salariée du Québec : une étude des conditions de vie, des besoins et des aspirations de la famille canadienne-française d'aujourd'hui*, Sainte-Foy : PUL, 405 pages.
- Colette Moreux (1969), *Fin d'une religion : monographie d'une paroisse canadienne-française*, Montréal : PUM, 485 pages.
- Marcel Rioux (1969), *La question du Québec*, Paris : Seghers, 270 pages.

Deux articles ont été ajoutés au sous-corpus 1 grâce à la procédure exceptionnelle. Le texte de Guy Rocher (1962) avait d'abord été exclu parce qu'il ne correspondait pas aussi bien aux critères de sélection que d'autres textes de cette même période. Ce texte aurait pu être inclus d'emblée dans un autre contexte mais les articles qui respectaient parfaitement les critères de sélection étaient très nombreux pour la période 1960-1969. Autrement dit, ce texte a été exclu à cause de l'abondance d'articles jugés plus pertinents en fonction des critères de sélection. Toutefois, le nombre de références à cet article dans les autres textes du corpus, de même que l'importance de l'auteur, ont plaidé en faveur de son inclusion dans le corpus. Ce sont les mêmes critères – importance des auteurs et nombreuses références – qui ont prévalu à l'ajout d'un second texte au sous-corpus 1, en l'occurrence celui de Fernand Dumont et Guy Rocher (1961). Ce texte n'avait toutefois pas fait partie de la recension préalable.

6.5.4 Le sous-corpus 2

Les articles qui constituent le sous-corpus 2 sont les suivants :

- Gilles Bourque et Nicole Laurin-Frenette (1970), « Classes sociales et idéologies nationalistes au Québec 1760-1970 », *Socialisme québécois*, no. 20, pages 13-55.
- Colette Moreux (1971), Spécificité culturelle du leadership en milieu rural canadien-français», *Sociologie et sociétés*, vol. 3, no. 2, pages 229-258.
- Guy Rocher (1973), « Le Québec en mutation au seuil d'un avenir incertain », dans *Le Québec en mutation*, Éditions Hurtubise HMH, Montréal, pages 11-81.
- Dorval Brunelle (1975), «La structure occupationnelle de la main-d'œuvre québécoise 1951-1971», *Sociologie et sociétés*, vol. 7, no. 2, pages 67-88.
- Céline Saint-Pierre (1975), «Idéologie et pratiques syndicales au Québec dans les années '30 : la loi de l'extension juridique de la convention collective de travail», *Sociologie et sociétés*, vol. 7, no. 2, pages 5-32.
- André Billette (1977), «Les inégalités sociales de mortalité au Québec», *Recherches sociographiques*, vol. 18, no. 3, pages 415-430.
- Paul R. Bélanger et Céline Saint-Pierre (1978), «Dépendance économique, subordination politique et oppression nationale : le Québec 1960-1977», *Sociologie et sociétés*, vol. 10, no. 2, pages 123-148.
- Jacques Dofny (1978), «Les stratifications de la société québécoise», *Sociologie et sociétés*, vol. 10, no. 2, pages 87-102.
- Gabriel Dussault (1978), «L'utopie colonisatrice contre l'ordre économique», *Recherches sociographiques*, vol. 19, no. 1, pages 55-78.
- Gabriel Gagnon (1978), «Sociologie, mouvements sociaux, conduites de rupture : le cas québécois», *Sociologie et sociétés*, vol. 10, no. 2, pages 103-122.
- Louis Maheu (1979), «La conjoncture des luttes nationales au Québec : mode d'intervention étatique des classes moyennes et enjeux d'un mouvement social de rupture», *Sociologie et sociétés*, vol. 11, no. 2, pages 125-144.
- Jean-Jacques Simard (1979a), «Québec et frère, inc. La cybernétisation du pouvoir», *Recherches sociographiques*, vol. 20, no. 2, pages 239-261.

Les monographies qui constituent le sous-corpus 2 sont les suivantes :

- Jacques Lazure (1972), *L'association des jeunes québécois*, Montréal : PUQ, 204 pages.
- Dorval Brunelle (1978), *La désillusion tranquille*, LaSalle : Hurtubise HMH, 225 pages.
- Nicole Laurin-Frenette (1978), *Production de l'État et formes de la nation*, Montréal : Nouvelle optique, 176 pages.

- Arnaud Sales (1979), *La bourgeoisie industrielle au Québec*, Montréal : PUM, 322 pages.
- Jean-Jacques Simard (1979b), *La longue marche des technocrates*, Montréal : Éditions Saint-Martin, 198 pages.

Deux articles ont été ajoutés en vertu de la procédure exceptionnelle. L'addition du texte de Guy Rocher (1973), qui en fait n'est pas un article mais le chapitre d'introduction d'un recueil de textes, est justifiée par l'importance de l'auteur et sa sous-représentation dans le corpus. Ce texte est celui, parmi plusieurs options considérées, qui contribuait le mieux à l'équilibre d'ensemble du corpus. L'article de Gilles Bourque et Nicole Laurin-Frenette (1970) était le texte le plus cité dans les textes déjà inclus dans le corpus. Le nombre de références à ce texte permet de croire qu'il s'agit d'un article qui a exercé une influence importante sur la sociologie québécoise, d'où la nécessité de l'inclure dans le corpus.

6.5.5 Le sous-corpus 3

Les articles qui constituent le sous-corpus 3 sont les suivants :

- Pierre Dandurand, Marcel Fournier en collaboration avec Léon Bernier (1980), «Développement de l'enseignement supérieur, classes sociales et luttes nationales au Québec», *Sociologie et sociétés*, vol. 12, no. 1, pages 101-132.
- Robert Vandycke (1980), «La question nationale : où en est la pensée marxiste ?», *Recherches sociographiques*, vol. 21, nos. 1-2, pages 97-129.
- Jean-Jacques Simard (1982), «Détournement de mineurs. L'éducation québécoise à l'heure de la bureaucratie scolaire», *Recherches sociographiques*, vol. 23, no. 3, pages 405-427.
- André Lux (1983), «Un Québec qui vieillit. Perspectives pour le XXI^e siècle», *Recherches sociographiques*, vol. 24, no. 3, pages 325-377.
- Simon Langlois (1984), «L'impact du double revenu sur la structure des besoins dans les ménages», *Recherches sociographiques*, vol. 25, no. 2, pages 211-265.
- Lizette Jalbert (1985), «Décentralisation ou autonomie administrée : Éléments de synthèse et de réflexion sur la réforme municipale et régionale au Québec», *Cahiers de recherche sociologique*, vol. 3, no. 1, pages 75-98.
- Céline Saint-Pierre (1985), «Enjeux et défis du virage technologique en milieu de travail», *Cahiers de recherche sociologique*, vol. 3, no. 2, pages 9-24.

- Arnaud Sales (1985), «La construction sociale de l'économie québécoise», *Recherches sociographiques*, vol. 26, no. 3, pages 319-360.
- Jean-Guy Lacroix et Benoît Lévesque (1986), «Les industries culturelles au Québec un enjeu vital !», *Cahiers de recherche sociologique*, vol. 4, no. 2, pages 129-168.

Les monographies qui constituent le sous-corpus 3 sont les suivantes :

- Daniel Gay (1983), *Les élites québécoises et l'Amérique latine*, Montréal : Nouvelle optique, 341 pages.
- Marcel Fournier (1986), *L'entrée dans la modernité : science, culture et société au Québec*, Montréal : Éditions Saint-Martin, 239 pages.
- Andrée Fortin (1987), *Histoires de familles et de réseaux : la sociabilité au Québec d'hier à demain*, Montréal : Éditions Saint-Martin, 225 pages.
- Gilles Bourque et Jules Duchastel (1988), *Restons traditionnels et progressifs : pour une nouvelle analyse du discours politique : le cas du régime Duplessis au Québec*, Montréal : Boréal Express, 399 pages.
- Gabriel Gagnon et Marcel Rioux (1988), *À propos d'autogestion et d'émancipation : deux essais*, Québec : IQRC, 190 pages.

Aucun texte n'a été ajouté au sous-corpus 3. Au contraire, seulement neuf articles ont été sélectionnés au lieu des dix souhaités. Cela est dû au décalage important, en termes de respect des critères de sélection, entre les neuf articles sélectionnés et ceux parmi lesquels un dixième article aurait pu être choisi. De plus, parmi les options disponibles, aucune ne permettait d'améliorer l'équilibre recherché en ce qui a trait à la représentation des universités, celle des revues ou la distribution dans le temps. Au contraire, les options disponibles tendaient plutôt à exacerber les déséquilibres existants. Une dérogation consistant à limiter le sous-corpus 3 à neuf articles a donc été jugée préférable.

6.5.6 Le sous-corpus 4

Les articles qui constituent le sous-corpus 4 sont les suivants :

- Jean-Jacques Simard (1990), «La culture québécoise : question de nous», *Cahiers de recherche sociologique*, no. 14, pages 131-142.

- Christopher McAll (1992), «Langues et silence : les travailleurs immigrés au Québec et la sociologie du langage», *Sociologie et sociétés*, vol. 24, no. 2, pages 117-130.
- Deena White (1993), «Les processus de réforme et la structuration locale des systèmes. Le cas des réformes dans le domaine de la santé mentale au Québec», *Sociologie et sociétés*, vol. 25, no. 1, pages 77-98.
- Jacques Hamel (1994), «Brèves notes sur une opposition entre générations. La génération gâtée et la génération perdue», *Sociologie et sociétés*, vol. 26, no. 2, pages 165-176.
- Jacques Beauchemin (1995), «Nationalisme québécois et crise du lien social», *Cahiers de recherche sociologique*, no. 25, pages 101-124.
- Michel Freitag (1995), «L'horizon social inacceptable d'un ékonomisme mondialisé », *Société*, numéro hors série, pages 1-21.
- Jean-Guy Lacroix (1995), «La culture, les communications et l'identité dans la question du Québec», *Cahiers de recherche sociologique*, no. 25, pages 247-298.
- Fernand Dumont (1997), «Essor et déclin du Canada français», *Recherches sociographiques*, vol. 38, no. 3, pages 419-467.
- Mona-Josée Gagnon (2000), «Les intellectuels critiques et le mouvement ouvrier au Québec : fractures et destin parallèle», *Cahiers de recherche sociologique*, no. 34, pages 145-176.
- Jocelyne Lamoureux (2001), «Marges et citoyenneté», *Sociologie et sociétés*, vol. 33, no. 2, pages 29-48.
- Victor Armony (2002), «Des latins du Nord ? L'identité culturelle québécoise dans le contexte panaméricain», *Recherches sociographiques*, vol. 43, no. 1, pages 19-48.

Les monographies qui constituent le sous-corpus 4 sont les suivantes :

- Jean-Guy Lacroix (1990), *La condition d'artiste : une injustice*, Outremont : VLB, Québec, 249 pages.
- Fernand Dumont (1993), *Genèse de la société québécoise*, Montréal : Boréal, 393 pages.
- Mona-Josée Gagnon (1994), *Le syndicalisme : état des lieux et enjeux*, Québec : IQRC, 140 pages.
- Jacques Beauchemin (2002), *L'histoire en trop : la mauvaise conscience des souverainistes québécois*, Montréal : VLB, 210 pages.
- Gilles Gagné et Simon Langlois (2002), *Les raisons fortes : nature et signification de l'appui à la souveraineté du Québec*, Montréal : PUM, 187 pages.

L'article de Michel Freitag (1995) a été ajouté au corpus en fonction de la procédure exceptionnelle décrite précédemment. L'importance de l'auteur est l'élément justificatif de cette addition. Pourtant, malgré le fait que l'importance de l'influence de cet auteur sur la sociologie québécoise soit reconnu, aucun de ses textes n'avait satisfait aux critères de sélection principalement parce qu'aucun de ceux-ci n'a le

Québec comme territoire de référence. Le texte ajouté respecte, dans une certaine mesure, cette condition. Il n'aurait autrement pu être sélectionné parce qu'il a été publié dans une autre revue que celles où la recension a été effectuée.

6.6 Conclusion

Le corpus est maintenant prêt pour l'analyse. Le corpus final comprend 55 articles et 25 monographies distribués en 5 sous-corpus. Au-delà des règles de sélection des textes qui ont permis d'effectuer un premier tri parmi l'ensemble des articles et monographies recensés, d'autres impératifs, tels la distribution dans le temps et la représentation des universités, sont venus conditionner le corpus afin qu'il soit le plus représentatif possible du champ sociologique québécois. Une mesure exceptionnelle a permis l'ajout de quelques articles afin de remédier à de potentielles omissions, de façon à ce que les textes les plus significatifs et les auteurs les plus importants y soient justement représentés. Le sous-corpus 0, ainsi nommé pour marquer sa différence qualitative par rapport aux autres sous-corpus, réunit des textes qui dérogent pratiquement tous aux critères de sélection établis. La rareté des publications s'est avérée le principal obstacle à la composition de ce sous-corpus. Toutes les décisions prises lors de la construction du corpus ont été guidées par la nécessité d'une adéquation entre le corpus et les objectifs de recherche.

L'étape suivante consiste maintenant à préciser ce sur quoi porte l'analyse : c'est l'objet du prochain chapitre. Il s'agira non seulement de définir les outils d'investigation lexicométriques utilisés mais également de préciser l'ensemble des éléments d'analyse extralexicaux.

CHAPITRE VII

PROCÉDURES ET POINTS DE REPÈRE ANALYTIQUES

Maintenant que le corpus est constitué, il s'agit de préciser sur quoi porte l'analyse. Même si la démarche se veut exploratoire, des balises doivent guider l'observation afin de faire en sorte qu'elle réponde aux questions soulevées par la problématique de recherche. Il a été établi au chapitre III que cette recherche s'intéresse spécifiquement à l'évolution de la sociographie québécoise et aux facteurs les plus déterminants de cette évolution. Ceci étant, la stratégie de recherche doit permettre essentiellement deux choses : 1) décrire l'évolution de la sociographie québécoise, et 2) mettre en perspective cette évolution avec certains facteurs considérés comme fortement susceptibles de l'avoir influencée. Évidemment, une telle stratégie de recherche ne permet pas de lier de façon causale l'occurrence d'un facteur externe quelconque et une transformation spécifique dans la sociographie, mais elle permet en revanche d'explorer les incidences potentielles de nombreux facteurs sur un large corpus.

Il s'agit dans un premier temps de discuter la pertinence du concept de paradigme pour l'analyse de la sociographie québécoise. Ce concept, en apparence tout désigné pour décrire l'évolution de la sociographie québécoise, comporte d'importantes limites. Il est remplacé par la notion de *courant* qui permet d'éviter certains écueils. La seconde partie de ce chapitre est consacrée aux objectifs et procédures de l'analyse lexicale, centrée sur l'identification et la description des courants de la sociographie québécoise. Enfin, la troisième partie expose les principaux facteurs externes avec lesquels doit être mise en relation la chronologie de la sociographie. Trois ordres de facteurs sont retenus en fonction de la problématique : 1) les événements historiques, sociaux et politiques ayant marqué la

société québécoise en général ; 2) les politiques publiques en matière de recherche, science et technologie et 3) les références théoriques utilisées dans les écrits.

7.1 Paradigmes, périodes et courants dans la sociographie québécoise

Le premier objectif de l'analyse est de diviser le corpus en regroupant les textes qui présentent une certaine proximité de façon à faire émerger des tendances dans la production sociologique québécoise. La proximité des textes constituant chaque regroupement est d'abord chronologique, mais doit aussi reposer sur une convergence lexicale significative. En ce sens, le concept de paradigme apparaît comme un concept clé de l'analyse : il permet une lecture chronologique du corpus et identifie les éléments de convergence et de divergence entre les différentes façons d'écrire la sociologie. En effet, il a été établi au chapitre IV que la science normale pratiquée sous l'égide d'un paradigme est plutôt stable et est chronologiquement séparée des formes antérieures ou postérieures de science normale par une révolution scientifique, épisode repérable de rupture et de transformation dans les pratiques. Il s'agit donc de diviser le corpus en fonction des différents paradigmes de la sociologie québécoise pour ensuite les décrire et les comparer.

Cette procédure en apparence simple est toutefois impossible à appliquer dans le cadre de cette recherche pour deux raisons principales : 1) il n'est pas évident que la sociologie québécoise se divise en paradigmes au sens fort du terme ; et 2) les courants ou les grandes tendances de la sociologie québécoise – pour éviter le terme « paradigme » – ne sont pas connus *a priori*.

7.1.1 Le concept de paradigme et la notion de courant

Le caractère macro historique du concept de paradigme fait en sorte qu'il ne puisse s'appliquer aisément à la sociologie québécoise des années 1943 à 2003. En effet, le concept de paradigme chez Kuhn (1983) est d'abord « introduit pour rendre compte du caractère discontinu de l'évolution des sciences physiques » (Akoun et Ansart, 1999 : 381) et s'adapte mal à une période aussi courte que celle qui est étudiée ici. Il est également possible d'évoquer le caractère empirique du concept, au sens où il désigne une réalité empirique qui se donne à l'évidence. À l'inverse des réalités empiriques qui doivent être observées à partir d'une grille d'analyse, au sens où elles n'apparaissent empiriquement qu'à partir du moment où un observateur propose des balises à l'observation¹³⁸, la différence entre les paradigmes est produite empiriquement dans la pratique, conférant par le fait même aux paradigmes une certaine évidence. En ce sens, si la sociologie québécoise est marquée de quelques tendances, de façons de faire différentes, voire opposées, il ne s'agit probablement pas de paradigmes au sens fort du terme, qui se donnent à l'évidence et séparés par des révolutions historiquement marquées qui scellent le caractère irréconciliable des différentes sociologies¹³⁹.

Mais le concept de paradigme est surtout polysémique (Akoun et Ansart, 1999 : 381-382) et ambigu¹⁴⁰, faisant en sorte que toutes les caractéristiques qui peuvent être évoquées à son sujet puissent également être remises en question. Ainsi, il est difficile d'y avoir recours sans un certain nombre de complications théoriques. Il est donc judicieux, dans l'étude de la sociologie québécoise, de préférer au concept de

¹³⁸ Cela ne signifie pas que ces observations ne renvoient qu'à une simple construction théorique : l'observateur propose des balises qui s'avéreront (ou non) significatives en fonction des observations empiriques qu'elles permettront.

¹³⁹ C'est en quelque sorte l'intuition à la base de ce travail de recherche. Si les « paradigmes » de la sociologie québécoise se donnaient à l'évidence, les typologies de Fournier et Houle (1980) et de Bourque (1993) n'auraient pas à être discutées.

¹⁴⁰ Voir la section 4.2.

paradigme la notion, beaucoup moins forte, de courant pour désigner une certaine convergence dans les pratiques.

Le courant ne doit pas nécessairement être défini de façon plus univoque que le paradigme parce qu'il s'agit d'une notion¹⁴¹, non pas d'un concept. Le recours à la notion de courant permet d'éviter les débats de nature conceptuelle : il ne s'agit pas de savoir quelles observations empiriques correspondent au concept de paradigme, encore moins de déterminer si les convergences observées dans la sociographie québécoise méritent le statut de paradigme. En somme, la notion de courant, sans être tout à fait étrangère au concept de paradigme, permet d'appréhender la sociographie québécoise de façon plus efficace, à l'abri des enjeux strictement conceptuels, l'analyse pouvant ainsi permettre de faire émerger les convergences paradigmatiques sans avoir à se préoccuper de la (non) correspondance entre les observations empiriques et le concept de paradigme.

Si le concept de paradigme permet de rencontrer à la fois l'objectif d'une lecture chronologique du corpus et celui d'identifier les éléments de convergence et de divergence de la sociographie, il ne va pas de soi que la notion de courant le permette aussi facilement. Il ne fait pas de doute qu'il existe dans la sociologie québécoise des courants qui répondent à une certaine logique paradigmatique, au sens où ils sont portés par un groupe de chercheurs qui y voient en quelques sortes un programme de recherche suffisamment substantiel pour générer un certain nombre de travaux. En ce sens, la notion de courant répond pleinement à l'objectif d'identifier les éléments de convergence de la sociologie québécoise.

Toutefois, même s'il existe entre ces courants (ou leurs représentants) un certain nombre de divergences, voire d'opposition, ils ne sont pas pour autant

¹⁴¹ « Idée générale moins déterminée que le concept mais possédant comme lui compréhension et extension » (Godin, 2004 : 884).

incommensurables. Il y a souvent chevauchement et coexistence de différents courants, aucun d'entre eux n'ayant pu établir un monopole suffisamment durable sur la sociologie québécoise. Ainsi, contrairement aux paradigmes, les courants ne correspondent pas à des intervalles de temps qui couvriraient la période à l'étude de façon mutuellement exclusive. La chronologie est un élément de l'identification des courants mais ces derniers, même s'ils peuvent être associés à une période de temps assez précise, ne peuvent être utilisés comme référents temporels pour les fins de l'analyse chronologique comme l'auraient permis des paradigmes.

En fait, la notion de courant effectue une disjonction entre la dimension idéologique (ou paradigmatique) et la dimension chronologique qui caractérisent le paradigme. La dimension chronologique n'est pas complètement évacuée, mais parce que les courants ne sont pas incommensurables, il n'y a plus adéquation entre la période temporelle et la convergence idéologique. Autrement dit, le courant n'assure pas le monopole sur une période de temps donnée. Même s'ils n'ont pas eu recours à la notion de paradigme, ni Fournier et Houle (1980), ni Bourque (1993) n'effectuent cette disjonction, ce qui constitue la principale faiblesse de leur périodisation.

7.1.2 Les courants de la sociologie québécoise

Le second élément qui empêche de procéder à une simple description des courants de la sociologie québécoise est que ceux-ci ne sont pas connus *a priori*. Les travaux de Fournier et Houle (1980) ou de Bourque (1993) ne peuvent servir de base à la division du corpus en courants parce que ces auteurs ont préconisé une approche donnant préséance aux périodes. Ils ont d'abord identifié des périodes temporelles bien circonscrites pour ensuite décrire la sociologie qui s'y pratiquait, présumant qu'aux changements de périodes correspondait un changement dans la pratique sociologique, l'objectif étant chaque fois de mettre l'accent sur le principal

dénominateur commun. Les auteurs conviennent aisément que cet exercice est réducteur : Fournier et Houle (1980 : 28-29) reconnaissent le caractère schématique de leur classification et Bourque (1993 : 45), qui s'inspire abondamment des premiers, affirme ne proposer aucune « thèse globalisante » ni « inventaire exhaustif ».

Une démarche qui met d'abord l'accent sur les courants procède à rebours de celle qui accorde préséance aux périodes. Il s'agit plutôt de mettre l'accent sur les concordances entre différents textes sans présumer que leur proximité chronologique soit un gage de proximité idéologique. La dimension chronologique ne peut être complètement évacuée – les courants doivent respecter une certaine proximité chronologique – mais ne doit pas engendrer de balises *a priori* contraignantes. Les travaux de Fournier et Houle (1980) et de Bourque (1993) fournissent certes quelques indices quant à une éventuelle division du corpus en courants, mais leurs classifications ne sauraient rendre compte de toutes les nuances du corpus. Elles ne fournissent aucun indice extra lexical, outre la division en périodes qui permet de classer les textes en fonction de leur date de publication, et les indices lexicaux sont trop peu nombreux.

Puisqu'il n'existe aucune base extra lexicale de division du corpus en courants, c'est donc sur une base lexicale que cette division doit être effectuée. Cela signifie que si la construction du corpus reposait sur les périodes, l'analyse repose sur les courants qui, puisqu'ils sont susceptibles de se chevaucher, ne permettent pas de lecture chronologique du corpus. Une analyse chronologique du corpus doit donc s'appuyer sur chacun des textes qui le composent, sur la base de la date de publication de chacun d'eux, sans bénéficier de l'expédient qu'offrent, par la synthèse qu'ils opèrent, la notion de période ou le concept de paradigme.

7.2 Objectifs et procédures de l'analyse lexicale

L'objectif principal de l'analyse du corpus est d'offrir un bon aperçu de l'évolution lexicale de la sociologie québécoise, en mettant l'accent sur les objets, les méthodes et les perspectives théoriques qu'elle privilégie. La description de cette évolution est facilitée par l'atteinte d'un deuxième objectif, celui d'identifier les grands courants de la sociologie québécoise. Ce deuxième objectif comporte un intérêt intrinsèque indubitable : comme toute entreprise classificatoire, qui vise à réduire la complexité, il permet d'appréhender une réalité complexe, en l'occurrence un large corpus, en proposant des points de repère significatifs. Ce faisant, il permet également de générer des balises pour l'observation de l'évolution chronologique de la sociographie québécoise.

Bien qu'il soit techniquement possible de le faire, ce n'est pas en considérant l'ensemble du lexique que les comparaisons les plus pertinentes sont effectuées. Il convient de circonscrire les éléments lexicaux les plus éloquents, d'un point de vue sociologique, pour permettre une description intéressante de l'évolution de la sociographie. Le fait d'illustrer les différences et ressemblances les plus significatives entre les périodes appelle nécessairement une opération de tri lexical d'où émergent les éléments lexicaux les plus significatifs de chaque courant. Cet élément confirme la pertinence d'amorcer l'analyse lexicale par une opération de reconnaissance des principaux courants du corpus.

Deux approches sont utilisées afin d'optimiser le traitement des données : 1) une *lecture* du corpus ; 2) une analyse lexicométrique à l'aide du logiciel *Lexico 3* ¹⁴².

La démarche d'analyse repose tout d'abord sur une lecture exhaustive du corpus à l'étude par l'analyste. Cette lecture ne saurait à elle seule répondre aux objectifs de

¹⁴² Disponible en ligne : <<http://lexico3.no-ip.org/>>

rigueur, de formalisation et de traitement systématique des données. Toutefois, comme le soutient Armony (2000 : 118),

[e]n tant que sujets possédant la compétence linguistique et sociale pour comprendre immédiatement le sens des mots et des phrases, nous effectuons des « analyses de discours » de manière spontanée. Nous avons une connaissance de la « nature » du discours [...] du seul fait de [l']entendre avec un minimum d'attention et de continuité. Cette compréhension est tout à fait valable et ne doit pas être exclue d'emblée dans une étude sociologique ou autre. Cependant, il nous semble que les analyses qui se penchent sur le monde des représentations sociales ne doivent pas pour autant faire fi des observations qui permettent de fonder – ou invalider – empiriquement les constats de notre sens commun.

Ainsi, une lecture préalable du corpus permet à l'analyste de se familiariser avec le matériau à l'étude, d'en posséder une connaissance personnelle et, idéalement, d'en tirer des intuitions de recherche et des hypothèses heuristiques. Au-delà de cette lecture, l'utilisation de logiciels d'analyse de texte assistée par ordinateur permet de dépasser les intuitions en objectivant les observations empiriques grâce à des procédés formalisés et appliqués de la façon systématique propre aux outils informatiques.

L'utilisation du logiciel *Lexico 3* permet de systématiser cette lecture. Ce logiciel a été conçu pour l'analyse lexicométrique. Il permet d'effectuer les tâches d'analyse quantitative en plus de donner accès directement au texte, liant la lecture non linéaire et la lecture linéaire permettant l'analyse qualitative. *Lexico 3* permet d'explorer un corpus de façon inductive. Il exécute rapidement des opérations complexes sur un large corpus. Il est convivial et permet de générer rapidement des résultats.

7.2.1 Identifier et décrire les courants de la sociologie québécoise

La première étape de l'identification des courants consiste à relever, à l'aide de *Lexico 3*, les spécificités de chaque article par rapport à l'ensemble des articles¹⁴³. L'analyse des spécificités permet d'apprécier le suremploi ou le sous-emploi de formes lexicales dans une partie du corpus grâce à un *indice de spécificité* qui « rend compte du degré de significativité de l'écart constaté » (Fracchiolla, Kuncova et Maisondieu, 2003 : 29). Il s'agit ensuite d'effectuer, sur la base à la fois de la lecture du corpus et de l'analyse des spécificités, les regroupements d'articles qui semblent les plus évidents. La lecture permet de générer quelques hypothèses de base tandis que l'analyse des spécificités confirme (ou non) une proximité lexicale.

Les hypothèses de base doivent rester minimales et très conservatrices, et être confirmées par des analyses de spécificités conséquentes. Une fois les premiers regroupements effectués, il faut trouver, pour chaque article qui n'a pas déjà été inclus dans un groupe, celui auquel il appartient parmi ceux qui ont une certaine proximité chronologique. L'addition de chaque texte à un groupe déjà constitué doit être validée par une analyse de spécificités comparative. Aucun article ne doit rester « orphelin » : tous les articles doivent impérativement faire partie d'un courant¹⁴⁴. Il

¹⁴³ Dans un premier temps, seuls les articles sont pris en considération pour des raisons essentiellement pratiques. Étant plus courts et plus nombreux, les articles sont plus faciles à manipuler et les regroupements sont plus significatifs (à cause des plus grandes variations lexicales). De plus, l'hypothèse d'un certain décalage chronologique entre les articles et les monographies laisse croire qu'il puisse être plus facile de regrouper des textes dont les conditions de production sont relativement homogènes.

¹⁴⁴ Il s'agit essentiellement d'une précaution méthodologique visant à faire en sorte que tous les articles soient pris en compte dans l'analyse des spécificités des courants et dans l'analyse chronologique. Cela ne signifie en aucun cas que tous les articles publiés par les sociologues s'inscrivent nécessairement dans un courant qui, par définition, n'a pas le caractère hégémonique d'un paradigme. Néanmoins, puisque les règles de constitution du corpus avaient pour objectif la sélection de textes qui se démarquent par leur importance dans le champ sociologique québécois, il est raisonnable de croire que cette importance se traduise par une forme ou une autre d'intégration. À l'inverse, il est improbable que ces textes soient « idéologiquement marginaux » au point de n'avoir aucune affinité avec les autres articles de la même époque. De plus, le caractère inductif de la démarche

est possible toutefois que plusieurs articles « orphelins » forment un nouveau courant qui n'avait pas été identifié précédemment. Cette étape repose elle aussi à la fois sur la lecture, qui permet de générer des hypothèses, et sur l'analyse des spécificités des articles, qui permet de les confirmer ou de les infirmer. Certains articles pourraient appartenir à plus d'un courant alors que d'autres sembleront ne correspondre à aucun ; en fonction des informations disponibles, l'analyste doit prendre la décision qui apparaît la meilleure ou la moins pire selon le cas. Toutes les décisions, sans exception, doivent être appuyées sur une analyse de spécificités. Cette procédure itérative, sans être particulièrement complexe, est très laborieuse : elle suppose la production et la comparaison de plus d'une centaine d'analyses de spécificités, raison pour laquelle il est impossible d'en rendre compte dans le détail.

Une fois les courants identifiés et chaque article du corpus associé à l'un ou l'autre de ceux-ci, il s'agit de faire de même avec les monographies. Chaque monographie doit être associée à un courant existant, mais la dimension chronologique doit être prise en compte avec plus de souplesse qu'en ce qui concerne les articles. En effet, les délais liés à la production et à la publication de monographies étant généralement plus importants que ceux nécessaires aux articles, il est possible qu'un certain décalage existe entre l'intervalle couvert par les articles qui s'inscrivent dans un courant donné et celui couvert par les monographies relevant de ce même courant. Il s'agit donc d'accorder plus d'importance à la lecture et à l'analyse lexicale pour déterminer à quel courant appartiennent les monographies.

Il ne reste plus, pour compléter cette première étape de l'analyse, qu'à décrire chacun des courants. Les éléments lexicaux peuvent être décrits à l'aide des outils

d'identification préconisée proscrit la conception essentialiste des courants selon laquelle ils existeraient sous une forme « pure », selon laquelle il faudrait exclure tout écrit qui n'en épouse pas parfaitement l'essence. À l'inverse, une démarche inductive qui intègre toutes les données disponibles accepte parfaitement la contingence de l'évolution des courants qu'elle met en évidence, et par le fait même les « imperfections » susceptibles de se glisser dans leur composition.

d'exploration et d'analyse que propose le logiciel *Lexico 3* (concordances, types généraux, segments répétés, ventilations, statistiques par parties¹⁴⁵ et spécificités), en mettant l'accent sur les objets, les méthodes et les théories qui caractérisent chaque courant. Certains éléments extra lexicaux, tels la revue de publication (pour les articles) ou l'université d'attache des auteurs, peuvent aussi fournir des éléments intéressants dans la description des courants.

7.2.2 L'analyse chronologique

L'analyse chronologique porte sur l'ensemble du corpus, en traitant toutefois les articles et les monographies séparément. Il s'agit d'explorer les variations lexicales de formes ou de groupes de formes significatifs en prenant comme point de repère l'année de publication des articles et monographies composant le corpus. L'objectif de l'analyse chronologique est de fournir des points de repère pour l'analyse des facteurs externes. En effet, l'identification de la chronologie et la nature des principales variations lexicales du corpus permettent de mettre ces variations en relation avec les facteurs externes qui ont pu exercer une influence significative sur la sociographie québécoise.

Les formes lexicales sur lesquelles doivent porter l'analyse chronologique sont tout d'abord les spécificités positives de chaque courant. L'exploration du corpus peut aussi révéler des formes lexicales significatives que l'analyse des spécificités

¹⁴⁵ L'outil *concordance* donne accès aux occurrences d'une forme dans son contexte d'utilisation. Les *types généraux* sont des groupes de formes construits par l'analyste qui sont ensuite traités comme une seule unité par le logiciel d'analyse. La recherche de *segments répétés* permet d'identifier les suites de formes qui se répètent dans le corpus. La *ventilation* génère un graphique de fréquences absolues ou relatives de formes ou de types généraux selon une division du corpus déterminée par l'analyste. Enfin, l'outil *statistiques par partie* fournit, comme le nom l'indique, des statistiques sur une partie donnée du corpus (Fracchiolla, Kuncova et Maisondieu, 2003).

n'aurait pas permis d'identifier et pour lesquelles une analyse chronologique peut s'avérer intéressante. En fait, l'analyse chronologique repose largement sur l'exploration du corpus : s'il est possible d'identifier les grands axes de l'analyse chronologique – objets, méthodes, théories, référents sociaux, historiques et politiques –, les formes ou les groupes de formes lexicales spécifiques sur lesquels doit porter l'analyse ne se révèlent que par l'exploration du corpus. En deçà d'un seuil minimal d'occurrences des formes lexicales, l'analyse chronologique ne peut produire de résultats intéressants¹⁴⁶.

L'analyse chronologique permet aussi de valider la composition des courants. Un groupe de formes lexicales composé des spécificités positives d'un courant donné devrait être observé de façon concentrée dans la période où les articles et monographies composant ce courant ont été publiés. Dans le cas contraire, il peut s'avérer préférable de modifier la composition des courants¹⁴⁷.

7.3 Mise en perspective des facteurs externes

Cette dernière étape de l'analyse doit apporter des éléments de réponse à la deuxième partie de la question de recherche qui concerne les facteurs externes les plus déterminants de l'évolution de la sociographie québécoise. Parmi tous ceux qui sont susceptibles d'exercer une influence significative sur la production des sociologues québécois, ceux qui retiennent l'attention ici sont de trois ordres : 1) les événements historiques, sociaux et politiques qui ont marqué la société québécoise ; 2) les politiques publiques en matières de sciences, de recherche et de

¹⁴⁶ Il peut être intéressant de constater qu'un mot donné soit absent ou très peu usité dans le corpus. Cela ne présente toutefois pas d'intérêt pour l'analyse chronologique.

¹⁴⁷ En fait, cette étape est réalisée plus tôt dans le processus, avant de procéder à la description des courants.

développement, de même que celles qui concernent les universités ; 3) les référents théoriques et les grandes tendances en sciences humaines dans le reste du monde, principalement aux États-Unis et en Europe.

7.3.1 Les événements marquants de la société québécoise

Qu'il s'agisse des « caractéristiques des sociétés particulières » (Falardeau, 1974 : 135) ou des « conditions sociales de la production sociologique » (Bibeau et Maheu, 1980 : 135), pour ne citer que ces exemples¹⁴⁸, les auteurs s'entendent généralement sur le fait que l'évolution d'une sociologie nationale n'est pas étrangère à celle de la société dans laquelle elle s'inscrit. La démarche de recherche visant à explorer les liens entre les événements marquants de la société québécoise et les variations dans la sociographie québécoise pourrait rejoindre celle de Bourque (1993 : 46-47), pour qui

la production sociologique est déterminée par la représentation que la société se donne d'elle-même. [...] [L]es différentes idéologies s'organisent, se structurent et s'opposent à partir d'une matrice commune qui les détermine jusque dans leurs antagonismes les plus irréductibles. Cette matrice constitue en quelque sorte le cœur de la représentation de l'espace, de la temporalité, de la communauté et des rapports entre les acteurs, en même temps qu'elle propose une forme particulière de lecture de l'ensemble sociétal. [...] [C]es formes générales de la représentation déterminent de façon décisive l'ensemble de la discursivité au sein d'une formation sociale. [...] [L]a sociologie comme discipline et l'ensemble de la sociographie, jusque dans ses courants les plus critiques, n'échappent pas aux déterminations de cette matrice que constituent les formes générales de la représentation.

Bourque (1993 : 52-54) décrit les mutations qui marquent la société québécoise dans les années 1950, s'articulant autour d'une tension entre tradition et modernité, où se développe une sociologie « principalement centré[e] sur la démonstration de l'inadéquation de la référence au traditionalisme » (Bourque, 1993 : 54). Avec la

Révolution tranquille, le Québec des années 1960 s'occupe à mettre en place un État keynésien, qui devient le lieu de l'unité d'une société qui se représente désormais par sa capacité à se produire elle-même (Bourque, 1993 : 57-59). Dans ce contexte se développe une « sociologie fonctionnelle de l'adaptation » qui vise le rattrapage des sociétés modernes (Bourque, 1993 : 59).

Ce type de relation entre une société donnée et la sociologie nationale qui s'y pratique n'est pas celle qui peut être établie à l'aide des données produites dans le cadre des présents travaux doctoraux. L'approche à préconiser est beaucoup plus empirique. Le matériau disponible offre une information de qualité sur la sociographie québécoise mais n'offre rien d'équivalent en contrepartie en ce qui a trait à la société québécoise, ni aux « formes générales de la représentation » qui y sont effectives. C'est donc à partir du matériau disponible que cette investigation doit être menée. Il s'agit en conséquence d'identifier, à travers l'exploration du corpus, les formes lexicales faisant directement référence aux événements marquants de l'histoire sociale et politique du Québec.

Les événements importants sont nombreux dans l'histoire québécoise et il est difficile de présumer lesquels sont les plus susceptibles d'avoir exercé une influence déterminante sur la sociographie québécoise. Toutefois, il est plus aisé d'identifier ceux qui occupent une place importante dans le corpus, ce dont témoigne un nombre élevé d'occurrences lexicales. En identifiant d'abord les événements historiques, sociaux et politiques par leur importance *dans* le corpus, il est possible ensuite d'en comparer le contexte lexical et le contexte extra lexical. Par exemple, il est possible de dater les événements auxquels font référence, par exemple, les mots ou expressions *grève de l'amiante*, *révolution tranquille*, *crise d'octobre* et *référendum*. L'analyse s'intéresse au moment de leur apparition dans le corpus, au contexte de leur utilisation, au fait qu'ils s'inscrivent ou non dans un courant

¹⁴⁸ Voir la section 2.3.1.

particulier, qu'ils correspondent ou non à des changements particuliers dans le lexique sociographique, etc.

Une telle approche analytique accepte le postulat de Bourque (1993) – qui rejoint celui de la plupart des auteurs¹⁴⁹ – sur le lien entre une société donnée et sa sociologie nationale, mais évite de le constituer en hypothèse à vérifier. Si elle est largement acceptée en tant que postulat général, cette prémisse reste difficilement opérationnalisable. Il ne s'agit donc surtout pas de prétendre que l'analyse proposée ici constitue une forme de validation empirique de ce postulat : une analyse résolument exploratoire permet d'identifier des cooccurrences, mais ne permet pas de statuer sur la nature du lien à établir, particulièrement en termes de causalité ou de déterminisme. En somme, il ne s'agit pas de comparer la chronologie de la matrice des formes générales de la représentation de la société québécoise à celle de la sociographie, mais, à un niveau bien plus modeste, d'en explorer quelques manifestations. Cette analyse exploratoire s'inscrit dans la perspective générale définie par le postulat d'un lien entre une sociologie donnée et le contexte social dans lequel elle est produite, mais n'entend pas en discuter la nature, la force, ni même le bien-fondé.

7.3.2 Les politiques publiques

Les politiques publiques sont susceptibles d'influencer la pratique de la sociologie de différentes façons, principalement parce que le lieu institutionnel central de la sociologie est l'université. Comme le mentionnent Gingras, Godin et Trépanier (1999 : 69), « en raison de leurs deux principales missions, l'enseignement et la

¹⁴⁹ Le lien entre une société donnée et sa sociologie nationale est largement partagé, mais le point de vue déterministe de Bourque (1993) ne l'est pas nécessairement.

recherche, les universités chevauchent des domaines le plus souvent administrés par des ministères différents ». Bien qu'il n'ait jamais existé, à proprement parler, de « politique des universités », celles-ci se sont néanmoins développées en fonction de multiples interventions publiques (Doray et Pelletier, 1999 : 36).

Dans les années 1960, la Commission Parent apporte une série de recommandations concernant les universités. Elle propose

une croissance des universités, une réorganisation de l'enseignement supérieur et des universités avec la création des établissements d'enseignement préuniversitaires (les cégeps) et de nouvelles institutions universitaires, l'uniformisation des structures d'accueil et de sanction des études entre les universités, la spécialisation des cursus [et] la rationalisation des programmes d'étude [...]. [L]a publication du rapport Parent marque le coup d'envoi d'une série de réformes au sein des universités existantes, la création de plusieurs institutions et la mise en place de plusieurs instances de planification ou organismes de consultation (Doray et Pelletier, 1999 : 39).

Le rapport Parent propose que le financement des universités soit assuré par l'État, et que celui-ci ait le pouvoir d'en définir les grandes orientations (Doray et Pelletier, 1999 : 39). Le rapport Parent accorde une grande importance à l'enseignement mais propose également une augmentation de la recherche, élément essentiel des programmes d'études avancées (Doray et Pelletier, 1999 : 40).

Sans sous-estimer l'importance des politiques en matière d'enseignement et d'éducation, ce sont surtout les politiques publiques en science, technologie, innovation, recherche et développement qui retiennent l'attention pour les fins de l'analyse chronologique. Les liens entre les pratiques de publication et les politiques scientifiques, de même que les grandes tendances mondiales en matière de recherche, ont été documentés au chapitre III. Il s'agit donc ici de dresser une chronologie des interventions étatiques en matière de science et de technologie au Québec.

Dans les années 1940 et 1950, il n'y a presque rien en termes de financement pour les universités de la part du gouvernement provincial, et rien du tout pour la recherche (Gingras, Godin et Trépanier, 1999 : 72). Le fait que la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval ait eu besoin d'une bourse de la Fondation Carnegie en 1955 pour l'embauche de professeurs (Falardeau, 1974 : 151) témoigne éloquemment de son manque de ressources financières. Dans les années 1940 et 1950, la recherche universitaire au Québec est principalement financée par le gouvernement fédéral. Les universités francophones profitent peu de ces subventions alors que l'Université McGill obtient la part du lion, et, selon toute vraisemblance, les sciences sociales ne font pas partie des priorités des bailleurs de fonds¹⁵⁰ (Gingras, Godin et Trépanier, 1999 : 72).

C'est dans les années 1960 qu'on commence à parler de politiques scientifiques dans les pays de l'OCDE (Gingras, Godin et Trépanier, 1999 : 72). Au Québec, les scientifiques, réunis sous la bannière de l'ACFAS, revendiquent une politique scientifique. La Commission Parent propose « une vision où l'accent est mis sur la recherche libre et fondamentale » (Gingras, Godin et Trépanier, 1999 : 73) incarnée dans un Conseil provincial des recherches. Le gouvernement du Québec met en place un programme de financement de la recherche dans la deuxième moitié des années 1960 qui vise principalement à permettre aux institutions francophones de rattraper leurs homologues anglophones (Fournier et Maheu, 1975 : 106). On assiste entre autres à la création du réseau de l'Université du Québec et de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS) (Gingras, Godin et Trépanier, 1999 : 1973). Le gouvernement canadien appuie cet objectif de rattrapage par des octrois et des subventions stratégiques (Gingras, Godin et Trépanier, 1999 : 74).

¹⁵⁰ Parmi les exemples d'organismes subventionnaires de la recherche fournis par Gingras, Godin et Trépanier (1999 : 72), le Conseil des arts est le seul qui ne vise pas la défense, l'énergie atomique ou la santé.

Depuis les années 1960, la science et la recherche sont restées une préoccupation importante pour les gouvernements québécois et canadien. Un premier document politique, *Les principes de la politique scientifique du Québec* (voir le tableau 7.1), est publié par le gouvernement du Québec au début des années 1970. On y confirme la place prépondérante qu'occupent les universités dans la recherche scientifique :

à toute fin pratique, les chercheurs universitaires sont les seuls responsables de l'orientation, du choix et de l'évaluation des activités de recherche et disposent donc d'un maximum d'autonomie par rapport aux demandes externes, qu'elles soient économiques, politiques ou sociales (Gingras, Godin et Trépanier, 1999 : 74).

La donne change toutefois au tournant des années 1980 avec la publication, en 1979, d'un livre vert sur une politique scientifique québécoise, suivi d'un livre blanc l'année suivante (voir le tableau 7.1). Le gouvernement y affirme le rôle de l'État non seulement comme bailleur de fonds, mais dans l'orientation de la recherche et la définition des priorités en matière de science et de technologie (Gingras, Godin et Trépanier, 1999 : 75). Il s'agit de mettre en place des nouveaux mécanismes pour déterminer les priorités de recherche qui mettent l'accent sur les besoins des utilisateurs (Gingras, Godin et Trépanier, 1999 : 77). Toutefois, si ces mécanismes consacrent le rôle clé du gouvernement, ils accordent encore une place importante aux chercheurs universitaires, tandis que les utilisateurs (entreprises, citoyens) en sont toujours exclus (Gingras, Godin et Trépanier, 1999 : 77-78). La place des représentants de l'industrie dans les processus décisionnels en matière de recherche s'accroît alors que « le rôle de plus en plus central de la science et de la technologie dans le développement industriel et économique incite le gouvernement à tenter de [les] mobiliser plus efficacement [...] à des fins de développement économique » (Gingras, Godin et Trépanier, 1999 : 81).

L'efficacité de ces mécanismes et le rôle croissant qu'y jouent les utilisateurs de la recherche se mesurent pleinement à partir des années 1990 alors que les subventions et commandites à la recherche mises à la disposition des chercheurs

universitaires croissent de façon significative¹⁵¹, de même que la proportion de financement privé¹⁵² (Gingras, Godin et Trépanier, 1999 : 91). Gingras, Godin et Trépanier (1999 : 92) relativisent toutefois la portée de ce constat en ce qui concerne les sciences sociales en relevant la forte concentration du financement privé dans des disciplines telles que les sciences de la santé.

Il faut aussi rappeler que les gouvernements fédéral et provincial continuent d'être, en fait, les principaux bailleurs de fonds de la recherche universitaire dans la mesure où, bon an mal an, ils financent près de 70% des dépenses de la recherche subventionnée et commanditée. De plus, la majeure partie de ces investissements sont des subventions accordées par les organismes subventionnaires (FCAR, FRSQ, CQRS, CRSNG, CRM et CRSH) après une évaluation par les pairs où l'excellence scientifique et la contribution à l'avancement de la discipline sont encore des critères déterminants (Gingras, Godin et Trépanier, 1999 : 93).

Les principales interventions gouvernementales en la matière sont présentées de façon schématique dans le tableau 7.1. L'objectif de ce tableau est de présenter les points de repère historiques en matière de politiques scientifiques au Québec¹⁵³, à l'aune desquels la chronologie des transformations du corpus sociologique québécois doit être mise en perspective.

¹⁵¹ Gingras, Godin et Trépanier (1999 : 91) observent une augmentation de 46% entre 1989 et 1995.

¹⁵² La part du financement privé a cru plus rapidement, passant de 21,3% du financement total en 1989 à 28,2% en 1995 (Gingras, Godin et Trépanier, 1999 : 91).

¹⁵³ Les informations présentées dans le tableau 7.1, compilées essentiellement à partir de deux sources, en l'occurrence les chapitres de Doray et Pelletier (1999) et de Gingras, Godin et Trépanier (1999), ne sont pas exhaustives. Une attention plus particulière a été apportée aux interventions qui pouvaient avoir une incidence sur les sciences sociales.

Tableau 7.1 : Principales interventions des gouvernements provincial et fédéral en matière de science au Québec

Année	Intervention
1964	Dépôt du rapport Parent Note : « [...] l'accent est mis sur la recherche libre et fondamentale réalisée dans les laboratoires universitaires » (Gingras, Godin et Trépanier, 1999 : 73).
1969	Mise sur pied du programme Formation des chercheurs et actions concertées (FCAC)
1969	Publication du rapport Macdonald (<i>The Role of the Federal Government in Support of Research in Canadian Universities</i>) Note : Séparation du soutien de la recherche et de l'opération des laboratoires ; reconsidération de l'unicité du critère de l'excellence individuelle pour l'allocation du financement (Gingras, Godin et Trépanier, 1999 : 80).
1971	Création du Comité interministériel des politiques scientifiques
1971	Publication de <i>Les principes de la politique scientifique du Québec</i> Note : « [...] les chercheurs universitaires sont seuls responsables de l'orientation, du choix et de l'évaluation des activités de recherche » (Gingras, Godin et Trépanier, 1999 : 74).
1971-1972	Commission sénatoriale de la politique scientifique Note : Propose la création d'organismes subventionnaires et le critère de pertinence sociale pour l'allocation des subventions (Gingras, Godin et Trépanier, 1999 : 80).
1972	Création du Conseil de la politique scientifique
1978	Création du Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH)
1979	Livre vert <i>Pour une politique québécoise de la recherche scientifique</i> Note : « [...] l'État a un rôle important à jouer dans le soutien et l'orientation des activités scientifiques et il indique son intention de mettre en œuvre une politique scientifique qui permettra de faire des choix quant aux domaines scientifiques et techniques à privilégier » (Gingras, Godin et Trépanier, 1999 : 75).
1979	Création du Conseil québécois de recherche sociale (CQRS) Note : « [...] l'évaluation par les pairs est le mécanisme privilégié pour le choix des projets, laiss[ant] entre les mains des chercheurs la définition des orientations et des priorités de leurs activités » (Gingras, Godin et Trépanier, 1999 : 79).
1980	Livre blanc <i>Un projet collectif : Énoncé d'orientations et plan d'action pour la mise en œuvre d'une politique québécoise de la recherche scientifique</i> Note : « [...] la science ne peut plus être laissée aux mains des seuls chercheurs et [...] la communauté scientifique devra tenir compte des priorités collectives » (Gingras, Godin et Trépanier, 1999 : 1977).
1982	Publication du document <i>Le virage technologique</i> Note : « [...] la science se voit détrônée au profit de la technologie » (Gingras, Godin et Trépanier, 1999 : 81).
1984	Création du Fonds FCAR (qui remplace le programme FCAC)
1986	Création du Conseil consultatif national des sciences et de la technologie (CCNST) Note : « [...] la moitié des membres provient de l'industrie tandis que l'autre moitié est recrutée dans les milieux de la finance, du monde syndical et des universités » (Gingras, Godin et Trépanier, 1999).
1987	Application de la stratégie <i>InnovAction</i> Note : « Les partenariats sont la clé de voute de cette nouvelle stratégie fédérale qui privilégie des secteurs prioritaires » (Gingras, Godin et Trépanier, 1999 : 86).
1988	Publication du document <i>La maîtrise de notre avenir technologique</i> Note : Des « stimulants fiscaux s'appliquent uniquement à des projets qui sont directement liés aux besoins de l'industrie » (Gingras, Godin et Trépanier, 1999 : 83).
1989	Programme de <i>Réseaux de centres d'excellence (RCE)</i> Note : « [...] mise sur des partenariats de recherche réunissant des chercheurs universitaires, des entreprises et des laboratoires ou des organismes gouvernementaux au sein de centres "virtuels" » (Gingras, Godin et Trépanier, 1999 : 87).

Légende : interventions du gouvernement provincial ; interventions du gouvernement fédéral. Source : Gingras, Godin et Trépanier, 1999 ; Doray et Pelletier, 1999.

Il est donc possible, à la suite de Gingras, Godin et Trépanier (1999), de découper la courte histoire des politiques publiques en matière de science et de technologie en quatre périodes :

- 1) 1940 à 1970 – la « république de la science » ;
- 2) Les années 1970 – début de l'interventionnisme ;
- 3) Les années 1980 – apparition des mécanismes de soutien à la recherche ;
- 4) Les années 1990 – efficacité des mécanismes de soutien à la recherche.

La première période est caractérisée par une autonomie totale des chercheurs universitaires, mais aussi par la rareté, voire l'absence, du financement de la recherche. Les changements subséquents, qui différencient les périodes, se limitent d'abord au discours (seconde période), puis ensuite à la mise en place de mécanismes de régulation (troisième période) qui ne deviennent efficaces que quelques années plus tard (quatrième période).

7.3.3 Les référents théoriques

Un dernier facteur susceptible d'influencer l'évolution de la sociologie québécoise est la présence de référents théoriques étrangers. La sociologie québécoise est perméable aux sociologies européennes ou américaines, de même qu'aux contributions significatives ou aux courants importants provenant d'autres disciplines. Cette dimension de l'analyse est complémentaire, au sens où il n'est pas nécessaire de procéder à une investigation exhaustive des référents théoriques de la sociographie québécoise. Au contraire, à l'instar des événements importants de la société québécoise, il est préférable de procéder à partir du corpus.

La description des courants a déjà permis d'identifier les principales influences théoriques, sans toutefois se limiter aux influences externes, et ce premier résultat

doit servir de base à la comparaison chronologique, dans la mesure où il est possible de dater les contributions sur lesquelles les sociologues québécois appuient leurs travaux. Cette analyse est donc déjà partiellement effectuée, mais il s'agit de substituer aux regroupements par courants une lecture chronologique des occurrences lexicales d'auteurs autres que ceux recensés comme sociologues québécois, puis de comparer ces résultats aux informations extra lexicales concernant les contributions les plus influentes.

7.3.4 L'influence des facteurs externes dans la régulation du champ

Cette section a pour objet d'ébaucher une typologie des modes de régulation de la pratique sociologique qui permet essentiellement deux choses : 1) proposer une solution au problème théorique évoqué précédemment, dans les termes de l'autonomie comme liberté par rapport aux pressions externes¹⁵⁴ ou de la participation des non-membres à la régulation du champ¹⁵⁵ ; 2) fournir une clé pour l'interprétation des pratiques sociologiques en mettant l'accent sur les tensions entre les différentes logiques à l'œuvre dans les rapports du champ sociologique québécois à son environnement. Il convient toutefois d'apporter quelques précisions, sous forme de précautions, pour bien circonscrire le rôle de cette typologie dans le présent travail de recherche.

Cette typologie des modes de régulation de la pratique sociologique est loin d'être achevée, et il ne fait pas partie des objectifs de cette thèse de lui donner une forme définitive. D'ailleurs, elle ne s'inscrit pas à proprement parler dans une démarche d'analyse typologique. Librement inspirée des travaux de Bourdieu (1984b) sur le

¹⁵⁴ Voir la section 2.3.

¹⁵⁵ Voir la section 4.3.

conflit des facultés, elle est une proposition originale dont la pertinence repose, du moins dans le cadre des présents travaux, principalement sur son potentiel heuristique. Dans la mesure où elle fournit des éléments d'interprétation qui rendent intelligibles les observations, elle permet de comprendre les distinctions, les contrastes et les oppositions entre les différentes sociologies identifiées lors de l'analyse du corpus¹⁵⁶. Cette utilisation de la typologie n'en constitue toutefois pas une validation empirique. Il appartiendra à des travaux ultérieurs d'en démontrer la validité (ou la vérité), alors qu'il suffit pour l'instant qu'elle témoigne de sa pertinence¹⁵⁷.

Les trois types de régulation de la pratique sociologique sont les suivants : scientifique, intellectuel et professionnel. La distinction entre les deux premiers types relève essentiellement des éléments théoriques présentés dans la section 4.3.1.2 sur les disciplines à prétention scientifiques. La régulation de type scientifique est objectivée dans des méthodes et des techniques rationnellement transmises (Bourdieu, 1984b : 84), en fonction desquelles les pratiques sociologiques peuvent être « appréciées objectivement », par exemple, à travers le mécanisme de l'évaluation par les pairs. La pratique sociologique associée à ce type de régulation relève donc d'une compétence scientifique. La régulation de type intellectuelle, à l'inverse, est essentiellement *sociale*¹⁵⁸. Les pratiques sociologiques y sont appréciées subjectivement et n'y sont objectivées qu'à travers une sanction sociale : évaluation de l'enseignement par les étudiants, visibilité médiatique, etc. La distinction entre régulation scientifique et régulation intellectuelle peut s'illustrer, très

¹⁵⁶ Voir le chapitre IX.

¹⁵⁷ Bien que chacun des types idéaux soit une abstraction qui n'a pas nécessairement à trouver sa validité dans des observations empiriques.

¹⁵⁸ Toutes les formes de régulations sont sociales, en totalité ou en partie, parce que même les plus objectivées d'entre elles s'exercent, en dernière instance, dans un environnement social. Toutefois, contrairement aux régulations de types scientifique et professionnel qui s'appuient également sur des processus formalisés, la régulation de type intellectuel demeure assujettie à une forme de « sanction sociale » peu, voire pas du tout formalisée.

grossièrement toutefois, par la tension entre enseignement et recherche¹⁵⁹ (Gingras, 1991; 2003).

La régulation de type professionnel est objectivée, à l'instar de la régulation scientifique, mais cette fois-ci par des processus « juridiquement » ou institutionnellement garantis (Bourdieu, 1984b : 89). Gingras (1991 : 42) propose deux modèles de développement des disciplines universitaires, qui génèrent deux identités distinctes (Godin et Trépanier, 1995 : 465) : un modèle disciplinaire et un modèle professionnel. La disciplinarisation et la professionnalisation se présentent ainsi comme deux modes spécifiques de contrôle d'une occupation qui correspondent chacun à une identité sociale spécifique (Gingras, 1991 : 42-43). La discipline correspond à un marché fermé où les producteurs sont les seuls consommateurs de la production de leurs pairs (Gingras, 1991 : 42-43). L'identité sociale disciplinaire est constituée à travers des organismes de représentation que sont les associations, congrès, revues, médailles, représentants officiels, etc. (Gingras, 1991 : 51). La profession, au contraire, est un marché ouvert où les consommateurs et les producteurs sont distincts (Gingras, 1991 : 42-43). Elle se définit comme le monopole légal de « l'accès à un titre et aux postes qui lui sont associés » (Gingras, 1991 : 43). L'identité sociale professionnelle se constitue généralement autour d'un organe central : la corporation (Gingras, 1991 : 51).

Il n'existe pas de corporation professionnelle de sociologues au Québec¹⁶⁰, mais l'affirmation d'une identité professionnelle en sociologie est loin d'être impensable. Bien que Massé et St-Arnaud (1981 : 140-141) aient constaté que les sociologues québécois s'opposent à une professionnalisation de la discipline qui prendrait la forme d'une association professionnelle, d'un code d'éthique ou d'un permis de pratique, ils démontrent par le fait même que la question de la professionnalisation

¹⁵⁹ La pratique scientifique est davantage orientée vers la production de connaissance alors que la pratique intellectuelle est davantage orientée vers son inscription dans le monde.

¹⁶⁰ Une association comme l'ACSALF ne remplit pas le rôle d'une corporation.

se pose en sociologie. Il semble d'ailleurs que les sociologues américains soient davantage favorables à une telle professionnalisation (Massé et St-Arnaud, 1981 : 141)¹⁶¹, qui s'y serait déjà concrétisée, du moins en partie, sous la forme d'une pratique de « technologie sociale » (Grenier, Houle et Renaud, 1982 : 131).

Toutefois, la régulation de type professionnel s'applique davantage, sans pour autant relever d'une corporation professionnelle, à la sociologie pratiquée hors université. La pratique de certains fonctionnaires ou professionnels de recherche œuvrant dans le domaine privé est encadrée par des normes professionnelles qui, à défaut d'un cadre juridique, s'inscrivent dans un cadre réglementaire institutionnellement garanti. De même, dans la pratique universitaire du service à la communauté, le travail du sociologue est encadré par des normes professionnelles définies par l'institution, notamment en termes d'éthique et de déontologie. L'analogie avec la corporation est cependant imparfaite au sens où, dans ces contextes, la régulation ne concerne plus exclusivement la pratique sociologique, qui se trouve subsumée dans une pratique professionnelle définie plus largement¹⁶².

Ainsi, la régulation professionnelle s'oppose à la régulation scientifique au sens où elle relève d'une professionnalisation et non d'une disciplinarisation. La régulation intellectuelle, parce qu'elle ne s'inscrit dans ni l'un ni l'autre de ces processus, occupe une position mitoyenne : elle entretient un certain rapport avec une clientèle, mais sans l'encadrement d'une corporation professionnelle ou d'un substitut analogue. La régulation scientifique s'oppose aux deux autres types par son repli sur soi, par le fait qu'aucun élément externe n'y intervienne, en théorie du moins.

¹⁶¹ L'enquête de Massé et St-Arnaud (1981) s'est déroulée en 1972. Bien qu'il soit impossible de savoir comment la situation a évolué depuis cette date, c'est surtout la possibilité d'une telle identité professionnelle pour la sociologie qu'il s'agit de retenir.

¹⁶² La présence dans le modèle d'un type idéal de la régulation professionnelle ne suppose pas nécessairement l'existence d'une pratique concrète qui y corresponde.

Enfin, la régulation intellectuelle se distingue par son caractère essentiellement social.

Le tableau 7.2 présente des exemples de pratiques et d'occupations associées à chacun de ces modes de régulation. Ces exemples ne sont pas nécessairement exhaustifs, et ils ne se réduisent jamais au mode de régulation auquel ils sont associés – les dynamiques au sein du champ sont trop complexes pour être résumées aussi schématiquement. Autrement dit, aucune des pratiques ou des occupations proposées pour les illustrer n'est jamais soumise parfaitement et entièrement au seul type idéal de régulation auquel elles sont associées. C'est donc le principal mode de régulation auquel chaque pratique et chaque occupation sont assujetties qui détermine sa position dans le tableau¹⁶³.

Tableau 7.2 : Exemples de pratiques et d'occupations associées au types idéaux de régulation de la pratique sociologique

	Pratiques	Occupations
Régulation scientifique	<ul style="list-style-type: none"> • Recherche (appliquée, fondamentale) • Publication scientifique 	<ul style="list-style-type: none"> • Chercheur • Professeur
Régulation intellectuelle	<ul style="list-style-type: none"> • Enseignement • Essai • Philosophie sociale • Participation citoyenne 	<ul style="list-style-type: none"> • Enseignant • Chroniqueur/éditorialiste • Militant • Professeur
Régulation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> • Gestion (programme d'enseignement, centre de recherche) • Consultation/expertise • Intervention sociale • Recherche appliquée 	<ul style="list-style-type: none"> • Professionnel de recherche • Fonctionnaire • animateur social • Agent de développement

¹⁶³ La présentation des occupations et des pratiques dans le tableau 7.2 a surtout pour objectif d'exemplifier les types de régulation, mais leur disposition spécifique n'est pas justifiée ni documentée empiriquement, et reste donc discutable.

Cette typologie donne un aperçu de certaines relations entre le champ et son environnement, mais ne permet pas de comprendre et encore moins de prédire comment les demandes externes spécifiques sont retraduites dans le champ sociologique. Bien que ces types de régulation de la pratique sociologique supposent des modes distincts d'intégration des facteurs externes, les pratiques associées à chacun d'entre eux peuvent être orientées davantage vers les enjeux propres au champ lui-même, ou davantage vers des enjeux extérieurs. Par exemple, en ce qui concerne le type scientifique, il existe une tension entre neutralité axiologique (orientation internaliste) et engagement social (orientation externaliste). Toutefois, ces considérations n'engagent pas le mode de régulation de la pratique sociologique, mais l'attitude des membres du champ à l'égard d'enjeux sociaux ou politiques extérieurs au champ sociologique.

En somme, cette typologie ne vise pas à identifier des éléments d'analyse spécifiques, mais plutôt à fournir un arrière-plan pour l'interprétation de certaines dynamiques au sein du champ sociologique québécois. L'interprétation proposée aux chapitres IX et X ne repose pas entièrement sur cette typologie : d'autres dynamiques, plus générales ou plus spécifiques, renvoient plutôt aux éléments théoriques exposés dans ce chapitre et dans les précédents, notamment au chapitre IV. Elle permet toutefois de comprendre certaines tensions et oppositions au sein du champ sociologique et de leur donner une cohérence d'ensemble.

7.4 Synthèse des périodes

Il s'agit, pour clore ce chapitre sur le cadre d'analyse, de proposer une synthèse des éléments de quelque nature que ce soit (sociale, théorique, etc.) qui devraient caractériser chaque période observée *selon la littérature recensée*. Tous les éléments qui composent cette synthèse ont déjà été présentés dans les chapitres

précédents, principalement dans les chapitres I à III. Autrement dit, il s'agit de présenter, dans un bref portrait de chaque période, les conclusions que la littérature portant sur la sociologie québécoise permet d'anticiper. Sans que cette synthèse ne constitue à proprement parler une hypothèse à vérifier, l'analyse doit ainsi permettre de juger dans quelle mesure le portrait que la littérature concernée dresse de la sociologie québécoise est juste.

7.4.1 La période 1943-1959

La société canadienne-française des années 1940 et 1950 est décrite comme traditionnelle, et la question du rattrapage est centrale non seulement pour les sociologues mais pour la société dans son ensemble (Fournier et Houle, 1980). La sociologie s'inspire largement de l'École de Chicago, particulièrement des travaux de Redfield sur le continuum folk-urbain (Fournier et Houle, 1980 ; Laurin-Frenette, 1984), pour comprendre la tension entre tradition et modernité qui caractérise la société canadienne-française (Bourque, 1993). La pratique de la sociologie est alors caractérisée par l'interdisciplinarité (Audet, 1983). Le financement public étant pratiquement inexistant, c'est surtout grâce au financement privé provenant notamment de fondations américaines que la sociologie universitaire peut se développer (Audet, 1983). L'absence de revues à caractère exclusivement sociologique oblige les sociologues à publier dans des revues non spécialisées et/ou étrangères (Fournier, 1974).

7.4.2 Les années 1960

La société québécoise des années 1960 est marquée par la Révolution tranquille, qui consiste essentiellement en la construction d'un État keynésien au Québec (Bourque, 1993). La sociologie des années 1960 se divise en deux grandes tendances : une première tendance sociographique très empirique qui poursuit l'objectif de définir positivement la société québécoise (Laurin-Frenette : 1984 ; Bourque, 1993) ; une seconde tendance plus théorique, caractérisée par la diversité, voire l'éclectisme (Laurin-Frenette, 1984). Structuro-fonctionnalisme, étude des idéologies et des représentations collectives ou des classes ethniques, le concept de *société globale* prend une grande importance dans une sociologie qui accorde encore une grande place à l'histoire et est principalement préoccupée par l'analyse du développement socio-historique du Québec et par son adaptation à la modernité (Fournier et Houle, 1980 ; Laurin-Frenette, 1984 ; Bourque, 1993).

7.4.3 Les années 1970

Alors que le Québec des années 1970 assiste à la montée du Parti Québécois, l'engagement politique prend une place très importante dans la pratique des sociologues (Laurin-Frenette, 1984 ; Fournier, 1999). Le marxisme structuraliste, ou structuro-marxisme, d'obédience althussérienne, occupe une place très importante dans la sociologie québécoise qui s'intéresse de plus en plus aux thèmes de la domination bourgeoise, de la lutte des classes, du socialisme et de l'autogestion (Fournier et Houle, 1980 ; Laurin-Frenette, 1984). Un débat autour de l'idéalisme et du matérialisme prend place entre ceux qui privilégient l'étude des idéologies, de la culture et des représentations et ceux qui s'intéressent aux rapports économiques et politiques (Bourque, 1993). La sociologie québécoise des années 1970 est qualifiée de particulièrement abstraite (Laurin-Frenette, 1984) et de dogmatique sur le plan

théorique, mais elle se caractérise également par une dimension critique et une sensibilité face aux enjeux sociaux (Fournier, 1999).

7.4.4 Les années 1980

La sociologie québécoise des années 1980, qualifiée de « *no man's land* théorique », est d'abord marquée par la désaffection du marxisme (Dofny *et al.*, 1980). Alors que certains parlent de relativisme absolu, d'éclectisme, de multiplication des écoles et des approches théoriques (Fournier, 1999), d'autres parlent plutôt du retour de l'acteur sous l'influence d'auteurs tels que Touraine, Giddens, Bourdieu et Habermas (Bernier, 2001). Dans un contexte où les politiques publiques en matière de science accordent une place croissante à l'État et au secteur privé (Hamel, à paraître), orientant la recherche sur le développement social et économique du Québec et sur les besoins de l'industrie (Trépanier, 1992 ; Godin et Trépanier, 1995), la sociologie se caractérise par un utilitarisme croissant, des visées pratiques et un désintérêt pour les questions théoriques fondamentales au profit d'une attention accrue aux problèmes concrets et immédiats (Hamel, à paraître). L'intérêt scientifique cède le pas à la pertinence sociale comme critère d'évaluation de la recherche, du moins au niveau du discours (Trépanier, 1992).

7.4.5 Les années 1990 et le tournant des années 2000

Le phénomène marquant des années 1990, au Québec comme ailleurs, est la mondialisation (Banque mondiale, 2003), qui a des impacts sur plusieurs dimensions de la vie sociale et économique, et qui génère aussi quelques changements dans les pratiques de recherche. Les principales pressions s'exercent en faveur d'une

instrumentalisation (Albert, 1998; Albert et Bernard, 2000) et d'une internationalisation (Gingras et Larivière, 2005) de la recherche. La science et les universités, au gré des interventions de l'État, se rapprochent des besoins du marché et de la demande sociale de production de connaissance (Godin et Trépanier, 1995; Godin, Trépanier et Albert, 2000; AUCC, 2002; Banque mondiale, 2003; Gingras, 2003). Avec l'augmentation du financement privé (Gingras 2003 : 6, Banque mondiale 2003), la recherche fondamentale cède le pas à la recherche orientée et aux travaux « rentables » (Godin, Trépanier et Albert, 2000; Gingras, 2003; Hamel, à paraître). Tout cela génère de nouvelles priorités, de nouveaux critères d'évaluation, de nouvelles collaborations et de nouvelles pratiques de diffusion (Godin et Trépanier, 1995), donnant lieu notamment à la montée des hyper-réseaux (Leydesdorff et Hetzkovitz, 2000).

Les impératifs croissants de transferts de connaissance et de pertinence sociale (Gauthier, 2001) se traduisent, pour les sciences sociales, par une demande sociale accrue de connaissances sur les thèmes de la santé, de la qualité de vie, du chômage et de la cohésion sociale (Dillard, 2001). Dans ce contexte, la sociologie des années 1990 se caractérise par une propension accrue à l'interdisciplinarité (Gauthier, 2001; Bernard, 2005; Otero, 2005), par son empirisme (Warren, 2005b), par son éclectisme et par un rapport plus instrumental à la théorie (Hamel, à paraître; Fournier, 2005). Le « règne des experts », caractérisé par la spécialisation et la fragmentation, sonne le glas des « grands intellectuels » et des « méta-récits » (Bernard, Fournier et Saint-Pierre, 1998; Fournier, 1999).

7.5 Conclusion

Le cadre d'analyse qui doit permettre de répondre aux questions de recherche soulevées au chapitre III est maintenant défini. Il s'agit d'abord d'identifier les

courants en réunissant les textes qui les constituent, puis de les décrire dans leurs principales caractéristiques (objets d'études, théories et concepts de référence, méthodes) à partir du lexique qui leur est spécifique. Le travail d'identification des courants se fait de façon itérative à partir des articles du corpus. Il repose à la fois sur la lecture du corpus et sur une première exploration lexicographique à l'aide du logiciel d'analyse. La seconde partie de l'analyse explore la dimension chronologique du corpus en la comparant à des facteurs externes susceptibles d'avoir exercé une influence importante sur son évolution. Les facteurs externes considérés sont les événements importants de l'histoire sociale et politique du Québec, les politiques publiques en matière de science et de recherche, de même que les référents théoriques utilisés par les sociologues québécois.

Ce chapitre conclut l'exposition des éléments théoriques et méthodologiques préalables à la mise en œuvre de l'analyse. Les chapitres suivants sont consacrés à en exposer les résultats. Le chapitre VIII présente quelques statistiques descriptives sur les auteurs recensés, de même que sur les articles et monographies qu'ils ont publiés. Le chapitre IX est consacré à la description des courants de la sociographie québécoise. Enfin, le chapitre X détaille les résultats de l'analyse chronologique.

DEUXIÈME PARTIE

ANALYSE ET INTERPRÉTATION

CHAPITRE VIII

AUTEURS, ARTICLES ET MONOGRAPHIES : QUELQUES STATISTIQUES DESCRIPTIVES

La constitution du corpus repose sur un certain nombre de principes et de critères qui ont été exposés précédemment. Pour appliquer ces critères de façon systématique, il a fallu récolter, autant sur les auteurs que sur les articles et monographies qu'ils ont publiés, des informations pertinentes à la sélection des textes. Ces informations constituent autant de variables susceptibles de fournir un matériau d'analyse intéressant. En effet, les habitudes de publication des sociologues universitaires francophones au Québec sont peu connues. Bien que la présentation d'un tel profil statistique ne fasse pas partie des objectifs de cette étude, une brève analyse descriptive des données récoltées s'inscrit parfaitement dans la perspective exploratoire de la démarche de recherche. Ainsi, il ne s'agit pas de détourner la collecte de données vers de nouvelles fins mais de tirer profit de données disponibles, dans les limites de ce qu'elles peuvent offrir, pour éclairer certaines dimensions du travail de sociologue universitaire.

Ce chapitre poursuit l'objectif de présenter quelques statistiques descriptives intéressantes à propos des auteurs, des articles et des notices bibliographiques¹⁶⁴ recensées. La recension a généré trois tables de données (auteurs, articles, notices

¹⁶⁴ Les données ne concernent pas seulement les monographies. Le recours aux moteurs de recherche des bibliothèques universitaires permet la recension de notices bibliographiques qui concernent différents types de documents, incluant notamment les monographies, publiés par les auteurs concernés. Les critères de sélection des monographies visaient notamment à exclure les autres types de documents (thèses, actes de colloque, ouvrages dirigés, etc.) mais les statistiques compilées fournissent de l'information sur l'ensemble des documents publiés pour lesquels une notice bibliographique a été recensée.

bibliographiques) intégrées dans une base de données relationnelle à l'aide du logiciel MS Access. La plupart des analyses ont été effectuées à l'aide de ce logiciel mais certaines données et analyses ont été traitées à partir du logiciel MS Excel. En tout, ce sont 164 auteurs, 550 articles et 1631 notices bibliographiques qui ont été recensés et sur lesquels porte l'analyse. Il s'agit donc tout d'abord de présenter le détail des différentes variables utilisées à cette fin. Ensuite seront présentées quelques statistiques descriptives intéressantes sur les auteurs et leurs publications.

8.1. Description des variables utilisées pour la recension des auteurs¹⁶⁵

La table des auteurs comporte des données compilées en fonction des variables suivantes :

- Nom;
- Prénom;
- Sexe;
- Université (principale) ;
- Année d'embauche;
- Année de fin d'emploi;
- Nombre d'articles publiés ;
- Nombre de documents publiés (notices bibliographiques).

Les informations nominales (nom, prénom) sont récoltées telles qu'elles figurent dans les annuaires des universités concernées.

Le sexe de l'auteur est identifié à partir de son prénom, en fonction du genre auquel il est habituellement associé. Dans le cas de prénoms étrangers dont le genre n'est pas évident du point de vue francophone, ou dans le cas de prénoms unisexes, des démarches *ad hoc*, dont la nature varie selon le cas, sont effectuées pour identifier le

¹⁶⁵ Les variables observées sont liées aux principes de construction du corpus présentés au chapitre V. Les informations présentées ici sont complémentaires à celles présentées dans la section 5.2.3.

sexe de l'auteur. Ces démarches peuvent être constituées de recherches dans Internet, de consultation d'informateurs privilégiés, etc.

L'université (principale) est celle où l'auteur travaille ou a travaillé. La base de données est ainsi conçue qu'une seule institution peut être inscrite pour chaque professeur. Il existe pourtant de rares cas de professeurs ayant occupé un poste dans deux des trois universités observées. Dans ces cas, l'institution retenue est celle qui est considérée comme celle où le professeur en question a travaillé le plus grand nombre d'années, ce qui correspond également dans chacun des cas à la dernière université où il a travaillé. Cela génère certaines erreurs, particulièrement si l'on considère ces données comme des statistiques sur l'embauche dans les départements de sociologie¹⁶⁶.

Les données concernant la date d'embauche et la date de fin d'emploi ne correspondent pas aux dates réelles d'embauche ou de fin d'emploi des professeurs, mais à la date où leur nom apparaît pour la première ou la dernière fois dans l'annuaire d'une des trois universités concernées, dans la section du département de sociologie ou de l'unité administrative qui inclut le département de sociologie lorsque l'information n'est pas disponible spécifiquement pour chaque département. Cette information ne permet pas de situer avec précision la date d'embauche et de fin d'emploi des professeurs et n'est pas exempte d'erreurs, mais c'est la meilleure information qui soit disponible¹⁶⁷.

Dans le cas des noms dont la séquence d'apparition dans les annuaires est discontinue, la date d'embauche correspond à la première occurrence du nom du

¹⁶⁶ C'est ce qui explique, par exemple, que sur le graphique 8.1b (section 8.4.1) apparaisse une embauche au département de sociologie de l'Université de Montréal pour la période 1949-1953, alors que ce département n'existait pas encore. Le professeur concerné, Guy Rocher, a en effet débuté sa carrière à l'Université Laval en 1952 avant de rejoindre l'Université de Montréal dans les années 1960.

¹⁶⁷ Voir la section 6.1 pour la justification de cette méthode de collecte.

professeur et la date de fin d'emploi correspond à la dernière occurrence, nonobstant le nombre d'occurrences manquantes entre ces deux pôles.

Puisque les données antérieures à la période concernée n'ont pas été compilées, aucune valeur inférieure à 1943 n'a été inscrite dans la variable année d'embauche. À l'inverse, les professeurs dont la carrière n'était pas terminée à la fin de la période observée ont 2004 pour date de fin d'emploi. Cela permet de dériver la variable années de carrière par la différence entre l'année de fin d'emploi et l'année d'embauche¹⁶⁸.

Enfin, le nombre d'articles et le nombre de documents publiés sont établis à partir des informations contenues dans les autres tables de données. Ils ne renvoient pas au nombre réel de monographies ou d'articles publiés par ces auteurs mais au nombre recensé dans le cadre de cette étude, en fonction et dans les limites du cadre méthodologique proposé.

8.2 Description des variables utilisées pour la recension des articles¹⁶⁹

La table des articles comporte des données compilées en fonction des variables suivantes :

- Nombre d'auteurs;
- Année de publication;
- Nom de la revue;
- Volume, numéro;
- Nombre de pages.

¹⁶⁸ Les séquences discontinues ne sont pas prises en compte dans le calcul de la durée de la carrière.

¹⁶⁹ Les variables observées sont liées aux principes de construction du corpus présentés au chapitre VI. Les informations présentées ici sont complémentaires à celles présentées dans la section 6.3.1.

Le nombre d'auteurs correspond au nombre de personnes physiques identifiées, dans le sommaire ou la table des matières, à l'aide d'un nom (et la plupart du temps d'un prénom), comme auteurs de l'article en question. Cette variable tient compte de tous les auteurs de l'article, qu'ils fassent ou non partie des 164 auteurs retenus pour cette étude. L'année de publication, le nom de la revue, le volume, le numéro¹⁷⁰ et le nombre de pages sont également compilés à partir des informations du sommaire ou de la table des matières¹⁷¹.

8.3 Description des variables utilisées pour la recension des notices bibliographiques¹⁷²

La table des notices bibliographiques comporte des données compilées en fonction des variables suivantes :

- Nombre d'auteurs;
- Langue;
- Année de publication;
- Lieu de publication;
- Type d'édition;
- Type de publication.

Le nombre d'auteurs correspond au nombre de personnes physiques identifiées comme auteurs selon la notice bibliographique. Les institutions, les groupes de recherche ou tout autre instance de quelque nature que ce soit identifiés sous la

¹⁷⁰ Le volume et le numéro ne sont pas compilés à des fins statistiques mais à des fins bibliographiques.

¹⁷¹ Voir la section 6.3.1 pour la justification du mode de collecte du nombre de pages.

¹⁷² Les variables observées sont liées aux principes de construction du corpus présentés au chapitre VI. Les informations présentées ici sont complémentaires à celles présentées dans la section 6.3.2.

rubrique « auteurs » ou l'équivalent, qui ne désignent pas explicitement une personne physique, sont exclus de ce décompte.

La langue correspond à la principale langue dans laquelle l'ouvrage est rédigé selon la notice bibliographique et/ou le titre de la publication. Une seule langue est considérée pour chaque publication. Dans le cas où l'ouvrage est rédigé ou publié en plus d'une langue incluant le français, et que la notice bibliographique ne permette pas d'identifier qu'une langue autre que le français soit la langue principale de la publication, la langue retenue est le français. L'objectif de cette variable est d'identifier les ouvrages publiés en français, en totalité ou en partie relativement significative, pour mettre en évidence les titres adressés notamment au lectorat francophone du Québec.

L'année de publication est établie en fonction des informations contenues à cet effet dans la notice bibliographique. Dans les cas où plusieurs dates sont indiquées, la date antérieure prévaut.

Le lieu de publication réfère à la ville, au pays ou à la région où l'ouvrage est publié. Les catégories utilisées pour identifier le lieu de publication sont : 1) au Québec; 2) en Amérique du Nord (sauf au Québec); 3) en France; 4) en Europe (sauf en France); 5) autre; 6) inconnu. Un seul lieu de publication est pris en compte pour chaque document. Il s'agit principalement d'identifier les ouvrages publiés au Québec, exclusivement ou non. Ainsi lorsque plusieurs lieux de publication sont mentionnés dans la notice bibliographique parmi lesquels figure un lieu de publication québécois, ce dernier prévaut, nonobstant la position où il apparaît. Dans le cas de plusieurs lieux de publication hors Québec, seul le premier apparaissant dans la notice bibliographique est retenu.

Le type d'édition permet de distinguer les publications dans les maisons d'édition des autres types d'éditeurs. Les catégories sont les suivantes : 1) maison d'édition;

2) gouvernemental; 3) groupe de recherche; 4) universitaire; 5) privé; 6) autre ou inconnu. Les maisons d'édition sont habituellement indépendantes et ont pour principale activité la publication à des fins commerciales, qu'elles soient à but lucratif ou non. Les publications gouvernementales incluent les publications d'organismes publics, de commissions d'enquêtes, etc. Les publications de groupes de recherche désignent les publications maison que certains groupes de recherche, principalement universitaires, déposent dans les bibliothèques universitaires. Certaines institutions de recherche telles que l'IQRC (Institut québécois de recherche sur la culture) ont des publications qui doivent être classées dans la catégorie des maisons d'édition. La catégorie des publications universitaires comporte toutes les publications des facultés, des départements, etc., à l'exclusion des publications des groupes de recherche universitaires qui sont incluses dans la catégorie précédente. Cette catégorie inclut également les thèses et mémoires. Les publications privées font références aux publications de groupes ou d'organismes privés, surtout sans but lucratif, dont l'activité d'édition est marginale.

Puisqu'il est parfois difficile de vérifier de tels renseignements, ces précisions servent davantage à définir l'orientation générale dans la classification des éditeurs qu'à en établir les règles précises. L'objectif est de classer les éditeurs en fonction des seuls renseignements contenus dans les notices bibliographiques. La précision générale de ces renseignements permet une rigueur suffisante compte tenu des objectifs de la description. Un seul type d'édition est pris en compte pour chaque publication et, dans la mesure où au moins une maison d'édition commerciale fait partie des éditeurs, celle-ci prévaut.

Enfin, le type de publication permet de classer les publications selon la nature du texte publié. Les catégories sont : 1) monographies; 2) ouvrages dirigés; 3) actes de colloques; 4) thèses et mémoires; 5) tirés à part; 6) littérature, fiction, poésie. Les monographies sont, idéalement, constituées d'un texte continu sur un sujet donné. Toutefois, cette catégorie est la catégorie résiduelle, au sens où sont considérées

comme monographies toutes les publications qui ne peuvent être classées dans l'une ou l'autre des autres catégories simplement sur la base des informations contenues dans leur notice bibliographique. Il convient donc d'adopter une acception large d'une monographie en la définissant de façon négative comme tout ce qui n'appartient pas aux autres catégories.

Toutefois, certaines notices bibliographiques ne sont pas incluses dans la catégorie des monographies même si elles ne correspondent à aucune autre catégorie. Il s'agit en fait des notices qui sont exclues de la recension et de l'analyse, soit 1) les documents non écrits, 2) les numéros de périodiques, 3) les « contributions marginales » et 4) les auteurs homonymes¹⁷³.

Les ouvrages dirigés sont des collections de textes, habituellement de plusieurs auteurs, rassemblés par un ou plusieurs directeurs (ou éditeurs). Dans les notices bibliographiques, il est parfois fait mention explicitement du fait qu'une publication soit un ouvrage dirigé. Les ouvrages dirigés sont parfois identifiables à la mention « ed. » entre parenthèses après le nom du ou des auteurs. Les ouvrages dirigés comprennent aussi les « mélanges » et les « textes choisis », mais excluent les actes de colloques qui entrent dans une catégorie différente. Ils excluent également les notices qui réfèrent à un numéro de revue dirigé par l'auteur.

Les actes de colloques incluent les publications dont la notice bibliographique comporte la référence à un colloque ou un congrès, et qui semblent en constituer les actes. La publication d'une conférence, y compris si la conférence en question a été prononcée dans le cadre d'un congrès ou d'un colloque, est considérée comme une monographie dans la mesure où la publication y est exclusivement consacrée.

¹⁷³ Voir la section 8.4.3 plus bas pour le détail des notices exclues.

La catégorie des thèses et mémoires inclut les publications identifiées comme telles dans la notice bibliographique.

La catégorie des tirés à part inclut les chapitres de livres, les articles de revues, etc., identifiés comme tirés à part dans la notice bibliographique. Elle inclut aussi les numéros de périodiques qui comprennent un seul texte, mais excluent les notices qui concernent un numéro de revue dirigé par l'auteur.

Enfin, la catégorie littérature, fiction, poésie comprend les romans, les recueils de poésie et autres œuvres de fiction.

8.4 Brève analyse des habitudes de publication

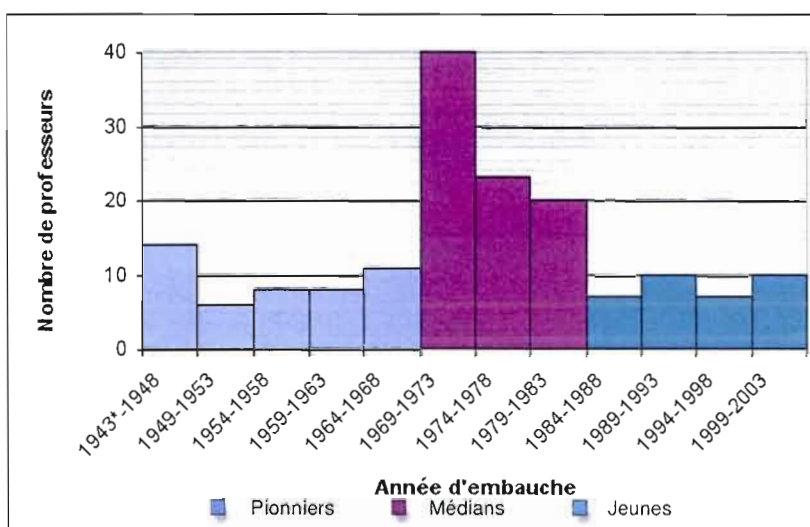
Les statistiques descriptives présentées ici sont produites à partir des données récoltées lors de la recension des auteurs, des articles et des notices bibliographiques, qui ont été compilées dans trois tables relationnelles. La première table regroupe des données sur les 164 auteurs retenus, la seconde sur les 550 articles qu'ils ont publiés et la troisième sur les 1631 notices recensées¹⁷⁴.

¹⁷⁴ Note sur les données : certaines statistiques concernant les publications ne peuvent être générées à partir des seules données sur les publications. C'est le cas lorsque la statistique ne concerne pas seulement une caractéristique de la publication, mais le lien entre l'auteur et la publication en question. Les statistiques générées directement à partir des données sur les publications peuvent produire des résultats différents de celles produites à partir des données sur les auteurs. Par exemple, un document publié par quatre professeurs faisant partie des auteurs éligibles n'apparaît qu'une fois dans les statistiques sur les notices bibliographiques, mais quatre fois dans les statistiques sur les auteurs, soit une fois pour chacun d'eux, puisque chaque cas du lien auteur-publication doit être considéré. Pour cette raison, le total des publications est inférieur à la somme des publications de l'ensemble des auteurs, autant pour les articles que pour les notices. C'est ce qui suggère la distinction d'une part entre les *articles* (N=550) et les *articles par auteur* (N=647), et d'autre part entre les *notices* (N=1631) et les *notices par auteur* (N=1719). Les totaux générés à partir des tables relationnelles peuvent varier entre ces deux bornes selon le nombre de publications à auteurs multiples impliquées dans les calculs.

8.4.1 Trois générations de sociologues

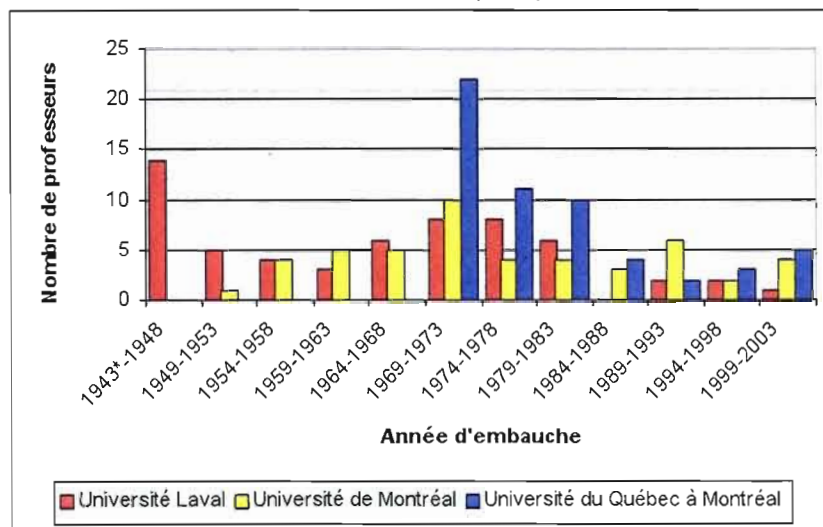
L'observation des données sur la date d'embauche des auteurs permet de constater une forte augmentation du nombre d'embauches à partir de 1969. Cette date correspond à la fondation de l'UQÀM et à l'ouverture d'un nouveau département de sociologie. Cela résulte en plusieurs embauches sur un court laps de temps à l'UQÀM, mais également en une hausse des embauches autant à l'Université Laval qu'à l'Université de Montréal (voir graphique 8.1a). Après le boom de l'ouverture de l'UQÀM, le nombre d'embauches diminue mais reste quand même élevé jusqu'au début des années 1980. Il diminue ensuite plus drastiquement pour revenir à un niveau semblable à celui des années 1960.

Graphique 8.1a : Nombre de professeurs ayant travaillé cinq ans ou plus dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec selon l'année d'embauche



* Les observations commencent avec l'annuaire 1942-1943 de l'Université Laval mais cette catégorie comprend des professeurs ayant été embauchés avant cette date.

Graphique 8.1b : Nombre de professeurs ayant travaillé cinq ans ou plus dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon l'année d'embauche et l'institution principale



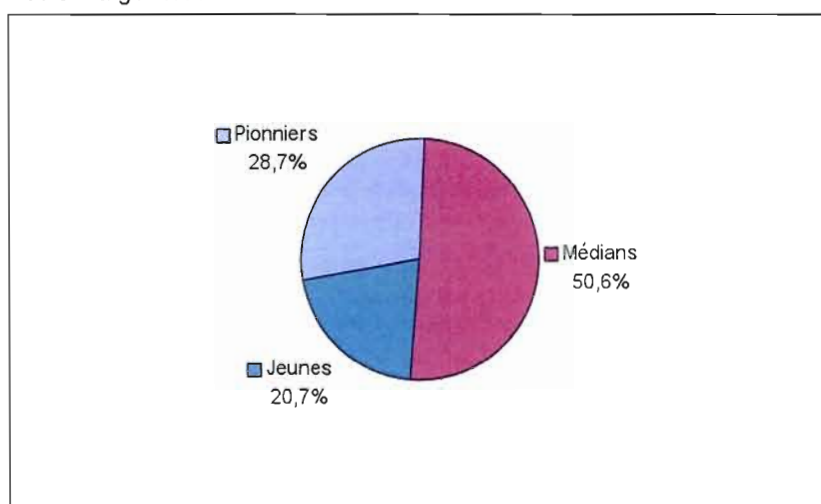
* Les observations commencent avec l'annuaire 1942-1943 de l'Université Laval mais cette catégorie comprend des professeurs ayant été embauchés avant cette date.

Ces dates charnières permettent de délimiter, pour les fins de l'analyse, trois générations de sociologues dans lesquelles les 164 auteurs peuvent être regroupés en fonction de leur date d'embauche (voir graphique 8.1a). Pour les fins de la présente analyse, les représentants de ces trois générations sont nommés *pionniers*, *médians* et *jeunes*¹⁷⁵. La première génération, celle des *pionniers*, est constituée des professeurs embauchés avant 1969. La seconde génération, qui est

¹⁷⁵ Le choix des termes se veut le moins polémique possible et vise d'abord et avant tout à exprimer la position relative des générations les unes par rapport aux autres. Il ne s'agit pas de qualifier les générations mais plutôt de les identifier à l'aide de termes comportant le moins de connotation possible. Les termes choisis ont été préférés à d'autres parfois plus neutres – tels *première*, *deuxième* et *troisième génération*, par exemple – principalement pour des raisons de nature rédactionnelle. Ainsi, il importe de préciser que les termes choisis ne servent à nommer les générations que dans le strict cadre de la présente analyse, et qu'ils ne trouvent pas nécessairement leur pertinence au-delà de ce chapitre. Au même titre, les générations elles-mêmes ont été définies de façon à faciliter la présentation des données sur les auteurs et leurs publications mais doivent être utilisées avec grandes précautions en dehors de ce contexte.

de loin la plus nombreuse même si la période d'embauche qui la concerne est la plus courte, est la *génération médiane*. Enfin, les professeurs embauchés entre 1984 et 2003 constituent la *jeune génération*. Les 83 médians représentent plus de la moitié des professeurs recensés (50,6%). La génération des pionniers, avec 47 représentants, en constitue un peu plus du quart (28,7%) contre à peine plus d'un cinquième (20,7%) pour la jeune génération, qui compte 34 représentants (voir le graphique 8.2a).

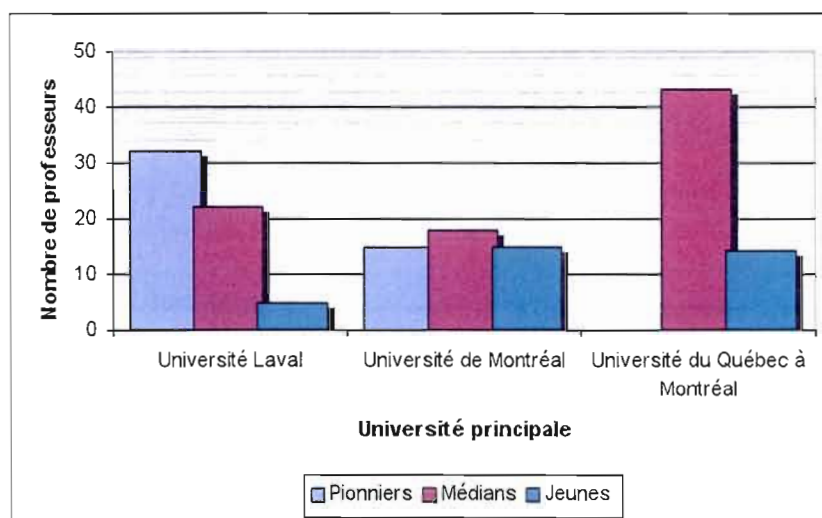
Graphique 8.2a : Proportion des professeurs ayant travaillé cinq ans ou plus dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon la génération



Les trois générations de sociologues se distribuent différemment entre les universités. Les pionniers ont été embauchés surtout à l'Université Laval (68,1%), ce qui s'explique principalement par le fait que cette université était la seule à avoir un département de sociologie pour une bonne partie de la période durant laquelle les pionniers ont été embauchés. Ces derniers représentent 54% des professeurs embauchés à l'Université Laval entre 1943 et 2003 qui ont connu une carrière de cinq ans ou plus. Ce sont les jeunes qui sont particulièrement sous-représentés à l'Université Laval : seulement cinq d'entre eux y ont été embauchés comparativement à 32 pionniers et 22 médians (voir le graphique 8.2b).

Le département de sociologie de l'Université de Montréal apparaît comme celui où les embauches ont été les plus régulières. En effet, les médians qui y ont été embauchés (18) y sont à peine plus nombreux que les pionniers (15) et les jeunes (15). La proportion de médians engagés par l'Université de Montréal est la plus faible (21,7%) mais c'est là que les jeunes sont les plus nombreux (15), suivi de très près par l'UQÀM (14). Avec seulement cinq embauches entre 1984 et 2003, le département de sociologie de l'Université Laval arrive loin derrière ses homologues. Ces cinq jeunes ne représentent que 15% de leur génération.

Graphique 8.2b : Nombre de professeurs ayant travaillé cinq ans ou plus dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec entre 1943 et 2003, selon la génération et l'université principale



Les médians ont quant à eux majoritairement été embauchés à l'UQÀM (51,8%). Les 22 professeurs engagés à l'UQÀM entre 1969 et 1973, c'est-à-dire pendant les cinq premières années de cette institution, sont plus nombreux que tous les médians engagés à l'Université de Montréal (18) et autant que ceux embauchés à l'Université Laval (22). Trois professeurs sur quatre engagés à l'UQÀM l'ont été entre 1969 et 1983. Les autres appartiennent à la jeune génération puisque, par définition, aucun

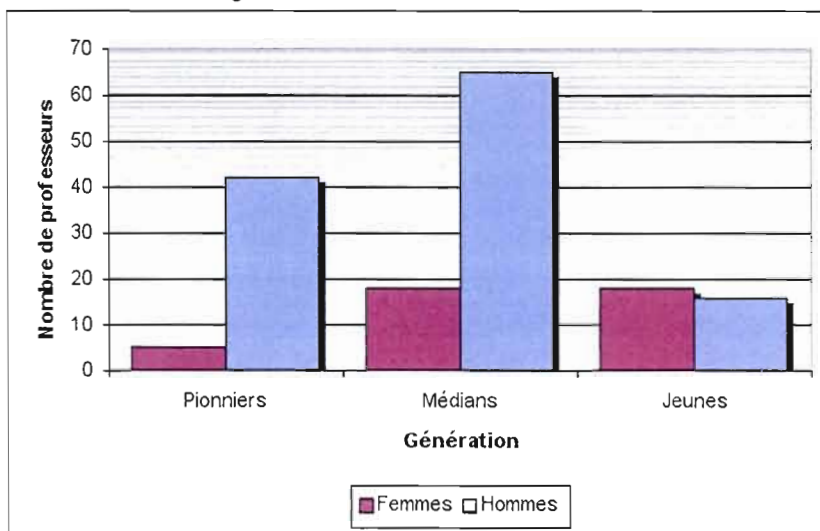
représentant de la génération des pionniers n'a été engagé à l'UQÀM, parce que c'est au moment de la fondation de cette dernière que la génération médiane commence.

8.4.1.1 La parité entre les femmes et les hommes

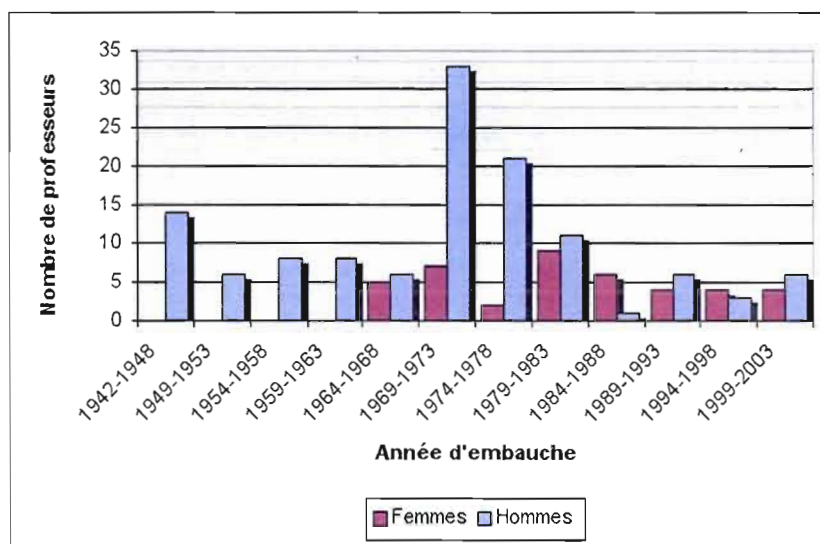
La sociologie a longtemps été une discipline presque essentiellement masculine au Québec. En tout, ce sont 41 femmes et 123 hommes qui ont occupé cinq ans ou plus un poste de professeur dans un département de sociologie francophone au Québec, ce qui équivaut au quart des postes occupés par des femmes. Parmi celles-ci, les premières à être engagées ont été Colette Carisse (1964), Jacqueline Massé (1965) et Colette Moreux (1967) à l'Université de Montréal de même que Nancy Schmitz (1966) et Nicole Gagnon (1967) à l'Université Laval. Ces femmes sont les seules à faire partie de la génération des pionniers. Aucune femme embauchée avant 1964 n'avait occupé son poste au moins cinq ans. Mais si les femmes ne constituaient que 11% de la génération des pionniers et 22% de la génération médiane, elles sont majoritaires dans la jeune génération (52,9%) (voir le graphique 8.3).

En observant les données plus en détail, il semble que la parité soit observée depuis 1979. Le graphique 8.4 permet de constater que de 1979 à 2003, le nombre de femmes embauchées est égal à celui des hommes (27).

Graphique 8.3 : Nombre de professeurs ayant travaillé cinq ans ou plus dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon le sexe et la génération



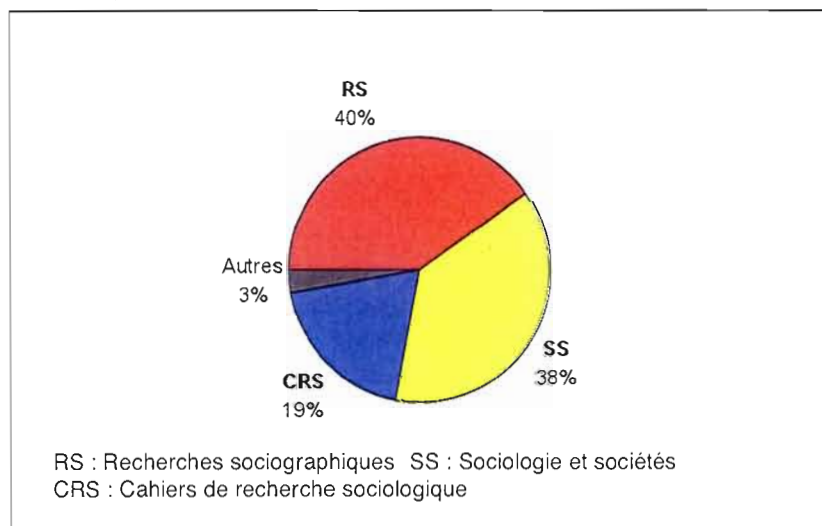
Graphique 8.4 : Nombre de professeurs ayant travaillé cinq ans ou plus dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon le sexe et l'année d'embauche



8.4.2 Brève analyse des articles

L'analyse porte sur 550 articles¹⁷⁶ recensés dans sept revues publiées au Québec¹⁷⁷. La méthode de collecte préconisée fait en sorte que la très grande majorité des articles observés ont été publiés dans *Recherches sociographiques*, *Sociologie et sociétés* et *Cahiers de recherche sociologique* (voir graphique 8.5a).

Graphique 8.5a : Proportion des articles publiés entre 1943 et 2003 dans sept revues québécoises par les professeurs ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon la revue

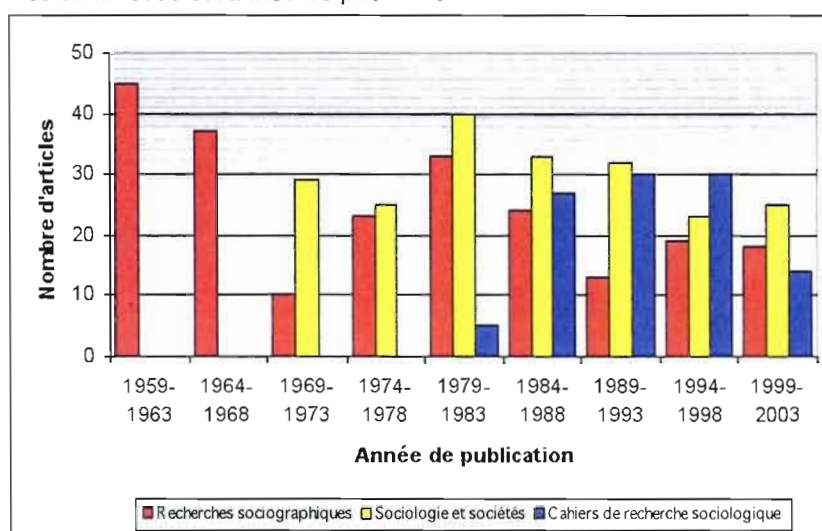


¹⁷⁶ Le nombre d'articles recensés est de 550 mais le total des observations (N) peut varier selon la façon dont les données sont générées tel que mentionné au début de la section 8.4. Voir les tableaux correspondants à l'annexe B pour le détail des données utilisées pour chaque graphique.

¹⁷⁷ Il s'agit des revues mentionnées en introduction de la section 6.2. Ces revues sont au nombre de sept dans la mesure où les *Cahiers de la Faculté des Sciences Sociales de l'Université Laval* (1944-1945) et les *Cahiers du Service extérieur d'Éducation sociale* (1945-1949) ne constituent en fait qu'une seule revue dont le nom a changé en 1945. Cette revue a aussi porté le nom de *Cahiers de l'École des sciences sociales, politiques et économiques de Laval* de 1941 à 1943.

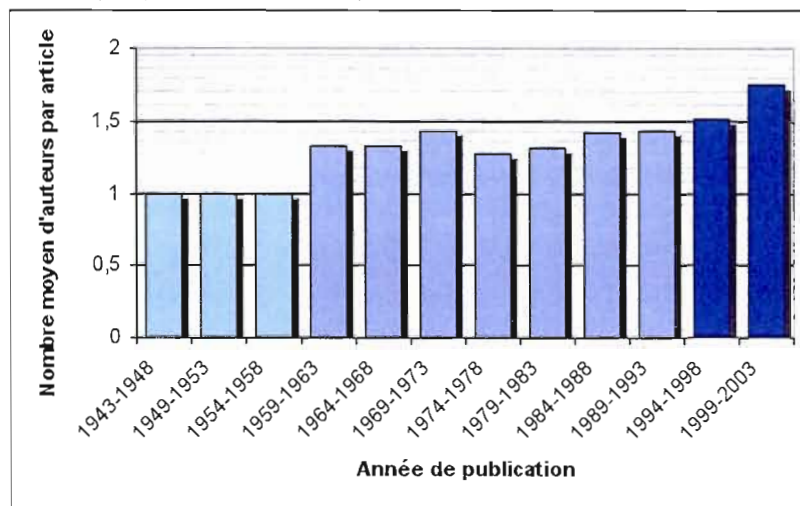
Le nombre d'articles publiés par les auteurs varie d'une période à l'autre, comme en témoigne le graphique 8.5b, mais les données ne permettent pas d'identifier une tendance ni d'expliquer ces variations.

Graphique 8.5b : Nombre d'articles publiés entre 1959 et 2003 dans trois revues québécoises par les professeurs ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon la revue et l'année de publication

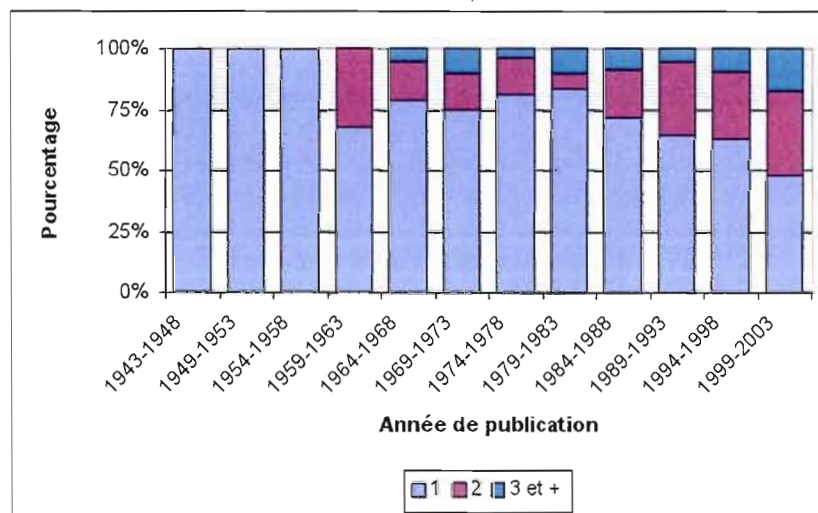


Par contre, en ce qui concerne les articles à plus d'un auteurs, leur nombre augmente au cours des 30 dernières années observées. Au cours de cette période, le nombre moyen d'auteurs par article est passé de 1,27 (en 1974-1978) à 1,75 (en 1999-2003) (voir graphique 8.6). Parmi les articles publiés par au moins un professeur de sociologie dans l'une des trois revues sociologiques observées, les articles à un seul auteur constituent encore la catégorie modale, et ce même si leur proportion est à la baisse depuis 1979-1983. En 1999-2003, soit la dernière période observée, les articles à un seul auteur ne sont plus majoritaires, c'est-à-dire qu'ils représentent moins de 50% des observations, et ce pour la première fois, du moins pour l'ensemble de la période observée (voir graphique 8.7).

Graphique 8.6 : Nombre moyen d'auteurs par article (publié dans sept revues québécoises et dont au moins un auteur a occupé un poste dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec cinq ans ou plus), selon l'année de publication



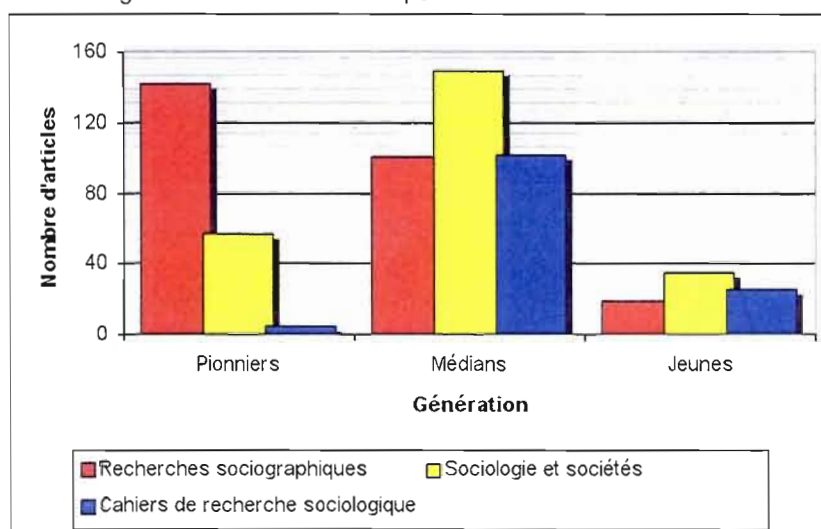
Graphique 8.7 : Proportion des articles publiés entre 1943 et 2003 dans sept revues québécoises par les professeurs ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon le nombre d'auteurs et l'année de publication



Les pionniers ont publié près des deux tiers (65,1%) de leurs articles dans la revue *Recherches sociographiques*. En revanche, ils ont très peu publié dans les *Cahiers*

de recherche sociologique (à peine quatre articles). Les médians ont surtout publié dans la revue *Sociologie et sociétés* (42,6%) alors que le nombre d'articles qu'ils ont publiés dans *Recherches sociographiques* (100) et *Cahiers de recherche sociologique* (101) est pratiquement égal. La jeune génération, à l'instar des médians, publie davantage dans *Sociologie et sociétés* (44,3%) que dans *Cahiers de recherche sociologique* (31,6%) et *Recherches sociographiques* (24,1%) (voir le graphique 8.8).

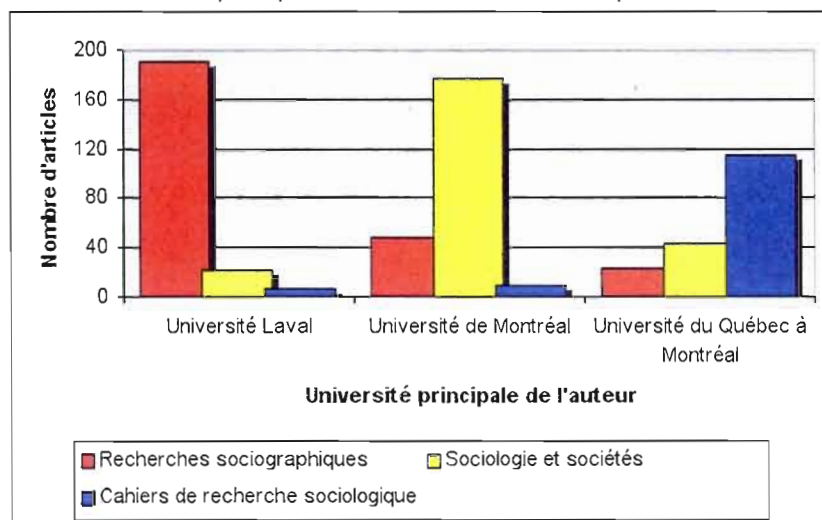
Graphique 8.8 : Nombre d'articles publiés entre 1959 et 2003 dans trois revues québécoises par les professeurs ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon la génération et la revue de publication



Il existe un fort lien entre l'université principale de l'auteur et la revue de publication. Les professeurs publient principalement dans la revue du département auquel ils sont rattachés. À l'Université Laval, les professeurs ont publié plus de 8 articles sur 10 dans *Recherches sociographiques* tandis qu'à l'Université de Montréal, ce sont près de 3 articles sur 4 qui sont publiés dans *Sociologie et sociétés*. À l'UQÀM, où la revue départementale n'est apparue qu'en 1983, ce sont néanmoins plus de 6

articles sur 10 qui sont publiés dans les *Cahiers de recherche sociologique* (voir graphique 8.9).

Graphique 8.9 : Nombre d'articles publiés entre 1959 et 2003 dans trois revues québécoises par les professeurs ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon l'université principale de l'auteur et la revue de publication



8.4.3 Brève analyse des notices bibliographiques

L'analyse porte sur 1631 notices bibliographiques¹⁷⁸ répertoriées sur les moteurs de recherche *Ariane*, *Atrium* et *Manitou*. Les données ont été récoltées en juillet 2004. Des notices ont pu être ajoutées ultérieurement sur ces banques de données mais ne sont pas considérées dans la présente recension. Toutes les notices générées par les requêtes adressées aux moteurs de recherche ne sont pas nécessairement

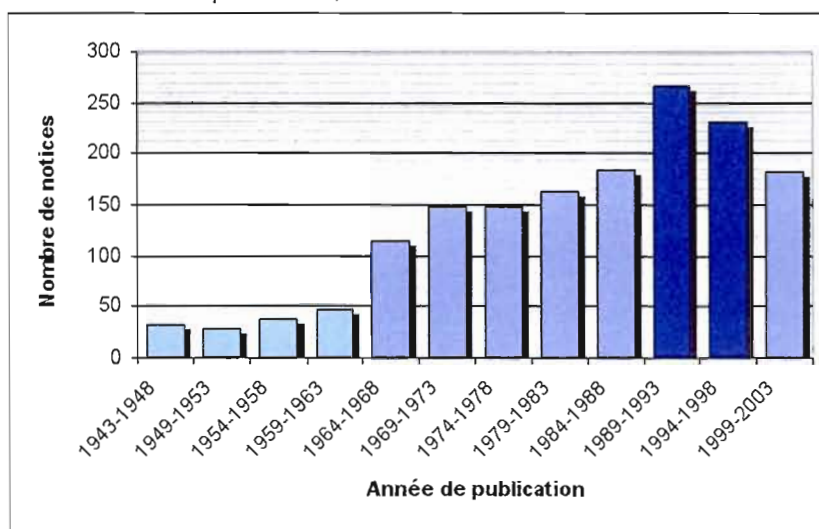
¹⁷⁸ Le nombre de notices recensées est de 1631 mais le total des observations (N) peut varier selon la façon dont les données sont générées tel que mentionné au début de la section 8.4. Voir les tableaux correspondants en annexe pour le détail des données utilisées pour chaque graphique.

prises en compte. En amont de la recension des notices, sont exclus tous les documents qui ne sont pas constitués principalement de texte imprimé, à savoir les documents audio et audio-visuels, cartes, dessins, photos, etc. Le seul type de document imprimé qui est exclu à ce stade est le numéro de revue ou de périodique qui apparaît parfois comme notice lorsqu'un des auteurs observés en est le directeur. Sont aussi exclues les notices qui renvoient à un ouvrage où la contribution de l'auteur concerné est évidemment marginale, particulièrement en termes d'écriture, et les cas plus délicats où il semble que l'ouvrage ne puisse être l'œuvre de l'auteur concerné mais celle d'un homonyme¹⁷⁹. Les doublons, c'est-à-dire non seulement les notices communes à plus d'un moteur de recherche mais aussi les rééditions d'un même ouvrage (sauf les éditions revues et augmentées), sont aussi exclus.

Les informations sur l'année de publication contenues dans les notices permettent de constater une augmentation des publications entre 1949-1953 et 1989-1993, mais une diminution depuis cette période (voir le graphique 8.10a). Dans la tendance générale à la hausse entre 1943 et 1993, deux paliers apparaissent : après un bond en 1964-1968, le nombre de notices continue d'augmenter à un rythme plus modéré jusqu'en 1984-1988; puis un autre bond en 1989-1993, suivi par un déclin assez rapide dans les deux périodes subséquentes, au point où le nombre de notices observées en 1999-2003 est pratiquement revenu au niveau de 1984-1988.

¹⁷⁹ Seul le jugement de l'analyste permet de procéder à une exclusion, et les critères qui la déterminent doivent être évidents. Par exemple, une date de publication anormale en fonction de l'auteur et du type de publication (un ouvrage publié avant la naissance de l'auteur ou un mémoire de maîtrise publié à un âge avancé ou après la carrière, etc.) ou une publication dans un domaine de spécialisation très éloigné de celui de l'auteur. Il s'agit cependant de faire preuve de prudence et de n'exclure les notices que dans les cas où l'homonymie est évidente.

Graphique 8.10a : Nombre de documents (notices bibliographiques) publiés entre 1943 et 2003* par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec d'après les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon l'année de publication, 2004

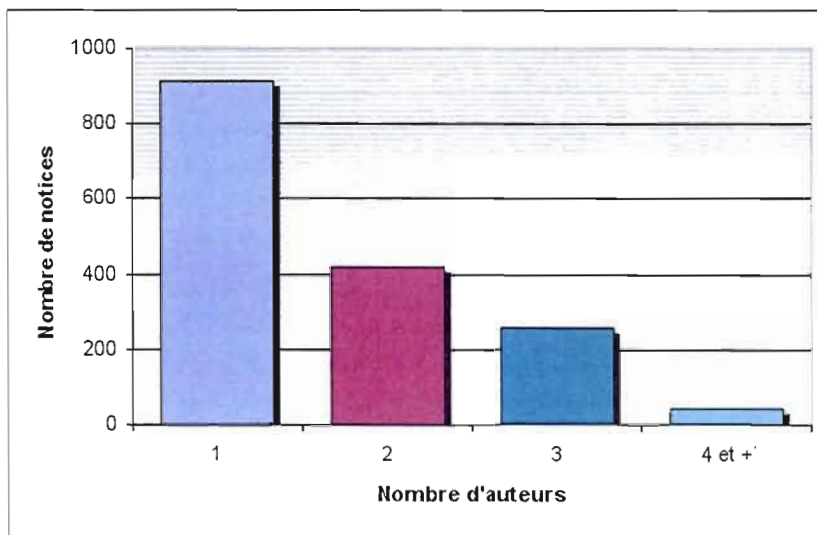


* Ces données excluent 50 observations dont 20 ont été publiées avant 1943, 3 après 2003 et 27 pour lesquelles aucune date précise n'était fournie.

Plus de la moitié (56,0%) des notices indiquent un auteur unique (graphique 8.10b), mais la moyenne d'auteurs par document est en hausse constante pour l'ensemble de la période observée (graphique 8.11). Depuis la période 1989-1993, les documents à auteur unique ne sont plus majoritaires. Pour chacune des périodes de cinq ans observées, les documents à auteur unique constituent la catégorie modale, mais pour la période la plus récente (1999-2003), le nombre de documents à deux auteurs est équivalent à celui des documents à auteur unique (65) (graphique 8.10c).

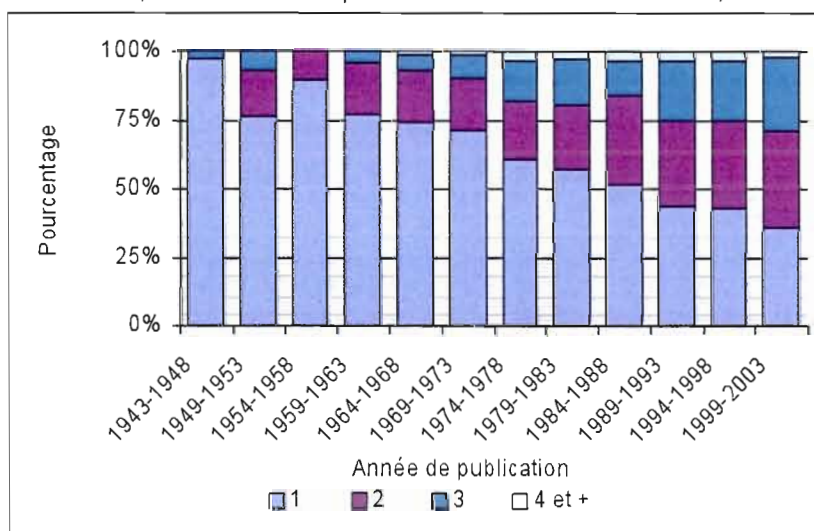
Les documents à auteurs multiples (44,0%) sont proportionnellement plus nombreux que les articles à auteurs multiples (29,6%), mais la tendance observée, c'est-à-dire l'augmentation des publications à auteurs multiples, est la même pour les articles et les documents.

Graphique 8.10b : Nombre de documents (notices bibliographiques) publiés entre 1943 et 2003* par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec d'après les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon le nombre d'auteurs, 2004



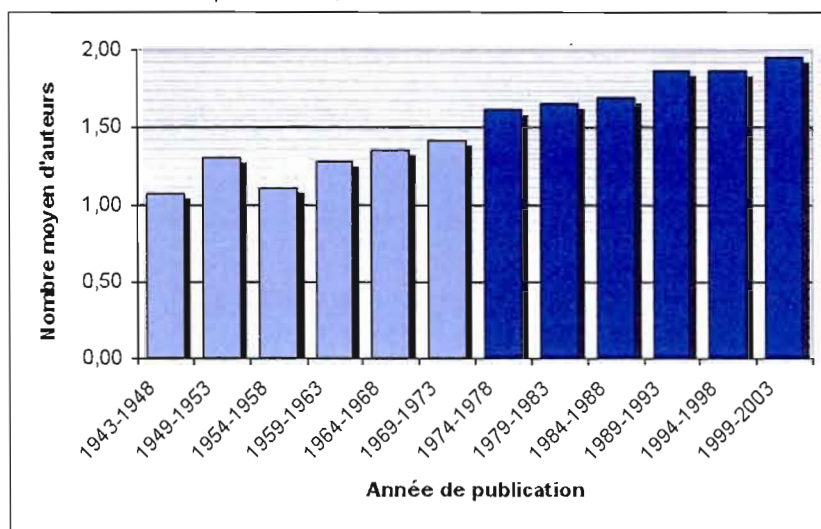
* Ces données excluent 50 observations dont 20 ont été publiées avant 1943, 3 après 2003 et 27 pour lesquelles aucune date précise n'était fournie.

Graphique 8.10c : Proportion des documents (notices bibliographiques) publiés entre 1943 et 2003* par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec d'après les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon l'année de publication et le nombre d'auteurs, 2004



* Ces données excluent 50 observations dont 20 ont été publiées avant 1943, 3 après 2003 et 27 pour lesquelles aucune date précise n'était fournie.

Graphique 8.11 : Nombre moyen d'auteurs par notice bibliographique (documents publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec d'après les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou) selon l'année de publication, 2004



En ce qui concerne la langue de publication, plus de 9 notices sur 10 (90,7%) ont le français comme langue principale. La principale autre langue de publication est l'anglais (8,9%), alors qu'à peine sept notices indiquent une autre langue que le français et l'anglais – en l'occurrence l'espagnol (0,4%) – (voir le tableau 8.12 de l'annexe B). Quant au lieu de publication, plus de 8 documents sur 10 (81,8%) sont publiés au Québec, exclusivement ou non. Viennent ensuite en ordre d'importance les documents publiés en Amérique du Nord (mais hors Québec) (7,2%), ceux publiés en France (4,8%) et, enfin, ailleurs en Europe (2,9%) (voir le tableau 8.13 de l'annexe B). Le seul fait à noter concerne les publications hors Québec : alors que les pionniers et les jeunes publient de 2 à 3 fois plus en Amérique du Nord qu'en France (69 notices en Amérique du Nord contre 34 en France pour les pionniers et 16 contre 5 pour les jeunes), les médians publient davantage en France (39) qu'en Amérique du Nord (38) (voir le tableau 8.14 de l'annexe B). Néanmoins, il y a peu

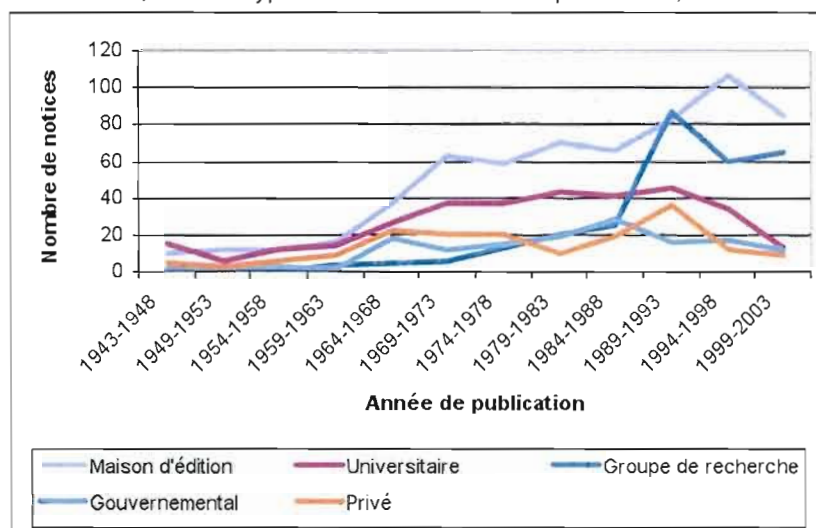
de variation dans le temps autant pour la langue que pour le lieu de publication, et aucune tendance claire ne se dessine.

Il en va autrement des informations sur le type d'éditeur pour lesquelles certaines tendances peuvent être identifiées. Pour chaque période observée, les documents publiés dans des maisons d'édition sont parmi les plus nombreux. Les publications universitaires sont aussi nombreuses que les publications des maisons d'édition jusqu'au début des années 1960. Cette catégorie est alors la deuxième en importance (derrière les publications des maisons d'édition) jusqu'à la fin des années 1980, où elle amorce un déclin assez rapide. Les publications de groupes de recherche sont pratiquement absentes jusque dans les années 1970 (probablement à cause de l'absence de groupes de recherche structurés) mais explosent au début des années 1990. Sans être jamais très nombreuses, les publications d'organismes privés connaissent aussi leur apogée au début des années 1990, mais dans une moindre mesure que celle des publications de groupes de recherche. Enfin, les publications gouvernementales connaissent deux petites pointes, une première dans les années 1960 et une seconde un peu plus importante dans les années 1980. Cette catégorie reste néanmoins globalement la moins importante (voir le graphique 8.15).

Le graphique 8.15 permet de constater que la hausse du nombre de notices observée en 1964-1968 ne peut être expliquée par la hausse des documents publiés chez un type d'éditeur en particulier, mais que celle de 1989-1993 est en bonne partie due à la hausse des publications par les groupes de recherche. En effet, celles-ci font plus que tripler entre 1984-1988 et 1989-1993, pour passer de 25 à 87. Le graphique 8.16 reprend les mêmes données regroupées en trois périodes divisées par les paliers identifiés à l'aide du graphique 8.10a, présentées de façon relative, c'est-à-dire à partir des proportions qu'occupe, pour chacune des périodes observées, chaque catégorie d'éditeur. Ce graphique permet de constater une tendance générale à la hausse pour les publications de maisons d'édition et de

groupes de recherche et une tendance générale à la baisse pour les publications d'organismes privés et surtout pour les publications universitaires. Les publications gouvernementales sont en hausse lors de la période médiane, qui inclut les deux pointes constatées avec le graphique 8.16, et régressent dans les années 1990.

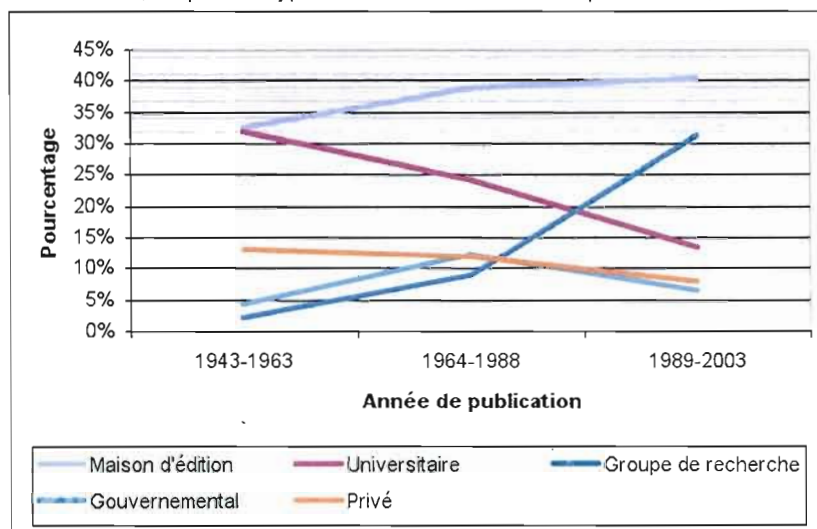
Graphique 8.15 : Distribution des documents (notices bibliographiques) publiés entre 1943 et 2003 par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec d'après les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon le type d'éditeur et l'année de publication, 2004



Bien que les données ne permettent pas de le vérifier, il est possible qu'une partie des publications universitaires soit analogue aux publications de groupes de recherche. Ainsi, les publications maisons pour lesquelles le département de sociologie, par exemple, faisait office d'éditeur, seraient désormais publiées par les groupes de recherche qui, dans la plupart des cas, sont intégrés à l'institution universitaire, le déclin des premières expliquant en partie la croissance des secondes. En ce sens, le tournant des années 1990 marque certainement un changement dans les pratiques de publications des sociologues universitaires. Il faut noter toutefois que la catégorie des publications universitaires inclut les thèses

et mémoires, ce qui n'est pas le cas de la catégorie des publications des groupes de recherche.

Graphique 8.16 : Proportion des documents (notices bibliographiques) publiés entre 1943 et 2003 par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec selon les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, d'après le type d'éditeur* et l'année de publication, 2004

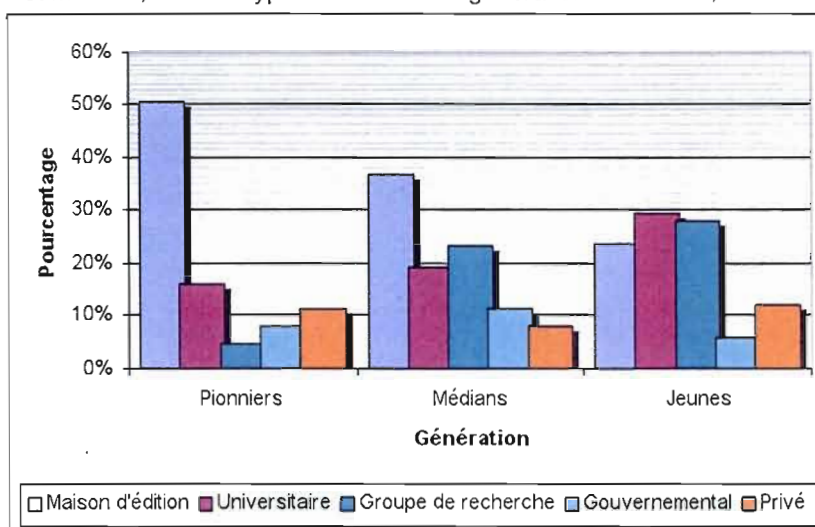


* Le calcul du pourcentage inclut les notices pour lesquelles aucune information n'était disponible quant à l'éditeur même si ces données ne sont pas présentées dans le graphique.

Les données sur le type d'éditeur permettent aussi de distinguer les générations entre elles. Les pionniers ont publié plus de la moitié de leurs notices chez des maisons d'édition (50,4%) mais moins d'une de leurs notices sur 20 a été publiée par un groupe de recherche (4,8%). Pour la génération médiane, la catégorie modale est aussi celle des publications de maisons d'édition, mais elles sont proportionnellement beaucoup moins nombreuses (36,8%) que chez les pionniers. En revanche, les publications par un groupe de recherche arrivent deuxième pour les médians avec près du quart des notices observées (23,2%). Pour la jeune génération, la catégorie modale est celle des publications universitaires (29,5%), suivie de près par les publications de groupes de recherche (27,9%). Les

publications dans les maisons d'édition arrivent en troisième position avec moins du quart (23,8%) des notices observées (voir le graphique 8.17).

Graphique 8.17 : Proportion des documents (notices bibliographiques) publiés entre 1943 et 2003 par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec d'après les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon le type d'éditeur* et la génération de l'auteur, 2004

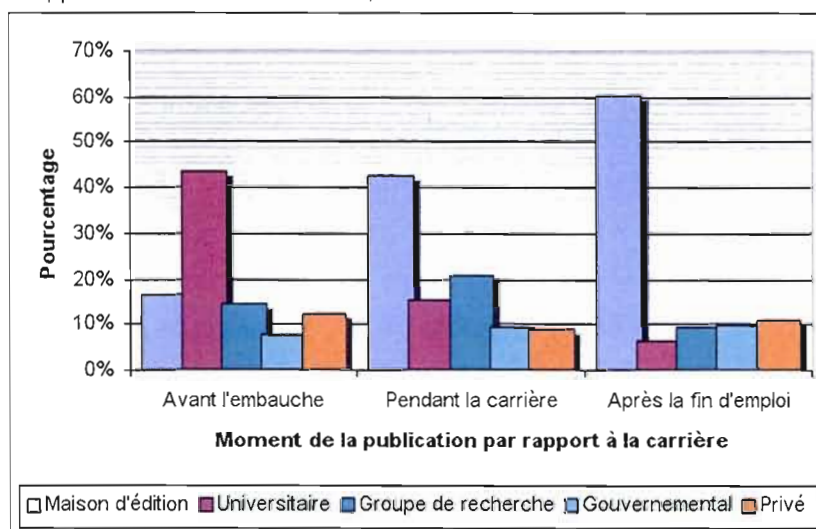


* Le calcul du pourcentage inclut les notices pour lesquelles aucune information n'était disponible quant à l'éditeur même si ces données ne sont pas présentées dans le graphique.

Cette différence s'explique par le fait que les notices publiées après la carrière le sont davantage dans des maisons d'édition, et que les pionniers sont davantage avancés par rapport à leur carrière. En effet, les publications de maisons d'édition sont les plus prestigieuses, elles sont celles qui nécessitent et confèrent le plus de capital. À l'inverse, les publications universitaires, qui incluent les thèses et mémoires, sont plus accessibles, mais par le fait même beaucoup moins pertinentes pour les auteurs en fin de carrière. Ainsi, la proportion des notices datées d'avant la carrière qui sont publiées dans une maison d'édition est de 17%, contre 43% des notices publiées pendant la carrière et 60% des notices publiées après la fin de l'emploi. La tendance est inverse en ce qui concerne les publications universitaires :

elles représentent 43% des notices publiées avant l'embauche contre 15% des notices publiées pendant la carrière et 6% des publications après la fin de l'emploi (voir graphique 8.18). Les différences s'expliquent donc en partie par le fait que les générations n'en sont pas au même stade par rapport à leur carrière.

Graphique 8.18 : Proportion des documents (notices bibliographiques) publiés entre 1943 et 2003 par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec d'après les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon le type d'éditeur* et le moment de la publication par rapport à la carrière de l'auteur, 2004

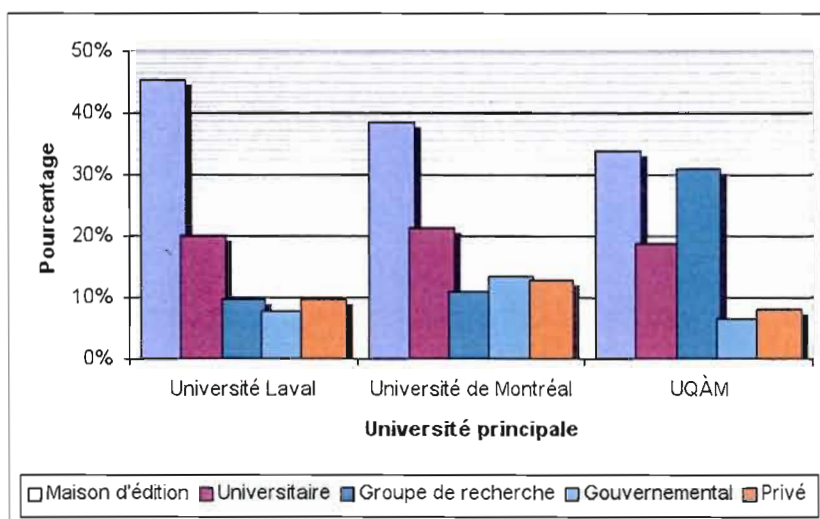


* Le calcul du pourcentage inclut les notices pour lesquelles aucune information n'était disponible quant à l'éditeur même si ces données ne sont pas présentées dans le graphique.

Enfin, le type d'éditeur varie aussi d'une université à l'autre. L'Université Laval se distingue par une proportion de publications dans les maisons d'édition (45,2%) plus élevée que pour les autres universités, même si cette catégorie est la plus importante autant à l'Université de Montréal (38,4%) qu'à l'UQÀM (33,7%). La proportion de publications universitaires est semblable d'une université à l'autre, variant de 19% (UQÀM) à 21% (Université de Montréal), mais il en va autrement des publications de groupes de recherche. Ces publications sont proportionnellement

trois fois plus nombreuses à l'UQÀM (31,0%) qu'à l'Université Laval (9,7%) et à l'Université de Montréal (11,0%). L'Université de Montréal se distingue avec une proportion légèrement plus élevée de publications gouvernementales (13,5%) et, dans une moindre mesure, de publications privées (12,9%) qu'à l'Université Laval (respectivement 7,9% et 9,7%) et l'UQÀM (respectivement 6,7% et 8,0%) (voir le graphique 8.19).

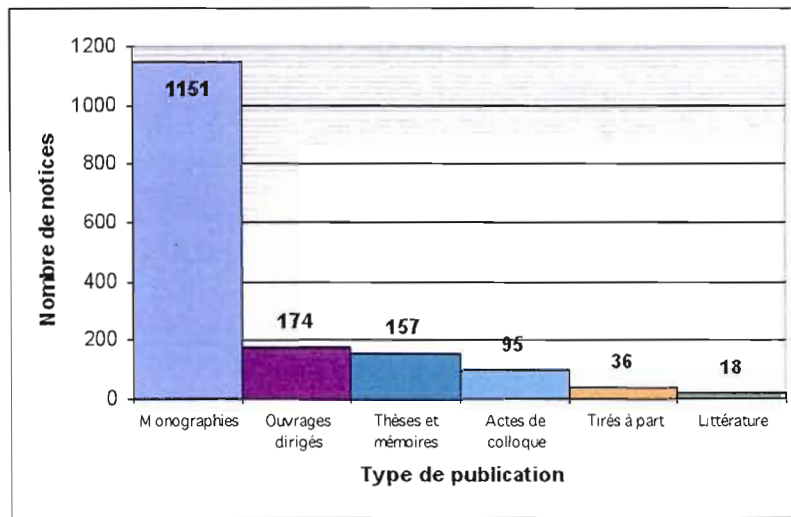
Graphique 8.19 : Proportion des documents (notices bibliographiques) publiés entre 1943 et 2003 par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec d'après les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon le type d'éditeur* et l'université principale de l'auteur, 2004.



* Le calcul du pourcentage inclut les notices pour lesquelles aucune information n'était disponible quant à l'éditeur même si ces données ne sont pas présentées dans le graphique.

En ce qui a trait aux types de publication, la catégorie des monographies, qui fait office de catégorie résiduelle, compte pour plus de 70% des observations totales (voir tableau 8.20 de l'annexe B). Suivent en ordre d'importance les ouvrages dirigés, les thèses et mémoires et les actes de colloques. Les catégories des tirés à part et des œuvres littéraires restent marginales : elles ne comptent ensemble que 54 observations, soit moins de 4% des notices observées.

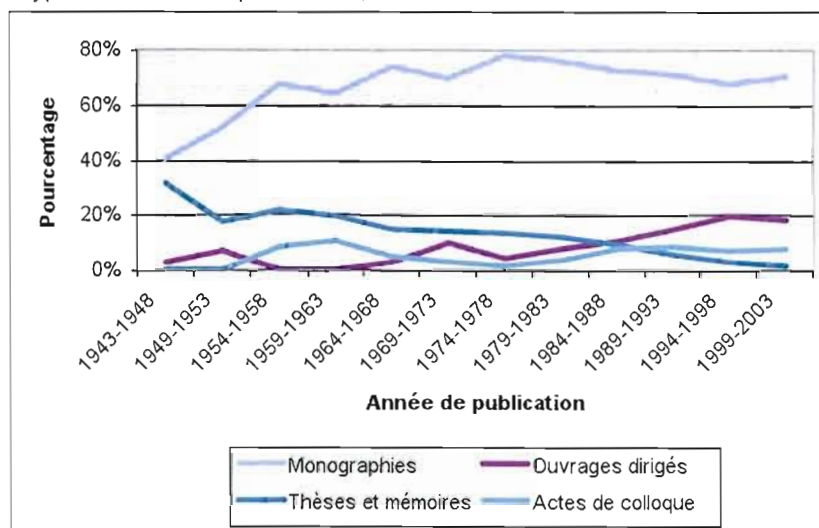
Graphique 8.20a : Nombre de documents (notices bibliographiques) publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec d'après les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon le type de publication, 2004



Depuis le milieu des années 1950, la proportion des monographies pour chaque période oscille entre 60% et 80% des notices observées. La plus faible proportion de monographie est observée dans la première période (1943-1948), alors qu'elle dépasse à peine 40%. Les thèses et mémoires y sont presque aussi nombreux (10 contre 13), soit 31% des notices observées pour cette période. Alors que la proportion des monographies croît rapidement pour se stabiliser autour de 70% dans les années 1990, la proportion des thèses et mémoires ne fait que diminuer. Ces derniers ne constituent plus que 1,6% des observations en 1999-2003. La proportion des ouvrages dirigés connaît une tendance à la hausse : alors qu'elle ne dépasse jamais 10% avant le milieu des années 1980, elle approche les 20% dans les décennies 1990 et 2000, sans toutefois atteindre ce cap. La proportion des actes de colloques varie légèrement d'une période à l'autre sans qu'une tendance particulière ne se démarque. Les actes de colloques ne représentent au moins 10%

des notices observées qu'à une seule occasion, soit pour la période 1959-1963 (10,6%).

Graphique 8.20b : Proportion des documents (notices bibliographiques) publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec d'après les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon le type* et l'année de publication, 2004



* Le calcul du pourcentage inclut les notices pour lesquelles le type est "tirés à part" et "littérature" même si ces données ne sont pas présentées dans le graphique.

8.4.4 Quand les sociologues publient-ils ?

Les données récoltées pour les fins de la constitution du corpus permettent également de comparer la publication d'articles et la publication de notices bibliographiques dans le cheminement de carrière des sociologues universitaires. Il s'agit toutefois ici d'insister sur le fait que, contrairement aux notices bibliographiques dont la recension n'est limitée que par les moteurs de recherche utilisés, seuls les articles publiés dans les revues observées – soit principalement

Recherches sociographiques, *Sociologie et sociétés* et *Cahiers de recherche sociologique* – sont pris en compte. Ainsi, la comparaison comporte-t-elle une importante limite : il est évident que la production réelle d'articles des sociologues universitaires québécois ne se limite pas aux revues observées et qu'une part non négligeable des articles publiés échappe complètement à la comparaison. Néanmoins, cette comparaison apporte, même à l'intérieur de cette restriction, quelques informations intéressantes.

Trois variables ont été dérivées à partir des données disponibles afin de comparer les habitudes de publication des auteurs concernés. Il s'agit 1) du nombre de publications en carrière par 10 ans de carrière; 2) de l'année de publication par rapport à l'embauche; et 3) du moment de la publication par rapport à la carrière.

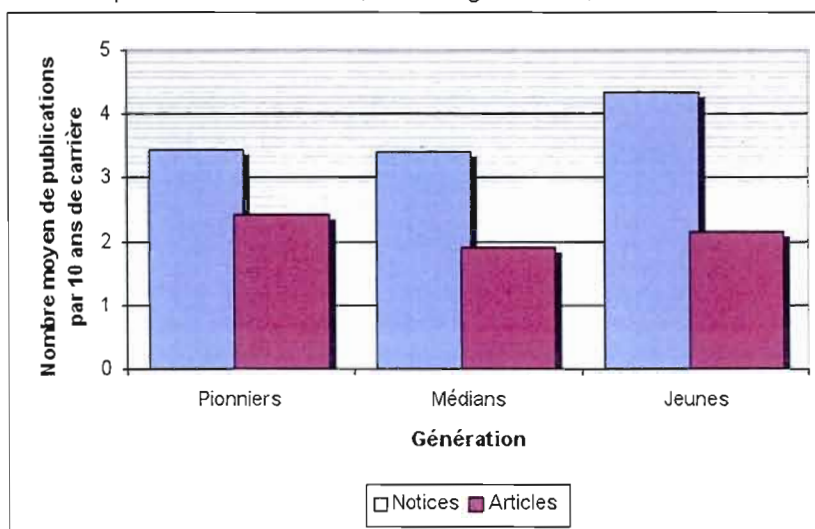
Le nombre de publications en carrière par 10 ans de carrière permet de comparer la production des 3 générations en faisant abstraction du fait qu'ils n'en sont pas au même stade par rapport à leur carrière. En effet, les pionniers ont pratiquement tous complété leur carrière, dans certains cas depuis plusieurs décennies, tandis que la plupart des médians termineront bientôt leur carrière ou l'ont terminée récemment. Quant aux jeunes, même si certains ont été embauchés au milieu des années 1980, bien peu ont terminé leur carrière¹⁸⁰ et certains viennent à peine de la commencer. Ainsi, comparer la production des générations sans prendre cette différence en considération équivaut à surestimer la production des pionniers et à sous-estimer celle des jeunes.

Ce sont justement les jeunes qui affichent la meilleure production de documents en carrière par 10 ans de carrière. Ils ont publié en moyenne 4,33 documents par 10 ans de carrière, comparativement à 3,42 pour les pionniers et 3,41 pour les médians.

¹⁸⁰ La fin de la carrière n'équivaut pas nécessairement à la retraite. Certains, de plus en plus rares, peuvent mettre fin à leur lien d'emploi pour poursuivre leur carrière ailleurs.

En ce qui concerne les articles, ce sont les pionniers qui affichent la production la plus élevée avec 2,42 articles par 10 ans de carrière, comparativement à 2,13 pour les jeunes et 1,9 pour les médians (voir le graphique 8.21).

Graphique 8.21 : Nombre moyen d'articles parus entre 1943 et 2003 dans sept revues québécoises, et de documents (notices bibliographiques) d'après les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, en carrière par 10 ans de carrière, selon la génération, 2004



L'année de publication par rapport à l'embauche permet de voir comment se distribuent les publications en prenant comme point de référence l'embauche de l'auteur. Cette statistique est calculée en comparant l'année de publication de chaque document et chaque article à l'année d'embauche de son auteur. Il s'agit de positionner l'année de l'embauche de tous les auteurs sur le même point d'une droite, correspondant à « l'année zéro », de façon à comparer les auteurs entre eux nonobstant le fait que la date d'embauche varie d'un auteur à l'autre. Les nombres négatifs qui précèdent le zéro correspondent au nombre d'années avant l'embauche et, à l'inverse, les nombres positifs qui suivent le zéro correspondent au nombre

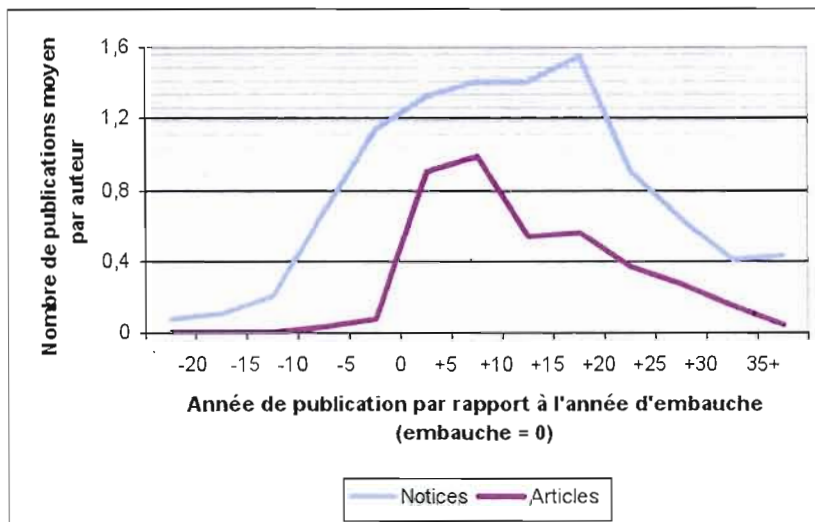
d'années écoulées depuis l'embauche (sans tenir compte du moment de la fin d'emploi).

Les données ainsi présentées permettent de constater que la publication d'articles est concentrée dans les 10 premières années suivant l'embauche alors que la publication de documents est mieux distribuée avant et après l'embauche (voir le graphique 8.22a). En effet, le nombre moyen de documents commence à augmenter beaucoup plus tôt, soit de 10 à 15 ans avant l'embauche, et continue de croître jusqu'à l'apogée qui se situe de 15 à 20 ans après l'embauche. À l'inverse, la publication d'articles reste marginale avant l'embauche. Près d'un article sur deux (48,1%) est publié dans les 10 premières années de carrière. Considérant le fait que les articles sont principalement publiés dans l'institution où travaille l'auteur¹⁸¹, il semble que les revues départementales soient particulièrement populaires auprès des professeurs récemment engagés par le département où elles sont publiées.

Il est donc possible de formuler, sans toutefois pouvoir la vérifier, l'hypothèse selon laquelle les revues départementales offrent aux jeunes professeurs un lieu de publication plus accessible leur permettant d'acquérir un certain capital sociologique en début de carrière. La baisse du nombre moyen de publications dans les revues départementales après 10 ans de carrière laisse croire que les sociologues se tournent alors vers d'autres revues plus prestigieuses, ce que les données ne permettent pas de confirmer, ou vers les monographies et autres documents.

¹⁸¹ Voir le graphique 8.9 à la fin de la section 8.4.2.

Graphique 8.22a : Nombre moyen d'articles parus entre 1943 et 2003 dans sept revues québécoises, et de documents (notices bibliographiques) d'après les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon l'année de publication par rapport à l'année d'embauche, 2004

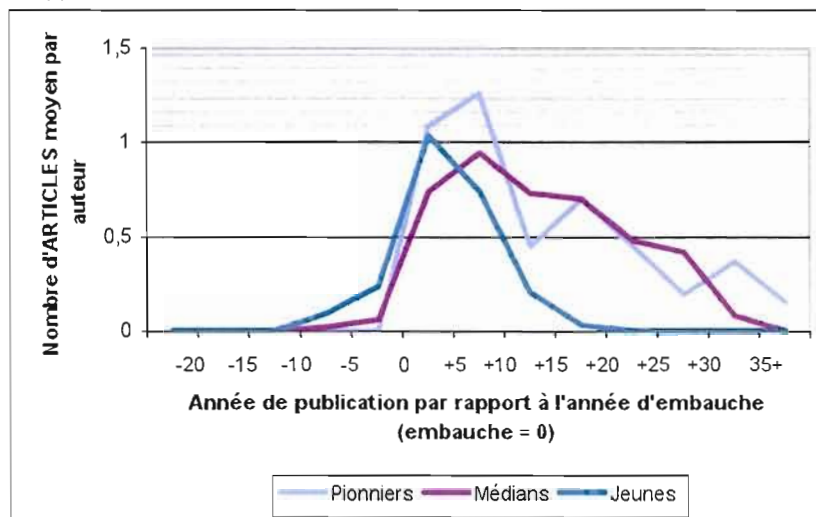


La comparaison des générations permet de constater une relative similitude en ce qui a trait à la publication d'article (graphique 8.22b). Dans tous les cas il y a une rapide augmentation en début de carrière, suivie d'une baisse rapide et relativement régulière¹⁸². Néanmoins, il semble que les jeunes aient commencé à publier des articles légèrement plus tôt que leurs aînés et que les pionniers aient connu un début de carrière plus productif que les médians¹⁸³.

¹⁸² Les différences entre les générations s'expliquent en bonne partie parce qu'elles n'en sont pas au même stade par rapport à leur embauche. Par exemple, il est impossible que les jeunes aient publié quoi que ce soit plus de 20 ans après leur embauche puisque, par définition, aucun jeune n'avait été embauché plus de 20 ans avant la fin de la période observée. Il est donc normal que la courbe de publication des jeunes tombe à zéro plus rapidement.

¹⁸³ Il est difficile de comparer la jeune génération aux autres en ce qui concerne les 10 premières années après l'embauche car les données qui la concernent, contrairement à celles sur la génération des pionniers et la génération médiane, ne sont pas définitives. En effet, pour plusieurs jeunes, 10 années ne se sont pas encore écoulées depuis leur embauche.

Graphique 8.22b : Nombre moyen d'articles parus entre 1943 et 2003 dans sept revues québécoises publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon l'année de publication par rapport à l'année d'embauche

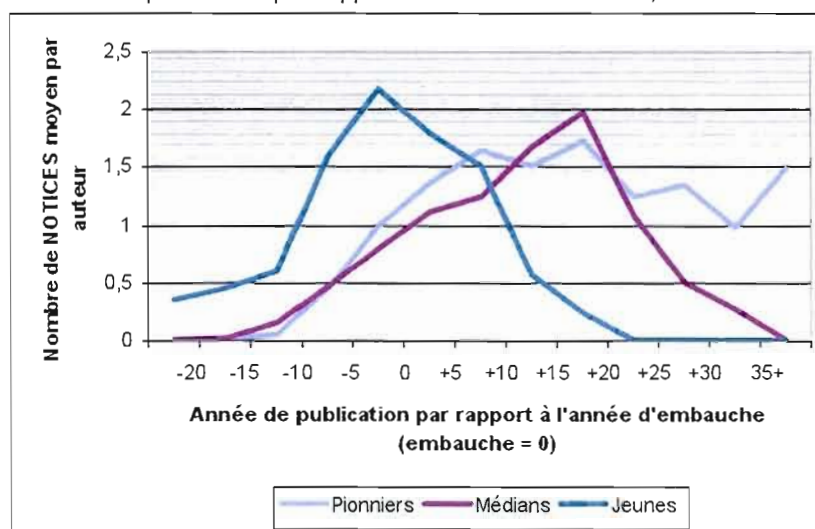


Les différences sont plus importantes en ce qui a trait aux notices bibliographiques (voir le graphique 8.22c). Les jeunes présentent un bien meilleur dossier de publication avant l'embauche que leurs aînés. Cela est peut-être dû au fait que la jeune génération a davantage complété ses études supérieures au Québec, publiant ainsi davantage de thèses et mémoires répertoriés dans les moteurs de recherche utilisés¹⁸⁴. Peut-être est-ce aussi dû au développement des groupes de recherche à partir du tournant des années 1990. Les groupes de recherche permettent aux jeunes chercheurs d'acquérir de l'expérience et offrent des opportunités de publication avant l'embauche. Il y a même lieu de croire que les chercheurs qui ont

¹⁸⁴ Les médians ont publié plus de thèses et mémoires (59) que les jeunes (57), mais ils sont aussi beaucoup plus nombreux (83 contre 34). Les jeunes ont donc publié en moyenne beaucoup plus de thèses et mémoires (1,68) que les médians (0,71) (voir le tableau 8.23 en annexe).

acquis ce genre de capital soient justement les plus susceptibles de se voir engager par un département universitaire.

Graphique 8.22c : Nombre moyen de documents (notices bibliographiques) d'après les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon l'année de publication par rapport à l'année d'embauche, 2004

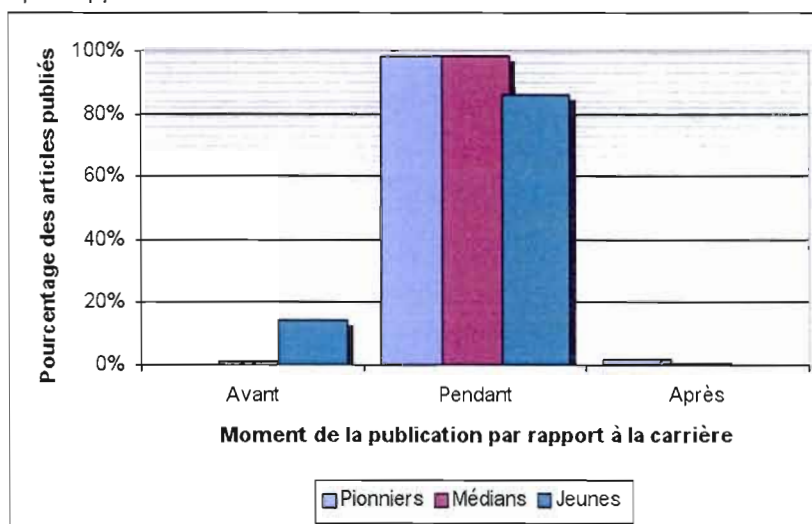


Ces données indiquent aussi un intérêt persistant longtemps après l'embauche pour la publication de documents¹⁸⁵. Cette caractéristique distingue les articles des notices bibliographiques : contrairement aux documents, l'intérêt pour la publication

¹⁸⁵ Si cela est sans équivoque pour la génération des pionniers, il faut préciser que le déclin observé chez les médians et les jeunes est tributaire du fait que le nombre d'années écoulées depuis l'embauche est moindre que pour la génération des pionniers, et que les données sont partielles, voire inexistantes pour les périodes les plus éloignées de l'embauche pour les plus jeunes générations. L'apogée de la courbe de publication de documents pour les jeunes et les médians indique en quelque sorte le moment où les données cessent d'être définitives. Autrement dit, ces générations sont encore susceptibles d'y ajouter des publications pour les années où les données disponibles indiquent une baisse. Bien que cela ne soit en aucune façon une garantie que la publication de documents des médians et des jeunes suive le modèle de celle des pionniers, les données ne fournissent pour l'instant aucun indice d'un déclin dû à autre chose que cette absence de données.

d'articles diminue à mesure qu'on s'éloigne de la date d'embauche, une fois passé le boom de publication des 10 premières années de carrière. Les deux graphiques suivant (8.24 et 8.25), qui présentent les données sur le moment de publication par rapport à la carrière, confirment cette différence. Le moment de la publication par rapport à la carrière identifie si la publication a eu lieu avant, pendant ou après la carrière de l'auteur concerné, en fonction des dates d'embauche et de fin d'emploi de l'auteur et de l'année de publication de chaque article et chaque document.

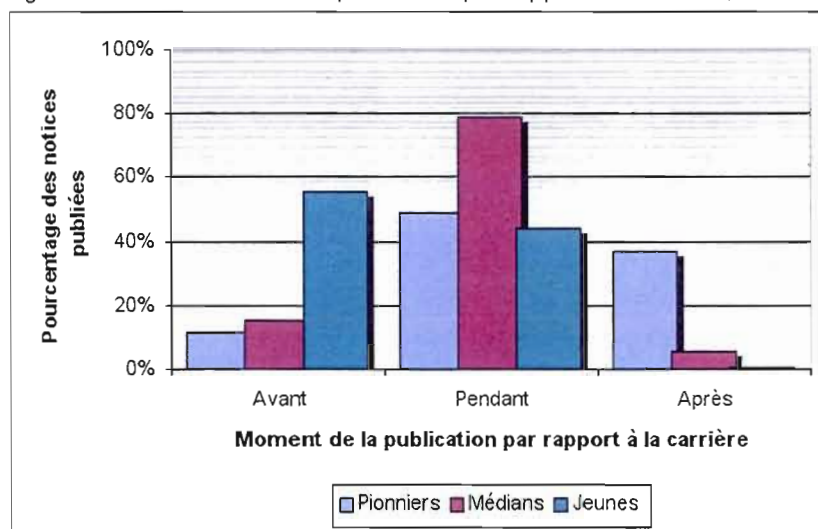
Graphique 8.24 : Proportion des articles parus entre 1943 et 2003 dans sept revues québécoises publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon la génération et le moment de publication par rapport à la carrière



Il semble, à la lumière de ces informations, que le moment de publication privilégié de l'article soit pendant la carrière. Le graphique 8.24 confirme que la presque totalité des articles publiés par les pionniers et les médians l'ont été pendant la carrière. L'article semble donc peu accessible avant l'embauche et peu populaire après la fin d'emploi. Dans le cas des jeunes, la proportion des articles publiés avant la carrière est plus importante (13,9%) mais elle est appelée à diminuer alors

que les jeunes publieront encore beaucoup pendant et après leur carrière¹⁸⁶. La situation est très différente en ce qui a trait aux notices bibliographiques (voir le graphique 8.25). Plus du tiers (36,7%) des documents publiés par les pionniers l'ont été après la carrière alors que plus de la moitié (55,6%) de ceux publiés par les jeunes l'ont été avant l'embauche¹⁸⁷. Seuls les documents publiés par les médians sont concentrés pendant la carrière (78,7%) mais ceux-ci, qui commencent à atteindre l'âge de la retraite, ont encore peu publié après la carrière.

Graphique 8.25 : Proportion des documents (notices bibliographiques) publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec d'après les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon la génération et le moment de publication par rapport à la carrière, 2004



Cette différence entre les articles et les notices bibliographiques s'explique peut-être par l'accessibilité à la revue départementale que confère l'obtention d'un poste dans un département qui possède une telle revue. Si, comme les données permettent de

¹⁸⁶ Par définition, ils ne peuvent plus publier *avant* leur embauche, le nombre de publications observé dans cette catégorie étant donc définitif.

¹⁸⁷ Cette proportion est appelée à diminuer pour la même raison que celle évoquée à propos des articles publiés avant l'embauche.

le croire, ce sont les professeurs en début de carrière qui s'approprient les opportunités de publication dans ces revues, peut-être est-ce plus difficile pour les professeurs qui quittent le département de continuer d'y avoir accès.

Quoi qu'il en soit, deux précautions doivent être prises quant aux conclusions à être tirées à partir de ces données. Premièrement, le fait que seuls les articles publiés dans certaines revues aient été observés exacerbe probablement la concentration des publications au début de la carrière des professeurs. Les données ne permettent pas de dresser un portrait global des pratiques de publication d'articles par les professeurs de sociologie, qui pourrait être très différent que ce que laissent entrevoir des observations partielles. La deuxième limite est due au fait que seuls les pionniers ont publié significativement après la carrière, les deux autres générations étant à un stade moins avancé de leur carrière au moment où les observations ont été faites. Il est donc très difficile de distinguer ce qui relève d'une lecture nécessairement asymétrique des données de ce qui constitue de réelles différences entre les époques ou entre les générations.

8.5 Conclusion

En somme, les données permettent d'identifier une concentration des embauches de professeurs de sociologie dans les 15 années suivant la fondation de l'UQÀM, soit de 1969 à 1983. Cette hausse des embauches s'explique en bonne partie par l'ouverture d'un nouveau département de sociologie à l'UQÀM, mais s'observe également à l'Université Laval et à l'Université de Montréal. Les variations dans le rythme des embauches permettent de regrouper les sociologues en trois générations : les pionniers, les médians et les jeunes. Ces derniers, embauchés

depuis 1984, sont moins nombreux que les représentants des autres générations, et sont particulièrement sous-représentés à l'Université Laval. La jeune génération est aussi la seule où les femmes sont majoritaires. Les postes de sociologues universitaires ont longtemps été très majoritairement occupés par des hommes, mais la parité dans les embauches est désormais observée, et ce depuis 1979.

En ce qui a trait aux publications, le nombre d'auteurs par publication est en hausse autant pour les articles que pour les documents. La publication d'articles dans *Recherches sociographiques*, *Sociologie et sociétés* et *Cahiers de recherche sociologique* est en bonne partie concentrée dans les 10 premières années suivant l'embauche, et les articles sont majoritairement publiés au sein de l'université principale de l'auteur. Les documents, principalement des monographies, sont surtout publiés en français et au Québec. Ils ne sont pas aussi concentrés en début de carrière que les articles : les publications universitaires, présentant des opportunités de publication plus accessibles, sont courantes avant l'embauche alors que les monographies deviennent proportionnellement de plus en plus importantes à mesure qu'on s'en éloigne, restant même assez fréquentes une fois la carrière terminée. Les publications de groupes de recherche, particulièrement nombreuses à l'UQÀM, ont explosé au tournant des années 1990. Elles marquent un changement important dans les pratiques de publication, remplaçant en partie ce qui était autrefois inclus dans la catégorie des publications universitaires.

CHAPITRE IX

LES COURANTS DE LA SOCIOLOGIE QUÉBÉCOISE

La sociologie francophone pratiquée au Québec de 1943 à 2003 se divise en six courants que l'analyse lexicométrique permet de circonscrire. L'analyse permet également d'en révéler les principales caractéristiques lexicales, qu'il s'agit maintenant d'exposer dans ce chapitre. Toutefois, l'analyse lexicométrique produit des statistiques lexicales à propos du corpus et de ses parties qui sont à la fois essentielles et insuffisantes à la compréhension des courants. Ainsi, la présentation des courants repose d'abord sur une interprétation des résultats de l'analyse. L'interprétation ne se limite pas à la simple déduction de conclusions logiques sur la base de prémisses empiriques générées par l'analyse. Elle prend en compte à la fois la revue de la littérature, le cadre d'analyse et la lecture du corpus afin de donner aux balises empiriques une cohérence d'ensemble. Toute interprétation est discutable, et celle-ci n'échappe pas à cette règle.

Le présent chapitre est consacré à la description des courants de la sociologie québécoise et, le cas échéant, à leurs déclinaisons. Plusieurs dimensions retiennent l'attention mais malgré un accent mis sur le contenu des publications lors de l'analyse, les résultats et les conclusions des travaux sociologiques québécois sont souvent omis dans cette description. La raison en est que la description repose, dans chaque cas, sur la synthèse d'un ensemble de textes aux caractéristiques variées. Chaque courant et chaque déclinaison présente une certaine unité qui, bien souvent, ne peut être appréhendée qu'à travers un tout qui dépasse la somme de ses parties. Ainsi, la description d'un courant donné ne reflète pas nécessairement les caractéristiques spécifiques des textes qui le composent. L'unité d'un courant ou d'une déclinaison repose toujours sur une combinaison d'éléments qui relèvent de la

perspective théorique, de l'approche méthodologique, de la forme que prend la pratique sociologique, d'un objet ou d'une problématique de recherche, du thème d'un débat¹⁸⁸, de présupposés théoriques ou idéologiques, d'une position épistémologique, d'un parti pris politique, mais rarement des résultats ou des conclusions que génèrent les différentes contributions.

La première section de ce chapitre est consacrée à l'analyse préalable à la division du corpus en courants et en déclinaisons, de même qu'à certaines caractéristiques générales du corpus. Suivent six sections qui décrivent autant de courants de la sociologie québécoise. Chaque section commence par une présentation d'éléments d'analyse sur lesquels repose l'interprétation, même si l'accent est mis sur cette dernière. La plupart des tableaux qui présentent les données lexicométriques issues de l'analyse sont présentés en annexe, de façon à alléger la présentation des résultats.

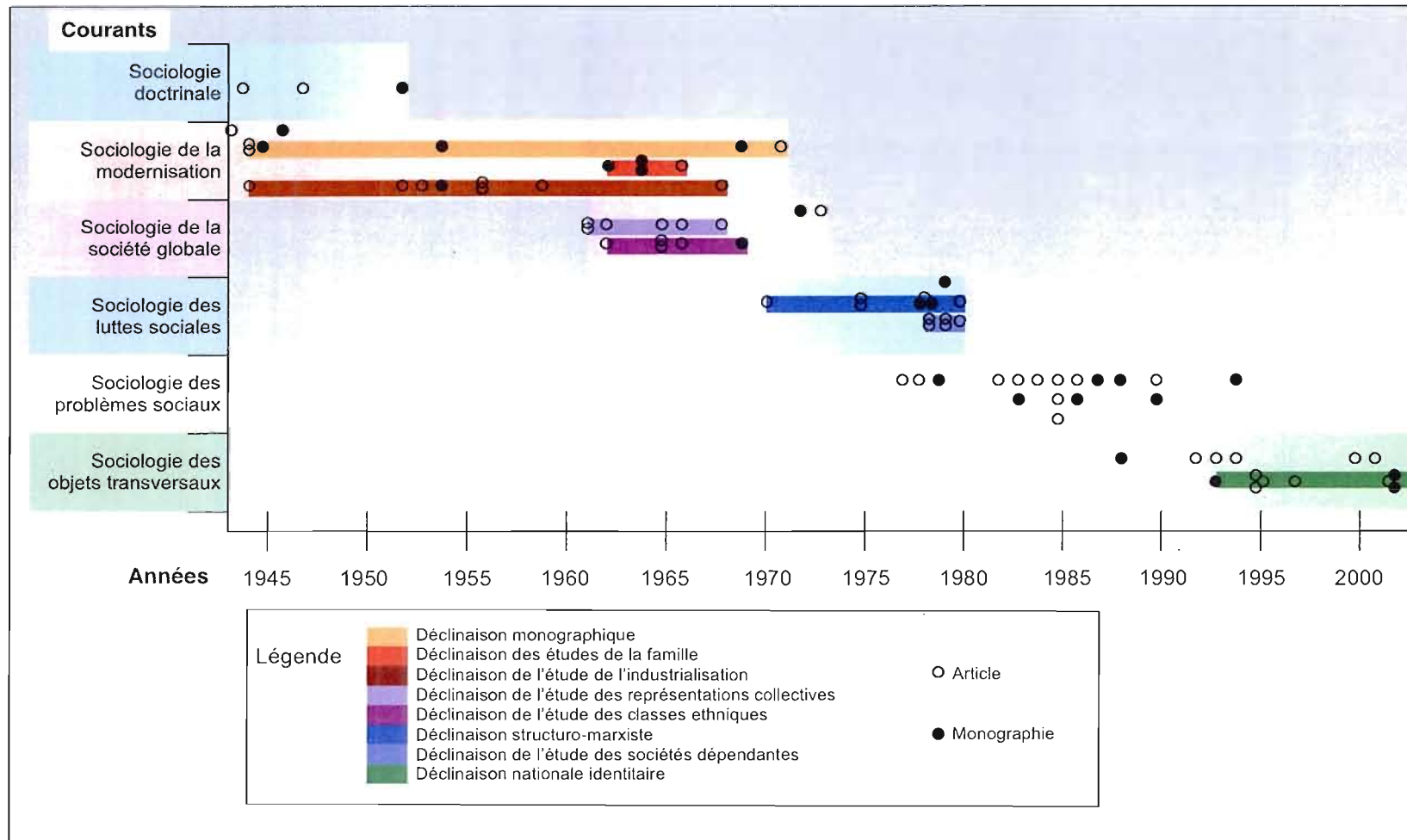
9.1 Les courants et les déclinaisons de la sociologie québécoise

Le corpus à l'étude, et par extension la sociographie québécoise des années 1943 à 2003, se divise en six courants, dans lesquels s'observent, dans la plupart des cas, différentes déclinaisons. Les courants sont les suivants (voir le graphique 9.1) :

- A. La sociologie doctrinale (...-1952)
- B. La sociologie de la modernisation (1943-1971)
- C. La sociologie de la société globale (1956-1973)
- D. La sociologie des luttes sociales (1970-1980)
- E. La sociologie des problèmes sociaux (1977-1994)
- F. La sociologie des objets transversaux (1988-...)

¹⁸⁸ Un débat sur un thème donné repose sur un accord préalable quant au thème à débattre.

Graphique 9.1 : Les courants de la sociologie québécoise, 1943-2003



Les courants se distinguent des périodes parce que le regroupement des textes qui les composent repose d'abord sur une proximité lexicale, thématique, théorique et/ou méthodologique plutôt que sur une proximité chronologique. Pour être regroupés en un même courant, les textes doivent respecter une certaine proximité chronologique, au sens où il est difficile de concevoir qu'un texte publié au début des années 1940 puisse faire partie du même courant qu'un autre publié dans les années 2000, mais il ne s'agit pas là du principal critère de discrimination comme dans le cas des périodes. Ainsi, contrairement aux périodes, les courants peuvent se chevaucher dans le temps, comme en témoigne le graphique 9.1. Autrement dit, pour un moment donné de l'histoire de la sociologie québécoise, il est possible que plus d'un courant soit effectif.

Quatre courants se subdivisent en fonction de déclinaisons spécifiques (voir le graphique 9.1). Dans le courant de la modernisation, certaines contributions mettent l'accent sur le thème de la famille ou sur l'industrialisation, tandis que d'autres misent sur la méthode monographique pour étudier une paroisse, un village ou une ville. Certaines contributions au courant de la société globale se concentrent sur les représentations collectives alors que d'autres privilégient l'étude des groupes ethniques. La sociologie des luttes sociales préconise dans certains cas une approche structuro-marxiste, ou adopte plutôt l'approche tourainienne pour l'étude des sociétés dépendantes. Enfin, dans le courant des objets transversaux, qui ne se caractérise certainement pas par l'homogénéité de son objet, il existe une certaine convergence autour de la thématique nationale identitaire.

Si tous les textes doivent impérativement être associés à un courant comme le prévoient les procédures d'analyse décrites au chapitre VII, il n'est pas nécessaire que chaque texte s'inscrive dans une déclinaison spécifique. Les déclinaisons ne sont pas distinctes du courant dans lequel elles s'inscrivent, mais en présentent une version spécifique suffisamment marquée et systématique au sein du courant pour distinguer, sur une base thématique, théorique ou méthodologique, des textes qui

conservent néanmoins suffisamment de similitudes pour s'inscrire dans un seul et même courant. Ainsi, le courant doctrinal et celui des problèmes sociaux ne présentent pas de déclinaison particulière, alors que la sociologie des objets transversaux n'en présente qu'une seule, les autres textes qui composent ce courant n'ayant pas d'autres caractéristiques communes que celles qui les réunissent dans un même courant.

Les articles sont assez bien distribués entre les courants : à l'exception du courant doctrinal, tous les courants sont composés de 10 à 12 articles. La situation est différente en ce qui a trait aux monographies : 60% d'entre elles sont concentrées dans deux courants. Il s'agit du courant de la sociologie de la modernisation (8) et du courant de la sociologie des problèmes sociaux (7) (voir le tableau 9.1).

Tableau 9.1 : Nombre d'articles et de monographies selon le courant et la déclinaison

	Articles	Monographies	Total
Courant de la sociologie doctrinale	2	1	3
Courant de la sociologie de la modernisation	12	8	20
Déclinaison monographique	3	3	6
Déclinaison des études de la famille	1	3	4
Déclinaison de l'étude de l'industrialisation	7	1	8
Courant de la sociologie de la société globale	11	2	13
Déclinaison de l'étude des représentations collectives	5	0	5
Déclinaison de l'étude des classes ethniques	5	2	7
Courant de la sociologie des luttes sociales	10	3	13
Déclinaison structuro-marxiste	5	2	7
Déclinaison de l'étude des sociétés dépendantes	5	0	5
Courant de la sociologie des problèmes sociaux	10	7	17
Courant de la sociologie des objets transversaux	10	4	14
Déclinaison nationale identitaire	5	3	8
Total	55	25	80

Cette distribution inégale des monographies crée des déséquilibres entre les courants en ce qui a trait aux nombres d'occurrences lexicales (voir le tableau 9.2). Le corpus à l'étude est composé de près de 2 600 000 occurrences dont plus des trois quarts proviennent des monographies. Les articles comptent en moyenne un peu plus de 10 000 occurrences alors que les monographies en comptent près de 80 000. C'est ce qui explique que le courant de la sociologie de la modernisation compte plus de 800 000 occurrences, soit près du tiers des occurrences totales du corpus. Le courant de la sociologie des problèmes sociaux arrive en deuxième position en ce qui a trait aux occurrences avec plus de 635 000. Ensemble, les courants de la modernisation et des problèmes sociaux comptent plus de la moitié des occurrences totales du corpus.

Tableau 9.2 : Nombre d'occurrences lexicales par courant et par déclinaison, selon le type d'écrit

	Articles	Monographies	Total
Courant de la sociologie doctrinale	10 717	15 756	26 473
Courant de la sociologie de la modernisation	81 834	718 909	800 283
Déclinaison monographique	25 955	318 969	344 924
Déclinaison des études de la famille	8 008	222 597	230 605
Déclinaison de l'étude de l'industrialisation	36 501	110 146	146 647
Courant de la sociologie de la société globale	134 780	140 644	275 424
Déclinaison de l'étude des représentations collectives	82 771	0	82 771
Déclinaison de l'étude des classes ethniques	28 985	140 644	169 629
Courant de la sociologie des luttes sociales	124 197	227 720	351 917
Déclinaison structuro-marxiste	69 610	137 493	207 103
Déclinaison de l'étude des sociétés dépendantes	54 587	0	54 587
Courant de la sociologie des problèmes sociaux	117 571	519 287	636 858
Courant de la sociologie des objets transversaux	123 378	376 889	500 267
Déclinaison nationale identitaire	72 913	270 597	343 510
Total	592 017	1 999 205	2 591 222

Il s'agit donc de présenter chacun de ces six courants et leurs principales caractéristiques. Ce qui caractérise un courant va au-delà de la simple compilation

de ce qui en caractérise les parties, en l'occurrence les textes qui le composent. Le courant se distingue des autres courants parce que les caractéristiques communes aux textes qui le composent se distinguent de façon significative de celles des autres textes. Ceci est particulièrement vrai lorsque la stratégie d'identification des courants repose notamment sur les spécificités lexicales. Sans tomber dans le relativisme ontologique, la description des courants repose donc en bonne partie sur les différences, les contrastes qui permettent de croire à la présence d'une autre sociologie.

Toutefois, l'histoire de la sociographie québécoise étant faite d'évolution beaucoup plus que de révolutions, plusieurs textes appartenant à des courants différents peuvent présenter des caractéristiques similaires. En ce sens, les contrastes apparaissent de façon beaucoup plus flagrante quand seuls des textes particulièrement représentatifs, ceux qui constituent en quelque sorte le noyau dur des courants comparés, sont pris en compte. Puisque tous les textes, sans exception, ont été inclus dans un courant, il s'agit d'identifier dans chacun de ces derniers des textes types, qui présentent sans compromis les caractéristiques les plus marquées du courant, et des textes transitoires, qui permettent d'établir des liens avec les courants précédents ou suivants.

Ainsi, il s'agit de décrire les principales caractéristiques (objets, approches théoriques, méthodes, etc.) et les déclinaisons, le cas échéant, propres à chaque courant, en plus d'identifier, parmi ceux qui les composent, les textes typiques et les textes transitoires. Puisque l'analyse repose sur une approche lexicométrique, il convient également de présenter les principales caractéristiques lexicales de chaque courant, sous la forme d'un ensemble de formes lexicales (mots et expressions) représentatives. L'objectif est de présenter, pour chaque courant, une liste de 50 lemmes, auxquels s'ajoutent les déclinaisons et les décompositions de segments

répétés subsumés par la lemmatisation¹⁸⁹. Ces listes de formes constituent en quelque sorte le noyau lexical de chaque courant qui permet de générer des analyses lexicométriques ciblées à l'aide du logiciel.

La description de chaque courant commence par une présentation générale basée à la fois sur la lecture et sur l'analyse lexicométrique. Cette présentation insiste sur ce qui caractérise le courant, mais pas nécessairement les textes qui le composent. Puisqu'elle se veut générale, cette présentation ne vise pas à décrire le détail de tous les éléments qui composent le courant, mais à mettre l'accent sur ce qui le caractérise spécifiquement. Pour ce faire, ce sont les thèmes identifiés à partir du noyau lexical qui sont abordés, et une attention particulière est portée aux textes typiques. Conséquemment, cette présentation, sans être caricaturale, ne peut toutefois rendre justice à toutes les nuances du courant en question. De façon à faciliter la présentation des courants, les résultats de l'analyse lexicométrique sur lesquels repose la présentation sont détaillés, pour chacun d'eux, à la fin de la section qui lui est consacrée.

9.1.1 Note méthodologique sur les données présentées

L'identification des courants a été réalisée notamment à partir des spécificités de chaque texte présentées à l'annexe C (tableaux C.01 à C.80). Ces spécificités sont

¹⁸⁹ La lemmatisation est un « regroupement sous une forme canonique [...] des occurrences du texte [qui, en] français, [...] se pratique en général de la manière suivante : les formes verbales à l'infinitif, les substantifs au singulier, les adjectifs au masculin singulier, les formes élidées à la forme sans élision » (Lebart et Salem, 1994 : 314). Il ne s'agit ici en aucun cas de lemmatiser l'ensemble du corpus, mais de ne pas comptabiliser les formes lexicales qui relèvent d'un même lemme afin de représenter la diversité lexicale des courants. (Par exemple, les formes *canada*, *canada français*, *canadien*, *canadien français*, *canadienne*, *canadienne française*, *canadiennes*, *canadiennes françaises*, *canadiens* et *canadiens français* peuvent constituer 20% d'une liste de 50 formes et n'offrir qu'une faible diversité lexicale si elles ne sont pas lemmatisées.)

calculées par le logiciel *Lexico 3*. Le corpus de référence pour le calcul des spécificités de chaque article est composé de l'ensemble des articles (tableaux C.01 à C.55). De même, seules les monographies composent le corpus de référence pour le calcul des spécificités de chaque monographie (tableaux C.56 à C.80). Dans chaque cas, il s'agit d'une sélection de formes ou de groupes de formes. En effet, le logiciel *Lexico 3* présente le résultat de son calcul des spécificités sans égard à la signification ni à la pertinence des formes ou des groupes de formes lexicales. Il convient donc d'éliminer systématiquement certains mots (les déterminants, la plupart des adverbes, etc.) et expressions (les expressions tronquées, celles qui commencent ou se terminent par un déterminant, etc.), de même que certains mots ou expressions qui ne présentent aucune pertinence d'un point de vue sociologique (*chapitre*, *vis à vis*, *ibid.*, etc.).

Il en va de même pour les formes lexicales¹⁹⁰ représentatives de chaque courant. Ces formes lexicales sont sélectionnées à partir de deux sources : 1) à partir du calcul des spécificités pour chaque courant par rapport au corpus complet; 2) à partir du calcul des spécificités pour les articles de chaque courant par rapport à l'ensemble des articles. Le recours à la deuxième source est justifié par le fait que les monographies comptent environ 80% des occurrences totales du corpus alors qu'elles constituent moins du tiers des textes. Considérer seulement les spécificités de chaque courant par rapport au corpus complet est susceptible d'atténuer, voire de masquer les nuances plus subtiles générées par un calcul des spécificités opéré sur les seuls articles. Ce dernier calcul permet donc, de façon complémentaire, de rendre justice aux contributions plus courtes, mais dont l'impact sur les courants est tout aussi important.

¹⁹⁰ Sauf indication contraire, le terme « formes » ou l'expression « formes lexicales » désignent à la fois les formes (mots) et les ensembles de formes (expressions ou segments répétés).

Ainsi, l'objectif initial est de présenter, pour chaque courant à l'exception du premier¹⁹¹, une liste de 50 formes lexicales (lemmatisées) qui en sont les plus représentatives, nonobstant les déclinaisons (genre, nombre, etc.) et la décomposition des expressions. Les déclinaisons et les formes qui composent une expression s'ajoutent à la sélection des formes lexicales représentatives d'un courant donné au-delà des 50 lemmes initiaux¹⁹², ce qui fait en sorte que le nombre de formes représentatives varie d'un courant à l'autre. Cela permet de générer, pour chaque courant, un noyau lexical de 60 à 75 formes représentatives¹⁹³. Pour faire partie du noyau, une forme lexicale doit être commune à plus d'un texte du courant – sinon elle caractérise ce texte et non le courant. Les formes dont au moins 90% des occurrences pour un courant donné sont concentrées dans un seul texte sont donc exclues du noyau.

Les graphiques 9.2 et 9.3 permettent de constater que la sélection des formes lexicales est effectivement représentative de chaque courant. L'exercice, en apparence tautologique, permet toutefois de valider la précision de l'adéquation entre le courant et le groupe de formes qui le représente¹⁹⁴.

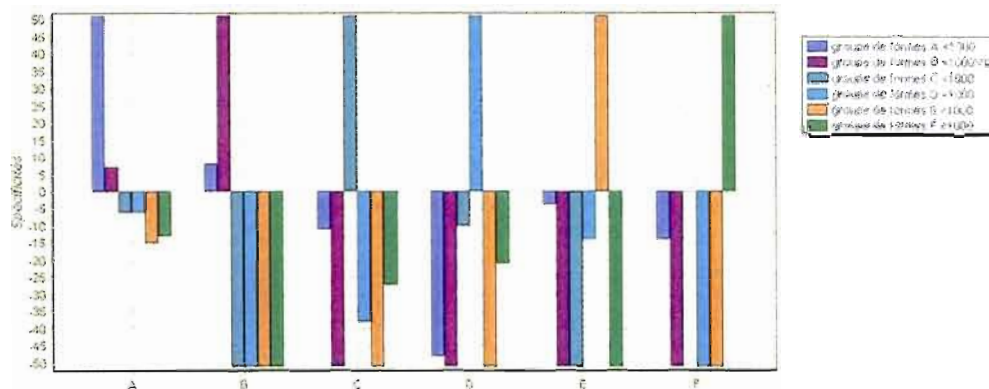
¹⁹¹ Le premier courant, celui de la sociologie doctrinale, étant beaucoup plus petit que les autres, l'objectif du nombre de formes représentatives est limité à 20.

¹⁹² Par exemple, les formes *canadien*, *canadiens*, *canadien français*, *canadienne française* et *canadiens français*, représentatives du courant de la sociologie de la société globale, sont toutes incluses dans la sélection mais ne comptent que pour une seule forme par rapport à l'objectif de 50 formes parce qu'elles constituent une déclinaison et/ou une décomposition de l'expression *canadien français*.

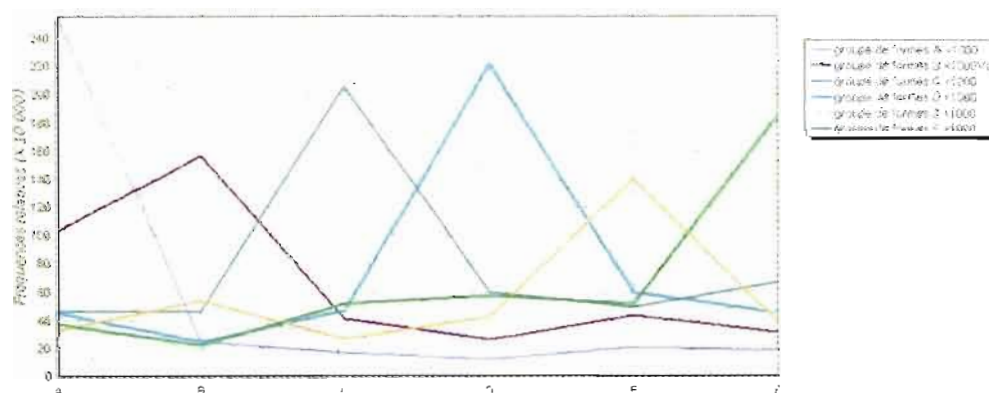
¹⁹³ Sauf pour le courant doctrinal pour lequel le groupe compte 32 formes.

¹⁹⁴ Des versions antérieures de ces graphiques ont justement permis d'identifier certaines inadéquations et de rectifier et préciser la méthode de sélection des formes représentatives.

Graphique 9.2 : Spécificité des groupes de formes représentatives de chaque courant¹⁹⁵, excluant les formes dont les occurrences totales dans le corpus complet sont égales ou supérieures à 1000, selon le courant¹⁹⁶



Graphique 9.3 : Fréquences relatives des formes lexicales composant les groupes de formes représentatives de chaque courant et dont les occurrences sont inférieures ou égales à 1000, selon le courant



Les graphiques 9.2 et 9.3 ne tiennent pas compte des formes lexicales dont les occurrences sont supérieures à 1000 dans l'ensemble du corpus. Ces formes

¹⁹⁵ La liste complète des formes incluses dans chaque groupe de formes représentatif d'un courant donné est présentée dans la section de présentation du courant en question (sections 9.2 à 9.7).

¹⁹⁶ Le groupe de formes A correspond aux formes lexicales représentatives du courant doctrinal, le groupe de formes B à celles du courant de la sociologie de la modernisation, et ainsi de suite.

atténuent la spécificité des courants¹⁹⁷. Cela fait en sorte que les graphiques 9.2 et 9.3 génèrent une image tronquée de la spécificité lexicale des courants et ne permettent pas de les comparer sur ce plan. Toutefois, l'objectif de ces graphiques n'est pas de présenter un portrait de la spécificité des courants¹⁹⁸ mais de confirmer que la sélection des formes représentatives a généré un résultat homogène pour l'ensemble des courants observés. Ce calcul ne peut être effectué sur l'ensemble des formes parce que le nombre de formes dont les occurrences totales sont supérieures à 1000 varie d'un courant à l'autre¹⁹⁹. L'exclusion de ces formes permet une lecture plus homogène entre les courants pour confirmer que les procédures de sélection génèrent des résultats homogènes.

9.1.2 Quelques caractéristiques générales du corpus

La sociologie québécoise, au-delà des grandes tendances, affirme un intérêt pour certains grands thèmes qui transcendent les courants. Parmi les formes lexicales

¹⁹⁷ Les formes spécifiques peu nombreuses sont souvent absentes des autres courants, et elles renforcent la spécificité du courant duquel elles sont représentatives. Les formes spécifiques les plus nombreuses, au contraire, atténuent cette spécificité parce que, si elles apparaissent plus souvent dans un courant donné, elles sont néanmoins présentes dans l'ensemble du corpus. Par exemple, le courant de la sociologie de la société globale compte, parmi ses formes représentatives, 23 formes dont les occurrences sont supérieures à 1000 dans l'ensemble du corpus. Parmi celles-ci, les termes *Canada*, *canadiens*, *classe*, *français*, *politique*, *Québec* et *société* sont particulièrement usités dans l'ensemble du corpus. Si elles apparaissent comme spécifiques à ce courant, c'est parce qu'elles sont plus fréquentes dans cette section du corpus qu'elles ne l'auraient été en fonction d'une distribution aléatoire. Toutefois, puisqu'elles sont présentes dans l'ensemble du corpus, ces formes font paraître ce courant moins spécifique.

¹⁹⁸ Les graphiques 9.4 et 9.5, présentés à la section 9.1.2, proposent ce portrait.

¹⁹⁹ Le courant de la sociologie de la société globale compte 23 formes dont les occurrences sont supérieures à 1000 alors que le courant de la sociologie des problèmes sociaux n'en compte que 6. La distorsion provoquée par ces formes est donc inégalement distribuée entre les courants. Plus le nombre de ces formes est élevé pour un courant donné, plus la distribution des formes qui lui sont spécifiques est étendue aux autres courants et moins il apparaît spécifique.

les plus usitées dans le corpus complet²⁰⁰, plusieurs concernent les grands thèmes du politique²⁰¹, de l'économique²⁰² et, dans une mesure moindre mais non négligeable, de la famille²⁰³. Ces thèmes ne sont pas nécessairement dominants dans tous les courants mais les formes lexicales qui en témoignent sont nombreuses et présentes de façon substantielle d'un bout à l'autre du corpus²⁰⁴. Toutefois, les formes lexicales les plus courantes peuvent être regroupées en deux ensembles : au premier chef, un ensemble de formes lexicales qui renvoient aux territoires et aux gentils²⁰⁵; en deuxième lieu, un ensemble de termes sociologiques référant notamment aux grands ensembles sociaux²⁰⁶.

La préséance de ces deux ensembles de mots, qui ne constituent pas des thèmes à proprement parler, ne permet pas de tirer d'importantes conclusions quant à la sociologie québécoise. Le fait que la forme *Québec* soit la plus usuelle dans le corpus témoigne davantage des critères de sélection du corpus que des tendances lexicales de la sociologie québécoise en général, même s'il est raisonnable de croire que les termes liés au Québec ou au Canada français aient pu être particulièrement employés par les sociologues québécois. Il n'est pas surprenant non plus que des termes sociologiques généraux tels que *société*, *social* ou *institutions* soient communs, puisque les textes sélectionnés ont tous été écrits par des sociologues. Il

²⁰⁰ L'annexe D présente une sélection des 50 formes lexicales et une sélection des 50 segments répétés les plus usités dans le corpus complet.

²⁰¹ Les formes les plus usitées liées à ce thème sont *politique(s)*, *pouvoir*, *gouvernement (fédéral)*, *nation(al)*, *parti (québécois)*, *révolution tranquille* et *union nationale*.

²⁰² Les formes les plus usitées liées à ce thème sont *économique(s)*, *travail*, *production*, *capital*, *entreprises*, *économie*, *marché du travail*, *niveau de vie* et *hommes d'affaires*.

²⁰³ Les formes les plus usitées liées à ce thème sont *famille(s)*, *enfants*, *jeunes*, *hommes* et *femmes*.

²⁰⁴ Dans une moindre mesure pour le thème de la famille qui est plutôt concentré dans les deux premières décennies couvertes par le corpus. Toutefois, ce thème refait surface à plusieurs reprises dans les décennies suivantes, particulièrement dans les années 1980.

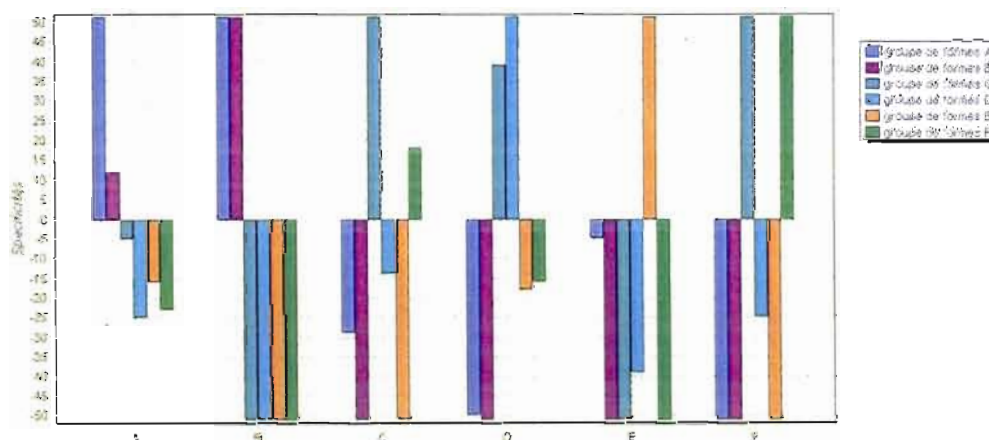
²⁰⁵ Les formes les plus usitées liées à ce thème sont *Québec*, *Canada*, *canadiens français*, *québécois*, etc.

²⁰⁶ Les formes les plus usitées liées à ce thème sont *société*, *social(e)(s)*, *classe(s) (sociales)*, *institutions*, etc.

en va de même de l'emploi de formes telles que *classes sociales* et *bourgeoisie*, qui ont transcendé leur origine théorique marxiste pour devenir des concepts sociologiques à part entière.

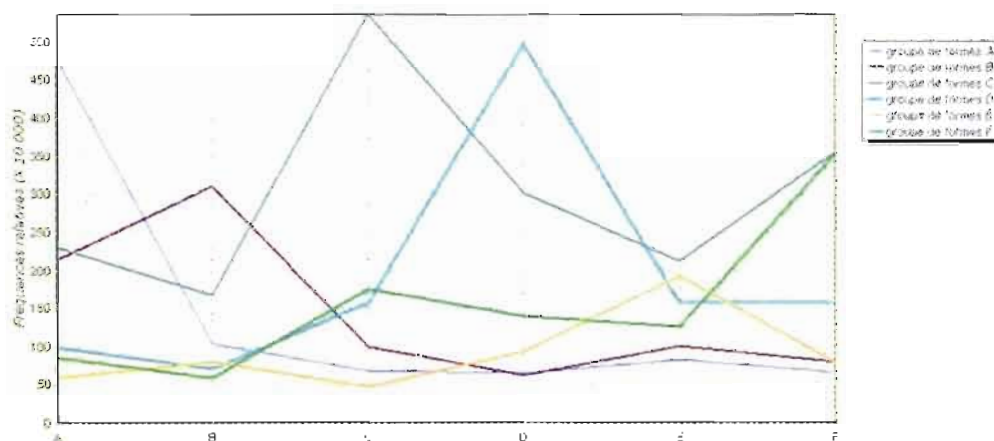
Les termes les plus usités ne sont pas pour autant distribués de façon parfaitement homogène entre les courants, et c'est en tenant compte de ces formes dans le calcul des spécificités qu'un portrait plus précis de la spécificité des courants et de leur enchaînement peut être proposé. Les graphiques 9.4 et 9.5 apportent des précisions quant à la place respective de chaque courant dans le corpus et sur les liens qui peuvent être établis entre eux. Le graphique 9.4 démontre un lien lexical entre la sociologie doctrinale (groupe de formes A) et la sociologie de la modernisation (groupe de formes B). Ces deux courants sont toutefois plutôt isolés des autres : les formes représentatives des quatre derniers courants sont sous-utilisées dans les textes composant les deux premiers, de même que les formes représentatives de ceux-ci affichent des spécificités négatives dans les autres courants.

Graphique 9.4 : Spécificité des groupes de formes représentatives de chaque courant, selon le courant



La terminologie spécifique à la sociologie de la société globale reste très présente dans les courants ultérieurs, particulièrement dans la sociologie des luttes sociales et la sociologie des objets transversaux. Le graphique 9.5 démontre que les formes représentatives du courant de la sociologie de la société globale arrivent toujours en première ou en deuxième place dans les autres courants en ce qui a trait à la fréquence relative²⁰⁷. Cela s'explique notamment par la présence de nombreuses formes dont les occurrences sont très importantes (voir la section 9.1.1). Cela témoigne peut-être de l'importance de l'influence de la sociologie de la société globale sur l'ensemble de la sociologie québécoise, mais cette influence se situe probablement à un niveau très général : par la définition d'un nouvel objet (la société plutôt que la paroisse ou la famille) et par l'ouverture aux grands courants sociologiques internationaux tels le marxisme et le structuralisme.

Graphique 9.5 : Fréquences relatives des formes lexicales composant les groupes de formes représentatives de chaque courant, selon le courant



²⁰⁷ Cela signifie, par exemple, que les formes représentatives de la sociologie de la société globale sont plus fréquentes dans les textes du courant des problèmes sociaux que ne le sont ses propres formes représentatives. Les formes représentatives de la sociologie de la société globale présentent toutefois des spécificités négatives dans les textes du courant des problèmes sociaux, ce qui signifie qu'elles y sont relativement moins fréquentes que dans l'ensemble du corpus.

Quoi qu'il en soit, la popularité des formes lexicales représentatives de la sociologie de la société globale dans les courants ultérieurs tranche avec le désintérêt des quatre derniers courants pour les termes usuels de la sociologie doctrinale et de la sociologie de la modernisation. Cela confirme, dans une perspective lexicale du moins, le jugement formulé par Warren (2003 : 360) à propos de l'influence de l'École de Chicago sur la sociologie québécoise, à savoir « qu'il est difficile de savoir ce qu'il en reste dix, vingt ans plus tard ».

Les courants de la sociologie des luttes sociales et de la sociologie des problèmes sociaux se démarquent en entretenant des liens lexicaux plus ténus avec les autres courant du corpus. Les formes représentatives de la sociologie des luttes sociales sont sous-représentées dans tous les autres courants. Toutefois, un lien peut être établi avec la sociologie de la société globale, dont les formes représentatives sont courantes dans les textes de la sociologie des luttes sociales (voir le graphique 9.4). Ce lien est dû notamment à une utilisation commune aux deux courants du concept de classe sociale (et de ses nombreuses déclinaisons conceptuelles et lexicales). Le courant qui apparaît le plus isolé sur le plan lexical est certainement celui de la sociologie des problèmes sociaux (groupe de formes E). Le graphique 9.4 démontre que les formes lexicales représentatives de ce courant sont sous-utilisées dans tous les autres courants et que celles des autres courants y sont également sous-utilisées.

Le profil similaire pour les courants de la sociologie des luttes sociales et de la sociologie des problèmes sociaux masque toutefois une réalité bien différente. La sociologie des luttes sociales adopte un langage à la fois très théorique et consensuel alors que la sociologie des problèmes sociaux utilise un vocabulaire empirique plus diversifié, moins homogène, où les formes lexicales communes à l'ensemble des textes sont plus rares. C'est ce qui explique que les propres formes lexicales représentatives de la sociologie des problèmes sociaux y soient moins

employées que celles de la sociologie de la société globale, et qu'elles soient toujours parmi les moins utilisées dans les autres courants (voir le graphique 9.5).

Enfin, un dernier lien lexical peut être effectué entre la sociologie de la société globale (groupe de formes C) et la sociologie des objets transversaux (groupe de formes F). Malgré l'écart chronologique qui sépare ces deux courants, les graphiques 9.4 et 9.5 permettent de constater que les formes lexicales représentatives de l'une sont couramment employées dans l'autre, et vice versa. Les principales formes communes à ces deux courants sont liées au thème de la nation québécoise ou canadienne-française. Même si les textes du corpus ont été sélectionnés notamment parce qu'ils avaient le Québec (ou le Canada français) comme territoire de référence, les formes lexicales qui renvoient à une *sociologie du Québec*, c'est-à-dire une sociologie qui prend explicitement la société québécoise comme objet de recherche, sont particulièrement présentes dans ces deux courants.

Toutefois, les liens lexicaux ne sont qu'un indice des ruptures et des continuités qui caractérisent l'enchaînement des courants de la sociologie québécoise. Les écarts linguistiques ne rendent pas nécessairement justice à certaines affinités, pas plus que la lexicométrie n'est en mesure de tout révéler sur un corpus donné. Ainsi, après ce bref aperçu des principaux liens lexicaux entre les courants, il s'agit maintenant de décrire ces derniers, de même que leurs déclinaisons, ce à quoi sont consacrées les prochaines sections.

9.2 La sociologie doctrinale (...-1952)

Le courant de la sociologie doctrinale est composé de deux articles et d'une monographie (tableau 9.3):

Type	Année	Auteur	Titre
*Article	1944	Georges-Henri Lèvesque	<i>Service social et charité</i>
*Article	1947	Gonzalve Poulin	<i>Le service social dans la cité</i>
*Monographie	1952	Gonzalve Poulin	<i>Problème de la famille canadienne-française</i>

*Les textes marqués d'un astérisque proviennent du sous-corpus 0.

Les trois thèmes principaux qui émergent de ces formes lexicales représentatives sont la charité (*amour, assistance, charité, cœur, misères, vertu*), le christianisme (*chrétien, chrétienne, chrétiens, christ, dieu, pie xii*) et le service social (*sécurité, sécurité sociale, service, service social, services, social, sociale, sociaux, technique, travail, travailleur*). Sur le plan lexical, les formes représentatives de la sociologie doctrinale sont les suivantes²⁰⁸ (tableau 9.4) :

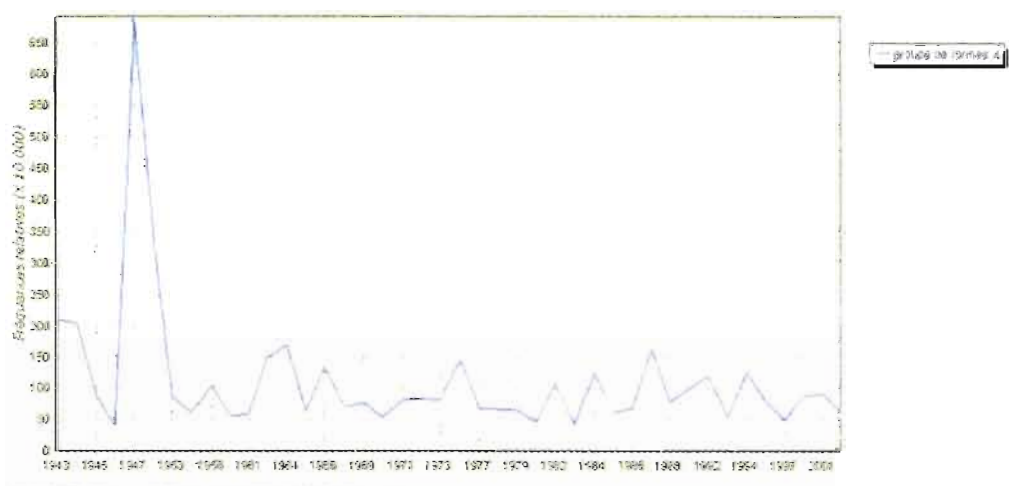
amour	dieu	œuvres	*sociale
assistance	esprit	pie xii	*sociaux
charité	*famille	sécurité	technique
chrétien	*familles	sécurité sociale	*travail
chrétienne	homme	service	travailleur
chrétiens	humain	service social	vertu
christ	humaine	services	vie
cœur	misères	*social	

* L'astérisque indique les formes dont les occurrences dans le corpus complet sont supérieures à 1000.

²⁰⁸ Les statistiques complètes sur les formes lexicales représentatives sont présentées à l'annexe E.

Le graphique 9.6 illustre comment ce groupe de formes lexicales représentatives se distribue sur l'ensemble de la période couverte par le corpus. Ce graphique démontre que les formes lexicales typiques de la sociologie doctrinale disparaissent pratiquement de la sociographie québécoise en même temps que le courant qu'elles représentent. Ce constat apparaît particulièrement évident lorsque seules les formes dont les occurrences dans le corpus complet sont inférieures ou égales à 1000 sont prises en compte.

Graphique 9.6 : Fréquences relatives des formes lexicales composant le groupe de formes représentatives du courant de la sociologie doctrinale, selon l'année



En somme, les données lexicométriques semblent confirmer la rupture entre la sociologie doctrinale et la sociologie de la modernisation qui s'impose à l'Université Laval dès la fondation du département de sociologie. Toutefois, les données lexicométriques ne permettent pas d'apprécier à juste titre la présence de ce courant qui mise davantage sur l'enseignement que sur la publication comme mode de transmission du savoir. Vestige de la sociologie préinstitutionnelle, la sociologie doctrinale est évidemment en déclin dans les années 1940 et 1950. Sa présence dans le corpus, bien que limitée, témoigne néanmoins de la cohabitation de deux sociologies qui ont, en apparence, bien peu en commun.

Il est important de souligner que tous les textes de ce courant proviennent du sous-corpus 0. La monographie de Gonzalve Poulin était la seule publication de ce sous-corpus à respecter les critères de sélection applicables aux autres sous-corpus. Néanmoins, les informations obtenues ne génèrent aucune conclusion surprenante, au sens où elles s'inscrivent dans le sens de ce que la littérature concernée permettait d'anticiper.

9.2.1 Description du courant de la sociologie doctrinale

Ce premier courant s'étend de 1944 à 1952, selon les textes du corpus qui le composent, mais il a de toute évidence connu son apogée avant la création du premier département de sociologie francophone à l'Université Laval. Le corpus à l'étude trouve son point de départ dans l'institutionnalisation d'une discipline qui, loin de surgir du néant, reposait déjà sur des écrits, des enseignements et des pratiques. L'impact de l'institutionnalisation elle-même sur les pratiques sociologiques n'est pas à négliger, mais elle ne fait pas table rase des traditions sociologiques préexistantes qui ont présidé à son avènement²⁰⁹. Ce courant a été documenté par Warren (2003) qui l'a nommé « sociologie doctrinale ».

²⁰⁹ Du moins en théorie, même si l'exemple de la sociologie québécoise peut aisément laisser croire le contraire. Une analyse qui ne tient compte que du corpus sélectionné peut effectivement donner cette impression : l'institutionnalisation de la sociologie québécoise s'accompagne d'un nouveau programme, proposé par un professeur américain invité justement pour définir l'orientation du département naissant, et qui sera reçu avec enthousiasme (voir la section 9.3). Moins axée sur la publication, « l'ancienne » sociologie qui se voit remplacée subsiste néanmoins un certain temps, notamment dans l'enseignement. Son déclin est manifeste, mais certainement moins drastique que ne laisse croire sa sous-représentation dans le corpus.

Seulement trois textes du corpus, écrits par deux auteurs (voir le tableau 9.3) témoignent de ce courant, nettement en déclin dans les années 1940, moment où commencent les observations. Les auteurs, tous deux membres du clergé, abordent les thèmes du service social et de la famille dans des termes éminemment chrétiens. Ce courant place au cœur de ses préoccupations les problèmes individuels et sociaux que génèrent l'urbanisation et l'industrialisation du Canada français. Largement inspiré par l'humanisme chrétien, le courant doctrinal puise essentiellement ses référents théoriques dans la littérature religieuse.

La principale tâche à laquelle se consacre la sociologie doctrinale dans les années 1940, à l'aune de ce qu'il est possible d'observer à partir du corpus, est de promouvoir la professionnalisation des œuvres caritatives à travers l'enseignement d'une nouvelle technique : le service social. Les deux articles du courant doctrinal, publiés dans les années 1940, utilisent un style apologétique pour faire la promotion du service social et, dans une certaine mesure, celle de l'École de service social de l'Université Laval. À en juger par la façon dont les auteurs abordent la question, il semble que la promotion du service social rencontre une certaine résistance dans les milieux caritatifs traditionnels. La sociologie doctrinale, loin d'opposer charité et service social, considère ce dernier comme une entreprise de charité à part entière. La principale différence entre le service social et les formes traditionnelles que prennent les œuvres de charité est que celui-ci repose, en plus des bases fondamentales que sont les valeurs chrétiennes de compassion, d'entraide et de miséricorde, sur une technique qui s'appuie elle-même sur un savoir.

Le service social, dont l'enseignement est résolument orienté vers l'intervention sociale, se présente en quelque sorte comme la branche appliquée de la sociologie, qui produit le savoir sur lequel s'appuie la technique. La mission du service social que promeut la sociologie doctrinale est ambitieuse : il s'agit de protéger la société. Du moins, c'est ce qu'affirme la sociologie doctrinale, mais ne s'agit-il pas plutôt de protéger l'ordre social ? À l'évidence, la mission de la sociologie doctrinale n'est pas

de remettre en question l'ordre social, d'autant plus si cet ordre social est chrétien. Toutefois, rien dans les textes du corpus ne témoigne d'une entreprise de légitimation de l'ordre social, explicite ou implicite, délibérée ou non.

En fait, la question de la légitimité de l'ordre social établi n'a pas de pertinence du point de vue de la sociologie doctrinale. Si cette question y apparaît implicite du point de vue du lecteur du XXI^e siècle, il est très difficile de croire qu'elle ait été une préoccupation pour les auteurs ayant contribué à ce courant²¹⁰. Cette sociologie ne peut certainement pas être qualifiée de critique : on y reconnaît aisément les maux sociaux, mais uniquement pour les soigner ; si on s'intéresse aux causes, c'est dans un but de prévention. L'ordre social capitaliste comporte certes un lot d'importants inconvénients, mais il n'en constitue pas moins un rempart face aux idéologies communistes et socialistes athées. Quant à l'ordre social chrétien, il est d'une telle évidence pour la sociologie doctrinale qu'il ne viendrait à personne l'idée qu'il faille le légitimer²¹¹. La sociologie doctrinale cherche plutôt à transporter le service social au-delà du particularisme qui caractérise trop souvent l'intervention des travailleurs sociaux, pour qui la clientèle naturelle est d'abord constituée des individus et des familles. Le style préconisé est didactique, normatif et prescriptif. Elle s'attarde moins à définir le service social en fonction de ce qu'il *est* qu'en fonction de ce qu'il *devrait être*, en l'occurrence une coordination des efforts caritatifs.

Il en va de même de la famille, lieu d'intervention de prédilection du service social, qui constitue aussi un thème important de la sociologie doctrinale. La façon dont le thème de la famille est abordé est typique de la démarche essentialiste propre à ce courant. On s'attarde d'abord à définir l'essence, la nature véritable de l'objet étudié.

²¹⁰ Ce constat ne repose toutefois que sur les trois textes du corpus, publiés par des sociologues universitaires, qui composent ce courant. Il n'est peut-être pas valide pour l'ensemble du courant doctrinal tel que défini par Warren (2003).

²¹¹ Il ne faut pas confondre *promotion* et *légitimation*. La sociologie doctrinale fait la promotion d'un ordre social chrétien dont la légitimité est d'une telle évidence qu'elle n'a pas à être démontrée.

Cette démarche accorde une place importante à l'histoire parce que l'essence d'un phénomène se trouve au moment originel, avant que la contingence des événements historique n'en ait altéré la pureté. Ensuite, on observe l'objet d'étude dans son contexte contemporain en appréciant les déviations et les corruptions par rapport au modèle originel, et en identifiant les contraintes qui censurent la pleine expression de son essence. Enfin, la dernière étape consiste à proposer des moyens et des solutions en vue de la restauration de cette essence perdue.

Sans ignorer les travaux des prédécesseurs, la sociologie doctrinale insiste beaucoup sur la dimension religieuse dans son portrait de la famille canadienne-française. Elle retient du concept de *famille-souche*, emprunté à Le Play, les éléments qui permettent de souligner l'importance du caractère chrétien de la famille canadienne-française traditionnelle. On ne se limite pas à cette dimension mais il est clair que c'est elle qui donne à la famille toute sa cohésion. Les notions d'*autorité* et d'*amour*, elles aussi empruntées à Le Play, sont les deux dimensions de la famille qui retiennent principalement l'attention des sociologues doctrinaux autant dans leurs analyses que dans leurs recommandations²¹². Ainsi, les principaux fondements de la famille canadienne-française sont le « christianisme vécu » et le patriarcat.

La sociologie doctrinale affiche résolument son caractère idéaliste dans la façon dont elle appréhende la famille canadienne-française. La dimension économique et les considérations matérielles y sont prises en compte, mais elles y sont évidemment secondaires. Malgré l'importance des besoins matériels de la famille de l'époque, les problèmes qui attirent l'attention sont d'un tout autre ordre : ce sont la diminution de l'influence religieuse et la dégradation des valeurs morales qui génèrent les principales préoccupations. La raison en est que la sociologie doctrinale identifie

²¹² La sociologie doctrinale se donnant le mandat d'orienter l'action, il ne s'agit pas de se limiter à l'identification des problèmes à travers un état de la question, mais également de prescrire les moyens à mettre en œuvre pour y remédier.

l'affaiblissement des convictions religieuses dans la population comme *la* cause première des problèmes matériels qui affectent les familles canadiennes-françaises.

C'est ici que le traditionalisme de la sociologie doctrinale se révèle sans aucune nuance. La *ville* et l'*existence moderne* sont perçues comme les principaux facteurs ayant favorisé cet affaiblissement des convictions religieuses. Dans cette perspective idéaliste, la solution qui s'impose de façon conséquente, autant pour les problèmes et les maux d'ordre matériel que spirituel, relève en premier lieu de la morale et de la religion. Si on y fait la promotion d'un système de sécurité sociale, c'est parce que celui-ci contribue à restaurer les qualités morales des individus et des familles. Les considérations matérielles et physiques occupent clairement une place secondaire par rapport aux considérations morales et spirituelles dans la sociologie doctrinale.

Ainsi, malgré une insistance constante sur les problèmes sociaux et la promotion d'une intervention sociale nourrie aux plus nobles principes de la charité chrétienne, la sociologie doctrinale semble davantage préoccupée par la promotion des valeurs chrétiennes que par la mise en œuvre d'actions concrètes visant à remédier aux difficultés « basement matérielles » qui affligent les familles et les affectent dans leur vie quotidienne. Si certains peuvent y voir un paradoxe, cette position est au contraire tout à fait cohérente, dans la mesure où est acceptée cette prémisse fondamentale de la sociologie doctrinale selon laquelle la restauration de l'ordre moral constitue la panacée aux misères même les plus matérielles.

Le thème du christianisme, quant à lui, est omniprésent. Il n'est pas abordé au même titre que ceux de la charité ou de la famille; il constitue plutôt le fil de trame qui tisse la toile de fond de la sociologie doctrinale. Il constitue l'arrière-plan indispensable, la lunette à travers laquelle le travailleur social pose le regard sur toute chose. Les témoignages de la présence d'une perspective résolument chrétienne dans toutes les dimensions de la sociologie doctrinale, et principalement

dans la conception du service social dont elle fait la promotion, abondent dans tous les textes qui composent ce courant.

Malgré une préoccupation évidente pour les problèmes sociaux concrets, la sociologie doctrinale se situe aux antipodes d'une démarche de recherche empirique. À partir de préceptes et de postulats tirés de la doctrine sociale catholique, énoncés tels des vérités indiscutables, on propose un argumentaire typique d'une philosophie déductive et spéculative qui ne subordonne jamais la validité de ses conclusions à une mise à l'épreuve empirique. Les postulats, donnés comme des évidences, constituent la colonne vertébrale de la sociologie doctrinale. Ainsi, dans un sens, il est difficile, tant elle s'en soucie, d'accuser cette sociologie d'être détachée des nécessités de la vie sociale et des préoccupations les plus concrètes des individus; toutefois, la démarche préconisée prête le flanc aux accusations d'idéalisme et d'apriorisme portées notamment par Trudeau (1956 : 11) dès les années 1950. En somme, la sociologie doctrinale est une philosophie sociale dont les principaux postulats sont ceux de l'humanisme chrétien. C'est en ces termes non équivoques que s'érige toute son entreprise, qui s'inscrit en droite ligne dans l'esprit missionnaire catholique.

Le discours de la sociologie doctrinale peut être qualifié de propagande religieuse, particulièrement dans le contexte de la laïcisation des institutions universitaires où le capital fondé sur une formation théologique est de plus en plus discrédité. À la lumière des textes qui composent ce courant, on y poursuit un objectif de transmission du savoir sur deux plans : 1) les textes font la promotion de la philosophie sociale de l'Église catholique; 2) ils démontrent également l'importance accordée par les sociologues doctrinaux à l'enseignement du service social. À ceux-ci sont associés des régulations des pratiques sociologiques de types intellectuel et professionnel, mais la sociologie doctrinale n'accorde vraisemblablement aucune importance à la production du savoir. Elle portera bien sûr son attention sur les travaux empiriques produits par les collègues qui contribuent à d'autres courants, et

encouragera les praticiens du service social à faire de même, voire à se livrer eux-mêmes à des enquêtes nécessaires aux diagnostics sur lesquels se fonderont leurs interventions, mais cette sociologie est essentiellement une pratique d'enseignement. Les travaux de recherche empirique lui sont, selon toute vraisemblance, complètement étrangers.

9.3 La sociologie de la modernisation (1943-1971)

Le courant de la sociologie de la modernisation est composé de 12 articles et de 8 monographies (tableau 9.5).

Tableau 9.5 : Textes du courant de la modernisation

Type	Année	Auteur	Titre
*Article	1943	Everett C. Hughes	<i>Programme de recherches sociales pour le Québec</i>
*Article	1944	Maurice Lamontagne	<i>Le chômage dans l'après-guerre</i>
*Article	1944a	Jean-Charles Falardeau	<i>Analyse sociale des communautés rurales</i>
*Article	1944b	Jean-Charles Falardeau	<i>Évolution et métabolisme contemporain de la ville de Québec</i>
*Monographie	1945	Everett C. Hughes	<i>Rencontre de deux mondes : la crise d'industrialisation du Canada français</i>
*Monographie	1946	Léon Gérin	<i>Aux sources de notre histoire : les conditions économiques et sociales de la colonisation en Nouvelle-France</i>
*Article	1952	Guy Rocher	<i>Industrialisation et culture urbaine</i>
*Article	1953	Jean-Charles Falardeau	<i>Perspectives</i>
*Monographie	1954	Marcel Rioux	<i>Description de la culture de l'Île-Verte</i>
*Monographie	1954	Maurice Lamontagne	<i>Le fédéralisme canadien : évolution et problèmes</i>
*Article	1956	Pierre E. Trudeau	<i>La province de Québec au moment de la grève</i>
*Article	1956	Philippe Garigue	<i>Mythes et réalités dans l'étude du Canada français</i>
*Article	1959	Marcel Rioux	<i>Sur le développement socio-culturel du Canada français</i>
Monographie	1962	Philippe Garigue	<i>La vie familiale des Canadiens français</i>
Monographie	1964	Marc-Adélar Tremblay et Gérald Fortin	<i>Les comportements économiques de la famille salariée du Québec : une étude des conditions de vie, des besoins et des aspirations de la famille canadienne-française d'aujourd'hui</i>
Monographie	1964	Colette Carisse	<i>Planification des naissances en milieu canadien-français</i>
Article	1966	Marc-Adélar Tremblay	<i>Modèles d'autorité dans la famille canadienne-française</i>
Article	1968	Gérald Fortin	<i>Le Québec : une ville à inventer</i>
Monographie	1969	Colette Moreux	<i>Fin d'une religion : monographie d'une paroisse canadienne-française</i>
Article	1971	Colette Moreux	<i>Spécificité culturelle du leadership en milieu rural canadien-français</i>

*Les textes marqués d'un astérisque proviennent du sous-corpus 0.

Plusieurs regroupements thématiques peuvent être effectués à partir de ces formes lexicales représentatives. Le thème de la famille regroupe un grand nombre de formes (*enfants, épouses, famille, femme, fille, maison, mari, mariage, mère, naissances, parenté, père*, etc.). Certaines formes renvoient au thème des villes et villages (*agglomération, paroisse, rural, urbain, urbanisation, village, ville*, etc.). Les autres thèmes mis en évidence sont ceux de la religion (*curé, dieu, dimanche, doctrine, église, messe, religion*), des groupes ethniques (*anglais, canadiens français, culture canadienne-française, folk, français, population*, etc.), de l'économie (*crédit, dépenses, embauchage, placements, revenu, taxes*) et des attitudes et comportements (*aspirations, attitudes, besoins, comportement*). Les formes lexicales représentatives de la sociologie de la modernisation sont les suivantes²¹³ (tableau 9.6) :

Tableau 9.6 : Sélection de formes lexicales représentatives de la sociologie de la modernisation

agglomérations	*église	jeunes filles	province
*anglais	embauchage	maison	provinces
aspirations	*enfants	mari	*relations
attitudes	épouses	mariage	religion
autorité	familiales	mère	*revenu
*besoins	*famille	messe	rural
*canadiens français	*familles	modèles	rurale
comportement	femme	naissances	taxes
crédit	fille	norme	terre
culture canadienne-française	filles	parenté	travaux
curé	folk	paroisse	urbain
dépenses	*français	pensée	urbaine
dépression	garigue	pensée sociale	urbanisation
dieu	grève	père	village
dimanche	île	placements	*ville
doctrine	instruction	*population	villes
doctrine sociale			

* L'astérisque indique les formes dont les occurrences dans le corpus complet sont supérieures à 1000.

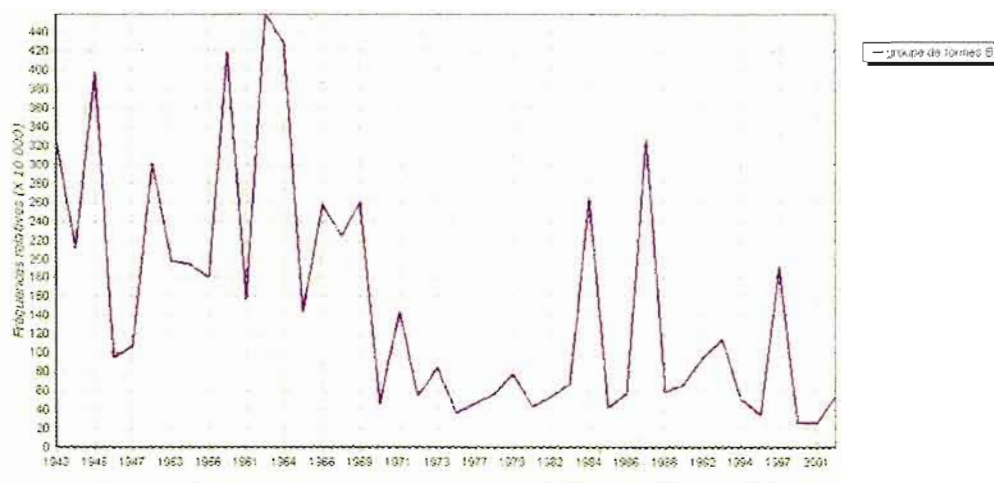
²¹³ Les statistiques complètes sur les formes lexicales représentatives sont présentées à l'annexe E.

Le graphique 9.7 illustre comment ce groupe de formes lexicales représentatives se distribue sur l'ensemble de la période couverte par le corpus. À l'instar de la sociologie doctrinale, la popularité des formes lexicales représentatives de la sociologie de la modernisation chute de façon importante après la période couverte par ce courant. La première pointe observée après 1971 correspond à l'article de Simon Langlois (1984) intitulé *L'impact du double revenu sur la structure des besoins dans les ménages*. Cet article s'inscrit dans le cadre d'une actualisation de l'enquête de Marc-Adélaïde Tremblay et Gérald Fortin (1964)²¹⁴, qui fait partie de la déclinaison des études de la famille. La seconde pointe correspond à l'ouvrage de Andrée Fortin (1987) intitulé *Histoire de familles et de réseaux*. Le thème de la famille abordé par Fortin explique le lien lexical avec le courant de la sociologie de la modernisation. La dernière pointe correspond à l'article de Fernand Dumont (1997) intitulé *Essor et déclin du Canada français*. Ce sont les formes liées au thème des groupes ethniques qui expliquent cette dernière pointe.

Outre ces trois pointes, les formes lexicales représentatives du courant de la sociologie de la modernisation trouvent peu d'écho dans la sociologie ultérieure. Cela signifie que, malgré l'importance du courant dans les années 1940 et 1950, l'héritage de cette sociologie est plutôt modeste. La méthode monographique est abandonnée. Le seul débat théorique qui anime ce courant dans les années 1950, celui qui met en question les notions de *folk society* et de *cultural lag*, n'éveille aucun enthousiasme dans les années 1960, et les thèmes qui y sont privilégiés ne suscitent plus qu'un intérêt ponctuel chez les sociologues des années 1980.

²¹⁴ Il fait suite à un premier article (Langlois, 1982) publié deux ans plus tôt où l'auteur reprend explicitement l'enquête de Tremblay et Fortin (1964) dans une perspective comparative.

Graphique 9.7 : Fréquences relatives des formes lexicales composant le groupe de formes représentatives du courant de la sociologie de la modernisation, selon l'année



Il faut toutefois prendre en compte qu'une bonne proportion des textes composant ce courant proviennent du sous-corpus 0. Parmi ceux-ci, deux textes tranchent un peu avec le reste du corpus : la contribution de Léon Gérin (1946) et, dans une moindre mesure, celle de Pierre E. Trudeau (1956). La monographie de Gérin (1946), à caractère essentiellement historique, a en vérité assez peu à voir avec le thème de la modernisation. Bien qu'il ait été impossible de l'inclure dans un autre courant, notamment mais non exclusivement pour des raisons chronologiques, le décalage entre cet ouvrage et le reste des textes du courant est manifeste. Plusieurs auteurs, Jean-Charles Falardeau en tête, se réclament pourtant de l'héritage de Gérin. Peut-être les ouvrages antérieurs de cet auteur, notamment *L'habitant de Saint-Justin*, auraient-ils été plus adaptés au courant de la modernisation. Warren (2003), qui constate l'intérêt des sociologues de Laval pour l'œuvre de Léon Gérin, la situe toutefois dans un courant antérieur (la sociologie le playsienne de la branche tourvillienne).

Le texte de Trudeau (1956), qui aborde franchement le thème de la modernisation de la société canadienne-française, se démarque par un ton qui pourrait être qualifié

de vindicatif, principalement à l'endroit du nationalisme et de la doctrine sociale catholique. Ce qui peut surprendre, compte tenu de l'importance de la thèse de la rupture en sociologie²¹⁵, est moins le ton de l'article que le fait qu'il soit le seul texte du corpus à l'adopter. Dans la mesure où les luttes au sein du champ laissent des traces dans le corpus, la quasi-absence de telles traces plaide plutôt en faveur de l'hypothèse d'une transition harmonieuse entre le courant doctrinal et celui de la sociologie de la modernisation. L'analyse du corpus ne permet pas de prouver l'absence d'une position plus conflictuelle, mais démontre certainement la présence d'une sociologie manifestement plus intéressée à étudier son objet qu'à entretenir les luttes au sein du champ.

Le texte de Trudeau (1956) peut aussi être qualifié de transitoire. À l'instar des textes de Fortin (1968) et de Moreux (1969, 1971), il fait le pont entre la sociologie de la modernisation et la sociologie de la société globale. Toutefois, parce qu'il est publié avant l'apparition du nouveau courant, le texte de Trudeau (1956) a probablement exercé une certaine influence sur celui-ci. À l'inverse, les textes de Fortin (1968) et Moreux (1969, 1971) sont clairement influencés par la sociologie de la société globale. Le texte de Trudeau (1956) est qualifié de transitoire parce qu'il porte son attention sur l'ensemble de la société. Le texte de Fortin (1968) vise explicitement à faire le pont entre les études monographiques et les « hypothèses globales ». Le caractère transitoire des textes de Moreux (1969, 1971) est plus subtil : il relève principalement de la façon de traiter son objet, en accordant une importance accrue au thème, du moins dans la présentation, au détriment du lieu, ce qui constitue un renversement par rapport aux monographies précédentes.

Les textes les plus typiques de la sociologie de la modernisation sont ceux de Hughes (1943, 1945), de Falardeau (1944a, 1944b, 1953), de Rioux (1954, 1959) et de Garigue (1956, 1962).

²¹⁵ Voir la section 2.2.

9.3.1 Description du courant de la sociologie de la modernisation

La sociologie de la modernisation, réduite à sa plus simple expression, se résume à l'énoncé d'un programme de recherche sur la société canadienne-française, et à son application dans des recherches empiriques qui s'échelonnent sur une trentaine d'années. C'est à un sociologue américain que ce courant doit l'essentiel de sa définition et de son orientation. Everett C. Hughes, professeur à l'Université de Chicago, est invité par l'Université Laval pour aider à structurer le département de sociologie naissant. Auprès des sociologues de Laval, Hughes jouit de toute l'autorité de l'École de Chicago, qui domine alors la sociologie américaine²¹⁶. Il propose un *Programme de recherches sociales pour le Québec* et mène ses propres travaux, qui exerceront une influence déterminante sur la sociologie québécoise.

Cette influence s'exerce sur toutes les dimensions de la pratique sociologique. En effet, Hughes propose une problématique de recherche adaptée au contexte canadien-français, des objets de recherche précis et bien définis, une méthode d'enquête empirique explicite, le tout parfaitement intégré dans un cadre conceptuel et théorique qui permet de lier les travaux québécois à ceux de sociologues étrangers, notamment à ceux de la prestigieuse École de Chicago²¹⁷. Le programme de recherche de Hughes est particulièrement commode pour les jeunes sociologues

²¹⁶ Et même la sociologie internationale alors que l'Europe est décimée par la guerre.

²¹⁷ Cet aspect est important parce qu'il donne aux sociologues québécois le sentiment de contribuer à la construction d'un savoir universel sur les sociétés. Marcel Rioux (1959 : 145) en fait d'ailleurs un argument contre la position de Philippe Garigue (voir plus bas) qui remet en question le fondement théorique du « programme de recherche » de la sociologie de la modernisation : « le premier reproche qu'on puisse faire à M. Garigue c'est qu'en abandonnant la méthode typologique - celle du folk-urbain - [...], il reste au niveau descriptif et se coupe de toute chance de comparaison avec d'autres unités socio-culturelles. Il est bien évident que par certains aspects le Canada français est différent de toute autre formation de même nature. C'est la tâche de l'historien de rendre compte de l'individualité de cette société. Par certains autres aspects, le Canada français ressemble à d'autres sociétés; tout l'effort des sciences sociales c'est de trouver les ressemblances entre ces phénomènes pour bâtir une science des sociétés ».

de l'Université Laval : il leur permet de faire l'économie de fastidieux débats théoriques et épistémologiques pour se concentrer sur une sociologie empirique, pratiquée « avec les pieds », selon l'expression de Jean-Charles Falardeau (Lévesque *et al.*, 1974 : 222). En termes kuhnien²¹⁸, le programme de Hughes génère un nombre important d'énigmes intéressantes, ainsi que le protocole permettant de les résoudre, de façon à ce que les sociologues québécois puissent pratiquer une « sociologie normale » relativement paisible, à l'abri des tourments et des remises en question caractéristiques des épisodes de science extraordinaire. Cette situation prévaut jusqu'au milieu des années 1950.

Dans un contexte de « sociologie normale », le principal attribut de la sociologie de la modernisation est son caractère empirique. La plupart des publications regroupées sous ce courant sont des comptes-rendus d'enquêtes empiriques menées par les auteurs, qui accordent une place importante aux données d'enquête et à leur description. Dans ce contexte, la première tâche des sociologues est de contribuer à la constitution d'un savoir sociologique aux prétentions encyclopédiques en documentant empiriquement un espace social encore pratiquement inexploré : la société canadienne-française. Suivant les instructions de Hughes, ils se concentrent essentiellement sur la paroisse – et par extension sur le village et la ville – et la famille.

Compte tenu du déclin rapide de la sociologie doctrinale, il semble que la sociologie de la modernisation se soit imposée de façon quasi hégémonique dans les années 1940 et 1950. Ce courant, qui couvre trois décennies, est toutefois loin d'être aussi unanime que ne le laisse croire l'expression « École de Laval » proposée par Warren

²¹⁸ Si la sociologie de la modernisation ne constitue pas un paradigme au sens fort du terme, le recours aux concepts kuhnien permet néanmoins de proposer une interprétation pertinente des dynamiques à l'œuvre au sein du champs sociologique.

(2003)²¹⁹. Cette relative unanimité s'observe jusqu'au milieu des années 1950. Cette période est surtout consacrée à la réalisation d'enquêtes empiriques. Suit, dans la deuxième moitié des années 1950, une courte phase de remises en question et de débats de nature théorique sur lesquels s'achève la période de gloire de la sociologie de la modernisation. À partir des années 1960, elle amorce son déclin en cédant le haut du pavé à un nouveau courant, celui de la sociologie de la société globale. Des auteurs continuent néanmoins de participer à la sociologie de la modernisation jusqu'au début des années 1970, avec des contributions qui renouent avec l'empirisme des débuts.

Le succès du programme de recherche de Hughes et son efficacité dans le contexte canadien-français sont probablement dus principalement à la conjonction de deux facteurs : 1) une problématique de recherche qui met l'accent sur les problèmes, actuels ou imminents, qui affectent la société étudiée; 2) un cadre théorique qui repose sur le concept de « continuum folk-urbain » de Robert Redfield, en fonction duquel les sociétés sont positionnées sur un axe en fonction de leur « niveau » de ruralité ou d'urbanité. Le cadre théorique offre un horizon interprétatif parfait pour comprendre les transformations qui affectent la société canadienne-française, aux prises avec des problèmes liés à l'industrialisation et à l'urbanisation rapides qui caractérisent sa modernisation. La problématique offre une justification à la sociologie nouvellement institutionnalisée, lui permettant d'affirmer le caractère « utile » du savoir qu'elle produit, sur lequel s'appuie notamment la pratique du service social²²⁰.

Le programme de recherche et les travaux de Hughes proposent les thèmes, les objets et la méthode d'investigation. Les deux objets principaux d'investigation, la famille et la paroisse, permettent l'étude des thèmes qui seront privilégiés par la

²¹⁹ Il faut noter cependant que la sociologie de la modernisation ne correspond pas exactement à ce que Warren (2003) nomme l'École de Laval.

²²⁰ Voir la section précédente.

sociologie de la modernisation, en l'occurrence les rapports ethniques, la religion, l'économie, les attitudes et comportements, l'urbanisation et l'industrialisation. À l'exception du dernier, dont l'importance est malgré tout indubitable²²¹, la présence dominante de tous ces thèmes dans la sociologie de la modernisation est corroborée par de nombreuses formes lexicales représentatives²²². Ces thèmes se croisent et se recoupent dans la plupart des contributions à ce courant, mais le fait le plus notable est qu'ils couvrent pratiquement la totalité des thèmes abordés dans le courant. Les autres thèmes y sont pratiquement marginaux.

C'est principalement par l'étude approfondie de paroisses, de villages et de villes que la sociologie de la modernisation aborde les thèmes de l'urbanisation, de l'industrialisation et des rapports ethniques. En comparant des unités territoriales allant de la paroisse rurale isolée à la grande agglomération urbaine, on cherche à mesurer l'impact de l'exode rural et de l'implantation d'industries qui bouleversent la culture et l'économie traditionnellement paysanne des Canadiens français, en portant une attention particulière aux institutions fondamentales de la culture canadienne-française que sont la famille et la religion.

Le thème des rapports ethniques est très important pour comprendre la problématique de la modernisation telle que formulée dans ce courant. Les paroisses rurales et agricoles sont culturellement homogènes, essentiellement francophones et catholiques. Les villes sont culturellement plus hétérogènes, et leur économie repose sur des industries dominées par des anglophones. Les villes existantes qui drainent les populations rurales, de même que les nouvelles agglomérations qui se forment autour des usines qui naissent un peu partout,

²²¹ Le courant de la modernisation est celui où les formes lexicales liées au thème de l'industrialisation sont les plus nombreuses, mais elles le sont également dans l'ensemble du corpus. Pour cette raison, elles ne sont pas spécifiques à la sociologie de la modernisation et n'apparaissent pas dans la liste des formes lexicales qui en sont représentatives.

²²² Voir le tableau 9.6.

exposent les francophones à des rapports inégalitaires avec les anglophones qui possèdent le capital et dirigent les industries.

Le thème de la famille est surtout abordé dans des études qui mettent l'accent sur les attitudes, les comportements et les aspirations des Canadiens français. La sociologie de la modernisation étudie ainsi notamment les questions de la religion, de l'économie familiale et de la fécondité. L'approche résolument empirique, qui cherche à faire abstraction de toute idée préconçue, tranche avec l'idéalisme de la sociologie doctrinale. Définie très prosaïquement comme une unité fonctionnelle de base de la société, la famille est appréhendée de façon inductive afin d'en saisir la composition, les comportements et les dynamiques les plus élémentaires.

La sociologie de la modernisation préconise une approche qui met l'accent essentiellement sur la dimension culturelle de la société canadienne-française, ce dont témoigne l'importance accordée aux thèmes des rapports ethniques, de la religion, des attitudes et des comportements. Autrement dit, la société canadienne-française, dont il est abondamment question, est en fait une *culture* canadienne-française, menacée par une autre culture, anglophone, aux prétentions hégémoniques. Dans ce contexte, la mission est de documenter les transformations qui affectent les piliers de la culture canadienne-française que sont la paroisse et la famille.

Contrairement aux thèmes qu'il propose, la méthode préconisée par Hughes, la *monographie*²²³, ne s'impose pas de façon aussi radicale dans le courant. Quelques émules se lancent dans une telle entreprise mais tous n'ont pas les ressources ou la disponibilité nécessaires à une collecte de données d'une telle envergure. En effet, la méthode monographique suppose que le chercheur habite littéralement le lieu de

²²³ Le terme *monographie* en italique renvoie à une acception différente de celle utilisée jusqu'ici, en l'occurrence la publication des résultats d'une recherche de type monographique.

son investigation, généralement une paroisse, un village ou une ville, pour une période de temps d'une durée significative²²⁴. La mise en œuvre d'une telle enquête donne habituellement lieu à la présentation des résultats sous la forme d'une *monographie* de village ou de paroisse. Ces écrits, qui prennent la forme d'un rapport de recherche très descriptif, sont regroupés dans une première déclinaison du courant de la sociologie de la modernisation : la déclinaison monographique.

Les *monographies* composant cette déclinaison rendent compte d'études de différentes envergures, présentées sous la forme d'articles ou de monographies. Elles présentent un éventail de lieux qui vont de la ville de Québec (Falardeau, 1944b) à la petite communauté insulaire de l'Île-Verte (Rioux, 1954), en passant par la ville industrielle de Cantonville (Hughes, 1945), la petite ville semi-rurale de Douceville (Moreux, 1971) et le village de Saint-Pierre (Moreux, 1969)²²⁵. Cette déclinaison comporte trois articles et trois monographies (tableau 9.7).

L'article de Falardeau (1944a), *Analyse sociale des communautés rurales*, constitue une exception au sens où il ne s'agit pas d'un compte-rendu de recherche, mais il s'inscrit d'emblée dans cette déclinaison parce qu'il est étroitement concerné par la méthode monographique. Cette importante contribution vient compléter le programme de recherche de Hughes. Il s'agit en quelque sorte d'un petit guide pratique de l'enquête monographique dans lequel Falardeau (1944a : 9) décrit trois « niveaux de la structure d'une communauté » qui sont autant d'étapes de l'analyse. Le premier niveau est celui du milieu physique, le second est celui de l'organisation sociale et le troisième est celui des « manifestations intellectuelles, spirituelles ou surnaturelles de la vie sociale » (Falardeau, 1944a : 9). Ces niveaux d'observation donnent à la *monographie* son caractère particulièrement descriptif.

²²⁴ Généralement quelques mois.

²²⁵ Cantonville, Douceville et Saint-Pierre sont des noms fictifs.

Tableau 9.7 : Textes de la déclinaison monographique

Type	Année	Auteur	Titre
*Article	1944	Jean-Charles Falardeau	<i>Analyse sociale des communautés rurales</i>
*Article	1944	Jean-Charles Falardeau	<i>Évolution et métabolisme contemporain de la ville de Québec</i>
*Monographie	1945	Everett C. Hughes	<i>Rencontre de deux mondes : la crise d'industrialisation du Canada français</i>
*Monographie	1954	Marcel Rioux	<i>Description de la culture de l'Île-Verte</i>
Monographie	1969	Colette Moreux	<i>Fin d'une religion : monographie d'une paroisse canadienne-française</i>
Article	1971	Colette Moreux	<i>Spécificité culturelle du leadership en milieu rural canadien-français</i>

*Les textes marqués d'un astérisque proviennent du sous-corpus 0.

Une caractéristique particulière de la déclinaison monographique est la distribution dans le temps des contributions qui la composent. Les trois premières contributions ont été publiées au tout début de la période observée, c'est-à-dire au milieu des années 1940. La *monographie* suivante est publiée au milieu des années 1950, et les deux dernières à la fin des années 1960 et au début des années 1970. Les deux dernières contributions, toutes deux publiées par Colette Moreux, semblent pratiquement anachroniques. Elles le sont dans une certaine mesure : la méthode monographique n'est pratiquement plus préconisée en sociologie dès les années 1960²²⁶. D'autres caractéristiques de ces *monographies* apparaissent cependant plus contemporaines, raison pour laquelle ces textes sont considérés comme transitoires.

²²⁶ Il est difficile de dater précisément le déclin de la popularité de la méthode monographique en sociologie. Dans le corpus, à l'exception des *monographies* de Colette Moreux, tous les travaux monographiques ont été réalisés dans les années 1940 ou avant (la monographie *Description de la culture de l'Île-Verte* de Marcel Rioux, publiée en 1954, repose sur des observations effectuées en 1948). Il est clair que dès les années 1950, la *monographie* n'est plus la méthode de prédilection pour les enquêtes sociologiques, mais le corpus n'étant pas construit de façon à assurer une représentativité statistique des publications en sociologie québécoise, il est impossible d'évaluer dans quelle mesure elle devient inusitée. En 1971, Moreux n'utilise d'ailleurs pas le mot *monographie* mais plutôt l'expression *recherche socio-anthropologique*.

Il peut paraître inusité de prime abord d'inclure des textes monographiques, dont l'objet d'étude est habituellement confiné à un lieu et à un moment précis, dans un courant nommé sociologie de la modernisation, ce qui renvoie à un processus. Il ne fait aucun doute cependant que, dans le cas des *monographies* concernées, la méthode est mise au service d'une finalité de compréhension des transformations sociales qui caractérisent le Québec contemporain. Le sous-titre de l'ouvrage de Hughes (1945), *La crise d'industrialisation du Québec contemporain*, annonce clairement une telle orientation.

Dans son intention originelle, la méthode monographique n'a toutefois pas pour objectif l'étude des sociétés particulières. Elle vise plutôt l'étude des problèmes *sociaux* dans toutes leurs dimensions, dans leur contexte social réel. Les sociologues québécois ont partiellement détourné cette intention dans la mesure où les problèmes étudiés, en l'occurrence l'urbanisation et l'industrialisation, généraient de profondes transformations de la société canadienne-française. Dans ces circonstances, ils se sont montrés davantage préoccupés par la culture canadienne-française en contexte d'urbanisation et d'industrialisation que par l'urbanisation et l'industrialisation en contexte canadien-français.

Chaque enquête monographique prend son sens dans l'accumulation – ou l'anticipation d'une accumulation – d'enquêtes complémentaires. En présentant le portrait le plus exhaustif possible d'un groupe social donné, dans un lieu donné à un moment donné, la *monographie* ne permet d'appréhender l'évolution et les transformations sociales que dans une mise en perspective avec d'autres travaux semblables. C'est ainsi que Guy Rocher situe la *monographie* de Colette Moreux (1969) dans la lignée de celles produites par Léon Gérin sur Saint-Justin (Falardeau, Gérin et Garigue, 1968), par Horace Miner (1985) sur Saint-Denis-de-Kamouraska, par Everett C. Hughes (1945) sur Drummondville et par Norbert Lacoste (1958) sur Montréal :

[l]a monographie de Colette Moreux s'inscrit parfaitement bien dans cette séquence. Elle nous décrit une cinquième phase dans l'évolution du Québec : la métropole rend à la campagne environnante une partie de la population active qu'elle avait aspirée. Mais les fils et les filles qui reviennent vivre au village de *Saint-Pierre (*sic*) sont bien changés : le village n'est plus pour eux le centre et l'axe du monde; il est à la périphérie d'une métropole, dont il n'est qu'une banlieue-dortoir. [...] Dans le village devenu banlieue, le Québec d'hier et celui d'aujourd'hui se regardent comme des étrangers et s'affrontent sourdement (Rocher dans Moreux, 1969 : ix-x).

De même, la *monographie* de Marcel Rioux (1954), si elle se borne à la description d'une seule petite communauté rurale, se veut la première étape d'une démarche de recherche beaucoup plus ambitieuse :

[n]ous avons cru qu'il fallait d'abord connaître les éléments les plus simples et les plus archaïques de cette culture, éléments qui nous permettraient ensuite d'évaluer les changements qui s'accomplissent dans les secteurs plus urbanisés de cette population; nous avons voulu passer du simple au complexe et nous donner la chance d'inclure dans nos résultats une vue d'ensemble sur les phénomènes socio-culturels qui se déroulent à l'intérieur de la société québécoise, envisagée comme une unité culturelle (Rioux, 1954 : 1).

La seconde déclinaison du courant de la modernisation regroupe des contributions qui prennent pour objet la famille canadienne-française. Cette déclinaison regroupe trois monographies et un article, tous publiés entre 1962 et 1966 (voir le tableau 9.8). À l'instar de la déclinaison monographique, la déclinaison des études de la famille regroupe des contributions à caractère très empirique. Les trois monographies sont des comptes-rendus où les auteurs présentent les données récoltées dans le cadre de leurs propres enquêtes. Faute d'espace, l'article de Marc-Adélard Tremblay (1966) propose plutôt une synthèse de différents travaux, dont certains menés par l'auteur lui-même, mais sans en détailler les résultats.

Aucune des études de la famille n'emploie la méthode monographique. On privilégie plutôt une approche statistique : on récolte, à l'aide de questionnaires, des données quantitatives auprès de populations ciblées en fonctions des objectifs de recherche.

Les trois monographies ciblent chacune un aspect différent de la vie familiale²²⁷, mais dans chaque cas on met l'accent sur les attitudes, les comportements et les aspirations. Certains thèmes, tels l'autorité et l'amour, abordés par la sociologie doctrinale, font également l'objet d'une attention particulière, mais l'approche est diamétralement opposée. Alors que la sociologie doctrinale privilégie une approche déductive où les conclusions découlent de principes et de postulats philosophiques, les auteurs de la déclinaison des études de la famille procèdent plutôt en interrogeant des répondants à propos de sujets tels l'autorité paternelle ou le désir d'avoir des enfants, en faisant abstraction de toute idée préconçue à propos du patriarcat ou des taux de fécondité.

Tableau 9.8 : Textes de la déclinaison des études de la famille

Type	Année	Auteur	Titre
Monographie	1962	Philippe Garigue	<i>La vie familiale des Canadiens français</i>
Monographie	1964	Marc-Adéland Tremblay et Gérald Fortin	<i>Les comportements économiques de la famille salariée du Québec : une étude des conditions de vie, des besoins et des aspirations de la famille canadienne-française d'aujourd'hui</i>
Monographie	1964	Colette Carisse	<i>Planification des naissances en milieu canadien- français</i>
Article	1966	Marc-Adéland Tremblay	<i>Modèles d'autorité dans la famille canadienne- française</i>

Les études de la famille accordent davantage d'importance à la théorie que les études monographiques, mais elle y occupe une place largement secondaire par rapport à la description empirique. La dimension théorique prend la forme d'une revue de la littérature présentée en début d'ouvrage. Par exemple, l'étude de Garigue (1962) s'inscrit dans la foulée d'un débat théorique engagé avec Marcel Rioux dans les années 1950 et l'auteur y consacre quelques passages de son chapitre d'introduction. Ces passages évoquent deux autres textes du courant de la

²²⁷ Tremblay et Fortin (1964) ciblent la dimension économique de la famille, Carisse (1964) étudie la fécondité et Garigue (1962), dans une perspective plus générale, s'intéresse aux relations et aux rôles dans la famille.

sociologie de la modernisation qui s'inscrivent dans une troisième déclinaison : la déclinaison de l'industrialisation.

La déclinaison de l'industrialisation constitue en quelque sorte la branche théorique de la sociologie de la modernisation. Elle est la seule déclinaison de ce courant où apparaissent des textes dont l'objectif principal est la discussion d'éléments de théorie sociologique. La déclinaison de l'industrialisation est composée de sept articles et d'une monographie (voir le tableau 9.9).

Tableau 9.9 : Textes de la déclinaison de l'étude de l'industrialisation

Type	Année	Auteur	Titre
*Article	1944	Maurice Lamontagne	<i>Le chômage dans l'après-guerre</i>
*Article	1952	Guy Rocher	<i>Industrialisation et culture urbaine</i>
*Article	1953	Jean-Charles Falardeau	<i>Perspectives</i>
*Monographie	1954	Maurice Lamontagne	<i>Le fédéralisme canadien : évolution et problèmes</i>
*Article	1956	Pierre E. Trudeau	<i>La province de Québec au moment de la grève</i>
*Article	1956	Philippe Garigue	<i>Mythes et réalités dans l'étude du Canada français</i>
*Article	1959	Marcel Rioux	<i>Sur le développement socio-culturel du Canada français</i>
Article	1968	Gérald Fortin	<i>Le Québec : une ville à inventer</i>

*Les textes marqués d'un astérisque proviennent du sous-corpus 0.

La déclinaison de l'industrialisation est la seule qui ne comporte pas de contribution qui soit une publication de résultats d'enquête. Les textes qui composent cette déclinaison sont des essais, des analyses et des synthèses qui ont en commun un intérêt pour les grandes transformations qui caractérisent la société canadienne-française, notamment l'industrialisation et l'urbanisation, mais sans proposer de données originales. Leur première tâche est de discuter les grandes orientations et les concepts sur lesquels s'appuient les contributions empiriques des autres déclinaisons, principalement la déclinaison monographique. C'est dans ce contexte, et sur la foi de ses propres enquêtes empiriques, que Garigue développe une critique du concept de *folk Society*.

L'orientation générale de la sociologie de la modernisation repose sur le postulat que le Canada français est une société paysanne alors que le Canada anglais et les États-Unis sont des sociétés urbaines et industrielles. C'est au contact et sous l'influence de ces dernières que le Canada français se transforme, qu'il vit une crise d'industrialisation. L'industrialisation est donc perçue comme un déplacement sur l'axe folk-urbain, que la sociologie de la modernisation s'efforce de documenter. Le Canada français est un cas patent permettant de comprendre l'évolution d'une société simple vers un état plus complexe. L'argument de Garigue (1956, 1962) est que le continuum folk-urbain, sur lequel se fonde l'arrière-plan théorique de la plupart des enquêtes menées par les sociologues québécois, est inadapté à la situation canadienne-française. Selon Garigue (1956 : 126), la Nouvelle-France était une colonie urbaine dont l'économie reposait surtout sur le commerce, en l'occurrence la traite des fourrures.

L'argument de Garigue porte un dur coup au programme de recherche de Hughes. Il ébranle ainsi le principal postulat de la sociologie de la modernisation, le Canada français n'étant pas, à l'origine, une société paysannée. Même si la sociographie québécoise ne consacre aucun vainqueur dans le débat qui oppose Garigue à Marcel Rioux, qui se fait le défenseur du concept de *folk society*, la sociologie de la modernisation ne jouira plus de la même crédibilité ni de la même unanimité. Les bases en apparence si solides commencent alors à s'effriter, appelant les sociologues québécois à des remises en question théoriques et épistémologiques. Sans sonner le glas de la sociologie de la modernisation, la critique de Garigue (1956) en précipite le déclin²²⁸.

²²⁸ Fait intéressant à noter à propos de cette intervention : l'argument de Garigue, qui finira par s'imposer malgré l'absence d'appuis officiels, est essentiellement scientifique (ou disciplinaire). En formulant son objection, il s'oppose pratiquement à l'ensemble du champ sociologique québécois : « quiconque est le moindre au courant de l'exceptionnelle influence exercée par Hughes sur l'orientation des recherches sociologiques, dans le Québec, comprendra tout de suite la portée d'une telle critique. Certes, il est pénible d'avoir

La seconde tâche est de justifier, voire de légitimer l'étude de l'industrialisation et de l'urbanisation. Il semble évident que ces objets d'étude soient controversés, qu'ils rencontrent de sérieuses résistances dans certains milieux. Le corpus ne comporte pas de trace de ces résistances, mais la nécessité, aux yeux des sociologues de la modernisation, de procéder à une telle justification peut difficilement s'expliquer autrement. Il est toutefois important d'insister sur le fait que les auteurs des textes de cette déclinaison ne cherchent pas à légitimer la modernisation, pas plus que l'industrialisation ou l'urbanisation : ils ne cherchent qu'à légitimer le fait de les prendre pour objet d'étude.

La sociologie de la modernisation n'est pas anticléricale, pas plus qu'elle ne s'oppose à la tradition²²⁹. Hormis une exception notoire²³⁰ et de rares et prudentes allusions, la sociologie de la modernisation aborde généralement les questions de la religion et du traditionalisme avec le même souci d'objectivité qu'elle préconise dans l'étude des familles ou des paroisses. Alors que la sociologie doctrinale aborde la question de la modernisation de façon normative, exprimant un parti pris en faveur de la tradition, la sociologie de la modernisation appréhende l'industrialisation et l'urbanisation comme des faits : le Canada français est en pleine métamorphose et il

à s'en prendre à une œuvre aussi généralement estimée et à laquelle les études actuelles doivent leur principal essor. Mais le progrès de la pensée scientifique ne peut être assuré que par une critique toujours en éveil » (Garigue, 1956 : 125). Parce que Garigue impose son point de vue envers et contre tous à force d'arguments logiques et empiriques, cet épisode, qui témoigne d'une régulation des pratiques de type scientifique, fournit un exemple qui plaide en défaveur du relativisme en sociologie de la science. Les présents travaux ne permettent malheureusement pas d'explorer plus à fond cet épisode significatif, mais il semble, en termes bourdieusiens, que le capital sociologique des protagonistes ait eu assez peu d'influence sur le dénouement de ce débat, et vice versa.

²²⁹ Il est reconnu que les sociologues de l'Université Laval s'opposaient à la « pensée nationaliste » (Warren, 2003 : 256), mais les traces de cette opposition dans le corpus sont pratiquement inexistantes. Cela témoigne du fait que la sociologie de la modernisation est beaucoup plus préoccupée à se construire elle-même qu'à miner la crédibilité des « autres sociologies ».

²³⁰ L'article de Trudeau (1956) adopte un ton anticléricale sans équivoque, mais il constitue en cela une exception dans le courant de la modernisation.

est nécessaire d'en étudier les principales manifestations. Refuser d'étudier ces phénomènes équivaut à nier l'évidence.

Prétendre que la sociologie de la modernisation a un parti pris en faveur de la modernité au détriment de la tradition relève d'un manichéisme réducteur. D'un point de vue traditionaliste, l'enthousiasme manifesté pour l'étude de l'industrialisation par les sociologues équivaut, dans le meilleur des cas, à une banalisation de la modernité. En ce sens, il est vrai qu'en refusant de la nier, les sociologues demandent en quelque sorte à la société canadienne-française d'assumer sa modernisation. Ceci fait, ils l'étudient sans parti pris, autant que faire se peut. L'effort d'objectivité dont témoignent les textes de la sociologie de la modernisation est honnête.

La troisième tâche à laquelle se consacre, dans une moindre mesure, la déclinaison de l'industrialisation est de proposer des orientations pour l'action, des pistes de solution pour les problèmes sociaux. Malgré une orientation résolument positive, la sociologie de la modernisation ne censure pas l'essai à caractère social. Celui-ci constitue toutefois l'exception plutôt que la norme. Contrairement à la sociologie doctrinale, la sociologie de la modernisation intègre dans son analyse, au lieu de la nier ou de s'y opposer, la nouvelle donne sociale générée par l'industrialisation et l'urbanisation. Alors que la démarche de la sociologie doctrinale mène inexorablement vers un repli sur soi culturel et religieux, celle de la sociologie de la modernisation débouche sur des réflexions progressistes à propos de questions telles que le chômage, le bien-être social ou l'éducation.

Même si elle s'en distingue à bien des égards, la pratique de la sociologie de la modernisation s'inscrit quand même dans une certaine continuité par rapport à la sociologie doctrinale. Les valeurs humanistes y occupent une place tout aussi importante, de même qu'une volonté de produire un savoir pratique et utile, qui n'est pas déconnecté des préoccupations concrètes de la société canadienne-française.

Par contre, la dimension religieuse et les visées interventionnistes caractérisant la sociologie doctrinale disparaissent du discours dans la sociologie de la modernisation.

En somme, la sociologie de la modernisation doit surtout être qualifiée de positive, et ce dans les deux sens du terme. Elle se caractérise d'abord par son empirisme et par son importante volonté d'objectivation. Si elle apparaît aussi empirique, c'est en bonne partie à cause de la mission implicite qu'elle s'est vue attribuée de combler cette lacune importante de la sociologie préinstitutionnelle, ce qui inclut la sociologie doctrinale. Elle peut également être qualifiée de positive au sens où elle s'emploie principalement à construire et à démontrer sa capacité à produire une connaissance valide et pertinente de la société canadienne-française. Ainsi, à l'opposé de ce qui caractérise la sociologie doctrinale, la sociologie de la modernisation repose surtout sur un mode de régulation des pratiques de type scientifique. Si les sociologues de la modernisation se livrent à une campagne de disqualification des perspectives concurrentes en matière de pensée sociale, cela ne se traduit que très peu dans la sociographie²³¹.

²³¹ Il faut toutefois rappeler que la plupart des textes qui composent le courant de la sociologie de la modernisation, et l'ensemble de ceux publiés dans les années 1940 et 1950, ont été sélectionnés à partir du corpus 0.

9.4 La sociologie de la société globale (1961-1973)

Le courant de la sociologie de la société globale apparaît au tournant des années 1960, au moment où décline l'enthousiasme des sociologues québécois à l'endroit de la sociologie de la modernisation. Ce courant est composé de 11 articles et de 2 monographies (tableau 9.10).

Tableau 9.10 : Textes du courant de la sociologie de la société globale

Type	Année	Auteur	Titre
Article	1961	Jean-Charles Falardeau	<i>Le Canada français politique vu de l'intérieur</i>
Article	1961	Fernand Dumont et Guy Rocher	<i>Introduction à une sociologie du Canada français</i>
Article	1962	Guy Rocher	<i>Les recherches sur les occupations et la stratification sociale</i>
Article	1962	Fernand Dumont	<i>L'étude systématique de la société globale canadienne-française</i>
Article	1965	Marcel Rioux	<i>Conscience ethnique et conscience de classe au Québec</i>
Article	1965	Gérald Fortin	<i>Milieu rural et milieu ouvrier : deux classes virtuelles</i>
Article	1965	Fernand Dumont	<i>La représentation idéologique des classes au Canada français</i>
Article	1966	Léon Dion	<i>La polarité des idéologies : conservatisme et progressisme</i>
Article	1966	Jacques Brazeau	<i>Les nouvelles classes moyennes</i>
Article	1968	Paul Bélanger	<i>Mutation du syndicalisme québécois : hypothèses en vue d'une recherche</i>
Monographie	1969	Marcel Rioux	<i>La question du Québec</i>
Monographie	1972	Jacques Lazure	<i>L'association des jeunes québécois</i>
Article	1973	Guy Rocher	<i>Le Québec en mutation au seuil d'un avenir incertain</i>

Plusieurs thèmes sont mis en évidence par ces formes lexicales. Le thème des groupes ethniques rassemble un nombre important de formes (*Canada, canadien, ethnique, français, Québec, québécois*, etc.), de même que les concepts clés de la sociologie de la société globale : idéologie (*conscience, conservatisme, idéologie, mentalité*, etc.), classes (*classe, social, structures*, etc.) et société (*globale*,

industrielle, société, traditionnelle, etc.). Les thèmes du politique (*démocratique, élites, parti, politique, vie politique, etc.*) et des mouvements sociaux (*contestation, indépendance, libération, mouvement, révolution, etc.*) s'ajoutent, de même que ceux de la religion (*clergé, église, laïcs, religieuse*), de l'éducation (*étudiants, système scolaire, etc.*) et de la temporalité (*avenir, évolution, passé*). Les formes lexicales représentatives de la sociologie de la société globale sont les suivantes²³² (voir tableau 9.11) :

Tableau 9.11 : Sélection de formes lexicales représentatives de la sociologie de la société globale

adultes	contestation	intolérance	*québécoise
angers	csn	*jeunes	religieuse
avenir	cultivateurs	laïcs	révolution
brunet	culturelle	libération	scolaire
*canada	démocratique	mentalité	sentiments
canada français	eglise	*milieu	siècle
*canadien	élites	*mouvement	*social
canadien français	ethnique	mouvements	*sociale
canadienne française	étudiants	*nationale	*sociales
*canadiens	évolution	nouveau parti démocratique	*société
*canadiens français	*français	*parti	société globale
*classe	*française	partis	société industrielle
*classes	globale	passé	société traditionnelle
classes moyennes	*idéologie	phénomène social	structures
clergé	idéologiques	*politique	système scolaire
conscience	indépendance	*politiques	traditionnelle
conscience de classe	industrialisation	*québec	trudeau
conservatisme	industrielle	*québécois	vie politique

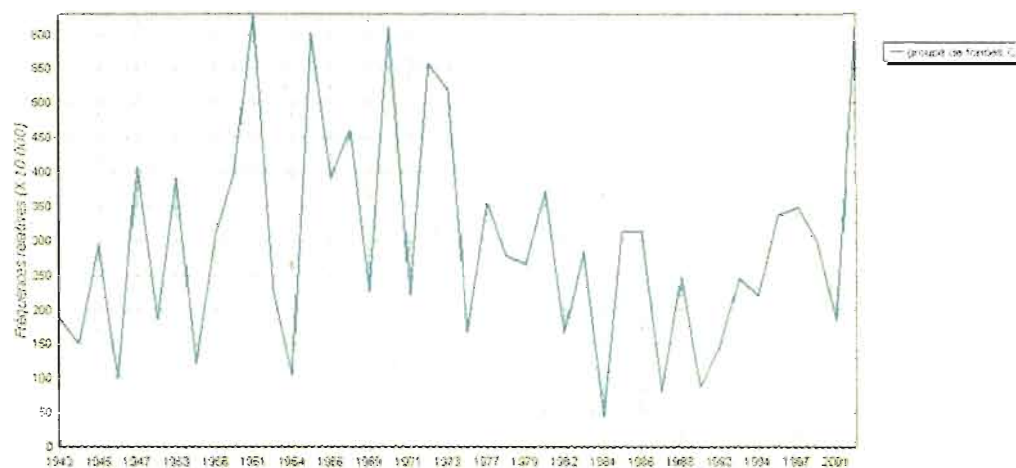
* L'astérisque indique les formes dont les occurrences dans le corpus complet sont supérieures à 1000.

La distribution des formes lexicales représentatives de la sociologie de la société globale sur l'ensemble du corpus démontre la popularité de ces formes pour l'ensemble de la période observée (voir le graphique 9.8). En effet, bien que les fréquences relatives les plus élevées s'observent généralement dans la période couverte par la sociologie de la société globale, soit de 1961 à 1973, les formes

²³² Les statistiques complètes sur les formes lexicales représentatives sont présentées à l'annexe E.

représentatives de la sociologie de la société globale sont fréquentes dans la plupart des périodes, affichant à peine un léger déclin dans les années 1980. La principale raison de cette distribution est la généralité du vocabulaire utilisé par la sociologie de la société globale.

Graphique 9.8 : Fréquences relatives des formes lexicales composant le groupe de formes représentatives du courant de la sociologie de la société globale, selon l'année



En effet, la sociologie de la société globale utilise abondamment des termes généraux particulièrement usités en sociologie tels *société* et *social*, mais également les différentes déclinaisons des lemmes *Canada français* et *Québécois*. De plus, les principales thématiques abordées, selon les formes lexicales représentatives, sont toujours en commun avec au moins un autre courant, et ce même si la façon d'aborder le thème peut différer²³³. L'influence de la sociologie de la société globale sur les courants ultérieurs est certainement supérieure à celle des courants doctrinal et de la modernisation. Toutefois, la généralité de ces formes lexicales représentatives exacerbe cette impression d'une sociologie omniprésente.

²³³ Un thème peut être abordé de façon très différente par deux courants, mais cela suppose généralement un certain vocabulaire commun.

Les liens lexicaux les plus prononcés sont avec le courant de la sociologie des luttes sociales, qui s'oppose dans une certaine mesure à la sociologie de la société globale, et avec la sociologie des objets transversaux qui, sur bien des aspects, est une sociologie très différente.

Un aspect notable de la sociologie de la société globale est que la répartition des textes en fonction des déclinaisons est liée à l'appartenance institutionnelle des auteurs. Sauf exception, les contributions à la déclinaison de l'étude des idéologies sont publiées par des auteurs qui proviennent de l'Université Laval alors que les autres contributions²³⁴ sont celles des professeurs de l'Université de Montréal. Guy Rocher, qui contribue aux deux déclinaisons, est associé aux deux universités concernées pour une partie de la période couverte par ce courant.

Le seul texte transitoire est celui de Jacques Lazure (1972). Celui-ci s'intéresse spécifiquement à la jeunesse, mais il l'aborde dans le cadre d'une « démarche globale » qui vise à comprendre la place de la jeunesse dans la société globale québécoise. Ce faisant, il touche notamment aux questions des mouvements sociaux et de la libération nationale, qui sont des thèmes importants de la sociologie des luttes sociales et plus spécifiquement de la déclinaison de l'étude des sociétés dépendantes. Le texte de Rocher (1973), qui, à l'instar de la monographie de Lazure (1972), n'appartient à aucune déclinaison, ne peut être qualifié de transitoire. Il aborde autant la question des idéologies que celle des rapports de classes dans une perspective qui s'inscrit parfaitement dans le cadre de ce courant.

L'homogénéité qui caractérise ce courant fait en sorte que, exception faite de la monographie de Lazure (1972), tous les textes de la sociologie de la société globale puissent être qualifiés de typiques. Les textes de Dumont (1962) et de Rioux (1965)

²³⁴ Ce qui inclut les contributions à la déclinaison de l'étude des classes ethniques et celles qui n'appartiennent à aucune déclinaison.

sont probablement ceux qui ont exercé la plus grande influence sur le courant, mais les caractéristiques particulières de la sociologie de la société globale s'observent dans chaque texte.

9.4.1 Description du courant de la sociologie de la société globale

La sociologie de la modernisation et la sociologie de la société globale se côtoient pendant une décennie et il est évident qu'une influence mutuelle s'exerce pendant toute cette période. Plusieurs auteurs contribuent d'ailleurs à l'un comme à l'autre de ces deux courants. Le courant de la sociologie de la société globale possède toutefois certaines caractéristiques qui le distinguent profondément de son prédécesseur. La spécificité de ce courant, spécialement par rapport à la sociologie de la modernisation, repose sur trois éléments interreliés : un renversement de l'importance respective accordée à l'empirie et à la théorie, une approche déductive et l'apparition d'un nouveau concept, celui de *société globale*. Sous la gouverne de la sociologie de la société globale, la pratique sociologique québécoise se transforme radicalement.

Alors que la sociologie de la modernisation peut être présentée comme une période de « sociologie normale », la sociologie de la société globale ressemble davantage à un épisode de « sociologie extraordinaire ». Ce courant apparaît au moment où la sociologie de la modernisation subit les contrecoups d'une importante objection théorique formulée par Garigue (1956). Pendant que dans les années 1960, au sein de la sociologie de la modernisation, ce débat théorique fait long feu, la sociologie de la société globale apparaît et se constitue essentiellement comme une discussion de nature théorique sur les grandes orientations de la sociologie québécoise. Elle déserte le terrain, que la sociologie de la modernisation avait été si prompt à investir, au profit de la synthèse et de la discussion théorique. Le recours aux

données est toujours d'usage, mais celles-ci ne sont plus produites par les auteurs eux-mêmes. Parmi les textes qui composent le courant, un seul est un compte-rendu d'une enquête empirique, en l'occurrence l'article de Jean-Charles Falardeau publié en 1961.

La démarche qui apparaît avec la sociologie de la société globale et qui s'impose comme le modèle à suivre pendant deux décennies est celui de l'interprétation historique. Elle consiste essentiellement à étayer un cadre conceptuel à l'aune duquel l'histoire du Québec est (ré)interprétée. Dans ce contexte, la principale tâche du sociologue n'est plus de parcourir le Québec pour y récolter des données empiriques, mais de parcourir les livres de théorie sociologique et d'histoire du Québec. Même si elle n'est pas déconnectée de l'empirie – elle repose sur des faits sociohistoriques –, cette démarche se veut fondamentalement déductive, au sens où son point de départ est le cadre théorique. Les faits sociohistoriques, recensés par les historiens, sont ensuite interprétés par les sociologues en fonction de ce cadre.

Le cadre théorique devient l'enjeu central du travail du sociologue. La production du savoir sociologique prend une toute autre définition : l'extrait attendu n'est plus le long exposé descriptif de données récoltées au cours d'une enquête de plusieurs mois. La tâche du sociologue n'est plus de produire de nouvelles données; elle est de produire une interprétation sociohistorique originale, pertinente et efficace du Québec contemporain. La prédominance de la régulation scientifique diminue au profit d'une régulation de type intellectuel : la qualité de la pratique de la sociologie est désormais tributaire de la pertinence et de l'acuité de l'interprétation proposée, non plus de la fiabilité des moyens d'observation ou de la rigueur de leur application. De même, le capital sociologique est maintenant lié à la maîtrise de l'art de l'interprétation, non plus à celle de la technique de la collecte de données. Dans ce contexte, la sociographie discute moins des faits que du cadre à partir duquel ils sont interprétés, et de la qualité de leur adéquation.

Cela ne signifie pas que la sociologie se désintéresse de la société québécoise au profit de la théorie. Si la théorie devient le point de départ de la sociologie de la société globale, la finalité reste bien ancrée dans la réalité de la société où elle est pratiquée. Néanmoins, la perspective à partir de laquelle la société québécoise est appréhendée est transformée avec l'arrivée d'un nouveau concept : la société globale. Ce concept modifie le rapport entre la sociologie et son objet. Les sociologues délaissent les paroisses et les familles pour penser et appréhender la société québécoise comme un tout. L'enjeu principal n'est plus de comprendre et de documenter les grandes transformations de la société canadienne-française, mais de concevoir la société québécoise dans son ensemble, comme une entité nationale et politique.

Fernand Dumont (1962 : 277) qualifie le concept de société globale de confus mais nécessaire. En s'inspirant du structuralisme mertonien, Dumont (1962 : 288-289) présente une définition²³⁵ du concept de société globale qui renvoie aux mécanismes d'intégration qui agissent de façon globale dans une société donnée. Il propose une liste (non exhaustive) de ces mécanismes, qui s'applique particulièrement à la société canadienne-française : 1) idéologie et historiographie; 2) système d'éducation scolaire; 3) pouvoir; 4) classes sociales (Dumont, 1962 : 289). Ce faisant, Dumont définit les grandes orientations de la sociologie québécoise, comme l'avait fait Hughes (1943) avec la sociologie de la modernisation. L'article de Dumont (1962), *L'étude systématique de la société globale canadienne-française*, constitue le texte fondateur du courant de la sociologie de la société globale.

Sur le plan lexical, les formes représentatives de la sociologie de la société globale confirment l'intérêt des sociologues pour les thèmes des idéologies, des classes sociales, du politique et, dans une moindre mesure, du système scolaire. D'autres

²³⁵ Le terme « définition » est probablement abusif dans les circonstances. En effet, Dumont (1962 : 277) affirme qu'il y a pratiquement autant de définitions qu'il y a de sociétés globales.

thèmes s'ajoutent, notamment ceux des rapports ethniques, des mouvements sociaux²³⁶, et dans une moindre mesure celui de la religion. Toutefois, les deux plus importants thèmes restent ceux des idéologies et des classes sociales, qui donnent tous deux lieu à une déclinaison spécifique du courant de la sociologie de la société globale. Ces deux déclinaisons, loin d'être hermétiques l'une envers l'autre, sont étroitement liées.

Malgré deux déclinaisons et les nombreux thèmes qui y sont abordés, la sociologie de la société globale se démarque par son homogénéité. En effet, ce courant est probablement celui qui offre la plus grande unité et la plus grande univocité. Cela ne signifie pas nécessairement qu'il y ait unanimité dans le champ sociologique québécois pendant la période couverte par ce courant. La sociologie de la société globale, qui s'étend sur une période assez courte, cohabite toujours avec (au moins) un autre courant (voir le tableau 9.1). Toutefois, les textes réunis dans ce courant, même s'ils empruntent des voies différentes pour y arriver, semblent tous animés de la même intention fondamentale : analyser le développement historique de la société québécoise en termes de *conscience de classe*, et ce faisant proposer de nouvelles voies de recherche pour la sociologie québécoise.

Les figures de proue de la sociologie de la société globale sont Fernand Dumont, Marcel Rioux et Guy Rocher. Fernand Dumont est le principal représentant de la première déclinaison de la sociologie de la société globale, celle de l'étude des idéologies. Il contribue à la moitié des textes de cette déclinaison. Marcel Rioux est l'auteur le plus influent de l'autre déclinaison, celle des études des classes ethniques, sa contribution consistant notamment à en proposer le concept. La contribution de Guy Rocher est plus générale : il participe à chacune des déclinaisons, en plus d'un article qui n'est associé à aucune d'elles. Les

²³⁶ Malgré plusieurs formes lexicales liées à ce thème, l'expression « mouvement social » (ou « mouvements sociaux ») est peu employée. On utilise plutôt les termes *mouvement coopératif, féministe, indépendantiste, ouvrier, politique, populaire, syndical*, etc.

déclinaisons, loin de s'opposer, sont tout à fait complémentaires, comme en témoignent notamment les titres de deux articles publiés en 1965 (qui ne font pas partie de la même déclinaison) : *La représentation idéologique des classes au Canada français* (Dumont, 1965) et *Conscience ethnique et conscience de classe au Québec* (Rioux, 1965).

La déclinaison de l'étude des idéologies regroupe six articles publiés dans les années 1960 (voir le tableau 9.12).

Tableau 9.12 : textes de la déclinaison de l'étude des idéologies

Type	Année	Auteur	Titre
Article	1961	Jean-Charles Falardeau	<i>Le Canada français politique vu de l'intérieur</i>
Article	1961	Fernand Dumont et Guy Rocher	<i>Introduction à une sociologie du Canada français</i>
Article	1962	Fernand Dumont	<i>L'étude systématique de la société globale canadienne-française</i>
Article	1965	Fernand Dumont	<i>La représentation idéologique des classes au Canada français</i>
Article	1966	Léon Dion	<i>La polarité des idéologies : conservatisme et progressisme</i>
Article	1968	Paul Bélanger	<i>Mutation du syndicalisme québécois : hypothèses en vue d'une recherche</i>

Les textes que publie Fernand Dumont en 1961 (avec Guy Rocher) et 1962 ont tous deux comme objectif de proposer des avenues de recherche pour la sociologie québécoise. À partir d'analyses du nationalisme et de la religion, entre autres, ils démontrent l'effet structurant des idéologies sur la société globale canadienne-française. La société globale étant structurée par les représentations qu'elle produit à propos d'elle-même, la sociologie doit privilégier l'étude des idéologies et de l'historiographie de façon à comprendre comment une société donnée se définit et se projette dans l'avenir. Quelle image les Canadiens français se sont-ils traditionnellement donné de leur propre société ? Autour de quelle conscience collective la société canadienne-française s'est-elle structurée ?

Les voies d'investigation recommandées sont d'abord centrées sur les idéologies elles-mêmes, sur leur cohérence, leur rationalité. C'est dans la littérature, les essais à caractère social ou politique, ou encore à travers l'historiographie que le sociologue a accès aux idéologies du passé et du présent. On s'intéresse également, mais dans une moindre mesure, aux « porteurs d'idéologies », notamment les élites, qui permettent de faire le lien entre les structures sociales et les idéologies. Cette démarche oriente la sociologie vers une approche essentiellement bibliographique où l'investigation sociologique se distingue mal d'une revue de la littérature. Dans cette déclinaison, la sociologie s'engage principalement sur la voie de la synthèse analytique du discours sociohistorique.

Les textes suivants proposent justement des éléments de discussion théorique et des interprétations sociohistoriques. Sur le plan théorique, on discute la nature des idéologies, leurs rapports entre elles, aux classes sociales, aux pouvoirs politiques ou sociaux. On revisite l'histoire de la Nouvelle-France et du Canada français à l'aune de ces concepts, démontrant le rôle des luttes et des alliances idéologiques dans l'évolution sociohistorique du Québec. Une attention particulière est portée à la période de la première moitié du XX^e siècle. Au lieu d'être présentées en termes de rapports ethniques, l'industrialisation et l'urbanisation du Canada français sont interprétées comme le fruit d'une opposition entre un pôle idéologique conservateur clérico-nationaliste et un pôle progressiste libéral et syndicaliste.

Le seul texte qui fait exception à la déclinaison comme au courant en présentant des données d'enquête est celui de Falardeau (1961). Cette enquête n'a toutefois que très peu à voir avec celles pratiquées dans le cadre de la sociologie de la modernisation : il s'agit d'une série de questions générales concernant l'histoire, les idéologies et les mouvements politiques adressées à une dizaine d'intellectuels et d'universitaires. Ces questions sont complétées par un exercice d'orientation en ce qui a trait aux recherches en sociologie politique, ce qui donne à l'article toutes les apparences d'un exercice de synthèse et de prospective sociologique.

Dans une certaine mesure, la déclinaison de l'étude des idéologies s'inscrit en continuité avec le courant de la sociologie de la modernisation au sens où elle s'intéresse aux grandes transformations qui caractérisent le Québec contemporain. Elle analyse le traditionalisme et le progressisme afin de saisir les dynamiques ayant présidé à la modernisation du Québec. Toutefois, elle ne s'intéresse pas au Canada français dont le destin est subordonné à l'altérité envahissante, condamné à s'adapter aux influences qui s'imposent à lui de l'extérieur, mais à la société québécoise en elle-même, dans sa capacité à s'autoproduire et à définir elle-même les orientations de son développement.

La seconde déclinaison de la sociologie de la société globale est celle de l'étude des classes ethniques. Cette déclinaison est composée de quatre articles et d'une monographie (voir le tableau 9.13).

Tableau 9.13 : textes de la déclinaison de l'étude des classes ethniques

Type	Année	Auteur	Titre
Article	1962	Guy Rocher	<i>Les recherches sur les occupations et la stratification sociale</i>
Article	1965	Marcel Rioux	<i>Conscience ethnique et conscience de classe au Québec</i>
Article	1965	Gérald Fortin	<i>Milieu rural et milieu ouvrier : deux classes virtuelles</i>
Article	1966	Jacques Brazeau	<i>Les nouvelles classes moyennes</i>
Monographie	1969	Marcel Rioux	<i>La question du Québec</i>

Toutes les contributions à cette déclinaison ne font pas nécessairement référence au concept de classe ethnique, contrairement à ce que laisse croire son nom, mais toutes abordent la société québécoise en mettant l'accent sur les strates ou les classes qui la composent. Le débat central de cette déclinaison, introduit par Marcel Rioux, concerne la convergence entre les rapports ethniques et les rapports de classes dans la société québécoise. Rioux (1965 : 24) soutient la thèse d'une concurrence entre la conscience ethnique et la conscience de classe au sein de la

société québécoise. La situation particulière du Québec fait en sorte qu'il puisse être à la fois une classe ethnique au sein du Canada et une société globale au sein de laquelle émergent des consciences de classes (sociales)²³⁷. Cette interprétation reflète le constat d'une disjonction entre une « conscience nationale » et une « conscience sociale » relevée notamment par Dumont et Rocher (1961 : 14).

La tâche principale de la déclinaison de l'étude des classes ethniques est de comprendre le développement de consciences de classes, qu'elles soient ethniques, sociales, ouvrières, etc., et d'appliquer le cadre interprétatif qu'elles permettent d'élaborer à l'histoire, souvent récente, du Québec. Pour ce faire, le concept de classe ethnique est loin de faire l'unanimité, comme le note Jacques Brazeau (1966 : 152). Néanmoins, tous les auteurs contribuant à cette déclinaison reconnaissent l'importance de la dimension ethnique dans le développement des consciences de classes au Québec. C'est le cas de Gérald Fortin (1965) qui analyse la classe agricole et la classe ouvrière : la classe agricole, concentrée en milieu rural, est essentiellement canadienne-française alors que la classe ouvrière était représentée, à l'origine, par des syndicats anglophones. C'est le cas également de Rocher (1962) et de Brazeau (1966) qui s'intéressent aux rapports économiques entre anglophones et francophones, et plus précisément à la sous représentation de ces derniers dans les strates ou les classes supérieures.

Cette question des rapports inégalitaires entre les francophones et les anglophones est au centre du courant de la sociologie de la société globale. Respectivement sous l'angle des classes sociales et celui des idéologies, on cherche à rendre compte principalement du caractère historique et structurel des inégalités ethniques au Canada et au Québec, et de la façon dont la société canadienne-française est parvenue, selon le contexte historique, à maintenir sa cohérence. Ainsi, par

²³⁷ La conscience de classe ethnique ayant retardé, selon Rioux (1965 : 26), les prises de conscience de classes sociales.

exemple, la rationalisation qu'est la représentation rurale et agricole de la société canadienne-française donne lieu à l'émergence d'une conscience de classe agricole.

À l'instar de celle de l'étude des idéologies, la démarche de la déclinaison de l'étude des classes ethniques se résume essentiellement à la discussion théorique et à l'interprétation historique. La dimension empirique se limite aux références historiques, revisitées à l'aune des concepts discutés d'autre part. La discussion théorique et l'interprétation historique se complètent mutuellement : la première sert de « lunette », de perspective, de grille analytique au sociologue afin de générer la seconde; celle-ci sert sinon de « preuve », du moins de démonstration de la pertinence ou de la validité de la première.

Un autre trait caractéristique à la fois de la déclinaison de l'étude des idéologies et de celle de l'étude des classes ethniques est la référence constante aux enquêtes à entreprendre. C'est cet aspect qui donne à ce courant une apparence de « sociologie extraordinaire » : loin du cadre rassurant d'un programme de recherche bien établi, les sociologues sont contraints d'explorer de nouvelles avenues, à la recherche de nouvelles énigmes qui donneront lieu à de nouvelles enquêtes empiriques. Toutefois, si la sociologie de la société globale propose des voies de recherche pour la sociologie québécoise, elle ne les met pas en œuvre. Il semble que tous les sociologues de ce courant aient voulu contribuer à définir les grandes orientations du nouveau programme de recherche, mais que personne n'ait voulu s'atteler à la tâche de le réaliser. Ce constat soulève la question de la définition de la pratique légitime en sociologie.

La sociologie de la société globale ne propose pas seulement de nouvelles orientations théoriques et méthodologiques : elle propose une nouvelle définition de la pratique légitime. En considérant les textes qui composent le corpus à l'étude, il apparaît que les sociologues de la société globale abandonnent la pratique de l'enquête de terrain au profit de discussions conceptuelles, de synthèses théoriques

ou thématiques et d'un travail d'interprétation historique. À la différence d'un programme de recherche, qui donne lieu à la mise en œuvre d'enquêtes concrètes, on limite la contribution empirique à un travail d'analyse et d'interprétation. Dans cette perspective, l'étude de la société globale apparaît moins comme une « sociologie extraordinaire » que comme une nouvelle pratique qui définit différemment son rapport à l'empirie.

En effet, si d'un point de vue strictement disciplinaire, les sociologues remettent en question les postulats théoriques et méthodologiques antérieurs à la recherche d'une plate-forme qui fasse suffisamment consensus pour rallier un nombre suffisant d'entre eux autour d'un projet commun, du point de vue du champ, ils transforment l'habitus sociologique. Pour ce faire, ils adoptent des pratiques cohérentes en fonction de la position théorique qu'ils promeuvent, dans laquelle le rôle premier du sociologue n'est plus de récolter des données, mais de contribuer à définir la société québécoise. En ce sens, la sociologie de la société globale agit de façon conséquente par rapport au cadre théorique qu'elle met de l'avant, selon lequel les idéologies sont des rationalisations à travers lesquelles une société se donne une image cohérente d'elle-même. Une société cherche à se donner une image de son passé qui corresponde à la façon dont elle souhaite se représenter dans le présent et se projeter dans l'avenir. La sociologie, consciente du caractère réflexif de sa pratique²³⁸, contribue par son travail d'analyse à la définition de la *conscience collective* de la société québécoise. Le travail d'interprétation historique auquel se livrent les sociologues contribue directement à cette recherche de cohérence.

Toutefois, il est impossible, en ne tenant compte que des informations relatives à ce courant, de déterminer si la sociologie de la société globale constitue un épisode de sociologie extraordinaire ou si elle transforme le rapport à l'empirie dans le champ

²³⁸ Dumont (1962 : 278-279) expose d'emblée le lien étroit entre l'idéologie et la science qui l'étudie.

sociologique québécois. Pour ce faire, il faut prendre en compte les courants ultérieurs de même que le contexte dans lequel s'inscrit cette sociologie, ce qui est l'objet du prochain chapitre. L'important à retenir pour l'instant, c'est la transformation de la pratique de la sociologie au détriment de l'enquête empirique et en faveur de l'analyse et de l'interprétation sociohistorique en accord avec une nouvelle façon d'appréhender la société québécoise de façon globale.

9.5 La sociologie des luttes sociales (1970-1980)

Le courant de la sociologie des luttes sociales apparaît au début des années 1970, alors que se terminent les courants de la modernisation et de la société globale, mais aussi au moment où apparaît un nouveau groupe de sociologues dans le champ sociologique québécois. La fondation de l'UQÀM et l'ouverture d'un nouveau département de sociologie sont loin d'être étrangers à l'apparition de ce nouveau courant, composé de 10 articles et de 3 monographies (tableau 9.14).

Tableau 9.14 : Textes du courant de la sociologie des luttes sociales

Type	Année	Auteur	Titre
Article	1970	Gilles Bourque et Nicole Laurin-Frenette	<i>Classes sociales et idéologies nationalistes au Québec 1760-1970</i>
Article	1975	Céline Saint-Pierre	<i>Idéologie et pratiques syndicales au Québec dans les années '30 : la loi de l'extension juridique de la convention collective de travail</i>
Article	1975	Dorval Brunelle	<i>La structure occupationnelle de la main-d'œuvre québécoise 1951-1971</i>
Monographie	1978	Nicole Laurin-Frenette	<i>Production de l'État et formes de la nation</i>
Article	1978	Gabriel Gagnon	<i>Sociologie, mouvements sociaux, conduites de rupture : le cas québécois</i>
Article	1978	Jacques Dotny	<i>Les stratifications de la société québécoise</i>
Monographie	1978	Dorval Brunelle	<i>La désillusion tranquille</i>
Article	1978	Paul R. Bélanger et Céline Saint-Pierre	<i>Dépendance économique, subordination politique et oppression nationale : le Québec 1960-1977</i>
Article	1979a	Jean-Jacques Simard	<i>Québec et frère, inc. La cybernétisation du pouvoir</i>
Monographie	1979	Arnaud Sales	<i>La bourgeoisie industrielle au Québec</i>
Article	1979	Louis Maheu	<i>La conjoncture des luttes nationales au Québec : mode d'intervention étatique des classes moyennes et enjeux d'un mouvement social de rupture</i>
Article	1980	Robert Vandycke	<i>La question nationale : où en est la pensée marxiste ?</i>
Article	1980	Pierre Dandurand et Marcel Fournier	<i>Développement de l'enseignement supérieur, classes sociales et luttes nationales au Québec</i>

Un contingent important de formes lexicales représentatives de la sociologie des luttes sociales renvoie à la terminologie marxiste (*agents, appareils, bourgeoisie, capital, classe, formation sociale, fraction, idéologie, mode de production capitaliste, monopoliste, petite bourgeoisie, places, procès, production, propriété, reproduction, etc.*). Le thème de la domination regroupe également plusieurs formes (*dépendantes, dominante, domination, lutte, oppression, pouvoir, sociétés dépendantes, etc.*). Trois autres thèmes se démarquent : celui du travail (*cols bleus, entreprise, industriel, main-d'œuvre, patrons, travail, travailleurs, etc.*), celui de l'éducation supérieure (*classiques, collèges, formation, sciences, universitaire, universités, etc.*) et, évidemment, celui de la nation (*nation, nationale, nationalistes, nationaux, question nationale*). Les formes lexicales représentatives de la sociologie des luttes sociales sont les suivantes²³⁹ (voir tableau 9.15) :

Tableau 9.15 : Sélection de formes lexicales représentatives de la sociologie des luttes sociales

agents	dépendantes	lutte	*pouvoir
appareils	*développement	luttes	procès
bancaire	dirigeants	main d'œuvre	*production
*bourgeoisie	dominante	mode	propriété
*capital	domination	mode de production capitaliste	question nationale
capital étranger	dominées	monopoliste	*rapports
capitalisme	entreprise	*nation	reproduction
capitaliste	*entreprises	*nationale	sciences
capitalistes	*état	nationaliste	secteur
champ	extension	nationaux	secteurs
*classe	formation	nouvelle petite bourgeoisie	*sociales
classe dominante	formation sociale	oppression	sociétés dépendantes
classe ouvrière	fraction	oppression nationale	*système
*classes	fractions	ouvrière	touraine
classiques	*idéologie	pq	*travail
collèges	industriel	patrons	travailleurs
cols bleus	intérêts	petite bourgeoisie	universitaire
*contrôle	juridique	places	universités
convention			

* L'astérisque indique les formes dont les occurrences dans le corpus complet sont supérieures à mille.

²³⁹ Les statistiques complètes sur les formes lexicales représentatives sont présentées à

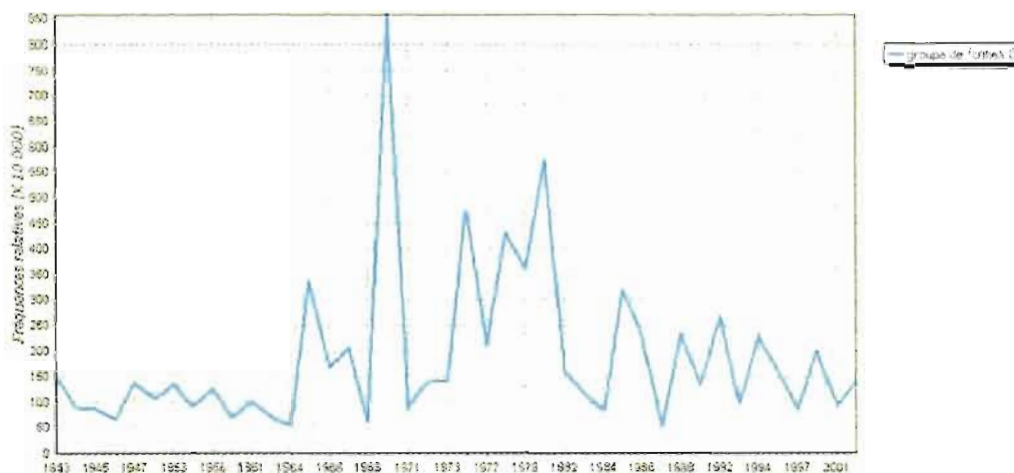
La distribution des formes lexicales représentatives de la sociologie des luttes sociales sur l'ensemble du corpus témoigne de leur concentration dans la période couverte par le courant (voir le graphique 9.9). Une première pointe apparaît au milieu des années 1960, ce qui témoigne d'une portion de vocabulaire partagée avec le courant de la société globale, et plus spécifiquement avec la déclinaison de l'étude des classes ethniques. Ces courants réfèrent tous deux abondamment au concept de classe sociale. C'est toutefois en 1970, lors de la parution de l'article de Bourque et Laurin-Frenette, que la fréquence relative de ces formes représentatives est la plus élevée²⁴⁰. Elle retombe ensuite alors qu'aucun texte de ce courant n'est publié entre 1970 et 1975. Par la suite, les pointes sont concentrées, à l'instar des textes de la sociologie des luttes sociales, aux années auxquelles ceux-ci sont publiés, soit en 1975 et de 1978 à 1980.

Outre le lien entre l'institution universitaire et la déclinaison – les professeurs de l'UQÀM contribuant à la sociologie structuro-marxiste, ceux de l'Université de Montréal contribuant à la sociologie des sociétés dépendantes et ceux de l'Université Laval étant pratiquement exclus de l'une comme de l'autre – il est intéressant de noter que 7 des 10 articles qui composent ce courant ont été publiés dans la revue *Sociologie et sociétés*. Les trois autres articles ont été publiés dans *Recherches sociographiques* (2) et dans *Socialisme québécois* (1). Cela confirme à quel point le courant de la sociologie des luttes sociales est étranger à l'Université Laval : les textes publiés dans *Recherches sociographiques*, celui de Simard (1979a) et celui de Vandycke (1980), ne sont pas particulièrement représentatifs du courant duquel ils font partie.

l'annexe E.

²⁴⁰ Le vocabulaire utilisé dans l'article de Bourque et Laurin-Frenette (1970) est très spécifique. Il introduit plusieurs vocables inédits dans la sociologie québécoise. Sa spécificité tient probablement principalement à deux facteurs : 1) ce texte introduit une nouvelle perspective théorique sous le mode de la confrontation; 2) ce texte est publié dans une revue consacrée au socialisme, non pas dans une revue sociologique départementale. Sans que ceci n'implique cela, ces deux facteurs ont probablement exacerbé la rupture qui s'observe sur le plan lexical.

Graphique 9.9 : Fréquences relatives des formes lexicales composant le groupe de formes représentatives du courant de la sociologie des luttes sociales, selon l'année



Le texte de Simard (1979a), structuré selon la démarche propre à la sociologie des luttes sociales – exposé théorique et interprétation –, repose sur une approche théorique systémique qui, dans son intérêt pour l'évolution sociopolitique du Québec d'après-guerre, discute avec les perspectives dominantes du courant de l'étude des luttes sociales plus qu'elle ne s'en réclame. Bien qu'il relève clairement de la déclinaison structuro-marxiste sur le plan lexical, l'article de Vandycke (1980) adopte toutefois, dans sa synthèse du marxisme, la position de l'observateur externe. Dans la dernière section de son article, l'auteur rompt avec le vocabulaire marxiste alors qu'il s'attarde aux stratégies du gouvernement en place dans une perspective tout à fait caractéristique de la sociologie des problèmes sociaux. Sans mentionner explicitement cette intention, Vandycke (1980) donne l'impression de vouloir tourner la page sur le structuro-marxisme québécois. Ces caractéristiques font de cet article un texte transitoire.

Le texte de Pierre Dandurand et Marcel Fournier (1980) peut, lui aussi, être qualifié de transitoire. Il insiste sur une dimension spécifique de la société québécoise au

lieu de l'appréhender dans son ensemble, et la façon dont les auteurs évaluent les interventions étatiques en matière d'enseignement supérieur s'apparente à la démarche préconisée par les sociologues des problèmes sociaux. À l'inverse, les textes typiques de la sociologie des luttes sociales sont ceux de Bourque et Laurin-Frenette (1970; Laurin-Frenette, 1978) pour la déclinaison structuro-marxiste et ceux de Gagnon (1978) et de Maheu (1979) pour la déclinaison de l'étude des sociétés dépendantes.

9.5.1 Description du courant de la sociologie des luttes sociales

Même si la sociologie des luttes sociales s'étend sur une décennie complète, seulement trois des textes qui la composent sont publiés avant 1978, soit pendant les huit premières années du courant, et ces trois textes sont publiés par des professeurs de l'UQÀM. Le texte de Gilles Bourque et de Nicole Laurin-Frenette publié en 1970 dans la revue *Socialisme québécois*, même s'il n'obtient d'écho dans les revues sociologiques départementales qu'à partir du milieu des années 1970, est déterminant pour l'orientation de l'ensemble de ce courant. S'il est le texte fondateur de la sociologie des luttes sociales, ses auteurs ne proposent pas de programme de recherche comme l'ont fait Hughes (1943) et Dumont (1962) respectivement pour la sociologie de la modernisation et la sociologie de la société globale. Ils proposent plutôt une perspective théorique.

Ce texte permet d'abord aux sociologues de l'UQÀM de faire une entrée dans le champ sociologique québécois sur le mode de la confrontation en critiquant d'emblée la sociologie de la société globale, et plus particulièrement son caractère idéaliste. Avant d'élaborer sur le différend théorique qui oppose les deux courants, il est important de mentionner qu'il s'agit là d'une différence fondamentale, mais que ces deux sociologies ont d'autre part beaucoup de points en commun. La sociologie

des luttes sociales est, elle aussi, une sociologie d'abord et avant tout théorique, dont la dimension empirique se limite à un travail d'interprétation. Comme la sociologie de la société globale, elle place la société québécoise au cœur de ses préoccupations. Par contre, si elle persiste à l'appréhender dans son ensemble, ce n'est plus comme une *société globale* au sens d'une représentation totalisante, mais comme une formation sociale concrète, structurée principalement par les contradictions internes qui l'animent. Ainsi, on ne remet aucunement en question la pratique de la sociologie instituée par le courant précédent. C'est au niveau de la perspective théorique qu'un profond renversement s'opère.

La première tâche de la sociologie des luttes sociales est de marquer ce renversement théorique en discréditant la position idéaliste de Dumont et Rioux dans l'étude de la nation québécoise. On appelle les sociologues à délaisser la conception dumontienne selon laquelle la nation n'est, « en dernière instance, que le résultat de la représentation qu'en ont ses membres » (Bourque et Laurin-Frenette, 1970 : 14) au profit d'une position scientifique qui préconise l'analyse des « faits objectifs » sur lesquels elle repose. Ce faisant, on confirme la position centrale de la *nation* comme objet d'étude de la sociologie québécoise, mais en renversant la perspective à partir de laquelle cet objet est appréhendé : la position idéaliste que sous-tend le concept de société globale laisse place à une conception résolument matérialiste de la nation.

Loin d'être univoque, la sociologie des luttes sociales réunit néanmoins des textes qui font largement consensus autour de quelques points communs relativement généraux. Le consensus le plus important concerne la principale caractéristique de la société québécoise qui est définie d'abord et avant tout comme une société capitaliste. Comme toute société capitaliste, la société québécoise est divisée en classes sociales. Entre ces classes (ou fractions de classes) s'engagent des luttes économiques et politiques dont le principal enjeu est le contrôle des grandes orientations sociétales, et ce sont ces antagonismes sociaux qui structurent la

société et expliquent son développement historique. Les conflits de classes prennent la forme d'une concurrence idéologique dont le principal cas de figure, selon la sociologie des luttes sociales, est le nationalisme.

Un autre aspect consensuel de ce courant est de placer la société québécoise dans son contexte nord-américain. Celle-ci subit un rapport de dépendance ou de domination – selon l'approche théorique – à la fois politique et économique par rapport au reste du Canada et aux États-Unis. Certains textes, en l'occurrence ceux de la déclinaison de l'étude des sociétés dépendantes, insistent davantage sur cette dimension, alors que les contributions à la sociologie structuro-marxiste mettent l'accent sur la relation entre les classes sociales et les idéologies. Dans chaque cas, néanmoins, une attention particulière est portée aux dimensions économiques et politiques des rapports sociaux, et l'État – sa nature, sa structure, son rôle – est au centre des préoccupations.

La sociologie des luttes sociales est aussi plutôt homogène sur le plan de la pratique sociologique. La discussion théorique et l'interprétation sont les deux composantes principales des contributions à ce courant. La démarche d'ensemble, semblable à celle de la sociologie de la société globale, s'en distingue par le fait que le travail d'interprétation qu'elle propose se partage entre les faits sociohistoriques et les données d'enquêtes²⁴¹. Elle ne peut toutefois être qualifiée d'empirique au sens où, à l'instar de la sociologie de la société globale, elle ne publie aucun résultat d'enquête qui propose des données empiriques originales. L'affirmation de Jean-Jacques Simard (1979a : 240) à propos de son propre texte, selon laquelle « l'article dans son ensemble n'apportera aucun fait nouveau, puisque son but est d'interpréter », pourrait très bien s'appliquer à l'ensemble du courant.

²⁴¹ La sociologie de la société globale se concentrait essentiellement sur l'interprétation sociohistorique.

Au-delà de ces affinités générales quant à la démarche et aux éléments de problématique, les discussions théoriques de la sociologie des luttes sociales ne débouchent pas sur une position consensuelle en ce qui a trait à la société québécoise ou au cadre théorique en fonction duquel l'interpréter. L'approche matérialiste y prend deux formes assez différentes, qui constituent autant de déclinaisons du courant. La déclinaison structuro-marxiste, qui pourrait être qualifiée de « version originale » du courant des luttes sociales, met l'accent sur les luttes de classes et s'observe sur l'ensemble de la période couverte par le courant. Essentiellement pratiquée à l'UQÀM, cette sociologie regroupe tous les textes du courant des luttes sociales publiés avant 1978, incluant le texte fondateur de Bourque et Laurin-Frenette (1970). La déclinaison de l'étude des sociétés dépendantes, qui met plutôt l'accent sur les luttes nationales, fait une apparition brève et tardive à la fin des années 1970. Publiée principalement par les sociologues de l'Université de Montréal, cette déclinaison constitue en quelque sorte une « réponse modérée » à l'appel en faveur d'une sociologie plus « objective ». Les représentants de l'Université Laval, quant à eux, sont virtuellement absents du courant de la sociologie des luttes sociales²⁴².

La déclinaison de la sociologie structuro-marxiste est composée de cinq articles et de deux monographies (voir le tableau 9.16). À l'instar du courant dans lequel elle s'inscrit, la déclinaison structuro-marxiste est loin d'être univoque. La dernière contribution à cette déclinaison, publiée par Robert Vandycke en 1980, qui propose notamment une synthèse de la pensée marxiste au Québec²⁴³, témoigne de cette

²⁴² Jean-Jacques Simard (1979a) est le seul professeur de l'Université Laval à publier un texte qui s'inscrit dans le courant de la sociologie des luttes sociales. Ce texte, loin d'être typique de ce courant, doit plutôt être considéré comme un texte transitoire (voir la section 9.5.1).

²⁴³ Vandycke (1980) est le seul contributeur à cette déclinaison qui soit affilié à une autre institution que l'UQÀM. Il pose en quelque sorte un regard extérieur sur les débats structuro-marxistes, grâce auquel il en propose une synthèse. Les écrits qu'il observe pour ce faire sont à la fois plus nombreux et différents de la portion du corpus observée ici, mais certaines de ses observations conviennent parfaitement à la déclinaison structuro-marxiste.

caractéristique du structuro-marxisme québécois. L'auteur y formule d'entrée de jeu cette observation, au demeurant très juste : « il est difficile de généraliser sur une littérature qui s'abreuve aux mêmes sources théoriques tout en manifestant de très nombreuses et très profondes divergences » (Vandycke, 1980 : 98). En fait, l'essence de la déclinaison structuro-marxiste se résume principalement à son « noyau originel ». Autrement, elle se caractérise surtout par les divergences et les désaccords quant aux interprétations que permettent les postulats de départ.

Tableau 9.16 : Textes de la déclinaison structuro-marxiste

Type	Année	Auteur	Titre
Article	1970	Gilles Bourque et Nicole Laurin-Frenette	<i>Classes sociales et idéologies nationalistes au Québec 1760-1970</i>
Article	1975	Céline Saint-Pierre	<i>Idéologie et pratiques syndicales au Québec dans les années '30 : la loi de l'extension juridique de la convention collective de travail</i>
Article	1975	Dorval Brunelle	<i>La structure occupationnelle de la main-d'œuvre québécoise 1951-1971</i>
Monographie	1978	Nicole Laurin-Frenette	<i>Production de l'État et formes de la nation</i>
Monographie	1978	Dorval Brunelle	<i>La désillusion tranquille</i>
Article	1978	Paul R. Bélanger et Céline Saint-Pierre	<i>Dépendance économique, subordination politique et oppression nationale : le Québec 1960-1977</i>
Article	1980	Robert Vandycke	<i>La question nationale : où en est la pensée marxiste ?</i>

Le noyau de la sociologie structuro-marxiste, réduit à sa plus simple expression, est constitué d'une intention primordiale, celle d'un engagement indéfectible envers la gauche québécoise, et d'un *a priori* théorique – indiscutable –, en l'occurrence la préexistence et la prépondérance des rapports de classes sur tous les autres rapports sociaux. L'émergence du Parti québécois sur la scène politique provinciale et le nationalisme qu'il promeut posent d'importants défis pour la théorie marxiste, engageant la sociologie sur la voie d'un débat théorique que 10 ans d'analyses, d'interprétations et d'argumentations n'arriveront pas à épuiser. Il faut noter toutefois

que cette question ne mobilise pas tous les sociologues québécois, et que ceux-ci ne sont pas les seuls concernés. Ils y jouent néanmoins un rôle de premier plan²⁴⁴.

La sociologie structuro-marxiste repose d'abord sur une intention très pragmatique : définir les grandes orientations de la gauche québécoise, de façon à tracer la voie à suivre. Dans le contexte des années 1970, cela signifie principalement prendre position par rapport au Parti québécois et à l'idéologie nationaliste qu'il incarne sur la scène politique provinciale. Faut-il appuyer le PQ et le projet souverainiste qui est le sien pour mettre fin à la domination politique et économique que subit le Québec ou faut-il, au contraire, pour appuyer la classe ouvrière, dénoncer l'adhésion à ce parti petit-bourgeois et, par extension, à l'État qui est l'instrument par excellence de la domination bourgeoise ? Le débat entre la position que Vandycke (1980 : 97) qualifie d'« orthodoxe », qui consacre la primauté des luttes de classes, et celle qu'il qualifie de « stratégique », qui s'oppose à l'oppression nationale, prend une voie résolument théorique.

Le débat théorique qui anime la sociologie structuro-marxiste prend forme autour du concept de nation. Il s'agit bien sûr d'un thème incontournable dans le Québec des années 1970, tout d'abord d'un point de vue social, car il est au cœur des luttes sociales et politiques qui animent la société dans son ensemble. Une sociologie qui étudie la société québécoise en mettant l'accent sur les contradictions internes et les luttes sociales qui caractérisent la société québécoise à cette époque ne peut faire l'économie d'une analyse du nationalisme. Toutefois, c'est surtout sur le plan théorique que le concept de nation pose un important défi.

²⁴⁴ Il semble que ce débat ait mobilisé principalement des professeurs de sciences sociales (sociologie, science politique, économie) de l'UQÀM (Vandycke, 1980 : 97). Ainsi, la sociologie structuro-marxiste, et plus encore les textes sélectionnés dans le corpus qui témoignent de cette déclinaison, ne rendent pas nécessairement justice à l'ensemble des débats qui eurent lieu à l'UQÀM en cette période. Sans en mesurer tous les tenants et aboutissants, il est néanmoins possible d'analyser comment les sociologues et la sociologie québécoise, loin d'être imperméables aux autres disciplines, ont contribué à ce débat.

D'un point de vue disciplinaire, c'est à partir de ce concept que la sociologie structuro-marxiste critique l'idéalisme de la perspective théorique de la sociologie de la société globale. Ce faisant, elle affirme implicitement que la théorie marxiste est plus apte à rendre compte du rôle du nationalisme dans la structure des dynamiques sociales qui caractérisent la société québécoise. Or, la théorie marxiste classique et contemporaine n'accorde qu'une place marginale au concept de nation, ce qui oblige les sociologues québécois à débattre de son arrimage à l'ensemble de l'appareil conceptuel. Le concept de nation pose un important problème théorique pour le marxisme notamment parce qu'il suppose une appartenance à un groupe qui transcende les classes sociales. Puisque ce sont les classes sociales qui produisent les idéologies, le nationalisme du Parti québécois est présenté comme une idéologie petite-bourgeoise, dont la fonction est de voiler les rapports sociaux, économiques et politiques réels, afin d'assurer la reproduction du mode de production capitaliste.

Les luttes nationales n'ont de sens, d'un point de vue marxiste, que si elles sont portées par la classe ouvrière et qu'elles s'inscrivent dans un projet socialiste. Toutefois, le fait que le projet du Parti québécois ne réponde pas à ces critères ne parvient pas à étouffer « le sentiment d'une lutte nécessaire contre "l'oppression nationale" » (Vandycke, 1980 : 97). Dans ce contexte, la sociologie structuro-marxiste cherche, sans y parvenir²⁴⁵, à développer une approche de la nation et du nationalisme qui, tout en continuant à accorder une importance primordiale aux conflits de classes, n'implique pas le rejet catégorique d'une lutte contre l'oppression nationale, fût-elle menée par une entité qui n'a pas comme mission de représenter le prolétariat.

²⁴⁵ Le corpus ne permet pas d'appréhender l'ensemble des échanges, sociologiques ou autres, que comprend ce débat. Néanmoins, il est clair qu'aucun compromis théorique n'a permis de rallier une majorité d'auteurs.

Bien que le débat s'engage sur des voies d'abord et avant tout théoriques, la démarche de la déclinaison structuro-marxiste n'est pas pour autant confinée à cette dimension. Les arguments théoriques sont appuyés par des analyses et des interprétations sociohistoriques, dans une démarche semblable à celle préconisée par les sociologues de la société globale. Certains auteurs, notamment Céline Saint-Pierre et Dorval Brunelle, cherchent plutôt à documenter certains aspects de la théorie marxiste, tels la structure des classes et leur rapport aux idéologies, à travers l'analyse de données empiriques. Dans tous les cas cependant, il s'agit moins de produire des données d'enquête que d'analyser des données produites d'autre part.

Ainsi, la déclinaison structuro-marxiste repose sur une intention primordiale et quelques *a priori* théoriques qui dessinent un arrière-plan commun, mais, partant d'un même point, les trajectoires divergent. Malgré l'importance accordée à la théorie par les sociologues structuro-marxistes, il est évident que la finalité poursuivie est intimement liée aux enjeux sociaux concrets qui mobilisent les forces vives de la société québécoise contemporaine. Cet aspect, cependant, n'est pas exclusif à la sociologie structuro-marxiste; il s'applique tout aussi bien à la seconde déclinaison et, par extension, à l'ensemble du courant de la sociologie des luttes sociales.

Apparue plus tardivement dans le courant, la déclinaison de l'étude des sociétés dépendantes²⁴⁶ apporte une alternative théorique moins problématique pour l'analyse des luttes nationales au Québec. Elle est constituée de cinq articles, mais aucune monographie n'en fait partie (voir le tableau 9.17).

²⁴⁶ Les sociologues qui contribuent à cette déclinaison n'étudient pas *les* sociétés dépendantes, mais le cas de figure que représente la société québécoise. Toutefois, l'expression « étude des sociétés dépendantes » est privilégiée parce que cette sociologie s'inscrit dans la perspective de l'étude *des* sociétés dépendantes.

Tableau 9.17 : Textes de la déclinaison des sociétés dépendantes

Type	Année	Auteur	Titre
Article	1978	Gabriel Gagnon	<i>Sociologie, mouvements sociaux, conduites de rupture : le cas québécois</i>
Article	1978	Jacques Dofny	<i>Les stratifications de la société québécoise</i>
Article	1979a	Jean-Jacques Simard	<i>Québec et frère, inc. La cybernétisation du pouvoir</i>
Article	1979	Louis Maheu	<i>La conjoncture des luttes nationales au Québec : mode d'intervention étatique des classes moyennes et enjeux d'un mouvement social de rupture</i>
Article	1980	Pierre Dandurand et Marcel Fournier	<i>Développement de l'enseignement supérieur, classes sociales et luttes nationales au Québec</i>

Cette déclinaison est plus modérée que la précédente pour deux raisons. Premièrement, sa relation avec la sociologie de la société globale est moins conflictuelle. Bien qu'axée sur les manifestations concrètes et objectives de la nation, elle n'en développe pas pour autant un matérialisme militant; elle ne présente pas l'idéalisme de la sociologie de la société globale comme un repoussoir. Résolument centrée sur les luttes sociales, la déclinaison de l'étude des sociétés dépendantes crée néanmoins des ponts avec la sociologie de la société globale²⁴⁷ alors que, d'autre part, elle ne s'abstient pas de certaines critiques envers la déclinaison structuro-marxiste. Tout cela est dû à un rapport moins rigide à la théorie, ce qui constitue la seconde raison pour laquelle cette déclinaison paraît plus modérée.

La perspective théorique de la sociologie des sociétés dépendantes, empruntée à Alain Touraine, postule que, dans le cas des sociétés dépendantes, la structure des classes sociales et des conflits qui les opposent est différente de celle des sociétés dominantes. Il existe des processus sociaux spécifiques aux sociétés placées dans une position de dépendance sur la scène internationale, qui résultent notamment en

²⁴⁷ C'est le cas notamment de Jacques Dofny (1978) qui actualise en quelque sorte une thématique de recherche des années 1960 axée sur la stratification sociale à l'aune d'une approche théorique dominante à la fin des années 1970.

des luttes sociales prenant la forme de luttes nationales. Les conflits de classes y jouent un rôle moins déterminant dans l'évolution sociohistorique de ces sociétés, raison pour laquelle il s'agit plutôt pour la sociologie de mettre l'accent sur l'étude des mouvements de libération nationale. Les sociologues québécois présentent une critique constructive et amicale de la perspective tourainienne, qui est développée à travers l'étude de sociétés latino-américaines, afin de l'adapter au cas – unique – de la société québécoise. Toutefois, il s'agit moins d'appliquer, de façon plus ou moins mécanique, un cadre théorique général que d'y trouver un horizon interprétatif pour l'étude des luttes sociales qui caractérisent le Québec contemporain.

En effet, le rapport à la théorie de référence apparaît relativement souple, particulièrement en comparaison avec certains courants et déclinaisons évoqués précédemment : la sociologie de la modernisation applique avec rigueur le programme de recherche légué par Hughes et le débat qui anime la déclinaison structuro-marxiste adopte un style scolaire, voire exégétique en quelques occasions. La déclinaison de l'étude des luttes sociales préconise l'approche tourainienne d'abord parce qu'elle l'autorise à étudier les luttes sociales sans pour autant renoncer au concept de classe sociale, incontournable dans la sociologie québécoise depuis plus de 20 ans. Mais au-delà des grandes orientations théoriques, elle se donne une marge de liberté dans son rapport à la théorie tourainienne²⁴⁸.

De l'aveu des sociologues concernés, la perspective tourainienne s'applique imparfaitement à la société québécoise. Les sociologues qui participent à cette déclinaison la bonifient à l'aide de compléments théoriques puisés à diverses

²⁴⁸ En fait, il n'est pas possible de juger, dans les limites du corpus, dans quelle mesure la sociologie des sociétés dépendantes prend cette liberté ou si c'est la théorie elle-même qui laisse une grande marge de manœuvre dans le choix des objets d'étude spécifiques et des méthodes d'investigation.

sources, américaines et européennes²⁴⁹. Ils font souvent référence à un corpus plus ou moins déterminé, incluant certains ouvrages de Touraine dans lesquels différents aspects de la perspective théorique sont discutés. Malgré l'imperfection de son adéquation au cas québécois, les critiques se veulent constructives et la perspective tourainienne évolue dans un contexte de relative unanimité.

Parce que l'arrière plan théorique, les références utilisées et même les principales critiques semblent faire l'objet d'un accord tacite, la cohérence d'ensemble de la perspective théorique préconisée, de même que de plusieurs de ses aspects, est implicite dans la section du corpus concernée. Les éléments théoriques qui sont les plus explicites sont ceux qui font l'objet de critiques. Celles-ci concernent notamment, d'un point de vue épistémologique, le statut de la sociologie comme mode de connaissance dans le contexte de la « société programmée ». Cet aspect est fondamental dans la définition de la pratique sociologique propre à la sociologie des sociétés dépendantes, et plus spécifiquement dans son engagement envers les mouvements sociaux.

À l'instar de la sociologie structuro-marxiste, l'étude des sociétés dépendantes se caractérise par l'importance accordée à l'engagement social des sociologues. Le contrôle de l'historicité est l'enjeu sociétal pour lequel luttent les mouvements sociaux. L'historicité est constituée de trois composantes, soit l'accumulation, le modèle culturel et le mode de connaissance. Ce dernier constitue le lieu d'inscription sociale de la sociologie; il lui donne, à travers l'étude des mouvements sociaux, son caractère réflexif. En postulant ce lien étroit entre la sociologie et les mouvements sociaux, Touraine invite les sociologues à prendre position en faveur des sociétés dépendantes et à dénoncer les rapports de domination.

²⁴⁹ La perspective théorique développée par Touraine est plus récente, donc encore peu commentée. Les auteurs québécois, en retenant surtout les éléments les plus généraux afin de l'adapter à la situation particulière de la société québécoise, ne rendent pas nécessairement justice à toutes les nuances de la perspective tourainienne.

La sociologie des sociétés dépendantes est ambitieuse. Elle s'intéresse aux systèmes d'action historique et aux conflits sociaux qui définissent les grandes orientations sociétales. Elle poursuit l'objectif d'expliquer le changement social, d'où la nécessité de dépasser le concept de classe sociale. La pertinence des classes sociales pour l'analyse synchronique ne s'avère pas pour l'analyse diachronique : « la dépendance n'est pas un mode de production, mais un mode de changement historique, c'est-à-dire qu'elle ne pose pas seulement un problème de rapport de classes mais soulève celui de la question nationale » (Dofny, 1978 : 90). C'est ainsi que la sociologie des sociétés dépendantes parvient à transcender le concept de classe sociale pour s'intéresser aux mouvements sociaux, définis comme des actions collectives de classe.

À l'intérieur de ce cadre théorique assez général, cette déclinaison développe un rapport à l'empirie semblable à ceux de la sociologie de la société globale et de la sociologie structuro-marxiste : un travail d'analyse et d'interprétation effectué à partir de données sociohistoriques produites d'autre part. En accord avec la perspective théorique, l'élément principal de l'analyse est un mouvement social qui doit répondre aux deux critères qui en permettent l'identification, soit être durable et proposer une vision de la société. Le mouvement social central de la société québécoise est évidemment le mouvement nationaliste, et c'est autour de lui que se développent les interprétations de l'histoire du Québec, de son système d'enseignement supérieur, de son développement économique ou politique. Autrement dit, la déclinaison de l'étude des sociétés dépendantes cherche à démontrer l'importance des luttes nationales dans le développement sociohistorique de la société québécoise en abordant cette dernière dans son ensemble ou dans une de ses dimensions principales.

En somme, ce sont les conflits internes à la société québécoise qui intéressent la sociologie des luttes sociales. La déclinaison structuro-marxiste privilégie la

dimension économique alors que la déclinaison de l'étude des sociétés dépendantes met l'accent sur la dimension politique, mais toutes deux accordent une attention particulière au phénomène du nationalisme québécois. Seule exception dans ce courant, la monographie de Arnaud Sales (1979) n'appartient à aucune des deux déclinaisons. Seule contribution à proposer des résultats d'enquête originaux, elle n'a pas pour objectif d'étudier la société québécoise en termes de conflit ou de lutte de classe, et elle n'accorde qu'une attention distraite à la question du nationalisme. Cette étude de la bourgeoisie industrielle met plutôt l'accent sur la structure du capitalisme au Québec et sur la dimension nationale et ethnique de la bourgeoisie québécoise. Elle participe néanmoins au courant des luttes sociales dans la mesure où c'est le caractère capitaliste de la société québécoise que cette monographie permet de documenter.

9.6 La sociologie des problèmes sociaux (1977-1994)

Le courant de la sociologie des problèmes sociaux apparaît à la fin des années 1970 et s'étend jusqu'au milieu des années 1990, connaissant son apogée au milieu des années 1980. Il est composé de 10 articles et de 7 monographies (tableau 9.18):

Tableau 9.18 : Textes du courant des problèmes sociaux

Type	Année	Auteur	Titre
Article	1977	André Billette	<i>Les inégalités sociales de mortalité au Québec</i>
Article	1978	Gabriel Dussault	<i>L'utopie colonisatrice contre l'ordre économique</i>
Monographie	1979b	Jean-Jacques Simard	<i>La longue marche des technocrates</i>
Article	1982	Jean-Jacques Simard	<i>Détournements de mineurs. L'éducation québécoise à l'heure de la bureaucratie scolaire</i>
Article	1983	André Lux	<i>Un Québec qui vieillit. Perspectives pour le XXI^e siècle</i>
Monographie	1983	Daniel Gay	<i>Les élites québécoises et l'Amérique latine</i>
Article	1984	Simon Langlois	<i>L'impact du double revenu sur la structure des besoins dans les ménages</i>
Article	1985	Arnaud Sales	<i>La construction sociale de l'économie québécoise</i>
Article	1985	Céline Saint-Pierre	<i>Enjeux et défis du virage technologique en milieu de travail</i>
Article	1985	Lizette Jalbert	<i>Décentralisation ou autonomie administrée : éléments de synthèse et de réflexion sur la réforme municipale et régionale au Québec</i>
Monographie	1986	Marcel Fournier	<i>L'entrée dans la modernité : science, culture et société au Québec</i>
Article	1986	Jean-Guy Lacroix et Benoît Lévesque	<i>Les industries culturelles au Québec : un enjeu vital !</i>
Monographie	1987	Andrée Fortin	<i>Histoires de famille et de réseaux</i>
Monographie	1988	Gabriel Gagnon et Marcel Rioux	<i>À propos d'autogestion et d'émancipation : deux essais</i>
Article	1990	Jean-Jacques Simard	<i>La culture québécoise : une question de nous</i>
Monographie	1990	Jean-Guy Lacroix	<i>La condition d'artiste : une injustice</i>
Monographie	1994	Mona-Josée Gagnon	<i>Le syndicalisme : état des lieux et enjeux</i>

Le principal thème qui se démarque de ces formes lexicales représentatives est celui du travail et de l'économie domestique (*biens, budget, consommation, coûts, dépenses, entreprises, épargne, gestion, habitation, industries, métier, niveau de*

vie, productivité, revenu, travail, etc.). Les thèmes secondaires sont ceux de la démographie (*adulte, âge, mortalité, pyramide, vieillissement*), de l'art (*art, artiste, artistique, culturelles*), des réseaux sociaux (*amis, conjoints, ménage, voisins, etc.*), de l'enseignement supérieur (*école, professeurs, science, sciences sociales, universités*) et du développement local et régional (*aménagement, colonisation, développement*). Sont également présents des termes liés à l'analyse statistique (*coefficient, taux*). Les formes lexicales représentatives de la sociologie des problèmes sociaux sont les suivantes²⁵⁰ (voir le tableau 9.19) :

Tableau 9.19 : Sélection de formes lexicales représentatives de la sociologie des problèmes sociaux

actif	coefficient	*femmes	professeurs
adulte	colonisation	gestion	pyramide
âges	conjoint	habitation	radio
aménagement	consommation	industries	*revenu
*amérique	coopérative	journal	revenus
amis	coopératives	labelle	scénario
art	coûts	laurendeau	sciences
artiste	culturelles	marché	sciences sociales
artistes	dépenses	ménage	soins
artistique	*développement	ménages	statistique canada
arts	école	métier	taux
biens	*entreprises	mortalité	*travail
bois	épargne	municipalités	université
budget	états	niveau de vie	vieillissement
budgétaires	états-unis	productivité	voisins

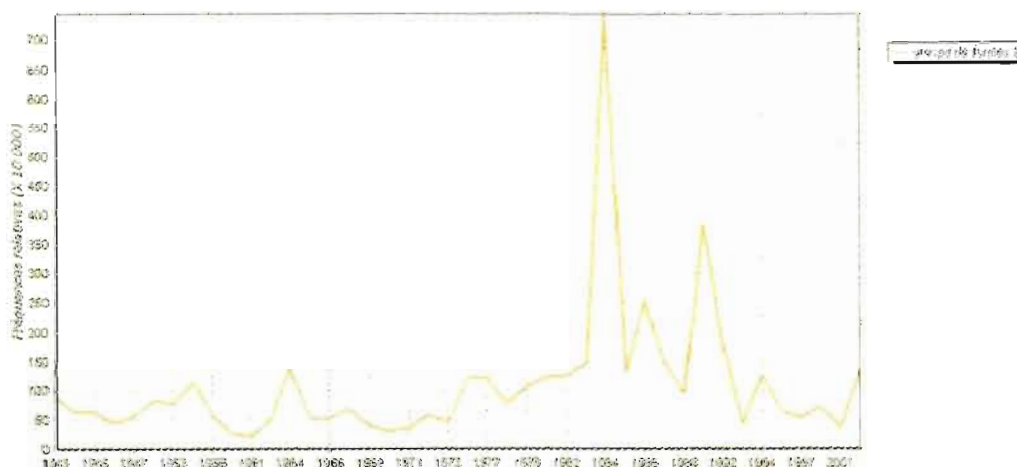
* L'astérisque indique les formes dont les occurrences dans le corpus complet sont supérieures à 1000.

Selon leur distribution sur l'ensemble de la période couverte par le corpus, les formes lexicales représentatives de la sociologie des problèmes sociaux sont particulièrement concentrées dans la période couverte par le courant (voir le graphique 9.10). En fait, elles sont peu utilisées dans l'ensemble du corpus : pratiquement absentes des autres périodes, elles sont moins fréquentes *dans le courant qu'elles représentent* que les formes lexicales représentatives de la

²⁵⁰ Les statistiques complètes sur les formes lexicales représentatives sont présentées à l'annexe E.

sociologie de la société globale (voir le graphique 9.5 à la section 9.1.2). Cela relève de leur caractère à la fois empirique et spécifique : les formes lexicales les plus communes à l'ensemble du corpus sont peu nombreuses parmi celles qui sont représentatives de la sociologie des problèmes sociaux. Des formes telles que *Canada*, *canadiens*, *classe*, *français*, *politique*, *Québec* et *société* n'en font pas partie. Seulement 6 de ces formes représentatives ont plus de 1000 occurrences dans l'ensemble du corpus, comparativement à 23 pour le courant de la sociologie de la société globale.

Graphique 9.10 : Fréquences relatives des formes lexicales composant le groupe de formes représentatives du courant de la sociologie des problèmes sociaux, selon l'année



Le seul texte de la sociologie des problèmes sociaux qui puisse être qualifié de transitoire est l'article de Jean-Jacques Simard (1990). Le fait que ce texte soit un essai qui ne présente pas de données empiriques le distingue des autres textes du courant de la sociologie des problèmes sociaux, mais ce n'est pas principalement ce qui le rapproche du courant de la sociologie des objets transversaux. Ce qui donne à ce texte son caractère transitoire est qu'il aborde, en précurseur, le thème de l'identité nationale qui deviendra populaire en sociologie québécoise cinq ans plus

tard, dans la foulée du référendum constitutionnel de 1995. Selon toute vraisemblance, ce thème se prête bien au style de l'essai²⁵¹.

À l'inverse, il est difficile d'identifier un texte ou un ensemble de textes qui se démarque par son caractère particulièrement typique de la sociologie des problèmes sociaux. Plusieurs tendances décrites dans cette section s'affirment et aucune problématique de recherche ne se démarque. En ce sens, à l'exception de l'article de Simard (1990), toutes les contributions sont représentatives du courant.

9.6.1 Description du courant de la sociologie des problèmes sociaux

La sociologie des problèmes sociaux se distingue radicalement de la sociologie des luttes sociales, avec qui elle cohabite à la fin des années 1970. À plusieurs égards, elle en prend le contre-pied : elle renverse le rapport théorie/empirie en renouant avec la recherche empirique, modifie la perspective avec laquelle la société québécoise est abordée en adoptant une approche ciblée plutôt que générale et mise sur la neutralité et l'objectivité plutôt que sur l'engagement politique et militant. Ce qui caractérise principalement le courant de la sociologie des problèmes sociaux, c'est l'importance de la recherche appliquée. Des terrains de recherche variés sont de nouveau investis par les sociologues québécois.

La sociologie des problèmes sociaux présente un profil atypique par rapport aux autres courants de la sociologie québécoise. Contrairement à ce qui est observé d'autre part, les textes qui composent ce courant n'ont à peu près rien en commun en ce qui a trait au contenu : les objets de recherche y sont aussi diversifiés que les approches théoriques et méthodologiques. Les spécificités lexicales du courant

²⁵¹ Voir la section 9.7.

présentées dans la section précédente ne rendent pas compte de la diversité des problématiques de recherche. Sur le plan méthodologique, la diversité est encore une fois de mise : statistiques, analyse de discours, analyse politique, entrevues, etc., ou une combinaison de plusieurs approches.

C'est vraiment au niveau de la démarche sociologique que se dégage la grande unité de ce courant. Alors que les représentants de la sociologie de la société globale et des luttes sociales semblent beaucoup plus préoccupés de théories et d'interprétations sociohistoriques, les sociologues des problèmes sociaux publient des articles et des monographies dont l'objectif principal est de rendre compte du résultat de leurs travaux de recherche. Ceux-ci ne reposent pas nécessairement sur des observations directes comme des entrevues ou des sondages, mais les données se retrouvent à nouveau au cœur des publications sociologiques.

Malgré la diversité des objets de recherche, ceux-ci ont tous en commun d'être appréhendés comme des problématiques sociales dignes d'intérêt du point de vue de la gouvernance. Les articles et monographies qui composent ce courant abordent tous une thématique qui recoupe, de façon plus ou moins précise, un champ d'intervention étatique. La société québécoise est désormais observée non plus dans son ensemble, mais à partir d'une dimension particulière. Jusqu'alors objet d'étude privilégié de la sociologie québécoise, le Québec devient principalement un territoire de référence²⁵² pour l'étude d'objets sociologiques plus spécifiques : le système d'éducation québécois, le vieillissement de la population du Québec, l'économie québécoise, etc.

Cela ne signifie pas pour autant que les sociologues québécois ne soient plus concernés par la société québécoise, par son orientation et par les enjeux sociaux,

²⁵² Il n'aurait pu en être autrement puisqu'il s'agit d'un critère de sélection des textes du corpus. La référence territoriale constitue en quelque sorte le lien minimal entre les textes du corpus et la société québécoise.

politiques ou économiques qui la préoccupent. L'engagement social des sociologues des problèmes sociaux prend cependant une forme très différente de celle préconisée par les sociologues des luttes sociales : alors que ces derniers faisaient figure d'intellectuels critiques, directement impliqués dans les luttes ouvrières ou dans les mouvements sociaux, les sociologues des problèmes sociaux se présentent plutôt dans le rôle de l'*expert* en documentant une problématique donnée et en formulant des recommandations. Même si on donne l'impression d'une plus grande distance par rapport à l'action sociale ou au militantisme, les enjeux sociaux restent beaucoup plus importants que les enjeux théoriques.

Le fait que la sociologie des problèmes sociaux aborde des thèmes liés aux champs d'interventions étatiques ne signifie pas qu'elle soit au service du pouvoir ou de l'État. Le choix des thèmes et l'angle sous lequel ils sont abordés ne correspondent pas nécessairement aux besoins des décideurs. De plus, ces derniers ne sont pas les seuls concernés par les questions de gouvernance : cette sociologie est susceptible de présenter un intérêt pour tous les acteurs sociaux concernés par la problématique abordée, qu'ils soient décideurs, citoyens, militants, représentants syndicaux, etc. Le lien établi avec une cause, une politique ou un enjeu social varie sensiblement d'une contribution à l'autre. Certaines tendances s'affirment même si elles ne donnent pas lieu à des distinctions suffisamment systématiques permettant de diviser le courant en déclinaisons.

Les sept premières contributions au courant, parues de 1977 à 1984, sont toutes publiées par des auteurs affiliés à l'Université Laval, et tous les articles sont publiés dans la revue *Recherches sociographiques*. Pendant que les professeurs de l'Université de Montréal et de l'UQÀM contribuent au courant de la sociologie des luttes sociales, ceux de l'Université Laval s'investissent, à contre-courant, dans une sociologie beaucoup moins conflictuelle. D'ailleurs, cette première vague de contributions aborde des problématiques politiques davantage que des enjeux sociaux. Les thèmes abordés sont les suivants : *vieillesse de la population*,

*mortalité, colonisation, développement régional, système d'éducation, relations internationales, revenu et consommation*²⁵³.

Ces thèmes ne sont pas nécessairement abordés sous l'angle strict des politiques publiques. Par exemple, Daniel Gay (1983) propose, à travers l'analyse d'éditoriaux publiés dans des quotidiens québécois, un regard sur l'attitude des élites en matière de relations internationales. Bien que d'abord préoccupé par « l'ouverture du Québec sur le monde extérieur » (Gay, 1983 : 8), l'auteur poursuit explicitement l'objectif (politique) de proposer une réflexion sur la « politique extérieure » du gouvernement québécois. Les études que proposent André Billette (1977) sur *Les inégalités sociales de mortalité au Québec* et André Lux (1983) sur le vieillissement de la population ont pour objectif premier de documenter des phénomènes démographiques, mais interpellent nécessairement l'État québécois à propos de politiques sur la pauvreté ou la natalité. Ces contributions gardent toutefois une certaine distance par rapport aux décideurs : sans porter de jugement sur les interventions étatiques, elles se contentent de produire des analyses sur des thèmes susceptibles de présenter un intérêt dans les ministères concernés.

Dans les cas où les auteurs s'intéressent explicitement aux politiques publiques, il s'agit moins d'évaluer l'efficacité d'une loi ou d'une politique précise que d'analyser en contexte l'évolution d'un secteur donné qui a fait l'objet d'un ensemble d'interventions étatiques s'étalant sur une période relativement longue. C'est ainsi que Gabriel Dussault (1978) s'intéresse à la colonisation au Québec au XIX^e siècle et que Jean-Jacques Simard (1979b, 1982) étudie les questions du développement régional et de l'éducation dans le Québec de l'après-guerre et de la Révolution

²⁵³ Ces thèmes sont recensés tels que présentés dans les articles et monographies concernées mais ne correspondent pas nécessairement aux thèmes qui ressortent de l'analyse des formes lexicales représentatives du courant.

tranquille. Ces interventions, par définition plus proches du pouvoir politique, se veulent toutefois critiques des interventions de l'État²⁵⁴.

Ces contributions adoptent à la fois le style de l'analyste objectif et celui de l'essayiste. Qu'il s'agisse de documenter une problématique afin d'identifier des pistes de solution ou d'analyser l'impact de politiques gouvernementales dans un secteur donné, ces articles et monographies sont tous consacrés en majorité à exposer les données d'enquête sur lesquelles repose l'analyse, comme s'il s'agissait d'abord d'établir l'objectivité – donc la crédibilité – de l'auteur. Les sociologues des problèmes sociaux analysent d'abord des thématiques politiques de façon apolitique. Ensuite, ils tirent les conclusions qui découlent de l'analyse – non pas d'une position théorique ou militante définie *a priori*. Dans certains cas, cette démarche aboutit à une prise de position par rapport aux enjeux soulevés, sans exprimer toutefois de parti pris politique.

Bien que nettement moins importante que dans les courants précédents, la dimension théorique n'est pas absente de la sociologie des problèmes sociaux. Toutefois, les enjeux théoriques sont clairement secondaires dans ce courant. Le cadre théorique est important dans la mesure où il sert la finalité de permettre une meilleure compréhension des enjeux sociaux et politiques qui intéressent les sociologues. De plus, la dimension théorique peut être qualifiée d'éclectique, particulièrement en comparaison avec celle des courants précédents. Chaque auteur propose son propre cadre théorique, qui n'a souvent que peu en commun avec celui des autres contributions au courant. Par contraste avec les courants précédents, les cadres théoriques de la sociologie des problèmes sociaux semblent résulter, dans chaque cas, d'un « bricolage » *ad hoc*. Dans certains cas néanmoins, ils reflètent certains éléments des courants précédents : par exemple, Billette (1977)

²⁵⁴ Sans chercher à dénoncer les interventions de l'État, la sociologie des problèmes sociaux ne peut certainement pas être qualifiée de complaisante.

compare les taux de mortalité de différentes classes sociales et Gay (1983) situe son travail dans la lignée de l'étude des idéologies.

Ce n'est qu'au milieu des années 1980 que les professeurs de l'Université de Montréal et ceux de l'UQÀM commencent à contribuer au courant de la sociologie des problèmes sociaux. Les contributions publiées par les représentants de l'UQÀM se démarquent par leur proximité par rapport aux besoins de l'État en matière de savoir sociologique. Ces contributions concernent non pas des politiques effectives, mais des politiques en développement pour lequel l'État requiert des avis d'experts et de l'information spécialisée²⁵⁵. Céline Saint-Pierre (1985), à titre de membre de la Commission sur l'information, l'emploi et le travail, est particulièrement concernée par la nécessité, pour l'État, de documenter la question des *Enjeux et défis du virage technologique en milieu de travail*. Lizette Jalbert (1985) offre pour sa part, comme le précise le sous-titre de son article, des *Éléments de synthèse et de réflexion sur la réforme municipale et régionale au Québec*.

Les deux contributions de Jean-Guy Lacroix (1990), incluant l'article cosigné par Benoît Lévesque (Lacroix et Lévesque, 1986), s'inscrivent dans la même tendance, bien que le lien avec un processus d'élaboration de politique publique en cours ne soit pas évident. Elles s'apparentent plutôt à un cri d'alarme lancé à l'endroit des décideurs publics pour qu'ils prennent en compte un certain nombre de facteurs dans leurs décisions en matière de développement culturel et dans les domaines susceptibles d'avoir un impact sur celui-ci. À l'instar des contributions précédentes, elles ciblent un enjeu social précis, concret et contemporain, situé dans un champ d'intervention de l'État, qu'on analyse de façon à proposer des voies concrètes pour

²⁵⁵ Il est impossible de savoir dans quelle mesure les auteurs de ces contributions sont liés au gouvernement dans le processus d'élaboration des politiques publiques, sauf dans une certaine mesure en ce qui concerne Céline Saint-Pierre, qui s'identifie comme membre de la Commission sur l'information, l'emploi et le travail.

orienter les décisions politiques à venir ou pour attirer l'attention des décideurs sur des problématiques particulières.

Les autres contributions au courant se caractérisent à l'inverse par une plus grande distance par rapport au politique. Les thèmes abordés recourent encore en totalité ou en partie des champs d'intervention de l'État, mais ces contributions ne s'adressent plus aux décideurs. Certaines contributions se contentent de proposer un état de la question ou une actualisation des connaissances dans un domaine donné. L'article de Arnaud Sales (1985) sur l'économie et la monographie de Marcel Fournier (1986) sur la science et la culture sont moins préoccupés par les enjeux politiques, n'ayant pas comme finalité la critique des politiques publiques ni la définition de grandes orientations dans les secteurs concernés. La monographie de Andrée Fortin (1987) n'a certainement pas pour objectif de fournir les bases d'une éventuelle politique familiale, et les brèves réflexions livrées en conclusion à propos de la désinstitutionalisation et des réseaux communautaires insistent plutôt sur la nécessités de reconstruire les solidarités par la base.

D'autres contributions abordent des enjeux sociaux de façon à proposer aux acteurs sociaux des éléments de connaissance et de réflexion sociologiques sans pour autant viser les décideurs publics. Il en va ainsi de la monographie de Gabriel Gagnon et de Marcel Rioux (1988) qui traite, dans sa dimension la plus appliquée, de développement local et régional en termes d'autogestion. L'article de Simard (1990), seule contribution au courant des problèmes sociaux qui ne propose pas de données d'enquête, aborde la question identitaire en interpellant surtout les acteurs sociaux que sont les sociologues. Enfin, la monographie de Mona-Josée Gagnon (1994) présente un état de la question du syndicalisme qui s'adresse principalement aux leaders syndicaux.

Ainsi, même si les contributions au courant de la sociologie des problèmes sociaux ne présentent pas le même rapport au politique, elles s'inscrivent néanmoins dans

une démarche similaire qui repose d'abord sur la recherche appliquée, sur l'analyse objective et, dans la plupart des cas, sur une prise de position du chercheur relative aux enjeux sociaux qu'il étudie. La majorité des articles et des monographies dont il est question abordent une problématique sociale qui s'inscrit dans le champ d'intervention de l'État provincial ou fédéral. Autrement dit, ce sont les problèmes sociaux concrets affectant la société québécoise contemporaine qui constituent l'enjeu principal de ce courant. Le rapport à la théorie sociologique y apparaît conséquemment plus utilitaire et instrumental.

9.7 La sociologie des objets transversaux (1988-...)

Le courant de la sociologie des objets transversaux débute à la fin des années 1980 et s'étend jusqu'à la fin de la période observée²⁵⁶. Il s'agit du dernier courant de la sociologie québécoise et il inclut tous les textes du corpus publiés après 1994. Il est composé de 10 articles et de 4 monographies (tableau 9.20) :

Tableau 9.20 : Textes du courant des objets transversaux

Type	Année	Auteur	Titre
Monographie	1988	Gilles Bourque et Jules Duchastel	<i>Restons traditionnels et progressifs : pour une nouvelle analyse du discours politique : le cas du régime Duplessis au Québec</i>
Article	1992	Christopher McAll	<i>Langues et silence : les travailleurs immigrés au Québec et la sociologie du langage</i>
Article	1993	Deena White	<i>Les processus de réforme et la structuration locale des systèmes : le cas des réformes dans le domaine de la santé mentale au Québec</i>
Monographie	1993	Fernand Dumont	<i>Genèse de la société québécoise</i>
Article	1994	Jacques Hamel	<i>Brèves notes sur une opposition entre générations</i>
Article	1995	Jean-Guy Lacroix	<i>La culture, les communications et l'identité dans la question du Québec</i>
Article	1995	Michel Freitag	<i>L'horizon social inacceptable d'un ékonomisme mondialisé</i>
Article	1995	Jacques Beauchemin	<i>Nationalisme québécois et crise du lien social</i>
Article	1997	Fernand Dumont	<i>Essor et déclin du Canada français</i>
Article	2000	Mona-Josée Gagnon	<i>Les intellectuels critiques et le mouvement ouvrier au Québec : fractures et destin parallèle</i>
Article	2001	Jocelyne Lamoureux	<i>Marges et citoyenneté</i>
Monographie	2002	Gilles Gagné et Simon Langlois	<i>Les raisons fortes : nature et signification de l'appui à la souveraineté du Québec</i>
Monographie	2002	Jacques Beauchemin	<i>L'histoire en trop : la mauvaise conscience des souverainistes québécois</i>
Article	2002	Victor Armony	<i>Des Latins du Nord ? L'identité culturelle québécoise dans le contexte panaméricain</i>

²⁵⁶ La période observée s'étend jusqu'en 2003 et les textes publiés jusqu'à cette date ont été recensés, mais aucun texte publié au-delà de 2002 n'a été sélectionné dans le corpus.

Quatre thèmes se démarquent de ces formes lexicales représentatives : la référence (*conscience historique, culture, discours, histoire, historique, identitaire, identités, intentions, mémoire, monde commun, référence, représentation, valeurs, etc.*), société civile et citoyenneté (*citoyenneté, civile, collectivité, comité, communautaire, communauté, communauté politique, droits, groupes communautaires, lien social, peuple, société, société civile, etc.*), souveraineté (*nation, projet, projet souverainiste, référendaire, référendum, réforme, souveraineté, souverainiste, vote, etc.*) et langue (*allophones, franco, francophone, langage, langue, linguistique, québécois francophone*). Les formes lexicales représentatives de la sociologie des objets transversaux sont les suivantes²⁵⁷ (voir tableau 9.21) :

Tableau 9.21 : Sélection de formes lexicales représentatives de la sociologie des objets transversaux

acteurs	dumont	*institutions	*québécois
action sociale	exclusion	intellectuels	québécois francophones
allophones	fragmentation	intentions	référence
*amérique	franco	langage	référendaire
appartenance	francophone	langue	référendum
bouchard	francophones	langues	réforme
citoyenneté	ftq	lien social	représentation
civile	garneau	linguistique	reproduction
collectivité	génération	local	santé
comité	*groupes	locaux	services
communautaire	groupes communautaires	mémoire	*société
communautaires	*histoire	monde commun	société civile
communauté	historique	*nation	socio historique
communauté politique	hôpital	peuple	souveraineté
communautés	identitaire	*politique	souverainiste
conscience historique	identité	processus	survivance
*culture	identité québécoise	progrès	*valeurs
*discours	identités	projet	vote
droits	institutionnel	projet souverainiste	

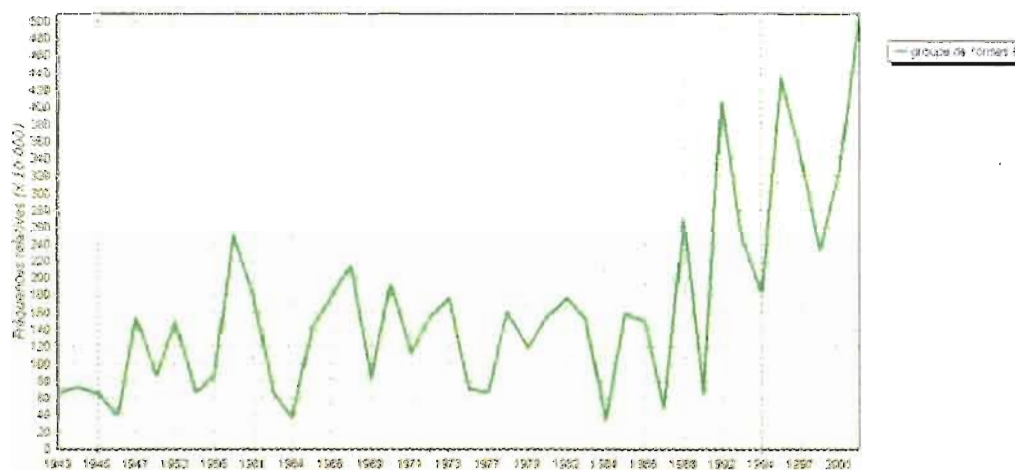
* L'astérisque indique les formes dont les occurrences dans le corpus complet sont supérieures à 1000.

²⁵⁷ Les statistiques complètes sur les formes lexicales représentatives sont présentées à l'annexe E.

La distribution des formes lexicales représentatives de la sociologie des objets transversaux illustre un certain renouveau lexical (voir le graphique 9.11). Ces formes ne sont toutefois pas inusitées dans le corpus à partir des années 1960.

Un peu plus de la moitié des textes qui constituent ce courants peuvent être regroupés dans une déclinaison nommée « nationale identitaire ». Les textes qui ne sont pas inclus dans la déclinaison n'ont d'autres points communs que ceux qui justifient leur appartenance au courant. Cependant, ils peuvent tous être considérés comme typiques de la sociologie des objets transversaux, car ils partagent un ensemble de caractéristiques qui, bien qu'elles s'expriment inégalement, sont présentes dans chacun d'eux. À l'inverse, aucune des contributions à la sociologie nationale identitaire ne peut être considérée comme un texte typique du courant. Ce n'est que d'un point de vue d'ensemble que ces textes possèdent les caractéristiques de la sociologie des objets transversaux, aucun de ces textes ne les possédant à lui seul.

Graphique 9.11 : Fréquences relatives des formes lexicales composant le groupe de formes représentatives du courant de la sociologie des objets transversaux, selon l'année



Enfin, un élément important à relever est la division institutionnelle dans le courant : aucun texte d'un représentant de l'Université de Montréal ne fait partie de la déclinaison nationale identitaire, alors qu'aucun texte d'un représentant de l'Université Laval n'en est exclu. Les professeurs de l'UQÀM ont contribué davantage à la déclinaison nationale identitaire mais ont néanmoins publié deux des six textes hors déclinaison. À propos de l'absence des sociologues de l'Université de Montréal de la déclinaison nationale identitaire, il faut préciser qu'un seul des textes qu'ils ont publiés dans le courant des objets transversaux l'a été après 1994.

9.7.1 Description du courant de la sociologie des objets transversaux

À plusieurs égards, le courant de la sociologie des objets transversaux, est une simple continuité du courant de la sociologie des problèmes sociaux. Dans un cas comme dans l'autre, les contributions ont pour objectif principal de présenter le résultat de travaux de recherches empiriques, et elles n'appréhendent pas la société québécoise dans son ensemble, mais s'attardent plutôt à une de ses dimensions en particulier. De même, ces deux sociologies fondent leur crédibilité sur l'objectivité de la démarche de recherche plutôt que sur un engagement social ou politique. Sur ces points, le courant de la sociologie des objets transversaux n'offre pas de différences significatives par rapport à son prédécesseur.

À d'autres égards, ces deux courants se distinguent sensiblement. Le rapport au politique est plus ténu dans le cas de la sociologie des objets transversaux. En fait, celui-ci semble plutôt accidentel : on ne cherche pas systématiquement à aborder des thèmes d'intérêt d'un point de vue politique ou gouvernemental, mais on ne cherche pas non plus à les éviter. Il en résulte un rapport contingent au politique : dans certains cas l'objet de recherche recoupe les champs d'intervention de l'État, et dans d'autres non. D'autre part, le rôle de l'expert ne convient pas aussi bien aux

sociologues des objets transversaux, pour qui le terme *chercheur* s'applique probablement mieux. La nuance peut paraître subtile, mais le terme *expert* suppose un lien avec une certaine demande d'expertise, extérieure à la sociologie, alors que le courant des objets transversaux est plus centré sur les enjeux théoriques.

D'une certaine façon, la distinction entre ces deux courants se résume à un point essentiel : le déplacement de la finalité de la pratique sociologique. En apparence anodin, ce déplacement n'en provoque pas moins d'importants changements dans la pratique et dans l'écrit sociologique, inscrivant la sociologie des objets transversaux en rupture non seulement avec la sociologie des problèmes sociaux, mais avec toute la sociologie québécoise antérieure. La finalité de la pratique sociologique, qui s'était toujours située au cœur des enjeux sociaux contemporains de la société québécoise, se déplace vers des enjeux principalement théoriques. La principale tâche de la sociologie n'est plus de trouver des réponses aux problèmes sociaux concrets, mais de résoudre des énigmes théoriques.

Cela ne signifie pas que la sociologie ait été essentiellement empirique et qu'elle soit devenue, au tournant des années 1990, essentiellement théorique. La théorie, sociologique ou autre, a toujours occupé une certaine place dans la sociographie québécoise. Néanmoins, même dans les courants où elle occupait une place prépondérante, elle a toujours été placée au service d'une meilleure compréhension de la société et des enjeux sociaux et politiques de l'époque. Autrement dit, les enjeux théoriques y sont subordonnés aux enjeux sociopolitiques. C'est en cela que la sociologie s'est toujours montrée « engagée ».

Si les enjeux sociopolitiques conservent une certaine importance, ce sont les enjeux théoriques – mais pas nécessairement disciplinaires – sur lesquels on met désormais l'accent, parfois timidement, parfois résolument. Dans les courants antérieurs, la sociologie québécoise s'adresse, malgré une propension à la théorie parfois non négligeable, à tous ceux qui s'intéressent à la société québécoise et aux

enjeux qui la concernent; malgré la spécificité québécoise du cas qu'elle étudie, la sociologie des objets transversaux s'adresse à n'importe quel spécialiste international, sociologue ou autres, concerné par le thème en question. Autrement dit, les sociologues qui autrefois parlaient de sociologie aux Québécois parlent désormais du Québec aux sociologues et autres spécialistes internationaux.

Évidemment, les textes de sociologie ne comportent généralement pas de référence explicite à leurs destinataires, mais au-delà de la tendance reconnue à l'internationalisation²⁵⁸, il est clair que l'écrit sociologique adopte un style plus universel. L'importance du préambule théorique est manifeste à cet égard : ce sont des considérations théoriques, non plus des considérations sociopolitiques, qui permettent d'introduire le sujet et de formuler les interrogations initiales. Le rôle de la théorie se transforme : aussi complexe fut-elle, la théorie de référence servait principalement à orienter les questionnements à propos d'enjeux sociaux concrets vers une problématique proprement sociologique et à fournir le cadre d'une interprétation générale des observations sociohistoriques²⁵⁹; elle devient le terreau des questionnements sociologiques. La définition de tâche du sociologue se transforme par le fait même : la tâche principale, qui était d'étudier les problèmes sociaux, est désormais de résoudre des problèmes théoriques²⁶⁰. La régulation des pratiques sociologiques redevient, peut-être plus que jamais, principalement de type scientifique.

Les thèmes abordés continuent d'être diversifiés, comme dans la sociologie des problèmes sociaux : *discours politique, langues de travail, réformes politiques*,

²⁵⁸ Voir le chapitre III.

²⁵⁹ Le rapport entre la théorie et son objet est assurément beaucoup plus complexe que ne le laisse croire cette présentation réductrice, mais il s'agit surtout d'illustrer, en marge des considérations épistémologiques, les transformations dans l'approche sociologique québécoise.

²⁶⁰ En termes bourdieusiens, il s'agit d'un déplacement de la *libido* sociologique : l'intérêt spécifique du sociologue pour les enjeux sociaux se transforme en un intérêt spécifique pour les problèmes théoriques. (Sur la notion de libido, voir notamment Bourdieu, 1994 : 153.)

*générations, mouvement ouvrier, citoyenneté et exclusion*²⁶¹, etc. Chaque fois qu'un thème est abordé, il y a la nécessité de situer le travail de recherche dans (ou par rapport à) une branche de la sociologie ou des sciences sociales : *sociologie politique, sociolinguistique, théories sur l'État, théories du pouvoir et des idéologies, sociologie des intellectuels*, etc. Ces domaines sont généralement un croisement de la sociologie avec une autre discipline (*science politique, linguistique*) ou un ensemble de théories sur un thème qui suscite un intérêt multidisciplinaire. Dans ce contexte, la sociologie propose des contributions spécifiques dans un créneau de recherche qui ne repose plus sur des assises disciplinaires²⁶².

Les approches méthodologiques préconisées sont elles aussi très diversifiées : analyse de discours, analyse statistique, étude de cas, entrevues, tables rondes, analyse historique, etc. À l'instar de la sociologie des problèmes sociaux, la sociologie des objets transversaux met à profit des outils méthodologiques variés dans le cadre d'une pratique sociologique centrée sur la recherche. L'objectif premier, dans ce contexte, est de produire des données empiriques inédites qui contribuent à développer les connaissances sur une thématique donnée et, dans certains cas, de permettre une avancée théorique. Chaque contribution propose un cadre théorique adapté à la problématique qu'elle aborde, mais aucune perspective théorique particulière ne s'impose dans le courant.

Contrairement au courant des problèmes sociaux, où la diversité des objets et des problématiques de recherche ne se dément pas, une convergence thématique

²⁶¹ Ces thèmes sont recensés tels que présentés dans les articles et monographies concernées, en l'occurrence celles qui n'appartiennent pas à la déclinaison nationale identitaire, mais ne correspondent pas nécessairement aux thèmes qui ressortent de l'analyse des formes lexicales représentatives du courant.

²⁶² Bien que cette caractéristique ne soit pas évidente du point de vue lexical, ces créneaux reposent, selon toute vraisemblance, sur des réseaux, formels ou non, qui sont non seulement multidisciplinaires mais internationaux. Ce sont donc à la fois les bases disciplinaires et territoriales de la sociologie québécoise qui sont remises en question (voir le chapitre III).

s'observe à peu près à mi-chemin de la période couverte par la sociologie des objets transversaux. À partir de 1995, plusieurs contributions s'intéressent à la question de l'identité nationale, en mettant l'accent dans certains cas sur la nation, et dans d'autres sur la dimension identitaire. Cette convergence est suffisamment importante pour constituer une déclinaison spécifique, qui compte cinq articles et trois monographies (voir le tableau 9.22) :

Tableau 9.22 : Textes de la déclinaison nationale identitaire

Type	Année	Auteur	Titre
Monographie	1993	Fernand Dumont	<i>Genèse de la société québécoise</i>
Article	1995	Jean-Guy Lacroix	<i>La culture, les communications et l'identité dans la question du Québec</i>
Article	1995	Michel Freitag	<i>L'horizon social inacceptable d'un ékonomisme mondialisé</i>
Article	1995	Jacques Beauchemin	<i>Nationalisme québécois et crise du lien social</i>
Article	1997	Fernand Dumont	<i>Essor et déclin du Canada français</i>
Monographie	2002	Gilles Gagné et Simon Langlois	<i>Les raisons fortes : nature et signification de l'appui à la souveraineté du Québec</i>
Monographie	2002	Jacques Beauchemin	<i>L'histoire en trop : la mauvaise conscience des souverainistes québécois</i>
Article	2002	Victor Armony	<i>Des Latins du Nord ? L'identité culturelle québécoise dans le contexte panaméricain</i>

Exception faite de la monographie de Dumont (1993), les premières contributions à la déclinaison nationale identitaire sont publiées en 1995 dans la foulée du second référendum sur la souveraineté du Québec. Le lien entre cet événement et les textes de Beauchemin (1995), Freitag (1995) et Lacroix (1995) est sans équivoque, ceux-ci s'inscrivant explicitement sinon dans le débat, du moins dans la réflexion sur les enjeux référendaires. Les contributions de Gilles Gagné et Simon Langlois (2002) et de Beauchemin (2002) pourraient être qualifiées de « postréférendaires » au sens où elles abordent, chacune à leur manière, l'évolution de la pensée nationaliste et du projet souverainiste quelques années après la tenue du référendum. Les contributions de Dumont (1993, 1997) et de Victor Armony (2002), apparemment sans rapport avec cet événement, n'en contribuent pas moins à documenter les questions de la nation et de l'identité québécoise.

Sur le plan méthodologique, la déclinaison nationale identitaire respecte la tendance à la diversité observée dans la sociologie québécoise depuis les années 1980. Analyse historique, analyse de discours et analyse statistique sont les principales méthodes préconisées. Par contre, la déclinaison nationale identitaire n'est pas aussi empirique que le reste du courant. Plusieurs contributions présentent, notamment sous la forme de l'essai, des synthèses et des interprétations sociohistoriques. Seules les contributions de Gagné et Langlois (2002) et de Armony (2002) ont clairement pour objectif principal de présenter des données empiriques originales²⁶³.

Contrairement au courant des problèmes sociaux et aux autres contributions au courant des objets transversaux, qui étudient la société québécoise d'une façon trop spécifique pour qu'il s'en dégage une vision commune, il se manifeste dans la déclinaison nationale identitaire une vision de la société québécoise relativement consensuelle. Sans réduire la société québécoise à sa dimension identitaire, elle est principalement appréhendée à partir de ce que Dumont (1993 : 342 et suivantes) appelle la *référence*. La nation – et non la société – québécoise, comme référent identitaire, est produite (et reproduite) à partir de l'histoire (la mémoire), de la culture, des valeurs, des rationalisations et des représentations. C'est donc le discours qui constitue le matériau privilégié de la sociologie nationale identitaire, dont la filiation avec la sociologie de la société globale est manifeste²⁶⁴.

La sociologie de la société globale n'est toutefois pas la seule à trouver écho, sous une forme ou une autre, dans la déclinaison nationale identitaire. Les ponts que

²⁶³ Les contributions de Dumont (1993, 1997), qui amalgament analyse et interprétation historique de la représentation de la nation, pourraient être ajoutées à cette courte liste.

²⁶⁴ Les contributions de Dumont (1993, 1997), auteur influent de la sociologie de la société globale, ne sont certes pas étrangères à cette filiation, mais elles n'en constituent pas les seules assises.

crée cette déclinaison avec les courants antérieurs de la sociologie québécoise ne relèvent pas nécessairement d'une filiation théorique; ils peuvent concerner aussi bien des éléments de méthodologie que des objets d'étude ou des formes générales de la pratique sociologique. Outre les contributions de Dumont (1993, 1997) et de Beauchemin (1995, 2002) qui reprennent de la sociologie de la société globale un intérêt théorique pour les représentations de la nation et un intérêt empirique pour les discours sociaux qui y donnent accès, l'accent mis sur l'économie et sur les mécanismes de reproduction sociale des textes de Michel Freitag (1995) et de Lacroix (1995) n'est pas étranger à celui de la sociologie des luttes sociales. De même, certains aspects des articles de Lacroix (1995) et de Armony (2002) rappellent le rapport au politique de la sociologie des problèmes sociaux.

Ce faisant, la sociologie québécoise donne l'impression, pour la première fois, de reposer sur un certain cumul des connaissances sociologiques. En effet, jusqu'alors, les courants de la sociologie québécoise s'enchaînaient sans qu'une intégration des acquis des courants antérieurs n'assure une certaine continuité et une unité à la sociologie québécoise. De rares contributions à la sociologie des problèmes sociaux font référence à des courants antérieurs, mais davantage pour se situer dans un courant de pensée que pour y puiser des éléments de théorie. À l'inverse, la plupart des contributions à la sociologie nationale identitaire intègrent, explicitement ou non, des éléments propres à un ou plusieurs courants antérieurs. Sans prétendre à une intégration de la sociologie québécoise, il semble que la déclinaison nationale identitaire s'*inspire* de la sociologie québécoise d'une façon inédite.

Tout cela a pour effet de diluer les caractéristiques qui justifient l'appartenance de la déclinaison nationale identitaire au courant des objets transversaux. Les caractéristiques propres à ce courant sont présentes dans la déclinaison nationale identitaire prise dans son ensemble, mais pas nécessairement dans les contributions qui la composent considérées individuellement. La déclinaison nationale identitaire

présente donc un amalgame particulier de caractéristiques que, de toute évidence, le corpus à l'étude ne permet pas de mettre en perspective. Cette déclinaison, à l'instar du courant dans lequel elle s'inscrit, n'est pas close; il est très difficile, devant cet inachèvement, de formuler un jugement définitif sur le sens que prennent des observations nécessairement partielles²⁶⁵. L'interprétation qui suit, formulée à titre d'hypothèse générale, donne une cohérence d'ensemble aux éléments observés mais ne saurait être validée qu'en vertu d'investigations supplémentaires qui dépassent le cadre du présent travail de recherche.

Le thème de l'identité nationale est un objet transversal au même titre que les autres, si ce n'est de cette particularité de trouver chez les sociologues québécois, à cause de la spécificité du cas québécois, un contingent important des experts internationaux de la question nationale et de la question identitaire. Le fait que la *nation* soit, depuis les années 1960, à la fois un enjeu social et politique majeur pour la société québécoise et un enjeu théorique important pour la sociologie québécoise, place les sociologues québécois dans une position privilégiée pour l'étude de cet objet. En effet, la *nation* est la question centrale de la sociologie québécoise depuis la Révolution tranquille, et le seul thème pour lequel les sociologues québécois profitent d'un certain cumul de connaissances locales.

Les écrits québécois sur le thème de la nation sont d'ailleurs nombreux, compte tenu de l'intérêt traditionnellement porté à cette question non seulement par les sociologues québécois, mais par les historiens, démographes, politologues, etc. Ainsi, les sociologues de la déclinaison nationale identitaire ont cette particularité de bénéficier et de profiter de ce cumul de connaissances multidisciplinaires, au lieu de faire table rase des acquis du passé comme l'ont fait leurs prédécesseurs. La nature

²⁶⁵ Le choix de considérer la sociologie nationale identitaire comme une déclinaison du courant de la sociologie des objets transversaux semble approprié compte tenu des données disponibles. Toutefois, une analyse bénéficiant d'une meilleure perspective par rapport à ces publications récentes pourrait, dans quelques années, contredire cette évaluation.

même de la question nationale et des raisons conjoncturelles, qui ne sont certainement pas étrangères à l'intérêt qui lui est porté, appellent une façon d'appréhender ces objets qui, à rebours de la tendance initiée par les autres textes du courant, est par définition plus centrée sur des productions locales, appliquées et moins universelles²⁶⁶.

Ce faisant, toutefois, ils soustraient, en partie du moins, leur pratique à l'influence des grandes tendances sociologiques contemporaines. La déclinaison nationale identitaire ne résiste que partiellement à cette internationalisation, qui se traduit par la nécessité d'inscrire la problématique sociale dans le cadre plus large d'une problématique théorique qui la transcende. Les références de la sociologie nationale identitaire sont multidisciplinaires, mais elles sont principalement québécoises. De plus, compte tenu de l'importance sociale de l'enjeu, le déplacement de la finalité d'une problématique sociale vers une problématique théorique est beaucoup moins éloquent.

Toutes ces observations sont toutefois mises en perspective par le fait que le courant de l'étude des objets transversaux soit, selon toute vraisemblance, encore incomplet. Cela signifie que les traits caractéristiques de la sociologie des objets transversaux s'expriment inégalement dans les contributions prises individuellement. Par contre, le fait que les contributions à la déclinaison nationale identitaire soient celles où les caractéristiques du courant s'expriment imparfaitement, alors qu'elles sont nettement plus affirmées dans les autres contributions, laisse croire que la nature de la problématique est une cause importante de cette différence.

Le manque de perspective ne permet pas de juger dans quelle mesure les tendances qui apparaissent avec la sociologie des objets transversaux s'affirmeront dans l'avenir, ou si des recherches ultérieures apporteront des nuances à cette

²⁶⁶ C'est-à-dire plus centrée sur le « cas québécois ».

interprétation. Si toutefois la tendance actuelle s'affirme, l'attention des sociologues québécois se portera de plus en plus sur des objets dont la pertinence sociale est secondaire. Dans ce contexte, le principal intérêt de la spécificité québécoise est de fournir à la problématique de recherche, définie d'abord et avant tout en termes théoriques, un cas empirique qui réponde parfaitement aux nécessités du cadre d'analyse.

9.8 Conclusion

Ce chapitre a été consacré à la présentation de la sociologie québécoise de 1943 à 2003, qui se divise en six courants. Deux d'entre eux chevauchent les frontières de la période observée et ne sont donc pas complets dans le corpus. Trois textes offrent un bref témoignage d'une sociologie doctrinale qui a connu son apogée avant 1943. Avec la création du premier département de sociologie à l'Université Laval naît le courant de la sociologie de la modernisation, puis celui de la sociologie de la société globale au tournant des années 1960. Ceux-ci sont remplacés, dans les années 1970, par la sociologie des luttes sociales et la sociologie des problèmes sociaux. Enfin, apparaît à la fin des années 1980 le courant de la sociologie des objets transversaux, qui n'est probablement pas encore clos à la fin de la période observée.

Cette présentation, qui repose sur l'analyse lexicométrique et sur la lecture du corpus, est d'abord et avant tout une interprétation des convergences observées entre les articles et monographies qui composent le corpus. Il s'agissait principalement d'expliquer en quoi ces regroupements sont pertinents et significatifs, au-delà de la simple convergence lexicale. Ce faisant, c'est le contenu des écrits sociologiques qui est interpellé : thèmes, approches méthodologiques, perspectives théoriques, etc. Toutefois, les convergences observées ne concernent que rarement

les constats, les résultats ou les découvertes de la recherche sociologique. Est-ce-à-dire que le legs de la sociologie québécoise repose d'abord sur ses prémisses, c'est-à-dire sur ce qu'elle sait déjà, plutôt que sur ce qu'elle découvre ? Il semble en effet que les sociologues québécois s'entendent davantage sur le point de départ de leur démarche que sur le point d'arrivée, mais soutenir une telle affirmation ne rendrait pas justice à la production de connaissances sociologiques, qui se prête tout simplement moins à la synthèse.

La prochaine étape de l'analyse consiste à observer l'évolution historique de la sociographie québécoise d'un point de vue chronologique, afin de comprendre les dynamiques sociales et autres facteurs conjoncturels qui accompagnent l'enchaînement des courants. Il s'agit donc de reprendre les éléments du cadre théorique et du cadre d'analyse, en premier lieu les perspectives théoriques kuhnienne et bourdieusienne, pour analyser et interpréter cette évolution. C'est ce qui fait l'objet du prochain chapitre.

CHAPITRE X

LA NÉCESSITÉ ET LA CONTINGENCE : VIE ET MORT DU CHAMP SOCIOLOGIQUE QUÉBÉCOIS

La sociographie québécoise de 1943 à 2003 se divise en six courants qui, dans la plupart des cas, se chevauchent dans le temps. Le chapitre précédent, consacré à l'analyse et à la description de chacun de ces courants considérés individuellement, ne pouvait faire l'économie d'une certaine comparaison, dans la mesure où les courants en question se définissent en bonne partie par les contrastes et les distinctions en fonction desquels ils se démarquent les uns des autres. Il s'agit maintenant d'insister davantage sur la relation entre les courants, en adoptant une perspective chronologique, plus centrée sur l'évolution historique de la sociographie. Les courants sociologiques ne se restreignent pas à des périodes temporelles définies arbitrairement, mais il est possible de faire une lecture chronologique de l'évolution historique de la sociographie québécoise, de façon à comprendre les dynamiques du champ sociologique propres à chaque période.

C'est à cette analyse chronologique que la première partie de ce chapitre est consacrée. Elle donne lieu à une interprétation qui met à profit les concepts kuhnien et bourdieusien dont il a été question dans l'élaboration du cadre théorique. Suit une analyse de l'influence de certains facteurs externes dans l'évolution du champ sociologique, en l'occurrence les événements marquants de l'histoire québécoise, les politiques publiques en matière de science et les influences théoriques étrangères. La nature des données récoltées ne permet pas d'établir de liens causaux entre ces facteurs externes et la sociographie. Il s'agit plutôt de proposer une exploration des cooccurrences qui semblent les plus significatives afin

d'en dégager une interprétation générale du rapport du champ sociologique québécois à son environnement.

10.1 Analyse chronologique

10.1.1 Les années 1940 et 1950

Deux courants de la sociologie québécoise se chevauchent dans les années 1940 et 1950. Ces deux courants sont toutefois à des stades très différents au début de la période observée : le courant de la sociologie doctrinale est en déclin rapide, si bien que seuls trois textes du corpus témoignent de sa présence. Au contraire, la sociologie de la modernisation est en pleine émergence : la création du Département de sociologie de l'Université Laval et la publication du programme de recherche de Hughes (1943) marquent le début d'une toute nouvelle sociologie qui suscite énormément d'enthousiasme²⁶⁷. Dans ce contexte, la transition entre ces deux courants s'effectue pratiquement de façon automatique.

Les sociologues doctrinaux sont rapidement exclus du champ sociologique avec la création du Département de sociologie de l'Université Laval. Cette exclusion s'effectue, selon toute vraisemblance, dans un contexte peu conflictuel. Les traces de propos témoignant d'une stratégie visant à « constituer un adversaire » et à le disqualifier existent, mais elles sont trop peu nombreuses dans le corpus pour laisser croire à une entreprise délibérée, organisée et systématique. Il ne s'agit

²⁶⁷ L'ouvrage de l'anthropologue Horace Miner (1985), originalement publié en 1939 sous le titre *Saint-Denis, a French-Canadian Parish*, pourrait être considéré comme précurseur de ce courant.

certainement pas d'une caractéristique du courant de la sociologie de la modernisation.

En fait, les jeunes sociologues n'avaient pas à disqualifier les sociologues doctrinaux parce que ceux-ci se sont exclus eux-mêmes du champ sociologique. La sociologie doctrinale témoigne d'un intérêt sans équivoque pour la pratique et l'enseignement du service social, mais de très peu d'intérêt pour la recherche sociologique. Les liens étroits entre la sociologie, axée sur la production de connaissances, et le service social, axé sur l'intervention, de même que les frontières poreuses entre les départements responsables de l'enseignement de ces deux disciplines, ont offert une autre voie aux sociologues doctrinaux. La nouvelle définition de la pratique proposée par le courant de la sociologie de la modernisation leur plaisait, même si elle les disqualifiait, parce qu'elle leur permettait de faire autre chose, en l'occurrence la promotion et l'enseignement du service social.

En d'autres termes, la création de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval comprenant notamment un Département de sociologie et une École de service social consacre en quelque sorte le schisme de ces deux disciplines autrefois confondues en une seule. Les sociologues doctrinaux qui appelaient de leurs vœux le développement d'une approche positive en sociologie ne souhaitaient pas devenir des chercheurs; ils voulaient que d'*autres* développent le savoir empirique sur lequel fonder la pratique du service social qu'ils appliqueraient et enseigneraient. C'est ce qui explique l'absence de résistance dans la « capitulation » des sociologues doctrinaux. Ceux-ci ne perdaient pas leur capital ni leur position dominante dans le champ : ils les convertissaient dans un autre champ en émergence²⁶⁸.

²⁶⁸ Le cadre du présent travail de recherche ne permet que de spéculer sur la nature du champ où les sociologues doctrinaux utilisent désormais leur capital, mais il est évident qu'il ne s'agit plus du champ sociologique.

Pendant ce temps, la sociologie de la modernisation installe un cadre pour la pratique de la sociologie au Québec qui a toutes les apparences d'un paradigme. Bien qu'il ne s'agisse toujours pas de considérer les courants comme des paradigmes, pour toutes les raisons évoquées au chapitre VII, le fait de préférer la notion de courant au concept de paradigme ne disqualifie pas pour autant toute interprétation en termes kuhnien. L'enchaînement des courants de la sociographie québécoise, même s'il ne s'y limite pas plus qu'il n'y est contraint, peut s'effectuer en fonction d'une certaine logique paradigmatique. Ainsi, appréhender l'enchaînement des courants à l'aune des concepts kuhnien offre un cadre interprétatif intéressant des changements dans la sociographie québécoise.

Le *Programme de recherches sociales pour le Québec* de Hughes (1943) produit en quelque sorte l'effet d'un paradigme en proposant le cadre théorique qui génère des énigmes que les chercheurs sont appelés à résoudre. Comme le paradigme, il occasionne un épisode de science normale, au sens où il permet aux chercheurs de se concentrer sur les questions empiriques sans avoir à se soucier des considérations théoriques. Les chercheurs se livrent donc à des enquêtes monographiques qui apportent des éléments de réponse aux questions fondamentales qui concernent la modernisation de la société canadienne-française. Survient toutefois une anomalie alors que Garigue (1956) remet en question la validité du cadre théorique qui était jusqu'alors pris pour acquis.

10.1.2 Les années 1960 et 1970

Une crise, selon la perspective kuhnienne, donne lieu à un épisode de science extraordinaire qui doit se solder ultimement soit par un retour au *statu quo*, soit par une révolution scientifique. Dans la seconde moitié des années 1950, un débat s'engage dans le courant de la modernisation qui discrédite largement la position

alors dominante. Une discussion de nature théorique s'engage donc dans l'objectif de trouver une orientation satisfaisante susceptible de générer de nouvelles énigmes et un nouvel épisode de science normale. Un nouveau concept, celui de société globale, proposé dans la foulée de ce débat, génère un nouveau consensus.

Toutefois, ce nouveau consensus ne disqualifie pas complètement la sociologie de la modernisation, qui continue d'être pratiquée sur un mode essentiellement empirique. D'autre part, les contributions au courant de la sociologie de la société globale se concentrent sur la dimension théorique. Il n'y a dans le corpus que très peu de traces de la matérialisation de ces discussions théoriques sous forme de recherches empiriques effectives. Autrement dit, dans le champ sociologique québécois des années 1960, deux sociologies se côtoient en évoluant sur des trajectoires parallèles : d'une part des recherches empiriques qui, par inertie, continuent de reposer sur un cadre théorique obsolète ; d'autre part un cadre théorique consensuel qui ne génère pas, du moins en apparence, de programme de recherche empirique.

Ce hiatus entre l'empirie et la théorie dans la sociologie des années 1960 s'explique par l'introduction d'un nouvel habitus. La sociologie de la société globale propose une double révolution dans la pratique sociologique : elle redéfinit la *nature* et la *place* du travail empirique dans la sociologie. Tout d'abord, l'importance du travail de réinterprétation historique dans plusieurs textes de la sociologie de la société globale suggère que le travail empirique y soit effectué non pas sur le terrain, mais *dans les livres*. L'intérêt pour les représentations collectives engage les sociologues dans la voie de l'étude du discours que la société québécoise tient sur elle-même. Ce discours se trouve essentiellement dans la littérature : dans les romans, dans les livres d'histoire, etc. La sociologie jadis pratiquée « avec les pieds », sur le plancher des vaches, repose désormais sur les rayons des bibliothèques universitaires.

Une autre caractéristique, commune à la sociologie de la société globale et à la sociologie des luttes sociales, permet de générer une hypothèse complémentaire. Dans ces courants, particulièrement dans les articles, apparaissent des références à des travaux de recherche empirique, menés par les auteurs ou par des collaborateurs, dont les résultats sont publiés (ou à être publiés) d'autre part. Dans certains cas, les articles où apparaissent ces références sont présentés comme un extrait des travaux en cours. Ces deux courants, faut-il le rappeler, ne comprennent qu'à titre exceptionnel des contributions dont l'objectif principal est de présenter des données d'enquête originales. Il semble que dans ces deux courants, l'article n'ait pas la fonction de présenter des données, mais des orientations de recherche, de débattre de positions théoriques, ou encore de proposer des interprétations ou des synthèses analytiques. Cela ne signifie pas nécessairement que les professeurs ne font plus de recherche, mais que l'article n'est plus le lieu privilégié de la présentation détaillée des résultats empiriques.

De façon plus générale, il semble que la collecte de données empiriques occupe une place de moins en moins importante dans l'activité de recherche des sociologues. Plusieurs caractéristiques des textes du courant de la sociologie de la société globale témoignent de ce changement : nombreuses discussions théoriques et conceptuelles, ton spéculatif et prescriptif, efforts de synthèse, interprétation historique, déclin des enquêtes de terrain, diminution de la référence aux données, etc. La collecte des données est une dimension de l'activité de recherche qui est parfois laborieuse sans être particulièrement prestigieuse. La publication, qui confère le capital sociologique, n'a pas nécessairement à reposer sur des données empiriques.

Ainsi, la sociologie de la société globale en vient à promouvoir une pratique de la sociologie où le poste de professeur universitaire n'est plus le lieu principal de la recherche empirique, du moins pas celle pratiquée « avec les pieds ». Le poste de professeur universitaire devient, dans les années 1960, le lieu de la discussion des

enjeux théoriques, méthodologiques et épistémologiques liés à l'élaboration du programme de recherche, mais pas de sa mise en œuvre. Il est aussi le lieu de la synthèse, de la formulation des explications globales. En somme, la définition dominante de la pratique sociologique proposée par la sociologie de la société globale, et qui finira par s'imposer, se consacre de moins en moins à la recherche empirique, qui repose en bonne partie sur des aptitudes techniques qui supposent un niveau moins élevé d'incertitude dans la tâche. Le travail de recherche du sociologue universitaire est accaparé par la théorie, la synthèse, l'interprétation et, ensuite, par une démarche empirique qui prend surtout la forme d'une herméneutique de l'histoire.

La transition entre la sociologie de la modernisation et la sociologie de la société globale semble s'effectuer sans heurt. En fait, ces deux courants se côtoient pendant une décennie et une bonne partie des auteurs de la sociologie de la société globale ont contribué – ou continuent de contribuer – à la sociologie de la modernisation. Essentiellement, la configuration du champ sociologique demeure la même et le changement d'habitus ne bouleverse pas les rapports de forces en son sein. La situation est différente au tournant des années 1970 alors qu'un nouveau contingent de jeunes sociologues s'introduit dans le champ sociologique et tente de s'y tailler une place. Malgré la vive opposition qu'elle lui manifeste à plusieurs niveaux, notamment sur le plan théorique, la sociologie des luttes sociales se conforme parfaitement au nouvel habitus introduit par la sociologie de la société globale. C'est plutôt autour d'enjeux théoriques que se négocie la redistribution du capital au sein du champ dans les années 1970 provoquée par l'arrivée des sociologues de l'UQÀM.

La configuration du courant de la sociologie des luttes sociales est particulière. Celui-ci s'étend sur une décennie, mais 10 des 13 textes qui le composent ont été publiés dans ses 3 dernières années. En fait, n'eut été du texte de Gilles Bourque et Nicole Laurin-Frenette (1970), ce courant aurait été beaucoup plus concentré dans le

temps. Produit par deux auteurs de l'UQÀM²⁶⁹, cet article n'a pas été publié dans une des revues départementales considérées; il a plutôt été ajouté au corpus en vertu des nombreuses références dont il faisait l'objet dans les textes déjà sélectionnés. La procédure exceptionnelle en fonction de laquelle ce texte a été ajouté au corpus a donc modifié significativement la période couverte par la sociologie des luttes sociales. Loin de déformer l'enchaînement des courants de la sociologie québécoise, cette addition permet d'illustrer les dynamiques à l'œuvre dans le champ sociologique au moment de la fondation de l'UQÀM.

Le courant de la sociologie des luttes sociales trouve son origine dans cette nouvelle institution universitaire. Lors de la fondation du Département de sociologie de l'UQÀM, les professeurs qui y sont embauchés ne possèdent pas le capital de ceux qui œuvrent déjà depuis un certain temps dans les deux autres universités francophones du Québec. À ce moment, les sociologues affiliés à cette institution ont peu accès aux revues départementales des autres universités, et ils sont soumis, dans leur volonté de publier dans ces revues, aux orientations éditoriales et aux critères d'évaluation définis par d'autres. Cette situation est peu propice à la publication d'articles en rupture avec les grandes tendances de la sociologie telle que pratiquée à l'Université Laval ou à l'Université de Montréal. Or, les sociologues de l'UQÀM adoptent justement une perspective sociologique qui remet en question les orientations antérieures, particulièrement celles des sociologues de Laval.

Dans la première moitié des années 1970, les sociologues de l'UQÀM, qui préconisent l'approche structuro-marxiste, publient leurs articles dans d'autres revues que les revues sociologiques québécoises. Malgré leur absence des principales revues sociologiques, ils s'imposent dans le champ sociologique et obligent leurs collègues de l'Université Laval et de l'Université de Montréal à réviser

²⁶⁹ Nicole Laurin-Frenette a travaillé à l'UQÀM avant de se joindre à l'Université de Montréal en 1980.

leurs positions théoriques. Les sociologues de l'Université de Montréal se convertissent en partie à la sociologie telle que pratiquée à l'UQAM : ils s'intéressent eux aussi aux luttes sociales, mais ils le font dans une perspective théorique différente. Les sociologues de l'Université Laval, au contraire, délaissent les grands débats théoriques pour revenir à une sociologie beaucoup plus empirique, qui s'inscrit dans un nouveau courant : celui de l'étude des problèmes sociaux.

La sociologie de la société globale et la sociologie des luttes sociales apparaissent toutes deux confiantes, ambitieuses, voire immodestes. Cette impression est peut-être exacerbée par le contraste que provoquent avec celles-ci, de part et d'autre, la sociologie de la modernisation et la sociologie des problèmes sociaux, plus circonspectes. Ces caractéristiques n'ont rien à voir avec la qualité des travaux ou des analyses proposées, mais relèvent plutôt de la perception du rôle social de la sociologie. Les sociologues de la société globale et des luttes sociales semblent persuadés que la sociologie – *leur* sociologie – joue un rôle déterminant dans le développement sociohistorique de la société québécoise dans son ensemble. Les présupposés théoriques sur lesquels ils fondent leur pratique ne sont certainement pas étrangers à cette perception : ces sociologies accordent une place prépondérante à la connaissance et à l'interprétation du social-historique comme facteur déterminant de l'évolution des sociétés.

Cette impression relève de plusieurs facteurs : le choix des thèmes ou des objets de recherche, l'ampleur de la perspective sociohistorique, les présupposés théoriques et épistémologiques, mais aussi – et peut-être surtout – le style préconisé. Les appels à l'engagement, par exemple, témoignent d'une grande assurance quant à l'importance et au caractère significatif du travail du sociologue. Il semble en effet que la sociologie ait joui d'une grande crédibilité dans les années 1960 et 1970, autant auprès des autres disciplines des sciences sociales que dans la société québécoise en général. Le champ sociologique québécois occupait une position dominante par rapport aux autres sciences sociales dans le champ du pouvoir. La

sociologie était perçue, par les décideurs, comme un outil efficace pour l'exercice du pouvoir²⁷⁰ et plusieurs sociologues sont appelés à y participer, notamment à travers des commissions d'enquêtes gouvernementales²⁷¹. Dans les années 1940 et 1950, les ambitions sociales et politiques de la sociologie de la modernisation étaient beaucoup plus modestes²⁷². Dans les années 1980, la sociologie continue de s'intéresser aux politiques publiques, mais a de toute évidence perdu de sa superbe.

10.1.3 Les années 1980, 1990 et 2000

Selon ce dont témoignent les contributions au courant de la sociologie des luttes sociales et à celui de la sociologie des problèmes sociaux, la nature du capital sociologique et le type de régulation des pratiques se sont transformés profondément dans la transition de l'un à l'autre. Pour établir sa crédibilité dans le champ sociologique, le sociologue des luttes sociales mise d'abord sur l'indéfectibilité de son engagement social et militant²⁷³, puis sur la maîtrise du cadre théorique – principalement dans le cas de la déclinaison structuro-marxiste –, sur la qualité de l'argumentation et sur la pertinence de l'interprétation proposée. Dans le

²⁷⁰ Par exemple, le rôle de la sociologie et des sociologues dans le projet de développement du BAEQ est déterminant. Le documentaire *Le rêve des sociologues* de Jacques Faure (1983) témoigne de l'état d'esprit qui animait les sociologues impliqués dans ce projet et de la confiance accordée aux sciences sociales et à la sociologie comme mode de connaissance et d'intervention sur la société.

²⁷¹ Par exemples : Guy Rocher est membre de la Commission Parent de 1961 à 1966, Marcel Rioux préside la Commission d'enquête sur l'enseignement des arts dans la province de Québec de 1966 à 1969 (Duchastel, 1981 : 116), Fernand Dumont préside la Commission d'étude sur les laïcs et l'Église de 1968 à 1970 et collabore avec Guy Rocher, alors sous-ministre, à la rédaction d'un livre blanc sur la culture qui se concrétisera à travers la Loi 101 (Gagné et Warren, 2003 : 203).

²⁷² Les sciences sociales ne jouissaient certainement pas du même prestige aux yeux du gouvernement québécois sous le règne de Duplessis.

²⁷³ Dans la déclinaison structuro-marxiste, la nécessité pour le sociologue d'appuyer la classe ouvrière et de participer à la lutte du prolétariat relève de la même évidence que l'humanisme chrétien de la sociologie doctrinale.

cas du sociologue des problèmes sociaux, sa crédibilité repose principalement sur la neutralité axiologique et sur la maîtrise des outils méthodologiques qui lui permettent de mener à bien une enquête sociologique. Si la pertinence sociale conserve une importance certaine, le choix du thème de recherche, dans la mesure où il respecte ce critère général, est secondaire.

À partir des années 1980, la sociologie québécoise apparaît beaucoup plus cloisonnée. Dans le corpus, les traces de discussions entre les sociologues disparaissent pratiquement avec la sociologie des problèmes sociaux. Jusque dans les années 1970, les écrits sociologiques témoignent d'une certaine proximité entre les sociologues : il est évident qu'ils connaissent bien les travaux de leurs collègues, dont ils font souvent mention. Ces références prennent parfois la forme de critiques, comme dans l'exemple des échanges entre Philippe Garigue et Marcel Rioux à la fin des années 1950 ou celui de Gilles Bourque et Nicole Laurin-Frenette à propos des travaux de Fernand Dumont, Marcel Rioux et Jacques Dofny²⁷⁴. Dans d'autres cas, les textes présentent des traces d'échanges directs entre les sociologues. C'est le cas par exemple de l'article de Gagnon (1978)²⁷⁵ et de plusieurs articles publiés dans les années 1960 par la revue *Recherches sociographiques*²⁷⁶.

Cette impression d'une certaine intimité dans la communauté des sociologues disparaît dans les contributions à la sociologie des problèmes sociaux. La spécialisation qui caractérise ce courant et celui des objets transversaux

²⁷⁴ Bourque et Laurin-Frenette (1970) font surtout référence à un texte de Dofny et Rioux (1962), *Les classes sociales au Canada français*, qui ne figure pas dans le corpus.

²⁷⁵ Gagnon (1978 : 108 et 112) fait référence à d'autres articles du même numéro de la revue *Sociologie et sociétés* où son article est publié, notamment à celui de Bélanger et Saint-Pierre (1978) qui fait partie du corpus, dans des termes qui témoignent d'une certaine collégialité.

²⁷⁶ Plusieurs auteurs ayant publié dans cette revue parlent de leur *exposé* ou de leur *communication* plutôt que de leur article. Ces articles étaient en effet tirés de colloques organisés par la revue, dont font explicitement mention notamment Dumont (1962 : 277), Brazeau (1966 : 151) et Fortin (1968 : 12). Ces colloques étaient pour les sociologues québécois l'occasion d'échanger de vive voix sur leurs travaux respectifs.

s'accompagne d'un cloisonnement dans le travail des sociologues. Évidemment, il est difficile de tirer des conclusions sur les rapports qu'entretiennent les sociologues québécois entre eux simplement à partir du corpus à l'étude, mais dans les textes qui le constituent, ces liens se limitent, le cas échéant, à la référence et à la citation, au même titre que n'importe quelle source documentaire²⁷⁷. Les écrits de la sociologie des problèmes sociaux et des objets transversaux étant plus spécialisés et plus nombreux, on y considère surtout les travaux qui s'inscrivent dans le même créneau. Dans ce contexte, les collègues québécois ne bénéficient d'aucun traitement de faveur.

Il en résulte l'impression d'une indifférence croissante à l'endroit de la sociologie québécoise, au profit d'un intérêt pour des sociologies spécialisées. Cela se traduit par des transitions entre les courants dont la pertinence ou la justification ne s'inscrit pas dans le corpus. Lors de l'émergence de la sociologie de la modernisation, de la sociologie de la société globale et de la sociologie des luttes sociales, le nouveau courant justifie sa présence en évoquant plus ou moins subtilement les lacunes du courant précédent : que ce soit la nécessité de la recherche chez Hughes (1943), « la notion de "société globale" [qui] apparaît de plus en plus comme nécessaire » chez Dumont (1962 : 277) ou le caractère « scientifiquement douteux et politiquement suspect » (Van Schendel cité par Bourque et Laurin-Frenette, 1970 : 14) de la problématique idéaliste selon Bourque et Laurin-Frenette (1970), la pertinence d'un nouveau courant apparaît toujours par rapport à la sociologie préexistante.

À l'inverse, le courant de la sociologie des problèmes sociaux et le courant de la sociologie des objets transversaux apparaissent sans prendre position par rapport à

²⁷⁷ Cet argument est essentiellement qualitatif. Le logiciel *Lexico 3* ne permet pas d'analyse exploratoire des références, puisque celles-ci sont considérées comme des formes lexicales ordinaires. Ce n'est donc pas le nombre de citation qui importe, mais la façon dont les sociologues font référence aux travaux de leurs collègues québécois.

la sociologie antérieure. Ces courants naissent hors contexte, sans avoir à justifier leur inscription dans la sociographie québécoise, comme si leur pertinence relevait d'une telle évidence qu'elle n'avait pas à être évoquée. Aucune trace des rapports dans le champ sociologique québécois n'y transparait, comme si les luttes au sein du champ n'avaient subitement plus leur place dans la sociographie, comme si elles n'existaient plus²⁷⁸ ; comme s'il n'y avait plus d'enjeu spécifique au champ sociologique québécois ; comme si le champ sociologique québécois et ses enjeux étaient subsumés dans un champ à la fois international et multidisciplinaire, dont les divisions significatives ne s'établissent plus sur des bases territoriales ou disciplinaires, mais sur une base thématique ; comme si l'internationalisation de la sociologie québécoise rendait la notion de champ sociologique québécois inopérante.

Les limites inhérentes au matériau privilégié dans la présente recherche ne permettent pas de tirer de conclusions définitives sur les dynamiques du champ sociologique québécois, mais il est clair que la sociographie ne constitue plus le lieu d'échange et de débats privilégié des sociologues. Dans la mesure où le postulat sur lequel toute cette démarche de recherche repose s'avère, à savoir que les dynamiques propres au champ sociologique québécois laissent des traces dans le corpus²⁷⁹, alors la conclusion qui s'impose est que le champ sociologique québécois n'est plus un espace social significatif. Cela ne signifie pas que la pratique de la sociologie au Québec ne s'inscrive plus dans l'espace d'un champ, mais bien que celui-ci n'est plus circonscrit à la discipline sociologique et/ou au territoire québécois.

²⁷⁸ Une « désubjectivation » ou une « dépersonnalisation » du discours sociologique, où « le style doit être impersonnel et minimiser la référence aux acteurs sociaux et à leurs croyances de manière à produire toutes les apparences de l'objectivité » (Bourdieu, 2001a : 49), est peut-être à l'œuvre dans la sociographie québécoise, mais ne représente certainement pas une tendance suffisamment lourde pour expliquer la disparition des traces des rapports dans le champ. La place toujours importante de l'essai dans la sociographie québécoise minimise cette dépersonnalisation.

²⁷⁹ Comme c'était effectivement le cas dans les courants de la sociologie de la modernisation, de la sociologie de la société globale et dans la sociologie des luttes sociales.

Cet effacement du champ sociologique québécois s'effectue en deux temps : d'abord par la spécialisation de la sociologie québécoise dans les années 1980, puis par sa subsumption dans des réseaux multidisciplinaires et internationaux dans les années 1990. La sociologie des années 1980, principalement constituée par les contributions au courant des problèmes sociaux, est donc une sociologie de transition. Les termes « relativisme absolu », « éclectisme » ou « *no man's land* théorique »²⁸⁰ utilisés pour décrire cette période témoignent d'un désarroi par rapport à une pratique en profonde transition, ayant abandonné ses repères traditionnels sans que de nouveaux repères n'aient été mis en place. La communauté sociologique québécoise s'effrite sans que les nouveaux réseaux soient effectifs²⁸¹.

Dans ce contexte, la transition entre la sociologie des problèmes sociaux et la sociologie des objets transversaux est une reconfiguration de l'espace social dans lequel s'inscrivent les sociologues québécois. La nature précise de cette reconfiguration échappe largement au cadre de cette recherche, mais tout porte à croire qu'il s'agisse d'un phénomène à la fois supradisciplinaire et supranational²⁸². Concrètement, pour la sociographie québécoise, cette reconfiguration se traduit par un changement important : dans la sociologie des objets transversaux, le critère de pertinence sociale est remplacé par celui de pertinence théorique dans le choix d'une problématique de recherche.

²⁸⁰ Voir la section 7.4.4.

²⁸¹ L'explosion des publications de groupes de recherche au tournant des années 1990 constatée au chapitre VIII (section 8.4.3) est un indice de la reconfiguration des réseaux de chercheurs.

²⁸² Les observations effectuées dans le corpus à l'étude peuvent facilement être interprétées dans les termes proposés par les modèles présentés au chapitre III (*Mode 2, Triple hélice*, etc.), avec lesquelles elles s'accordent généralement, mais n'en constituent pas pour autant la preuve empirique de leur validité.

Les observations sur la sociologie des objets transversaux confirment en partie les tendances que la revue de la littérature permettait d'anticiper²⁸³. La sociologie québécoise des années 1990 et 2000 se caractérise en effet par une spécialisation, une fragmentation, un empirisme et un éclectisme qui sont tout à fait cohérents avec une interprétation en termes d'internationalisation, d'interdisciplinarité et de « montée des hyper-réseaux ». La fin des « grands intellectuels » et des « méta-récits » s'accorde aussi avec ces observations, de même qu'avec le changement dans la définition dominante de la pratique sociologique au profit des experts puis des chercheurs.

La primauté accordée à la pertinence théorique concorde avec l'idée d'une redéfinition des priorités, des critères d'évaluation et des pratiques de diffusion, mais s'inscrit en faux par rapport aux interprétations en termes d'instrumentalisation, d'augmentation de la recherche orientée et des impératifs de rentabilité et de transferts de connaissances pour la sociologie. Le choix des thèmes de recherche est-il davantage subordonné aux grandes orientations ministérielles et aux intérêts dictés par le financement privé de la recherche ? Cette question perd sa pertinence dans le contexte où la sociologie subordonne plutôt le choix des thèmes de recherche au choix d'une problématique théorique. Alors que la sociologie accorde davantage d'importance à la résolution des énigmes théoriques générées par le paradigme dans lequel elle s'inscrit, au détriment des problèmes sociaux concrets, il semble au contraire qu'elle s'éloigne des demandes sociales et des besoins du marché.

Voici donc posées les balises chronologiques de l'évolution historique de la sociographie québécoise. Avant d'observer les cooccurrences entre les changements marquants de la sociographie et des facteurs externes, il convient de formuler un bref commentaire sur les analyses des périodes de la sociologie

²⁸³ Voir notamment la section 7.4.5.

québécoise proposées par Fournier et Houle (1980) et par Bourque (1993) dont il a été question à plusieurs reprises dans les chapitres précédents. Bien qu'il y ait de toute évidence non correspondance entre les courants et les périodes, ces analyses sont néanmoins pertinentes dans la mesure où elles circonscrivent les courants dominants dans chaque période observée. En effet, bien qu'un tel découpage soit un peu réducteur, la sociologie de la modernisation domine la période 1943 à 1960, la sociologie de la société globale domine la décennie 1960 et la sociologie des luttes sociales domine la décennie 1970. Il est désormais possible d'ajouter que la sociologie des problèmes sociaux domine la décennie 1980 et que la sociologie des objets transversaux domine depuis la décennie 1990.

10.2 Les facteurs externes

Il s'agit enfin, dans la seconde partie de ce dernier chapitre d'analyse, d'observer les facteurs externes susceptibles d'avoir influencé l'évolution historique de la sociologie québécoise et de sa production sociographique. Les principaux facteurs sur lesquels il convient de porter une attention particulière, tels qu'identifiés dans le chapitre consacré à l'élaboration du cadre d'analyse, sont les événements sociohistoriques, les politiques publiques en matière de science et les influences théoriques internationales. Dans chaque cas, l'objectif n'est pas d'établir des liens de cause à effet entre un facteur donné et un changement de la pratique sociologique, mais d'explorer empiriquement la présence de cooccurrences potentiellement significatives.

10.2.1 Les événements sociohistoriques

Plusieurs événements importants de l'histoire du Québec sont abordés dans le corpus, mais il s'agit ici de mettre l'accent sur les événements qui ont possiblement joué un rôle dans les transformations sociographiques observées précédemment. À ce titre, cinq événements apparaissent dignes de mention : la Révolution tranquille, la crise d'octobre, la montée du Parti québécois, le référendum sur la souveraineté-association de 1980 et le référendum sur la souveraineté de 1995. Bien qu'il soit impossible de statuer sur la nature exacte des liens entre ces événements et le corpus, encore moins d'établir des relations de cause à effet, il est intéressant d'observer ces coïncidences qui prennent chacune une forme différente.

La Révolution tranquille débute avec l'élection du Parti libéral dirigé par Jean Lesage en juin 1960 (Provencher, 1997 : 274-275)²⁸⁴. La vision de la société québécoise mise de l'avant par la sociologie de la modernisation s'accorde mal au mouvement de modernisation de l'État québécois et à toutes les transformations sociales qui l'accompagnent. La sociologie de la société globale tourne le dos à cette vision rurale et traditionnelle de la culture canadienne-française au moment où le Québec cherche à sortir de « la grande noirceur ». Alors même que la société québécoise se dote des outils qui lui permettent d'être maîtresse de son propre destin, la sociologie appréhende le Québec comme une société qui s'autoproduit et qui se définit elle-même. Pendant que la société québécoise redéfinit son avenir et que tout devient possible, la sociologie cherche à renouveler la perception du passé en proposant de nouvelles interprétations historiques.

²⁸⁴ Il ne s'agit pas de discuter la datation précise, la nature ou l'interprétation des événements historiques dont il est fait mention dans cette section, mais d'évoquer ces événements tels qu'ils sont généralement admis.

Sur le plan lexical, il n'est pas question de la Révolution tranquille avant 1968 dans le corpus à l'étude. Par la suite, ce groupe de formes lexicales fait l'objet d'une utilisation relativement fréquente et assez constante jusqu'à la fin de la période observée. Le segment répété « révolution tranquille » apparaît 350 fois dans le corpus entre 1968 et 2002. D'un point de vue absolu, l'utilisation de ce segment répété est concentrée en 1978-1979 (138 occurrences) et en 2002 (60 occurrences), mais d'un point de vue relatif, son utilisation est plutôt constante. Ainsi, si la sociologie québécoise se transforme avec la Révolution tranquille, ce n'est que plus tard que cet épisode de l'histoire du Québec, qui deviendra (et restera) un objet d'étude pour la sociologie québécoise, sera nommément mentionné dans la sociographie.

La crise d'octobre 1970, événement bien daté, survient peu après la publication du premier texte de la sociologie des luttes sociales²⁸⁵. Ces deux événements n'ont probablement aucun autre lien que d'être en quelque sorte les « produits d'une époque ». L'apparition d'une sociologie qui non seulement place les luttes sociales au centre de ses préoccupations, mais dont l'engagement social et politique lui vaudrait sans doute l'étiquette de « sociologie de combat », coïncide avec le moment où les oppositions sociales culminent dans ce qui est probablement le pire épisode d'insécurité sociale de l'histoire du Québec contemporain. Sur le plan lexical, l'utilisation des segments répétés « crise d'octobre » et « octobre 1970 » est négligeable. La crise d'octobre 1970 en soi n'a donc vraisemblablement aucun impact sur la sociologie québécoise, mais cette cooccurrence témoigne du fait que cette dernière n'est pas indifférente à l'air du temps.

L'apparition de la sociologie des luttes sociales survient également alors que le Québec assiste à la montée du Parti québécois, fondé en 1968 et porté au pouvoir

²⁸⁵ L'article de Bourque et Laurin-Frenette (1970) a été publié dans la livraison d'avril, mai et juin 1970 de la revue *Socialisme québécois*.

en novembre 1976. L'émergence de ce parti souverainiste soulève des questionnements sociologiques sur sa nature petite-bourgeoise, sur l'attitude à adopter à son égard et, en dernière instance, sur l'articulation des luttes sociales et des luttes nationales. Ces questionnements constituent la trame de la sociologie des luttes sociales, mais des références lexicales au Parti québécois²⁸⁶ sont présentes dans tous les courants à l'exception de celui de la sociologie doctrinale. Ainsi, dès sa fondation, le Parti québécois attire l'attention des sociologues, et cet intérêt persiste jusqu'à la fin de la période observée, malgré quelques variations. Les 323 mentions du Parti québécois sont assez bien distribuées de 1969 à 2002, malgré une légère concentration dans les années 1970 et au début des années 1980, et une baisse entre 1985 et 1994.

Cette baisse correspond aux deux mandats où le gouvernement est formé par le Parti libéral du Québec. Par contre, pendant cette période, la baisse des références au Parti québécois dans le corpus n'est pas compensée par une hausse des références au Parti libéral du Québec. Cela suppose que l'intérêt des sociologues pour le Parti québécois après les années 1970 est en fait un intérêt pour le gouvernement du Parti québécois, et que l'intérêt des sociologues pour le gouvernement du Québec est plus important lorsque celui-ci est formé par ce parti. Cela explique peut-être la distance par rapport au politique observée dans le courant des problèmes sociaux à partir de la fin des années 1980.

Le référendum sur la souveraineté-association de 1980 coïncide avec la fin du courant des luttes sociales, à travers lequel la sociologie québécoise exprimait un enthousiasme évident pour la question nationale. La déception liée à la défaite

²⁸⁶ Les références lexicales au Parti québécois sont constituées des segments répétés « parti québécois » et « p q », en plus de la forme lexicale « pq ». Le logiciel *Lexico 3* retire la ponctuation des segments répétés, ce qui fait que le segment répété « p q » se retrouve en fait sous la forme « P.Q. » dans les textes. Les occurrences de ce segment répété faisant référence à la « province de Québec » plutôt qu'au Parti québécois ne sont pas prises en compte.

référendaire explique-t-elle le changement de cap de la sociologie québécoise et la « démobilisation » des sociologues ? Cet événement pourtant important de l'histoire du Québec est pratiquement tabou dans la sociologie québécoise. Il ne laisse à peu près aucune trace lexicale dans le corpus : l'utilisation de formes lexicales liées à la souveraineté sont rares dans les années 1970 et 1980, alors que le terme référendum y est pratiquement absent²⁸⁷. L'intérêt pour le nationalisme, particulièrement vif dans la sociologie des luttes sociales, connaît lui aussi une baisse dans les années 1980, avant de renaître au milieu des années 1990.

Les changements à la sociographie québécoise qui coïncident avec le référendum sur la souveraineté de 1995 sont d'un tout autre ordre. Ils concernent beaucoup moins la pratique sociologique que le lexique lui-même. L'intérêt porté à la question nationale et à la question identitaire qui donne lieu à une déclinaison spécifique du courant de la sociologie des objets transversaux prend son envol en 1995 avec trois textes qui discutent de l'enjeu référendaire. Les formes lexicales liées aux thèmes du référendum et de la souveraineté qui étaient absentes dans les années 1980 sont beaucoup plus usitées, principalement en 1995 et en 2002.

Ainsi, dans certains cas, des événements sociohistoriques coïncident avec des changements dans les pratiques ou dans l'orientation de la sociologie québécoise (Révolution tranquille, crise d'octobre 1970, référendum de 1980), alors que dans d'autres cas, ces changements sont thématiques et lexicaux (montée du Parti québécois, référendum de 1995). Dans ces derniers cas, le lien est plus évident dans la mesure où c'est l'événement qui génère un intérêt²⁸⁸. Toutefois, les liens

²⁸⁷ Dans le corpus, il n'y a que deux références explicites au référendum dans les années 1980, dont celle de Gagnon et Rioux (1988) qui parlent du « traumatisme du référendum ».

²⁸⁸ Évidemment, l'intérêt pour un événement donné ne peut exister sans cet événement, mais le fait que deux événements analogues, le référendum de 1980 et celui de 1995, aient suscité un niveau d'intérêt aussi différent au sein de la sociologie suppose que l'existence d'un événement ne suffit pas à générer cet intérêt, et beaucoup d'autres facteurs entrent en ligne de compte.

entre la sociologie et des événements sociohistoriques susceptibles d'en modifier les pratiques sont ceux pour lesquels une investigation plus poussée pourrait s'avérer pertinente.

10.2.2 Les politiques publiques en matière de science

Les interventions des gouvernements provincial et fédéral en matière de science ne semblent pas générer de changements significatifs pour la sociographie québécoise avant les années 1980. Avant cette date, les interventions de l'État concernent principalement le développement de l'institution universitaire. Le financement de la recherche, le cas échéant, ne s'inscrit pas dans une stratégie susceptible d'influencer la production sociographique de façon systématique. À partir de cette date, les changements observés dans la sociographie québécoise laissent croire que la discipline n'est pas indifférente aux interventions gouvernementales, même si les sciences sociales ne sont pas principalement visées par celles-ci. En effet, la spécialisation qui s'amorce dans les années 1980 et la restructuration de la pratique de la sociologie autour de réseaux internationaux et multidisciplinaires correspondent respectivement au moment où apparaissent des mécanismes de soutien à la recherche et au moment où ils commencent à être efficaces.

Toutefois, dans la mesure où cette interprétation en termes d'internationalisation et de « multidisciplinarisation » est valide²⁸⁹, les changements qui caractérisent la sociographie dépassent largement le cadre du champ sociologique québécois, et même celui des interventions des gouvernements québécois et canadien. C'est

²⁸⁹ Il existe dans le corpus des indices qui permettent d'appuyer cette interprétation suggérée par les études récentes en sociologie de la science. En fait, cette interprétation apparaît vraisemblable parce qu'elle donne une cohérence aux observations effectuées dans le corpus, mais celles-ci n'en démontrent pas pour autant la validité.

donc dire que ces changements s'inscrivent dans un contexte général qui empêche d'isoler la relation entre les politiques scientifiques et les transformations du discours sociologique. Mais bien qu'il soit impossible de tirer quelque conclusion définitive, il est tout aussi difficile de croire à une relation de cause à effet que d'y voir la cooccurrence de deux phénomènes complètement indépendants.

Ces interventions gouvernementales ont pour objectif de partager entre les chercheurs, les décideurs publics et les utilisateurs des données – ce qui signifie principalement les bailleurs de fonds privés – la responsabilité de déterminer les priorités de recherche, afin de les orienter davantage sur les besoins des utilisateurs et d'assurer une meilleure transmission des connaissances. Dans ce contexte, comment interpréter l'accent mis par les sociologues sur la pertinence théorique dans la définition d'une problématique de recherche ? Une telle approche, qui a pour effet de faire reposer le travail de recherche sociologique sur une dimension empirique tout en assurant la primauté des enjeux théoriques, a toutes les apparences d'un repli stratégique pour éviter l'instrumentalisation.

En effet, en s'engageant sur la voie de la résolution d'énigmes, la sociologie place le débat théorique au centre de ses préoccupations, mais s'oblige à recourir à des arguments empiriques pour tirer ses conclusions et trancher les débats. La sociologie des objets transversaux n'est plus macrosociologique ni spéculative : elle est théorique, mais spécialisée et hypothético-déductive. Elle produit, pour les fins de la validation de ses hypothèses théoriques, une collecte de « données locales », c'est-à-dire qui portent sur la société québécoise ou sur une de ses parties. Ce faisant, elle s'assure de satisfaire aux nouvelles exigences de production du savoir, basé sur des enjeux concrets et « profitables ». Ces enjeux sont toutefois secondaires d'un point de vue sociologique.

Les politiques publiques ne peuvent contrôler la production sociologique, mais cherchent à lui fournir un cadre dans lequel les intérêts du public et des bailleurs de

fonds sont pris en compte. Ainsi, il semble qu'elles n'agissent pas principalement sur la sociologie elle-même, mais sur le contexte dans lequel elle est pratiquée²⁹⁰. Ce faisant, elles sont susceptibles de modifier les rapports de force au sein du champ au profit de ceux qui tirent parti d'un financement accru de la recherche. Toutefois, les sociologues québécois semblent avoir trouvé dans cette pratique qui priorise les enjeux théoriques une stratégie pour minimiser l'impact de ce qui est considéré comme un entrave à leur liberté académique.

10.2.3 Les référents théoriques

Le logiciel *Lexico 3* ne permet pas de faire une analyse des références parce qu'il les traite au même titre que n'importe quelle forme lexicale. Jusqu'à un certain point, il est possible de faire une analyse des références les plus fréquentes dans le corpus²⁹¹, mais l'importance d'une référence théorique n'est pas nécessairement tributaire du nombre d'occurrences lexicales qui témoignent de sa présence. L'analyse quantitative des principales références recensées dans le corpus donne un aperçu du rapport de la sociologie québécoise aux grandes perspectives théoriques, sociologiques ou autres.

En tout, 61 auteurs sont cités au moins 25 fois dans le corpus complet et/ou au moins 10 fois dans le corpus des articles²⁹² (voir le tableau 10.1, page 412). Trois

²⁹⁰ Dans la mesure où une des caractéristiques du contexte résultant de « l'avènement du Mode 2 » est l'abolition des frontières disciplinaires (voir la section 3.1), il semble que la sociologie québécoise s'y inscrive tout à fait et en subisse, au moins en partie, les effets.

²⁹¹ Il s'agit de recenser les références dans le dictionnaire du corpus, mais comme celui-ci comprend 52 166 formes lexicales, dont 19 069 hapax, il convient d'établir, pour des raisons strictement pratiques, un seuil en dessous duquel les référents ne sont pas pris en compte.

²⁹² Les citations sont généralement plus concentrées dans les monographies. Prendre spécialement en considération le sous-corpus des articles permet d'ajouter de la précision au portrait des références.

quarts d'entre eux (45) sont des auteurs locaux, au sens où ils sont québécois d'origine ou, dans le cas contraire, ont travaillé au Québec de façon significative. Plusieurs d'entre eux sont sociologues, mais on y retrouve également des historiens, économistes, politologues, démographes et journalistes. Trois auteurs d'origine américaine, Everett C. Hughes, Horace Miner et Mason Wade, ont publié des ouvrages importants sur le Canada français et y ont passé une partie de leur carrière. Les références dont ils sont l'objet dans la sociographie québécoise portent essentiellement sur ces travaux. Restent 13 auteurs étrangers, dont 12 Européens et un Américain.

Le graphique 10.1 (page 413) illustre que les références à ces auteurs sont relativement rares dans la sociographie québécoise avant le milieu des années 1960. Avant ce moment, c'est essentiellement Robert Redfield qui fait l'objet de références. L'influence de la sociologie américaine est particulièrement marquée dans les premières années de la sociologie québécoise, mais celle-ci est peu préoccupée de théorie. La rareté des références et des citations n'est probablement pas due seulement à l'absence de théorie, mais en partie au fait que ces pratiques (la citation et la référence) sont tout simplement moins systématiques que dans les périodes ultérieures.

À partir des années 1960, les référents théoriques les plus populaires sont essentiellement européens. Les références à Alain Touraine et à Karl Marx commencent au milieu des années 1960 et connaissent leur apogée à la fin des années 1970 dans le courant des luttes sociales. Les références aux auteurs étrangers diminuent ensuite dans les années 1980, alors que la sociologie des problèmes sociaux affiche une tendance résolument empirique, pour reprendre dans les années 1990 avec la sociologie des objets transversaux.

Tableau 10.1 : Auteurs cités en référence au moins 25 fois dans le corpus total ou au moins 10 fois dans le corpus des articles

Référence ¹	Occurrences (total) ²	Occurrences (articles) ³	Référence ¹	Occurrences (total) ²	Occurrences (articles) ³
Fernand Dumont	292	55	Roland Parenteau	36	-
Jean-C. Falardeau	209	36	Arnaud Sales	34	33
Marcel Rioux	169	77	Nicos Poulantzas	33	12
François-X. Garneau	149	-	Joseph-Y. Thériault	32	16
Léon Gérin	134	43	Jacques Henripin	32	14
Pierre E. Trudeau	134	35	Nicole Laurin (-F.)	32	12
Lionel Groulx	132	36	Gérard Boismenu	32	-
Gérard Bouchard	126	-	Régine Robin	32	-
Édouard Montpetit	113	17	Marc-A. Tremblay	31	16
André Laurendeau	109	12	Louis Maheu	31	28
Alain Touraine	108	72	Gérard Filion	31	-
Karl Marx	102	21	Guy Frégault	30	10
Gilles Bourque	100	44	Lénine	26	12
Georges-H. Lévesque	96	18	Jürgen Habermas	26	10
*Everett C. Hughes	88	26	Arthur Buies	25	11
François-A. Angers	82	35	Jean-C. Bonenfant	-	17
Jocelyn Létourneau	82	-	Alberto Melucci	-	17
Gérald Fortin	80	22	Patrick Allen	-	16
Esdras Minville	79	30	Dorval Brunelle	-	14
Michel Brunet	71	29	Alfred Charpentier	-	14
Guy Rocher	70	38	Antonio Gramsci	-	14
*Horace Miner	58	16	Mordecai Richler	-	14
Léon Dion	56	13	Arthur Tremblay	-	14
A. de Tocqueville	54	-	Jacques Brazeau	-	12
Pierre Bourdieu	52	24	Christian Baudelot	-	11
*Mason Wade	48	14	Alain G. Gagnon	-	11
Philippe Garigue	44	31	Lizette Jalbert	-	11
Jorge Niosi	40	35	Robert Redfield	-	11
Jacques Dofny	40	30	Maurice Tremblay	-	11
André Raynauld	37	23	Roger Estabiet	-	10
Max Weber	36	11			

¹ Les auteurs en caractère gras sont des auteurs étrangers (dont les ouvrages cités ne concernent pas le Canada français ou le Québec).

² Le symbole « - » signifie que les occurrences totales de cette référence sont inférieures à 25.

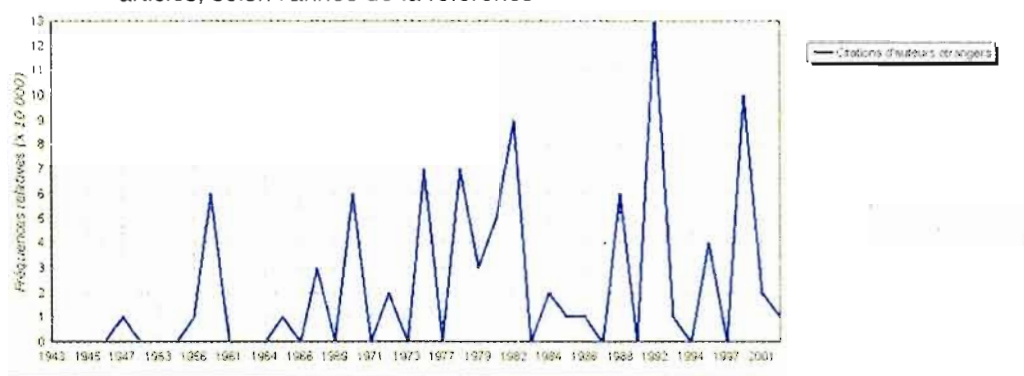
³ Le symbole « - » signifie que les occurrences de cette référence dans le corpus des articles sont inférieures à 10.

* Everett C. Hughes, Horace Miner et Mason Wade sont américains d'origine mais les ouvrages cités concernent leurs travaux sur le Canada français.

Ces observations concordent avec le profil des courants observés : les périodes où les références aux auteurs étrangers sont les plus fréquentes correspondent à celles où dominent la sociologie de la société globale, la sociologie des luttes sociales et la sociologie des objets transversaux, qui constituent les courants les plus théoriques. À l'inverse, les périodes couvertes par les courants plus empiriques affichent relativement moins de références à ces auteurs étrangers. Malheureusement, ces données ne présentent qu'un portrait partiel de la citation et de la référence dans le corpus à l'étude, car seuls les auteurs les plus populaires sont pris en compte. Ces

données sont toutefois suffisantes pour constater que la sociologie québécoise est sensible aux grandes tendances de la sociologie internationale.

Graphique 10.1 : Fréquences relatives des auteurs étrangers cités au moins 25 fois dans le corpus complet et/ou au moins 10 fois dans le corpus des articles, selon l'année de la référence



En se limitant aux exemples de la sociologie tourainienne et de la sociologie marxiste, il est évident que l'influence de ces courants ne se limite pas à l'emprunt de quelques concepts. Le cadre théorique de référence propose une problématique de recherche, une épistémologie et une pratique spécifique de la sociologie qui est reprise dans le contexte québécois. Mais comment interpréter la relation entre la sociologie internationale et la sociologie québécoise dans les périodes suivantes où les références diminuent, puis deviennent plus éclectiques ? Encore une fois, les données ne permettent pas de tirer de conclusions définitives sur l'influence de la sociologie internationale sur la sociographie québécoise, si ce n'est que malgré la proximité des États-Unis, les sociologues québécois semblent plus inspirés par la sociologie européenne.

10.3 Conclusion : la nécessité et la contingence

Le présent chapitre avait pour objectif de rendre compte de l'analyse chronologique du corpus à l'étude, afin d'apporter une réponse aux questions de recherche soulevées au troisième chapitre. En ce qui a trait aux principales transformations qui ont caractérisé le corpus sociologique québécois depuis son institutionnalisation, elles ont été largement exposées dans la description des courants proposée au chapitre précédent. La première partie du présent chapitre fournit un complément d'analyse en mettant l'accent sur les transitions et sur les dynamiques sociales à l'œuvre au sein du champ sociologique qui permettent d'en comprendre le sens.

En somme, la transition entre la sociologie doctrinale et la sociologie de la modernisation est en fait le résultat d'un schisme disciplinaire dans lequel prend naissance le champ sociologique québécois. Selon toute vraisemblance, les sociologues doctrinaux n'ont jamais vraiment fait partie du champ sociologique québécois²⁹³. La transition entre la sociologie de la modernisation et la sociologie de la société globale s'effectue à travers un changement d'habitus au détriment de la recherche empirique pratiquée « avec les pieds », au profit de la théorie, de la synthèse et de l'interprétation historique. L'arrivée de la sociologie des luttes sociales bouleverse la configuration du champ et provoque une redistribution du capital, mais ne change pas l'habitus sociologique introduit par la sociologie de la société globale. En ce qui concerne la sociographie, c'est d'abord et avant tout sur le plan théorique que le changement est important. La transition vers la sociologie des problèmes sociaux est caractérisée par un nouveau changement d'habitus, qui marque le retour de la recherche empirique. La spécialisation qui caractérise cette sociologie annonce la fin du champ sociologique québécois comme espace social significatif de la pratique de la sociologie. C'est ce que confirme l'arrivée de la

²⁹³ Ce qui ne signifie pas qu'ils n'aient jamais pratiqué la sociologie, mais pas dans le cadre d'un champ sociologique dûment constitué.

sociologie des objets transversaux, qui se déploie désormais dans un champ international et multidisciplinaire.

En ce qui concerne les facteurs externes, il est possible de proposer une interprétation générale de la façon dont ils influencent l'évolution de la sociologie québécoise, à défaut de pouvoir identifier des relations causales entre un facteur donné et un événement précis. Les rapports entre la sociologie québécoise et les facteurs externes susceptibles d'influencer son évolution historique sont de l'ordre de la nécessité et de la contingence.

La sociologie québécoise n'évolue pas en vase clos. Elle entretient des rapports nécessaires avec la société dans laquelle elle est pratiquée, où elle joue un rôle social, de même qu'avec les autres champs sociologiques nationaux qui constituent le champ sociologique international. Elle entretient également des liens de plus en plus étroits avec d'autres disciplines, particulièrement les sciences sociales et humaines. Elle s'inscrit dans un contexte, qui s'impose à elle et dans lequel elle s'impose, en fonction duquel les changements qui la caractérisent peuvent toujours apparaître comme le fruit de pressions, de contraintes, voire d'entraves. Aussi affranchie des déterminations externes qu'elle puisse être, la sociologie s'inscrira toujours dans un contexte, d'où la nécessité d'en tenir compte.

Par contre, la façon dont la sociologie évolue en fonction des différentes influences qui s'imposent à elle relève de la contingence. Chaque facteur externe susceptible d'influencer le champ sociologique québécois est lié à un ensemble d'autres facteurs dont la configuration, toujours particulière, n'autorise aucun déterminisme. Chaque facteur, considéré individuellement, est contingent. Ainsi, le champ sociologique québécois, dans le cadre duquel la pratique de la sociologie au Québec s'inscrit, de son institutionnalisation dans les années 1940 à sa dissolution dans un champ plus

vaste dans les années 1990, évolue en fonction de facteurs externes qui exercent sur lui une influence nécessairement présente, mais dont la forme spécifique relève de la contingence historique.

CONCLUSION

La sociologie québécoise a été amplement étudiée au cours des 40 dernières années, mais aucune étude systématique du *contenu* de la production sociographique n'avait jamais été entreprise. Une telle étude apparaissait toutefois de plus en plus nécessaire alors que de profondes transformations affectent le contexte dans lequel la recherche en sciences sociales est pratiquée, générant sur ces disciplines des pressions de plus en plus nombreuses et intenses. À défaut d'une telle étude, les chercheurs sont dans l'impossibilité de mesurer l'impact de telles pressions sur des disciplines menacées d'instrumentalisation. Cette thèse avait pour objectif de contribuer à remédier à cette importante lacune.

Pour ce faire, il s'agissait essentiellement de proposer une étude diachronique de la sociographie québécoise sur une période de temps suffisamment importante pour permettre d'identifier des changements profonds dans les pratiques et dans la production sociologiques. En l'absence de précédents, la démarche de recherche se voulait largement exploratoire, cherchant un compromis approprié entre une approche intensive qui permet l'étude en profondeur d'un nombre restreint de documents significatifs et une approche extensive qui rend possible l'exploration d'un large corpus et l'identification de grandes tendances. Ce sont donc 55 articles et 25 monographies, publiés par des sociologues universitaires québécois sur une période de 60 ans, qui ont fait l'objet d'une lecture et d'une analyse lexicométrique assistée par ordinateur.

L'objectif de la démarche était d'abord et avant tout d'explorer le corpus à la recherche de régularités et de ruptures dans la production sociologique québécoise. Il s'agissait, grâce à l'analyse lexicométrique, d'identifier les grandes tendances de la sociologie québécoise en fonction des principales convergences et divergences

thématiques, méthodologiques ou théoriques. L'identification des principaux courants de la sociographie permet de comprendre l'évolution des pratiques sociologiques et, surtout, d'observer cette évolution dans son contexte. L'analyse sociographique est ainsi complétée par une analyse chronologique qui met les grandes transformations du corpus en relation avec des facteurs externes, en l'occurrence les événements sociopolitiques marquants de l'histoire du Québec contemporain, les politiques publiques en matière de science et les grandes influences théoriques internationales.

Il s'agissait en somme de faire d'une pierre deux coups en situant cette thèse au confluent de deux programmes de recherche distincts mais complémentaires. D'abord celui des études sur la sociologie québécoise, particulièrement fécond dans les années 1970 et 1980, qui avait surtout étudié son objet en termes d'institutionnalisation. Depuis le milieu des années 1980, les études sur la sociologie québécoise se sont raréfiées alors que d'importants changements, à propos desquels on ne pouvait que spéculer, en affectent la pratique. Ensuite celui des études sur les sciences et les sciences sociales au Québec, dont la tâche principale est, depuis le milieu des années 1980, de documenter l'évolution des pratiques scientifiques dans le contexte de la mondialisation et des transformations dans les modes de production (et de consommation) du savoir, et pour lequel la sociologie québécoise constitue un cas intéressant. Dans les deux cas, une étude de contenu permettait un éclairage nouveau et nécessaire à la compréhension des enjeux sociaux et théoriques actuels.

La crédibilité de l'ensemble de la démarche reposait sur la constitution d'un corpus significatif, en adéquation avec l'ensemble de la problématique de recherche. Bien que cela n'ait pas fait partie des objectifs de recherche, cette étape cruciale a généré des statistiques descriptives concernant les auteurs et leurs publications. La recension des auteurs a permis d'identifier trois générations de sociologues parmi les professeurs embauchés dans les départements de sociologie de l'Université

Laval, de l'Université de Montréal et de l'UQÀM. La génération médiane, formée des professeurs embauchés par ces 3 institutions dans les 15 années suivant la fondation de l'UQÀM, regroupe plus de la moitié des auteurs observés. Dans les limites de cette recension, il semble qu'il y ait parité entre les femmes et les hommes au niveau de l'embauche dans l'ensemble des trois départements concernés depuis le tournant des années 1980.

La recension des articles et des notices bibliographiques a permis de constater une hausse du nombre d'auteurs par publication. Les articles sont principalement publiés *pendant* la carrière de professeur universitaire alors que les monographies sont distribuées pendant et après la carrière. Les observations concernant les articles étant limitées aux revues de sociologie des 3 universités observées, il semble que l'embauche d'un professeur lui donne un accès privilégié à la revue départementale, dont il profite surtout pendant les 10 premières années de sa carrière. Enfin, au tournant des années 1990, il y a une explosion du nombre des publications dont l'éditeur est un groupe de recherche.

L'analyse du corpus a permis l'identification de six courants distincts, dont cinq se retrouvent en totalité ou en grande partie dans la période observée. Il y a donc 5 grands courants dans la sociologie québécoise dans les 60 premières années suivant son institutionnalisation : la sociologie de la modernisation, la sociologie de la société globale, la sociologie des luttes sociales, la sociologie des problèmes sociaux et la sociologie des objets transversaux.

Le premier courant identifié est celui de la sociologie doctrinale qui, de toute évidence, n'apparaît dans le corpus que de façon résiduelle. Seulement trois textes du corpus témoignent de ce courant en déclin dans les années 1940, dès le début de la période observée. Dernier vestige de la sociologie préinstitutionnelle, la sociologie doctrinale affiche sans complexe son parti pris pour l'humanisme chrétien de la doctrine sociale catholique. Les auteurs des contributions à ce courant, tous

membres du clergé, abordent les thèmes de la charité et du christianisme, mais font surtout la promotion de la pratique et de l'enseignement du service social. La fondation de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval consacre la séparation du service social, à vocation interventionniste, et de la sociologie, désormais entièrement consacrée à la recherche.

Le courant de la sociologie de la modernisation débute avec la fondation du premier département de sociologie universitaire francophone à l'Université Laval en 1943, et s'étend jusqu'au tournant des années 1970. Texte fondateur de ce courant, le *Programme de recherches sociales pour le Québec* de Everett C. Hughes engage la sociologie québécoise sur la voie de l'étude empirique des familles et des paroisses canadiennes-françaises à l'aide de la méthode monographique. Empruntant ses références théoriques et méthodologiques à l'École de Chicago, la sociologie de la modernisation préconise une démarche résolument axée sur la recherche empirique, qui vise à documenter les transformations qui caractérisent la société canadienne-française de l'après-guerre. L'industrialisation et l'urbanisation, qui sont les principales manifestations de cette modernisation rapide, attirent particulièrement l'attention des chercheurs.

La sociologie de la société globale apparaît au tournant des années 1960 avec la Révolution tranquille et s'étend jusqu'au début des années 1970. Elle prend le contrepied de la sociologie de la modernisation dans les années 1960 en adoptant une posture résolument théorique. Le Québec est désormais appréhendé comme une société globale qui s'autoproduit, et la sociologie québécoise s'inscrit parfaitement dans cette entreprise de (re)définition de la société. La sociologie de la société globale introduit un nouvel habitus en mettant l'accent non plus sur la recherche empirique, mais sur la synthèse et la discussion théorique. L'interprétation historique devient l'approche de prédilection, alors que les livres d'histoire remplacent les paroisses et les familles comme lieu privilégié de l'enquête sociologique. La sociologie de la société globale met l'accent sur les idéologies qui

structurent la société, et sur les rapports de classes, définies notamment en termes ethniques.

Résolument engagée, la sociologie des luttes sociales s'impose dans les années 1970 sous l'impulsion d'une critique matérialiste de l'idéalisme de la sociologie de la société globale, sans que ne soit remise en question l'approche axée sur l'interprétation historique. La sociologie des luttes sociales met l'accent sur les contradictions internes de la société québécoise, d'abord en termes de classes sociales puis en termes de luttes nationales. La question nationale est au centre des préoccupations, notamment son arrimage problématique au cadre théorique marxiste qui fait l'objet de nombreux débats théoriques. De façon plus pragmatique, c'est l'attitude à adopter à l'égard du Parti québécois qui est discutée. C'est plutôt l'approche tourainienne qui permettra cette réconciliation théorique en accordant préséance aux luttes nationales sur les luttes de classe dans les sociétés dépendantes.

La sociologie des problèmes sociaux opère un nouveau renversement dans la pratique de la sociologie au Québec : on assiste au retour en force de la recherche empirique. Les contributions à ce courant sont très hétérogènes sur les plans thématique, théorique et méthodologique, mais ont toutes en commun une démarche qui met l'accent sur la présentation de résultats de recherche dans un domaine d'intérêt du point de vue de la gouvernance. La sociologie se rapproche, en apparence du moins, d'une certaine demande sociale de connaissance sociologique, sans toutefois abandonner son attitude critique à l'égard des décideurs. Elle produit une connaissance utile concernant des enjeux sociaux concrets et spécifiques importants pour la société québécoise. La dimension théorique n'est pas évacuée, mais elle est mise au service d'une finalité pragmatique centrée sur la recherche empirique.

La sociologie québécoise perd de son unité dans les années 1980, alors que le courant de l'étude des problèmes sociaux connaît son apogée : même s'il n'a jamais fait l'objet d'une unanimité durable, les sociologues québécois convergeaient autour de l'idée de la nécessité d'un projet de connaissance commun de la société québécoise. Dans cette perspective, la sociologie des problèmes sociaux apparaît plutôt comme un agrégat de recherches indifférentes les unes aux autres, qui, au mieux, offrent une complémentarité accidentelle. L'attention des sociologues ne se porte plus vers un objet unique – la société globale québécoise – mais vers une de ses dimensions spécifiques qui, désormais, constituent chacune un objet de recherche en soi.

La sociologie des objets transversaux achève le renversement en ce qui a trait au projet de connaissance de la sociologie québécoise. Autrefois animé par une force centripète, celui-ci est désormais mû par une force centrifuge. La société québécoise, vers laquelle convergeaient tous les efforts de la sociologie, est désormais le point de départ d'une connaissance délocalisée, plus théorique, et qui transcende les frontières disciplinaires. La sociologie des années 1980, souvent présentée en termes de crise, évolue en quelque sorte à travers un sas, où la porte se referme complètement derrière soi avant que ne s'ouvre celle de devant. La sociologie des problèmes sociaux ferme le sas en opérant un cloisonnement au sein de la discipline, isolant chaque programme de recherche dans l'une des nombreuses thématiques spécifiques que la sociologie aborde désormais. Au tournant des années 1990, la sociologie des objets transversaux ouvre l'autre porte du sas, maintenant les cloisons thématiques mais abolissant les cloisons disciplinaires et nationales.

La sociologie des objets transversaux opère un dernier renversement majeur dans la sociographie québécoise : la finalité de la sociologie est davantage axée sur les enjeux théoriques liés à l'objet d'étude, alors que ce sont les enjeux sociopolitiques propres à la société québécoise qui en avaient toujours constitué la principale

préoccupation. Ces derniers ne disparaissent pas, mais sont désormais subordonnés à cette nouvelle priorité. En d'autres termes, la justification du travail sociologique relève désormais des problèmes théoriques soulevés par un réseau de chercheurs international, non plus de la situation particulière de la société québécoise, qui devient ainsi un cas d'espèce pour documenter empiriquement une problématique universelle. Un événement sociopolitique important, tel le référendum sur la souveraineté du Québec de 1995, peut soulever un intérêt particulier, mais davantage comme un laboratoire pour l'étude du nationalisme ou de la question identitaire que dans sa spécificité sociohistorique.

L'étude chronologique de la sociographie québécoise, qui met d'abord l'accent sur l'enchaînement des courants identifiée, permet de constater que la base sur laquelle s'opère la transition d'un courant à l'autre est variable, mais qu'elle relève souvent d'un changement d'habitus qui met directement en cause le rapport à l'empirie. Les exceptions sont la transition entre la sociologie de la société globale et la sociologie des luttes sociales, essentiellement théorique, et la transition entre la sociologie des problèmes sociaux et la sociologie des objets transversaux, de nature téléologique.

Il est intéressant de noter que l'apparition d'un nouveau courant dans la sociologie québécoise n'échappe pas à une certaine logique institutionnelle : chaque courant prend généralement naissance dans un département en particulier. Par défaut, la sociologie de la modernisation est née à l'Université Laval avant de rejoindre les professeurs de l'Université de Montréal ; la sociologie de la société globale se décline en deux versions propres à chacune des deux institutions existantes ; la sociologie des luttes sociales naît à l'UQÀM avec la fondation d'un nouveau département, et l'Université de Montréal emboîte le pas en en proposant une déclinaison différente ; les sociologues de l'Université Laval, virtuellement exclus de ce dernier courant, initient la sociologie des problèmes sociaux à laquelle se joignent les sociologues de l'UQÀM puis ceux de l'Université de Montréal ; enfin, c'est dans cette dernière que la genèse de la sociologie des objets transversaux s'effectue,

alors que les sociologues des deux autres institutions s'y joignent principalement dans le cadre de la déclinaison nationale identitaire.

Les facteurs externes susceptibles d'influencer l'évolution historique de la sociologie québécoise agissent sur celle-ci de façon nécessaire, mais contingente. Les événements sociopolitiques marquants de l'histoire du Québec, les politiques publiques en matière de science et les grandes influences théoriques internationales sont autant d'éléments qui définissent l'environnement dans lequel la sociologie québécoise s'inscrit. La sociologie, qui n'évolue pas en vase clos, interagit nécessairement avec son environnement, et subit l'influence de certains facteurs prédominants selon la conjoncture du moment. La configuration complexe et ponctuelle d'un ensemble de facteurs ne permet pas d'appréhender la relation entre la sociologie et ces facteurs externes autrement que dans les termes d'une contingence historique.

À bien des égards, l'identification des courants de la sociologie québécoise ne vient que confirmer, à l'aide d'une étude empirique systématique, ce que les historiens de la sociologie enseignaient déjà sur la base d'une connaissance intime et personnelle. Cela concerne particulièrement la sociologie antérieure aux années 1980, visitée par de nombreux auteurs qui en ont présenté autant de lectures et d'interprétations, sans toutefois se livrer à une étude systématique du corpus. À ce propos, l'observation la plus surprenante concerne certainement la persistance de la sociologie de la modernisation jusque dans les années 1970. Bien sûr, celle-ci est sur son déclin et cède le haut du pavé à la sociologie de la société globale dès les années 1960, du moins en ce qui concerne la dimension théorique. Malgré cela, pendant cette décennie, la sociologie empirique au Québec se réclame essentiellement de la sociologie de la modernisation et continue de faire écho au programme de recherche de Hughes.

À l'inverse, les observations concernant la sociologie des années 1980 et ultérieure apportent un éclairage nouveau sur une période méconnue de son histoire. En ce qui concerne ce qui constitue probablement la préoccupation centrale de ce travail de recherche, il semble que le contexte dans lequel évoluent les sciences sociales depuis le début des années 1990 ait effectivement une incidence sur le contenu de la connaissance sociologique produite. Bien sûr, l'étude du corpus ne permet pas d'établir la nature précise des liens entre les pressions qui s'exercent sur la discipline et les changements observés, dans la mesure où elle visait principalement à documenter empiriquement des cooccurrences, non pas à établir des liens de cause à effet. Néanmoins, les changements observés dans le corpus s'accordent avec l'idée d'une multidisciplinarisation et d'une internationalisation de la recherche sociale, ce qui correspond tout à fait aux grandes tendances mondiales que permettent d'anticiper les principaux modèles d'analyse. Dans cet ordre d'idée, l'hypothèse d'un lien entre les pressions et les changements observés apparaît tout à fait vraisemblable.

Toutefois, les observations dans le corpus ne fournissent aucun indice quant à une éventuelle instrumentalisation de la recherche. Les incidences les plus significatives des pressions qui s'exercent sur la sociologie agissent de façon globale sur la pratique des sciences et des sciences sociales. Elles se traduisent, pour la sociologie, par le fait que le champ sociologique québécois n'est plus l'espace social significatif dans lequel la pratique de la sociologie au Québec s'inscrit. L'abolition des frontières disciplinaires et la reconfiguration des espaces sociaux significatifs sur la base de réseaux multidisciplinaires internationaux ne sont toutefois pas achevées. Les champs disciplinaires nationaux jouent encore un rôle – et continueront probablement de le jouer – dans la mesure où les assises institutionnelles du système de reproduction restent essentiellement disciplinaires. Cela fait en sorte que l'articulation précise du « nouvel espace social » de la science reste encore largement à explorer.

Mais que valent de telles conclusions, et particulièrement celles concernant le caractère national ou disciplinaire de la sociologie québécoise, dans la mesure où ont été exclus du corpus analysé tous les textes dont le territoire de référence est autre que celui du Québec ? Bien qu'il soit impossible d'affirmer quoi que ce soit en ce qui concerne les textes qui n'ont pas fait l'objet de l'analyse, les postulats théoriques sur la base desquels la sélection du corpus a été opérée permettent de croire que les observations effectuées soient à la fois valides et significatives pour la sociologie québécoise, dans la mesure où il s'agissait principalement d'identifier des tendances de fond et d'en définir la nature, objectifs que le corpus à l'étude a permis d'atteindre. Toutefois, celui-ci ne permet pas de déterminer empiriquement *à quel point précis* ces tendances sont effectivement représentatives de l'ensemble de la sociologie québécoise. Il est possible que l'analyse n'ait pas permis d'identifier toutes les tendances et qu'elle ait sous-estimé ou surestimé l'importance de l'une ou l'autre, mais les observations sont suffisamment claires et probantes pour permettre de croire que le portrait d'ensemble de la sociologie québécoise qu'elles ont permis de dresser soit fidèle à la réalité.

Il serait intéressant de compléter cette analyse par une étude similaire d'œuvres plus théoriques et plus universelles, telles *l'Introduction à la sociologie générale* de Guy Rocher, *Le lieu de l'homme* de Fernand Dumont, *Le besoin et le désir* de Marcel Rioux et *Dialectique et société* de Michel Freitag, pour voir dans quelle mesure elles s'inscrivent ou non dans les courants de la sociologie québécoise. Par contre, il n'est pas évident, compte tenu des changements récents à la pratique de la sociologie mis en lumière dans le cadre de cette thèse, que cette analyse puisse être actualisée dans les mêmes conditions à moyen ou à long terme. Cette analyse de la sociologie québécoise reposait sur le postulat d'une pratique qui prend forme dans l'espace social structuré et structurant d'un champ sociologique national ; dans la mesure où celui-ci est subsumé dans un espace social plus vaste, l'étude du champ sociologique québécois perd de sa pertinence.

La perspective théorique bourdieusienne largement préconisée dans l'étude de la sociologie québécoise n'a pas perdu de son acuité malgré le fait que la notion de champ ne s'applique plus directement à la sociologie québécoise. Il s'agit désormais d'identifier les espaces sociaux – multiples – au sein desquels les débats dont les sociologues québécois sont partie prenante s'inscrivent. Il sera de plus en plus difficile d'appréhender comme une totalité une discipline qui se perçoit et se conçoit de moins en moins comme telle. En ce sens, les tendances de recherche récentes qui préconisent l'étude des sciences sociales plutôt que l'étude d'une discipline en particulier s'accordent avec le décroisement disciplinaire qui apparaît dans les années 1990.

Dans la mesure où les observations proposées dans cette thèse sont valides, il est possible, de façon prospective, d'anticiper les grandes orientations de la pratique sociologique dans un avenir rapproché. Bien sûr, il est impossible de prévoir quand aura lieu la prochaine rupture et de quelle nature seront les transformations qui la caractériseront, mais tant que la sociologie québécoise sera axée sur les objets transversaux, elle sera marquée par la spécialisation, par un éclatement et une multiplication des thématiques de recherche et, d'un point de vue local et disciplinaire, par un éclectisme théorique et méthodologique – la cohérence et la continuité relèvent désormais des réseaux spécifiques.

La sociologie québécoise n'est plus ce qu'elle était, et selon toute vraisemblance elle ne le sera plus jamais. L'âge d'or de la sociologie québécoise appartient bel et bien au passé. Jusqu'à quel point s'agit-il d'en déplorer l'essence perdue ? Il semble que la sociologie ait joui, à une certaine époque, d'un prestige et d'un pouvoir dont elle ne puisse plus rêver aujourd'hui. La pratique de la sociologie a changé, comme elle l'a fait maintes fois par le passé, et elle offre aujourd'hui des possibilités qu'elle n'offrait pas auparavant. L'abolition des frontières et la diversification des savoirs sociologiques offre aux sociologues une participation peut-être plus significative que

jamais à la création d'un savoir universel sur les sociétés, et dans le choix des objets de recherche, une grande liberté.

ANNEXE A

PROFESSEURS DE SOCIOLOGIE RECENSÉS

Légende pour le tableau A.1

Auteur

Désigne un auteur inclus dans la liste des producteurs éligibles.

Auteur

Désigne un auteur exclu de la liste des producteurs éligibles.

*

Un astérisque identifie les observations qui ne sont effectuées que dans des annuaires qui présentent les professeurs par facultés, ce qui est le cas de six annuaires de l'Université Laval (1942-1943, 1943-1944, 1944-1945, 1945-1946, 1950-1951, 1952-1953). Pour être retenu, un professeur doit figurer dans au moins un annuaire qui présente les données par département.

Tableau A.1 : Professeurs de sociologie recensés dans les annuaires de l'Université Laval, de l'Université de Montréal et de l'Université du Québec à Montréal, 1943-2003

Nom	Prénom	Institution	Première observation	Dernière observation	Nombre d'observations
Ahtik	Vito	UQAM	1972-1973	1998-1999	27
Ankerl	Géza	UdeM	1967-1968	1971-1972	5
Antonius	Rachad	UQAM	2003-2004	2003-2004	1
Archambault	Joseph-Papin	UL	1942-1943	1952-1953	5*
Armony	Victor	UQAM	2000-2001	2003-2004	4
Arnaud	Nicole	UL	1977-1978	1978-1979	2
Barbeau	Marius	UL	1947-1948	1948-1949	2
Barbeau	Victor	UL	1942-1943	1944-1945	3*
Bataille	Philippe	UdeM	1994-1995	1994-1995	1
Beaucage	Pierre	UL	1968-1969	1970-1971	3
Beauchamp	Claude	UL	1970-1971	2003-2004	33
Beauchemin	Jacques	UQAM	1993-1994	2003-2004	11
Beaudry	Gustave	UL	1942-1943	1943-1944	2*
Beaulieu	Marie-Louis	UL	1942-1943	1954-1955	9
Bélanger	Charles-Eugène	UL	1944-1945	1950-1951	2*
Bélanger	Gilles-Marie	UL	1944-1945	1965-1966	11
Bélanger	Marcel	UL	1950-1951	1952-1953	2*
Bélanger	Paul	UL	1966-1967	1980-1981	13
Bélanger	Paul R.	UQAM	1979-1980	2000-2001	22
Belleau	Thérèse	UdeM	1959-1960	1959-1960	1
Belzile	Thuribe	UL	1942-1943	1944-1945	3*
Benoist	Andrée	UdeM	1964-1965	1966-1967	3
Bergeron	Gérard	UL	1950-1951	1954-1955	5
Bergeron	Marius	UL	1950-1951	1952-1953	2*
Bernard	Paul	UdeM	1975-1976	2003-2004	29
Bérubé	Léo	UL	1953-1954	1954-1955	2
Besse (Cristin)	Monique	UQAM	1969-1970	1973-1974	5
Bielinski	Jean	UL	1969-1970	1969-1970	1
Billette	André	UL	1977-1978	1998-1999	22
Binet	Henri T. P.	UL	1944-1945	1944-1945	1*
Blais	Suzanne	UL	1964-1965	1964-1965	1
Blanchet	Gaston	UL	1950-1951	1950-1951	1*
Bois	Henri-C	UL	1942-1943	1944-1945	3*
Boissonnault	Bertrand	UL	1944-1945	1944-1945	1*
Bonenfant	Jean-Charles	UL	1947-1948	1954-1955	6*
Bonneau	Georges	UQAM	1969-1970	1974-1975	6
Bouchard	Jean-Marie	UL	1944-1945	1953-1954	3*
Boucher	Benoît	UL	1964-1965	1964-1965	1
Boucher	Jean	UL	1950-1951	1950-1951	1*
Boucher	Pierre	UL	1949-1950	1954-1955	6
Boudon	Pierre	UL	1969-1970	1969-1970	1
Boudreau	Alexandre	UL	1950-1951	1950-1951	1*
Boudreau	Pierre	UL	1980-1981	1980-1981	1
Bourque	Gilles	UQAM	1969-1970	2000-2001	32
Bousquet	Nicole	UL	1981-1982	2003-2004	23
Brazéau	Jacques	UdeM	1961-1962	1988-1989	28
Breton	Raymond	UdeM	1959-1960	1961-1962	2
Brouillette	Benoît	UL	1942-1943	1948-1950	5
Brûlé	Michel	UdeM	1967-1968	1979-1980	12
Bruneau	Paul	UL	1950-1951	1950-1951	1*
Brunelle	Dorval	UQAM	1970-1971	2003-2004	34
Buissière	Eugène	UL	1944-1945	1952-1953	3*
Buss	Andréas	UQAM	1969-1970	1974-1975	5
Calves	Anne	UdeM	2002-2003	2003-2004	2
Cambrosio	Alberto	UQAM	1987-1988	1990-1991	4
Carisse	Colette	UdeM	1964-1965	1989-1990	25
Carlos	Serge	UdeM	1972-1973	1977-1978	6

Nom	Prénom	Institution	Première observation	Dernière observation	Nombre d'observations
Castells	Manuel	UdeM	1969-1970	1969-1970	1
Charest	Paul	UL	1970-1971	1970-1971	1
Chartier	Roger	UL	1952-1953	1958-1959	2
Chattopadhyay	Paresb	UQAM	1976-1977	2003-2004	28
Clain	Olivier	UL	1990-1991	2003-2004	14
Clément	Henri	UL	1952-1953	1952-1953	1*
Clément	R. F.	UL	1944-1945	1944-1945	1*
Corbeil	Christine	UQAM	1980-1981	1981-1982	2
Corrivault	Claude	UL	1962-1963	1989-1990	27
Côté	Jean-François	UQAM	1994-1995	2003-2004	10
Couture	Denise	UdeM	1985-1986	2003-2004	19
Dandurand	Pierre	UdeM	1963-1964	1995-1996	33
Dansereau	Francine	UL	1970-1971	1970-1971	1
David	Hélène	UdeM	1970-1971	1973-1974	4
De Guise	Jacques	UL	1971-1972	1973-1974	3
de Ipola	Emilio	UdeM / UQAM	1969-1970	1971-1972	3
de Koninck	Charles	UL	1942-1943	1943-1944	2
Delâge	Denys	UL	1982-1983	2003-2004	22
Delâge	Jean	UL	1964-1965	1964-1965	1
Delos	J.-Thomas	UL	1942-1943	1952-1953	8
Demers	Andrée	UdeM	1998-1999	2003-2004	6
de Monléon	Jacques	UL	1942-1943	1943-1944	2*
Denault	Hayda	UL	1944-1945	1952-1953	4
De Queiroz	Maria Isaura	UL	1965-1966	1965-1966	1
De Queiroz	Jean-Manuel	UQAM	1985-1986	1985-1986	1
De Rohan-Csermak	Géza	UL	1972-1973	1972-1973	1
Descarries	Francine	UQAM	1986-1987	2003-2004	18
De Séve	Michel	UL	1975-1976	2003-2004	29
Després	Jean-Pierre	UL	1944-1945	1952-1953	4*
Des Rivières-Pigeon	Catherine	UQAM	2003-2004	2003-2004	1
Desrosiers	Jean-Baptiste	UL	1942-1943	1944-1945	3*
Dion	Gérard	UL	1944-1945	1954-1955	7
Dion	Léon	UL	1950-1951	1966-1967	14
Dofny	Jacques	UdeM	1962-1963	1988-1989	27
Doray	Pierre	UQAM	1987-1988	2003-2004	17
Dostaler	Gilles	UQAM	1975-1976	1978-1979	4
Doutreloux	Albert	UL	1965-1966	1969-1970	5
Drouilly	Pierre	UQAM	1972-1973	2003-2004	30
Dubé	Yves	UL	1952-1953	1952-1953	1*
Duchastel	Jules	UQAM	1974-1975	2003-2004	29
Duhaime	Gérard	UL	2002-2003	2003-2004	2
Dumais	Alfred	UL	1969-1970	2003-2004	35
Dumas	Brigitte	UdeM	1986-1987	2003-2004	18
Dumont	Fernand	UL	1956-1957	1993-1994	38
Dupont	Wheeler	UL	1944-1945	1945-1946	2*
Durand	Claire	UdeM	2000-2001	2003-2004	4
Dussault	Gabriel	UL	1977-1978	2002-2003	26
Ehrensaft	Philippe	UQAM	1976-1977	1998-1999	23
Elkin	Frederick	UdeM	1963-1964	1963-1964	1
Falardeau	Jean-Charles	UL	1944-1945	1983-1984	40
Faribault	François	UL	1945-1946	1948-1949	3
Faucher	Albert	UL	1945-1946	1952-1953	3*
Feuerwerker	Rabbin David	UdeM	1967-1968	1967-1968	1
Filion	Gérard	UL	1944-1945	1945-1946	2*
Fontan	Jean-Marc	UQAM	1995-1996	2003-2004	9
Fortier	de la Broquerie	UL	1944-1945	1952-1953	4*
Fortier	Guy	UL	1944-1945	1950-1951	3*
Fortin	Andrée	UL	1983-1984	2003-2004	21
Fortin	Gérald	UL	1958-1959	1971-1972	13
Fournier	Léonard	UdeM	1958-1959	1959-1960	2
Fournier	Marcel	UdeM	1975-1976	2003-2004	29
Freitag	Michel	UQAM	1970-1971	2000-2001	31
Fusé	Toyomasa	UdeM	1969-1970	1971-1972	3

Nom	Prénom	Institution	Première observation	Dernière observation	Nombre d'observations
Gagné	Charles	UL	1942-1943	1950-1951	5*
Gagné	Gilles	UL	1981-1982	2002-2003	22
Gagné	Jean	UL	1950-1951	1952-1953	2*
Gagnon	Gabriel	UdeM	1970-1971	2000-2001	31
Gagnon	Mona Josée	UdeM	1990-1991	2003-2004	14
Gagnon	Nicole	UL	1967-1968	1998-1999	32
Gagnon	Onésime	UL	1944-1945	1952-1953	6
Galipeau	Pierre	UL	1973-1974	1977-1978	5
Garant	Charles-Omer	UL	1942-1943	1943-1944	2*
Garigue	Philippe	UdeM	1958-1959	1962-1963	4
Garon-Audy	Muriel	UdeM	1977-1978	1978-1979	2
Gay	Daniel	UL	1972-1973	1995-1996	24
Gingras	Yves	UQAM	1987-1988	1990-1991	4
Girard	Léonce	UL	1944-1945	1952-1953	4*
Girault	Françoise	UQAM	1976-1977	1976-1977	1
Giroux	Georges-Michel	UL	1944-1945	1952-1953	4*
Godbout	Maurice	UL	1950-1951	1950-1951	1*
Godin	Ernest	UQAM	1969-1970	1973-1974	5
Gosselin	Émile	UL	1950-1951	1954-1955	4
Grégoire	J. E.	UL	1942-1943	1943-1944	2*
Grégoire	Jean	UL	1944-1945	1950-1951	3*
Grenier	Fernand	UL	1962-1963	1963-1964	2
Grou	André	UQAM	1969-1970	1974-1975	5
Guay	Mme Edgar	UL	1950-1951	1950-1951	1*
Guay	R.-Edgar	UL	1950-1951	1952-1953	2*
Guay	Louis	UL	1977-1978	2003-2004	26
Guérard	Jean-Marie	UL	1944-1945	1952-1953	4*
Guimont	Paul-Henri	UL	1942-1943	1952-1953	6*
Guimont	Jean-Paul	UL	1942-1943	1943-1944	2*
Guindon	Hubert	UdeM	1958-1959	1962-1963	5
Halary	Charles	UL / UQAM	1978-1979	2003-2004	26
Hamel	Jacques	UdeM	1993-1994	2003-2004	11
Hamel	Pierre	UdeM	2002-2003	2003-2004	2
Hamelin	Louis-Edmond	UL	1952-1953	1952-1953	1*
Hartweg	Raoul	UL	1965-1966	1965-1966	1
Hecker	Frédéric T.	UL	1944-1945	1950-1951	3*
Hodgson	James	UL	1950-1951	1958-1959	9
Houle	Gilles	UdeM	1979-1980	2003-2004	25
Hubert	(Rev. Frère)	UL	1950-1951	1950-1951	1*
Hudon	Louis-Émile	UL	1942-1943	1952-1953	6*
Irénée	(Rev. Frère)	UL	1950-1951	1950-1951	1*
Jalbert	Lizette	UQAM	1976-1977	1991-1992	16
Jobin	François	UL	1944-1945	1950-1951	3*
Johnson	Rodrigue	UdeM	1968-1969	1968-1969	1
Juteau (Lee)	Danielle	UdeM	1982-1983	2003-2004	22
Kempeneers	Marianne	UdeM	1988-1989	2003-2004	16
Kheir	Élie	UQAM	1978-1979	2002-2003	24
Kuzminski	André	UL	1972-1973	1982-1983	11
Labelle	Micheline	UQAM	1976-1977	2003-2004	28
Labelle	Yvan	UL	1969-1970	1979-1980	11
Laberge	Danielle	UQAM	1983-1984	2001-2002	19
Lacombe	Sylvie	UL	1996-1997	2003-2004	8
Lacoste	Abbé Norbert	UdeM	1958-1959	1996-1997	39
Lacoursière	Luc	UL	1947-1948	1965-1966	5
Lacroix	Jean-Guy	UQAM	1980-1981	2003-2004	24
Lafrance	Georges	UL	1942-1943	1943-1944	2*
Laiberté	Marie-Paule	UL	1950-1951	1950-1951	1*
Lamontagne	Maurice	UL	1944-1945	1954-1955	7
Lamoureux	Jocelyne	UQAM	1987-1988	2003-2004	17
Langlois	Simon	UL	1977-1978	2003-2004	27
Laperrière	Anne	UQAM	1979-1980	2003-2004	25
Laplante	Marc	UQAM	1969-1970	1971-1972	3
Lasvergnas-Grémy	Isabelle	UQAM	1979-1980	2003-2004	25

Nom	Prénom	Institution	Première observation	Dernière observation	Nombre d'observations
Laurin-Frenette	Nicole	UQAM / UdeM	1969-1970	2002-2003	34
Lazure	Jacques	UQAM	1969-1970	1997-1998	29
LeBel	Paul	UL	1942-1943	1952-1953	6*
Leblanc	Napoléon	UL	1950-1951	1970-1971	15
Leblond	Wilfrid	UL	1942-1943	1952-1953	6*
Lebon	Wilfrid	UL	1942-1943	1943-1944	2*
Leclerc	Pierre	UL	1950-1951	1952-1953	2*
Legendre	Camille	UdeM	1981-1982	2003-2004	23
LeMay	Gérard	UL	1944-1945	1945-1946	2*
Lemelin	Charles	UL	1952-1953	1952-1953	1*
Lemieux	Vincent	UL	1961-1962	1965-1966	4
Léopold (-Hector)	Marion-B.	UQAM	1973-1974	1999-2000	25
Lessard	Marc-André	UL	1962-1963	1995-1996	33
Lèvesque	Georges-Henri	UL	1942-1943	1952-1953	6*
Lévesque	Benoît	UQAM	1983-1984	2003-2004	21
Lorrain	François	UQAM	1974-1975	1977-1978	3
Lortie	Gérard-M	UL	1949-1950	1952-1953	3
Lortie	Lucien	UL	1944-1945	1945-1946	2*
Lussier	Doris	UL	1950-1951	1954-1955	5
Lux	André	UL	1966-1967	1993-1994	27
Mackey	William	UL	1962-1963	1965-1966	3
Maheu	Louis	UdeM	1970-1971	2003-2004	34
Marc-André	(Rev. Frère)	UL	1950-1951	1950-1951	1*
Marcoux	Richard	UL	1995-1996	2003-2004	9
Marier	Roger	UL	1944-1945	1950-1951	3*
Martin	Jean-Marie	UL	1942-1943	1952-1953	6*
Martin	Roméo	UL	1944-1945	1950-1951	3*
Martin	Yves	UL	1956-1957	1966-1967	11
Martin	Luc	UdeM	1969-1970	1973-1974	5
Mascotto	Jacques	UQAM	1978-1979	2003-2004	26
Massé	Jacqueline	UdeM	1965-1966	1996-1997	32
McAll	Christopher	UdeM	1990-1991	2003-2004	14
McGraw	Donald	UQAM	1973-1974	1977-1978	5
Mercier	François	UQAM	1969-1970	1974-1975	6
Mercier	Paul	UL	1965-1966	1965-1966	1
Mercure	Daniel	UL	1989-1990	2003-2004	15
Mergui	Raphael	UQAM	1974-1975	1978-1979	5
Midy	Franklin	UQAM	1976-1977	2003-2004	23
Miller	Jean-Charles	UL	1942-1943	1950-1951	5*
Miliot	Micheline	UQAM	1997-1998	2003-2004	7
Montminy	Jean-Paul	UL	1962-1963	1995-1996	34
Morderet	Jacques	UL	1942-1943	1945-1946	4*
Moreault	Louis	UL	1950-1951	1952-1953	2*
Moreux	Colette	UdeM	1967-1968	1980-1981	13
Morisset	Thérèse	UL	1944-1945	1952-1953	4*
Morissette	Réal	UQAM	1969-1970	1973-1974	5
Niosi	Graciella	UQAM	1973-1974	1974-1975	2
Niosi	Jorge E.	UQAM	1970-1971	1989-1990	20
Noivo	Edite	UdeM	1994-1995	1999-2000	6
O'Connell Maher	J.	UL	1944-1945	1945-1946	2*
Ohlstrom	Bo	UdeM	1966-1967	1967-1968	2
Otero	Marceio	UQAM	2002-2003	2003-2004	2
Ouellet	Fernand	UL	1962-1963	1963-1964	2
Paré	Simone	UL	1950-1951	1952-1953	2*
Pelland	Léo	UL	1942-1943	1943-1944	2*
Petitot	André	UQAM	1983-1984	1996-1997	14
Picard	Gérard	UL	1944-1945	1945-1946	2*
Picard	Stanislas	UL	1944-1945	1952-1953	4*
Piché	Marcel	UL	1945-1946	1950-1951	2*
Pierard	André	UQAM	1969-1970	2003-2004	32
Pigeon	Louis-Philippe	UL	1942-1943	1952-1953	6*
Pineault	Éric	UQAM	2003-2004	2003-2004	1
Pitts	Ruth Ann	UdeM	1969-1970	1976-1977	8

Nom	Prénom	Institution	Première observation	Dernière observation	Nombre d'observations
Pizarro	Narciso	UQAM	1969-1970	1979-1980	11
Poulin	Gonzalve	UL	1944-1945	1957-1958	12
Poulin	Richard	UQAM	1981-1982	1981-1982	1
Poznanski	Tadeusz	UL	1942-1943	1957-1958	16
Probyn	Elspeth	UdeM	1991-1992	1997-1998	7
Proulx	Serge	UQAM	1972-1973	1974-1975	3
Quéniart	Anne	UQAM	1987-1988	2003-2004	17
Quérido	Christiane	UdeM	1969-1970	1990-1991	22
Racine	Luc	UdeM	1974-1975	2003-2004	30
Rafie	Marcel	UQAM	1969-1970	2003-2004	33
Renaud	Jean	UdeM	1981-1982	2003-2004	23
Renaud	Marc	UdeM	1977-1978	2003-2004	27
Riel	Marquita	UQAM	1970-1971	1975-1976	6
Rioux	Marcel	UdeM	1961-1962	1985-1986	25
Robillard	Benoît	UL	1945-1946	1945-1946	1*
Robin-Maire	Régine	UQAM	1983-1984	2003-2004	21
Rocher	Guy	UL / UdeM	1952-1953	2003-2004	52
Roue	Marie	UQAM	1989-1990	1989-1990	1
Roy	Lionel	UL	1942-1943	1948-1949	6
Roy	Shirley	UQAM	1993-1994	2003-2004	11
Sabourin	Paul	UdeM	1990-1991	2003-2004	12
Saint-Pierre	Céline	UQAM	1969-1970	1991-1992	23
Sales	Arnaud	UdeM	1970-1971	2003-2004	34
Santerre	Renaud	UL	1968-1969	1970-1971	3
Saucier	Jean	UL	1942-1943	1943-1944	2*
Savard	Georges	UL	1942-1943	1945-1946	4*
Savard-Baby	Michèle	UL	1980-1981	1980-1981	1
Schechter	Stephen	UQAM	1975-1976	2003-2004	29
Schmitz	Nancy	UL	1966-1967	1970-1971	5
Schwarz	Alf	UL	1968-1969	1998-1999	31
Sévigny	Robert	UdeM	1962-1963	1996-1997	35
Sfia	Mohamed-Sala	UdeM / UQAM	1969-1970	1999-2000	31
Simard	André	UL	1944-1945	1950-1951	3*
Simard	Jean-Jacques	UL	1977-1978	2003-2004	27
Siméon	(Rev. Frère)	UL	1950-1951	1950-1951	1*
Smarth	Lucien	UQAM	1976-1977	1986-1987	11
Solasse	Bernard	UL	1975-1976	1981-1982	7
St-Arnaud	Pierre	UL	1971-1972	2003-2004	31
St-Martin	Marcelle	UL	1945-1946	1945-1946	1*
Szabo	Denis	UdeM	1959-1960	1961-1962	3
Tardy	Évelyne	UQAM	1979-1980	1979-1980	1
Thériault	Barbara	UdeM	2003-2004	2003-2004	1
Thibault	Marc	UL	1959-1960	1960-1961	2
Thibault	Marc-Aurèle	UL	1950-1951	1952-1953	2*
Torrado de Ipola	Susana	UQAM	1970-1971	1971-1972	2
Tremblay	Arthur	UL	1946-1947	1948-1949	3
Tremblay	Gérard	UL	1944-1945	1952-1953	4*
Tremblay	Marc-Adélard	UL	1957-1958	1970-1971	14
Tremblay	Maurice	UL	1944-1945	1957-1958	10
Tremblay	René	UL	1950-1951	1960-1961	4
Trépanier	Victor-E	UL	1942-1943	1943-1944	2*
Trottier	Louis-J	UL	1944-1945	1945-1946	2*
Trottier	Michel	UL	1952-1953	1964-1965	2
Turcotte	Arsène	UL	1950-1951	1952-1953	2*
Turmel	André	UL	1977-1978	2003-2004	27
Urbano	Henrique	UL	1979-1980	1998-1999	20
Vaillancourt	Cyrille	UL	1942-1943	1950-1951	5*
Vaillancourt	Jean-Guy	UdeM	1969-1970	2003-2004	35
Valin	Roch	UL	1961-1962	1965-1966	4
Vandelac	Louise	UQAM	1983-1984	2003-2004	21
Vandycke	Robert	UdeM	1970-1971	2000-2001	31
Veillette	Denise	UL	1980-1981	2003-2004	24

Nom	Prénom	Institution	Première observation	Dernière observation	Nombre d'observations
Vidal	Daniel	UQAM	1970-1971	1970-1971	1
Voyer	Victorin	UL	1952-1953	1952-1953	1*
White	Deena	UdeM	1993-1994	2003-2004	11
Whitelaw	John C.	UL	1944-1945	1952-1953	4*
Yanacopoulos	Andrée	UQAM	1969-1970	1973-1974	5

ANNEXE B

TABLEAUX DE DONNÉES SUR LES PROFESSEURS RECENSÉS ET LEURS PUBLICATIONS

Tableau 6.1 Distribution des professeurs ayant travaillé dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon l'année d'embauche et la durée de la carrière

	Durée de la carrière		Total
	Moins de 5 ans de carrière	5 ans de carrière ou plus	
1943-1959	101	28	129
1960-1969	24	41	65
1970-1979	15	48	63
1980-1989	8	21	29
1990-2003	1	26	27
Total	149	164	313

Année d'embauche

Tableau 8.1 : Distribution des professeurs ayant travaillé cinq ans ou plus dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec selon l'année d'embauche et l'institution principale

	Université principale			Total
	Université Laval	Université de Montréal	UQÀM	
1943*-1948	14	0	0	14
1949-1953	5	1	0	6
1954-1958	4	4	0	8
1959-1963	3	5	0	8
1964-1968	6	5	0	11
1969-1973	8	10	22	40
1974-1978	8	4	11	23
1979-1983	6	4	10	20
1984-1988	0	3	4	7
1989-1993	2	6	2	10
1994-1998	2	2	3	7
1999-2003	1	4	5	10
Total	59	48	57	164

Année d'embauche

* Les observations commencent avec l'annuaire 1942-1943 de l'Université Laval mais cette catégorie comprend des professeurs ayant été embauchés avant cette date.

Tableau 8.2 : Distribution des professeurs ayant travaillé cinq ans ou plus dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec selon la génération et l'institution principale

	Université principale			Total
	Université Laval	Université de Montréal	Université du Québec à	
Pionniers	32	15	0	47
Médians	22	18	43	83
Jeunes	5	15	14	34
Total	59	48	57	164

Génération

Tableau 8.3 : Distribution des professeurs ayant travaillé cinq ans ou plus dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec selon le sexe et la génération

Génération	Sexe			
	Femmes	Hommes	Total	
	Pionniers	5	42	47
	Médians	18	65	83
	Jeunes	18	16	34
Total	41	123	164	

Tableau 8.4 : Distribution des professeurs ayant travaillé cinq ans ou plus dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec selon le sexe et l'année d'embauche.

Sexe				
Année d'embauche	Femmes	Hommes	Total	
	1942-1948	0	14	14
	1949-1953	0	6	6
	1954-1958	0	8	8
	1959-1963	0	8	8
	1964-1968	5	6	11
	1969-1973	7	33	40
	1974-1978	2	21	23
	1979-1983	9	11	20
	1984-1988	6	1	7
	1989-1993	4	6	10
	1994-1998	4	3	7
	1999-2003	4	6	10
	Total	41	123	164

Tableau 8.5 : Distribution des articles publiés entre 1943 et 2003 dans huit revues québécoises par les professeurs ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon la revue et l'année de publication.

Année de publication	Revue				Total
	Recherches sociographiques	Sociologie et sociétés	Cahiers de recherche sociologique	Autres	
1943-1948	0	0	0	9	9
1949-1953	0	0	0	3	3
1954-1958	0	0	0	2	2
1959-1963	45	0	0	1	46
1964-1968	37	0	0	0	37
1969-1973	10	29	0	0	39
1974-1978	23	25	0	0	48
1979-1983	33	40	5	0	78
1984-1988	24	33	27	0	84
1989-1993	13	32	30	0	75
1994-1998	19	23	30	0	72
1999-2003	18	25	14	0	57
Total	222	207	106	15	550

Tableau 8.6 : Distribution et nombre moyen d'auteurs par article (publié dans sept revues québécoises et dont au moins un auteur a occupé un poste dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec cinq ans ou plus) selon l'année de publication.

Année de publication	Nombre d'auteurs						Total	Moyenne
	1	2	3	4	5	6		
1943-1948	9	0	0	0	0	0	9	1
1949-1953	3	0	0	0	0	0	3	1
1954-1958	2	0	0	0	0	0	2	1
1959-1963	31	15	0	0	0	0	46	1.33
1964-1968	29	6	1	0	1	0	37	1.32
1969-1973	29	6	2	1	1	0	39	1.44
1974-1978	39	7	0	2	0	0	48	1.27
1979-1983	65	5	6	1	1	0	78	1.31
1984-1988	60	17	5	1	0	1	84	1.42
1989-1993	48	23	3	1	0	0	75	1.43
1994-1998	45	20	5	1	1	0	72	1.51
1999-2003	27	20	8	1	1	0	57	1.76
Total	387	119	30	8	5	1	550	1.41

Tableau 8.7 : Distribution des articles publiés entre 1943 et 2003 dans sept revues québécoises par les professeurs ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon le nombre d'auteurs et l'année de publication.

Année de publication	Nombre d'auteur(s)			Total
	1	2	3 et +	
1943-1948	9	0	0	9
1949-1953	3	0	0	3
1954-1958	2	0	0	2
1959-1963	31	15	0	46
1964-1968	29	6	2	37
1969-1973	29	6	4	39
1974-1978	39	7	2	48
1979-1983	65	5	8	78
1984-1988	60	17	7	84
1989-1993	48	23	4	75
1994-1998	45	20	7	72
1999-2003	27	20	10	57
Total	387	119	44	550

Tableau 8.8 . Distribution des articles publiés entre 1959 et 2003 dans sept revues québécoises par les professeurs ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon la génération et la revue de publication

Génération	Revue				Total
	Recherches sociographiques	Sociologie et sociétés	Cahiers de recherche sociologique	Autres	
Pionniers	142	57	4	15	218
Médians	100	149	101	0	350
Jeunes	19	35	25	0	79
Total	261	241	130	15	647

Tableau 8.9 : Distribution des articles publiés entre 1943 et 2003 dans huit revues québécoises par les professeurs ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon l'université principale de l'auteur et la revue de publication

Université principale	Revue				Total
	Recherches	Sociologie et sociétés	Cahiers de recherche	Autres	
Université Laval	190	21	6	12	229
Université de Montréal	48	176	10	3	237
UQAM	23	44	114	0	181
Total	261	241	130	15	647

Tableau 8.10 . Distribution des documents (notices bibliographiques) publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec selon les moteurs de recherche Anane, Atrium et Manitou, selon l'année de publication et le nombre d'auteurs, 2004

Date de publication	Nombre d'auteur(s)				Total
	1	2	3	4 et +	
Aucune date	24	3	0	0	27
1929-1942	18	0	1	1	20
1943-1948	31	0	1	0	32
1949-1953	22	5	2	0	29
1954-1958	33	4	0	0	37
1959-1963	36	9	2	0	47
1964-1968	85	22	6	2	115
1969-1973	105	28	13	2	148
1974-1978	90	31	22	5	148
1979-1983	94	38	27	5	164
1984-1988	94	59	24	6	183
1989-1993	116	82	59	9	265
1994-1998	99	72	51	8	230
1999-2003	65	65	48	4	182
2004	1	2	0	0	3
Total	913	420	256	42	1631

Tableau 8.11 : Distribution et nombre moyen d'auteurs par notice bibliographique (documents publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec selon les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou) selon l'année de

Année de publication	Nombre d'auteurs						Total	Moyenne
	1	2	3	4	5	6		
Aucune date	24	3	0	0	0	0	27	1.11
1929-1942	18	0	1	1	0	0	20	1.25
1943-1948	31	0	1	0	0	0	32	1.06
1949-1953	22	5	2	0	0	0	29	1.31
1954-1958	33	4	0	0	0	0	37	1.11
1959-1963	36	9	2	0	0	0	48	1.25
1964-1968	85	22	6	1	1	0	118	1.32
1969-1973	105	28	13	1	1	0	151	1.38
1974-1978	90	31	22	4	1	0	150	1.59
1979-1983	94	38	27	5	0	0	165	1.64
1984-1988	94	59	24	4	2	0	185	1.68
1989-1993	116	82	59	7	1	1	266	1.86
1994-1998	99	72	51	7	1	0	232	1.85
1999-2003	65	65	48	4	0	0	182	1.95
2004	1	2	0	0	0	0	3	1.67
Total	913	420	256	34	7	1	1631	1.65

Tableau 8.12 : Distribution des notices publiées par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec selon les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon la langue et l'année de publication, 2004

Année de publication	Langue (principale)			Total
	Français	Anglais	Espagnol	
Aucune date	25	2	0	27
1929-1942	20	0	0	20
1943-1948	31	1	0	32
1949-1953	23	6	0	29
1954-1958	30	7	0	37
1959-1963	45	2	0	47
1964-1968	110	5	0	115
1969-1973	135	13	0	148
1974-1978	129	19	0	148
1979-1983	155	8	1	164
1984-1988	169	14	0	183
1989-1993	237	25	4	266
1994-1998	204	25	1	230
1999-2003	164	17	1	182
2004	2	1	0	3
total	1479	145	7	1631

Tableau 8.13 : Distribution des documents (notices bibliographiques) publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec selon les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon le lieu et l'année de publication, 2004

	Lieu de publication						Total
	Québec	Amérique du Nord	France	Europe	Autre	Aucun lieu	
Aucune date	11	1	2	0	1	12	27
1929-1942	14	0	3	0	0	3	20
1943-1948	28	2	1	0	0	1	32
1949-1953	20	6	1	0	0	2	29
1954-1958	23	4	2	1	1	6	37
1959-1963	38	4	1	1	1	2	47
1964-1968	79	18	9	7	0	2	115
1969-1973	113	17	8	3	0	7	148
1974-1978	116	15	7	5	1	4	148
1979-1983	144	9	4	6	0	1	164
1984-1988	155	10	7	5	1	5	183
1989-1993	236	16	11	3	0	0	266
1994-1998	201	7	10	8	1	3	230
1999-2003	154	9	12	7	0	0	182
2004	2	0	0	1	0	0	3
Total	1334	118	78	47	6	48	1631

Tableau 8.14 : Distribution des documents (notices bibliographiques) publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec selon les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon la génération et le lieu de publication, 2004

	Lieu de publication						Total
	Québec	Ailleurs en Amérique du	France	Ailleurs en Europe	Autre	Aucun	
Pionniers	464	69	34	20	3	31	621
Médians	674	38	39	17	1	14	783
Jeunes	277	16	5	10	2	5	315
Total	1415	123	78	47	6	50	1719

Tableau 8.15 : Distribution des documents (notices bibliographiques) publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec selon les moteurs de recherche Ariane, Alrium et Manitou, selon le type d'éditeur et l'année de publication, 2004

	Maison d'édition	Universitaire	Groupe de recherche	Type d'éditeur			Total
				Gouvernemental	Privé	Aucun	
Aucune date	3	6	2	3	2	11	27
1929-1942	13	1	0	1	0	5	20
1943-1948	9	15	0	1	4	3	32
1949-1953	11	5	0	2	2	9	29
1954-1958	11	12	0	2	5	7	37
1959-1963	16	14	3	1	8	5	47
1964-1968	37	26	4	18	22	8	115
1969-1973	63	37	5	12	20	11	148
1974-1978	58	37	13	15	20	5	148
1979-1983	70	43	20	19	9	3	164
1984-1988	66	41	25	28	19	4	183
1989-1993	82	45	87	16	35	1	266
1994-1998	106	33	60	17	12	2	230
1999-2003	85	13	65	11	8	0	182
2004	3	0	0	0	0	0	3
Total	633	328	284	146	166	74	1631

Tableau 8.16 : Distribution des documents (notices bibliographiques) publiés entre 1943 et 2003 par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec selon les moteurs de recherche Ariane, Alrium et Manitou, selon le type d'éditeur et l'année de publication, 2004

	Maison d'édition	Universitaire	Groupe de recherche	Type d'éditeur			Total
				Gouvernemental	Privé	Aucun	
1943-1963	47	46	3	6	19	24	145
1964-1988	294	184	67	92	90	31	758
1989-2003	273	91	212	44	55	3	678
Total	614	321	282	142	164	58	1581

N=1581 parce que sont exclus 27 sans date, 20 "1929-1942" et 3 "2004"

Tableau 8.17 : Distribution des documents (notices bibliographiques) publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec selon les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon la génération et le type d'édition, 2004

Génération	Type d'éditeur							
	Maison d'édition	Universitaire	Groupe de recherche	Gouvernemental	Privé	Aucun	Total	
	Pionniers	313	99	30	49	71	59	621
	Médians	288	150	182	88	63	12	783
	Jeunes	75	93	88	18	38	3	315
Total	676	342	300	155	172	74	1719	

Tableau 8.18 : Distribution des documents (notices bibliographiques) publiés entre 1943 et 2003 par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec selon les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon le type d'éditeur et le moment de la publication par rapport à la carrière de l'auteur, 2004

Type d'édition		Moment de la publication par rapport à la carrière				Sans date	Total
		Avant l'embauche	Pendant la carrière	Après la fin d'emploi	Total		
	Maison d'édition	60	449	164	673	3	676
	Universitaire	157	162	17	336	6	342
	Groupe de recherche	52	220	25	297	3	300
	Gouvernemental	28	98	26	152	3	155
	Privé	45	95	30	170	2	172
	Aucun	21	32	10	63	11	74
	Total	363	1056	272	1691	28	1719

Tableau 8.19 : Distribution des documents (notices bibliographiques) publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec selon les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon l'université principale de l'auteur et le type d'édition, 2004

Université principale	Type d'éditeur							
	Maison d'édition	Universitaire	Groupe de recherche	Gouvernemental	Privé	Aucun	Total	
	Université Laval	293	130	63	51	63	48	648
	Université de Montréal	182	100	52	64	61	15	474
	UQÀM	201	112	185	40	48	11	597
Total	676	342	300	155	172	74	1719	

Tableau 8.20 : Distribution des documents (notices bibliographiques) publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec selon les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon le

Année de publication	Type de publication						Total
	Monographies	Ouvrages dirigés	Thèses	Actes de colloques	Tirés à part	Littérature	
Aucune date	20	1	3	1	2	0	27
1929-1942	14	0	3	0	3	0	20
1943-1948	13	1	10	0	8	0	32
1949-1953	15	2	5	0	6	1	29
1954-1958	25	0	8	3	1	0	37
1959-1963	30	0	9	5	3	0	47
1964-1968	85	3	17	6	3	1	115
1969-1973	103	14	21	4	0	6	148
1974-1978	115	6	20	2	4	1	148
1979-1983	124	12	19	6	1	2	164
1984-1988	132	19	17	14	0	1	183
1989-1993	189	38	15	23	1	0	266
1994-1998	156	45	7	16	2	4	230
1999-2003	128	33	3	14	2	2	182
2004	2	0	0	1	0	0	3
Total	1151	174	157	95	36	18	1631

Tableau 8.21 : Distribution, moyenne et moyenne par dix ans de carrière des articles parus entre 1943 et 2003 dans sept revues québécoises, et des documents (notices bibliographiques) selon les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon la génération et le moment de publication par rapport à la carrière, 2004

	Génération Pionniers			Génération Médians			Génération Jeunes		
	Total	Moyenne / auteur	Moyenne / 10 ans de carrière	Total	Moyenne / auteur	Moyenne / 10 ans de carrière	Total	Moyenne / auteur	Moyenne / 10 ans de carrière
Nombre	47	s/o	s/o	83	s/o	s/o	34	s/o	s/o
Années de carrière	884	18.8	s/o	1806	21.8	s/o	319	9.4	s/o
Notices publiées avant l'embauche	71	1.5	s/o	117	1.4	s/o	175	5.1	s/o
Notices publiées pendant la carrière	302	6.4	3.42	616	7.4	3.41	138	4.1	4.33
Notices publiées après la carrière	228	4.9	s/o	43	0.5	s/o	1	0.0	s/o
Notices publiées sans date	20	0.4	s/o	7	0.1	s/o	1	0.0	s/o
Total - Notices	621	13.2	7.02	783	9.4	4.34	315	9.3	9.87
Articles publiés avant la carrière	0	0.0	s/o	4	0.0	s/o	11	0.3	s/o
Articles publiés pendant la carrière	214	4.6	2.42	344	4.1	1.90	68	2.0	2.13
Articles publiés après la carrière	4	0.1	s/o	2	0.0	s/o	0	0.0	s/o
Total - Articles	218	4.6	2.47	350	4.2	1.94	79	2.3	2.48

Tableau 8.22 · Distribution et moyenne d'articles parus entre 1943 et 2003 dans sept revues québécoises, et de documents (notices bibliographiques) selon les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon l'année de publication par rapport à l'année d'embauche et la génération, 2004

	Articles							
	Pionniers		Médians		Jeunes		Total	
	Nombre	Moyenne	Nombre	Moyenne	Nombre	Moyenne	Nombre	Moyenne
Moment de la publication par rapport à l'embauche								
De 6 à 10 ans avant l'embauche	0	0.000	2	0.024	3	0.088	5	0.030
De 1 à 5 ans avant l'embauche	0	0.000	5	0.060	8	0.235	13	0.079
Moins de 5 ans après l'embauche	51	1.085	62	0.747	35	1.029	148	0.902
De 5 à 9 ans après l'embauche	59	1.255	79	0.952	25	0.735	163	0.994
De 10 à 14 ans après l'embauche	21	0.447	61	0.735	7	0.206	89	0.543
De 15 à 19 ans après l'embauche	33	0.702	59	0.711	1	0.029	93	0.567
de 20 à 24 ans après l'embauche	21	0.447	40	0.482	0	0.000	61	0.372
de 25 à 29 ans après l'embauche	9	0.191	35	0.422	0	0.000	44	0.268
De 30 à 34 ans après l'embauche	17	0.362	7	0.084	0	0.000	24	0.146
35 ans ou plus après l'embauche	7	0.149	0	0.000	0	0.000	7	0.043
Total	218	4.638	350	4.217	79	2.324	647	3.945
	Notices							
	Pionniers		Médians		Jeunes		Total	
	Nombre	Moyenne	Nombre	Moyenne	Nombre	Moyenne	Nombre	Moyenne
Moment de la publication par rapport à l'embauche								
20 ans ou plus avant l'embauche	0	0.000	0	0.000	12	0.353	12	0.073
De 16 à 20 ans avant l'embauche	1	0.021	1	0.012	15	0.441	17	0.104
De 11 à 15 ans avant l'embauche	2	0.043	12	0.145	20	0.588	34	0.207
De 6 à 10 ans avant l'embauche	21	0.447	39	0.470	54	1.588	114	0.695
De 1 à 5 ans avant l'embauche	47	1.000	65	0.783	74	2.176	186	1.134
Moins de 5 ans après l'embauche	64	1.362	93	1.120	61	1.794	218	1.329
De 5 à 9 ans après l'embauche	77	1.638	104	1.253	51	1.500	232	1.415
De 10 à 14 ans après l'embauche	71	1.511	141	1.699	19	0.559	231	1.409
De 15 à 19 ans après l'embauche	81	1.723	166	2.000	8	0.235	255	1.555
de 20 à 24 ans après l'embauche	58	1.234	91	1.096	0	0.000	149	0.909
de 25 à 29 ans après l'embauche	63	1.340	42	0.506	0	0.000	105	0.640
De 30 à 34 ans après l'embauche	46	0.979	22	0.265	0	0.000	68	0.415
35 ans ou plus après l'embauche	70	1.489	0	0.000	0	0.000	70	0.427
Total	601	12.787	776	9.349	314	9.235	1691	10.311

Tableau 8.23 Distribution des documents (notices bibliographiques) publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec selon les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon la génération et le type de publication, 2004

Type de publication	Génération			
	Pionniers	Médians	Jeunes	Total
Monographies	450	550	203	1203
Ouvrages dirigés	60	110	33	203
Thèses	41	59	57	157
Actes de colloque	32	48	21	101
Tirés à part	31	5	1	37
Littérature	7	11	0	18
Total	621	783	315	1719

Tableau 8.24 Distribution des articles parus entre 1943 et 2003 dans sept revues québécoises publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec, selon la génération et le moment de publication par rapport à la carrière

	Pionniers	Médians	Jeunes	Total
Avant la carrière	0	4	11	15
Pendant la carrière	214	344	68	626
Après la carrière	4	2	0	6
Total	218	350	79	647

Tableau 8.25 : Distribution des documents (notices bibliographiques) publiés par au moins un professeur ayant travaillé au moins cinq ans dans un département de sociologie universitaire francophone au Québec selon les moteurs de recherche Ariane, Atrium et Manitou, selon la génération et le moment de publication

	Pionniers	Médians	Jeunes	Total
Avant la carrière	71	117	175	363
Pendant la carrière	302	616	138	1056
Après la carrière	228	43	1	272
Sans date	20	7	1	28
Total	621	783	315	1719

ANNEXE C

TABLEAUX DE DONNÉES SUR LES SPÉCIFICITÉS DE CHAQUE TEXTE CONSTITUANT LE CORPUS

Note : le calcul des spécificités pour les articles (tableaux C.01 à C.55) est effectué à partir du sous-corpus des articles seulement. De même, le calcul des spécificités pour les monographies (tableaux C.56 à C.80) est effectué à partir du sous-corpus des monographies seulement.

Légende pour les tableaux C.01 à C.80

Frq. Tot.	Désigne le nombre d'occurrences total de la forme lexicale dans le sous-corpus concerné (sous-corpus des articles ou sous-corpus des monographies).
Fréquence	Désigne le nombre d'occurrences de la forme lexicale dans la partie du sous-corpus concernée (article ou monographie).
Coefficient	Évalue le degré de significativité du sur emploi (ou du sous emploi dans le cas des spécificités négatives) de la forme lexicale dans une partie du sous-corpus (Fracchiola, Kuncova et Maisondieu, 2003 : 29). Pour les détails du calcul des spécificités, se référer à l'ouvrage de Lebart et Salem (1994), plus particulièrement la première partie du chapitre VI (pages 171 à 185).
Forme lexicale	Les formes lexicales soulignées en gris sont celles dont les occurrences dans le sous-corpus concerné sont concentrées à 90% ou plus dans le texte en question.

Trois astérisques désignent un coefficient supérieur à 50.

Tableau C.01 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Hughes (1943), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
famille	306	79	***
recherches sociales	22	20	33
recherches	185	42	33
étudier	75	28	29
familles	133	33	28
problèmes	230	40	27
propriété	141	31	24
paroisse	84	24	22
gens	114	23	18
enfants	171	27	18
étude	298	35	18
agglomération	15	11	17
études	265	32	17
sociales	639	46	15
famille ménage	8	8	15
cycle	51	14	13
propriété immobilière	7	7	13
paroisses	34	12	13
problème	238	26	13
immobilière	7	7	13
districts	15	9	13
connaître	47	12	11
profession	47	12	11
problème social	9	6	10
ménage	69	13	10
enquêteur social	6	5	9
villes	104	14	9
clientèle	36	9	9
agglomérations	19	7	9
enquêteur	11	6	9
programme de recherche	6	5	9
notaire	9	5	8
districts ruraux	8	5	8
filis	78	11	8
étudiants	120	14	8
éducation	225	19	8
ville	227	18	8
statistiques	56	10	8
conditions sociales	12	6	8
culture	536	1	-4
politiques	566	2	-4
français	960	6	-4
état	959	4	-5
québec	2183	19	-5
politique	1296	5	-7
canada	856	1	-7

Tableau C.02 · Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Lamontagne (1944), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
travaux publics	39	37	***
travaux	188	50	47
publics	125	41	43
placements	30	25	42
embauchage	23	19	32
embauchage intégral	17	17	32
dépression	28	20	31
programme	118	31	30
privée	99	29	30
intégral	25	18	28
chômage	65	22	24
guerre	143	26	21
politique de travaux publics	10	10	19
programme de travaux publics	9	9	17
demande	88	19	17
après guerre	36	14	17
marsh	11	9	16
prospérité	32	12	15
opportunités	7	7	14
remède	21	10	14
théorie	81	16	14
sécurité sociale	30	11	14
dépenses publiques	20	10	14
dépense	11	8	13
crises	23	10	13
reconstruction	20	9	12
multiplicateur	9	7	12
revenu national	14	8	12
biens de production	6	6	12
prix	60	13	12
sécurité	106	15	11
profit	65	12	11
décade	7	6	11
keynes	8	6	11
fluctuations	17	8	11
entreprise privée	33	10	11
augmenter	37	10	11
emploi	162	18	11
années	569	1	-4
classe	681	2	-4
état	959	2	-5
social	748	1	-5
classes	756	1	-5
société	1389	4	-6

Tableau C.03 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Lévesque (1944), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
service social	100	44	***
charité	72	43	***
service	188	59	***
social	748	49	28
technique	112	21	23
christ	13	10	19
miséricorde	8	8	18
amour	20	9	15
oeuvres	36	11	15
dieu	41	11	14
coeur	19	8	13
sagesse	13	7	12
misères	14	7	12
bienfaisance	8	6	12
chrétiens	12	6	11
prudence	19	7	11
vertu	41	8	10
soulager	5	4	9
efforts	50	8	9
jésus	6	4	8
prochain	24	6	8
bien	973	27	8
familles	133	9	7
misère	20	5	7
admirable	9	4	7
humanité	21	4	6
secours	14	4	6
individus	141	9	6
besoin	97	7	6
chrétien	27	4	5
utile	25	4	5
humaine	52	5	5
assistance	38	4	5
travail	920	2	-3
politique	1296	1	-5
québec	2183	1	-8

Tableau C04. : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Falardeau (1944a), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
communauté	257	34	28
village	38	18	27
paroisse	84	20	23
rurale	101	19	19
monographies	18	10	17
monographie	19	9	14
familles	133	15	12
vie	652	30	12
communauté rurale	8	6	12
centre	161	15	11
groupements	56	10	11
degré	57	10	11
groupement	19	7	10
variété	12	6	10
voisinages	6	5	10
unité	142	12	9
géographique	26	7	9
vie sociale	41	8	9
région	133	11	8
relations	228	14	8
enquêteur	11	5	8
rural	97	10	8
l'éon gérin	15	5	8
campagne	41	6	7
famille	306	15	7
sociologique	107	9	7
terres	59	7	7
rang	52	6	6
frontières	45	6	6
observer	27	5	6
milieu	302	13	6
sociologue	69	7	6
associations	82	7	6
canada	856	1	-4
politique	1296	2	-5
québec	2183	6	-5

Tableau C.05 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Falardeau (1944b), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
ville	227	83	***
saint	162	38	47
ville haute	19	19	42
falaise	19	19	42
ville basse	15	15	34
rivière	27	18	33
ouest	111	25	31
plaine	14	14	31
saint roch	13	12	26
saint charles	10	10	23
rue	24	13	23
nord	202	22	20
centre	161	20	20
port	8	8	18
vieux québec	5	5	12
fleuve	10	6	12
faubourgs	5	5	12
faubourg	5	5	12
promontoire	5	5	12
population	532	23	12
quartier	18	7	12
citadelle	5	5	12
chantiers	12	6	11
sud	54	9	11
saint jean	22	6	9
québec	2183	42	9
ateliers	15	5	8
quartiers	22	5	7
voies	32	5	7
croissance	110	7	6
territoire	134	8	6
expansion	71	6	6
vieux	45	5	6
voie	131	7	5
limites	69	5	5
urbain	103	6	5
intérieur	156	7	5
canada	856	1	-3
français	960	1	-3

Tableau C06. : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Poulin (1947), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
service social	100	50	***
service	188	62	***
social	748	96	***
ecole	57	19	25
travailleur social	12	11	22
assistance	38	15	21
oeuvres	36	14	20
sécurité	106	17	16
homme	152	18	15
sociale	937	39	14
travailleurs sociaux	14	8	14
charité	72	13	14
humanisme	11	7	13
techniques	112	15	13
sens social	10	7	13
humanisme chrétien	7	6	12
travailleur	52	11	12
services	254	18	11
faculté	39	9	11
chrétien	27	8	11
sociaux	445	20	9
sécurité sociale	30	7	9
faculté des sciences sociales	11	5	8
moderne	96	10	8
besoins	133	11	8
humaine	52	7	7
responsabilités	34	6	7
familial	35	6	7
etat	184	11	7
esprit	174	11	7
particuliers	48	6	6
privées	49	6	6
professionnelles	53	6	6
individu	59	6	6
humain	27	5	6
yeux	32	5	6
coopération	33	5	6
but	72	7	6
classe	681	1	-3
français	960	2	-3
classes	756	2	-3
canada	856	1	-4
politique	1296	2	-5

Tableau C.07 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Rocher (1952), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
culture	536	26	20
montréal	519	26	20
ville	227	17	16
genre	65	11	15
culture urbaine	11	7	15
industries	195	13	12
urbaine	106	9	10
villes	104	9	10
urbanisation	99	8	9
métropolitaine	19	5	9
industrialisation	145	8	8
population	532	14	8
centre	161	8	7
diffusion	65	6	7
province	250	8	6
étude	298	9	6
région	133	5	5
industrie	216	6	4
réalité	188	5	4
industrielle	204	5	4
importance	232	6	4
structure	394	8	4
politique	1296	1	-3
québec	2183	2	-3

Tableau C.08 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Falardeau (1953), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
canadiens français	308	22	11
français	960	39	10
industrialisme	5	5	10
industrie	216	17	9
état social	7	5	9
époque	146	14	9
civilisation	52	9	9
reconquête	12	5	8
canadiens	463	23	8
dépression	28	6	7
technologie	31	6	7
hughes	26	6	7
philosophie	45	7	7
américanisation	14	5	7
industrialisation	145	10	6
technologiques	19	5	6
carrières	23	5	6
sentiment	94	7	5
histoire	396	15	5
tradition	111	6	4
industrielles	64	5	4
premiers	63	5	4
industrielle	204	9	4
phase	72	6	4
vie	652	18	4
institutions	384	14	4
province	250	11	4
pays	260	11	4
commerce	104	6	4
moderne	96	6	4
enseignement	226	9	4
rapports	424	1	-3
travail	920	5	-3
classe	681	1	-4

Tableau C.09 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Trudeau (1959), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
doctrine	93	55	43
pensée	189	66	33
corporatisme	49	31	26
grève de l'amiante	36	26	25
grève	90	40	25
église	97	40	24
amiante	51	30	24
école	57	31	23
cardinal	19	18	22
province	250	62	22
doctrine sociale	34	23	21
pensée sociale	22	19	21
abbé	37	24	21
action nationale	24	19	20
catholique	191	48	18
semaine sociale	14	14	18
doctrine sociale de l'église	15	14	17
retour à la terre	13	13	17
abbé groulx	13	13	17
sociale	937	123	16
pourcentage	41	20	15
législation	62	25	15
mgr gauthier	11	11	14
école sociale populaire	14	12	14
penseurs	19	13	13
réformes	74	24	12
industrie	216	42	12
cardinal villeneuve	9	9	12
provinces	83	25	12
père	100	27	12
catholiques	95	26	11
peuple	154	33	11
archevêque	8	8	11
action française	15	11	11
province de québec	117	29	11
marché	296	1	-8
culture	536	7	-8
développement	580	9	-8
groupes	345	2	-8
rapports	424	2	-10
classes	756	8	-12
classe	681	6	-12
état	959	10	-15
bourgeoisie	576	1	-15
société	1389	22	-17

Tableau C.10 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Garigue (1956), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
saint justin	16	13	26
folk society	11	11	25
gérin	48	15	21
terre	88	17	20
folk	55	14	19
society	29	11	17
concept de folk society	6	6	14
mythes	8	6	12
concept	77	10	11
propriété foncière	6	5	11
saint	162	13	11
québec rural	7	5	10
propriétés	9	5	10
filis	78	9	9
canadienne française	226	13	9
foncière	10	5	9
hughes	26	6	9
théories	25	6	9
redfield	11	5	9
français	960	26	9
succession	20	5	8
miner	17	5	8
culture canadienne française	29	6	8
étude	298	13	8
propriété	141	9	7
ferme	32	5	7
paysanne	22	5	7
nouvelle france	32	5	7
canadienne	524	14	6
canada français	269	11	6
hypothèses	46	5	6
famille	306	11	6
sociologues	90	7	6
société canadienne	51	5	6
française	401	13	6
rurale	101	7	6
raison	128	7	5
culture	536	14	5
hypothèse	119	6	5
canadiens français	308	10	5
rural	97	5	4
traditionnelle	110	5	4
france	109	5	4
canadiens	463	10	4
état	959	1	-3
travail	920	1	-3

Tableau C.11 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Rioux (1959), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
folk	55	36	***
culture	536	64	39
garigue	31	23	37
urbanisation	99	29	30
urbaine	106	28	28
folk société	18	15	26
canada français	269	36	24
français	960	59	21
parenté	40	16	20
folk culture	10	10	20
canada	856	53	19
société	1389	68	18
système de parenté	10	9	17
grande tradition	10	9	17
société urbaine	19	11	17
rang	52	14	15
agglomérations	19	10	15
xvii ^e siècle	12	9	15
unités	37	12	14
culture canadienne	32	11	13
décalage	25	10	13
type	238	23	13
urbain	103	16	13
france	109	16	12
culture canadienne française	29	10	12
caractère urbain	8	6	11
communautés	102	14	11
rurale	101	14	11
écrit	110	15	11
communautés primaires	5	5	10
église	87	13	10
population urbaine	10	6	10
querelles	16	7	10
rurales	34	8	9
valeurs	198	16	9
valeurs culturelles	7	5	9
paysan	13	6	9
tradition	111	13	9
religion	64	10	9
économique	853	2	-4
classes	756	1	-5
notre	786	1	-5
québec	2183	12	-5

Tableau C.12 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Falardeau (1961), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
parti	386	90	***
politique	1296	153	***
partis	126	50	44
nouveau parti démocratique	30	26	37
français	960	110	36
histoire politique	26	23	34
canadiens	463	74	34
canadiens français	308	59	32
écrit	110	38	32
démocratique	103	36	30
tiers partis	17	16	25
vie politique	35	21	25
tiers	63	26	24
notre	786	79	23
sentiments	39	19	20
politiques	566	60	19
npd	15	13	19
histoire	396	50	19
informateurs	26	16	19
histoire politique du canada français	11	11	18
laurier	24	14	17
pierre charbonneau	11	10	16
canada français	269	36	15
conquête	102	23	15
jean chonenfant	9	9	15
tiers parti	10	9	14
idées	119	23	14
politique canadienne française	10	9	14
françois a angers	8	8	13
mentalité politique	7	7	12
événements	55	15	12
mentalité	65	16	12
clérice nationaliste	8	7	11
pierre laporte	8	7	11
confédération	78	17	11
parti ccf	8	7	11
rapports	424	1	-5
sociaux	445	1	-5
montréal	519	2	-5
rapport	493	2	-5
classe	681	3	-6
travail	920	6	-6
développement	580	2	-6
classes	756	3	-7
sociale	937	4	-8
état	959	2	-10

Tableau C.13 . Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Dumont et Rocher (1961), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
notre	786	71	31
nous	2118	114	28
clergé	131	30	26
laïcs	22	15	23
français	960	54	15
laïc	7	7	14
conscience	316	29	14
siècle	328	29	13
religieuse	63	14	13
église	97	16	12
catholique	191	21	12
action catholique	21	9	12
action	419	31	12
entité	37	10	11
confessionnalité	15	7	10
conflits	103	14	10
xix ^e siècle	81	12	9
nationalisme	334	23	9
peuple	154	16	9
gaudrault	6	5	9
conscience nationale	31	8	9
unitaire	28	7	8
coopératives	38	8	8
syndicalisme	298	21	8
problèmes	230	18	8
laïque	10	5	8
querelles	16	6	8
pays	260	17	7
conscience collective	15	5	7
image	92	11	7
leadership	53	8	7
idéologie unitaire	12	5	7
national	204	15	7
évêque	15	5	7
idéologiques	89	9	6
canadien français	132	11	6
religieuses	59	8	6
canadiens	463	22	6
canadien	333	18	6
canada	856	32	6
production	413	1	-3
effet	472	2	-3
pouvoir	498	1	-4
travail	920	3	-5
état	959	2	-6
québec	2183	7	-9

Tableau C.14 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Rocher (1962), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
allen	16	15	30
occupations	85	20	22
étude	298	29	20
stratification	46	14	18
stratification sociale	14	9	16
mcgill	31	9	12
mobilité	56	11	12
university	44	10	12
français	960	36	11
mobilité professionnelle	6	5	10
canada français	269	18	10
jacques brazeau	7	5	10
occupation	77	11	10
études	265	17	10
canada	856	32	10
spécialisé	14	6	10
scolarité	37	8	10
angers	35	8	10
recherches	185	14	9
groupes ethniques	32	7	9
emplois	74	10	9
filis	78	9	8
canadian	60	8	8
représentés	17	5	7
élite	73	8	7
ethniques	75	8	7
chicago	17	5	7
french	45	7	7
professionnelle	104	8	6
mentalité	65	7	6
classe ethnique	24	5	6
hughes	26	5	6
classes	756	23	6
recensement	42	6	6
évolution	226	11	6
aspirations	73	6	5
structure	394	13	5
classe	681	19	5
industrielle	204	10	5
sociale	937	22	5
journal	39	5	5
culture	536	1	-3
état	959	3	-3
politiques	566	1	-3
politique	1296	3	-4
québec	2183	5	-6

Tableau C.15 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Dumont (1962), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
globale	138	39	39
société globale	66	26	31
idéologies	194	31	23
notre	786	55	22
société	1389	67	18
idéologies dominantes	17	9	13
explication	62	13	12
historiographie	20	9	12
sociologie globale	6	6	12
nous	2118	73	12
inventaire	17	8	11
garneau	9	6	10
crise de conscience	10	6	10
auteur	94	12	9
trudeau	35	8	9
étude	298	20	9
mécanismes	59	10	9
brunet	29	7	8
sociologie	260	18	8
jean c falardeau	11	5	8
canadienne française	226	17	8
globales	30	7	8
dominantes	68	10	8
pensée	189	15	8
marcel rioux	46	8	8
historiens	37	8	8
recherches	185	14	7
française	401	21	7
léon gérin	15	5	7
milieu	302	17	7
essai	34	7	7
représentations	39	6	6
problématique	61	7	6
essais	30	6	6
société traditionnelle	18	5	6
canada français	269	15	6
cité libre	21	5	6
idéologie	365	18	6
canadienne	524	22	6
idéologiques	89	9	6
classe	681	1	-4
travail	920	3	-4
bourgeoisie	576	1	-4
politique	1296	6	-4
québec	2183	12	-5
�tat	959	1	-6

Tableau C.16 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Dumont (1965), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
idéologie	365	38	25
société globale	66	15	16
bourgeoisie	576	34	15
nation	303	23	13
idéologie traditionnelle	7	6	12
globale	138	15	11
traditionnelle	110	12	9
société	1389	39	7
français	960	30	7
nationalité	21	5	7
thèmes	39	6	6
représentation	91	8	6
agriculture	72	7	6
canadienne française	226	12	6
classes	756	23	6
définition	108	8	5
anglaise	110	7	5
groulx	36	5	5
française	401	14	5
conscience	316	13	5
classe	681	18	4
milieu	302	11	4
canadienne	524	15	4
canadien	333	11	4
jeunes	251	10	4
jeunesse	53	5	4
chef	61	5	4
idéologiques	89	6	4
pouvoirs	98	6	4
idéologies	194	8	4
régime	177	8	4
peuple	154	7	4
nationaliste	167	8	4
notre	786	19	4
nous	2118	39	4
anglais	213	8	4
industrialisation	145	7	4
opposition	153	8	4
<hr/>			
social	748	3	-3
temps	473	1	-3
politique	1296	6	-3
vie	652	2	-3
sociale	937	3	-3
politiques	566	1	-3
travail	920	1	-4
québec	2183	5	-7

Tableau C.17 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Rioux (1965), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
conscience	316	56	***
ethnique	143	29	32
conscience ethnique	20	13	24
conscience de classe	59	18	24
classe	681	38	21
classes sociales	169	18	16
classes	756	33	15
rocher	38	11	15
consciences	23	9	14
conscience nationale	31	8	11
groupe ethnique	27	7	10
crédit social	24	7	10
xixe siècle	81	10	10
crédit	37	7	9
classe ethnique	24	6	9
nation	303	15	9
groupements	56	7	8
définition	108	9	8
sociales	639	20	8
siècle	328	14	7
français	960	24	7
habitants	73	6	6
couches	61	6	6
dofny	30	5	6
europe	32	5	6
canada	856	21	6
québec	2183	38	6
canada français	269	10	5
dumont	55	5	5
nationale	455	11	4
canadiens	463	11	4
évolution	226	7	4
travail	920	1	-3

Tableau C.18 . Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Fortin (1965), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
cultivateurs	38	22	35
u c c	15	15	31
conscience	316	34	25
rural	97	22	24
milieu rural	35	15	22
consommation	209	23	18
milieu	302	27	18
revendication	51	14	17
classe	681	34	15
aliénation	28	10	14
travailleurs	305	22	13
conscience de classe	59	11	12
agricole	63	11	12
cultivateur	16	7	11
coopératif	17	7	11
syndicalisme	298	18	10
syndicats	148	12	9
conditions de travail	43	8	9
ouvriers	251	16	9
classe agricole	9	5	9
idéologie	365	19	9
niveau de vie	64	8	8
conscients	14	5	8
syndicats catholiques	26	6	8
mouvement	378	16	7
agricoles	30	6	7
agriculture	72	8	7
salaire	83	8	7
conditions	271	13	7
solution	54	7	7
ouvrière	203	12	7
qualifiés	18	5	7
ruraux	46	6	6
travail	920	24	6
action politique	32	5	6
efficace	34	5	6
commerçants	28	5	6
leaders	91	7	6
revendications	77	7	6
unitaire	28	5	6
unions internationales	45	6	6
nous	2118	9	-3
politiques	566	1	-3
québec	2183	5	-6

Tableau C.19 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Dion (1966), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
idéologies	194	64	***
conservatisme	64	26	35
pouvoirs	98	26	29
progressisme	16	15	29
pouvoir politique	56	20	26
conservatiste	10	10	21
idéologique	127	21	19
polarité	12	10	19
formules	21	12	19
agents sociaux	25	12	18
progressiste	16	10	17
politique	1296	52	16
gouvernants	11	8	15
associations	82	15	15
agents	92	16	15
étude des idéologies	8	7	14
bill	17	9	14
optique	25	9	13
pouvoir	498	29	13
débat	71	12	12
démocratisation	41	10	12
polarisation	17	8	12
régimes	22	8	11
perceptions	13	6	10
sociaux	445	23	10
politiques	566	24	9
régimes politiques	8	5	9
idéologiques	89	10	8
tempérament	10	5	8
options	31	6	7
analystes	15	5	7
influence	127	10	7
intellectuels	205	12	7
situations sociales	5	3	6
formule	30	5	6
programmes	68	7	6
étude	298	12	5
évolution	226	10	5
cas	412	14	5
gouvernements	52	5	5
québec	2183	14	-3
classe	681	1	-3
vie	652	2	-3
économique	853	2	-3
français	960	1	-4
nous	2118	5	-6

Tableau C.20 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Brazeau (1966), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
classes moyennes	121	58	***
moyennes	144	58	***
classes	756	71	44
cadres	117	32	36
nouvelles classes moyennes	11	9	17
élites	111	17	16
anglophones	111	17	16
langue	281	20	12
francophones	337	21	11
flandre	5	5	11
responsabilités	34	9	11
laborieuses	10	6	11
succession	20	7	10
classes laborieuses	9	5	9
grande entreprise	16	6	9
entreprise	193	14	9
question linguistique	10	5	9
administration	99	10	8
usage	37	7	8
rôle	308	16	8
hydro québec	15	5	8
linguistique	113	9	7
division	112	9	7
division du travail	23	5	6
élite	73	7	6
membres	220	12	6
classe moyenne	41	6	6
anglais	213	11	6
ethnique	143	9	6
traditionnelles	85	6	5
professions libérales	47	5	5
libérales	59	6	5
organismes	72	6	5
québec	2183	41	5
langue française	65	6	5
économique	853	2	-3

Tableau C.21 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Tremblay (1966), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
famille	306	83	***
autorité	116	30	30
enfants	171	34	29
foyer	46	19	24
familiales	32	17	24
familiale	57	19	22
femme	64	19	21
modèles	94	20	19
relations	228	27	18
modèles d autorité	8	8	16
époux	26	11	15
mère	31	11	14
familles	133	19	14
rôles	20	10	14
couple	10	8	14
culturels	108	16	13
relations familiales	6	6	12
fonctions	181	19	12
mariage	35	10	12
mari	28	9	11
communauté familiale	7	6	11
anse	5	5	10
chef	61	11	10
canada français	269	20	10
gérald fortin	15	7	10
père	100	13	10
domestiques	20	7	9
université laval	45	9	9
filles	29	8	9
philippe garigue	7	5	9
épouse	56	10	9
statut	101	11	8
filie	10	5	8
émancipation	29	7	8
fortin	29	7	8
individuelles	29	7	8
guy rocher	17	6	8
structure	394	22	8
membres	220	16	8
études	265	17	8
travaux	188	15	8
développement	580	1	-3
rapports	424	1	-3
politiques	566	2	-3
québec	2183	14	-4
état	959	2	-5

Tableau C.22 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Fortin (1968), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
urbain	103	32	40
villes	104	29	35
urbanisation	99	27	33
urbains	55	18	24
ville	227	28	23
nous	2118	72	21
réseau urbain	9	9	19
processus d urbanisation	16	10	18
colloque	30	11	16
centre	161	18	15
processus	280	21	14
concentration	58	10	11
réseau	119	12	10
urbaine	106	11	9
société moderne	15	5	8
société	1389	35	8
rural	97	9	8
tissu	23	6	8
municipal	25	6	8
regroupement	25	5	7
fonction	287	13	7
modèle	136	10	7
demander	55	7	7
société rurale	19	5	7
mode de vie	28	5	6
centres	86	7	6
citoyens	73	7	6
rurale	101	8	6
régionaux	39	5	6
loisirs	40	5	6
phénomène	158	8	5
modèles	94	6	5
montréal	519	14	5
études	265	11	5
régions	95	5	4
intérêt	103	5	4
définition	108	5	4
questions	99	5	4
moderne	96	5	4
participation	144	7	4
faits	112	6	4
politique	1296	5	-3
état	959	3	-3
français	960	2	-3

Tableau C.23 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Bélanger (1968), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
csn	70	35	49
unions	100	25	27
ouvriers	251	27	19
grève	90	17	17
nationales	108	16	14
ftq	57	13	14
internationales	66	13	13
syndicalisme	298	22	12
syndicales	88	13	12
unions internationales	45	10	11
modernisation	94	13	11
ctcc	20	7	10
centrales	41	9	10
nationalisme	334	20	10
centrales syndicales	17	7	10
développement économique	57	10	10
syndicalisme québécois	14	6	9
syndical	51	9	9
autonomie	98	11	9
canadien	333	18	8
mouvement	378	19	8
mouvement ouvrier	76	9	8
syndicats	148	12	8
grèves	18	6	8
était	535	23	8
ouvrier canadien	11	5	8
catholiques	95	9	7
tranquille	118	10	7
défense	47	7	7
revendications	77	8	7
religieuses	59	8	7
révolution tranquille	96	9	7
centrale	59	8	7
québécois	693	24	7
économique	853	28	7
développement	580	20	6
économiques	331	15	6
orientations	71	7	6
nationaliste	167	10	6
ouvrier	207	11	6
élites	111	9	6
industrialisation	145	10	6
objectifs	109	9	6
nous	2118	13	-3
vie	652	1	-3
effet	472	1	-3

Tableau C.24 . Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Bourque et Laurin-Frenette (1970), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
bourgeoisie	576	142	***
classe	681	118	***
fraction	93	50	***
petite bourgeoisie	180	86	***
formation sociale	76	55	***
capitaliste	193	70	***
idéologie	365	89	***
aspects nationaux	31	31	49
classes	756	116	48
nation	303	76	48
formation	249	66	44
aspects	118	47	41
nationaux	100	42	38
etat	184	49	33
néo capitaliste	19	19	30
mode de production capitaliste	39	25	29
classes dominées	25	21	29
technocratique	56	27	27
idéologie nationaliste	41	24	27
structure	394	62	27
bourgeoisie canadienne	66	28	26
lutte	180	42	26
petite bourgeoisie canadienne française	16	16	26
domination	169	40	25
dominées	38	22	25
intérêts	254	47	24
fraction technocratique	16	15	23
nationale	455	61	23
nationalisme	334	52	23
production	413	57	22
nationaliste	167	36	21
bourgeoisie anglophone	14	13	20
fournures	15	13	19
canadienne	524	59	19
bourgeoisie canadienne française	31	17	19
idéologique	127	30	19
bourgeois	56	21	19
mode	239	40	19
aspects nationaux de la structure	11	11	18
fraction néo capitaliste	11	11	18
formations sociales	15	12	17
population	532	3	-5
social	748	7	-5
travail	920	8	-6
société	1389	13	-7
vie	652	1	-8

Tableau C.25 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Moreux (1971), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
douceville	33	33	***
attitudes	108	42	37
personnalité	62	28	28
leadership	53	25	25
leaders	91	29	23
assertion	19	16	23
attitudes politiques	17	14	20
leader	28	16	19
politiques	566	60	19
locale	75	23	18
couche	22	14	17
réponses	33	15	16
population	532	53	16
modernistes	12	10	15
personnage	10	9	14
individu	59	17	14
assertions	11	9	13
personnel	80	19	13
groupe	306	35	13
chef du personnel	7	7	12
nous	2118	116	12
associations	82	18	12
moderniste	13	9	12
modale	7	7	12
questionnaire	12	8	11
comportements	66	14	10
couche culturelle	6	6	10
doucevillien	6	6	10
doucevilliens	6	6	10
éthique	35	11	10
idéaux	22	9	10
locales	59	13	9
personnalité modale	5	5	9
ouvriers	251	26	9
traditionalisme	19	8	9
petite communauté	11	7	9
politique locale	8	6	9
manufactures	19	8	9
québécois	693	3	-6
société	1389	15	-6
français	960	6	-7
canada	856	2	-9
classes	756	1	-9
québec	2183	8	-18

Tableau C.26 · Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Rocher (1973), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
conservatisme	64	28	23
mutation	36	21	21
mutation culturelle	13	13	19
manière	144	35	19
avenir	116	32	19
19e siècle	12	12	18
passé	132	33	18
indépendance	84	26	17
endroit	42	19	17
socialisme	101	27	16
intolérance	16	12	15
culturelle	241	39	14
eglise	97	24	14
changements	105	24	13
indépendance économique	10	9	13
mentalité	65	19	12
québec	2183	153	12
conservatisme québécois	8	8	12
esprit	174	29	11
jeunesse	53	16	11
changement	160	26	10
destinée	21	10	10
structures sociales	24	11	10
structures	189	28	10
insécurité	17	9	9
civilisation	52	14	9
socialiste	46	13	9
américaine	119	21	9
canadien français	132	22	9
étatsunienne	6	6	9
eglise catholique	10	7	9
québécois francophone	13	8	9
québécois	693	59	9
nord américaine	28	11	9
bonheur	13	8	9
aspiration	11	7	8
adultes	59	14	8
droite	32	10	8
idéologie du changement	5	5	8
rapport	493	3	-6
bourgeoisie	576	3	-8
travail	920	9	-8
montréal	519	2	-8
état	959	9	-9

Tableau C.27 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Saint-Pierre (1975), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
convention collective	50	45	***
loi	272	106	***
patrons	83	55	***
convention	65	51	***
juridique	74	44	***
ouvriers	251	67	49
syndicalisme	298	71	48
extension	115	49	47
collective	209	55	40
syndicalisme catholique	50	29	34
rapports patrons ouvriers	18	18	30
monde ouvrier	28	21	29
loi de 1934	18	17	27
ouvrier	207	42	26
négociation	43	22	24
unions internationales	45	22	24
c t c c	41	21	23
syndicats	148	34	23
unions	100	29	23
organisation	219	40	23
catholique	191	38	23
employeurs	24	16	21
orientations	71	24	21
syndicat	38	19	21
force économique	12	12	20
conventions collectives	19	14	19
travailleurs	305	41	19
application	64	21	19
internationales	66	22	19
syndicale	76	23	19
conventions	23	14	18
vie syndicale	14	12	18
législation	62	19	16
contrats	27	13	15
conditions de travail	43	15	14
travail	920	63	13
négociation collective	13	9	13
organisation des travailleurs	7	7	12
salaires	76	17	12
démocratie industrielle	7	7	12
idéologie corporatiste	7	7	12
canada	856	7	-5
politique	1296	13	-5
français	960	6	-6
population	532	1	-6
québec	2183	18	-9

Tableau C.28 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Brunelle (1975), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
travailleurs	305	66	***
travail	920	96	46
occupationnelle	35	28	44
travailleurs manuels	26	25	44
manuels	33	27	43
procès de travail	31	26	42
cols bleus	30	25	41
structure occupationnelle	29	25	41
procès de	46	28	39
travailleurs intellectuels	30	24	38
cols blancs	34	24	36
occupations	85	30	32
division	112	33	32
procès	79	29	32
division technique	16	15	27
recensement	42	20	25
production	413	46	24
directeurs	32	17	23
catégories	96	23	21
administrateurs	46	18	21
nombre	407	38	18
manuelles	14	11	18
augmentation	105	22	18
division sociale	15	11	18
travailleur	52	17	18
technique	112	22	18
manuel	33	13	16
moyens de production	25	12	16
salariat	18	11	16
occupationnelles	14	10	16
extension	115	21	16
intellectuels	205	25	15
rapport	493	38	15
techniciens	38	13	15
catégories occupationnelles	11	9	15
travailleur intellectuel	8	8	15
critère	27	11	14
structure	394	32	14
canada	856	3	-4
montréal	519	1	-4
population	532	1	-4
état	959	2	-6
politique	1296	4	-6
société	1389	2	-9

Tableau C.29 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Billette (1977), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
décès	36	35	***
mortalité	44	36	***
risque relatif	14	14	30
cancer	13	12	25
relatif	31	14	22
occupation	77	18	21
classe	681	37	19
contrôles	14	10	19
causes	53	14	18
maladies	11	9	18
tableau	219	22	17
santé	208	21	17
classe sociale	46	13	17
échantillon	31	11	16
méthode	49	12	15
occupations	85	14	15
classes	756	32	14
cas	412	25	14
microberts	9	7	14
vasculaires	6	6	13
gastro	6	6	13
foie	6	6	13
estomac	6	6	13
ulcère	6	6	13
duodénal	6	6	13
cancer du poumon	6	6	13
pneumonie	6	6	13
cancer de l'estomac	6	6	13
cérébro	6	6	13
bronchite	6	6	13
hypothèse nulle	6	6	13
cirrhose	6	6	13
poumon	6	6	13
ischémiques	6	6	13
causes de décès	6	6	13
test	10	7	13
indice de mortalité	6	6	13
maladie	15	7	12
tendance	162	15	12
hommes de vingt cinq à soixante quatre ans	5	5	11
certificats	5	5	11
accidents	10	6	11
risque relatif de mortalité	5	5	11
inégalités	33	8	11
cause de décès	5	5	11
politique	1296	1	-5

Tableau C.30 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Gagnon (1978), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
sociologie	260	65	***
mode de connaissance	24	24	44
système d action historique	20	20	37
mouvements sociaux	56	26	32
mouvements	160	35	29
connaissance	84	28	29
melucci	17	16	28
sociologue	69	22	23
programmée	14	13	23
société programmée	12	12	22
validation	11	11	21
sociaux	445	44	21
historique	151	26	19
acteurs	101	21	18
mode	239	28	16
castoriadis	8	8	15
scientifique	67	15	14
action	419	31	12
imaginaire	43	12	12
acteur	29	10	12
conflit	98	15	11
modèle culturel	7	6	11
analyse	391	28	11
granger	10	7	11
mouvement social	45	10	10
société	1389	58	10
statut	101	14	10
conflits	103	14	10
système	467	29	10
langage	93	13	9
b a e q	11	6	9
critères	39	8	8
rupture	67	10	8
alain touraine	14	6	8
rationalisation	37	8	8
validité	15	6	8
axe	23	7	8
concepts	34	8	8
travail	920	5	-4
canada	856	2	-5
français	960	1	-7
nous	2118	9	-8

Tableau C.31 · Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Dussault (1978), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
colonisation	93	53	***
bois	113	88	***
colon	35	34	***
terres	59	38	50
colons	50	34	46
forestière	32	26	39
lettre	67	33	38
couronne	28	22	33
marchands de bois	17	17	30
lots	15	15	26
townships	15	15	26
industrie forestière	15	14	23
buies	11	11	20
coupe	20	14	20
forestières	17	12	17
outaouais	12	10	16
licence	12	10	16
cantons	13	10	15
vente	23	12	15
curé	27	12	14
défrichement	9	8	14
saguenay	11	9	14
bois de commerce	7	7	13
marchand	18	10	13
pin	10	8	13
lot	19	10	13
cantons de l'est	8	7	12
curé labelle	8	7	12
ward	6	6	11
nord	202	23	11
réserve	22	9	11
lettres	23	9	10
vallée	12	7	10
réserves	8	6	10
loi	272	25	10
pouvoir	498	2	-4
culture	536	2	-4
institutions	384	1	-4
politiques	566	2	-4
développement	580	2	-4
québécois	693	3	-4
classe	681	2	-5
état	959	4	-6
sociale	937	3	-6
travail	920	2	-7
politique	1296	3	-9

Tableau C.32 . Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Dofny (1978), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
classe	681	55	25
canadiens	463	40	20
ethniques	75	19	19
canadiens français	308	30	17
stratification	46	13	14
wilson	8	7	13
noirs	17	9	13
touraine	72	14	13
canadiens anglais	31	10	12
relations de classe	6	6	12
société dépendante	20	9	12
amérique	160	18	12
amérique du nord	45	10	10
stratifications	8	5	9
black	8	5	9
anglais	213	17	9
dépendante	44	9	9
nord	202	15	8
blancs	54	9	8
rapports de classe	11	5	8
français	960	36	8
américaine	119	11	7
intérieure	15	5	7
relations	228	15	7
paysans	21	5	6
classe ouvrière	135	10	6
groupes ethniques	32	6	6
anglaise	110	10	6
travailleurs	305	16	6
société	1389	41	6
parti	386	19	6
bourgeoisie	576	24	6
parti québécois	89	8	5
immigrants	47	6	5
entrepreneurs	28	5	5
new york	29	5	5
sociétés dépendantes	37	5	5
dépendantes	40	5	5
syndicales	88	7	5
société industrielle	31	5	5
ouvrière	203	12	5
rapports	424	18	5
politique	1296	10	-3
vie	652	3	-3
culture	536	1	-3

Tableau C.33 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Bélanger et Saint-Pierre (1978), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
bourgeoisie	576	102	***
lutttes	145	47	42
oppression nationale	43	27	35
petite bourgeoisie	180	44	34
nationale	455	61	30
nouvelle petite bourgeoisie	35	18	22
classes	756	63	20
état	959	71	20
anglo-canadienne	14	12	19
rapports	424	45	19
impérialisme américain	12	11	18
rapports de classes	29	14	17
développement	580	49	16
développement inégal	13	10	15
appareil	74	18	15
bourgeoisie francophone	28	12	14
ouvrière	203	27	14
classe ouvrière	135	22	14
état central	24	11	13
monopoliste	37	12	12
parti	386	33	12
impérialisme	31	11	12
révolution tranquille	96	16	11
discrimination	15	8	11
intérêts	254	25	11
parti québécois	89	16	11
états provinciaux	10	7	11
économique	853	50	11
lutttes de classes	9	7	11
répression	13	8	11
fractions	80	15	11
subordination politique	11	7	10
politique	1296	63	10
entreprises	275	25	10
travailleurs	305	27	10
péquistes	17	8	10
américain	133	16	9
exploitation	85	13	9
bourgeoisies	25	8	9
francophone	208	20	9
domination	169	19	9
monopoles	17	7	9
question nationale	70	12	9
francophones	337	26	9
société	1389	6	-8
français	960	1	-9

Tableau C.34 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Simard (1979a), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
appareils	102	30	28
technocrates	45	12	12
affaires	123	18	12
état	959	47	10
technocratie	21	8	10
appareil	74	13	10
planification	89	13	9
révolution tranquille	96	12	8
techno	14	6	8
corps intermédiaires	9	5	8
gouverne	7	5	8
lemieux	7	5	8
clientèle	36	8	8
participation	144	13	7
capital	192	15	7
systèmes	60	9	7
fonctions	181	15	7
bureaucratique	22	6	7
vocabulaire	10	5	7
instrumentale	12	5	7
gestion	83	10	7
technocratique	56	8	6
capitalisme	164	13	6
corps	59	8	6
personnel	80	9	6
électorales	16	5	6
gouvernementales	30	6	6
intermédiaires	27	5	5
projets	56	7	5
compétence	33	5	5
dumont	55	7	5
révolution	166	12	5
socio économique	42	6	5
technique	112	10	5
structure	394	2	-3
française	401	2	-3
canadienne	524	2	-3
population	532	3	-3
culture	536	2	-3
canada français	269	0	-3
français	960	5	-4
canada	856	3	-5

Tableau C.35 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Maheu (1979), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
classes moyennes	121	43	44
classes	756	80	37
lutton	145	33	27
société québécoise	161	33	25
social	639	60	25
couches sociales	22	16	24
enjeux	83	24	23
mode d'intervention étatique des classes moyennes	14	13	23
québécoise	473	48	22
sociétés dépendantes	37	18	22
paris	129	25	19
politiques	566	48	19
édit	14	11	18
lutte nationale	22	13	18
système politique	22	13	18
étatique	64	18	17
appareils	102	21	17
intervention	122	23	17
fonctionnement	67	18	17
développement	580	44	16
domination sociale	10	9	16
technocratie	21	11	15
état	959	57	15
luttons nationales	26	11	14
sociétés	345	31	14
social	748	48	14
politique	1296	66	14
social	445	35	13
économiques dirigeantes	7	7	13
principe d'identité	7	7	13
marché économique	10	8	13
mouvement social	45	12	12
autochtone	28	10	12
dirigeantes	17	9	12
dépendante	44	12	12
toronto	52	13	12
populaires	87	16	12
conjoncture	77	15	12
société	1389	65	12
conduites collectives	8	7	12
culture	536	1	-4
années	569	2	-4
français	960	3	-5
vie	652	1	-5

Tableau C.36 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Vandycke (1980), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
p q	47	32	40
état	959	114	40
nationale	455	65	28
bourgeoisie	576	70	26
classe	681	77	26
classes	756	78	24
auteurs	96	27	21
marxiste	39	18	19
nation	303	42	18
prolétariat	50	19	18
classe moyenne d état	11	11	18
nationalisme	334	42	17
national	204	32	16
parti	386	44	16
mouvement national	13	11	16
auteur	94	23	16
bourque	44	16	15
socialiste	46	16	15
classe moyenne	41	15	14
mascotto	8	8	14
question nationale	70	18	14
lénine	12	9	13
bourgeoisie québécoise	40	13	12
fournier	57	14	11
revendication	51	14	11
livre bleu	6	6	10
nicole laurin frenette	6	6	10
c s n	32	11	10
antagonisme	19	9	10
milner	16	8	10
sociétés d état	30	10	10
lutte	180	22	9
mode de production	56	12	9
capitaliste	193	22	9
lutte des classes	43	11	9
soucy	5	5	9
social démocrate	16	7	8
nations	42	10	8
gauche	69	12	8
souveraineté	70	13	8
sociétés	345	29	8
production	413	32	8
développement	580	40	8
gilles bourque	18	7	8
français	960	3	-9
nous	2118	9	-15

Tableau C.37 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Dandurand et Fournier (1980), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
universitaire	115	76	***
étudiants	120	66	***
collèges classiques	49	42	***
classiques	68	46	***
collèges	71	54	***
universités	91	58	***
sciences	195	76	***
enseignement	226	83	***
université	210	59	44
système universitaire	24	24	39
universitaires	87	36	34
école	157	42	31
réseau	119	37	30
issus	40	25	30
supérieures	52	27	30
écoles	119	36	29
filis	78	31	29
études	265	49	27
universités francophones	19	17	26
enseignement supérieur	29	20	26
professions libérales	47	23	25
classique	64	25	24
supérieur	53	23	23
libérales	59	24	23
milieux	136	33	23
collège	42	21	23
universités québécoises	14	14	23
collège classique	20	15	21
facultés	30	17	20
finissants	13	12	19
études universitaires	13	12	19
système d enseignement	17	13	18
francophones	337	43	18
mcgill	31	16	18
recrutement	36	17	18
scientifiques	48	19	18
professions	84	23	18
universitaire québécois	10	10	17
anglophones	111	25	17
institutions universitaires	10	10	17
canada	856	6	-5
français	960	8	-5
travail	920	6	-6
politique	1296	7	-9
société	1389	5	-11
nous	2118	14	-11

Tableau C.38 · Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Simard (1982), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
académique	13	10	16
éducation	225	27	15
pédagogique	18	10	14
adolescence	10	8	13
soi	117	17	11
personnalité	62	13	11
parents	52	11	10
significations	19	8	10
lasch	9	6	10
durkheim	9	6	10
cours classique	9	6	10
communauté académique	5	5	10
symbolique	31	9	10
communauté	257	22	10
bureaucratie	25	8	9
solidarités	19	7	9
maîtres	32	9	9
marché	296	21	8
monde	334	23	8
scolaire	107	13	8
appareils	102	13	8
consommation	209	18	8
masses	28	7	7
arts	54	9	7
rationalité	29	7	7
historiques	63	9	7
savoir	128	13	7
étudiants	120	12	7
clientèles	12	5	7
instrumentale	12	5	7
identité	195	14	6
besoin	97	10	6
pédagogie	14	5	6
options	31	6	6
institution	83	9	6
classique	64	8	6
socialité	30	6	6
satisfaction	19	5	6
enseignants	21	5	6
humains	20	5	6
nous	2118	18	-5
économique	853	3	-5
québécois	693	2	-5
français	960	2	-6
politique	1296	1	-10
québec	2183	7	-11

Tableau C.39 . Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Lux (1983), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
population	532	105	***
tableau	219	78	***
vieillissement	65	64	***
scénario	58	56	***
scénarios	47	45	***
personnes âgées	40	37	***
âgées	49	45	***
âges	49	42	***
fécondité	49	45	***
taux	139	59	***
dénatalité	28	28	44
taux d'activité	25	24	36
lits	23	22	33
coût	60	31	32
démographiques	35	25	31
adulte	39	26	31
productivité	42	26	30
population active	33	24	30
démographique	48	27	29
projection	24	20	28
active	67	29	27
personnes	187	44	27
hébergement	22	19	27
actif	50	25	25
adultes	59	26	25
actifs	40	22	24
femmes	164	39	24
scénarios démographiques	14	14	22
soins	51	23	22
générations	75	25	20
adulte actif	12	12	19
places	39	18	18
indice	65	22	18
coûts	53	20	18
structure par âges	11	11	18
proportion	119	27	17
retraités	14	12	17
c h s p	10	10	16
activité	128	27	16
promotions	15	11	15
mariées	14	11	15
pension	12	10	15
retraite	19	12	15
société	1389	10	-9
nous	2118	17	-12
français	960	1	-12

Tableau C.40 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Langlois (1984), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
revenus	197	137	***
consommation	209	87	***
revenu	224	142	***
dépenses	220	164	***
ménages	296	284	***
ménages à deux revenus	41	41	***
femmes	164	64	***
ménage	69	55	***
pourvoyeurs	55	55	***
habitation	44	38	***
biens	144	72	***
hypothèque	30	30	47
coefficients	35	32	46
double revenu	29	29	45
biens durables	35	31	44
salaire	83	42	42
fonction	287	68	41
budget	84	40	39
alimentation	26	25	38
épouse	56	34	38
niveau de vie	64	35	37
conjoint	29	26	37
transports	35	26	33
budgetaires	32	25	33
coefficients budgétaires	21	21	33
types de ménages	20	20	32
fonctions de consommation	20	20	32
épargne	44	27	31
impact	68	31	30
variables	50	27	29
vie	652	82	28
budgets	39	24	28
tableau	219	47	27
ménages familiaux	16	16	26
travail salarié	23	19	26
ménages à double revenu	16	16	26
achat	56	26	25
<hr/>			
politiques	566	1	-7
classe	681	2	-7
social	748	2	-8
québécois	693	1	-9
sociale	937	2	-11
état	959	2	-11
québec	2183	16	-13
société	1389	4	-14

Tableau C.41 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Saint-Pierre (1985), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
informatique	30	25	45
tâches	80	31	41
travail	920	71	38
informatisation	22	18	33
bureautique	14	14	29
organisation du travail	20	16	29
technologies	30	18	29
tertiaire	31	16	24
outils	16	13	24
entreprises	275	32	24
taylorisme	12	11	22
emplois	74	17	19
phase	72	16	17
machines	11	9	17
nouvelles technologies	11	8	15
exécution	21	10	15
organisation	219	19	13
électronique	13	7	12
traitement	20	8	12
implantation	43	10	12
postes	83	12	11
secteur tertiaire	14	7	11
tâches d'exécution	5	5	11
secteur	231	18	11
postes de travail	8	6	11
crise du travail	5	5	11
informatiques	6	5	10
production	413	22	10
secteurs de la production	6	5	10
gestion	83	11	10
bureau	51	9	10
emploi	162	13	9
subalternes	14	5	8
équipement	26	6	8
professionnel	56	7	7
technologique	38	6	7
technologiques	19	5	7
savoir	128	10	7
cadres	117	10	7
politiques	566	1	-3
québécois	693	1	-3
sociales	639	1	-3
état	959	3	-3
sociale	937	2	-3
société	1389	4	-4
politique	1296	1	-6

Tableau C.42 · Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Jalbert (1985), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
aménagement	66	41	***
municipalités	43	32	48
décentralisation	44	25	33
réforme	177	38	30
loi	272	39	24
mrc	12	12	22
aménagement du territoire	20	14	21
urbanisme	13	12	21
état	959	63	19
régionale	53	17	18
pouvoir local	11	10	18
gouvernement	362	37	18
gérard divay	9	9	17
jacques léveillé	9	9	17
pouvoir	498	40	16
municipal	25	12	16
aménagement du territoire au québec	8	8	15
concertation	28	12	15
gouvernement du québec	50	15	15
monde municipal	8	8	15
régional	107	19	14
municipale	18	10	14
planification	89	16	13
local	111	18	13
jacques chevalier	6	6	12
territoire	134	18	12
étatique	64	14	12
gendron	18	8	11
contrôle social	11	7	11
régions	95	15	11
régionalisation	17	8	11
alain g gagnon	5	5	10
municipalités régionales de comté	5	5	10
mécanismes	59	12	10
pouvoir régional	5	5	10
umrcq	5	5	10
participation encadrée	5	5	10
régionaux	39	9	9
administratives	26	8	9
développement régional	18	7	9
régionales	53	10	9
comté	9	5	8
participation	144	15	8
réformes	74	11	8
structures	189	17	8
français	960	1	-7

Tableau C.43 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Sales (1985), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
économique	853	139	***
québec	2183	205	39
québécoise	473	87	38
économie	366	77	38
bourgeoisie	576	90	34
économie québécoise	46	29	32
état	959	113	31
actualité économique	34	25	30
bélanger	40	24	26
montréal	519	73	25
jorge niosi	20	16	21
économistes	56	24	21
sociétés d état	30	18	20
pierre fournier	21	15	18
québécois	693	74	18
bourgeoisie canadienne	66	22	17
andré raynauld	11	11	17
capital	192	36	17
état québécois	75	23	17
développement	580	63	16
sociologie économique	12	11	16
entreprises	275	41	16
bourgeoisie québécoise	40	17	15
travaux	188	33	15
sociologues	90	22	14
économiques	331	42	14
parti québécois	89	22	14
canadienne	524	53	13
politologues	8	8	13
modernisation	94	22	13
arnaud sales	19	11	12
analyses	73	18	12
ouvrage	65	17	12
bâtir le québec	10	8	11
sociologie	260	32	11
sociétés	345	39	11
propriété	141	22	10
legaré	8	7	10
investissements étrangers	8	7	10
parti	386	40	10
vie	652	7	-5
nous	2118	37	-6
population	532	2	-7
culture	536	2	-7

Tableau C.44 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Lacroix et Lévesque (1986), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
industries culturelles	71	65	***
radio	74	47	***
culturelles	198	90	***
industries	195	96	***
télévision	42	29	38
marché	296	51	29
millions	42	24	29
produits	109	32	26
privatisation	17	16	26
communications	69	26	25
radiodiffusion	24	18	25
marché culturel	14	14	24
développement des industries culturelles	13	13	22
contenus	38	19	22
marché culturel québécois	12	12	21
radio canada	23	15	20
culturel	199	34	20
arts	54	20	19
domestique	21	14	19
entreprises	275	37	18
secteur	231	33	17
films	10	10	17
marché domestique	10	10	17
canada	856	65	16
l'allier	11	10	16
livre	66	19	16
artistes	19	11	14
québec	2183	112	14
libre échange	18	11	14
service public	11	9	14
produits culturels	15	10	14
câblodistribution	19	11	14
commission	100	20	14
stations	11	9	14
diffusion	65	17	14
culturelle	241	29	13
aide	82	18	13
radio québec	13	9	13
ministère	109	20	13
périodiques	12	9	13
social	748	2	-6
sociales	639	1	-6
classe	681	1	-7
nous	2118	20	-7
sociale	937	2	-8
classes	756	1	-8

Tableau C.45 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Simard (1990), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
culture	536	22	10
cité	167	12	9
horizon	17	5	8
civile	92	7	6
révolution tranquille	96	7	6
projet	204	8	5
culturels	108	6	5
québécois	693	16	5
français	960	20	5
québécoise	473	12	4
peuple	154	6	4
ethnique	143	6	4
langue	281	7	3
monde	334	7	3
sociologie	260	7	3
crise	225	6	3
anglais	213	5	3
politique	1296	3	-3
�conomique	853	2	-3
social	748	1	-3
travail	920	2	-3

Tableau C.46 Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de McAll (1992), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
langage	93	48	***
linguistique	113	43	***
allophones	39	26	40
langue	281	48	38
linguistiques	54	26	35
langues	45	22	30
marché de l'emploi	24	18	30
immigrée	15	15	29
travail	920	65	27
intégration linguistique	14	14	27
immigrants	47	20	26
emplois	74	21	23
allophone	13	12	22
rapports	424	40	22
langue maternelle	14	12	22
marché	296	32	20
langagiers	10	10	20
ethnolinguistiques	10	10	20
intégration	146	24	19
milieux de travail	18	12	19
emploi	162	25	19
vaillancourt	23	13	19
ethnolinguistique	9	9	18
sociolinguistique	9	9	18
exclusion	41	15	18
immigrées	9	9	18
immigrés	10	9	17
utilisation du langage	8	8	16
comportements langagiers	7	7	14
sociologie du langage	7	7	14
territoires	32	11	14
travailleurs immigrés	7	7	14
communautés de langue	7	7	14
gendron	18	9	13
francophone	208	21	13
secteur	231	22	13
attributs	12	8	13
secteurs du marché	8	7	13
femmes	164	19	13
groupes ethnolinguistiques	6	6	12
femmes immigrées	6	6	12
francophones	337	25	12
attributs linguistiques	6	6	12
canada	856	1	-5
politique	1296	1	-7

Tableau C.47 Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de White (1993), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
banlieue	41	37	***
processus de réforme	41	41	***
communautaires	76	58	***
services	254	80	***
santé mentale	84	83	***
santé	208	112	***
locaux	112	65	***
conseil régional	37	37	***
réforme	177	89	***
local	111	51	***
régional	107	50	***
hôpital	43	34	49
clsc	29	29	49
conseil	153	52	47
comité	66	37	44
processus	280	59	40
localité	37	27	37
acteurs	101	35	33
services sociaux	27	22	33
ressources	148	39	31
petite ville	20	18	29
psychiatriques	22	19	29
communautaire	81	30	29
comité aviseur	16	16	28
coordonnateur	16	16	28
localités	25	18	25
professionnels	98	27	23
discours	140	31	22
psychiatrique	16	14	22
acteurs locaux	12	12	21
groupes	345	44	21
sociaux	445	49	20
communauté	257	37	20
ressources communautaires	11	11	19
groupes communautaires	21	14	19
domaine de la santé mentale	11	11	19
services de santé	12	11	18
groupes professionnels	10	10	18
patients	10	10	18
leaders locaux	15	12	18
économique	853	3	-6
québécois	693	1	-6
québec	2183	22	-6
travail	920	2	-7
canada	856	1	-8

Tableau C.48 Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Hamel (1994), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
génération	113	57	***
baby boomers	41	41	***
baby busters	17	17	34
marché du travail	92	29	33
travail	920	68	32
insertion	44	22	31
système de sécurité	16	15	29
insertion dans la société	10	10	20
jeunes	251	29	20
générations	75	18	19
sécurité	106	20	18
société	1389	56	15
conquêtes	9	7	13
langlois	11	7	12
universitaires	87	14	12
diplômes universitaires	7	6	12
date d'insertion	6	6	12
baby boom	9	6	11
baby boomer	5	5	11
opposition entre générations	5	5	11
diplômes	16	7	10
cohortes	11	6	10
poids démographique	6	5	10
entrevue	13	6	9
jeunesse	53	8	8
singularité	9	5	8
interactions	9	5	8
contestations	20	6	8
dominés	12	5	8
domination	169	13	8
opposition	153	13	8
modernisation	94	9	7
diplômés	40	7	7
révèle	29	6	7
époque	146	11	7
entrevues	14	5	7
sociologique	107	10	7
phénomène	158	12	7
déclin	17	5	7
dumont	55	8	7
démographique	48	7	7
canada	856	1	-4
politique	1296	4	-4
social	748	1	-4
nous	2118	6	-7

Tableau C.49 · Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Beauchemin (1995), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
nationalisme	334	72	***
identitaire	53	29	38
socialité	30	22	34
projet	204	38	29
projet souverainiste	15	14	25
nationalisme québécois	30	17	24
richier	14	13	23
lien social	16	13	22
souverainiste	29	15	20
modernité	40	16	19
représentation	91	21	19
monde commun	17	12	19
ressentiment	14	11	18
commun	74	18	17
thériault	16	11	17
khouri	8	8	15
crise	225	26	15
nationalisme identitaire	8	8	15
lien	47	14	15
larose	7	7	14
monde	334	29	13
référence identitaire	6	6	12
recomposition	15	8	12
espace	133	18	12
ethnisme	6	6	12
éthique	35	11	12
existence sociale	10	7	12
antidémocratie	6	6	12
histoire	396	27	10
discussion	38	10	10
sociétés modernes	9	6	10
nationalisme francophone	5	5	10
anglophobie	5	5	10
consensus	39	9	9
habermas	10	6	9
québécois	693	35	9
démocratiques	29	8	9
espace public	13	6	9
nationalitaire	8	5	8
individualisme	23	7	8
souveraineté	70	10	8
société	1389	51	8
droits	106	12	8
acteurs	101	12	8
état	959	4	-4
classe	681	1	-5

Tableau C.50 . Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Lacroix (1995), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
identité	195	71	***
reproduction	121	60	***
culture	536	120	***
société civile	81	48	48
civile	92	49	46
québécois francophones	52	36	40
francophones	337	73	35
collectivité	101	41	33
institutionnel	62	33	32
système institutionnel	21	20	29
culturelle	241	56	29
moments	51	28	28
fragmentation	32	23	27
internationalisation	35	24	27
spécificité	68	30	26
action sociale	50	27	26
québécois	693	90	26
socio historique	20	18	25
développement culturel	28	21	25
autoroutes	16	16	24
conditions objectives	20	17	23
information	90	30	21
g tremblay	16	15	21
j g lacroix	20	16	20
diffusion	65	25	20
reproduction élargie	13	13	20
médias	37	20	20
hégémonie culturelle	13	13	20
socioculturelle	14	13	19
unité	142	33	18
objectives	37	19	18
identification	55	22	18
médiatique	12	12	18
cadre institutionnel	15	13	18
autoroutes de l'information	12	12	18
appartenance	95	27	17
reproduction de l'identité	11	11	17
vécu	60	22	17
culturel	199	38	17
mouvement socio historique	11	11	17
référendaire	17	13	16
libéraux	42	18	16
classe	681	4	-8
économique	853	6	-8
classes	756	4	-9
nous	2118	24	-13

Tableau C.51 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Freitag (1995), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
logique	97	29	28
économie	366	48	27
solidarité	80	19	17
mondial	34	14	17
chrématistique	9	9	17
dette	14	10	16
mondiale	46	14	14
puissance	38	13	14
puissances	22	10	13
lois	107	18	13
comprise	16	9	13
logique économique	6	6	12
formes	144	19	12
virtuellement	9	7	12
solidarité collective	6	6	12
rappel	17	9	12
économisme	10	7	11
régulation	32	10	11
finalités	15	8	11
idéologiquement	10	7	11
monde	334	26	10
concrète	37	10	10
liberté	68	12	10
providence	29	9	10
domination	169	17	9
sociétés	345	24	9
dettes	10	6	9
planétaire	11	6	9
manière	144	16	9
normative	11	6	9
collective	209	19	9
valeur	95	12	8
humaine	52	9	8
normes	50	9	8
état providence	15	6	8
spéculation	9	5	8
vie	652	33	8
sociétale	7	5	8
humaines	62	10	8
greco	9	5	8
montréal	519	1	-4
population	532	1	-4
travail	920	4	-4
canada	856	3	-5
français	960	1	-7
québec	2183	7	-10

Tableau C.52 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Dumont (1997), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
franco	75	67	***
acadiens	36	33	44
français	960	142	44
ouest	111	51	43
langue	281	67	34
francophones	337	71	33
franco américains	21	21	31
référence	106	40	30
acadienne	21	19	26
ontario	101	35	25
manitoba	22	18	23
franco ontariens	15	15	22
acadie	25	18	21
écoles	119	33	20
évêques	47	22	20
métis	17	15	20
élites	111	31	19
communautés	102	30	19
nouveau brunswick	12	12	18
ontarienne	21	15	18
anglais	213	39	17
américains	124	28	15
acadien	9	9	14
française	401	51	14
nouvelle angleterre	21	13	14
franco ontarienne	9	9	14
mémoire	60	19	13
nation	303	42	13
survivance	42	16	13
utopie	32	14	13
saskatchewan	10	9	13
irlandais	15	10	12
identité	195	31	12
émigrés	7	7	11
états unis	124	24	11
communautés francophones	7	7	11
canada	856	72	11
bourgeoisie	576	2	-8
économique	853	6	-9
classes	756	3	-10
social	748	3	-10
classe	681	1	-11

Tableau C.53 Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Gagnon (2000), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
syndicalisme	298	86	***
intellectuels	205	111	***
ftq	57	38	48
intellectuel	89	40	41
mouvement ouvrier	76	37	40
organisations syndicales	40	28	37
syndicaux	49	29	35
syndicales	88	36	35
intellectuels critiques	21	21	35
organisations	98	36	33
csn	70	29	29
ouvrier	207	42	27
critiques	47	23	26
mouvement	378	52	25
anti intellectualisme	12	12	21
intellectualisme	12	12	21
syndicats	148	29	19
syndical	51	19	19
relations du travail	12	11	18
syndicale	76	21	17
ctcc	20	13	17
intellectuels syndicaux	9	9	16
compagnons de route	9	9	16
rapport	493	44	14
a g gagnon	7	7	12
rapport à l'état	11	8	12
ceq	8	7	12
c boggs	8	7	12
sociologie des intellectuels	7	7	12
bourdieu	24	10	11
intellectuel critique	6	6	11
centrales	41	12	11
savant	7	6	10
route	29	10	10
sécurité du travail	5	5	9
intellectuelle	52	11	9
r debray	5	5	9
institutionnalisation	26	9	9
gauche	69	13	9
financement	35	10	9
jacoby	5	5	9
brooks	5	5	9
économique	853	5	-5
bourgeoisie	576	2	-5
système	467	1	-5
français	960	2	-8

Tableau C.54 : Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Lamoureux (2001), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
citoyenneté	70	66	***
personnes	187	38	32
souffrance	17	16	29
espace	133	31	28
parole	55	22	27
savoirs	20	14	22
mouvement communautaire	12	11	20
communautaire	81	20	19
droits	106	20	17
café	8	8	16
agir	40	13	15
vivre ensemble	16	9	14
exclusion	41	12	13
paroles	11	8	13
groupes	345	27	13
souffrance sociale	6	6	12
élus	20	9	12
mouvement communautaire autonome	6	6	12
citoyennes	9	7	12
pratiques	108	15	11
éducation populaire	13	7	11
ethnoculturelle	5	5	10
projet genèse	5	5	10
expérience	84	12	9
citoyen	47	9	9
citoyenne	7	5	9
dialogue	10	5	8
carrefour	8	5	8
monde	334	20	8
groupe	306	19	8
participants	12	5	7
regard	54	8	7
pauvreté	32	7	7
capacité	79	9	7
autonome	37	7	7
démocratie	99	10	7
compétences	27	6	7
critique	122	11	7
débat	71	8	6
enjeux	83	9	6
mouvement	378	18	6
classe	681	1	-4
état	959	3	-4
classes	756	2	-4
québec	2183	12	-5

Tableau C.55 . Sélection de spécificités positives et négatives de l'article de Armony (2002), calculées sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
amérique	160	53	***
latine	63	37	50
amérique latine	55	31	41
latino	30	24	38
répondants	19	16	27
identité	195	33	24
américanité	13	13	24
nord	202	33	23
latinité	11	11	21
latino américains	12	11	20
latin	23	13	18
figure	43	16	18
américains	124	23	18
amériques	9	9	17
états	187	24	15
québécois	693	46	15
sociétés	345	31	14
mexique	9	8	14
brésil	9	8	14
valeurs	198	23	13
états uniens	7	7	13
canada anglais	22	10	13
argentine	7	7	13
chili	11	8	13
inglehart	6	6	12
latins	9	7	12
world values survey	6	6	12
anglo saxonne	21	9	12
amérique du nord	45	12	12
identité culturelle	7	6	11
données	159	18	11
états unis	124	15	10
équité	8	6	10
nouveau monde	7	5	9
anglais	213	18	9
structures mentales	7	5	9
continent	31	8	9
matrice	12	6	9
pays	260	21	9
catégorie	89	11	8
voisins	18	6	8
matérialiste	10	5	8
nord américains	8	5	8
état	959	3	-5
français	960	3	-5

Tableau C.56 . Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Hughes (1945), calculées sur le sous-corpus des monographies

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
français	2636	699	***
cantonville	174	172	***
canadiens français	1245	486	***
club	137	102	***
gens	1014	251	***
ville	998	454	***
industries	462	162	***
anglais	1114	619	***
villes	385	123	***
localité	90	64	***
quelques	1306	230	***
canadien français	385	123	***
industrie	751	216	***
catholiques	326	129	***
canadiens	1948	522	***
gérants	77	64	***
club de golf	54	52	***
golf	79	71	***
anglaise	305	98	49
affaires	755	155	48
moulin	50	42	46
magasins	90	53	44
ouvriers	407	106	43
paroisse	582	126	42
gérant	61	42	40
campagne	311	89	40
maisons	192	69	39
catholiques anglais	32	31	39
anglaises	128	57	38
contremaîtres	40	32	34
hommes	998	157	34
professionnels	260	74	34
propriétaires	354	87	34
jeunesse ouvrière catholique	26	25	32
canadiennes françaises	142	51	29
rurale	275	69	28
françaises	223	62	28
anglicane	20	20	27
hommes d affaires	186	56	27
canadien	1025	144	26
eglise	128	46	26
procession	41	27	25
ouvrière	239	61	25
chambre de commerce	76	35	25
curé	365	74	24
urbaine	188	53	24
propriétés	69	33	24

Tableau C.56 (suite)

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
commerces	65	32	24
pour cent	167	48	23
médecins	79	34	23
jeunes	1250	156	23
jeunes gens	79	34	23
cultivateurs	171	49	23
protestants	73	33	23
clients	55	29	23
jeune	386	75	23
française	1223	150	22
classe	953	129	22
église anglicane	16	16	21
groupe	1101	139	21
associations	369	71	21
clientèle	68	29	20
membres	1028	129	20
canadiennes	345	66	20
diagramme	15	15	20
vieilles familles	28	20	20
population	1633	178	20
fanfare	14	14	19
familles anglaises	14	14	19
contremaître	19	16	19
canadienne française	670	97	19
compatriotes	56	26	19
avocats	61	27	19
chevaliers de colomb	21	17	19
garçons	152	41	19
compagnies	213	49	19
artistes	713	3	-14
rapport	1181	14	-14
idéologie	678	2	-14
états	695	2	-14
gouvernement	1350	18	-15
question	1178	12	-16
valeurs	875	4	-16
production	1158	10	-17
bourgeoisie	728	1	-17
rapports	898	4	-17
économique	2341	42	-18
nation	802	1	-18
niveau	1310	12	-18
québécois	1238	8	-20
revenu	1279	8	-21
discours	1735	17	-23
politique	3350	53	-29
état	1793	9	-31

Tableau C.57 Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Gérin (1946), calculées sur le sous-corpus des monographies

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
france	860	230	***
marchands	251	94	***
iroquois	59	50	***
colons	158	80	***
fournures	136	68	***
compagnie	287	101	***
sauvages	91	51	***
roberval	41	38	***
champlain	91	63	***
saint	1161	162	***
roi	245	126	***
navires	52	45	***
saint malo	48	45	***
colonie	327	131	***
traite	146	88	***
gouverneur	183	64	47
royal	72	43	45
associés	132	55	45
nouvelle france	297	77	45
richelieu	65	41	44
poutrincourt	31	30	44
monts	39	33	43
saint laurent	148	55	42
bretagne	80	42	40
gentilshommes	36	29	37
livres	129	48	37
pelleteries	26	25	36
colonie française	31	27	36
françois 1er	24	23	34
terres	214	54	32
lauson	21	21	32
condé	21	21	32
monarchie	26	23	32
hurons	23	22	32
colonisation	200	53	32
seigneurs	102	38	30
ville marie	20	19	28
acadie	42	26	28
tribus	18	18	28
mer	91	35	28
royaume	41	25	27
cour	72	31	27
louis xiv	34	23	27
maisonneuve	25	20	26
guerre	628	82	26
fonctionnaires	163	42	25
colonies	109	34	24

Tableau C.57 (suite)

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
jésuites	93	32	24
port	53	25	23
seigneur	115	34	23
d'ailleboust	15	15	23
port royal	15	15	23
océan	25	18	22
gentilhomme	18	16	22
algonquins	18	16	22
atlantique	48	23	22
écus	14	14	22
terre	432	60	21
jacques cartier	37	20	21
vice roi	17	15	21
commerce des fourrures	50	23	21
gouverneur général	24	17	21
seigneurie	69	25	20
pouvoir royal	26	17	20
malouin	16	14	20
espagne	44	21	20
gentilhommerie	15	14	20
intendant	44	21	20
<hr/>			
question	1178	6	-12
économie	828	1	-12
québec	4582	79	-12
revenu	1279	7	-12
canadienne	1323	8	-12
système	839	1	-12
valeurs	875	1	-12
rapport	1181	6	-12
sociales	1231	5	-13
famille	2870	36	-13
groupes	1005	2	-13
analyse	1269	5	-14
politiques	1088	2	-14
capital	1082	2	-14
nationale	1028	1	-15
production	1158	2	-15
tableau	1268	2	-17
canadiens français	1245	1	-18
québécois	1238	1	-18
société	2785	23	-19
travail	2200	12	-20
enfants	2071	9	-21
économique	2341	11	-22
politique	3350	13	-34

Tableau C.58 : Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Poulin (1952), calculées sur le sous-corpus des monographies

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
amour	237	56	***
foyer	211	71	***
famille	2870	123	50
chrétien	76	27	38
famille ouvrière	29	19	34
foyer chrétien	15	15	33
christ	41	19	30
amour conjugal	12	12	26
conjugal	20	13	23
famille canadienne	102	19	21
vie	2307	69	20
mariage	459	29	18
ouvrière	239	22	17
autorité paternelle	14	9	17
sécurité	322	23	15
familiale	365	24	15
mystère	30	10	15
paternité	10	7	14
père	783	31	13
paternelle	53	11	13
dieu	332	21	13
autorité	484	23	12
charité	111	13	12
hébert	16	7	12
sacrement	53	10	12
foyer canadien	11	6	11
époux	93	11	11
chrétienne	78	11	11
milieu de travail	22	7	11
insécurité	108	11	10
sécurité sociale	76	10	10
familial	251	15	10
église	128	12	10
chair	19	6	9
indienne	12	5	9
colons	158	12	9
mutuelle	23	6	9
individualiste	18	6	9
révélation	14	5	8
mutuel	13	5	8
propriété	527	19	8
sociale	1718	36	8
enfant	326	15	8
foyers	42	7	8
familles	1467	33	8
ancêtres	77	7	7
esprit	458	16	7

Tableau C.58 (suite)

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
corps	178	10	7
union	440	16	7
moralité	21	5	7
réci-proque	23	5	7
mystique	26	5	7
noces	23	5	7
système de sécurité	13	4	7
propriété privée	50	6	7
vieillesse	36	5	6
humain	73	6	6
humaine	155	9	6
développer	147	8	6
commune	155	9	6
ouvrier	213	10	6
chaque jour	33	5	6
maladie	116	8	6
domestique	101	7	6
effort	128	8	6
merci	21	4	6
don	23	4	6
moderne	394	13	6
france	860	21	6
état	1793	6	-3
industrie	751	1	-3
recherche	714	1	-3
pouvoir	1401	4	-3
université	702	1	-3
français	2636	12	-3
rapport	1181	2	-3
église	1088	2	-3
gouvernement	1350	3	-3
capital	1082	3	-3
culture	1068	2	-3
entreprises	997	1	-3
nationale	1028	2	-3
amérique latine	507	0	-3
états unis	532	0	-3
anglais	1114	1	-4
politiques	1088	1	-4
canadiens	1948	4	-4
politique	3350	13	-4
cas	1629	3	-4
population	1633	3	-4
canadiens français	1245	0	-5
nous	7556	33	-5
québec	4582	16	-5
discours	1735	1	-6

Tableau C.59 Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Rioux (1954), calculées sur le sous-corpus des monographies

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
île	325	219	***
île verte	59	56	***
fil	434	102	***
poisson	56	44	***
insulaire	53	48	***
voleur	44	42	***
isle	31	30	49
princesse	34	31	48
père	783	97	41
isle verte	24	24	40
roi	245	56	39
jeune	386	66	37
neveu	38	27	36
pêche	62	31	34
jeune homme	72	30	30
maison	581	71	30
fil	224	44	28
femme	664	73	28
terre	432	59	28
fée	20	18	28
michaud	22	18	27
cheval	49	23	25
enfant	326	48	24
marée	23	17	24
rivière	84	27	24
berceuse	16	15	24
filles	334	48	24
dionne	24	17	23
mère	727	70	23
mer	91	27	23
cave	15	14	23
fil du roi des rosiers	13	13	22
jeux	70	24	22
lévesque	157	33	22
joueur	13	13	22
belle marie julienne	13	13	22
cuisine	48	20	21
voleur de valenciennes	12	12	21
belle princesse	12	12	21
enfants	2071	123	21
bête	24	16	21
doyon	11	11	19
robe	25	15	19
parents	771	64	18
lafrance	18	13	18
loup	24	14	18
émilie fraser	10	10	17

Tableau C.59 (suite)

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
guichard	10	10	17
georges	87	22	17
grand voleur de paris	10	10	17
marier	61	19	17
lots	21	13	17
balai	13	11	17
bateau	17	12	17
jeune fille	87	22	17
georges caron	10	10	17
ouellette	11	10	16
noces	23	12	15
mousse	10	9	15
grand père	34	14	15
épaule	10	9	15
plancher	17	11	15
personne	474	45	15
homme	699	54	14
se marier	44	15	14
jeunes filles	138	23	14
lieues	38	14	14
valeurs	875	1	-9
ensemble	1647	9	-9
amérique	953	1	-9
analyse	1269	4	-9
niveau	1310	5	-9
sociale	1718	10	-9
anglais	1114	3	-9
revenu	1279	3	-10
canadien	1025	1	-10
politiques	1088	2	-10
sociales	1231	3	-10
nationale	1028	1	-10
français	2636	18	-11
état	1793	8	-11
production	1158	1	-11
canadiens français	1245	2	-11
société	2785	21	-11
canada	2471	16	-11
pays	1363	2	-12
social	1428	3	-12
montréal	1587	3	-13
canadiens	1948	4	-15
économique	2341	7	-16
politique	3350	12	-21
québec	4582	15	-29

Tableau C.60 Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Lamontagne (1954), calculées sur le sous-corpus des monographies

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
dépenses de consommation	40	40	***
etat	620	214	***
politique fiscale	49	49	***
période	710	165	***
économique	2341	432	***
taxation	136	117	***
dépenses	586	251	***
revenus	589	170	***
fédéralisme	161	100	***
stabilité économique	53	52	***
taxes	159	100	***
fiscale	81	66	***
monétaire	76	59	***
gouvernement fédéral	312	235	***
dépression	73	54	***
revenu	1279	263	***
gouvernement	1350	365	***
provinciaux	124	83	***
revenu national	96	93	***
gouvernements provinciaux	65	60	***
inflation	93	66	***
impôts	93	75	***
initiative privée	71	59	***
confédération	265	106	***
investissements	207	87	***
chômage	351	110	***
national	480	141	***
provinces	435	290	***
responsabilités	251	138	***
privé	246	93	***
fédéral	517	260	***
prix	314	138	***
gouvernements	341	190	***
domaine	560	156	***
secteur privé	100	63	***
ententes	82	54	48
octrois	45	41	48
problèmes	610	140	47
facteurs	320	100	47
autorité publique	40	38	46
volume	148	68	45
instabilité économique	38	36	44
consommation	482	118	43
provinciales	128	62	43
politique économique	124	60	42
diminuer	84	50	41
impôt	74	47	41

Tableau C.60 (suite)

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
instabilité	124	59	41
épargne	226	78	41
hausse	114	56	40
stabilité	262	83	40
désirable	68	44	39
initiative	211	74	39
fédéralisme canadien	58	41	39
sources de revenus	39	34	38
fluctuations	70	44	38
sécurité sociale	76	45	37
résoudre	95	49	36
inflationnaires	28	28	36
gouvernement central	74	44	36
solution	177	64	35
politique	3350	367	35
production	1158	176	34
accroître	119	52	34
bien être	191	65	34
politique monétaire	31	28	33
déséquilibre	51	35	33
pressions inflationnaires	25	25	32
dépenses publiques	40	31	32
développement industriel	83	43	32
cyclique	31	27	31
pouvoirs de taxation	24	24	31
rendement	59	36	31
plan	638	118	31
dette	58	36	31
système	839	140	31
taux	316	80	31
privée	314	80	31
rapports	898	2	-20
québécoise	927	1	-22
familles	1467	13	-22
québec	4582	115	-24
personnes	1012	1	-24
ville	998	1	-24
québécois	1238	5	-24
saint	1161	3	-25
montréal	1587	5	-32
société	2785	34	-33
français	2636	25	-36
discours	1735	5	-36
enfants	2071	11	-37
famille	2870	28	-39
nous	7556	170	-45

Tableau C.61 : Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Garigue (1962), calculées sur le sous-corpus des monographies

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
famille	2870	423	***
familial	251	75	***
familiale	365	123	***
famille canadienne	102	64	***
mari	472	121	***
mariage	459	101	***
sœurs	95	66	***
vie familiale	132	80	***
famille canadienne française	85	64	***
enfants	2071	326	***
parenté	657	276	***
père	783	311	***
parents	771	148	***
femme	664	148	***
mère	727	217	***
autorité	484	95	47
frères	244	69	46
canadienne française	670	110	46
comportement familial	32	31	46
saint justin	39	31	40
rapports	898	119	40
comportement	383	73	36
ferme	146	48	36
rôles	86	39	36
personnes	1012	119	35
maison	581	88	35
familiales	185	50	33
mariés	86	36	32
homme	699	91	31
groupe domestique	21	20	30
française	1223	124	30
vie	2307	182	30
valeurs familiales	30	23	30
préférence	67	30	28
générations	175	44	28
épouse	169	43	27
fil	434	67	27
groupe familial	44	25	27
système de parenté	17	17	27
amour	237	49	26
frère	197	44	25
réunions	110	34	25
rapports familiaux	15	15	24
époux	93	31	24
paroisse	582	73	24
mariée	65	27	24
familiaux	100	32	24

Tableau C.61 (suite)

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
cousins	43	22	22
punitions	15	14	21
canadienne	1323	111	21
filles	224	42	21
grand mère	51	22	20
province de québec	243	42	20
casaubon	16	14	20
activités familiales	12	12	19
héritier	30	17	19
activités	448	57	19
domestique	101	28	19
contacts	123	30	19
lignée	33	17	18
jeune	386	50	18
organisation familiale	20	14	18
rurale	275	43	18
sœur	54	21	18
rurales	162	32	17
français	2636	165	17
marié	51	19	16
fréquence de contact	10	10	16
groupes domestiques	10	10	16
garçon	55	19	16
membres	1028	85	16
membres du groupe familial	14	11	15
cousines	21	13	15
grands parents	61	19	15
canada français	349	43	15
paternelle	53	18	15
aîné	23	13	15
économique	2341	25	-11
état	1793	16	-11
pouvoir	1401	9	-11
pays	1363	8	-11
amérique	953	1	-12
revenu	1279	6	-12
politiques	1088	3	-12
monde	1237	5	-12
capital	1082	2	-13
nationale	1028	1	-13
anglais	1114	2	-13
entreprises	997	1	-13
québécois	1238	2	-15
production	1158	1	-15
effet	1342	2	-16
gouvernement	1350	1	-18
politique	3350	7	-36

Tableau C.62 Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Tremblay et Fortin (1964), calculées sur le sous-corpus des monographies

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
privation	157	150	***
niveau de vie	175	106	***
résidence	163	109	***
dépenses	586	202	***
revenus	589	161	***
revenu disponible	76	75	***
disponible	116	81	***
degré d instruction	59	52	***
possibilités	182	88	***
automobile	171	121	***
satisfaction	168	93	***
postes du budget	51	50	***
besoin	555	192	***
optimisme	69	54	***
niveau	1310	322	***
meublier	59	56	***
tableau	1268	304	***
revenu	1279	618	***
privations	102	96	***
strate	99	93	***
index	95	86	***
situation	975	228	***
milieu	994	308	***
besoins	906	594	***
proportion des dépenses	40	40	***
aspiration	90	66	***
aspirations	407	144	***
possibilités de privation	67	67	***
degré	290	101	***
achat à crédit	82	80	***
budget	421	193	***
rural	276	150	***
individu	363	130	***
instruction	355	183	***
chômage	351	125	***
relation	373	128	***
milieu de résidence	60	60	***
milieu rural	153	120	***
crédit	332	206	***
milieu urbain	92	68	***
urbain	208	107	***
achat	202	132	***
consommation	482	194	***
univers des besoins	52	48	***
logement	200	104	***
loisirs	246	138	***
norme	242	106	***

Tableau C.62 (suite)

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
normes	254	115	***
occupation	250	119	***
chefs de famille	64	50	***
assurance	210	88	***
épargne	226	94	***
salaire	217	109	***
famille	2870	474	***
familles	1467	705	***
nous	7556	742	***
biens	362	110	50
proportion	488	127	50
niveau professionnel	39	39	50
structure des besoins	38	38	49
dettes	75	52	48
variables	196	79	47
satisfaire	129	65	47
postes	320	100	47
vacances	116	62	47
conditions de vie	83	53	46
définition de la situation	40	38	46
structure	622	139	46
normes de consommation	33	33	43
nourriture	86	51	42
assurances	71	47	42
production	1158	9	-19
rapports	898	3	-19
canadien	1025	4	-21
état	1793	23	-21
montréal	1587	17	-21
québécoise	927	2	-21
politiques	1088	4	-22
québécois	1238	7	-22
société	2785	51	-23
capital	1082	2	-24
pays	1363	8	-24
canadiens français	1245	5	-24
église	1088	2	-25
saint	1161	2	-26
gouvernement	1350	4	-28
développement	1225	1	-29
canadiens	1948	5	-41
français	2636	11	-50
canada	2471	6	***
québec	4582	43	***
politique	3350	2	***

Tableau C.63 Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Carisse (1964), calculées sur le sous-corpus des monographies

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
épouse	169	69	***
planification	216	66	***
régulation	223	134	***
naissances	221	166	***
enfants	2071	413	***
pour cent	167	68	***
petite famille	72	70	***
grossesses	82	80	***
régulation des naissances	51	49	***
nombre d'enfants	121	91	***
nombre idéal	48	46	***
nombre désiré	63	63	***
régulation de la fécondité	41	41	***
norme sociale	44	43	***
aspirations de fécondité	96	96	***
ambivalence	96	53	***
couples	285	167	***
norme	242	116	***
fécondité	368	330	***
épouses	265	226	***
idéal	276	96	***
mariage	459	128	***
aspirations	407	190	***
famille	2870	440	***
famille nombreuse	115	100	***
milieu bourgeois	32	32	***
nous	7556	489	***
grossesse	43	34	47
durée du mariage	30	29	46
indice	150	51	43
déviations	35	30	43
mari	472	81	42
milieu	994	117	42
données	636	93	42
bourgeois	216	57	41
milieu social	56	34	40
nombre désiré d'enfants	22	22	36
continence périodique	22	22	36
enseignement de l'église	28	24	35
aspirations personnelles	21	21	35
régulariser	29	24	34
indice de taille préférable de la famille	20	20	33
taille	203	48	32
techniques	241	49	30
orientation	328	56	30
contraceptives	20	19	30
nombre idéal d'enfants	21	19	29

Tableau C.63 (suite)

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
périodique	35	23	29
milieu ouvrier	30	22	29
enfant	326	54	28
idéale	57	27	28
début du mariage	19	18	28
freedman	16	16	27
modèle	368	56	27
naissance	210	43	26
tableau	1268	106	26
contraceptifs	15	15	25
absence de contrôle	17	16	25
méthodes	213	42	25
conclusions	102	31	25
contraception	17	16	25
relation	373	54	25
niveau d instruction	37	21	25
première naissance	18	16	24
contrôle	867	82	24
couples mariés	16	15	24
condom	14	14	23
enquête	283	45	23
attitude	349	50	23
régulariser les naissances	14	14	23
ouvrier	213	39	22
fécondité légitime	13	13	22
école	761	1	-8
développement	1225	5	-9
travail	2200	19	-9
gens	1014	3	-9
anglais	1114	3	-10
québécoise	927	1	-10
entreprises	997	2	-10
politiques	1088	2	-10
univers	981	1	-11
revenu	1279	4	-11
production	1158	1	-12
monde	1237	2	-12
histoire	1248	2	-12
pouvoir	1401	3	-13
gouvernement	1350	1	-14
canada	2471	10	-17
état	1793	3	-17
économique	2341	9	-17
politique	3350	1	-36
québec	4582	12	-36

Tableau C.64 : Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Moreux (1969), calculées sur le sous-corpus des monographies

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
informatrices	234	231	***
population	1633	348	***
dieu	332	202	***
religieuses	299	149	***
fidèles	168	114	***
catholicisme	206	164	***
église	1088	403	***
saint	1161	351	***
religion	676	331	***
personnes	1012	403	***
paroisse	582	253	***
ancienne population	57	53	***
village	404	247	***
curé	365	176	***
religieuse	374	210	***
religieux	440	188	***
messe	420	311	***
saint pierre	250	240	***
colline	69	64	***
messes	107	87	***
paroissiens	115	89	***
rites	119	108	***
communion	70	57	49
dimanche	154	84	49
nouvelle population	56	48	44
morale	235	96	42
vendredi	50	42	38
personne	474	135	38
prières	64	47	37
dominicale	37	35	36
enfants	2071	345	35
assistance à la messe	40	36	35
sacré	94	54	34
enfer	46	38	34
modernistes	43	37	34
péché	53	40	33
filles	334	104	33
assistance	165	71	33
vieux village	29	29	32
ancienne	224	81	31
religiosité	32	30	31
vie religieuse	39	33	30
charité	111	54	29
habitants	405	110	29
pieuses	49	36	29
foi	182	70	29
paroissiennes	25	25	28

Tableau C.64 (suite)

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
baptême	48	35	28
divine	42	32	27
fabrique	66	40	27
professions	269	84	27
prêtre	128	55	26
dévotes	23	23	26
jeunes filles	138	57	26
évêque	110	51	26
jeunes	1250	221	26
âgées	108	50	26
prière	43	32	26
rites collectifs	22	22	25
assistants	32	27	25
indifférence	71	40	25
cléricale	51	33	24
groupe	1101	195	24
prêtres	166	60	24
semaine	192	66	24
athée	32	26	23
crainte	101	46	23
paroissiales	49	32	23
informatrice	23	22	23
professions libérales	126	51	23
âge	557	122	23
ridgewood	20	20	23
messe dominicale	23	22	23
<hr/>			
nationale	1028	14	-23
analyse	1269	23	-24
politiques	1088	15	-24
amérique	953	10	-24
projet	766	3	-25
univers	981	9	-26
pays	1363	25	-26
travail	2200	60	-28
gouvernement	1350	21	-28
québécoise	927	5	-29
entreprises	997	5	-31
société	2785	78	-34
développement	1225	10	-34
québécois	1238	7	-37
production	1158	5	-37
revenu	1279	5	-41
économique	2341	35	-48
politique	3350	49	***
discours	1735	5	***
québec	4582	107	***

Tableau C.65 : Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Rioux (1969), calculées sur le sous-corpus des monographies

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
québec	6765	390	***
canada	3327	225	***
québécois	2154	219	***
trudeau	134	42	38
francophones	762	82	35
idéologie de conservation	25	21	33
fédéralistes	44	25	32
question du québec	55	27	32
saint léonard	15	15	27
français	3602	176	27
indépendance	442	52	25
ottawa	354	45	23
britanniques	172	32	22
anglais	1327	86	21
conservation	80	23	21
langue	784	63	21
rattrapage	57	19	19
ouellet	71	20	18
france	969	66	18
idéologie	1043	70	18
colonialisme	37	15	17
mason wade	28	14	17
premier ministre	108	22	17
confédération	343	37	17
régime français	79	20	17
etat	804	56	16
habitants	478	43	16
anglophones	368	37	16
premier ministre du canada	17	11	16
fonctionnalisme	23	12	15
nation	1105	66	15
indépendantistes	33	13	15
anglaise	415	38	15
bas canada	119	21	15
régime	795	53	14
siècle	999	60	14
patriotes	52	14	13
arguments	83	17	13
culture	1604	78	13
vaincus	19	10	13
britannique	239	27	13
ministre	276	28	13
insurrection	32	12	13
conquête	377	34	13
michel brunet	50	13	12
contestation	186	22	12
durham	82	16	12

Tableau C.65 (suite)

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
domination	483	36	12
amérique du nord	149	20	12
population	2165	94	12
allemagne	51	13	12
fédéraliste	48	13	12
nord	658	42	11
clergé	555	37	11
peuple	837	49	11
dominé	92	16	11
canadiens	2411	98	11
démocratie libérale	16	8	11
devenir	361	30	11
habitant	159	20	11
pays	1623	73	11
française	1626	70	10
seigneur	120	16	10
démocratie	413	30	10
confédération canadienne	34	10	10
xvii ^e siècle	54	12	10
statu quo	45	11	10
décennie	90	13	9
lord	48	10	9
assimilation	125	15	9
indépendance du québec	25	8	9
contrepoids	39	10	9
origine française	30	9	9
immigrants	149	17	9
colonisés	21	8	9
bilinguisme	56	11	9
minorité	194	19	9
équilibre	195	19	9
familles	1600	7	-8
rapports	1322	3	-9
univers	1051	1	-9
analyse	1660	5	-10
tableau	1487	2	-11
revenu	1503	2	-11
discours	1875	5	-11
enfants	2242	7	-12
nous	9674	106	-12
production	1571	1	-13
travail	3120	12	-15
famille	3176	7	-20

Tableau C.66 Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Lazure (1972), calculées sur le sous-corpus des monographies

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
québécoise	927	204	***
société	2785	441	***
société industrielle	90	55	***
société traditionnelle	162	106	***
univers	981	371	***
société industrielle moderne	43	43	***
univers de la modernité industrielle	46	46	***
univers de la libération nationale	89	89	***
jeunes	1250	419	***
québécois	1238	203	***
nationale	1028	196	***
étudiante	57	49	***
adultes	167	79	***
révolution culturelle	153	151	***
révolution culturelle de la jeunesse	62	62	***
jeunesse	563	422	***
libération	361	184	***
traditionnelle	420	168	***
modernité	398	308	***
étudiants	294	98	***
culturelle	479	173	***
modernité industrielle	283	283	***
libération nationale	187	163	***
système scolaire	89	65	***
industrielle	712	359	***
révolution	676	189	***
québec	4582	487	***
scolaire	289	90	50
structures	376	99	47
marginalité	59	44	47
univers de la société traditionnelle	34	34	47
univers culturel	39	36	46
parti québécois	131	60	45
mouvements populaires	37	33	41
phénomène	309	82	40
jeunesse étudiante	31	29	37
univers de la révolution culturelle	26	26	36
phénomène social	32	28	34
mouvements	272	71	34
crise d octobre	31	27	33
culturel	360	77	31
mentalité	183	55	30
mentalité traditionnelle	27	23	28
mouvement	716	108	28
parti	677	104	28
jeunes québécois	26	22	27
moderne	394	76	27

Tableau C.66 (suite)

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
social	1428	157	25
éducation	508	83	24
révolution culturelle des jeunes	17	17	24
nouvelle culture	31	22	24
contestation	146	41	22
octobre	270	56	22
jeunes étudiants	15	15	21
univers de la révolution culturelle de la jeunesse	15	15	21
réalité sociale	59	27	21
étudiant	71	28	20
bien être social	55	25	20
système	839	102	20
csn	91	31	20
réalité	555	79	20
drop outs	13	13	19
ftq	131	35	18
media	30	18	18
projet de loi	28	18	18
adulte	69	26	18
octobre 1970	24	16	17
société québécoise	285	51	17
populaires	290	49	16
mass media	18	14	16
univers culturels	12	11	15
psychologique	84	25	15
nation	802	5	-11
canadienne	1323	17	-11
père	783	5	-11
maison	581	1	-11
artistes	713	3	-11
amérique	953	8	-11
ville	998	8	-12
canadiens français	1245	12	-13
parenté	657	1	-13
capital	1082	8	-13
saint	1161	10	-13
bourgeoisie	728	1	-14
française	1223	10	-14
canada	2471	39	-16
canadiens	1948	22	-18
familles	1467	5	-23
famille	2870	35	-24
revenu	1279	1	-25
enfants	2071	12	-27
français	2636	24	-27
discours	1735	3	-31

Tableau C.67 Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Laurin-Frenette (1978), calculées sur le sous-corpus des monographies

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
mode	488	136	***
places	228	174	***
articulation	133	79	***
marxiste	90	54	***
production	1158	197	***
agents	258	147	***
gauche	177	84	***
nationalisme	431	101	***
état	1793	417	***
discours	1735	188	***
sens	1106	159	***
contrôle	867	185	***
mode de production	84	48	***
reproduction	348	207	***
idéologie	678	150	***
nation	802	161	***
procès	557	386	***
appareils	377	157	***
procès de contrôle	40	40	***
appareil	174	58	45
place	931	124	45
procès de production	40	33	45
places dominantes	27	27	43
nationaliste	156	52	41
classes	743	103	40
état québécois	61	36	40
discours nationaliste	36	29	39
procès capitalistes	24	24	38
conditions	854	107	37
place de l'état	35	28	37
procès de contrôle et de reproduction	22	22	35
théorie	206	52	34
réseaux	204	51	33
places dominées	21	21	33
mode d'articulation	21	21	33
produit	336	62	32
dominées	83	34	31
état national	25	21	29
classe dominante	90	33	28
organisation	614	77	27
conjoncture	177	42	27
réseaux d'appareils	17	17	27
réseau	368	59	27
capitalistes	166	40	26
fonctions	334	53	24
réseau des places	15	15	24
idéologie nationaliste	28	19	24

Tableau C.67 (suite)

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
procès sociaux	16	15	23
domination	314	50	23
problématique	109	31	23
dominante	241	43	22
régulation	223	42	22
révolution tranquille	254	44	22
fonctionnaliste	24	17	22
noblesse	88	27	21
appareil politique	16	14	21
articulation des procès	13	13	21
révolutionnaire	112	30	21
marx	81	26	21
théorie marxiste	16	14	21
sous ensembles dominants	12	12	20
langage	147	33	20
production capitaliste	49	21	20
réseau des places dominantes	12	12	20
procès économiques	12	12	20
bourgeoisie	728	71	19
dominantes	127	30	19
idéologique	198	36	19
procès de reproduction	15	13	19
conjonctures	30	17	19
national	480	54	18
insertion	110	27	18
agents dominés	11	11	18
contradictions	140	29	17
capitaliste	324	43	17
sociologie	332	44	17
appareils de contrôle	12	11	17
dominants	45	18	17
saint	1161	8	-8
entreprises	997	6	-8
anglais	1114	7	-8
montréal	1587	15	-8
parents	771	1	-9
amérique	953	3	-9
vie	2307	21	-11
ville	998	1	-12
canadiens français	1245	3	-13
famille	2870	28	-13
jeunes	1250	2	-14
canada	2471	17	-15
français	2636	18	-16
canadiens	1948	8	-16
familles	1467	2	-16
enfants	2071	5	-20

Tableau C.68 Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Brunelle (1978), calculées sur le sous-corpus des monographies

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
etat	620	138	***
rapports	898	163	***
session	62	51	***
production	1158	172	49
superstructure	41	37	48
libéraux	137	59	45
gouvernement	1350	177	43
travailleurs	493	100	41
elizabeth ii	29	29	41
classe	953	140	40
rapports immédiats de production	28	28	40
loi	339	80	38
rapports de travail	29	27	36
sq	25	24	33
c s n	31	26	32
grève	122	45	31
provincial	220	58	31
pouvoir	1401	152	28
croissance	351	68	27
travail	2200	198	25
province	608	87	25
c o e q	25	20	24
employés	243	53	24
salariés	324	60	23
sanctionné	18	17	23
assemblée législative	31	21	23
classe dominante	90	33	23
hôpitaux	50	25	22
processus	393	64	22
classe moyenne	117	36	22
législations	45	24	22
conseil	453	70	22
concentration	157	40	21
extension	116	33	20
nationalisation	50	23	20
discours du trône	20	16	20
alliance	96	30	19
rémunérations	24	17	19
pelletier	42	21	19
sauvé	34	19	19
législative	54	23	19
opposition	294	51	19
c t c c	12	12	18
capital	1082	108	18
concentration industrielle	12	12	18
mesure	764	86	18
journaux de l'assemblée législative	12	12	18

Tableau C.68 (suite)

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
fédéral	517	69	18
p q	13	12	17
commission	205	40	17
ministre	216	41	17
pourcentages	28	16	16
procès de travail	28	16	16
économie	828	88	16
dominante	241	42	16
revendications	162	35	16
duplessis	132	30	15
orientation économique	32	16	15
force de travail	52	20	15
structure occupationnelle	10	10	15
f t q	10	10	15
contradiction	104	27	15
rapport	1181	107	15
trône	31	16	15
parti	677	72	14
secteurs	418	54	14
secteur	578	65	14
collaboration	163	32	14
congrès	98	25	14
assemblée	221	37	14
hydro québec	26	14	14
québec	4582	290	14
initiatives	113	27	14
gouvernements	341	47	14
cols bleus	22	13	14
provinciale	115	27	14
parti libéral	99	25	14
économique	2341	172	14
amérique	953	4	-13
ville	998	4	-14
univers	981	2	-16
canadiens français	1245	5	-17
anglais	1114	3	-17
femmes	988	1	-17
culture	1068	1	-18
vie	2307	22	-19
jeunes	1250	2	-20
canadiens	1948	13	-21
familles	1467	2	-24
français	2636	18	-27
enfants	2071	1	-36
famille	2870	5	-44

Tableau C.69 . Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Sales (1979), calculées sur le sous-corpus des monographies

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
firμες	95	83	***
banques	105	64	***
firme	74	59	***
entreprise	773	236	***
régisseurs	48	48	***
bancaire	66	56	***
origine sociale	65	61	***
contrôle	867	229	***
filiales	114	99	***
juifs	108	72	***
propriété	527	217	***
canadiens	1948	290	***
origine	626	159	***
anglo saxons	122	92	***
champ industriel	46	46	***
industrie	751	158	***
directoriales	38	38	***
origine nationale	53	46	***
bourgeoisie	728	274	***
ethnique	268	106	***
hauts dirigeants	53	52	***
capital monopoliste	111	99	***
capitaux	254	86	***
capital non monopoliste	45	44	***
industrielles	255	102	***
champ	320	101	***
industriel	345	135	***
étranger	341	131	***
direction	366	123	***
dirigeants	351	224	***
capital étranger	89	63	***
capital	1082	617	***
anglo	334	145	***
entreprises	997	523	***
étrangères	151	72	***
tableau	1268	201	***
groupes nationaux	39	38	***
positions directoriales	38	38	***
non monopoliste	65	62	***
canadiens français	1245	205	***
industriels	198	76	50
secteur	578	127	50
grandes entreprises	85	52	48
maison mère	40	37	47
propriété économique	34	34	47
bourgeoisie industrielle	47	40	47
capital industriel	42	38	47

Tableau C.69 (suite)

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
bourgeoisie intérieure	33	33	45
bourgeoisie comprador	32	32	44
différenciation	112	55	44
entreprises canadiennes	43	37	44
actionnaires	60	41	41
entreprises étrangères	44	35	39
investissement	141	57	39
postes présidentiels	27	27	37
groupes nationaux et ethniques	26	26	36
branches	51	35	36
fractions	135	52	35
entreprises industrielles	44	32	34
actions	140	52	34
conseil d administration	82	41	33
dirigeant	41	30	32
secteurs	418	85	32
actifs	130	48	31
directions industrielles	22	22	31
capitalisme	355	77	31
canadiennes	345	76	31
français	2636	258	31
capital économique	27	24	30
investissement étranger	25	23	30
revenu	1279	18	-10
gouvernement	1350	20	-10
religion	676	4	-10
personnes	1012	12	-10
révolution	676	4	-10
année	568	1	-11
jeunesse	563	1	-11
gens	1014	8	-12
parti	677	2	-12
femme	664	1	-13
parenté	657	1	-13
besoins	906	5	-13
parents	771	2	-14
culture	1068	6	-15
église	1088	5	-16
ville	998	3	-17
univers	981	1	-19
politique	3350	55	-20
familles	1467	8	-20
jeunes	1250	1	-24
famille	2870	24	-31
vie	2307	13	-31
discours	1735	2	-32
enfants	2071	7	-32

Tableau C.70 Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Simard (1979b), calculées sur le sous-corpus des monographies

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
b a e q	60	59	***
régional	217	89	***
planification	216	92	***
cybernétiste	40	40	***
citoyens	357	111	***
etat	620	160	***
lac st jean	40	38	***
développement	1225	205	***
régions	385	110	***
participation	472	122	***
technocrates	128	91	***
entrevue	164	90	***
régionale	101	54	49
régionaux	82	47	45
consultation	78	46	45
abitibi	59	41	44
région	406	87	39
aménagement	118	49	38
comités	102	46	37
saguenay	71	39	36
experts	62	36	35
cernoq	24	24	35
lac	85	40	34
auto détermination	38	29	34
technocratiques	25	24	33
saguenay lac st jean	24	23	32
pouvoir	1401	158	32
o p d q	29	25	32
technocratique	58	32	30
élites	274	62	30
cabano	20	20	29
paroisses marginales	20	19	27
comités de citoyens	31	23	27
société	2785	223	24
régionales	114	37	24
marginales	39	23	23
animateurs	32	21	23
productivité	80	31	23
développement régional	59	27	23
ord	15	15	22
régionalisation	20	17	22
bas st laurent	15	15	22
technocratie	29	20	22
conseil régional	16	15	21
économique	2341	189	21
structures	376	59	20
gaspésie	40	21	20

Tableau C.70 (suite)

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
angers	53	24	20
libéralistes	13	13	19
comité	131	34	19
st laurent	21	15	18
peuple	683	80	18
g.fortin	14	13	18
capitalisme	355	54	18
conseil	453	63	18
cybernétistes	12	12	18
fonctionnaires	163	36	18
ministères	41	20	18
affaires	755	83	17
conseil économique	13	12	17
planificateurs	13	12	17
aménagistes	11	11	17
appareil	174	36	17
dion	51	21	17
croissance	351	51	16
objectifs	257	43	16
bureau d'aménagement	15	12	15
animation	47	19	15
gars	42	18	15
sociographiques	64	21	15
morency	12	11	15
conseil régional de développement	10	10	15
gauthier	27	15	15
bureaucratiques	33	16	15
st simon	10	10	15
états	695	1	-11
femme	664	1	-11
discours	1735	22	-11
analyse	1269	12	-11
revenu	1279	12	-11
france	860	4	-11
saint	1161	8	-12
parents	771	2	-12
femmes	988	3	-14
français	2636	37	-14
église	1088	1	-18
familles	1467	5	-19
tableau	1268	2	-20
état	1793	7	-22
enfants	2071	10	-24
canada	2471	16	-25
famille	2870	7	-40

Tableau C.71 . Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Gay (1983), calculées sur le sous-corpus des monographies

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
castro	97	97	***
éditorialiste	98	98	***
laurendeau	97	77	***
chili	80	79	***
éditoriaux	96	92	***
éditorialistes	190	187	***
impérialisme	148	112	***
continent	169	88	***
brésil	75	66	***
haïti	53	53	***
leclerc	51	49	***
washington	75	62	***
argentine	67	66	***
janvier	195	86	***
américains	456	206	***
latine	522	507	***
américain	423	166	***
américaine	384	142	***
pays	1363	391	***
amérique	953	600	***
états	695	310	***
action	774	180	***
libération	361	118	***
tremblay	215	147	***
soleil	228	197	***
cuba	206	204	***
latino	198	194	***
journal	292	160	***
presse	275	133	***
sud	236	111	***
peuples	270	156	***
Amérique latine	507	495	***
états unis	532	268	***
action catholique	100	78	***
a tremblay	89	84	***
guy cormier	41	41	***
impérialisme américain	58	53	***
coopération vitale	42	42	***
lorenzo paré	53	52	***
alfred ayotte	49	49	***
tiers monde	63	58	***
bloc notes	67	67	***
paul sauriol	44	44	***
latino américaines	46	46	***
latino américains	97	97	***
québec	4582	575	***
canada	2471	633	***

Tableau C.71 (suite)

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
vitale	54	47	50
devoir	323	109	50
mexique	52	45	48
communisme	84	56	47
boyer	46	42	47
internationale	142	70	46
andré laurendeau	57	46	46
coopération	112	62	45
antilles	52	43	44
américaines	209	82	44
odilon arteau	34	34	42
cubain	34	34	42
international	163	71	42
cubaine	33	33	41
fidel castro	32	32	40
monde	1237	209	40
oea	31	31	39
violence	100	53	38
sympathie	83	48	37
jean-claude leclerc	32	31	37
amérique du sud	40	34	36
politique étrangère	35	32	36
allende	29	29	36
ryan	54	39	36
gilles boyer	28	28	35
régimes	66	42	35
autonomiste	40	33	34
étrangère	169	63	33
action québec	26	26	32
parents	771	3	-18
population	1633	30	-18
société	2785	71	-19
père	783	2	-19
école	761	2	-19
artistes	713	1	-19
univers	981	6	-20
personnes	1012	5	-22
ville	998	3	-24
jeunes	1250	8	-25
montréal	1587	16	-26
travail	2200	34	-27
famille	2870	51	-30
tableau	1268	4	-30
familles	1467	7	-31
revenu	1279	3	-31
nous	7556	217	-40
enfants	2071	4	***

Tableau C.72 . Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Fournier (1986), calculées sur le sous-corpus des monographies

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
jean charles falardeau	95	64	***
étudiants	294	100	***
laval	293	134	***
scientifique	248	131	***
faculté des sciences sociales	69	52	***
école	761	333	***
faculté	248	201	***
école du meuble	42	42	***
intellectuels	304	121	***
université de montréal	169	97	***
université laval	224	114	***
montréal	1587	250	***
sciences sociales	329	264	***
école des sciences sociales	72	72	***
enseignement	504	260	***
professeur	151	78	***
universitaire	172	93	***
professeurs	143	97	***
sciences	588	452	***
édouard montpetit	60	60	***
philosophie	152	67	***
montpetit	96	86	***
université	702	366	***
science	356	130	***
frère marie victorin	62	62	***
scientifiques	132	84	***
arts	193	88	***
facultés	52	41	47
intellectuel	115	56	46
revue	236	75	45
formation	452	99	43
botanique	29	29	41
sociologie	332	83	41
père lévesque	33	31	41
diplômés	83	44	39
art vivant	27	27	38
école des beaux arts	27	27	38
dessin	34	28	34
doyen	33	28	34
activité scientifique	26	24	32
peinture	44	30	32
hughes	62	35	32
intellectuelle	110	44	32
enseignement des sciences	24	23	31
médecine	70	36	31
sociale	1718	184	31
sciences naturelles	24	23	31

Tableau C.72 (suite)

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
leduc	23	22	30
écoles	260	62	30
carrière	143	46	29
enseignement supérieur	30	24	29
corps professoral	20	20	29
études	522	88	29
universitaires	147	47	29
professoral	20	20	29
refus global	27	22	27
peintre	27	22	27
école sociale populaire	20	19	26
19e siècle	31	23	26
génération	221	52	25
recherches	276	58	25
directeur	109	38	25
annuaire	40	25	25
système d enseignement	34	23	25
académique	29	22	25
cours	915	111	24
spécialistes	122	38	23
disciplines	77	31	23
recherche	714	95	23
paul émile borduas	16	16	23
intellectuelles	49	25	22
péllan	17	16	22
mcgill	28	20	22
hec	22	18	22
acfas	19	17	22
membres du clergé	33	21	22
enseignement des sciences sociales	17	16	22
ville	998	8	-11
besoins	906	6	-11
parents	771	2	-12
discours	1735	24	-12
cas	1629	20	-12
femmes	988	4	-14
personnes	1012	4	-14
univers	981	4	-14
population	1633	17	-14
familles	1467	6	-20
revenu	1279	1	-23
enfants	2071	8	-28
famille	2870	19	-31
nous	7556	111	-41

Tableau C.73 . Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Fortin (1987), calculées sur le sous-corpus des monographies

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
réseau	368	153	***
vie de quartier	45	45	***
amis	372	218	***
quartier	371	311	***
monoparentales	56	55	***
voisinage	254	120	***
banlieues	48	45	***
saint	1161	201	***
gens	1014	212	***
ville	998	181	***
enfants	2071	383	***
familles	1467	230	***
femmes	988	234	***
femme	664	180	***
parenté	657	262	***
familles monoparentales	51	50	***
centre ville	68	64	***
parents	771	227	***
mère	727	157	***
comp	91	83	***
banlieue	95	68	***
amie	85	72	***
coopérative	164	71	***
soeurs	131	123	***
quartiers	146	76	***
sociabilité	105	91	***
soeur	85	82	***
coopératives	224	80	***
quilles	58	50	***
voisins	246	148	***
frères	244	92	***
voisines	73	50	***
réseaux	204	86	***
couple	200	110	***
famille	2870	507	***
voisine	110	56	47
saint roch	36	34	45
proximité	82	46	42
amies	60	41	42
hlm	32	31	42
rue	126	55	42
mari	472	100	41
géographiquement	43	35	41
belles soeurs	29	29	41
cohabitation	39	33	40
chalet	43	34	39
amie de femme	26	26	37

Tableau C.73 (suite)

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
type de réseau	26	26	37
couples	285	73	36
rencontre	236	66	35
voisinage immédiat	28	26	34
saint sauveur	33	28	34
échange	171	55	33
vie	2307	228	32
neufchâtel	22	22	31
noyau	90	38	29
copropriétés	20	20	29
ami	73	35	29
échanges	163	49	28
sport	50	29	27
saint jean baptiste	75	33	26
liens	251	57	26
entraide	56	29	26
reconstituées	20	19	26
géographique	143	44	26
belle sœur	18	18	26
amitié	75	32	25
noyau de base	16	16	23
grands parents	61	28	23
montcalm	26	20	23
familiale	365	63	22
hockey	31	21	22
femmes au foyer	19	17	22
matrilocalité	15	15	22
politiques	1088	6	-14
canadiens français	1245	9	-14
production	1158	7	-14
capital	1082	5	-15
anglais	1114	5	-15
canadienne	1323	8	-16
discours	1735	17	-16
pays	1363	7	-18
état	1793	14	-19
pouvoir	1401	4	-21
gouvernement	1350	3	-22
économique	2341	18	-24
canadiens	1948	11	-24
français	2636	19	-28
canada	2471	14	-29
société	2785	17	-32
politique	3350	13	-45

Tableau C.74 . Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Gagnon et Rioux (1988), calculées sur le sous-corpus des monographies

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
communautaires	95	50	***
autogestion	45	42	***
coopérative	164	67	***
pratiques émancipatoires	63	62	***
pratiques	422	94	***
communautaire	192	70	***
coopératives	224	101	***
garderies	45	37	50
tocqueville	51	38	48
autogestionnaire	29	29	46
roccr	28	28	44
jal	27	27	43
usagers	41	32	42
travailleurs	493	86	41
groupes populaires	35	29	40
gestion	199	56	39
tricotil	28	26	39
populaire	313	67	38
théâtre	115	42	35
groupes	1005	109	32
possibles	173	46	31
alternative	63	31	31
mouvement	716	88	30
populaires	290	56	30
alternatives	25	21	29
habitation	135	39	28
rimouski	40	24	27
coopératives de travail	16	16	26
cogestion	18	17	26
reagan	18	17	26
participative	16	16	26
permanents	53	26	26
intervention	251	46	24
colloque	36	21	24
expérience	299	50	24
gestion participative	15	15	24
rézo	20	17	24
émancipatoire	13	13	21
organismes	128	31	20
culture	1068	89	19
secteur	578	62	19
télé	22	15	19
comptoirs	26	16	19
aliments naturels	12	12	19
comptoirs alimentaires	16	13	18
regroupement	111	27	18
alternatifs	13	12	18

Tableau C.74 (suite)

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
guyenne	14	12	18
gabriel gagnon	12	11	17
industrielles avancées	15	12	17
conseil d administration	82	23	17
militants	64	21	17
alternatif	12	11	17
parminou	10	10	16
marxistes léninistes	10	10	16
type de société	32	15	16
luxemburg	10	10	16
radio communautaire	10	10	16
radios communautaires	10	10	16
coopérative de développement	10	10	16
sociétés industrielles avancées	14	11	15
crise	372	43	15
victoriaville	15	11	15
jean pierre dupuis	11	10	15
but lucratif	11	10	15
coopératives d habitation	35	15	15
alimentation	62	18	14
radios	13	10	14
émancipation	100	22	14
spectacle	53	17	14
godbout	28	13	14
implication	31	14	14
autogestionnaires	10	9	14
expertise	28	13	14
membres	1028	77	14
mère	727	1	-9
revenu	1279	8	-9
canadienne française	670	0	-10
discours	1735	13	-10
familles	1467	8	-11
canadien	1025	2	-11
anglais	1114	2	-12
enfants	2071	16	-12
tableau	1268	4	-12
canadienne	1323	4	-13
église	1088	1	-13
française	1223	2	-14
canadiens français	1245	1	-15
canada	2471	10	-20
canadiens	1948	2	-23
français	2636	9	-23
famille	2870	6	-29

Tableau C.75 : Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Bourque et Duchastel (1988), calculées sur le sous-corpus des monographies

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
aspects	352	117	***
progrès	395	179	***
représentation	431	165	***
budget	421	123	***
propos	419	136	***
espace	421	192	***
tradition	352	132	***
mots	261	162	***
notion	259	100	***
bloc	251	128	***
analyse du discours	59	48	***
valeurs	875	314	***
rapports	898	215	***
catégories	746	405	***
forme	739	197	***
univers	981	307	***
analyse	1269	318	***
social	1428	266	***
production	1158	207	***
discours duplessiste	72	71	***
discours politique	190	162	***
catégorie	433	184	***
discours unioniste	45	45	***
discours du budget	114	102	***
état démocratique	47	44	***
modernisme	95	81	***
corpus	116	104	***
domaine constitutionnel	43	43	***
autonomie liberté	44	44	***
discursive	118	115	***
bourgeoises	94	76	***
discursives	55	53	***
occurrences	57	57	***
thématisation	44	44	***
covoisinage	50	50	***
discursivité	44	44	***
unioniste	69	68	***
dominance	91	59	***
union nationale	171	104	***
renforcement	88	64	***
pratique discursive	61	61	***
contrôle social	78	56	***
valeurs bourgeoises	65	64	***
rapports de forces	49	47	***
détermination	215	111	***
traditionalisme	227	176	***
duplessiste	211	187	***

Tableau C.75 (suite)

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
bloc social	115	115	***
notions	172	123	***
bourgeoise	150	84	***
discours	1735	953	***
état	1793	297	***
politique	3350	449	***
après guerre	108	62	50
état moderne	45	41	48
fonctionnement	213	80	46
traditionnelles	292	93	46
libéral	223	81	45
discours de l'union nationale	34	34	44
traditionaliste	83	51	44
discursif	42	38	44
autoritarisme	56	43	44
nationale	1028	177	43
institutions	742	146	43
disciplinarisation	37	35	43
forces	353	98	43
démocratique	234	80	43
socialité	40	36	42
catégories économiques	32	32	42
agriculture	357	98	42
forces sociales	51	40	42
syntactique	32	32	42
idéologie bourgeoise	39	35	41
duplessisme	72	46	41
pays	1363	18	-15
parenté	657	1	-15
population	1633	22	-18
gens	1014	4	-19
personnes	1012	4	-19
ville	998	4	-19
canada	2471	45	-19
saint	1161	7	-20
français	2636	50	-20
familles	1467	14	-20
amérique	953	1	-22
jeunes	1250	5	-23
anglais	1114	3	-23
revenu	1279	5	-24
membres	1028	1	-24
vie	2307	26	-27
enfants	2071	1	-48

Tableau C.76 Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Lacroix (1990), calculées sur le sous-corpus des monographies

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
artistiques	86	60	***
musiciens	80	77	***
rémunération	84	50	***
arts	193	67	***
artiste	201	153	***
marché du travail artistique	35	35	***
comédiens	47	45	***
comédien	47	46	***
travail	2200	372	***
danseurs	35	35	***
musicien	44	42	***
fisc	49	43	***
engagements	65	45	***
pyramide	77	59	***
métier	283	206	***
associations	369	97	***
artistique	278	204	***
artistes	713	633	***
revenu	1279	175	***
statistique canada	55	44	***
travail artistique	122	122	***
auteurs	267	103	***
artistes interprètes	32	32	50
vedettes	38	35	50
comédienne	31	31	48
interprètes	54	38	46
marché	589	98	43
industries culturelles	29	28	42
statistique	161	52	39
télévision	176	53	38
conditions	854	108	36
reconnaissance	225	57	36
interviewés	35	27	35
cachet	23	22	33
insécurité	108	40	33
art	294	60	32
marché du travail	167	47	32
auteur	296	58	30
métiers artistiques	19	19	30
compositeur	22	20	29
disciplines	77	32	29
cinéma	95	35	29
auteur compositeur	18	18	28
heures	223	49	28
théâtre	115	37	28
disciplines artistiques	18	18	28
conditions de revenu	17	17	27

Tableau C.76 (suite)

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
danse	57	27	26
conditions de travail	71	29	26
contrats	59	27	26
revenu moyen	33	21	25
stress	19	17	25
temps	1625	133	25
pratique	593	72	24
guilde	15	15	24
médian	17	16	24
produits culturels	15	15	24
pratique du métier	17	16	24
organisation du travail artistique	15	15	24
métiers	84	29	23
situation socio économique	24	18	23
auteure	21	17	23
métier d artiste	14	14	22
compositeurs	14	14	22
organisation du travail	45	22	22
vie privée	42	21	22
uneq	13	13	21
entraînement	33	19	21
chanteur	13	13	21
tranches	29	18	21
lacroix	16	14	20
chanteuse	14	13	20
culturelles	241	42	20
musique	46	21	20
secteurs d activité	27	17	20
loi 90	12	12	19
rapport hommes femmes	12	12	19
offres	15	13	19
canadien	1025	2	-12
canadienne	1323	6	-12
gouvernement	1350	6	-12
groupes	1005	1	-13
histoire	1248	3	-13
anglais	1114	1	-14
société	2785	26	-14
française	1223	1	-16
pays	1363	1	-17
canadiens	1948	8	-17
canadiens français	1245	0	-17
familles	1467	1	-19
famille	2870	5	-31
politique	3350	8	-34
français	2636	1	-34

Tableau C.77 : Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Dumont (1993), calculées sur le sous-corpus des monographies

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
collectivité	285	134	***
utopie	158	95	***
conquête	275	121	***
nouvelle france	297	139	***
histoire	1248	295	***
france	860	246	***
nation	802	227	***
assemblée	221	99	***
peuple	683	275	***
garneau	143	104	***
colonie	327	114	46
élites	274	102	44
mœurs	99	59	41
britannique	192	81	40
gouverneur	183	79	40
bas canada	101	59	40
siècle	671	162	40
constitution de 1791	31	31	36
casgrain	36	34	36
utopies	55	42	36
nouvelle	1208	225	36
métropole	163	71	36
xixe siècle	172	72	36
chambre d assemblée	35	32	33
littérature	211	77	33
idéologies	249	84	33
assimilation	96	52	33
survivance	141	62	32
étienne parent	43	34	31
colonisation	200	73	31
institutions	742	155	31
britanniques	159	63	30
coutumes	89	47	29
régime	618	132	28
évêques	76	42	28
durham	77	43	28
minerve	24	24	28
politiciens	112	50	27
histoire du canada	75	41	27
imaginaire	122	51	26
marmette	22	22	26
canadas	49	33	26
indiens	63	37	26
gazette	24	23	25
république	93	44	25
papineau	54	34	25
haut canada	46	31	25

Tableau C.77 (suite)

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
historiens	93	43	24
rouges	48	31	24
patronage	78	39	24
angleterre	226	68	24
campagnes	103	45	24
conseil législatif	29	24	23
législatif	40	28	23
nationalité	160	55	23
clergé	424	96	23
gouvernement responsable	34	25	22
annexion	34	25	22
historien	100	42	22
émigration	75	37	22
poésie	36	25	21
patrie	102	42	21
chambre	209	61	21
bibaud	21	19	20
ferland	44	27	20
organisation politique	29	22	20
bourget	35	24	20
montréal	1587	226	20
ecclésiastique	52	29	20
mythe	106	42	20
société	2785	347	20
canadiens	1948	261	19
colonies	109	41	19
empire	131	45	19
sentiment national	28	21	19
union	440	91	19
reconquête	18	17	19
historiographie	42	26	19
noblesse	88	37	19
nous	7556	378	-20
etat	620	1	-20
travail	2200	65	-21
économique	2341	72	-21
univers	981	11	-21
catégories	746	3	-22
niveau	1310	21	-23
capital	1082	12	-23
femmes	988	6	-26
analyse	1269	13	-28
revenu	1279	12	-29
familles	1467	15	-32
tableau	1268	9	-32
enfants	2071	35	-34
famille	2870	51	-45

Tableau C.78 : Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Gagnon (1994), calculées sur le sous-corpus des monographies

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
travail	2200	210	***
organisations syndicales	40	37	***
syndical	104	45	***
ftq	131	85	***
syndicale	119	73	***
syndicaux	104	64	***
salariés	324	76	***
syndicalisme québécois	32	30	***
syndicalisation	66	52	***
syndicats	361	198	***
relations du travail	66	59	***
les syndicats	160	81	***
syndicat	136	56	***
syndicalisme	271	207	***
syndicales	161	109	***
centrales	138	77	***
csn	91	41	48
encadrement juridique	25	25	45
employeurs	96	39	43
secteur public	61	33	42
organisations	166	46	42
centrales syndicales	57	31	40
syndiqués	67	32	39
juridique	100	36	38
social démocrate	27	23	37
ceq	49	28	37
milieux de travail	23	21	36
secteur	578	69	36
encadrement	57	29	36
responsables syndicaux	21	20	35
syndicalismes	18	18	33
csd	22	19	31
affiliés	23	19	31
action syndicale	20	18	30
convention	46	23	29
centrale	144	34	29
convention collective	32	20	28
employeur	88	28	28
relations	954	77	28
taux de syndicalisation	17	16	28
grève	122	31	27
débats	119	30	26
public	395	48	26
concertation	36	19	25
emploi	412	48	25
membership	26	16	23
responsables	116	26	22

Tableau C.78 (suite)

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
services	535	50	22
accréditation	20	14	21
fédérations	21	14	21
patronaux	19	13	20
syndicats locaux	13	11	19
employés	243	32	19
québécois	1238	72	19
sécurité du travail	12	11	19
syndiquer	11	10	18
négociation	69	18	17
patronale	17	11	16
patronal	22	12	16
patronat	24	12	16
lock out	10	9	16
patronales	37	13	15
acteur politique	12	9	15
démocrates	26	11	14
npd	25	11	14
militantisme	17	10	14
effectifs	94	18	14
code du travail	17	9	13
acteurs	147	20	13
main d oeuvre	60	14	13
nord	456	35	13
fonctionnements	11	8	13
mondialisation	21	10	13
échelle	236	25	13
organisation du travail	45	12	12
inégalités	55	13	12
syndicalisme canadien	13	8	12
conventions collectives	24	10	12
rapport de force	14	8	12
acteur	60	13	12
milieux	329	28	12
ville	998	1	-7
univers	981	1	-7
revenu	1279	3	-7
française	1223	2	-8
jeunes	1250	2	-8
canadiens français	1245	1	-9
canadiens	1948	7	-9
montréal	1587	4	-9
tableau	1268	1	-9
vie	2307	9	-9
français	2636	8	-12
famille	2870	3	-18
nous	7556	44	-19

Tableau C.79 . Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Gagné et Langlois (2002), calculées sur le sous-corpus des monographies

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
défection	38	35	***
référendaire	53	48	***
vote	214	160	***
souverainiste	189	132	***
électeurs	134	112	***
sondages	154	140	***
souveraineté	343	180	***
projet	766	129	***
oui	323	174	***
anglophones	257	83	***
appui	262	89	***
typologie	96	53	***
voter	81	56	***
allophones	67	61	***
référendum	122	99	***
intentions	132	92	***
groupement	105	66	***
option	99	64	***
référendum de 1995	46	43	***
option souverainiste	39	39	***
projet souverainiste	81	46	***
campagne référendaire	32	32	***
intentions de vote	76	76	***
projet de souveraineté	38	35	***
voter oui	41	41	***
femmes	988	122	47
mobilisation	84	43	46
type	816	107	44
francophones	425	79	44
sondage	60	36	43
sondages empilés	26	26	43
données empilées	25	25	41
données	636	89	39
mouvement souverainiste	23	23	38
groupements	158	47	37
intention de voter oui	21	21	35
actives	34	25	34
appui à la souveraineté	20	20	33
immigrants	102	37	33
nous	7556	366	33
tableau	1268	117	33
raisons	395	63	32
citoyens	357	60	32
campagne	311	57	32
intentions de vote sur la souveraineté	19	19	32
langue maternelle	40	25	31
souveraineté du québec	52	27	30

Tableau C.79 (suite)

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
typologie des électeurs	18	18	30
proportion	488	65	28
sexe	117	34	27
région	406	56	25
anglo québécois	32	20	25
types	370	53	25
région de québec	32	20	25
graphique	71	26	24
support	66	25	24
personnes	1012	88	24
camp du oui	14	14	23
raisons fortes	14	14	23
âgées	108	29	22
camp	37	19	21
âgés	69	23	20
scrutin	26	16	20
votes	26	16	20
référendum sur la souveraineté	12	12	20
types d'électeurs	12	12	20
voté	27	16	20
échantillons	30	17	20
groupement social	13	12	19
âge	557	57	19
femmes actives	11	11	19
clivage	32	16	18
régions	385	45	18
inactifs	14	12	18
intention	169	31	18
répondants	19	13	18
système	839	2	-8
discours	1735	13	-8
entreprises	997	4	-8
contrôle	867	2	-8
gens	1014	4	-8
ville	998	3	-8
saint	1161	5	-8
père	783	1	-8
vie	2307	21	-9
économique	2341	18	-10
familles	1467	3	-13
enfants	2071	5	-17
famille	2870	2	-29

Tableau C.80 Sélection de spécificités positives et négatives de la monographie de Beauchemin (2002), calculées sur le sous-corpus des monographies

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
mémoire	251	116	***
nationalisme	431	157	***
sujet	570	163	***
franco québécois	74	74	***
québécois	1238	259	***
identités	67	55	***
sujet politique	121	118	***
communautariste	53	49	***
pluralisme	66	55	***
histoire	1248	298	***
politique	3350	509	***
éthique	148	94	***
identitaires	41	40	***
américanité	37	36	***
francophone	291	94	***
nation	802	143	***
historique	403	157	***
communauté politique	71	59	***
fernand dumont	109	60	***
conscience historique	107	88	***
communautarisme	51	42	***
québécoise	927	218	***
projet	766	276	***
communauté	665	165	***
franco québécoise	44	43	***
projet politique	59	49	***
gérard bouchard	62	55	***
identitaire	137	129	***
culture	1068	165	***
identité	231	97	***
reconnaissance	225	72	48
société	2785	262	46
parcours	44	36	45
conscience	590	106	44
collectivité	285	75	43
récit	74	43	43
société québécoise	285	71	40
nation québécoise	55	36	39
nationalisme québécois	40	31	38
représentation	431	84	38
singularité	35	29	37
diversité	167	53	36
québec	4582	336	36
historique francophone	23	23	35
angenot	25	24	35
communautaristes	23	23	35
jocelyn létourneau	31	26	34

Tableau C.80 (suite)

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
thèse	222	58	34
minorités	55	32	33
constitue	431	78	33
éthnicopolitique	22	22	33
communauté d histoire	21	21	32
unitaire	28	24	32
parcours historique	21	21	32
héritage	115	42	32
revendications	162	48	31
destin	176	50	31
ouverture	182	49	30
civique	46	28	30
conscience historique francophone	20	20	30
souveraineté	343	66	30
canadien français	385	70	30
souverainiste	189	49	29
légitimité	166	47	29
avenir	496	78	29
francophonie	32	24	29
sujet politique québécois	19	19	29
appartenance	238	55	29
raisons communes	19	19	29
projet souverainiste	81	34	28
droits	307	61	28
travail	2200	26	-12
personnes	1012	4	-12
milieu	994	3	-12
saint	1161	6	-12
classe	953	3	-12
besoins	906	1	-13
contrôle	867	1	-13
beaucoup	1199	5	-13
ville	998	2	-14
gens	1014	2	-14
niveau	1310	5	-15
anglais	1114	2	-15
jeunes	1250	4	-15
vie	2307	17	-18
nous	7556	136	-19
tableau	1268	1	-19
gouvernement	1350	2	-19
revenu	1279	1	-19
économique	2341	16	-20
familles	1467	1	-22
population	1633	2	-23
enfants	2071	2	-30
famille	2870	4	-39

ANNEXE D

TABLEAUX DE DONNÉES SUR LES FORMES LEXICALES LES PLUS FRÉQUENTES DANS LE CORPUS COMPLET

Légende pour les tableaux D.1 et D.2

Position	Position de la forme lexicale ou du segment répété parmi ceux sélectionnés. La position dans le sous-corpus des articles ou dans celui des monographies fait référence à la position de la forme ou du segment dans une liste similaire (qui n'est pas présentée) établie à partir du seul sous-corpus concerné.
Segment répété*	Les segments répétés marqués d'un astérisque peuvent prendre (ou non) un trait d'union dans le texte original mais sont répertoriés sans celui-ci par <i>Lexico 3</i> .
***	Trois astérisques désignent un position supérieure à 50.

Tableau D.1 : Sélection des 50 formes lexicales les plus fréquentes du corpus complet, position et occurrences de ces formes dans le sous-corpus des articles et dans celui des monographies

Corpus complet			Articles seulement		Monographies seulement	
Position	Forme lexicale	Occurrences	Position	Occurrences	Position	Occurrences
1	Québec	6765	1	2183	1	4582
2	politique	4646	3	1296	2	3350
3	société	4174	2	1389	4	2785
4	français	3602	4	966	5	2636
5	Canada	3327	8	856	6	2471
6	économique	3194	9	853	7	2341
7	famille	3176	50	306	3	2870
8	travail	3120	7	920	9	2200
9	vie	2959	14	652	8	2307
10	état	2752	5	959	12	1793
11	sociale	2655	6	937	14	1718
12	canadiens	2411	27	463	11	1948
13	enfants	2242	***	171	10	2071
14	social	2176	11	748	18	1428
15	population	2165	20	532	15	1633
16	Montréal	2106	22	519	16	1587
17	québécois	1931	12	693	26	1238
18	pouvoir	1899	23	498	19	1401
19	discours	1875	***	140	13	1735
20	sociales	1870	15	639	37	1231
21	canadienne	1847	21	524	22	1323
22	développement	1805	16	580	28	1225
23	gouvernement	1712	41	362	21	1350
24	rapport	1674	24	493	30	1181
25	politiques	1654	18	566	33	1088
26	histoire	1644	34	396	25	1248
27	classe	1634	13	681	44	953
28	française	1626	33	403	29	1223
29	pays	1623	63	260	20	1363
30	culture	1604	19	536	36	1068
31	familles	1600	***	133	17	1467
32	production	1571	32	413	31	1158
33	revenu	1503	***	224	23	1279
34	jeunes	1501	69	251	24	1250
35	classes	1499	10	756	***	743
36	nationale	1483	28	455	27	1028
37	québécoise	1400	25	473	46	927
38	canadien	1358	45	333	38	1025
39	anglais	1327	***	213	32	1114
40	rapports	1322	30	424	48	898
41	système	1306	26	467	52	839
42	bourgeoisie	1304	17	576	***	728
43	capital	1274	***	192	35	1082
44	entreprises	1272	60	275	41	997
45	ville	1225	***	227	39	998
46	économie	1194	39	366	53	828
47	action	1193	31	419	59	774
48	relations	1182	***	228	43	954
49	église	1175	***	87	33	1088
50	sociaux	1172	29	445	***	727

Tableau D.2 : Sélection des 50 segments répétés les plus fréquents du corpus complet, position et occurrences de ces segments dans le sous-corpus des articles et dans celui des monographies

Corpus complet			Articles seulement		Monographies seulement	
Position	Forme lexicale	Occurrences	Position	Occurrences	Position	Occurrences
1	canadiens français*	1553	1	308	1	1245
2	canadienne française*	898	3	228	2	670
3	États-Unis	656	9	124	3	532
4	Canada français	624	2	275	6	349
5	Amérique latine	562	36	55	4	507
6	canadien français*	517	8	132	5	385
7	société québécoise	446	6	161	10	285
8	sciences sociales	406	20	77	7	329
9	province de Québec	360	11	117	13	243
10	Révolution tranquille	350	13	96	12	254
11	gouvernement fédéral	348	***	36	8	312
12	Nouvelle-France	329	***	32	9	297
13	classes sociales	319	5	169	27	150
14	petite bourgeoisie	291	4	180	46	111
15	modernité industrielle	283	***	0	11	283
16	Université Laval	269	52	45	14	224
17	marché du travail	259	14	92	23	167
18	XIXe siècle	253	18	81	19	172
19	niveau de vie	239	30	64	18	175
20	classe ouvrière	227	7	135	***	92
21	société canadienne	220	38	51	21	169
	Parti québécois	220	15	89	32	131
23	Université de Montréal	218	45	49	21	169
24	hommes d'affaires	201	***	15	17	186
	Union nationale	201	***	30	20	171
26	libération nationale	197	***	10	16	187
27	rapports sociaux	192	17	83	48	109
	discours politique	192	***	2	15	190
29	milieu rural	188	***	35	25	153
30	société traditionnelle	180	***	18	24	162
31	années soixante	178	24	71	51	107
32	canadiennes françaises*	174	***	32	30	142
33	professions libérales	173	47	47	33	126
34	développement économique	172	32	57	42	115
35	langue française	163	29	65	***	98
36	ressources naturelles	161	***	16	29	145
37	société canadienne-française	160	***	34	33	126
	vie sociale	160	***	41	39	119
39	révolution culturelle	159	***	6	25	153
40	classe moyenne	158	***	41	41	117
41	Saint-Laurent	157	***	9	28	148
42	classes moyennes	156	10	121	***	35
43	question nationale	154	26	70	***	84
44	après-guerre	144	***	36	51	108
45	pouvoir politique	143	33	56	***	87
46	vie familiale	142	***	10	31	132
47	Fernand Dumont	141	***	32	48	109
48	mode de production	140	33	56	***	84
	Saint-Jean	140	***	22	40	118
50	État québécois	136	23	75	***	61

ANNEXE E

TABLEAUX DE DONNÉES SUR LES SPÉCIFICITÉS DE CHAQUE COURANT

Note : le calcul des spécificités est effectué une première fois sur le corpus complet puis une seconde fois sur le sous-corpus des articles. La sélection des formes lexicales est effectuée de façon à refléter le résultat de ces deux calculs.

Légende pour les tableaux E.1 à E.6

Frq. Tot.	Désigne le nombre d'occurrences total de la forme lexicale dans le corpus complet.
Fréquence	Désigne le nombre d'occurrences de la forme lexicale dans la partie du sous-corpus concernée.
Coefficient	Évalue le degré de significativité du sur emploi (ou du sous emploi dans le cas des spécificités négatives) de la forme lexicale dans une partie corpus (voir la légende de l'annexe C).
***	Trois astérisques désignent un coefficient supérieur à 50.

Tableau E.1 : Sélection de spécificités positives du courant de la sociologie doctrinale calculées sur le corpus complet et sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
foyer	257	72	***
social	2176	159	***
service social	114	94	***
amour	257	66	***
charité	183	69	***
service	448	125	***
chrétien	103	39	50
christ	54	29	44
famille	3176	137	44
famille ouvrière	30	20	33
sécurité	428	40	26
ecole	65	19	23
dieu	373	35	23
conjugal	21	13	22
vie	2959	92	20
sociale	2655	82	18
famille canadienne	108	19	18
sécurité sociale	106	17	16
technique	364	27	16
humaine	207	21	15
autorité paternelle	15	9	15
misères	41	11	14
mariage	494	29	14
homme	851	36	13
esprit	632	31	13
travailleurs sociaux	22	9	13
assistance	203	19	13
mystère	31	10	13
travailleur	168	17	13
chrétienne	92	13	12
paternité	11	7	12
sens social	11	7	12
pie xii	11	7	12
familial	286	21	12
ouvrière	442	25	12
familiale	422	25	12
paternelle	59	11	12
vie commune	10	6	11
sacrement	54	10	11
humain	100	13	11
coeur	68	11	11
humanisme	21	7	10
chair	22	7	10
foyer canadien	12	6	10
chrétiens	51	9	10
moderne	490	24	10

Tableau E.2 : Sélection de spécificités positives du courant de la sociologie de la modernisation calculées sur le corpus complet et sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
maison	625	412	***
paroisse	666	531	***
provinces	518	339	***
mari	500	379	***
mère	758	503	***
dépenses	806	501	***
religion	740	444	***
femme	728	433	***
village	442	348	***
fécondité	417	343	***
messe	422	412	***
aspirations	480	362	***
mariage	494	403	***
père	883	644	***
anglais	1327	772	***
revenu	1503	943	***
ville	1225	832	***
population	2165	1097	***
enfants	2242	1588	***
familles	1600	1199	***
besoins	1039	732	***
église	1175	646	***
comportement	411	295	***
taxes	175	152	***
dimanche	163	147	***
canadiens français	1553	799	***
filles	363	285	***
île	333	264	***
épouses	270	260	***
curé	392	295	***
instruction	401	315	***
dieu	373	264	***
crédit	369	271	***
naissances	232	214	***
jeunes filles	143	136	***
norme	266	236	***
filles	234	187	***
famille	3176	2104	***
français	3602	1589	***
messes	108	106	50
parents	823	473	50
individu	422	285	50
taxation	137	126	49
roi	249	193	49
revenu national	110	107	49
gouvernement fédéral	348	245	48

Tableau E.3 : Sélection de spécificités positives du courant de la sociologie de la société globale calculées sur le corpus complet et sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
libération nationale	197	165	***
jeunesse	616	444	***
société	4174	873	***
libération	401	206	***
univers	1051	393	***
traditionnelle	530	221	***
jeunes	1501	482	***
québécois	2154	539	***
modernité	438	309	***
conscience	906	268	***
industrielle	916	420	***
québec	6765	1258	***
révolution	842	260	***
société traditionnelle	180	122	***
culturelle	720	235	***
parti	1063	264	50
système scolaire	110	74	50
idéologies	443	153	49
québécoise	1455	319	48
nationale	1483	319	46
idéologie	1043	251	45
mentalité	248	107	45
société industrielle	121	72	43
étudiante	66	51	40
français	3602	579	39
conservatisme	115	67	39
adultes	226	94	38
trudeau	134	70	37
partis	346	117	37
structures	565	153	35
globale	318	108	34
contestation	186	79	33
scolaire	396	120	32
marginalité	68	45	31
mouvements populaires	37	33	30
classes moyennes	156	68	30
phénomène social	37	32	29
canada français	624	151	28
csn	161	67	28
mouvements	432	119	28
société globale	121	57	27
crise d octobre	32	28	26
eglise	225	80	27
étudiants	414	111	25
indépendance	442	115	25
conscience de classe	85	45	25

Tableau E.4 : Sélection de spécificités positives du courant de la sociologie des luttes sociales calculées sur le corpus complet et sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
contrôle	1066	510	***
firmes	105	90	***
bourgeoisie	1304	818	***
entreprises	1272	682	***
capital	1274	870	***
entreprise	966	354	***
travailleurs	798	307	***
secteur	809	285	***
mode	727	311	***
places	267	192	***
capital monopoliste	111	99	***
anglo saxons	129	94	***
filiales	119	102	***
pouvoir	1899	531	***
état	2752	896	***
petite bourgeoisie	291	197	***
fraction	210	148	***
nationale	1483	454	***
classes	1499	647	***
rapports	1322	474	***
classe	1634	631	***
production	1571	660	***
appareils	479	258	***
dominante	328	159	***
capitaliste	517	234	***
capitalisme	519	231	***
fractions	215	162	***
champ	436	190	***
agents	350	217	***
reproduction	469	255	***
classe dominante	116	90	***
monopoliste	292	266	***
mode de production	140	116	***
secteurs	595	234	***
propriété	668	312	***
procès	636	464	***
dirigeants	394	253	***
domination	483	198	50
extension	231	126	49
nation	1105	337	48
main d œuvre	264	133	46
industriel	436	180	46
capitalistes	232	123	46
nationaux	235	122	45
nationaliste	323	146	44
bancaire	80	66	44

Tableau E.5 : Sélection de spécificités positives du courant de la sociologie des problèmes sociaux calculées sur le corpus complet et sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
coopératives	262	195	***
états	882	429	***
amis	377	250	***
artiste	205	198	***
ménages	356	318	***
travail	3120	1176	***
quartier	389	326	***
états unis	656	367	***
artistes	732	702	***
arts	247	198	***
sciences	783	513	***
sciences sociales	406	296	***
art	342	273	***
métier	317	235	***
artistique	282	260	***
faculté	287	219	***
université	912	454	***
école	918	435	***
amérique	1113	702	***
coopérative	176	144	***
sociabilité	106	93	43
vieillesse	77	73	40
laurendeau	109	91	38
voisins	264	164	38
journal	331	189	37
marché	885	387	36
statistique canada	70	66	36
femmes	1152	471	35
scénario	66	63	35
gestion	282	167	35
peuples	296	170	34
amie	85	73	33
pyramide	86	74	33
habitation	179	119	32
impérialisme	179	119	32
professeurs	175	116	31
développement	1805	664	31
pouvoyeurs	58	55	30
scientifique	315	171	30
tiers monde	78	67	30
américains	580	268	30
participation	616	277	29
action catholique	121	88	29
b a e q	71	61	28
artistiques	91	72	28
organisation du travail	65	58	28

Tableau E.6 : Sélection de spécificités positives du courant de la sociologie des objets transversaux calculées sur le corpus complet et sur le sous-corpus des articles

Forme	Frq. Tot.	Fréquence	Coefficient
identité	426	299	***
représentation	522	320	***
historique	554	306	***
progrès	469	238	***
référence	373	246	***
collectivité	386	267	***
société	4174	1329	***
garneau	152	132	***
souveraineté	413	294	***
bouchard	134	127	***
électeurs	144	122	***
référendum	138	123	***
projet	970	575	***
catégories	842	449	***
communauté	922	442	***
projet souverainiste	96	95	***
valeurs	1073	434	***
nation	1105	510	***
institutions	1126	451	***
discours	1875	1271	***
histoire	1644	787	***
langue	784	388	***
peuple	837	372	***
conscience historique	109	107	***
citoyenneté	90	85	***
francophones	762	395	***
souverainiste	218	203	***
discours politique	192	177	***
dumont	294	181	***
mémoire	311	211	***
mots	307	199	***
notions	190	139	***
discours du budget	114	103	***
sondages	160	141	***
vote	239	184	***
traditionalisme	246	192	***
politique	4646	1676	***
francophone	499	244	50
oui	339	186	48
communauté politique	73	71	48
mentale	102	87	47
gérard bouchard	63	62	44
québécois	1931	630	44
intentions	145	104	43
survivance	183	118	41
modernisme	99	81	41

BIBLIOGRAPHIE

- Akoun, André et Pierre Ansart (1999), *Dictionnaire de sociologie*, Paris : Le Robert/Seuil, 587 pages.
- Albert, Mathieu (1998), *Transformations des pratiques de recherche en sciences économiques et en sociologie dans deux universités québécoises : instrumentalisation de la production du savoir ?*, Thèse présentée à la Faculté des Études Supérieures en vue de l'obtention du grade de Philosophæ Doctor (Ph.D.) en sociologie, Montréal : Département de sociologie, Université de Montréal, 245 pages.
- Albert, Mathieu et Paul Bernard (2000), «Faire utile ou faire savant? La "nouvelle production de connaissances" et la sociologie universitaire québécoise», *Sociologie et sociétés*, vol. 32, no. 1, pages 71-91.
- Armony, Victor (2002), «Des latins du Nord ? L'identité culturelle québécoise dans le contexte panaméricain», *Recherches sociographiques*, vol. 43, no. 1, pages 19-48.
- Armony, Victor (2000), *Représenter la nation : le discours présidentiel de la transition démocratique en Argentine*, Montréal : Éditions Balzac, 242 pages.
- AUCC (2002), *Orientations. Le milieu universitaire*, Ottawa : AUCC, 94 pages.
- Audet, Michel (1983), *Le procès social de la production scientifique des sociologues au Québec de 1940 à 1965*, Thèse présentée à la Faculté des Études Supérieures en vue de l'obtention du grade de Philosophæ Doctor (Ph.D.) en sociologie, Montréal : Département de sociologie, Université de Montréal, 585 pages.
- Banque mondiale (2003), *Construire les sociétés du savoir: nouveaux défis pour l'enseignement supérieur*, Québec : PUL, 275 pages.
- Beauchamp, Claude (2004), « Un doyen à la recherche d'alliés pour moderniser le Québec », *Le Devoir*, vendredi 15 octobre, page A9.
- Beauchemin, Jacques (2002), *L'histoire en trop : la mauvaise conscience des souverainistes québécois*, Montréal : VLB, 210 pages.

- Beauchemin, Jacques (1995), «Nationalisme québécois et crise du lien social», *Cahiers de recherche sociologique*, no. 25, pages 101-124.
- Beauchemin, Jacques (1992), *Analyse du discours politique duplessiste : les aspects éthiques de la régulation dans les discours du trône, électoral, législatif et constitutionnel de l'Union Nationale : de 1944 à 1960*, thèse présentée comme exigence partielle doctorat en sociologie, Montréal : département de sociologie, Université du Québec à Montréal, 576 pages.
- Bélanger, Paul (1968), «Mutation du syndicalisme québécois : hypothèses en vue d'une recherche», *Recherches sociographiques*, vol. 9, no. 3, pages 265-279.
- Bélanger, Paul R. et Céline Saint-Pierre (1978), «Dépendance économique, subordination politique et oppression nationale : le Québec 1960-1977», *Sociologie et sociétés*, vol. 10, no. 2, pages 123-148.
- Bélanger, Pierre W. et Guy Rocher (1970), *École et société au Québec : éléments d'une sociologie de l'éducation*, Montréal : Éditions de l'A.C.F., 465 pages.
- Bernard, Paul (2005), «Portrait de la relève», *Le Cahier de l'ACSALF*, vol. 2, no. 1, page 12.
- Bernard, Paul (2001), «Société du savoir, dialectique et transformations des sciences sociales», dans Frédéric Lesemann, Yves Boivert et Diane Saint-Pierre, *Participer à l'évolution des sciences sociales. Un défi pour les partenaires de la recherche*, Québec : Les Éditions de L'IQRC, pages 3-14.
- Bernard, Paul, Marcel Fournier et Céline Saint-Pierre (1998), «Présentation. Au-delà de la crise, un second souffle pour la sociologie», *Sociologie et société*, vol. 30, no. 1, pages 3-8.
- Bernier, Léon (2001), «Le paradigme de l'individualité et sa place dans les sciences sociales d'aujourd'hui», dans Frédéric Lesemann, Yves Boivert et Diane Saint-Pierre, *Participer à l'évolution des sciences sociales. Un défi pour les partenaires de la recherche*, Québec : Les Éditions de L'IQRC, pages 25-30.
- Bibeau, Roch et Louis Maheu (1980), «Discipline sociologique, milieu institutionnel et itinéraires d'apprentissage : quelques problèmes d'arrimage», *Sociologie et sociétés*, vol. 12, no. 2, pages 107-141.
- Billette, André (1977), «Les inégalités sociales de mortalité au Québec», *Recherches sociographiques*, vol. 18, no. 3, pages 415-430.

- Bourdieu, Pierre (2001a), *Science de la science et réflexivité*, Paris : Raisons d'agir, 237 pages.
- Bourdieu, Pierre (2001b), *Langage et pouvoir symbolique*, Paris : Seuil / Fayard, 423 pages.
- Bourdieu, Pierre (2000), *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Paris : Seuil, 427 pages.
- Bourdieu, Pierre (1998), *Les règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Paris : Seuil, 567 pages.
- Bourdieu, Pierre (1994), *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris : Seuil, 237 pages.
- Bourdieu, Pierre (1987), *Choses dites*, Paris : Les Éditions de Minuit, 229 pages.
- Bourdieu, Pierre (1984a), *Questions de sociologie*, Paris : Les Éditions de minuit, 268 pages.
- Bourdieu, Pierre (1984b), *Homo academicus*, Paris : Les éditions de Minuit, 302 pages.
- Bourdieu, Pierre (1982), *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Paris : Fayard, 243 pages.
- Bourdieu, Pierre (1976), «Le champ scientifique», *Actes de la recherche en sciences sociales*, nos. 2-3, juin, pages 88-104.
- Bourdieu, Pierre (1975), «La spécificité du champ scientifique et les conditions sociales du progrès de la raison», *Sociologie et sociétés*, vol. 7, no. 1, pages 91-118.
- Bourdieu, Pierre (1966), « Champ intellectuel et projet créateur », *Les temps modernes*, no. 246, pages 865-906.
- Bourdieu, Pierre, Jean-Claude Chamboredon et Jean-Claude Passeron (1968), *Le métier de sociologue*, Paris : Mouton, 430 pages.
- Bourdieu, Pierre et Jean-Claude Passeron (1970), *La reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris : Les Éditions de Minuit, 279 pages.

- Bourdieu, Pierre et Jean-Claude Passeron (1964), *Les héritiers. Les étudiants et la culture*, Paris : Les Éditions de Minuit, 189 pages.
- Bourdieu, Pierre et Loïc J.D. Wacquant (1992), *Réponses. Pour une anthropologie réflexive*, Paris : Seuil, 267 pages.
- Bourque, Gilles (1993), « Société traditionnelle, société politique et sociologie québécoise, 1945-1980 », *Cahiers de recherche sociologique*, no. 20, pages 45-83.
- Bourque, Gilles (1989), « Traditionnal society, political society and Quebec sociology : 1945-1980 », *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, vol. 26, no. 3, pages 394-425.
- Bourque, Gilles et Jules Duchastel (1995), « Texte, discours, idéologie(s) », *Revue belge de Philologie et d'histoire*, vol. 73, no. 3, pages 605-619.
- Bourque, Gilles et Jules Duchastel (1988), *Restons traditionnels et progressifs : pour une nouvelle analyse du discours politique : le cas du régime Duplessis au Québec*, Montréal : Boréal Express, 399 pages.
- Bourque, Gilles et Nicole Laurin-Frenette (1970), « Classes sociales et idéologies nationalistes au Québec 1760-1970 », *Socialisme québécois*, no. 20, pages 13-55.
- Brazeau, Jacques (1966), « Les nouvelles classes moyennes », *Recherches sociographiques*, vol. 7, nos. 1-2, pages 151-163.
- Brunelle, Dorval (1978), *La désillusion tranquille*, LaSalle : Hurtubise HMH, 225 pages.
- Brunelle, Dorval (1975), « La structure occupationnelle de la main-d'œuvre québécoise 1951-1971 », *Sociologie et sociétés*, vol. 7, no. 2, pages 67-88.
- Bunge, Mario (1991a), « Una caricatura de la ciencia : la novísima sociología de la ciencia », *Interciencia*, vol. 16, no. 2, pages 69-77.
- Bunge, Mario (1991b), « A Critical Examination of the New Sociology of Science, Part 1 », *Philosophy of the Social Sciences*, vol. 21, no. 4, pages 524-560.
- Bunge, Mario (1992), « A Critical Examination of the New Sociology of Science, Part 2 », *Philosophy of the Social Sciences*, vol. 22, no. 1, pages 46-76.

- Carisse, Colette (1964), *Planification des naissances en milieu canadien-français*, Montréal : PUM, 227 pages.
- Chapdelaine, Jacques (1986), *L'organisation du travail dans la recherche universitaire au Québec : le cas des sciences sociales et humaines à l'UQAM*, mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en sociologie, Montréal : département de sociologie, Université du Québec à Montréal, 235 pages.
- Dandurand, Pierre et Marcel Fournier (1980), «Développement de l'enseignement supérieur, classes sociales et luttes nationales au Québec», *Sociologie et sociétés*, vol. 12, no. 1, pages 101-132.
- Delos, J.-Thomas (1944), *La nation*, Montréal: Éditions de l'arbre, 204 pages.
- Descarries-Bélanger, Francine, Marcel Fournier et Louis Maheu (1979), «Le frère Marie-Victorin et les "petites sciences"», *Recherches sociographiques*, vol. 20, no. 1, pages 7-40.
- Descarries-Bélanger, Francine et Louis Maheu (1988), «Écrits scientifiques et enjeux de l'institutionnalisation de l'activité scientifique au Québec», *Canadian Journal of Sociology*, vol. 13, no. 3, pages 235-260.
- Dillard, Sylvie (2001), «Les organismes subventionnaires, partenaires actifs de la recherche et d'un nouveau projet de société» dans Frédéric Lesemann, Yves Boivert et Diane Saint-Pierre, *Participer à l'évolution des sciences sociales. Un défi pour les partenaires de la recherche*, Québec : Les Éditions de L'IQRC, pages 47-56.
- Dion, Léon (1966), «La polarité des idéologies : conservatisme et progressisme», *Recherches sociographiques*, vol. 7, no. 1-2, pages 23-35.
- Dofny, Jacques (1978), «Les stratifications de la société québécoise», *Sociologie et sociétés*, vol. 10, no. 2, pages 87-102.
- Dofny, Jacques, Hubert Guindon, Norbert Lacoste, Marcel Rioux et Robert Sévigny (1980), «Table ronde. Le département de sociologie de l'Université de Montréal», *Sociologie et sociétés*, vol. 12, no. 2, pages 179-201.
- Dofny, Jacques et Marcel Rioux (1962), « Les classes sociales au Canada français », *Revue française de sociologie*, vol. 3, no. 3, juillet-septembre, pages 290-300.

- Doray, Pierre et Patrick Pelletier (1999), «Les politiques publiques et l'université : quelques points de repère historiques (1960-1998)», dans Beaulieu, Paul et Denis Bertrand (dirs.), *L'État québécois et les universités. Acteurs et enjeux*, Ste-Foy : PUQ, pages 35-67.
- Duchastel, Jules (1993), « Discours et informatique : des objets sociologiques ? », *Sociologie et sociétés*, vol. 25, no. 2, pages 157-170.
- Duchastel, Jules (1981), *Marcel Rioux : entre l'utopie et la raison*, Montréal : Nouvelle optique, 202 pages.
- Dubois, Michel (2001), *La nouvelle sociologie des sciences*, Paris : PUF, 256 pages.
- Dubois, Michel (1999), *Introduction à la sociologie des sciences*, Paris : PUF, 321 pages.
- Dumont, Fernand (1997), «Eessor et déclin du Canada français», *Recherches sociographiques*, vol. 38, no. 3, pages 419-467.
- Dumont, Fernand (1994), *Le lieu de l'homme*, Montréal : Bibliothèque québécoise, 284 pages.
- Dumont, Fernand (1993), *Genèse de la société québécoise*, Montréal : Boréal, 393 pages.
- Dumont, Fernand (1965), «La représentation idéologique des classes au Canada français», *Recherches sociographiques*, vol. 6, no. 1, pages 9-22.
- Dumont, Fernand (1962), «L'étude systématique de la société globale canadienne-française», *Recherches sociographiques*, vol. 3, nos. 1-2, pages 277-292.
- Dumont, Fernand et Guy Rocher (1961), « Introduction à une sociologie du Canada français », *Recherches et débats*, no. 34, pages 13-38.
- Dussault, Gabriel (1978), «L'utopie colonisatrice contre l'ordre économique», *Recherches sociographiques*, vol. 19, no. 1, pages 55-78.
- Falardeau, Jean-Charles (1988), «La Faculté du Cap Diamant. Genèse d'une réussite», dans A. Faucher (dir.), *Cinquante ans de sciences sociales à l'Université Laval*, Ste-Foy : Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, 1988, pages 15-33.

- Falardeau, Jean-Charles (1974), «Antécédents, débuts et croissance de la sociologie au Québec», *Recherches sociographiques*, vol. 15, nos. 2-3, pages 135-166.
- Falardeau, Jean-Charles (1964), *L'essor des sciences sociales au Canada français*, Québec : Ministère des Affaires culturelles, 67 pages.
- Falardeau, Jean-Charles (1961), «Le Canada français politique vu de l'intérieur», *Recherches sociographiques*, vol. 2, nos. 3-4, pages 294-340.
- Falardeau, Jean-Charles (1953), « Perspectives », dans Jean-Charles Falardeau (dir.), *Essais sur le Québec contemporain*, Québec : PUL, pages 239-257.
- Falardeau, Jean-Charles (1944a), « Analyse sociale des communautés rurales », *Cahiers de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval*, vol. 3, no. 4, pages 3-31.
- Falardeau, Jean-Charles (1944b), « Évolution et métabolisme contemporain de la ville de Québec », *Culture*, no. 5, pages 121-131.
- Falardeau, Jean-Charles, Léon Gérin et Philippe Garigue (1968), *Léon Gérin et l'habitant de Saint-Justin*, Montréal : PUM, 179 pages.
- Faure, Jacques (1983), *Le rêve des sociologues*, Montréal, Radio-Québec, vidéocassette VHS, 28 minutes, couleur/noir et blanc.
- Fortin, Andrée (1987), *Histoires de familles et de réseaux : la sociabilité au Québec d'hier à demain*, Montréal : Éditions Saint-Martin, 225 pages.
- Fortin, Gérald (1968), «Le Québec : une ville à inventer», *Recherches sociographiques*, vol. 9, nos. 1-2, pages 11-21.
- Fortin, Gérald (1965), «Milieu rural et milieu ouvrier : deux classes virtuelles», *Recherches sociographiques*, vol. 6, no. 1, pages 47-59.
- Fournier, Marcel (2005), « Portrait de groupe : les étudiant-es de doctorat, 1^{ère} année », *Le Cahier de l'ACSALF*, vol. 2, no. 1, pages 2-3.
- Fournier, Marcel (1999), «Notes pour une histoire de la sociologie québécoise suivies d'éléments de réflexions sur l'avenir», dans Lahaise, Robert (dir.), *Québec 2000. Multiples visages d'une culture*, Montréal : Hurtubise HMH, pages 287-322.

- Fournier, Marcel (1986), *L'entrée dans la modernité. Science, culture et société au Québec*, Montréal : Saint-Martin, 239 pages.
- Fournier, Marcel (1974), «La sociologie québécoise contemporaine», *Recherches sociographiques*, vol. 15, nos. 2-3, pages 167-200.
- Fournier, Marcel (1973), «L'institutionnalisation des sciences sociales au Québec», *Sociologie et sociétés*, vol. 5, no. 1, pages 27-58.
- Fournier, Marcel, Annick Germain, Yves Lamarche et Louis Maheu (1975), «Le champ scientifique québécois : structure, fonctionnement et fonctions», *Sociologie et sociétés*, vol. 7, no. 1, pages 119-132.
- Fournier, Marcel, Yves Gingras et Creutzer Mathurin (1988), «L'évaluation par les pairs et la définition légitime de la recherche», *Actes de la recherche en sciences sociales*, no. 74, pages 47-54.
- Fournier, Marcel et Gilles Houle (1980), «La sociologie québécoise et son objet : problématiques et débats», *Sociologie et sociétés*, vol. 12, no. 2, pages 21-43.
- Fournier, Marcel et Louis Maheu (1975), «Nationalisme et nationalisation du champ scientifique québécois», *Sociologie et sociétés*, vol. 7, no. 2, pages 89-114.
- Fournier, Marcel et Michel Trépanier (1985), «La sociologie dans tous ses états», *Recherches sociographiques*, vol. 26, no. 3, pages 417-444.
- Fracchiolla, Béatrice, Andrea Kuncova et Aude Maisondieu (2003), *Lexico 3 : Manuel d'utilisation*, en ligne, 50 pages, <<http://www.cavi.univ-paris3.fr/llpga/tal/lexicoWWW/manuel3.htm>>, consulté en août 2006.
- Freitag, Michel (1995), « L'horizon social inacceptable d'un ékonomisme mondialisé », *Société*, numéro hors série, pages 1-21.
- Freitag, Michel (1986), *Dialectique et société*, Lausanne/Montréal : L'Âge d'homme/Éditions Saint-Martin, 2 tomes, 296 et 443 pages.
- Gagné, Gilles (2005), « Comment font les étudiants de sociologie pour faire de la sociologie ? », *Le Cahier de l'ACSALF*, vol. 2, no. 1, page 9.
- Gagné, Gilles, et Simon Langlois (2002), *Les raisons fortes : nature et signification de l'appui à la souveraineté du Québec*, Montréal : PUM, 187 pages.

- Gagné, Gilles et Jean-Philippe Warren (2003), *Sociologie et valeurs. Quatorze penseurs québécois du XX^e siècle*, Montréal : PUM, 393 pages.
- Gagnon, Gabriel (1978), «Sociologie, mouvements sociaux, conduites de rupture : le cas québécois», *Sociologie et sociétés*, vol. 10, no. 2, pages 103-122.
- Gagnon, Gabriel et Luc Martin (1973), *1960-1980 : la crise du développement : matériaux pour une sociologie de la planification et de la participation*, Lasalle : Hurtubise HMH, 500 pages.
- Gagnon, Gabriel et Marcel Rioux (1988), *À propos d'autogestion et d'émancipation : deux essais*, Québec : IQRC, 190 pages.
- Gagnon, Mona-Josée (2000), «Les intellectuels critiques et le mouvement ouvrier au Québec : fractures et destin parallèle», *Cahiers de recherche sociologique*, no. 34, pages 145-176.
- Gagnon, Mona-Josée (1994), *Le syndicalisme : état des lieux et enjeux*, Québec : IQRC, 140 pages.
- Gagnon, Nicole (1988), «Le département de sociologie, 1943-1970», dans Albert Faucher (dir.), *Cinquante ans de sciences sociales à l'Université Laval. L'histoire de la Faculté des sciences sociales (1938-1988)*, Ste-Foy : Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, pages 75-130.
- Garigue, Philippe (1962), *La vie familiale des Canadiens français*, Montréal : PUM, 142 pages.
- Garigue, Philippe (1956), « Mythes et réalités dans l'étude du Canada français », *Contributions à l'étude des sciences de l'homme*, no. 3, pages 123-132.
- Gauthier, Benoît (dir.) (1995), *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*, 2^e édition, Ste-Foy : PUQ, 584 pages.
- Gauthier, Madeleine (2005), « Du "cheap labour" à la participation à un programme de recherche : le choix du sujet de thèse », *Le Cahier de l'ACSALF*, vol. 2, no. 1, page 7.
- Gauthier, Madeleine (2001), «Les organismes subventionnaires : des partenaires plus qu'actifs dans l'orientation de la recherche en sciences sociales», dans Frédéric Lesemann, Yves Boivert et Diane Saint-Pierre, *Participer à l'évolution des sciences sociales. Un défi pour les partenaires de la recherche*, Québec : Les Éditions de L'IQRC, pages 57-67.

- Gay, Daniel (1983), *Les élites québécoises et l'Amérique latine*, Montréal : Nouvelle optique, 341 pages.
- Gemme, Brigitte (2005), « Le rôle des milieux non-universitaires dans la formation des jeunes chercheurs », *Le Cahier de l'ACSALF*, vol. 2, no. 2, pages 8-9.
- Gérin, Léon (1946), *Aux sources de notre histoire. Les conditions économiques et sociales de la colonisation en Nouvelle-France*, Montréal : Fides, 275 pages.
- Gérin, Léon (1905), « La Vulgarisation de la Science Sociale chez les Canadiens français », dans *Mémoires de la Société Royale du Canada*, Ottawa : Société Royale du Canada, pages 67-87.
- Gibbons, Michael, Camille Limoges, Helga Nowotny, Simon Schwartzman, Peter Scott and Martin Trow (1994), *The New Production of Knowledge. The Dynamics of Science and Research in Contemporary Societies*, London: Sage, 179 pages.
- Gingras, Yves (2003), «Idées d'universités. Enseignement, recherche et innovation», Actes de la recherche en sciences sociales, no. 148, juin, pages 3-7.
- Gingras, Yves (1991), «L'institutionnalisation de la recherche en milieu universitaire et ses effets», *Sociologie et sociétés*, vol. 23, no. 1, pages 41-54.
- Gingras, Yves, Benoît Godin et Michel Trépanier (1999), «La place des université dans les politiques scientifiques et technologiques canadiennes et québécoises», dans Beaulieu, Paul et Denis Bertrand (dirs.), *L'État québécois et les universités. Acteurs et enjeux*, Ste-Foy : PUQ, pages 69-99.
- Gingras, Yves et Vincent Larivière (2005), « Les pratiques de publication des chercheurs québécois en sciences sociales » *Le Cahier de l'ACSALF*, vol. 2, no. 2, pages 10-11.
- Godin, Benoît (2002), «Les pratiques de publication des chercheurs : les revues savantes québécoises entre impact national et visibilité internationale», *Recherches sociographiques*, vol. 43, no. 3, pages 465-498.
- Godin, Benoît (1993), «La politique scientifique et la notion de culture scientifique et technique : les aléas politiques d'une idée floue», *Recherches sociographiques*, vol. 34, no. 2, pages 305-327.

- Godin, Benoît et Michel Trépanier (1995), «La politique scientifique et technologique québécoise : la mise en place d'un nouveau système national d'innovation», *Recherches sociographiques*, vol. 36, no. 3, pages 445-478.
- Godin, Benoît, Michel Trépanier et Mathieu Albert (2000), «Des organismes sous tension : les conseils subventionnaires et la politique scientifique», *Sociologie et sociétés*, vol. 32, no. 1, pages 17-42.
- Godin, Benoît, Michel Trépanier et Éric Bourneuf (1997), «Habitus universitaire et dérive de la formation : Le cas de l'INRS», *La revue canadienne d'enseignement supérieur*, vol. 27, no. 3, pages 213-246.
- Godin, Christian (2004), *Dictionnaire de philosophie*, Paris : Fayard/Éditions du temps, 1534 pages.
- Grenier, Line, Gilles Houle et Jean Renaud (1982), «Sociologies et méthodologies : les pratiques québécoises», *Sociologie et sociétés*, vol. 14, no. 1, pages 113-132.
- Gresle, François, Michel Panoff, Michel Perrin et Pierre Tripier (1994), *Dictionnaire des sciences humaines : sociologie, psychologie sociale, anthropologie*, Paris : F. Nathan, 469 pages.
- Hamel, Jacques (à paraître), *La sociologie de la sociologie québécoise. Remarques critiques et polémiques*, 45 pages.
- Hamel, Jacques (1997), *Précis d'épistémologie de la sociologie*, Paris/Montréal : L'Harmattan, 286 pages.
- Hamel, Jacques (1994), «Brèves notes sur une opposition entre générations. La génération gâtée et la génération perdue», *Sociologie et sociétés*, vol. 26, no 2, pages 165-176.
- Hamel, Jacques et Éric Forgues (1992), «Bibliographie de l'œuvre de Marcel Rioux » dans Hamel, Jacques et Louis Maheu (dirs.), *Hommage à Marcel Rioux. Sociologie critique, création artistique et société contemporaine*, Montréal : Éditions Saint-Martin, 228 pages.
- Hughes, Everett C. (1945), *Rencontre de deux mondes : la crise d'industrialisation du Canada français*, Montréal : L. Parizeau, 388 pages.
- Hughes, Everett C. (1943), «°Programme de recherches sociales pour le Québec°», *Cahiers de l'École des sciences sociales, politiques et économiques de l'Université Laval*, vol. 2, no. 4, pages 3-41.

- Jalbert, Lizette (1985), «Décentralisation ou autonomie administrée : Éléments de synthèse et de réflexion sur la réforme municipale et régionale au Québec», *Cahiers de recherche sociologique*, vol. 3, no. 1, pages 75-98.
- Kuhn, Thomas S. (1983), *La structure des révolutions scientifiques*, Paris : Flammarion, 284 pages.
- Lacoste, Norbert (1958), *Les caractéristiques sociales de la population du grand Montréal : étude de sociologie urbaine*, Montréal : Faculté des sciences sociales, économiques et politiques, Université de Montréal, 267 pages.
- Lacroix, Jean-Guy (1995), «La culture, les communications et l'identité dans la question du Québec», *Cahiers de recherche sociologique*, no. 25, pages 247-298.
- Lacroix, Jean-Guy (1990), *La condition d'artiste : une injustice*, Outremont : VLB, 249 pages.
- Lacroix, Jean-Guy et al. (1998), « Débat : la sociologie a-t-elle encore aujourd'hui une capacité normative ? », *Cahiers de recherche sociologique*, no. 30, pages 249-298.
- Lacroix, Jean-Guy et Benoît Lévesque (1986), «Les industries culturelles au Québec un enjeu vital !», *Cahiers de recherche sociologique*, vol. 4, no. 2, pages 129-168.
- Lamontagne, Maurice (1954), *Le fédéralisme canadien : évolution et problèmes*, Ste-Foy : PUL, 298 pages.
- Lamontagne, Maurice (1944), « Le chômage dans l'après-guerre », *Cahiers de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval*, vol. 3, no. 1, pages 3-37.
- Lamoureux, Jocelyne (2001), «Marges et citoyenneté», *Sociologie et sociétés*, vol. 33, no. 2, pages 29-48.
- Lanciano-Morandat, Caroline et Éric Verdier (2005), « Les politiques nationales de R-D et d'innovation (RDI) : pour une analyse comparée en terme de conventions d'action publique », *Cahiers de recherche sociologique*, no. 40, pages 11-45.
- Langlois, Simon (1984), «L'impact du double revenu sur la structure des besoins dans les ménages», *Recherches sociographiques*, vol. 25, no. 2, pages 211-265.

- Langlois, Simon (1982), « L'univers des aspirations des familles québécoises : 1959, 1977 », *Recherches sociographiques*, vol. 23, no. 3, pages 227-252.
- Langlois, Simon, Fernand Harvey et Jean-Philippe Warren (2001), « Bibliographie de l'œuvre de Fernand Dumont », *Recherches sociographiques*, vol. 42, no. 2, pages 415-438.
- Larivière, Vincent et Jean Lebel (2005), « Subventions et contrats de recherche en sciences sociales et humaines : que disent les chiffres ? », *Le Cahier de l'ACSALF*, vol. 2, no. 2, pages 6-7.
- Laroche, Marc-Léo (1983), *L'idéologie et le pouvoir : deux dimensions de toute science sociale. Le cas de la production sociologique à l'Université de Montréal*. Mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en sociologie, Montréal : département de sociologie, Université du Québec à Montréal, 214 pages.
- Laurin-Frenette, Nicole (1984), « La sociologie des classes sociales au Québec de Léon Gérin à nos jours », dans Lévesque, Georges-Henri et al., *Continuité et rupture. Les sciences sociales au Québec*, Montréal : PUM, pages 531-556.
- Laurin-Frenette, Nicole (1978), *Production de l'État et formes de la nation*, Montréal : Nouvelle optique, 176 pages.
- Lazure, Jacques (1972), *L'association des jeunes québécois*, Montréal : PUQ, 204 pages.
- Lebart, Ludovic et André Salem (1994), *Statistiques textuelles*, Paris : Dunod, 342 pages.
- Legault, Marie-Josée (1995), « Sciences humaines et sociales – sciences naturelles, une distinction inappropriée pour expliquer la propension à former des centres de recherche », *Recherches sociographiques*, vol. 36, no. 3, pages 557-577.
- Legault, Marie-Josée (1994), *La structuration de l'organisation locale du travail de recherche universitaire en sciences de l'humain et du social*, Thèse présentée à la Faculté des Études Supérieures en vue de l'obtention du grade de Philosophæ Doctor (Ph.D.) en sociologie, Montréal : Département de sociologie, Université de Montréal, 252 pages.
- Leroux, Robert (2001), « "La nation" and the Quebec Sociological Tradition (1890-1980) », *Canadian Journal of Sociology*, vol. 26, no. 3, pages 349-373.

- Lévesque, Georges-Henri (1944), « Service social et charité », *Cahiers de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval*, vol. 3, no. 2, pages 3-24.
- Lévesque, Georges-Henri o.p., Gonzalve Poulin o.f.m., Jean-Charles Falardeau, Léon Dion, Gérard Bergeron, Norbert Lacoste, Guy Rocher, Philippe Garique, Fernand Dumont, Gérald Fortin, Marc-Hervé Carrier s.j., Marc-André Lessard, Vincent Lemieux, Jacques Dofny, Marcel Rioux (1974), «Itinéraires sociologiques», *Recherches sociographiques*, vol. 15, nos. 2-3, pages 201-312.
- Lévesque, Michel (2004), « L'impact de l'action politique du père Lévesque », *Le Devoir*, mardi 5 octobre, page A7.
- Leydesdorff, Loet et Henry Etzkowitz (2000), «Le "Mode 2" et la globalisation des systèmes d'innovation "nationaux". Le modèle à Triple hélice des relations entre université, industrie et gouvernement», *Sociologie et sociétés*, vol. 32, no. 1, pages 135-156.
- Lux, André (1983), «Un Québec qui vieillit. Perspectives pour le XXI^e siècle», *Recherches sociographiques*, vol. 24, no. 3, pages 325-377.
- Maheu, Louis (1979), «La conjoncture des luttes nationales au Québec : mode d'intervention étatique des classes moyennes et enjeux d'un mouvement social de rupture», *Sociologie et sociétés*, vol. 11, no. 2, pages 125-144.
- Maheu, Louis, Francine Descarries-Bélanger, Marcel Fournier et Claudette Richard (1984), «La science au Québec francophone : aperçus sur son institutionnalisation et sur les conditions d'accès à sa pratique», *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*, vol. 21, no. 3, pages 247-274.
- Maingueneau, Dominique (1991), *L'analyse du discours. Introduction aux lectures de l'archive*, Paris : Hachette, 268 pages.
- Marois, Ghislaine, Simon Langlois et Yves Martin (1995), « Publications de Fernand Dumont » dans Langlois, Simon et Yves Martin (dirs.), *L'horizon de la culture. Hommage à Fernand Dumont*, Ste-Foy : PUL / IQRC, pages 537-554.
- Martuccelli, Danilo (1999), *Sociologies de la modernité*, Paris : Gallimard, 709 pages.
- Massé, Jacqueline C. et Micheline St-Arnaud (1981), « Quelques dimensions du système de valeurs professionnelles d'un groupe de sociologue québécois », *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*, vol. 18, no. 2, pages 131-156.

- McAll, Christopher (1992), «Langues et silence : les travailleurs immigrés au Québec et la sociologie du langage», *Sociologie et sociétés*, vol. 24, no. 2, pages 117-130.
- Merton, Robert K. (1965), *Social Theory and Social Structure*, New York / London: The Free Press / Collier-Macmillan, 645 pages.
- Merton, Robert K. (1942), « Science and Technology in a democratic order », *Journal of Legal and Political Sociology*, no. 1, pages 115-126.
- Miner, Horace (1985), *Saint-Denis : un village québécois*, Lasalle : Éditions Hurtubise HMH, 392 pages.
- Moreux, Colette (1971), Spécificité culturelle du leadership en milieu rural canadien-français», *Sociologie et sociétés*, vol. 3, no. 2, pages 229-258.
- Moreux, Colette (1969), *Fin d'une religion : monographie d'une paroisse canadienne-française*, Montréal : PUM, 485 pages.
- Mounier, Pierre (2001), *Pierre Bourdieu, une introduction*, Paris : La Découverte, 282 pages.
- Mullins, Nicholas C. (1975), «Développement des disciplines scientifiques : origines internes et externes du changement», *Sociologie et sociétés*, vol. 7, no. 1, pages 133-142.
- Otero, Marcelo (2005), « Entre l'oubli des universaux et l'oubli des données », *Le Cahier de l'ACSALF*, vol. 2, no. 1, page 2.
- Pietrantonio, Linda (1999), *La construction sociale de la (dé)légitimation de l'action positive ou l'envers de l'égalité*, Thèse présentée à la Faculté des études supérieures en vue de l'obtention du grade de Philosophiae Doctor (Ph.D.) en sociologie, Montréal : Département de sociologie, Université de Montréal, 485 pages.
- Pinto, Louis (2002), *Pierre Bourdieu et la théorie du monde social*, Paris : Albin Michel, 252 pages.
- Pollack, Michael (1975), «L'efficacité par ambiguïté», *Sociologie et sociétés*, vol. 7, no. 1, pages 29-49.
- Poulin, Gonzalve (1952), *Problèmes de la famille canadienne-française*, Ste-Foy : PUL, 75 pages.

- Poulin, Gonzalve (1947), « Le service social dans la cité », *Cahiers du service extérieur d'éducation sociale*, vol. 4, no. 10, pages 3-22.
- Provencher, Jean (1997), *Chronologie du Québec 1534-1995*, Montréal : Bibliothèque québécoise, 365 pages.
- Quivy, Raymond et Luc Van Campenhoundt (1995), *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris : Dunod, 287 pages.
- Richard, Claudette (1981), *Champ scientifique québécois et milieux disciplinaires : une analyse de la structure de postes*, Mémoire présenté à la Faculté des Études Supérieures en vue de l'obtention du grade de Maître ès Sciences (M.Sc.) en sociologie, Montréal : Département de sociologie, Université de Montréal, 208 pages.
- Rioux, Marcel (1984), *Le besoin et le désir*, Montréal : L'Hexagone, 133 pages.
- Rioux, Marcel (1969), *La question du Québec*, Paris : Seghers, 270 pages.
- Rioux, Marcel (1965), « Conscience ethnique et conscience de classe au Québec », *Recherches sociographiques*, vol. 6, no. 1, pages 23-32.
- Rioux, Marcel (1959), « Sur le développement socio-culturel du Canada français », *Contributions à l'étude des sciences de l'homme*, no. 4, pages 144-162.
- Rioux, Marcel (1954), *Description de la culture de l'Île Verte*, Ottawa : Ministère du nord canadien et des ressources nationales, 98 pages.
- Rocher, Guy (1998), « L'institutionnalisation universitaire de la sociologie francophone : entre le passé et l'avenir », *Cahiers de recherche sociologique*, no. 30, pages 11-32.
- Rocher, Guy (1973), *Le Québec en mutation*, Montréal : Éditions Hurtubise HMH, 345 pages.
- Rocher, Guy (1969), *Introduction à la sociologie générale*, 3 tomes, Lasalle : Hurtubise HMH, 562 pages.
- Rocher, Guy (1962), « Les recherches sur les occupations et la stratification sociale », *Recherches sociographiques*, vol. 3, nos. 1-2, pages 173-184.
- Rocher, Guy (1952), « Industrialisation et culture urbaine », *Contributions à l'étude des sciences de l'homme*, no. 1, pages 165-170.

- Saint-Pierre, Arthur (1926), *Le problème social : quelques éléments de solutions*, Montréal : Bibliothèque de l'Action Française, 203 pages.
- Saint-Pierre, Céline (1985), «Enjeux et défis du virage technologique en milieu de travail», *Cahiers de recherche sociologique*, vol. 3, no. 2, pages 9-24.
- Saint-Pierre, Céline (1975), «Idéologie et pratiques syndicales au Québec dans les années '30 : la loi de l'extension juridique de la convention collective de travail», *Sociologie et sociétés*, vol. 7, no. 2, pages 5-32.
- Sales, Arnaud (1985), «La construction sociale de l'économie québécoise», *Recherches sociographiques*, vol. 26, no. 3, pages 319-360.
- Sales, Arnaud (1979), *La bourgeoisie industrielle au Québec*, Montréal : PUM, 322 pages.
- Shinn, Terry (2002), «Nouvelle production du savoir et Triple hélice. Tendances du prêt-à-penser les sciences », *Actes de la recherche en sciences sociales*, nos. 141-142, pages 21-30.
- Simard, Jean-Jacques (1990), «La culture québécoise : question de nous», *Cahiers de recherche sociologique*, no. 14, pages 131-142.
- Simard, Jean-Jacques (1982), «Détournement de mineurs. L'éducation québécoise à l'heure de la bureaucratie scolaire», *Recherches sociographiques*, vol. 23, no. 3, pages 405-427.
- Simard, Jean-Jacques (1979a), «Québec et frère, inc. La cybernétisation du pouvoir», *Recherches sociographiques*, vol. 20, no. 2, pages 239-261.
- Simard, Jean-Jacques (1979b), *La longue marche des technocrates*, Montréal : Éditions Saint-Martin, 198 pages.
- Sokal, Alan et Jean Bricmont (1997), *Impostures intellectuelles*, Paris : Odile Jacob, 413 pages.
- Tremblay, Marc-Adélar (1966), «Modèles d'autorité dans la famille canadienne-française», *Recherches sociographiques*, vol. 7, nos. 1-2, pages 215-230.
- Tremblay, Marc-Adélar et Gérald Fortin (1964), *Les comportements économiques de la famille salariée du Québec : une étude des conditions de vie, des besoins et des aspirations de la famille canadienne-française d'aujourd'hui*, Ste-Foy : PUL, 405 pages.

- Trépanier, Michel (1992), «Politique de la science au Québec et autonomie du champ scientifique», *Revue québécoise de science politique*, no. 22, pages 101-135.
- Trépanier, Michel (1984), *Développement de la discipline sociologique et de ses pratiques dans les universités québécoises – 1970-1984*, Mémoire présenté à la Faculté des Études Supérieures en vue de l'obtention du grade de Maître ès Sciences (M.Sc.) en sociologie, Montréal : Département de sociologie, Université de Montréal, 288 pages.
- Trudeau, Pierre E. (1956), « La province de Québec au moment de la grève », dans Pierre E. Trudeau (dir.), *La grève de l'amiante : une étape de la révolution industrielle au Québec*, Montréal : Cité Libre, pages 3-91.
- Vandycke, Robert (1980), «La question nationale : où en est la pensée marxiste ?», *Recherches sociographiques*, vol. 21, nos. 1-2, pages 97-129.
- Vécrin, Lionel (2004), *La naissance d'une Triple hélice : le Programme des actions concertées du Fonds québécois de recherche sur la nature et la technologie*, mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en sociologie, Montréal : Département de sociologie, Université du Québec à Montréal, 122 pages.
- Venne, Michel (2002), «De la pensée à l'action», *Québec Science*, décembre 2002 - janvier 2003, pages 66-68.
- Véron, Éliséo (1979), «Dictionnaire des idées non reçues», *Connexions*, no. 27, pages 125-142.
- Vultur, Mircea (2005), « Les usages de l'information par les chercheurs en sciences sociales », *Le Cahier de l'ACSALF*, vol. 2, no. 2, pages 12-13.
- Warren, Jean-Philippe (2005a), « Internationalisation de la formation doctorale ? Le cas des professeurs universitaires de sociologie », *Le Cahier de l'ACSALF*, vol. 2, no. 2, pages 15-16.
- Warren, Jean-Philippe (2005b), « Un mot de l'éditeur », *Le Cahier de l'ACSALF*, vol. 2, no. 1, pages 1 et 10.
- Warren, Jean-Philippe (2003), *L'engagement sociologique. La tradition sociologique du Québec francophone (1886-1955)*, Montréal : Boréal, 447 pages.

- Warren, Jean-Philippe (2001), *La tradition sociologique québécoise francophone (1886-1955) : Jalons pour une sociologie de la connaissance*, 2 tomes, Thèse présentée à la Faculté des Études Supérieures en vue de l'obtention du grade de Philosophæ Doctor (Ph.D.) en sociologie, Montréal : Département de sociologie, Université de Montréal, 684 pages.
- Warren, Jean-Philippe (1998), *Un supplément d'âme*, Ste-Foy : PUL, 176 pages.
- White, Deena (1993), «Les processus de réforme et la structuration locale des systèmes. Le cas des réformes dans le domaine de la santé mentale au Québec», *Sociologie et sociétés*, vol. 25, no. 1, 77-98.
- Whitley, Richard (1984), *The Intellectual and Social Organization of the Sciences*, Oxford : Clarendon Press, 319 pages.
- Willems, Emilio (1970), *Dictionnaire de sociologie*, Paris : M. Rivière, 314 pages.
- Wilson, Kathleen et Jean-Philippe Warren (2005), « Étudier la sociologie au Québec (1999-2003). Qui ? Quoi ? Où ? », *Le Cahier de l'ACSALF*, vol. 2, no. 1, pages 12-13.